



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY

BULLETIN DES LOIS DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEÓN III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1855

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS

DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE INCLUSIVEMENT.

TOME SIXIÈME.

N^{os} 308 A 350.

PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

JANVIER 1856.

349.44

F01

11th ser.

v. 6

1855

594743

YANBU ONOMATO

TABLE

CHRONOLOGIQUE

*Des Lois et Décrets contenus dans le tome VI de la XI^e Série
du Bulletin des Lois.*

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	numéros des Bulletin. tires.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS			
AU 2 ^e SEMESTRE DE 1855.			
25 Juillet 1850.	DÉCRET qui approuve les statuts de la communauté des sœurs de Saint-Louis, établie à Vire.....	326	368
14 Mars 1853.	DÉCRET relatif aux brevets des membres de la Légion d'honneur.....	349	806
2 Avril.	DÉCRET qui autorise M. Cochan à substituer à son nom celui de Delacour.....	313	87
27 Déc. 1854.	DÉCRET portant que le magistrat chargé du ministère public près le tribunal de Gorée et dépendances prend le titre de <i>procureur impérial</i> , et que son traitement est fixé à 5,000 francs.....	325	345
22 Février 1855.	DÉCRET qui crée un service spécial de surveillance des chemins de fer.....	345	591
23 Mars.	DÉCRET qui crée, à Paris, un commissariat central de police des chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	703
7 Avril.	DÉCRET qui approuve la convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les compagnies des chemins de fer de Paris à Saint-Germain, de Paris à Rouen, etc.....	323	57
<i>Ide.m.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	publics, et la compagnie du chemin de fer Grand-Central de France.....	313	58
5 Mai 1855.	DÉCRET portant rectification d'une route départe- mentale.....	<i>Ibid.</i>	87
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établis- sement de deux courbes de raccordement entre les trois chemins de fer d'Orléans, de Bordeaux et de Nantes.....	<i>Ibid.</i>	88
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers qui autorisent l'ensemencement de dunes dans le département de la Gironde.	314	95 et 96
9.	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour le chemin de fer de Tergnier à Reims.....	315	103
12.	DÉCRET qui ouvre, au département de la marine et des colonies, un crédit extraordinaire sur l'exercice 1855.....	318	215
16.	DÉCRET qui proclame mille dix-sept brevets d'invention et certificats d'addition.....	316	105
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation et classement des routes départementales de Loir-et-Cher.....	317	213
26.	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour la gare du che- min de fer d'Orléans à Paris.....	320	269
29.	DÉCRET portant nominations de sous-préfets et de conseillers de préfecture.....	332	423
2 Juin.	DÉCRET qui rectifie une route départementale.	320	269
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclasse une route départementale.	<i>Ibid.</i>	270
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des syndicats à remplacer des rigoles.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
6.	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour l'établissement d'un chemin de fer.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
9.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exé- cution des travaux de construction d'un pont communal sur la Somme.....	308	5
13.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Fontaines (Saône-et-Loire), d'un établissement de sœurs de la charité de Saint-Vincent-de-Paul.	309	9

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
13 Juin 1855.	DÉCRET portant que la communauté des Ursulines existant à Nant (Aveyron) est autorisée comme établissement dépendant de la congrégation des Ursulines-de-Jésus, dont la maison mère est à Malet (même département).....	309	12
16.	DÉCRET qui autorise M. Delande à s'appeler Delanne	308	7
20.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Clairac (Lot-et-Garonne), d'un établissement de sœurs de la Doctrine chrétienne.....	309	14
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Cholet (Maine-et-Loire), d'un établissement de sœurs de la Retraite de la Société-de-Marie..	<i>Ibid.</i>	16
<i>Idem.</i>	CAHIER des charges relatif à la concession du chemin de fer de Nantes à Châteaulin.....	310	28
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre des finances à élever à 350 millions la somme des bons du Trésor à émettre pour le service de 1855...	318	216
22.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes départementales.....	320	271
23.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers de plusieurs tribunaux.....	317	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, au département de la marine et des colonies, un crédit extraordinaire sur l'exercice 1854.....	318	217
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers qui déclarent d'utilité publique l'exécution des travaux de construction de deux ponts.....	318	382 à 384
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont..	319	
26.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Vanosc (Ardèche).....	309	18
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Gersat (Puy-de-Dôme), d'un établissement de sœurs de la Miséricorde.....	<i>Ibid.</i>	19

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
26 Juin 1855.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Chambourcy (Seine-et-Oise), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	313	60
27.	DÉCRET qui proroge le délai fixé pour la durée des modifications au tarif des douanes sur les céréales dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île de la Réunion et du Sénégal.....	309	21
Idem.	DÉCRET qui crée un septième et un huitième escadron dans chacun des régiments de chasseurs d'Afrique.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au ministre de la marine et des colonies, un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.	310	33
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au ministre des finances, un crédit supplémentaire sur l'exercice 1854.	Ibid.	36
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au ministre des finances, un crédit supplémentaire sur l'exercice 1854...	Ibid.	37
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Mulhouse à exploiter une grue établie au bassin de Mulhouse.....	320	271
Idem.	DÉCRET qui autorise la prise de possession de terrains pour le chemin de fer de Paris à Mulhouse.....	322	296
28.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire pour dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.....	313	62
30.	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.....	309	23
Idem.	DÉCRET qui fixe le cadre des officiers d'administration des subsistances militaires.....	310	38
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la rectification d'une route départementale.....	322	296
Idem.	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Mulhouse....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. tine.	PAGES
30 Juin 1855.	DÉCRET qui permet d'élever des constructions de toute nature, le long des allées marines, dans la deuxième zone de servitudes de la place de Bayonne.....	340	59;
	2^e SEMESTRE DE 1855.		
2 Juillet 1855.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Martin, établie à Bourgueil (Indre-et-Loire).	313	63
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Roanne, d'un établissement de sœurs de Saint-Charles.	<i>Ibid.</i>	64
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Pleyber-Christ (Finistère), d'un établissement de sœurs de la Charité, dites <i>Filles-du-Saint-Esprit</i>.....	<i>Ibid.</i>	68
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Prunay (Seine-et-Oise), d'un établissement de Filles-de-la-Croix, dites <i>Sœurs de Saint-André</i>....	<i>Ibid.</i>	71
4.	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de la ville de Redon	308	5
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1854.....	310	39
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la consolidation des bons du Trésor, délivrés à la caisse d'amortissement, du 2 janvier au 30 juin 1855.....	311	45
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Cusset.....	313	74
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Amiens, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur.....	<i>Ibid.</i>	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Grèvecœur (Nord), d'un établissement de religieuses Augustines.....	<i>Ibid.</i>	76
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession d'un logement dans un bâtiment domanial.....	<i>Ibid.</i>	78

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. tins.	PAGES.
4 Juillet 1855.	DÉCRET qui décline une route départementale.	323	309
Idem.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes départementales.....	Ibid.	311
5.	DÉCRET qui autorise l'académie des sciences à accepter le legs que lui a fait M. le baron de Stassart.....	315	104
7.	DÉCRET relatif à l'admission en France, en exemption de droits, des vanilles originaires des colonies françaises des Antilles, de la Guyane et de Mayotte.....	309	23
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de la justice, exercice 1854.....	311	47
Idem.	DÉCRET qui crée, dans la ville d'Angers, une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres.....	315	99
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Rêdon.....	318	242
10.	DÉCRET qui proclame cent cinquante-sept cessions de brevets d'invention.....	324	313
11.	Loi qui autorise le ministre des finances à emprunter une somme de sept cent cinquante millions.....	308	1
Idem.	Loi portant qu'il sera fait, en 1856, un appel de cent quarante mille hommes sur la classe de 1855.....	Ibid.	3
Idem.	DÉCRET portant réorganisation de l'école préparatoire et de pharmacie de Toulouse.....	315	300
12.	DÉCRET qui autorise la communauté des sœurs de la Visitation, existant à la Charité-sur-Loire (Nièvre), à transférer à Nevers le siège de son établissement.....	313	80
13.	DÉCRET qui prononce la clôture de la session extraordinaire du Corps législatif.....	311	44
14.	Loi qui autorise l'établissement de divers impôts.....	310	25
Idem.	DÉCRET relatif à la publication de la loi du 14 juillet 1855, qui autorise l'établissement de divers impôts.....	Ibid.	27

NOTES de loi et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
14 Juillet 1855.	DÉCRET qui prononce la clôture de la session extraordinaire du Sénat.....	311	44
<i>Ibid.</i>	DÉCRET relatif à l'importation des mélasses destinées à la distillation.....	312	49
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui autorise l'admission, en franchise, des débris de fonte au-dessous de quinze kilogrammes, des vieux moulages hors de service, etc. expédiés de l'île de Corse sur le Continent français.....	<i>Ibid.</i>	50
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1854.....	313	81
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui rapporte celui du 17 novembre 1854, relatif aux travaux de construction d'un nouvel hôtel de la caisse des dépôts et consignations.	<i>Ibid.</i>	83
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui autorise la congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ligny-le-Châtel (Yonne), à transférer à Sens le siège de son établissement.....	318	218
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Angers, d'un établissement de sœurs de l'Instruction chrétienne.....	<i>Ibid.</i>	220
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Réalmont (Tarn), d'un établissement de sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de la Providence..	<i>Ibid.</i>	223
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 13 juillet 1855, pour la concession d'un chemin de fer, des mines d'Ougney au chemin de fer de Dijon à Besançon, et au canal du Rhône au Rhin.....	348	783
16.	DÉCRET relatif aux douanes.....	312	50
17.	Loi relative à la garantie d'un emprunt qui sera contracté par le Gouvernement ottoman....	311	41
<i>Ibid.</i>	Loi qui élève, de quatre à cinq pour cent, l'intérêt garanti par l'État à la compagnie du télégraphe sous-marin de la Méditerranée...	<i>Ibid.</i>	42
18.	DÉCRET qui nomme M. de Lagau, membre du conseil des prises.....	312	56

DATES des lois ou décrets,	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
18 Juillet 1855.	DÉCRET qui prescrit la promulgation, en Algérie, de l'article 1 ^{er} de la loi du 26 mars 1855, modifiant le paragraphe 5 de l'article 781 du Code de procédure civile, et de la loi du 2 mai 1855, sur les justices de paix.....	313	83
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Limoges.....	<i>Ibid.</i>	84
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Paimpol (Côtes-du-Nord) à l'importation de certaines marchandises.....	<i>Ibid.</i>	85
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde, à la commune de Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), un entrepôt réel des douanes pour les marchandises prohibées et non prohibées.....	<i>Ibid.</i>	86
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs compris dans la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	315	102
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1854, un crédit représentant la somme versée au Trésor par la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, pour sa part contributive dans le prix des terrains expropriés en 1854.....	320	257
20.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1854, un crédit supplémentaire pour la liquidation du passif de l'Opéra, arrêté au 1 ^{er} juillet 1851..	313	86
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention consulaire conclue, le 8 juin 1855, entre la France et les Pays-Bas.....	314	89
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire pour achats de tabacs...	317	201
21.	DÉCRET qui ouvre, au ministre des finances, un crédit supplémentaire sur l'exercice 1855.	<i>Ibid.</i>	202
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux appointements fixes des préfets maritimes à Cherbourg, Lorient et Rochefort.....	<i>Ibid.</i>	203
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de la marine et des colonies (Service colonial), pour l'exercice 1854..	<i>Ibid.</i>	204

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
21 Juillet 1855.	DÉCRET qui affecte deux parcelles de terrain pour l'établissement d'un tir à la Petite-Pierre (Bas-Rhin).....	317	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge le délai fixé pour les réductions de personnel résultant de la nouvelle organisation judiciaire des colonies.....	318	226
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise : 1° comme congrégation, dirigée par une supérieure générale, la communauté des sœurs Augustines, existant à Arras; 2° comme établissements dépendants de cette congrégation, quatre communautés de religieuses hospitalières de Saint-Jean...	<i>Ibid.</i>	227
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de routes impériales.....	313	311
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Charles-Pélagie à s'appeler, à l'avenir, Charles-Pélagie-Édouard Salle.....	337	497
23.	DÉCRET relatif aux vacances du Conseil d'état, pour l'année 1855.....	317	205
24.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Vix (Vendée), d'un établissement de filles de la Sagesse.....	318	229
25.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1854, un crédit supplémentaire applicable aux dépenses du matériel du Conseil d'état.....	315	102
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination d'un conseiller d'état et de maîtres des requêtes.....	<i>Ibid.</i>	104
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire pour le service de l'emprunt grec.....	317	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transfère à Saint-Étienne le chef-lieu du département de la Loire.....	<i>Ibid.</i>	209
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1854.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Aurillac.....	318	231

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
25 Juillet 1855.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation diri- gée par une supérieure générale, l'associa- tion religieuse des sœurs de la Sainte-Famille- de-Nazareth, établie dans la commune du Plan (Haute-Garonne).....	318	232
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'avancement des préfets, sous- préfets et conseillers de préfecture.....	320	258
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le traité conclu, le 23 juillet 1855, pour la concession, pendant cinquante années, de l'éclairage et du chauf- fage au gaz dans la ville de Paris.....	<i>Ibid.</i>	259
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et des huissiers de plusieurs tribunaux.....	323	311
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers portant nominations de sous- préfets et de conseillers de préfecture.....	332	424
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses faites par l'imprimerie impé- riale, à l'occasion de l'exposition universelle.	342	639
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera fait recette, au bud- get de l'imprimerie impériale, du crédit ouvert, pour les dépenses faites par cet éta- blissement à l'occasion de l'exposition uni- verselle	<i>Ibid.</i>	640
27.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'im- portation et d'exportation des grains et sa- rines.....	315	97
31.	DÉCRET portant convocation des conseils géné- raux	317	210
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départe- ments, pendant l'exercice 1856.....	<i>Ibid.</i>	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte une somme de 300,000 francs aux travaux à entreprendre pour la construc- tion d'un établissement d'artillerie, à Lille..	318	233
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte une somme de quatre cent mille francs aux travaux à entreprendre pour la construction, à Metz, d'un bâtiment des- tiné au service des lits militaires, ...	<i>Ibid.</i>	234

ANNEE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
31 Juillet 1855.	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels des places de guerre et postes militaires y désignés.....	318	235
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1854, un crédit extraordinaire pour le service de l'enregistrement et des domaines.....	Ibid.	237
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1854.....	Ibid.	238
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association religieuse des sœurs de la Charité, existant à Nîmes.....	Ibid.	239
Idem.	DÉCRET concernant les congés à accorder aux agents vice-consuls, aux drogmans et aux chanciers diplomatiques ou consulaires...	Ibid.	241
Idem.	DÉCRET qui fixe la nomenclature des dépenses obligatoires des colonies.....	319	251
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Conil à enlever et à exploiter les sables et galets du littoral de l'île de la Réunion.....	320	272
3 Août.	DÉCRETS divers qui déclarent l'urgence de prise de possession de terrains pour des établissements de chemins de fer.....	323	312
4.	DÉCRET portant qu'il sera attaché des aumôniers aux hôpitaux français établis en Orient.	319	253
Idem.	DÉCRET qui augmente le maximum et le minimum des pensions de retraite des officiers marins, matelots et autres assimilés, des divisions des équipages de ligne ou des bâtiments de la flotte.....	Ibid.	254
Idem.	DÉCRET portant que le service de guerre fait à l'armée d'Orient sera compté, à titre de bénéfice de campagne, pour le double de sa durée effective.....	320	260
Idem.	DÉCRET portant que le cadre constitutif du corps de santé de l'armée de terre comprendra des sous-aides.....	Ibid.	261

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. typ.	PAGES.
4 Août 1855.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 2 mai 1855, qui établit une taxe municipale sur les chiens.	320	262
Idem.	DÉCRET relatif au legs fait par le docteur Jecher à l'académie des sciences.	322	291
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués du tribunal de Sedan.	323	312
Idem.	DÉCRET qui autorise l'académie des beaux-arts à accepter un legs.	324	342
Idem.	DÉCRET qui classe une route départementale. . .	Ibid.	343
6.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Marcq-en-Barœul (Nord), d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur. .	321	273
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, au Puy, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur.	Ibid.	275
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Pierre-de-Maillé (Vienne), d'un établissement de Filles-de-la-Croix, dites Sœurs de Saint-André.	Ibid.	276
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Berles-Monchel (Pas-de-Calais), d'un établissement de sœurs de la Providence.	Ibid.	278
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Zimning (Moselle), d'un établissement de sœurs de la Providence.	Ibid.	282
8.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire pour les dépenses concernant la réunion des Tuileries au Louvre. .	319	255
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire de trois cent mille francs, pour les familles des militaires morts à l'armée d'Orient.	320	265
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire pour le paiement de la première annuité de la subvention due par l'État à la ville du Havre, aux termes de la loi du 22 juin 1854.	321	284
Idem.	DÉCRET relatif à la liquidation des caisses d'épargne des instituteurs communaux.	322	292

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
8 Août 1855.	DÉCRET qui fixe les limites des rivages de la mer dans le bassin d'Arcachon	324	343
Idem.	DÉCRETS divers qui fixent les limites des rivages de la mer	329	397
Idem.	DÉCRETS divers portant nominations de préfets et de sous-préfets	332	426
10.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue entre la France et les Pays-Bas pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art	319	243
Idem.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Sublime-Porte, pour la garantie d'un emprunt turc	Ibid.	248
11.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes des Fourgs (Doubs) à l'importation de certaines marchandises	320	266
Idem.	DÉCRET qui fixe le droit à l'importation de la vannerie	Ibid.	267
Idem.	DÉCRET relatif aux vacances de la Cour des comptes pour l'année 1855	Ibid.	268
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1855 une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1854, pour la création d'établissements modèles de bains et lavoirs publics, gratuits ou à prix réduits	321	285
Idem.	DÉCRET qui autorise la reconstruction de la Sorbonne	322	295
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Brioude	325	364
14.	DÉCRET portant création de deux nouveaux bataillons de chasseurs à pied	323	297
16.	DÉCRET qui licencie des compagnies de fusiliers et de pionniers de discipline	321	286
Idem.	DÉCRET qui approuve des délibérations de la commission municipale de Paris relatives aux voitures dites de place et aux voitures dite de régie ou remise	Ibid.	287
17.	DÉCRET qui élève M. le général Canrobert à la dignité de sénateur	332	413

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
22 Août 1855.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines..	322	289
28.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Roncq (Nord), d'un établissement de filles de la Providence, dites de <i>Sainte-Thérèse</i>	323	298
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Couhé (Vienne), d'un établissement de sœurs de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus.....	325	346
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Pons (Hérault), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	Ibid.	348
29.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1855 ..	323	300
Idem.	DÉCRET qui fixe les droits de douane à l'importation des machines, mécaniques, outils, etc.....	Ibid.	301
Idem.	DÉCRET qui autorise l'importation temporaire, en franchise de droits, des graines d'œillette destinées à être converties en huile.....	Ibid.	304
Idem.	DÉCRET qui autorise l'admission, en franchise de droits, des bois de noyer sciés en platcaux, importés par navires français.....	Ibid.	305
Idem.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Jumont (Nord), à l'importation et au transit de certaines marchandises.....	Ibid.	306
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des dames religieuses de Saint-Paul, à Angoulême.....	Ibid.	307
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Vervins, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame.	325	350
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Pontmain, section de la commune de Saint-Ellier (Mayenne), d'un établissement de sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu.....	Ibid.	351
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Beauvais, d'un établissement de Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus.....	Ibid.	354

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
29 Août 1855.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Escoutoux (Puy-de-Dôme), d'un établissement de sœurs de la Miséricorde.....	325	356
Idem.	DÉCRET qui règle le régime pénal et disciplinaire des individus subissant la transportation dans les colonies d'outre-mer.....	Ibid.	357
Idem.	DÉCRET qui modifie l'organisation du Gouvernement et de l'administration de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.....	Ibid.	359
Idem.	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement pour la seconde partie de leur session.....	326	365
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs de la Compassion Servantes des Pauvres, existant à Domsfront (Oise).....	Ibid.	366
Idem.	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits à un passage d'eau.....	327	375
Idem.	DÉCRET qui réunit les communes de Houguesmarre et Guencouville (Eure), en une seule commune sous le nom de commune de Houguesmarre-Guencouville.....	Ibid.	379
Idem.	DÉCRETS divers portant rectification de routes..	329	398
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.....	330	403
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement de dix corps morts destinés à l'amarrage des navires dans le port de Bordeaux.....	331	411
Idem.	DÉCRET qui modifie celui du 4 avril 1854, relatif à l'érection du collège de Colmar en lycée impérial.....	332	413
Idem.	DÉCRET qui élève le lycée impérial de Tours de la quatrième à la troisième catégorie.....	Ibid.	414
Idem.	DÉCRET portant nomination d'un sous-préfet...	Ibid.	426
Idem.	DÉCRET qui autorise l'académie des sciences à accepter un legs.....	Ibid.	427
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.....	Ibid.	Ibid.

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
29 Août 1855.	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de pos- session de terrains.....	332	457
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte un terrain au service du che- min de fer de Paris à Rennes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	DÉCRET relatif à la création d'un évêché à Laval.	323	308
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abroge le paragraphe 2 de l'ar- ticle 30 du décret du 13 octobre 1851, sur le service des ponts et chaussées.....	325	360
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abroge le dernier paragraphe de l'article 29 du décret du 24 décembre 1851, sur le service des mines.....	<i>Ibid.</i>	361
1 ^{er} Sept.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, à l'effet de rembourser le trésor et la ville de Lyon des avances qu'ils ont faites, en 1848, pour le service des ate- liers nationaux.....	326	369
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécu- tion des travaux de construction d'un pont...	329	398
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination d'un conseiller de préfecture.....	332	428
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la rectification d'une route dé- partementale.....	334	442
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le département des tra- vaux publics à prendre possession d'un im- meuble.....	335	450
5.	DÉCRET qui crée un emploi d'adjudant sous- officier maître de manège à l'école impériale d'application d'état-major.....	325	362
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le droit à l'entrée sur le piment en grains ou moulu d'origine étrangère, im- porté dans les ports de l'Algérie.....	327	373
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Château- gontier, d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.....	329	386
8.	DÉCRET portant prorogation du délai fixé par le décret du 2 juin 1855, concernant les diverses mesures relatives aux denrées alimentaires..	325	362
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un supplément de crédit pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider en 1855.....	<i>Ibid.</i>	363

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
8 Sept. 1855.	DÉCRET qui fixe le traitement des commis-greffiers assermentés près le tribunal de police de Paris.....	326	370
Idem.	DÉCRET qui autorise : 1° M. de Caze et ses enfants mineurs à ajouter à leurs noms ceux de de Salignac-de-la-Mothe-Fénelon; 2° MM. de Salignac, à ajouter à leurs noms ceux de Fénelon et à s'appeler à l'avenir de Salignac-Fénelon..	327	379
Idem.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes départementales.	335	450
9.	DÉCRET portant prorogations des tarifs des droits de navigation perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, etc.	329	388
Idem.	DÉCRET qui établit aux Fourgs (Doubs) un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.	Idid.	389
Idem.	DÉCRET portant approbation de tarifs pour la perception des droits de péage, à plusieurs passages de bacs.	330	403
12.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses de la cérémonie religieuse et de la fête du 13 septembre 1855.	326	371
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un entrepôt réel et général des sels au port de Cour-souilles (Calvados)	Idid.	372
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Ravel (Puy-de-Dôme), d'un établissement de sœurs de la Miséricorde	329.	390
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et huis-siers des tribunaux de Semur, Dunkerque et Apt.	331	412
Idem.	DÉCRET qui affecte le fort de Mardyck au départe-ment des travaux publics.	335	451
17.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit représentant la somme versée au trésor pu-blic par la ville de Paris, le 28 avril 1855, pour concourir à la construction du pont de l'Alma	327	374

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bul- létins.	PAGES.
19 Sept. 1855.	DÉCRET qui proroge le délai fixé pour la durée des modifications au tarif des douanes sur les céréales, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et du Sénégal.....	327	375
Idem.	DÉCRET relatif au majorat de M. le duc de Padoue.....	329	393
Idem.	DÉCRET qui proroge la faculté accordée aux navires étrangers d'effectuer le transport des grains et farines, du riz, des pommes de terre et des légumes secs, entre l'Algérie et la France.....	334	437
Idem.	DÉCRET qui proroge l'interdiction d'exporter des céréales de l'Algérie (blé et orge) à destination des pays étrangers.....	Ibid.	438
21.	DÉCRET portant rectification et promulgation de l'article qui proroge la convention conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay.....	329	385
22.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit de dix millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et aux distributions de secours par les bureaux de bienfaisance..	328	381
Idem.	DÉCRET qui proroge l'exemption des droits de navigation accordée aux chargements de grains et farines, de riz, de pommes de terre et de légumes secs.....	329	395
Idem.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment...	330	401.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes (Services des cultes), un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	332	415
Idem.	DÉCRET qui crée dans la ville de Mulhouse une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres.....	Ibid.	417
25.	DÉCRET qui convoque les électeurs compris dans la première circonscription du département du Var, à l'effet d'élire un député au corps législatif.....	331	409

ANNEE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. tine.	PAGES.
26 Sept. 1855.	DÉCRET qui établit à Glère (Doubs), un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.	331	410
Mém.	DÉCRET sur le service financier des colonies. . .	339	533
Mém.	DÉCRET qui fixe les cadres du personnel de la police des villes régies par l'article 50 de la loi du 5 mai 1855.	340	598
29.	DÉCRET qui accorde jusqu'au 1 ^{er} janvier 1856 pour soumettre au visa pour timbre et à l'enregistrement, sans droit en sus ou amendes, les actes sous signatures privées y énoncées.	331	410
Mém.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit représentant la somme versée au trésor public par la ville de Paris, le 13 septembre 1855, pour concourir à la construction du pont de l'Alma.	332	419
Mém.	RAPPORT et DÉCRET sur la comptabilité des matières du département de la marine et des colonies.	333	429
Mém.	DÉCRET qui classe des routes.	335	451
Mém.	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour le chemin de fer de Mulhouse.	Ibid.	Ibid.
Mém.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont à Saint-Romain (Vienne).	346	746
3 Octobre.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Saint-Aignan, établie à Orléans.	332	430
6.	DÉCRET qui affecte un terrain domanial au service du département de la guerre.	Ibid.	431
Mém.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire pour les dépenses du service de l'émigration européenne.	333	431
Mém.	DÉCRET qui affecte des parcelles de terrain au service du département de la guerre.	Ibid.	432

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
6 Octobre 1855.	DÉCRET qui fixe les droits à percevoir au pas- sage du pont d'Argental (Corrèze).....	334	442
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués près le tribunal de Lectoure.....	335	452
9.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses du service de l'exposition uni- verselle de 1855.....	333	433
10.	DÉCRET concernant les navires étrangers qui auront importé des bois de construction des pays du nord de l'Europe dans les ports de l'Algérie.....	Ibid.	434
Idem.	DÉCRET relatif à l'admission dans la gendarmerie d'élèves gendarmes.....	335	447
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Courtin de Torsay et son fils à ajouter à leur nom celui de de Mal- herbe.....	338	529
Idem.	DÉCRET portant création de trois régiments de tirailleurs algériens.....	339	584
Idem.	DÉCRET qui modifie le cadre du personnel de la police de Rouen.....	345	703
13.	DÉCRET qui prohibe l'exportation des marrons et châtaignes et de leurs farines.....	332	422
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de l'agriculture, du com- merce et des travaux publics, exercice 1855.	334	439
Idem.	DÉCRET qui ouvre des crédits, sur l'exercice 1855, pour le service de l'exposition univer- selle.....	Ibid.	440
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la cons- truction d'un pont fixe en pierre, sur le Cher, à Mennetou.....	337	497
Idem.	DÉCRET qui autorise la perception de droits de péage sur le pont de Kermelo (Morbihan)...	345	731
Idem.	DÉCRET qui autorise MM. Scellier à ajouter à leur nom celui de de Lample.....	Ibid.	732
Idem.	DÉCRET portant classement de routes.....	347	779
Idem.	DÉCRETS divers qui déclarent d'utilité publique des travaux de constructions de ponts.....	348	800

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
17 Octobre 1855.	DÉCRET portant : 1° admission, en franchise des droits de douane, des produits destinés à la construction des bâtiments de mer; 2° fixation des droits à l'importation des navires étrangers	333	435
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire pour le contrôle et la surveillance des chemins de fer.....	336	482
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition, établie à Marseille.....	338	501
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Bourg-les-Comptes (Ille-et-Vilaine), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	Ibid.	502
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Caixon (Hautes-Pyrénées), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph de Tarbes.....	Ibid.	505
Idem.	DÉCRET qui approuve des tarifs pour la perception des droits de péage aux passages de plusieurs bacs.....	341	629
Idem.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes départementales.....	348	802
20.	DÉCRET qui proclame quarante-neuf cessions de brevets d'invention.....	339	387
Idem.	DÉCRET portant approbation de tarifs pour la perception des droits de péage au passage d'un bac.....	340	615
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1855..	335	449
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Bar-sur-Aube, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours.....	338	507
Idem.	DÉCRET qui autorise la caisse de service de la boulangerie de Paris à contracter un emprunt.....	340	604
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure), d'un établissement de filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus.....	341	621

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
27 Octobre 1855.	TABEAU du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importa- tion et d'exportation des grains et farines...	335	445
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation diri- gée par une supérieure générale, l'associa- tion des sœurs du Sacré-Nom-de-Jésus, exis- tant à Lorient (Drôme).....	338	509
Idem.	DÉCRET qui approuve le tarif des droits de péage à percevoir au bac de Vabres (Allier).....	Ibid.	529
Idem.	DÉCRET qui autorise le département des Basses- Pyrénées à fonder deux demi-bourses dans le lycée de Pau.....	340	619
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Sens à fonder cinq bourses dans le lycée de Sens.....	Ibid.	Ibid.
29.	DÉCRET qui autorise M. de Narcillac à conserver le titre d'auditeur en service extraordinaire..	336	483
31.	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des crédits du budget de l'exercice 1856.....	Ibid.	453
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Guiche (Basses-Pyrénées), d'un établissement de Filles-de-la-Croix, dites Sœurs de Saint-André.	341	623
Idem.	DÉCRET qui augmente l'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guyane française.....	345	704
3 Novemb.	DÉCRET concernant le tarif de l'octroi de Paris.	338	510
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institu- tion canonique de M ^{re} Wicart, pour l'évêché de Laval.....	Ibid.	520
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institu- tion canonique de M. Nanquette, pour l'é- vêché du Mans.....	Ibid.	521
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institu- tion canonique de M. Plantier, pour l'évêché de Nîmes.....	Ibid.	523
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institu- tion canonique de M. Delalle, pour l'évêché de Rodez.....	Ibid.	524
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Moulins à fon- der une bourse entière et quatre bourses trois quarts dans le lycée de Moulins.....	340	620

NOM des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NOM des Bulle- tins.	PAGES.
3 Novemb. 1855.	DÉCRET qui autorise la fondation, à la Saze (Sarthe), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	341	626
6.	DÉCRET portant promulgation de la convention, conclue entre la France, la Belgique et la Prusse, pour la transmission des correspondances télégraphiques.....	337	485
7.	DÉCRET qui fixe les époques auxquelles auront lieu, pour la classe de 1855, les opérations du recrutement relatives aux travaux de recensement et au tirage au sort.....	340	605
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. <i>Delacour</i> conseiller d'état en service ordinaire.....	341	635
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire applicable au chapitre II du budget de l'Imprimerie impériale, exercice 1855.....	342	641
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire pour le paiement d'une somme dont l'État est débiteur envers deux anciens entrepreneurs du travail dans les prisons de la Seine.....	345	705
10.	DÉCRET portant répartition, par articles, du crédit accordé pour les dépenses du ministère de la justice, pendant l'année 1856.....	338	525
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire applicable au personnel du Conseil d'état.....	<i>Ibid.</i>	528
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. le comte de <i>Morny</i> président du Corps législatif pour l'année 1856.....	340	606
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition, par articles, du crédit ouvert au département de la guerre, pour les dépenses de l'exercice 1856.....	<i>Ibid.</i>	607
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Lons-le-Saunier, d'un établissement de filles de Marie.....	342	642
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), d'un établissement de demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus.....	343	645

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
13 Novemb. 1855.	DÉCRET relatif au service des inspecteurs de la boucherie de Paris.....	340	614
14.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Arraincourt (Moselle), d'un établissement de sœurs de la Providence, dites de Saint-André.....	345	706
17.	DÉCRET qui désigne MM. Dubois et Maigne, pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'état délibérant au contentieux.....	341	636
19.	DÉCRET qui fixe le droit à acquitter, à l'entrée en France, des marchandises prohibées, faisant partie du chargement des navires capturés sur l'ennemi, durant la guerre actuelle.	340	614
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au département de la marine et des colonies, un crédit extraordinaire sur l'exercice 1855.....	343	647
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit représentant les sommes versées au Trésor, par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1855.....	344	694
Idem.	DÉCRET qui établit un conseil de prud'hommes à la Ferté-Macé (Orne).....	Ibid.	699
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1854, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.....	345	709
Idem.	DÉCRET qui approuve les statuts de la congrégation des dames Trinitaires, établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône).....	Ibid.	711
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des dames Trinitaires, établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	TARIF de la solde, des indemnités et des prestations diverses, allouées aux vétérinaires principaux dans toutes les positions.....	347	754

NOS des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
21 Novemb. 1855.	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Bagnères.....	342	643
Idem.	DÉCRET relatif aux recettes faites, au nom et pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, par les receveurs de l'enregistrement et des domaines.....	345	713
Idem.	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Angers, et supprime la chambre consultative des arts et manufactures existant dans cette ville.....	Ibid.	716
Idem.	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Nancy, et supprime la chambre consultative des arts et manufactures existant dans cette ville.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif au report des fonds départementaux de l'exercice 1854 non employés au 30 juin 1855.....	Ibid.	717
Idem.	TARIF de l'indemnité pour frais de bureau attribuée aux trésoriers des régiments du génie.....	347	756
24.	DÉCRET qui fixe le salaire des conservateurs des hypothèques pour la transcription des actes de mutation.....	341	628
Idem.	DÉCRET qui désigne, pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'état délibérant au contentieux, M. Godelle, conseiller d'état.....	342	643
Idem.	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au passage d'un bac sur la rivière du Tarn.....	343	649
Idem.	DÉCRET qui augmente le nombre des membres du comité consultatif de l'Algérie.....	346	735
26.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.....	342	637
Idem.	DÉCRET qui fixe les droits de douane à l'importation de certaines marchandises.....	343	648

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
28 Nov. 1855.	DÉCRET portant clôture de l'exposition univer- selle de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts.....	345	728
Idem.	DÉCRET qui nomme M. de Parieu, vice-prési- dent de la commission supérieure de la dota- tion de l'armée.....	347	756
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Parthenay.....	350	836
30.	DÉCRET qui autorise M. Monton-Duvernety à conserver le titre d'auditeur en service extra- ordinaire.....	344	700
Idem.	DÉCRET portant que M. Des Michels, auditeur de deuxième classe au Conseil d'état, est nommé auditeur de première classe.....	Ibid.	Ibid.
1 ^{er} Décemb.	DÉCRET portant répartition, par subdivisions de chapitre, du crédit accordé, sur l'exer- cice 1856, pour les dépenses du ministère des finances.....	Ibid.	653
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Orange, d'un établissement de sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur.....	346	736
3.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un cré- dit supplémentaire pour les dépenses de la réunion des Tuileries au Louvre.....	Ibid.	737
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1855...	Ibid.	738
Idem.	DÉCRET qui accorde au ministre des finances un crédit supplémentaire pour une créance constatée sur un exercice clos.....	Ibid.	740
Idem.	DÉCRET relatif à la transportation.....	Ibid.	741
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1856, un cré- dit supplémentaire pour le service de la dette publique.....	Ibid.	742
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Moulins, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame- de-Charité du Bon-Pasteur.....	Ibid.	743
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Cimetière à s'appeler, à l'avenir, Euverte.....	347	780

NOM de la loi et décret.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
6 Decemb. 1855.	Décret portant répartition, par subdivisions de chapitre, du crédit accordé pour les dépenses du département de la marine et des colonies, exercice 1856.....	350	813
10.	Décret qui fixe les droits à l'importation de certaines marchandises.....	345	728
Idem.	Décret qui autorise la fondation, à Pouilly-le-Monial (Rhône), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	346	745
Idem.	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Strasbourg.....	347	757
Idem.	Décret portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus, par les ministres, pour l'année 1855.....	Ibid.	759
Idem.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire applicable au chapitre XVII du budget du ministère de l'intérieur (Frais de détention et de transport des condamnés à la charge de l'État).....	Ibid.	760
Idem.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1856, sur les trains de bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris.....	Ibid.	761
12.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire pour recherches relatives aux approvisionnements en céréales et en fourrages, disponibles dans les provinces danubiennes.....	Ibid.	763
Idem.	Décret portant concession d'un logement dans un bâtiment domanial.....	350	823
15.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget de la Légion d'honneur, exercice 1854, pour rappels d'arrérages de traitements et de suppléments de traitements (exercices clos).....	347	764
Idem.	Décret qui autorise un virement de crédit au budget de la Légion d'honneur, exercice 1854.....	Ibid.	765

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
15 Décemb. 1855.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget de la Légion d'honneur, exercice 1855.....	\$47	766
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire au budget de la Légion d'honneur, exercice 1854.....	\$49	805
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Cluny, à fonder à Paris un établissement de sœurs de son ordre, et à y transférer le noviciat de Bailleul (Oise).....	\$50	824
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association religieuse des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, existant à Saint-Omer.....	<i>Ibid.</i>	827
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Valay (Haute-Saône), d'un établissement de sœurs de la Charité de Besançon.....	<i>Ibid.</i>	828
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la contribution spéciale, à percevoir, en 1856, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	831
19	DÉCRET portant promulgation du traité conclu, le 21 novembre 1855, entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège.....	\$46	733
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1855.....	\$49	808
22	DÉCRET sur l'organisation des Archives de l'Empire.....	\$47	767
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère d'état, exercice 1854.....	<i>Ibid.</i>	770
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire destiné à solder les dépenses d'achèvement de l'hôtel du ministère des affaires étrangères.....	<i>Ibid.</i>	771

Année de la Mém.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	Numéros des Bulletin.	PAGES.
22 Decemb. 1855.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de huit mille quatre cents francs, pour l'achèvement du monument à élever à la mémoire de l'archevêque de Paris, et annule une somme de huit mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-sept centimes au budget de 1854.....	347	772
Idem.	DÉCRET qui ouvre, au ministre d'état, un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer, constatés dans le compte définitif de l'exercice 1852.....	Ibid.	774
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, exercice 1855.....	349	809
Idem.	DÉCRET relatif au ressort des justices de paix de Guelma et de Bône.....	350	833
24.	DÉCRET qui nomme M. Troplong président du Sénat pour l'année 1856.....	Ibid.	834
Idem.	DÉCRET portant nomination des vice-présidents du Sénat pour l'année 1856.....	Ibid.	835
Idem.	DÉCRET portant nomination des vice-présidents du Corps législatif pour l'année 1856.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant nomination des questeurs du Corps législatif pour l'année 1856.....	Ibid.	836
25.	DÉCRET portant règlement sur le service des appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation des chemins de fer de l'Ouest et d'Orléans.....	347	775
26.	TARIF du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.....	348	781
27.	DÉCRET portant promulgation de la convention additionnelle à la convention de poste du 3 avril 1843, conclue entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.....	347	749

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	SOMMES des Folles- tins.	PAGES.
29 Décemb 1855.	DÉCRET qui affranchit les navires néerlandais du droit de tonnage établi par l'ordonnance du 26 juin 1841.....	849	810
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits à l'importation des sucres	<i>Ibid.</i>	811
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Carentan à l'entrée de certaines marchan- dises, ainsi qu'à l'importation et à l'exporta- tion des grains et farines.....	<i>Ibid.</i>	812

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS
DU TOME VI.

BULLETIN DES LOIS.

N° 308.

N° 2844. — *Loi qui autorise le Ministre des Finances à emprunter une somme de sept cent cinquante millions.*

Du 11 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCIONNÉ et **SANCIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire, sur le grand-livre de la dette publique, la somme de rentes nécessaire pour produire, au taux de la négociation, un capital de sept cent cinquante millions de francs (750,000,000^f).

Le supplément nécessaire pour faciliter, s'il y a lieu, la liquidation des souscriptions et couvrir les frais d'escompte résultant des anticipations de paiement, ne pourra excéder, en capital, la somme de trente millions de francs (30,000,000^f).

Les rentes à inscrire en vertu des deux paragraphes précédents pourront être aliénées à l'époque, de la manière, dans le fonds, au taux et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité des négociations.

Un fonds d'amortissement du centième du capital nominal des rentes créées en vertu de l'autorisation qui précède sera ajouté à la dotation de la caisse d'amortissement.

XI^e Série.

1

2. Les produits de l'emprunt seront affectés, à titre de ressource extraordinaire, aux besoins des exercices 1855 et 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Juillet 1855.

Le Président,

Signé C^{te} DE MONTY.

Les Secrétaires,

Signé JOACHIM MURAT, ED. DALLOZ, TESNIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant autorisation pour le ministre des finances d'emprunter une somme de sept cent cinquante millions de francs (750,000,000^f).

Délibéré en séance, et voté à l'unanimité, au palais du Sénat, le 9 Juillet 1855.

Le Président,

Signé TREMONGES.

Les Secrétaires,

Signé F. DE BEAUMONT, CÉCILLE, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MARIONS ET ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 345. — *Loi portant qu'il sera fait, en 1856, un Appel de cent quarante mille Hommes sur la Classe de 1855.*

De 11 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS,
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Il sera fait, en 1856, un appel de cent quarante mille hommes, sur la classe de 1855, pour le recrutement des troupes de terre et de mer.

2. La répartition de ces cent quarante mille hommes entre les départements sera faite par un décret de l'Empereur, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe appelée.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de quelques cantons ou départements ne peut pas être connu dans le délai qui aura été déterminé par un décret de l'Empereur, ce nombre sera remplacé, pour les cantons ou départements en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage des dix classes précédentes.

Le tableau général de la répartition sera inséré au Bulletin des lois.

3. La sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu, entre les cantons, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de chaque canton.

Elle sera faite par le préfet, en conseil de préfecture, et rendue publique, par voie d'affiches, avant l'ouverture des opérations des conseils de révision.

Dans le cas où les listes de tirage de quelques cantons ne seraient pas parvenues au préfet en temps utile, il sera procédé, pour la sous-répartition, à l'égard des cantons en retard, de la

manière indiquée au deuxième paragraphe de l'article 2 ci-dessus.

4. Les jeunes gens placés sous la tutelle des commissions administratives des hospices seront inscrits sur les tableaux de recensement de la commune où ils résident au moment de la formation de ces tableaux, ainsi qu'il a été réglé par la loi du 26 décembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Juillet 1855.

Le Président,

Signé C^m DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé JOACHIM MURAT, ED. DALLOZ, TESNIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant appel, en 1856, d'un contingent de cent quarante mille hommes sur la classe de 1855.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Juillet 1855.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé F. DE BEAUMONT, CÉCILLE,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 1846. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du Bureau de Douane de la ville de Redon.

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
IMPÉREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 5, titre XIII, de la loi du 13 août 1791 ;

Vu la loi du 14 juin 1850 ;

Vu la demande des courtiers maritimes de Redon ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture du bureau
de douane de la ville de Redon (Ille-et-Vilaine) sont fixées ainsi
qu'il suit :

Du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, de huit heures du matin à quatre
heures du soir ;

Du 1^{er} octobre au 1^{er} avril, de neuf heures du matin à quatre
heures du soir.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agri-
culture, du commerce et des travaux publics, et au départe-
ment des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER**.

**N° 1847. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'inté-
rieur) portant :**

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux
de construction d'un pont communal fixe, sur la Somme, à Camon,

en remplacement du bac actuel, ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée, aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges également annexé au présent décret.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont et de ses abords et dépendances,

1° Au moyen d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au concessionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession;

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder vingt et un ans, sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté;

2° Au moyen d'une subvention totale de dix-huit mille cinq cents francs, ainsi répartie : douze mille cinq cents francs à fournir par la commune de Camon, six mille francs accordés sur les fonds du trésor.

4. Le concessionnaire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841 est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeuble dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage suivant le tarif ci-après :

Une personne à pied, chargée ou non, d'un poids inférieur à cinq myriagrammes, trois centimes, ci. 0

Nota. Dans le cas où la personne passera et repassera dans la même journée, ce prix sera réduit pour les deux passages, à cinq centimes, ci. 0

Un cheval ou mulet, et son cavalier, valise comprise, huit centimes, ci. 0

Un cheval ou mulet chargé ou non chargé, trois centimes, ci. 0

Un âne ou une ânesse chargé ou non, trois centimes, ci. 0

Nota. Lorsque l'âne ou l'ânesse passera et repassera dans la même journée, le prix des deux passages sera réduit à cinq centimes, ci. 0

Par cheval, bœuf, mulet, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci. 0

Par cheval, bœuf, mulet, vache ou âne destiné à la vente, six centimes, ci. 0

Par veau ou porc destiné à la vente, deux centimes, ci. 0

Par mouton, brebis, bouc, cochon de lait, et pour chaque paire d'oies ou de dindons, un centime, ci. 0

Nota. Lorsque les moutons, brebis, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, moutons, brebis, boucs, chèvres allant au pâturage, deux centimes, ci.....	02 ^e
Une voiture suspendue, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur, quinze centimes, ci.....	15
Quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
Une pareille voiture attelée de deux chevaux, vingt-cinq centimes, ci...	25

Nota. Les voyageurs payeront séparément le droit dû pour une personne à pied.

Pour une charrette chargée ou non, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris, quinze centimes, ci.....	15
Pour une charrette, chargée ou non, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Pour une charrette, chargée ou non, attelée de trois chevaux ou mulets, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	25

Nota. Le jour et le lendemain de la fête annuelle communale de Camon, il sera perçu double péage, c'est-à-dire que chaque personne payera cinq centimes pour passer et cinq centimes pour repasser.

7. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les gardes champêtres, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique. (*Paris, 9 Juin 1855.*)

N° 2848. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Delande* (*Joseph-Édouard*), négociant, né le 15 avril 1823, à Saint-Quentin (Aisne), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Delanne*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 16 Juin 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Juillet 1855,

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,***
ABBATUCCI.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.**

**On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.**

BULLETIN DES LOIS.

N° 309.

N° 3849. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Fontaines (Saine-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.*

Du 13 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les actes notariés du 20 mai, 1^{er} juillet, 19 août, 14 septembre et 9 octobre 1853 et 21 février 1854, par lesquels les dames veuves *Goubard* et *Jaillet*, et les sieur et dame *Parize* ont fait donation à la commune de Fontaines d'une somme de trois mille francs et de diverses rentes annuelles et perpétuelles s'élevant ensemble à sept cent cinquante francs et devant être portées à onze cent cinquante francs après le décès de la dame veuve *Goubard*, sous la condition de faire célébrer, chaque année à perpétuité, une grand'messe dans l'église de Fontaines, et à la charge d'affecter le montant de ces libéralités à la fondation et à l'entretien, à Fontaines, d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, qui seront tenues de secourir les malades indigents et de diriger l'école des filles, la salle d'asile et l'asile ;

Vu le certificat de vie des donateurs, en date du 7 juin 1854 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Fontaines, en date des 9 et 14 juillet, 9 octobre 1853, 19 janvier, 14 mai et 11 septembre 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter ces donations ; 2° d'acquiescer du sieur *Goubard*, moyennant une somme de dix-huit mille cinq cents francs, une maison destinée à être affectée à l'usage de l'établissement prescrit par les donateurs ; 3° de vendre la maison d'école actuelle et une rente sur l'État de douze cents francs, par employer le produit de cette vente, concurremment avec d'autres ressources, au paiement des frais d'acquisition et d'appropriation ;

Vu les délibérations, en date du 1^{er} mars 1854, par lesquelles le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité

XI^e Série.

2

de Saint-Vincent-de-Paul sollicite l'autorisation, 1° d'accepter, en ce qui le concerne, les donations susénoncées; 2° de fonder dans la commune de Fontaines un établissement de sœurs de son ordre;

Vu la délibération, en date du 27 août 1854, par laquelle le conseil de fabrique de l'église succursale de Fontaines demande à accepter la fondation perpétuelle d'une grand'messe attachée aux donations susénoncées;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune des donateurs;

Vu l'acte notarié des 13 et 15 février 1854, par lequel le sieur *Jean-Baptiste Goubard* a consenti à la vente de la maison dont il est propriétaire;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation de cette maison portant sa valeur à vingt et un mille sept cents francs;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation de la maison d'école actuelle portant sa valeur à cinq mille francs;

Vu le décret impérial du 8 novembre 1809 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs désignées pour faire partie de l'établissement projeté de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu les états de l'actif et du passif de la fabrique de Fontaines et de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul vérifiés et certifiés par les préfets de Saône-et-Loire et de la Seine;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommode*, qui ont eu lieu à Fontaines;

Vu les avis du conseil municipal de Fontaines, en date des 10 et 29 mai 1853, au sujet de la fondation projetée;

Vu les avis de l'archevêque de Paris, de l'évêque d'Autun et des préfets de la Seine et de Saône-et-Loire, en date des 24 août et 21 novembre 1853, 4 janvier, 24 avril, 4 mai, 31 août et 18 octobre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 25 novembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) 17^e série, Bull. 252, n° 4838.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, existant à Paris (Seine), en vertu d'un décret impérial du 8 novembre 1809, est autorisée à fonder dans la commune de Fontaines (Saône-et-Loire) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Le maire de Fontaines (Saône-et-Loire), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris (Seine), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, les donations faites à la commune de Fontaines par la dame *Marie Protheau*, veuve du sieur *François Goubard*, la dame *Jeanne-Marie Bésuchet*, veuve du sieur *Frédéric Juillet*, le sieur *François Parize* et la dame *Geneviève Goubard*, son épouse, suivant actes notariés des 20 mai, 1^{er} juillet, 19 août, 14 septembre et 9 octobre 1853 et 21 février 1854, et consistant en une somme de trois mille francs et en diverses rentes annuelles et perpétuelles s'élevant ensemble à sept cent cinquante francs et devant être portées à onze cent cinquante francs, après le décès de la dame veuve *Goubard*, à la condition notamment d'affecter le montant de ces libéralités à la fondation et à l'entretien, à Fontaines, d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

En cas de remboursement de ces rentes, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Fontaines (Saône-et-Loire) est autorisé, au nom de cet établissement, 1^o à accepter la fondation perpétuelle d'une grand'messe résultant, en faveur de cette église, des donations d'une somme de trois mille francs et de diverses rentes faites à la commune de Fontaines par la dame *Marie Protheau*, veuve du sieur *François Goubard*, et autres, suivant actes notariés des 20 mai, 1^{er} juillet, 19 août, 14 septembre et 9 octobre 1853 et 21 février 1854; 2^o à recevoir, chaque année à perpétuité, de la commune de Fontaines, chargée de payer la dépense de cette fondation, une somme de six francs, reconnue suffisante par l'autorité diocésaine pour en assurer l'acquit.

4. La commune de Fontaines est autorisée,

1° A acquérir du sieur *Jean-Baptiste Goubard*, moyennant prix de dix-huit mille cinq cents francs, et aux clauses et conditions de l'acte public des 13 et 15 février 1854; une maison avec dépendances, située à Fontaines et estimée vingt et un mille sept cents francs, pour servir à la construction de bâtiments destinés à recevoir des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, l'école des filles, la salle d'asile et l'ouvroir; 2° à aliéner aux enchères publiques, sur la mise à prix de cinq mille francs la maison d'école de filles actuelle, et, au cours de la bourse de Paris, une inscription de rente sur l'État quatre et demi pour cent, de douze cents francs, pour le produit de ces aliénations être affecté, concurremment avec d'autres ressources, notamment la somme de trois mille francs ci-dessus donnée, au paiement des dépenses de ladite acquisition et des frais de construction.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes*

Signé H. FORTOUL.

N° 2850. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que la Communauté des Ursulines existant à Nant (Aveyron) est autorisée comme Établissement dépendant de la Congrégation des Ursulines-de-Jésus, dont la maison mère est à Malet (même département).

Du 13 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la communauté

des Ursulines, à Nant, en date du 4 novembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation de se réunir à la congrégation des Ursulines-de-Jésus, à Malet, et d'être autorisée, à l'avenir, comme établissement dépendant de cette congrégation ;

En l'engagement pris par les membres de cette communauté de se conformer aux statuts approuvés pour la congrégation des Ursulines-de-Jésus, à Malet, qu'elle a déclaré adopter ;

Vu la délibération, en date du 11 novembre 1853, par laquelle le conseil d'administration de cette congrégation a consenti à la réunion demandée ;

Vu l'ordonnance royale du 11 mai 1842 (1), qui a autorisé la congrégation des Ursulines-de-Jésus, à Malet, et celle du 22 février de la même année (2), qui a approuvé les statuts ;

Vu l'ordonnance royale du 17 avril 1839, qui a autorisé la communauté des Ursulines, à Nant ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Nant, le 28 mai 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Nant, en date du 11 juin 1854 ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la communauté des Ursulines, à Nant ;

Vu les avis de l'évêque de Rodez et du préfet de l'Aveyron, en date des 17 et 20 septembre 1854 et 7 janvier 1855 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu le décret du 31 janvier 1852 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AUONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des Ursulines existant à Nant (Aveyron), en vertu de l'ordonnance royale du 17 avril 1839, comme communauté indépendante dirigée par une supérieure locale, est autorisée comme établissement dépendant de la congrégation des Ursulines-de-Jésus, dont la maison mère est à Malet, commune de Saint-Côme (même département), à la charge de se conformer aux statuts approuvés pour cette congrégation, par ordonnance royale du 22 février 1842, et que l'association des Ursulines de Nant a déclaré adopter.

2. L'ordonnance précitée du 17 avril 1839 est rapportée.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) IX^e série, Bull. 907, n° 9986.

(2) IX^e série, Bull. 888, n° 9864.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juin 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes*

Signé H. FORTOUL.

N° 2851. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Clairac (Lot-et-Garonne), d'un Établissement de Sœurs de la Doctrine chrétienne.

Du 20 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne, en date des 10 septembre 1853 et 25 juin 1854, tendant à obtenir: 1° la reconnaissance légale de l'établissement de sœurs de son ordre existant de fait à Clairac; 2° l'autorisation d'accepter les donations faites à cet établissement par le sieur de Vivens et les sieur et dame de Poyen, et consistant en une somme de quatre mille cinq cents francs et en une rente quatre demi pour cent sur l'État de neuf cents francs, sous la condition de distribuer tous les jours des aliments à huit ou dix vieillards indigents;

Vu la délibération, en date du 18 janvier 1855, par laquelle le bureau de bienfaisance de Clairac demande à accepter, en ce qui concerne, ces donations;

Vu l'acte notarié portant donation, en date du 6 août 1853;

Vu le certificat de vie des donateurs, en date du 2 septembre 1853;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune des donateurs;

Vu l'ordonnance royale du 28 mai 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne, à Bordeaux, et celle du 30 avril de la même année (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

(1) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

(2) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composent l'établissement de Clairac de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état de l'actif et du passif de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a été à Clairac, le 27 avril 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Clairac, en date du 27 mars 1854;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Bordeaux, de l'évêque d'Agen et des préfets de la Gironde et de Lot-et-Garonne, en date des 5 et 11 janvier, 22 et 26 mai, 27 juin et 22 novembre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 17 mars 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue, .

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne, existant à Bordeaux (Gironde), en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à fonder, à Clairac (Lot-et-Garonne), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne, à Bordeaux (Gironde), et le bureau de bienfaisance de Clairac (Lot-et-Garonne), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, les donations faites à l'établissement des sœurs de cet ordre, à Clairac, par le sieur *Robert de Labat de Frens*, le sieur *Charles-Marie-Eugène de Poyen* et la dame *Grâce-Jacqueline-Zilia de Labat de Vivens*, son épouse, suivant acte notarié du 6 août 1853, et consistant en une somme de quatre mille cinq cents francs et une rente quatre et demi pour cent, sur l'État, de neuf cents francs, inscrite au grand-livre de la dette publique, sous le n° 18,254, sous le nom de la recette générale de la Gironde, à la charge notamment de distribuer, tous les jours et à perpétuité, des aliments à huit ou dix vieillards indigents, dans la maison actuellement occupée à Clairac par les sœurs de la Doctrine chrétienne.

La somme de quatre mille cinq cents francs sera placée en rente sur l'État, et la rente de neuf cents francs sera immatriculée au nom de la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2852. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Cholet (Maine-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de la Retraite de la Société de Marie.*

Du 20 Juin 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les actes notariés, en date des 19 décembre 1851, 8 janvier et 17 décembre 1852, par lesquels la congrégation des sœurs de la Retraite de la Société de Marie, à Angers, a acquis de divers, moyennant une somme de quarante et un mille francs, des bâtiments avec dépendances situés à Cholet;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Retraite de la Société de Marie, en date du 15 mai 1854, tendant à obtenir : 1° l'approbation des acquisitions précitées; 2° la reconnaissance légale de l'établissement de son ordre existant de fait à Cholet;

Vu l'ordonnance royale du 17 janvier 1827 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Retraite de la Société de Marie, à Redon (Ille-et-Vilaine), et celle du 3 janvier de la même année, (2) qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

(1) VIII^e série, Bull. 138, n° 4730.

(2) VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

Vu le décret impérial du 8 février 1854 (1), qui a transféré à Angers le siège de cette congrégation ;

Vu l'engagement des sœurs qui composent l'établissement de Cholet de se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la maison mère ;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles acquis par la congrégation portant leur valeur à quarante-neuf mille huit cents francs ;

Vu le procès verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Cholet le 9 juillet 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Cholet, en date du 8 septembre 1854 ;

Vu les avis de l'évêque d'Angers et du préfet de Maine-et-Loire, en date des 27 mai et 22 septembre 1854 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendus,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Retraite de la Société-de-Marie, existant d'abord à Redon (Ille-et-Vilaine), en vertu d'une ordonnance royale du 17 janvier 1827 et dont le siège a été transféré à Angers (Maine-et-Loire) par décret impérial du 8 février 1854, est autorisée à fonder, à Cholet (Maine-et-Loire), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827.

2. Sont approuvées les acquisitions faites, suivant actes notariés des 19 décembre 1851, 8 janvier et 17 décembre 1852, par la congrégation des sœurs de la Retraite de la Société-de-Marie, à Angers, dans l'intérêt de l'établissement de son ordre à Cholet (Maine-et-Loire), moyennant une somme totale de quarante et un mille francs, de plusieurs bâtiments avec dépendances appartenant à divers, situés à Cholet et estimés ensemble quarante neuf mille huit cents francs.

Il sera pourvu au paiement de ce qui reste encore dû sur le

prix de ces acquisitions avec l'excédant des recettes de la maison mère d'Angers et de l'établissement de Cholet.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juin 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2853. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association religieuse des Sœurs de Saint-Joseph, existant à Vanosc (Ardèche).*

Du 26 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph à Vanosc, en date du 25 juillet 1854, tendant à obtenir son autorisation comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu l'engagement pris par les membres de cette association de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance du 17 janvier 1830 (1) pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, établie aux Vans, et qu'elle a déclaré adopter;

Vu la copie de ces statuts, signés, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association présents à Vanosc, et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque de Viviers;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association;

Vu l'état des établissements particuliers formés par cette association sous sa dépendance;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Vanosc, le 17 septembre 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Vanosc, en date du 12 septembre 1854;

(1) VIII^e série, Bull. 343, n° 13,515.

Vu les avis de l'évêque de Viviers et du préfet de l'Ardèche, en date des 16 août et 3 octobre 1854;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Vanosc (Ardèche), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 17 janvier 1830 pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph établie dans la commune des Vans (même département) et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 354. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Gersat (Puy-de-Dôme), d'un Établissement de Sœurs de la Miséricorde.

Du 26 Juin 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, à Billom, en date du 1^{er} mai 1854, tendant à obtenir l'autorisation de fonder à Gersat un établissement de sœurs de son ordre;

Vu le décret impérial du 14 décembre 1810 (1), qui a reconnu l'association religieuse des sœurs de la Miséricorde, à Billom, comme communauté à supérieure locale et a approuvé ses statuts ;

Vu le décret impérial du 14 janvier 1853 (2), qui a autorisé ce communauté comme congrégation à supérieure générale et modifié ses statuts ;

Vu une copie de ces statuts ;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Gersat de se conformer à ces statuts ;

Vu l'état de l'actif et du passif de cet établissement ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a lieu à Gersat, le 15 octobre 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Gersat, en date du 7 mai 1855 ;

Vu les avis de l'évêque de Clermont et du préfet du Puy-de-Dôme en date des 1^{er} février et 15 mars 1855 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes notre Conseil d'état entendue ,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Miséricorde existant à Billom (Puy-de-Dôme) en vertu des décrets impériaux des 14 décembre 1810 et 14 janvier 1853, est autorisée fonder à Gersat (même département) un établissement de sœur de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour maison mère par les décrets précités.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FOATOUX.

(1) 1^{re} série, Bull. 339, n° 6342.

(2) 21^e série, Bull. 17, n° 133.

1855. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui proroge le délai fixé pour la durée des modifications au Tarif des Douanes sur les Céréales, dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île de la Réunion et du Sénégal.

Du 27 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
LEUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur les rapports de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le délai fixé par le décret du 11 octobre dernier (1), pour la durée des modifications au tarif des douanes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île de la Réunion et du Sénégal, en ce qui concerne les grains, farines et légumes secs, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1855.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au
 département de la marine et
 des colonies,

Signé **HAMELIN**.

Le Ministre secrétaire d'état au départe-
 ment de l'agriculture, du commerce
 et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**.

1856. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui crée un septième et un huitième Escadron dans chacun des quatre Régiments de Chasseurs d'Afrique.

Du 27 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
LEUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Par l'ordonnance du 19 février 1831 (2), constitutive des régiments de cavalerie ;

(1) 1^{re} série, Bull. 221, n° 2014.

(2) 1^{re} série, 2^e partie, Bull. 49, n° 1232.

Vu les ordonnances des 17 novembre 1831 (1) et 31 août 1839 (2) portant création des régiments de chasseurs d'Afrique;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1841 (3), constitutive des cadres des corps de toutes armes;

Considérant qu'il importe de constituer les dépôts des régiments de chasseurs d'Afrique assez solidement pour qu'ils puissent à la fois alimenter utilement leurs escadrons de guerre en Crimée, et concourir, d'une manière efficace, à la sécurité de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé un septième et un huitième escadron dans chacun des quatre régiments de chasseurs d'Afrique.

Les cadres de ce septième et de ce huitième escadron seront composés de la même manière que ceux actuellement existants.

2. Il est également créé dans chacun de ces régiments :

1° GRAND ÉTAT-MAJOR.

Un quatrième emploi de chef d'escadron;

Un quatrième emploi de capitaine adjudant-major;

Un troisième emploi de médecin aide-major;

Un troisième emploi d'aide-vétérinaire.

2° PETIT ÉTAT-MAJOR.

Un nouvel emploi d'adjudant sous-officier.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

(1) 11^e série, 2^e partie, Bull. 126, n° 3606.

(2) 11^e série, Bull. 684, n° 8220.

(3) 11^e série, Bull. 868, n° 9719.

N° 2857. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils d'arrondissement, pour la première partie de leur Session.*

Du 30 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 24 juillet prochain pour la première partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juin 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé **BILLAUT**.

N° 2858. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'admission en France, en exemption de droits, des Vanilles originaires des Colonies françaises des Antilles, de la Guyane et de Mayotte.*

Du 7 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1847 (1),

(1) 1^{re} série, Bull. 1432, n° 13,046.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vanilles originaires des colonies françaises des Antilles, de la Guyane et de Mayotte seront admises en France, en exemption de droits, lorsqu'elles seront directement importées par navires français et accompagnées de certificats authentiques constatant leur origine.

2. Des recensements effectués chaque année à Mayotte par les autorités locales détermineront les quantités de vanille de cette colonie auxquelles sera applicable le bénéfice de la disposition qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au département de la marine et des colonies et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Juillet 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 14 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 310.

N° 2859. — *Loi qui autorise l'établissement de divers Impôts.*

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

Élévation du droit de consommation sur l'alcool.

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} août 1855, le droit général de consommation par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eaux-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs en cercles et en bouteilles, et de fruits à l'eau-de-vie, sera fixé à cinquante francs (50^f) en principal.

Les débitants établis dans les villes qui sont soumises à une taxe unique, les débitants établis en tous autres lieux et qui payent le droit général de consommation à l'arrivée, conformément à l'article 41 de la loi du 21 avril 1832, seront tenus d'acquitter, par hectolitre, un complément de seize francs (16^f), en principal, sur les quantités qu'ils auront en leur possession à l'époque où les dispositions du présent article seront exécutoires, et qui seront constatées par voie d'inventaire.

2. A dater de la promulgation de la présente loi, la taxe de remplacement, aux entrées de Paris, sera portée à soixante-six francs (66^f) en principal, par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eaux-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs en cercles et en bouteilles, et de fruits à l'eau-de-vie.

XI^e Série.

3

Élévation de l'impôt sur le prix des places des voyageurs transportés par les chemins de fer, et perception du dixième sur le prix des marchandises transportées à grande vitesse.

3. A dater du 1^{er} août 1855, le dixième dû au trésor public sur le prix des places des voyageurs transportés par les chemins de fer sera calculé sur le prix total des places.

Il sera, en outre, perçu au profit du trésor public un dixième du prix payé aux compagnies de chemins de fer pour le transport à grande vitesse des marchandises et objets de toute nature.

Les tarifs des compagnies seront accrus du montant des taxes nouvelles résultant du présent article.

4. A partir de la même époque, la loi du 2 juillet 1838 sera et demeurera abrogée.

Perception temporaire d'un nouveau décime.

5. Le principal des impôts et produits de toute nature soumis au décime par les lois en vigueur sera augmenté d'un nouveau décime, à dater de la promulgation de la présente loi, jusqu'au 1^{er} janvier 1858.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Juillet 1855.

Le Président,

Signé C^{te} DE MONTY.

Les Secrétaires,

Signé JOACHIM MURAT. ED. DALLOZ, TESNIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à autoriser : 1^o l'élévation du droit de consommation sur l'alcool ; 2^o l'élévation de l'impôt sur le prix des places des voyageurs transportés par les chemins de fer, et la perception du dixième sur les prix des marchandises transportées à grande vitesse ; 3^o la perception temporaire d'un nouveau décime.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 14 Juillet 1855.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé F. DE BEAUMONT, CÉCILLE, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'Etat,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARBATHOIX.

N° 2860. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif à la publication de la Loi du 14 juillet 1855, qui autorise l'établissement de divers impôts.

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juillet 1855, relative à l'établissement de divers impôts;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 (1) et 18 janvier 1817 (2), concernant la promulgation des lois;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La publication de la loi du 14 juillet 1855, relative à l'établissement de divers impôts, sera faite conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816 et de celle du 18 janvier 1817.

(1) 2^{de} série, Bull. 124, n° 1867.

(2) 7^{de} série, Bull. 134, n° 1622.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBADUCI.

N° 2861. — *CAHIER DES CHARGES relatif à la concession du Chemin
de fer de Nantes à Châteaulin.*

(Annexe du Décret impérial du 20 juin 1855, inséré au Bulletin 306,
n° 2831.)

ART. 1^{er}. Les terrains seront acquis et les travaux d'art seront construits immédiatement pour deux voies sur le chemin de fer de Nantes à Châteaulin, ainsi que sur l'embranchement de Napoléonville; les terrassements pourront y être exécutés et les rails pourront y être posés pour une seule voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement dont l'étendue ne pourra pas être inférieure au quart de la longueur totale.

La compagnie sera tenue de poser la seconde voie, dès que l'insuffisance, d'une seule voie, par suite de l'accroissement de la circulation, sera constatée par l'administration.

L'excédant de largeur acquis par la compagnie ne pourra être employé qu'à l'établissement de la deuxième voie.

2. Le maximum des pentes et rampes n'excédera pas douze millimètres par mètre sur la ligne de Nantes à Châteaulin, ainsi que sur l'embranchement de Napoléonville; toutefois, ce maximum pourra être élevé exceptionnellement, avec l'approbation spéciale de l'administration.

Les alignements devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fixé à trois cents mètres, et dans le cas de ce rayon minimum les raccordements devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux.

3. La compagnie est autorisée à réunir, par émission d'actions ou d'obligations, le capital nécessaire à l'exécution des ligne et embranchement ci-dessus mentionnés.

L'émission des obligations ne pourra être faite qu'en vertu d'une autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en déterminera l'époque, le mode et la forme, et qui fixera, en outre, les époques et les quotités des versements successifs, jusqu'à complète libération.

4. Le tarif des objets divers est fixée de la manière suivante par pièce et par kilomètre :

	PRIX.		TOTAL.
	de péage.	de transport.	
Waggon et chariot vide pouvant porter jusqu'à six tonnes.....	0 ^f 09 ^c	0 ^f 06 ^c	0 ^f 15 ^c
Waggon et chariot vide pouvant porter au-dessus de six tonnes.....	0 12	08	0 20
Locomotive pesant jusqu'à dix-huit tonnes, ne traînant pas de convoi.....	1 80	1 20	3 00
Locomotive au-dessus de dix-huit tonnes, ne traînant pas de convoi.....	2 25	2 50	3 75
Tender pesant jusqu'à dix tonnes, ne traînant pas de convoi.....	0 90	0 60	1 50
Tender au-dessus de dix tonnes, ne traînant pas de convoi.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit en voyageurs, soit en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allége, marchant sans rien traîner; le prix à payer pour un waggon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui à payer pour un waggon marchant à vide.

5. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000 kil.).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000 kil.).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui lui en feront la demande.

6. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables,

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif, et qui sous le volume d'un mètre cube ne pèsent pas deux cents kilogrammes;
2° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs;

3° Et en général à tous paquets, colis ou excédants de bagage pesant isolément moins de cinquante kilogrammes. Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à ces paquets, colis ou excédants de bagage, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble au delà de cinquante kilogrammes d'objets expédiés par une même personne à une même personne, et d'une même nature, tels que sucre, café, etc.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres inter-

médiateurs de transport, à moins que les articles de transport par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les trois cas ci-dessus, les tarifs seront arrêtés annuellement par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

Néanmoins, au-dessus de cinquante kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix du transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de quarante centimes.

7. Le maximum du chargement des wagons appartenant à d'autres compagnies, et admis à circuler sur les chemins de fer concédés à la compagnie d'Orléans, pourra atteindre, sans augmentation de tarif, la limite du poids que la compagnie adopte pour ses propres chargements.

8. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement deux compartiments, spéciaux d'une voiture de deuxième classe ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette voiture sera également gratuit. Lorsque la compagnie voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° Un train spécial régulier, dit *train journalier de la poste*, sera mis gratuitement chaque jour, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances, pour le transport des dépêches sur toute la ligne;

4° L'étendue du parcours, les heures de départ et d'arrivée, soit de jour, soit de nuit, la marche et les stationnements de ce convoi, seront réglés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et le ministre des finances, la compagnie entendue;

5° Indépendamment de ce train, il pourra y avoir tous les jours, à l'aller et au retour, un ou plusieurs convois spéciaux, dont la marche sera réglée comme il est dit ci-dessus. La rétribution payée à la compagnie pour chaque convoi ne pourra excéder soixante et quinze centimes par kilomètre parcouru pour la première voiture, et vingt-cinq centimes pour chaque voiture en sus de la première;

6° La compagnie pourra placer dans les convois spéciaux de la poste des voitures de toutes classes, pour le transport à son profit des voyageurs et des marchandises;

7° La compagnie ne pourra être tenue d'établir des convois spéciaux ou de changer les heures de départ, la marche et le stationnement de ces convois, qu'autant que l'administration l'aura prévenue, par écrit, quinze jours à l'avance;

8° Néanmoins, toutes les fois qu'en dehors des services réguliers l'administration requerra l'expédition d'un convoi extraordinaire, soit de jour, soit de nuit, cette expédition devra être faite immédiatement, sauf l'observation des règlements de police. Le prix sera ultérieurement réglé, de gré à gré, ou à dire d'experts, entre l'administration et la compagnie;

9° L'administration des postes fera construire, à ses frais, les voitures qu'il pourra être nécessaire d'affecter spécialement au transport et à la manutention

des dépêches, tant sur les convois ordinaires que sur les convois spéciaux. Elle réglera la forme et les dimensions de ces voitures; sans l'approbation, par le ministre des travaux publics, des dispositions qui intéressent la régularité et la sécurité de la circulation. Elles seront montées sur châssis et sur axes. Leur poids ne dépassera pas huit mille kilogrammes, chargement compris. L'administration des postes sera entretenir, à ses frais, des voitures spéciales; toutefois, l'entretien des châssis et des roues sera à la charge de la compagnie;

10° La compagnie ne pourra réclamer aucune augmentation des prix ci-dessus indiqués, lorsqu'il sera nécessaire d'employer des plates-formes au transport des malles-postes ou des voitures spéciales en réparation;

11° La vitesse moyenne des convois spéciaux mis à la disposition de l'administration des postes ne pourra être moindre de quarante kilomètres à l'heure, temps d'arrêt compris. Toutefois, l'administration pourra consentir une vitesse moindre, soit à raison des pentes, soit à raison des courbes à parcourir, ou bien exiger une plus grande vitesse, dans le cas où la compagnie obtiendrait plus tard, dans la marche de son service, une vitesse supérieure;

12° La compagnie sera tenue de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel, et porteur d'un ordre de service régulier délivré à Paris par le directeur général des postes. Il sera accordé à l'agent des postes en mission une place de voiture de deuxième classe, ou de première classe, si le convoi ne comporte pas de voiture de deuxième classe;

13° La compagnie sera tenue de fournir à chacun des points extrêmes de la ligne, ainsi qu'aux principales stations intermédiaires qui seront désignées par l'administration des postes, un emplacement sur lequel l'administration pourra faire construire des bureaux de poste ou d'entrepôt des dépêches, et des hangars pour le chargement et le déchargement des malles-postes. Les dimensions de cet emplacement seront au maximum de soixante-quatre mètres carrés dans les gares des départements, et du double à Paris;

14° La valeur locative du terrain ainsi fourni par la compagnie lui sera payée de gré à gré ou à dire d'experts;

15° La position sera choisie de manière que les bâtiments qui y seront construits, aux frais de l'administration des postes, ne puissent entraver en rien le service de la compagnie;

16° L'administration se réserve le droit d'établir, à ses frais, sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour la compagnie, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de trains; à la condition que ces appareils, par leur nature ou par leur position, n'apportent pas d'entrave aux différents services de la ligne ou des stations;

17° Les employés des postes chargés de la surveillance du service, et les agents préposés à l'échange et à l'entretien des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

9. La compagnie sera tenue, à toute réquisition, de faire partir par convoi ordinaire les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des prévenus, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux frais de l'État ou des départements, et leur forme et dimensions déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; la compagnie entendue.

Les employés de l'administration, gardiens, gendarmes et prisonniers placés dans les waggons ou voitures cellulaires, ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe du tarif de la dernière classe.

Le transport des waggons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des waggons ordinaires de la compagnie, cette dernière serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments de voitures de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en serait fixé à raison de vingt centimes par compartiment et par kilomètre.

10. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique électrique; il se réserve aussi le droit de faire toutes les réparations et de prendre toutes les mesures propres à assurer le service de la ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement de maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et les appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir, et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil télégraphique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de la ligne, pour le transporter sur le lieu de l'accident, avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation; ce transport sera gratuit, et il devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires, par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais de la compagnie, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

La compagnie pourra être autorisée, et, au besoin, requise par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant de concert avec le ministre de l'intérieur, d'établir, à ses frais, les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'établissement et d'emploi de ces appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, aux frais de la compagnie, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

11. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé illimité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux et leurs bagages, qu'au quart de la taxe du

tarif fixé par l'article 20 du cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844.

Si le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par la ligne du chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, et à moitié de la taxe du tarif, tous les moyens de transport établis pour l'exploitation du chemin de fer.

12. La somme à verser chaque année au trésor par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, pour les frais de contrôle et de surveillance, sera réglée à raison de cent vingt francs par kilomètre de chemin de fer concédé; toutefois, pendant la construction, cette somme sera réduite à cinquante francs pour les sections non encore livrées à l'exploitation. Dans lesdites sommes n'est pas comprise celle qui sera fixée, en exécution de l'article 10 ci-dessus, pour frais de contrôle du service télégraphique de la compagnie par les agents de l'État.

13. Les articles 20, 23, 24, 29, 30 et 45 du cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844 et l'article 7 de la convention du 27 mars 1852, sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 qui précèdent.

14. L'article 3 de la convention du 27 mars 1852 est abrogé.

15. La convention du 14 juin 1855 et les actes qui s'y rapportent ne seront possibles que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Paris, le 14 juin 1855.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 2862. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Du 27 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs du *Service marins* et du *Service colonial*, pour les exercices 1851, 1852 et 1853;

Considérant que ces créances concernent des services non prévus dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits;

Considérant, toutefois, qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1851, 1852 et 1853,

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces exercices par les lois de règlement desdits exercices ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1851, 1852 et 1853, pour le double service Marine et Colonies, un crédit supplémentaire de cent quatre-vingt-onze mille trois cent soixante et treize francs soixante et quatorze centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de l'ordonnance du 31 mai 1838 portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice 1851
Exercice 1852
Exercice 1853

SERVICE MARINE.	SERVICE COLONIAL.
6,955' 08 ^e	"
42,741 62	627' 96 ^e
141,049 08	"
190,745 78	627 96
ENSEMBLE : 191,373' 74 ^e	

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera soumise à la sanction du Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances;

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies;

Signé HAMELIN.

EXERCICES CLOS.

TABLEAU des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer
résultés par les comptes définitifs de 1851, 1852 et 1853, et qui sont à ordon-
nancer sur les budgets des exercices courants.

n° des chap.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	SERVICE MARINE.		
		fr. c.	f. c.
	EXERCICE 1851.		
16	Approvisionnements généraux de la flotte.....	6,666 96	6,955 08
17	Frais de voyages, vacations et dépenses diverses.....	294 12	
	EXERCICE 1852.		
5	Salde et habillement des équipages et des troupes.....	834 37	
6	Hôpitaux.....	8,079 15	
7	Vierres.....	29,726 14	42,741 62
9	Salaires d'ouvriers.....	386 60	
10	Approvisionnements généraux de la flotte.....	3,655 06	
	EXERCICE 1853.		
1	Hôpitaux.....	13,670 27	
5	Vierres.....	102,294 29	
6	Justice maritime.....	1,363 75	
7	Salaires d'ouvriers.....	3,163 29	
8	Approvisionnements généraux de la flotte.....	15,530 75	141,049 08
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	3,391 42	
13	Affrètements et transports par mer.....	811 18	
16	Frais de voyage et dépenses diverses.....	758 13	
18	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	66 00	
	TOTAL du service Marine.....		190,745 78
	SERVICE COLONIAL.		
1	Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel.)....	67 48	
3	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, etc. (Service général.).....	856 38	627 96
4	Formation d'un établissement pénitentiaire à la Guyane.....	10 12	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		191,373 74

Approuvé pour être annexé au décret du 27 juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 2863. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1854.*

Du 27 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852 concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires, par décrets, en l'absence du Corps législatif,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1854, un crédit supplémentaire de somme de cinquante-sept mille francs (57,000^f), applicable aux dépenses ci-après,

FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS
ET REVENUS.

Enregistrement et Domaines.

CHAPITRE L. Matériel. 22,0

Forêts.

CHAPITRE LV. Matériel. 35,0

TOTAL 57,0

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

(1) Bull. 113, n° 969.

N° 2864. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1854.

Du 27 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854 ;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852 concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décrets, en l'absence du Corps législatif ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1854, au delà des fixations du budget, un crédit supplémentaire de la somme de dix-huit millions sept cent un mille francs (18,701,000^f), lequel demeure réparti entre les chapitres ci-après :

**FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS
ET REVENUS.**

Douanes et contributions indirectes.

CHAPITRE LVIII. Matériel	740,000 ^f
LXII. Dépenses du service des douanes en Algérie.	46,000
TOTAL	786,000

Remboursements et restitutions.

CHAPITRE LXXII. Répartition des produits de plombage, estampillage, etc. en matière de douanes.....	40,000 ^f
LXXIV. Primes à l'exportation de marchandises. ...	17,750,000
LXXV. Escomptes par divers droits.....	125,000
TOTAL	18,701,000

(1) Bull. 113, n° 969.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé R. MARRE.

N° 2865. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Cadre des Officiers d'administration des Subsistances militaires.

Du 30 Juin 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

Vu les décrets des 9 janvier 1852 (1) et 14 août 1854 (2);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le cadre des officiers d'administration des subsistances militaires est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Officiers d'administration principaux.....			12
Officiers d'administration comptables {	de 1 ^{re} classe...	70	155
	de 2 ^e classe...	85	
Adjudants d'administration..... {	en premier....	115	233
	en second....	118	
TOTAL.....			400

2. La faculté ouverte par l'article 2 de notre décret du 14 août 1854 est maintenue tant que les circonstances de guerre l'exigeront.

(1) 2^e série, Bull. 478, n° 3546.

(2) 11^e série, Bull. 214, n° 1932.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juin 1853.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France. Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2866. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits
au Budget du Ministère des Finances, exercice 1854.*

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1854 par la loi du 10 juin 1853 et le décret de répartition du 12 décembre suivant, sur les chapitres ci-après du budget du ministère des finances, sont réduits d'une somme de quatre vingt-douze mille huit cent vingt-huit francs six centimes (92,828^f 06^c), savoir :

DETTE CONSOLIDÉE.

CHAPITRE II. Rentes quatre pour cent..... 12,390^f 00^c

Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.

— V. Intérêts et primes des emprunts à rembourser
par le trésor..... 9,167 18

DETTE VIAGÈRE.

— X. Rentes viagères..... 21,270 88

Douanes et contributions indirectes.

— LX. Avances recouvrables..... 50,000 00

TOTAL..... 92,828 06

(1) Bull. 113, n° 969.

2. Les crédits ouverts pour le même exercice 1854 par les loi et décret précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère des finances, sont augmentés d'une somme égale de quatre-vingt-douze mille huit cent vingt-huit francs six centimes (92,828^f 06^c) par virement des chapitres désignés ci-dessus.

Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.

CHAPITRE VI. Amortissement des emprunts à rembourser par le trésor..... 9,167^f 18^c

POSTES.

Administration et perception.

———— LXIV. Matériel..... 14,784 15

Transport des dépêches.

———— LXIX. Subventions..... 68,876 73

TOTAL..... 92,828 06

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Juillet 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

—————
IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 15 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 311*.

N° 2867. — *Loi relative à la garantie d'un Emprunt qui sera contracté par le Gouvernement ottoman.*

Du 17 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVOYs SANCTIONNÉ et SANCTIONNNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre des finances est autorisé à
garantir, au nom du trésor de France, et aux conditions stipu-
lées dans la convention conclue, le 27 juin 1855, entre Sa
Majesté l'Empereur et Sa Majesté Britannique, d'une part, et
de l'autre, Sa Majesté le Sultan, l'emprunt de cinq millions
de livres sterling qui sera contracté par le Gouvernement
ottoman.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Juillet 1855.

Le Président,

Signé C^{te} DE MORNY.

Les Secrétaires,

Signé JOACHIM MURAT, ED. DALLOZ, TESNIÈRE.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la Porte.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 14 Juillet 1855.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé F. DE BEAUMONT, CÉCILLE, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 2868. — *Loi qui élève de quatre à cinq pour cent l'Intérêt garanti par l'État à la Compagnie du Télégraphe sous-marin de la Méditerranée.*

Du 17 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'intérêt garanti par l'article 7 de la convention du 2 mai 1853 (1), entre le ministre de l'intérieur et

(1) Bull. 59, n° 552.

M. John Watkins Brett, pour la construction du télégraphe sous-marin de la Méditerranée, est élevé de quatre pour cent (4 p. 0/0) à cinq pour cent (5 p. 0/0).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Juillet 1855.

Le Président,

Signé C^{te} DE MONNY.

Les Secrétaires,

Signé JOACHIM MURAT, ED. DALLOZ, TESNIÈRE.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi ayant pour objet d'élever de quatre à cinq pour cent le minimum d'intérêt garanti par l'État à la compagnie du télégraphe sous-marin de la Méditerranée.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 14 Juillet 1855.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé F. DE BEAUMONT, CÉCILLE, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ARSATUGEL.

N° 2869. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session extraordinaire du Corps législatif.*

Du 13 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session extraordinaire du Corps législatif, ouverte le 2 juillet 1855, est et demeure close.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 2870. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session extraordinaire du Sénat.*

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session extraordinaire du Sénat, ouverte le 2 juillet 1855, est et demeure close.

2. La présente proclamation sera portée au Sénat et lue par notre ministre d'état.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 2871. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 2 janvier au 30 juin 1855.

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
IMPÉREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841, en ce qui concerne la consolidation de la réserve de l'amortissement ;

Vu l'article 4 de la loi du 12 décembre 1848, en vertu duquel la réserve de l'amortissement cesse, à partir du 1^{er} janvier 1848, d'être affectée aux découverts du budget ;

Vu l'état E annexé à la loi du 22 juin 1854, lequel comprend parmi les ressources ordinaires du budget de 1855 la réserve de l'amortissement pour ladite année ;

Vu le décret du 6 janvier dernier (1), qui a autorisé la consolidation en rentes de la réserve qui s'est formée du 1^{er} juillet au 30 décembre 1854 ;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement, du 2 janvier au 30 juin 1855, en exécution de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, s'élevant à	43,501,354 ¹ 79 ^c
auxquels il faut ajouter pour le montant des intérêts jusqu'au 22 juin.....	287,142 46

Ce qui porte l'ensemble de ces bons, tant en capitaux qu'en intérêts, à.....	43,788,497 25
--	---------------

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent.....	27,099,029 ¹ 11 ^c
Quatre pour cent.....	529,974 10
Trois pour cent.....	16,159,494 04

SOMME ÉGALE.....	43,788,497 25
------------------	---------------

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 22 juin 1855, de la somme de un million neuf cent soixante et dix-neuf mille huit cent quatre-vingt-cinq francs, représentant, au prix de soixante-six

(1) Bull. 258, n° 2302.

francs trente-cinq centimes, cours moyen du trois pour cent à la bourse du 22 juin 1855, la somme de quarante-trois millions sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante-six francs cinquante-neuf centimes (43,788,456^f 59^c).

Cette somme de quarante-trois millions sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante-six francs cinquante-neuf centimes sera portée en recette dans les écritures de la comptabilité générale au budget de l'exercice 1855.

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 1,225,276^f appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre et demi pour cent;

Une de 23,962 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre pour cent;

Une de 730,647 appartenant au fonds d'amortissement des rentes trois pour cent.

1,979,885 somme égale.

3. L'appoint de quarante francs soixante-six centimes réservé sur la somme de quarante-trois millions sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs vingt-cinq centimes, formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons, délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 8^f 24^c appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre et demi pour cent;

Un de 14 53 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre pour cent;

Et un de 17 89 appartenant au fonds d'amortissement des rentes trois pour cent.

40 66 somme égale.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 2872. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de la Justice, exercice 1854.

Du 7 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre garde des sceaux ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu la loi de finances du 10 juin 1853, qui a ouvert un crédit de vingt-six millions six cent quarante mille sept cent quatre-vingts francs (26,640,786^f), pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1) portant répartition dudit crédit entre les chapitres spéciaux du budget de ce département;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres ci-après indiqués du budget du ministère de la justice, exercice 1854, sont réduits d'une somme de quarante-sept mille francs (47,000^f), savoir :

CHAPITRE III.	Cour de cassation.....	375^f
— IV.	Cours impériales.....	9,540
— V.	Cours d'assises.....	1,500
— VI.	Tribunaux de première instance.....	22,800
— VII.	Tribunaux de commerce.....	25
— VIII.	Tribunaux de police.....	60
— IX.	Justices de paix.....	12,700
TOTAL.....		47,000

2. Les crédits ouverts aux chapitres ci-après indiqués du budget du même ministère, exercice 1854, sont augmentés de la même somme de quarante-sept mille francs, savoir :

CHAPITRE II.	Matériel de l'administration centrale.....	27,000^f
— X.	Service de la justice en Algérie.....	20,000
TOTAL ÉGAL.....		47,000

Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la

(1) Bull. 113, n° 969.

justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui l concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Garde des sceaux Ministre secrétaire d'état de la justice.

Signé ABBATUCCI.

Errata. Bulletin des lois n° 292, contenant la loi du 2 mai 1855, qui approuve plusieurs articles du cahier des charges relatif à la fusion des chemins de fer normands et bretons, page 818, vingt-troisième ligne, au lieu de les 2 et 6 avril, lisez les 2 février et 6 avril; même page, dernière ligne, au lieu de 31 janvier 1855, lisez 3 mai 1853; page 819, dixième ligne, au lieu de 31 janvier 1855, lisez 31 mars 1853; même page, dix-huitième ligne, au lieu de 4 mai 1855, lisez 4 mai 1853; page 826, vingt-cinquième et vingt-sixième ligne, au lieu de à l'aller ou au retour, lisez à l'aller et au retour; même page, trente-cinquième ligne, au lieu de la marche ou le stationnement, lisez la marche et le stationnement.



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juillet 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 19 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS

N° 312.

N° 2873. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation des Mèlasses destinées à la distillation.*

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 20 décembre 1854 (1),

AVOXS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le
régime à l'importation des mèlasses destinées à la distillation
est établi ainsi qu'il suit :

Mèlasses importées pour être conver- ties en alcool sous le régime détermi- né par notre décret du 20 décembre 1854.	par navires français	des colonies françaises.....	Exemptes.
		de l'Inde, de l'Amérique mé- ridionale et des Antilles...	Exemptes.
		d'ailleurs..... 2	
	par navires étrangers.....	3	les 100 kilog.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agri-
culture, du commerce et des travaux publics, et au départe-
ment des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 244, n° 2224.

N° 2874. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'admission, en franchise, des Débris de Fonte au-dessous de 15 kilogrammes, des vieux Moulages hors de service, etc. expédiés de l'île de Corse sur le Continent français.

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 21 avril 1818;

Vu l'article 2 de la loi du 26 juin 1855;

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 6 mai 1841,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les débris de fonte au-dessous de quinze kilogrammes, les vieux moulages hors de service et les débris de fer et de tôle expédiés de l'île de Corse sur le continent français, seront admis en franchise de droits, sous les conditions déterminées par l'article 7 de la loi du 6 mai 1841, par les bureaux ouverts à la libre entrée des produits de la Corse, ainsi que par les bureaux d'Arles et de Bouc.

2. Les ferrailles étrangères importées en Corse y seront soumises au droit du tarif général.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER**.

N° 2875. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Douanes.

Du 16 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits à l'importation sont établis ou modifiés ainsi qu'il suit à l'égard des marchandises ci-après désignées :

Annonces ou cardamomes.....					Mêmes droits que les fruits médicinaux non dénommés.
Sol d'Arménie et terre de Lemnos.....					Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Bulbes et oignons.....					Mêmes droits que les légumes verts.
Cadinum brut.....				2 francs les 100 kil.	
Cailloux et sable à verre, à faïence et à porcelaine....					Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Camphre brut.....	{	de l'Inde..... 20 ^f	{	des pays hors français	les 100 kil.
				d'Europe... 30	
				des entrepôts. 40	
				Par navires étrangers..... 50	
Caoutchouc et gutta-percha, bruts ou refondus, en masse.	{	des pays hors d'Europe. Exempts.			
		français	{	des entrepôts.. 5 ^f	les 100 kil.
		Par navires étrangers..... 10			
				Purs..... 20 ^f	
				simplement refondus.	
Ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha (autres que les instruments de chirurgie)..	{	Mélangés avec d'autres matières..... 50			les 100 kil.
		combinés avec, ou appliqués sur d'autres matières, sauf les tissus en pièces.. non			
Casse sans apprêt et tamarins (gosses et pulpes)....					Mêmes droits que les fruits médicinaux non dénommés.
Cendres et regrots d'orfèvre.....					Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Coquillages nacre.	{	des pays situés au delà des caps Horn et de Bonne-Espérance	{	Exempts.	
		par navires français,		15 ^f	les 100 kilog.
		d'ailleurs..... 15 ^f			
		par navires étrangers..... 25			

Dents d'éléphant.	Défenses entières ou en morceaux,	par navires français,	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exemptes.
		par navires étrangers.....	{ d'ailleurs..... 50 ^f	les 100 kilog.
	Mâchelières,	par navires français,	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exemptes.
		par navires étrangers.....	{ d'ailleurs..... 5 ^f	les 100 kilog.
Dents de loup.....			{ par navires français et par terre.....	Mêmes droits que les os et sabots de bétail.
Derle ou terre à porcelaine.....			{ par navires étrangers.....	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Drilles.....		par navires français et par terre.....	Exemptes.	
		par navires étrangers.....	1 ^f les 100 kilog.	
	Carapaces, onglons et caouanes,	par navires français,	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exemptes.
		par navires étrangers.....	{ d'ailleurs..... 50 ^f	les 100 kilog.
Écailles de tortue.	Rognures.....			Moitié des droits ci-dessus.
Écorces médicinales non dénommées.....				Mêmes droits que les écorces de quinquina.
Écorces de pin, d'aune, de grenade et de bourdaine...				Mêmes droits que les écorces à tan.
Engrais non dénommés.....		par navires français et par terre..	Exempt.	
		par navires étrangers..	0 ^f 50 ^c les 100 kilog.	
Étain brut.....		par navires français, de l'Inde...	Exempt.	
Foin, pailles et herbes de pâ- turage.....		par navires français et par terre..	Exempt.	
		par navires étrangers..	0 ^f 50 ^c les 100 kilog.	
Fleurs médicinales non dé- nommées.....		par navire:	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exemptes.
		français,	{ des entrepôts.. 10 ^f	les 100 kilog.
		par navires étrangers.....	20	
Fruits médicinaux non dénom- més.....		par navires:	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exempt.
		français,	{ des entrepôts.. 10 ^f	les 100 kilog.
		par navires étrangers.....	20	
Graine de moutarde.....				Mêmes droits que les graines oléagineuses non dénommées.
Groisil.....		par navires français et par terre..	Exempt.	
		par navires étrangers:..	1 ^f les 100 kilog.	
Groison.....				Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Herbes médicinales non dénom- mées et herbe de schœnanthe		par navires:	{ des pays hors d'Eu- rope.....	Exemptes.
		français	{ d'ailleurs..... 10 ^f	les 100 kilog.
		par navires étrangers.....	20	

Houblon.....	45 ^f les 100 kilog.
Manganèse.....	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Mâires blancs statuaires originaires et importés de Grèce.....	Mêmes droits que les marbres de l'espèce originaires et importés d'Italie.
Marne.....	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Matériaux non dénommés, sauf la chaux pour engrais et les écossines brutes ou équarries autrement que par le sciage, qui demeurent soumises au droit actuel.	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Noir minéral naturel.....	
Ocre.....	
Oxyde de fer (colcotar).....	
Pierres à aiguiser brutes.....	
Pierres et terres non dénommées.....	par navires français et par terre Exemptes.
.....	par navires étrangers..... 1 ^f les 100 kilog.
Pierres ferrugineuses autres que l'émeri.....	
Pierres à feu.....	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.
Pierres à chaux brutes.....	
Pierre ponce.....	
Pierre de touche.....	
Plâches.....	Mêmes droits que les fruits secs ou tapés.
Poivre et piment des colonies françaises autres que la Guyane.....	Mêmes droits que le poivre et le piment de la Guyane.
Quercitron.....	par navires français des pays hors d'Europe..... 2^f des entrepôts.. 4 par navires étrangers..... 6 des pays hors d'Europe..... des entrepôts.. 10^f les 100 kilog.
Racines médicinales non dénommées.....	par navires français des pays hors d'Europe..... des entrepôts.. 10^f par navires étrangers..... 20 des pays hors d'Europe..... 35 des entrepôts.. 55

Spath	} Mêmes droits que les pierres et terre non dénommées.
Sulfate de baryte.....	
Talc brut ou masse.....	
Terre de pipe	
Tripoli ou aluna.....	

2. Les marchandises ci-après dénommées sont affranchies de droits à l'entrée, quels que soient la provenance et le mode d'importation.

Absinthe.
 A états de fer liquide.
 Agates brutes.
 Agaric de chêne ou amadouvier brut.
 Agaric de mélèze.
 Amurca.
 Anes et ânesses.
 Animaux non dénommés.
 Antale.
 Arsenic (métal).
 Barbotine ou semencine.
 Bézoards.
 Bois à brûler en bûches ou en rondins.
 Bois à brûler en fagots.
 Bois de fustet.
 Boucs et chèvres.
 Bourre de laine, lanice et tontica.
 Boyaux frais ou salés.
 Brou de noix.
 Bruyères à vergettes brutes.
 Calabasses vides.
 Cendres végétales, vives ou lessivées.
 Champignons, morilles et mousserons.
 Chardons cardières.
 Cheveux.
 Chevreux.
 Chiens.
 Cloportes desséchés.
 Cornes de cerf et de sanglier.
 Cristal de roche brut.
 Diamants bruts.
 Écailles d'ablette.
 Écorces de citron et d'orange.
 Écorces de tan non mouluées.
 Écorces de tilleul pour cordons.
 Feuilles propres à la teinture et à la tannerie non dénommées.
 Fleurs de lavande et d'orange, même salées.
 Garou (Racine de).
 Gaude.
 Genestuelle.
 Gibier.
 Gla.

Gemmae purae d'Europe.

Grignon.

Gai de chêne.

lin.

houet roseaux d'Europe des jardins et non dénommés.

Leves en grains ou graine d'écarlate.

Lègues v. rts.

Livre de bière.

Licéens, autres que ceux propres à la teinture.

La de vin.

Leopode.

Marc de raisin.

Marc de roses.

Meules à moudre, de toutes dimensions.

Meules de cerf.

Mottes à brûler.

Nerf de bœufs et d'autres animaux.

Nikel brut.

Objets de collection hors de commerce.

Oufs de vers à soie.

Oufs de volaille et de gibier.

Ouanette.

Os de cœur de cerf et os de sèche.

Oser en bottes.

Oxyde de cobalt pur ou siliceux (safran).

Oxyde de cuivre.

Oxyde d'étain.

Oxyde de zinc gris cendré (tuthie ou cadmie).

Pail (tiges et feuilles de).

Pains de lapins brutes.

Pains de lièvres brutes.

Pains de saumon.

Pains d'élan.

Pierres gemmes brutes.

Plants d'arbres.

Pail de Messine.

Poisson d'eau douce, frais.

Pommes et poires écorchées.

Prêle.

Préart.

Racines à vergettes.

Rapures de corne de cerf et d'ivoire.

Résidu de cire.

Roches à miel, avec essaims vivants.

Sang de bétail.

Sang de bouc desséché.

Sarrette.

Sels de cobalt de toute sorte.

Soie en cocons.

Succins.

Tiges de millet pour balais.

Tortues.

Tourbe crue ou carbonisée.

Tourteaux de graines oléagineuses.

Truffes fraîches, marinées ou sèches.

Vessies de cerf et autres.

Vessies natatoires de poisson, brutes ou simplement desséchées.

Vipères.

Volailles.

Yeux d'écrevisses.

EXPORTATION.

3. Les droits établis à la sortie des bois d'ébénisterie et du mâchefer sont et demeurent supprimés.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2876. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par les ministres des affaires étrangères et de la marine et des colonies) portant que M. de Lagau, ministre plénipotentiaire, est nommé membre du conseil des prises, en remplacement de M. Devoize, appelé à d'autres fonctions. (Paris, 18 Juillet 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 21^e Juillet 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 21 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 313.

N° 2877. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve la Convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et les Compagnies des Chemins de fer de Paris à Saint-Germain, de Paris à Rouen, etc.

Du 7 Avril 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois des 9 juillet 1835, 15 juillet 1840, 11 juin 1842, 24 avril, 3 et 13 mai 1851, 8 juillet 1852, relatives à l'établissement des chemins de fer de Paris à Saint-Germain, de Paris à Rouen, de Rouen au Havre, de l'Ouest et de Paris à Caen et à Cherbourg;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1846 (1) et le décret du 18 août 1852 (2), relatifs à l'établissement des chemins de fer d'Argenteuil et d'Auteuil;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Vu les conventions passées, le 30 janvier 1855, entre les compagnies concessionnaires des chemins de fer ci-dessus mentionnés;

Vu la convention provisoire passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et lesdites compagnies;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

ART. 1^{er}. La convention ci-annexée, intervenue les 2 février

(1) 1^{re} série, Bull. 1271, n° 12,561.

(2) 1^{re} série, Bull. 573, n° 4396.

et 6 avril 1855, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, et les compagnies concessionnaires des chemins de fer de Paris Saint-Germain, de Paris à Rouen, de Rouen au Havre, de l'Ouest, et de Paris à Caen et à Cherbourg, est et demeure approuvée, sauf ratification, par la loi, des articles de ladite convention et du cahier des charges y annexé relatifs aux engagements du trésor,

2. Les actions de la compagnie ne pourront être négociées en France avant le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Voir, pour la convention à laquelle se rapporte le décret ci-dessus, et pour le cahier de charges joint à cette convention, 1° le Bulletin n° 292 (pages 818 à 828); 2° l'Errata inséré au Bulletin, n° 311 (page 48).

N° 2878. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et la Compagnie du Chemin de fer Grand-Central de France.

Du 7 Avril 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu nos décrets des 21 avril (1), 17 mai (2), 30 juillet (3), 30 septembre (4) et 26 décembre 1853 (5);

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Vu la convention provisoire passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer Grand-Central de France;

Vu le cahier des charges annexé à ladite convention;

Notre Conseil d'état entendu,

AVERONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La convention provisoire ci-annexée, intervenue, les 2 février et 6 avril 1855, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la compagnie du chemin de fer Grand-Central de France, est et demeure approuvée, sauf ratification, par la loi, des articles de ladite convention et du cahier des charges y annexé relatifs aux engagements du trésor.

2. Les actions qui seront émises par la compagnie ne pourront être négociées en France, qu'après le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé **E. ROCHER.**

Voir, pour la convention à laquelle se rapporte le décret ci-dessus, et pour le cahier de charges joint à cette convention, le Bulletin n° 292 (pages 840 à 848).

(1) Bull. 45, n° 400.

(2) Bull. 74, n° 667.

(3) Partie supplémentaire, Bull. 33, n° 604.

(4) Partie supplémentaire, Bull. 49, n° 917.

(5) Bull. 131, n° 1091.

N° 2879. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Chambourcy (Seine-et-Oise), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 26 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les actes notariés, en date des 10 octobre 1853 et 16 février 1854, par lesquels la dame veuve de Clédat a fait donation à la congrégation des sœurs de la Providence, dont le siège est à Portieux, d'une maison avec jardin et dépendances, située à Chambourcy, à la charge d'affecter ces immeubles au logement de religieuses qui se livreront à l'instruction des enfants et au soin des malades ;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 8 novembre 1853 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, en date du 12 novembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation précitée ; 2° de fonder à Chambourcy, en exécution des intentions de la donatrice, un établissement de sœurs de son ordre ;

Vu les délibérations, en date du 24 décembre 1854, par lesquelles le conseil municipal et le bureau de bienfaisance de Chambourcy ont demandé l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées ;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à dix mille francs ;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice et sur celle de ses héritiers présomptifs ;

Vu l'ordonnance royale du 21 janvier 1841 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence à Portieux, et celle du 2 août 1816 (2), qui a approuvé ses statuts ;

Vu une copie de ces statuts ;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Chambourcy de se conformer exactement à ces statuts ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet des Vosges ;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de l'établissement de Chambourcy ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Chambourcy, le 10 mai 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Chambourcy, en date du 22 mai 1854 ;

(1) 11^e série, Bull. 789, n° 9152.

(2) VII^e série, Bull. 111, n° 1102.

Vu les avis des évêques de Saint-Dié et de Versailles et des préfets des Vosges et de Seine-et-Oise, en date des 15 et 25 avril, 22 août et 17 octobre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 20 janvier 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Portieux (Vosges) en vertu d'une ordonnance royale du 21 janvier 1841, est autorisée à fonder à Chambourcy (Seine-et-Oise) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 août 1816.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Portieux (Vosges), le maire et le bureau de bienfaisance de Chambourcy (Seine-et-Oise), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par la dame *Jeanne-Paule-Augustine Morreau*, veuve du sieur *Martial-Gabriel de Clédat*, suivant actes notariés des 10 octobre 1853 et 16 février 1854, et consistant dans une maison avec jardin et dépendances, située à Chambourcy et estimée dix mille francs, à la charge notamment d'affecter ces immeubles au logement de religieuses qui instruiront les enfants et visiteront les malades de cette commune.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Juin 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2880. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire pour Dépenses administratives du Corps législatif et Indemnités des Députés.

Du 28 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses de cet exercice;

Vu le décret du 20 juin 1855 (2), qui convoque le Corps législatif en session extraordinaire;

Vu l'article 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 fixant l'indemnité attachée aux fonctions de député;

Vu enfin les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires, par décrets, en l'absence du Corps législatif,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de six cent soixante et dix mille francs (670,000^f) pour dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés (chapitre xix).

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juin 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé **P. MARTEL**.

(1) Bull. 241, n° 2193.

(2) Bull. 304, n° 2804.

N° 2881. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications aux Statuts de la Congrégation des Sœurs de Saint-Martin, établie à Bourgueil (Indre-et-Loire).*

Du 2 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Martin, à Bourgueil, en date du 26 septembre 1854, tendant à obtenir la modification des statuts de cette congrégation;

Vu les ordonnances royales du 16 avril 1846 (1) qui ont autorisé cette congrégation et approuvé ses statuts;

Vu la copie des nouveaux statuts signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de la congrégation présents à Bourgueil, et revêtue de l'approbation du cardinal-archevêque de Tours;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Bourgueil, du 5 au 30 janvier 1855;

Vu l'avis du conseil municipal de Bourgueil, en date du 1^{er} février 1855;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Tours et du préfet d'Indre-et-Loire, en date des 17 et 21 octobre 1854 et 26 février 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu le décret du 31 janvier 1852;

Considérant que les modifications proposées aux statuts déjà approuvés pour la congrégation des sœurs de Saint-Martin, à Bourgueil, ne dérogent en rien aux lois de l'État et ne contiennent rien de contraire à la Constitution de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications demandées par la congrégation des sœurs de Saint-Martin, établie à Bourgueil (Indre-et-Loire) et dirigée par une supérieure générale, aux statuts qu'elle a été autorisée à suivre par ordonnance royale du 16 avril 1846, sont approuvées.

(1) 1^{re} série, Bull. 2228, n° 12,690 et 12,691.

Ces modifications, telles qu'elles résultent des statuts annexé au présent décret, seront enregistrées et transcrites sur les registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'état sur la pièce enregistrée.

2. L'ordonnance royale du 16 avril 1846 est rapportée en ce qu'elle a de contraire aux dispositions du présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2882. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Roanne, d'un Établissement de Sœurs de Saint-Charles.*

Du 2 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu le testament public, en date du 13 décembre 1853, par lequel la dame veuve *Roux-Moreau* a légué :

1° A chacune des fabriques des trois églises de Saint-Roch, de Notre-Dame-des-Victoires et de Saint-Pierre du Gros-Cailion, à Paris
1° une somme de cinq mille francs pour être distribuée aux pauvres de la paroisse; 2° une maison de sept mille francs, à la charge de faire célébrer une messe chaque semaine à perpétuité;

2° A la congrégation des sœurs de Saint-Charles, dont la maison mère est à Lyon, 1° une somme de cinq mille francs, à titre gratuit
2° deux domaines, une réserve et un mobilier, en faveur de l'établissement de la Providence, dite *du Phoenix*, à Roanne, dirigée par des sœurs de cet ordre, et à la charge de faire célébrer une grand'messe tous les mois à perpétuité dans l'église de Villemonais;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 23 décembre 1853

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation

des sœurs de Saint-Charles, en date des 8 février et 28 mars 1854, tendant à obtenir 1° l'autorisation d'accepter les legs précités; 2° la reconnaissance légale de l'établissement de sœurs de cet ordre existant de fait à Roanne;

Vu les délibérations, en date des 30 novembre 1853, 5, 18 et 27 janvier, 6 février, 18 mai et 20 août 1854, par lesquelles les conseils de fabrique des églises de Saint-Roch, de Notre-Dame-des-Victoires et de Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris, de l'église de Fillemontais et du conseil de surveillance de l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles et objets mobiliers légués portant leur valeur totale à trente et un mille quarante-neuf francs;

Vu les consentements donnés, les 15, 16 et 17 janvier et 6 octobre 1854, par les héritiers de la testatrice, à la délivrance des legs;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements légataires vérifiés et certifiés par les préfets de la Seine, du Rhône et de la Loire;

Vu le décret impérial du 22 octobre 1810 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, à Lyon, et celui du 12 janvier 1813 (2), qui a autorisé cette congrégation;

Vu l'engagement pris par les sœurs de Saint-Charles qui composent l'établissement de cet ordre, à Roanne, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Roanne, le 26 février 1854;

Vu l'avis de la commission municipale de la ville de Roanne, en date du 6 février 1854;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon, de l'archevêque de Paris et des préfets de la Seine, du Rhône et de la Loire, en date des 25 février, 8 et 10 avril, 4, 6 et 10 mai, 12 mai et 7 avril 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 21 août 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Charles exis-

(1) 1^{re} série, Bull. 329, n° 6140.

(2) 1^{re} série, Bull. 475, n° 8691.

tant à Lyon (Rhône), en vertu d'un décret impérial du 12 janvier 1813, est autorisée à fonder à Roanne (Loire) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 22 octobre 1810 pour maison mère,

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs Saint-Charles, à Lyon, est autorisée à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à cette congrégation, en faveur de l'établissement de son ordre, situé à Roanne (Loire), autorisé par l'article 1^{er} du présent décret, et connus sous le nom de la Providence, dit du Phoenix, par la dame Marie-Antoinette Moreau, veuve du sieur Antoine Roux, suivant son testament public du 13 décembre 1853, et consistant 1° en une somme de cinq mille francs; 2° dans deux domaines appelés l'un *Mayença*, l'autre, *Vignas*, une réserve dite *Char* situés sur la commune de Villemontais, et dans le mobilier qui se trouve au château du Marais et à Villemontais, le tout évalué à trente et un mille quarante-neuf francs.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Villemontais (Loire) est autorisé, au nom de cet établissement

1° A accepter la fondation perpétuelle de douze grand'messes annoncées au prône résultant, au profit de cette église, du legs immobilier fait à la congrégation des sœurs de Saint-Charles à Lyon, par la dame veuve Roux, née Moreau, suivant son testament public du 13 décembre 1853;

2° A recevoir, chaque année, à perpétuité, de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, chargée de payer la dépense de cette fondation, une somme de trente-six francs reconnue nécessaire par l'autorité diocésaine pour assurer l'acquit de douze grand'messes annoncées au prône.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Roch, à Paris (Seine), et le directeur de l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, sont autorisés à accepter chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette fabrique par la dame Marie-Antoinette Roux, suivant son testament public du 13 décembre 1853, et consistant en une somme de cinq mille francs pour être distribuée aux pauvres de la paroisse.

5. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Roch, à Paris, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et

conditions imposées, le legs d'une somme de sept mille francs, fait à cette fabrique par la même testatrice, suivant son testament précité.

Cette somme sera placée en rente sur l'État, et les arrérages de la rente acquise seront affectés, jusqu'à due concurrence, à l'acquit des messes fondées à perpétuité par la testatrice.

6. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, et le directeur de l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette fabrique par la dame *Marie-Antoinette Moreau*, veuve du sieur *Antoine Roux*, suivant son testament public du 13 décembre 1853, et consistant en une somme de cinq mille francs, sous la condition qu'elle sera distribuée aux pauvres de la paroisse.

7. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de sept mille francs fait à cet établissement par la même testatrice, suivant son testament précité.

Cette somme de sept mille francs sera placée en rente sur l'État, et les arrérages de la rente acquise seront affectés, jusqu'à due concurrence, au service de la fondation perpétuelle instituée par la dame veuve *Roux*, dans l'église de Notre-Dame-des-Victoires.

8. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Saint-Pierre du Gros-Caillon, à Paris, et le directeur de l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette fabrique par la dame *Marie-Antoinette Moreau*, veuve du sienr *Antoine Roux*, suivant son testament public du 13 décembre 1853, et consistant en une somme de cinq mille francs, pour être distribuée aux pauvres de la paroisse.

9. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de sept mille francs, fait à cette fabrique par la même testatrice, suivant son testament précité.

Cette somme de sept mille francs sera employée à l'achat d'une rente sur l'Etat dont les arrérages seront affectés, jusqu'à

6...

due concurrence, à l'acquit des messes fondées à perpétuité par la dame veuve Roux.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2883. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la formation, à Pleyber-Christ (Finistère), d'un Établissement de Sœurs de la Charité, dites Filles-du-Saint-Esprit.*

Du 2 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles-du-Saint-Esprit, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), en date du 16 avril 1847, tendant à obtenir, 1° la reconnaissance légale de l'établissement de son ordre existant à Pleyber-Christ (Finistère); 2° l'autorisation d'accepter le legs fait à ladite congrégation par le sieur *Guy Marrec*, suivant ses testaments olographes des 17 décembre 1840 et 25 octobre 1844, des biens qu'il possédait sur le territoire de la commune de Pleyber-Christ et consistant en une maison avec jardins et bâtimens en dépendants, et en deux pièces de terre d'une contenance totale de vingt-neuf ares vingt centiares;

Vu la délibération du bureau de bienfaisance de Morlaix, en date des 9 novembre 1846 et 10 avril 1850, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter le legs de la nue propriété d'une somme de six mille francs fait à cet établissement par le sieur *Marrec*, suivant son testament du 25 octobre 1844;

Vu les testaments précités des 17 décembre 1840 et 25 octobre 1844;

Vu l'acte de décès du sieur *Marrec*, en date du 12 avril 1846;

Vu le procès-verbal d'estimation des biens légués à la congrégation des Filles-du-Saint-Esprit, constatant qu'au moment où les sœurs en ont pris possession, leur valeur s'élevait à trois mille quatre cents francs et qu'ils valent actuellement cinq mille cinq cents francs;

Vu les actes sous seings privés, en date des 12 et 24 novembre 1846, 23 mars 1847, 22 et 29 mars 1850, 27 octobre et 11 novembre 1851, contenant le consentement des légataires universels à la délivrance des legs précités;

Vu les actes extrajudiciaires signifiés, les 24 juillet et 7 août 1851, aux héritiers naturels du testateur; ensemble les pièces constatant que tous ces héritiers n'ont pas eu d'observations à présenter, à l'exception du sieur *Pierre Guivarch*, qui a formé une réclamation, dans le but d'obtenir que l'acceptation des legs du sieur *Marrec* ne soit pas autorisée;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Pleyber-Christ;

Vu les avis des conseils municipaux de Morlaix et de Pleyber-Christ, en date des 15 décembre 1846 et 1^{er} août 1847;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui dirigent l'établissement de Filles-du-Saint-Esprit, à Pleyber-Christ, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu la copie de ces statuts, certifiée conforme par la supérieure générale de la congrégation;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'établissement de Pleyber-Christ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des Filles-du-Saint-Esprit, vérifié et certifié par le préfet des Côtes-du-Nord;

Vu les avis des évêques de Saint-Brieuc et de Quimper, en date des 22 mai 1847 et 18 janvier 1854, et ceux des préfets des Côtes-du-Nord et du Finistère, en date des 25 mai 1847, 21 janvier et 27 mars 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 2 juin 1854;

Vu le décret impérial du 13 novembre 1810 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité, dites *Filles-du-Saint-Esprit*, à Plerin, et a approuvé ses statuts; ensemble l'ordonnance du 21 mars 1836 (2), qui l'a autorisée à transférer le siège de son établissement à Saint-Brieuc;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) 1^{re} série, Bull. 338, n° 6311.

(2) 1^{re} série, Bull. 413, n° 6242.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, dites *Filles-du-Saint-Esprit*, existant primitivement à Plérin (Côtes-du-Nord), en vertu d'un décret impérial du 13 novembre 1810, et dont le siège a été transféré à Saint-Brieuc (même département), en exécution d'une ordonnance royale du 21 mars 1836, est autorisée à former à Pleyber-Christ (Finistère) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 13 novembre 1810.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, dites *Filles-du-Saint-Esprit*, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), au nom de cette congrégation, et le maire de Pleyber-Christ, au nom, tant de la commune que des pauvres, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette congrégation par le sieur *Guy Marrec*, suivant ses testaments olographes des 17 décembre 1840 et 25 octobre 1844, et consistant en une maison avec jardin et bâtiments en dépendants et deux pièces de terre d'une contenance de vingt-neuf ares vingt centiares, le tout situé à Pleyber-Christ (Finistère), estimé cinq mille cinq cents francs, et occupé par l'établissement de Filles-du-Saint-Esprit autorisé dans cette commune par l'article 1^{er} du présent décret.

3. Le bureau de bienfaisance de Morlaix (Finistère) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs de la nue propriété d'une somme de six mille francs fait à cet établissement par le sieur *Guy Marrec*, suivant son testament olographe du 25 octobre 1844.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2884. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Prunay, (Seine-et-Oise), d'un Établissement de Filles-de-la-Croix, dites Sœurs de Saint-André.

Du 2 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu le testament olographe du 11 août 1849 par lequel la dame veuve *Bidé de Maurville*, a légué à la supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye :

1° Une somme de trente mille francs à prendre sur ces capitaux placés à cinq pour cent, sous la condition de remettre, chaque année, aux sœurs de son ordre établies à Prunay le revenu de ce capital, déduction faite d'une somme de deux cents francs qui sera remise annuellement au curé ou desservant de l'église de Prunay, si elle en obtient un, et à la charge en outre, par la supérieure générale, de faire prier Dieu pour elle, son mari et ses parents, dans l'établissement de Prunay et d'y faire célébrer chaque année deux messes pour le repos de son âme et de celle de son mari;

2° Divers objets mobiliers, sous la condition de les affecter aux besoins de l'établissement de Prunay;

3° Une somme de mille francs pour être employée à la célébration de mille messes, dont cent devront être dites par le desservant de la succursale de Buno et deux cents par celui de Prunay; s'il n'y en avait pas, cent francs seraient alors remis à cette intention au desservant de la succursale de Gironville;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 18 septembre 1851;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, en date des 22 mai 1852 et 28 décembre 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de fonder à Prunay un établissement de sœurs de son ordre; 2° d'accepter les legs faits en faveur de cet établissement par *M^{me} de Maurville*;

Vu les demandes, en date des 18 décembre 1852 et 20 août 1855, par lesquelles les desservants des succursales de Gironville et de Buno sollicitent l'autorisation d'accepter, en ce qui les concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation des objets mobiliers légués portant leur valeur à neuf cent soixante francs;

Vu l'acte extrajudiciaire signifié aux héritiers de la testatrice le 14 avril 1853, pour les mettre en demeure de se prononcer;

Vu la réclamation formée par ces héritiers dans le but de s'opposer à l'acceptation des legs;

Vu les renseignements transmis sur la valeur de la succession et la position de fortune des réclamants;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements légataires vérifiés et certifiés par les préfets de la Vienne et de Seine-et-Oise;

Vu l'ordonnance royale du 28 mai 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des Filles-de-la-Croix, à la Puye, et celle du 30 avril de la même année (2), qui a approuvé ses statuts;

Vu une copie de ces statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Prunay de se conformer à ces statuts;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Prunay, le 19 septembre 1852;

Vu l'avis du conseil municipal de Prunay, en date du 19 septembre 1852;

Vu les avis des évêques de Poitiers et de Versailles et des préfets de la Vienne et de Seine-et-Oise, en date des 15 octobre 1852, 28 juin, 16 septembre et 27 octobre 1853, 14 août 1854, 4 et 23 janvier, 26 février et 10 mars 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne) en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à fonder à Prunay (Seine-et-Oise) un établissement de sœurs de son ordre à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, et le desservant de la succursale de Gironville (Seine-et-Oise), à laquelle la commune de Prunay est réunie pour le culte, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à la supérieure générale d

(1) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

(2) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

cette congrégation par la dame *Florence-Marie-Huberte-Joseph Idelbarde de Glymes de Hollebeque*, veuve du sieur *Antoine-Germain Bidé de Maurville*, suivant son testament olographe du 11 août 1849, et consistant en une somme de trente mille francs, sous la condition notamment d'affecter à perpétuité à l'entretien des Filles-de-la-Croix établies à Prunay, le revenu de ce capital, déduction faite d'une somme annuelle de deux cents francs qui sera remise au curé ou desservant de l'église de Prunay, lorsqu'elle en sera pourvue.

Le capital légué de trente mille francs sera placé en rente sur l'État.

3. La supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, et les desservants des succursales de Gironville et de Buno (Seine-et-Oise) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs fait à cette congrégation par la même testatrice, suivant son testament précité, et consistant en une somme de mille francs pour être employée à la célébration de messes, dont deux cents seront dites par le desservant de Gironville et cent par le desservant de Buno.

4. La supérieure générale de la congrégation des Filles-de-la-Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, est autorisée à accepter aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette congrégation par la même testatrice suivant son testament précité, et consistant en divers objets mobiliers, évalués ensemble à neuf cent soixante francs, qui devront être affectés aux besoins de l'établissement des Filles-de-la-Croix, à Prunay (Seine-et-Oise).

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2885. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association religieuse des Sœurs de Saint-Joseph, existant à Cusset.*

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, à Cusset, en date du 2 juin 1854, tendant à obtenir son autorisation comme congrégation dirigée par une supérieure générale ;

Vu l'engagement pris par les membres de cette association de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 13 juillet 1828 (1) et par décret impérial du 5 août 1853 (2) pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Bourg ;

Vu une copie de ces statuts signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque de Moulins ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Cusset, le 3 septembre 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Cusset, en date du 19 août 1854 ;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association ;

Vu les avis de l'évêque de Moulins et du préfet de l'Allier, en date des 21 septembre et 7 octobre 1854 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1851 ;

Vu la loi du 15 mars 1830, sur l'enseignement,

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Cusset (Allier), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 13 juillet 1828 et par décret impérial du 5 août 1853 pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Bourg (Ain), et que les membres de cette association ont déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VIII^e série, Bull. 242, n° 8773.

(2) XI^e série, Bull. 78, n° 694.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2886. — *Décret IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Amiens, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur.*

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-la-Charité-du-Bon-Pasteur, à Angers, en date du 11 octobre 1853, tendant à obtenir l'autorisation de fonder, à Amiens, un établissement de sœurs de son ordre;

Vu le décret du 13 septembre 1852 (1), qui a autorisé cette congrégation, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par décret du 16 juillet 1810 (2) pour la congrégation des Dames-de-Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris, et que les sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur ont déclaré adopter;

Vu une copie de ces statuts;

Vu l'engagement de se conformer à ces statuts pris par les sœurs de Notre-Dame-de-la-Charité-du-Bon-Pasteur appelées à faire partie de l'établissement de cet ordre à Amiens;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Amiens le 22 avril 1854;

Vu l'avis du conseil municipal d'Amiens, en date du 6 mai 1854;

Vu les avis des évêques d'Amiens et d'Angers, et des préfets de la Somme et de Maine-et-Loire, en date des 6 décembre 1853, 24 juillet, 1^{er} septembre, 19 et 28 octobre 1854;

(1) 1^{re} série, Bull. 278, n° 4446.

(2) 1^{re} série, Bull. 345, n° 5790.

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 21 mai 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur existant à Angers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 13 septembre 1852, est autorisée à fonder à Amiens (Somme) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par décret du 16 juillet 1810.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2887. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Crèvecœur (Nord), d'un Établissement de Religieuses Augustines.

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié, en date du 6 août 1853, par lequel le sieur Robert a fait donation à la congrégation des religieuses Augustines, à Cambrai, d'une maison avec cour, jardin et dépendances, située à Crèvecœur, sous la condition de maintenir à perpétuité dans cet immeuble une maison d'éducation où les jeunes filles indigentes de la

commune de Crèvecœur recevront gratuitement l'instruction primaire, moyennant une indemnité annuelle payée par la commune;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 11 mai 1854;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des religieuses Augustines, à Cambrai, en date du 6 décembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation précitée; 2° de fonder, à Crèvecœur, un établissement de sœurs de son ordre;

Vu les délibérations, en date des 17 novembre 1853 et 16 novembre 1854, par lesquelles le conseil municipal de Crèvecœur a demandé l'autorisation d'accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées, et voté une allocation annuelle de quatre cents francs pour l'établissement projeté;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à six mille francs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune du donateur;

Vu le décret impérial du 22 novembre 1810 (1), qui a autorisé l'association des religieuses Augustines, à Cambrai, sous le titre de *Communauté à supérieure locale*, et a approuvé ses statuts;

Vu le décret impérial du 14 janvier 1853 (2), qui a autorisé cette communauté comme congrégation à supérieure générale et a modifié ses statuts;

Vu l'engagement pris par les religieuses Augustines qui composeront l'établissement de Crèvecœur de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Crèvecœur, le 6 février 1854, au sujet de la fondation projetée;

Vu l'avis du conseil municipal de Crèvecœur sur le même objet, en date du 14 février 1854;

Vu les avis de l'archevêque de Cambrai et du préfet du Nord, en date des 29 décembre 1853 et 29 mai 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 20 décembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) IV^e série, Bull. 338, n° 6316.

(2) XI^e série, Bull. 17, n° 132.

· **Avons décrété et décrétons ce qui suit :**

ART. 1^{er}. La congrégation des religieuses Augustines, existant à Cambrai (Nord), en vertu des décrets impériaux des 22 novembre 1810 et 14 janvier 1853, est autorisée à fonder à Crèvecœur (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par les décrets précités.

2. La supérieure générale de la congrégation des religieuses Augustines, à Cambrai (Nord), et le maire de Crèvecœur (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite directement à la congrégation des religieuses Augustines et éventuellement à la commune de Crèvecœur, par le sieur *Édouard-Juste Robert*, suivant acte notarié du 6 août 1853, et consistant en une maison avec cour, jardin, bâtiments et dépendances, située à Crèvecœur, et estimée six mille francs, sous la condition notamment de maintenir à perpétuité, dans les immeubles donnés, une maison d'éducation où les jeunes filles indigentes de la commune de Crèvecœur recevront gratuitement l'instruction primaire, moyennant une indemnité annuelle payée par cette commune.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

· **Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855.**

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2888. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession d'un Logement dans un Bâtiment domanial.

Du 4 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu le paragraphe 1^{er} de l'article 12 de la loi du 23 avril 1833,
ainsi conçu :

«Aucun logement ne sera concédé ou maintenu dans les bâtiments dépendants du domaine de l'État qu'en vertu d'une ordonnance royale.»

Nous décrète et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le logement indiqué dans l'état ci-joint est accordé au préposé de l'administration des douanes et des contributions indirectes qui s'y trouve désigné.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juillet 1855,

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé P. MAGNE.

État des logements concédés dans les bâtiments de l'État.

SERVICE DES DOUANES.

ÉTABLISSEMENTS et bureaux des douanes ou autres.	NOM de pièces de chaque logement.	DÉNOMINATION des fonctions des concessionnaires.	NOM de la concession.	DATE des ordon- nances ou décrets de concession.	OBSERVATIONS.
Bordeaux, Verrière- de-Joux...	3 chambres... 1 cuisine... grenier... cave...	Sous-inspecteur.	Cette conces- sion est faite dans l'intérêt du service.	4 juillet 1855.	

Vu pour être annexé au décret du 4 juillet 1855.

Le Ministre secrétaire d'état des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 2889. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Communauté des Sœurs de la Visitation, existant à la Charité-sur-Loire (Nièvre), à transférer à Nevers le siège de son établissement.*

Du 12 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la communauté des sœurs de la Visitation, à la Charité-sur-Loire, en date du 17 avril 1854, tendant à obtenir :

1° La translation, à Nevers, du siège de cette communauté ;
 2° L'autorisation de vendre les bâtiments qui lui servent de maison conventuelle ;

3° L'approbation des acquisitions faites au nom et pour le compte de la communauté par la dame *Fournier*, sa supérieure, suivant actes notariés des 16 février, 17 mars, 8 et 15 avril 1853, et moyennant une somme totale de quinze mille huit cents francs, de divers terrains situés à Nevers et sur lesquels les sœurs de la Visitation ont déjà fait construire une nouvelle maison conventuelle ;

Vu les actes notariés contenant ces acquisitions ;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation des terrains acquis par la dame *Fournier* portant leur valeur à dix-sept mille francs ;

Vu le procès-verbal d'estimation de l'ancienne maison conventuelle constatant que sa valeur est de quarante mille francs ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la communauté ;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à la Charité-sur-Loire et à Nevers, les 17 septembre et 29 décembre 1854 ;

Vu les avis des conseils municipaux de la Charité-sur-Loire et de Nevers, en date des 19 janvier 1854 et 27 janvier 1855 ;

Vu les avis de l'évêque de Nevers et du préfet de la Nièvre, en date des 15 mai, 22 juin, 14 août et 22 septembre 1854 ;

Vu le décret impérial du 29 novembre 1853 (1), qui a autorisé à la Charité-sur-Loire la communauté des sœurs de la Visitation ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) Bull. 110, n° 954.

AVRONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. La communauté des sœurs de la Visitation existant à la Charité-sur-Loire (Nièvre), en vertu d'un décret impérial du 29 novembre 1853, est autorisée à transférer, à Nevers (même département), le siège de son établissement.

2. Notre décret impérial du 29 novembre 1853 est rapporté en ce qu'il a de contraire à l'article 1^{er} du présent décret.

3. La supérieure de la communauté des sœurs de la Visitation, à Nevers, est autorisée à vendre, au nom de cette communauté, aux enchères publiques et sur une mise à prix totale de quarante mille francs, divers bâtiments avec dépendances, situés à la Charité-sur-Loire, appartenant à cette communauté et non grevés de services religieux.

4. Sont approuvées les acquisitions faites, au nom et pour le compte de la communauté des sœurs de la Visitation, par la dame *Fournier*, sa supérieure, suivant actes notariés des 16 février, 17 mars, 8 et 15 avril 1853, des sieur et dame *Soleil*, sieur et dame de *Moncorps*, sieurs *Pivert* père et fils, sieur et dame *Lecoq*, moyennant une somme totale de quinze mille huit cents francs, de divers terrains, situés à Nevers, estimés ensemble dix-sept mille francs et sur lesquels la communauté a déjà fait construire une nouvelle maison conventuelle.

Il sera pourvu au paiement de ces acquisitions avec le produit de l'aliénation de l'ancienne maison conventuelle.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de
l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTUOL.

N° 2890. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1854.

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits accordés par ce même budget;

Vu les décrets des 16 décembre 1854 (2) et 10 février 1855 portant virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, pour ledit exercice 1854;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1854;

Notre Conseil d'état entendu,

Avens décrété et décrétions ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres suivants du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1854 sont réduits d'une somme de cent six mille trois cent cinquante francs (106,350^f), savoir :

CHAPITRE 1^{er}. Personnel.....	(
— III. Traitements des agents politiques et consulaires.....	59,1
— IV. Traitement des agents en inactivité.....	1,2
— V. Frais d'établissement.....	6,5
— VI. Frais de voyages et de courriers.....	24,0
— VIII. Présents diplomatiques.....	1
— IX. Indemnités et secours.....	8,6
— XI. Missions et dépenses extraordinaires.....	2,8
— XII. Dépenses imprévues.....	3
TOTAL.....	106,3

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1854, sont augmentés par voie de virement, d'une somme égale de cent six mille trois cent cinquante francs (106,350^f), savoir :

CHAPITRE 12. Matériel.....	36,3
— VII. Frais de service.....	70,0
TOTAL.....	106,3

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en

(1) Bull. 173, n° 969.

(2) Bull. 243, n° 2216.

(3) Bull. 262, n° 2354.

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des affaires étrangères,*

Signé WALEWISKI.

1851. — DÉCRET IMPÉRIAL qui rapporte celui du 17 novembre 1854, relatif aux travaux de construction d'un nouvel Hôtel de la Caisse des dépôts et consignations.

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Avez décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est rapporté notre décret du 17 novembre 1854 (1) qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un nouvel hôtel de la caisse des dépôts et consignations, quai Malaquais et rue Bonaparte, à Paris.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MATHIEU.

1852. — DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la promulgation en Algérie de l'article 1^{er} de la Loi du 26 mars 1855, modifiant le § 5 de l'article 781 du Code de procédure civile, et de la Loi du 2 mai 1855, sur les Justices de paix.

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire

(1) Bull. 237, n° 2157.

d'état au département de la justice, et conformément à l'avis
notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1855, modifiant
le § 5 de l'article 781 du Code de procédure civile, relatif
l'exercice de la contrainte par corps, et la loi du 2 mai 185
qui remplace par de nouvelles dispositions les articles 3 et
de la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, seront pu
mulgués en Algérie, et y seront exécutoires à partir du jour
cette promulgation.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au
partement de la justice, et notre ministre secrétaire d'é
au département de la guerre, sont chargés, chacun en ce q
le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera pub
et inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 2893. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation de la Chambr
temporaire du Tribunal de première instance de Limoges.*

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce d. Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'ét
au département de la justice;

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

Le Conseil d'état entendu,

• Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire créée au tribunal de pr
mière instance de Limoges (Haute-Vienne), par ordonnance
du 29 novembre 1842 (1), et successivement prorogée jusqu

(1) 1^{re} série, Bull. 962, n° 10,377.

jour, continuera à remplir ses fonctions pendant une année.
A l'expiration de ce temps, elle cessera de plein droit, s'il n'en a pas été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié et inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 1894. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Paimpol (Côtes-du-Nord) à l'importation de certaines Marchandises.*

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 27 mars 1817;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Paimpol (Côtes-du-Nord) est ouvert à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes ou nominativement désignée par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUZE.

N° 2895. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à la commune de Saint-Murie (Basses-Pyrénées) un Entrepôt réel des Douanes pour les Marchandises prohibées et non prohibées.*

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les lois des 27 février 1832 et 26 juin 1835,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel des douanes pour les marchandises prohibées et non prohibées est accordé à la commune Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), sous les conditions déterminées par les lois et règlements.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries le 18 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**.

N° 2896. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1854, Crédit supplémentaire pour la liquidation du passif de l'Opéra, en date du 1^{er} juillet 1854.*

Du 20 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1854 ;

Vu le décret du 12 décembre 1853 (1) portant répartition par chapitres du budget des dépenses de cet exercice ;

Vu le décret du 29 juin 1854 (2) portant ouverture au minist

(1) Bull. 213, n° 969.

(2) Bull. 199, n° 1779.

Art. d'un crédit supplémentaire pour être affecté à la liquidation du passif de l'Opéra, arrêté au 1^{er} juillet 1854 :

Sur le rapport de notre ministre d'état, et de l'avis de la commission supérieure permanente instituée par notre décret du 29 juin 1854,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, sur l'exercice 1854, un crédit supplémentaire de trois cent quatre-vingt-seize mille francs (396,000^f), en augmentation du crédit ouvert par notre décret du 29 juin 1854, pour la liquidation du passif de l'Opéra, arrêté au 1^{er} juillet 1854.

2. La régularisation de ce crédit sera soumise au Corps législatif.

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOCLA.

N° 1877. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1^o Que M. *Cochon* (*Charles Ferdinand*), employé des contributions indirectes, né le 9 juillet 1829, demeurant à Rouen (Seine Inférieure), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Delacour*;

2^o Que M. *Cochon* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 2 Avril 1853.*)

N° 1898. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1^o Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale du Var, n° 7, de Draguignan à Barjo's, entre Salernes et Sillans, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef du Var, le 20 janvier 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 5 Mai 1855.*)

N° 2899. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclaré d'utilité publique l'établissement, aux abords de la ville de Tours, de deux courbes de raccordement direct entre les trois chemins de fer d'Orléans, de Bordeaux et de Nantes, et d'une gare de manœuvre pour l'usage de ces courbes ;

2° Pour l'acquisition des terrains à occuper pour l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés, la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans est substituée aux droits, comme elle est soumise aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841. (*Paris, 5 Mai 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26^e Juillet 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 26 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 314.

N° 2900. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention consulaire conclue, le 8 juin 1855, entre la France et les Pays-Bas.*

Du 20 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les ratifications de la Convention signée à la Haye,
le 8 juin 1855, entre la France et les Pays-Bas, pour régler
l'admission de consuls dans les colonies respectives, et détermi-
ner les droits et privilèges de ces agents, ayant été échangées,
le 15 du même mois de juin, ladite Convention, dont la teneur
suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des
Pays-Bas, voulant resserrer les liens d'amitié qui les unissent
si heureusement, et assurer aux relations commerciales des
deux nations tout le développement ainsi que la plus ample
protection possible, ont reconnu que l'un des moyens les plus
efficaces pour atteindre ce double but serait d'admettre réci-
proquement des consuls dans les principaux ports des colonies
respectives.

Leurs Majestés, désirant, en même temps, déterminer d'une
manière claire et précise les devoirs, droits et privilèges de
leurs consuls dans ces mêmes colonies, sont convenues de né-
gocier, à cet effet, une Convention spéciale, et ont, en consé-
quence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

X^r Séris.

7

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Marie Armand* baron d'André, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre Pontifical de Saint-Grégoire le Grand, etc. etc. son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur *Florent-Adrien Van Hall*, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, de l'ordre de la Couronne de Chêne, de l'ordre du Faucon Blanc de Saxe-Weimar, de l'ordre de Léopold de Belgique, de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, de l'ordre impérial russe de l'Aigle Blanc et de l'ordre des Guelphes de Hanovre, son Ministre d'État et des Affaires étrangères; et le sieur *Charles-Ferdinand Pahud*, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, de l'ordre de Léopold de Belgique, et de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, son Ministre des Colonies;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1^{er}. Des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires seront réciproquement admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies respectives des deux Hautes Parties contractantes, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

2. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de France et des Pays-Bas dans les colonies des deux États, seront réciproquement considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux, dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire. Ils seront soumis aux lois, tant civiles que criminelles, du pays où ils résideront, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

3. Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls devront produire une commission en due forme au Gouvernement métropolitain dans la colonie duquel ils sont appelés à résider.

Après avoir obtenu l'exequatur, qui sera aussi promptement que possible contre-signé ou enregistré par le gouverneur de la colonie, lesdits Agents consulaires auront droit à la protection

du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour le libre exercice de leurs fonctions.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes jugeraient à propos de retirer ou de faire retirer par les gouverneurs des colonies respectives l'exequatur délivré à une autorité consulaire, le motif en sera indiqué.

4. Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur Gouvernement, avec l'inscription : *Consulat* ou *Vice-Consulat de*

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

5. Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires des consulats seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra, d'une manière quelconque, et sous aucun prétexte, les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

6. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Pays, établis dans les colonies respectives, ne seront investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser à l'un des deux Gouvernements métropolitains devra être faite par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à Paris ou à la Haye. A défaut d'un tel agent, et en cas d'urgence, le Consul général, Consul ou Vice-Consul pourra faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, en prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités seraient restées sans effet.

7. Les Consuls généraux et Consuls respectifs auront le droit de nommer des Agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1^{er} de la présente Convention.

Ces Agents consulaires pourront être indistinctement choisis parmi les sujets français et néerlandais ou parmi ceux de tout autre pays dont les lois de la colonie autoriseront la résidence dans le port où lesdits agents devront exercer leurs fonctions.

Ces mêmes délégués, dont la nomination devra être soumise à l'exequatur du Gouvernement métropolitain ou du gouver-

neur de la colonie, seront munis d'un brevet par le Consul général ou Consul qui les aura institués.

Les Gouvernements respectifs et le gouverneur de la colonie pourront toujours, en faisant connaître au Consul général ou Consul du district les motifs de leur décision, retirer aux Agents consulaires l'exequatur dont il vient d'être parlé.

8. Les passe-ports délivrés ou visés par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs, ne dispenseront pas les voyageurs qui en seront porteurs de l'obligation de se munir des actes ou titres requis par les lois territoriales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Les deux Hautes Parties contractantes réservent expressément aux gouverneurs de leurs colonies le droit d'interdire le séjour ou d'imposer la sortie de ces colonies aux individus munis de passe-ports réguliers.

9. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés, échoués ou délaissés seront dirigées dans les colonies des deux Pays par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales respectives aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire, les autorités locales respectives prendront les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés, conformément aux lois de la colonie.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucuns droits ni frais de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à la consommation intérieure.

10. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Pays, établis dans les colonies respectives, pourront requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, saisie et arrestation des déserteurs des navires de guerre ou de commerce de leur nation.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents, en justifiant par l'exhibition des rôles d'équipage ou registres du bâtiment, ou par copie desdites pièces dûment certifiées, si le navire était parti, que les hommes qu'ils récla-

ment faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, l'extradition sera accordée, à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet de la nation à laquelle on le réclame.

Les déserteurs arrêtés seront mis à la disposition desdites autorités consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques de la colonie, à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés, afin d'être renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent ou à bord de tout autre navire de la même nation.

Néanmoins, s'ils n'étaient pas renvoyés dans les quatre mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu, toutefois, que si ce déserteur se trouvait avoir commis à terre quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu la sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

11. Lorsqu'un sujet de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes viendra à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteur testamentaire, les autorités chargées, d'après les lois de la colonie, de l'administration de la succession, en donneront avis au Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire du pays auquel le défunt appartenait, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

12. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Pays dans les colonies respectives auront le droit d'être nommés juges-arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines, équipages et passagers des navires de leur nation, et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite des équipages, des passagers ou du capitaine n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires ne requièrent eux-mêmes l'assistance desdites autorités, pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour dans leur pays, aux autorités judiciaires compétentes.

13. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Pays, dans les colonies respectives, qui ne sont point sujets du pays dans lequel ils sont appelés à exercer

leurs fonctions, qui, au moment de leur nomination, ne résident pas déjà dans ce même pays ou dans ses colonies, et n'y exercent aucune fonction, profession ou commerce simultanément avec leurs fonctions consulaires, seront exempts de logements militaires, de l'impôt personnel et de toutes autres impositions publiques, perçues pour le compte de l'État, ayant un caractère direct ou personnel; sans que cette immunité puisse jamais s'étendre aux droits de douane ou d'autres impôts réels, contributions indirectes, taxes de consommation et municipales.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes dans les colonies respectives, qui ne seraient ni indigènes, ni sujets reconnus du pays qui les a institués, mais qui exerceraient simultanément avec leurs fonctions consulaires une profession ou commerce quelconque, seront tenus de remplir et d'acquitter toutes charges, impositions et contributions qui pèsent sur les sujets et autres habitants du pays.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes qui auront été autorisés à accepter et à exercer dans les colonies les fonctions de Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire, qui leur auraient été conférées par l'autre Partie, continueront d'être soumis à l'obligation d'acquitter toutes les taxes ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être qui sont imposées aux sujets du même pays.

14. Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Pays jouiront, en outre, dans les colonies respectives, de tous les autres privilèges, exemptions et immunités, qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation étrangère la plus favorisée.

15. La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu à la Haye dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si fait se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq ans, son intention d'en faire cesser les effets, la présente Convention continuera à rester en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes;

Fait à la Haye, en double expédition, le huitième jour du mois de Juin de l'an de grâce mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) Signé Baron d'ANDRÉ.

(L. S.) Signé VAN HALL.

(L. S.) Signé PARUD.

2. Notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé WALNWSKI.

N° 2901. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que le ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est autorisé à faire occuper, pour en effectuer l'ensemencement et la fixation, conformément au projet approuvé par la décision du 23 mai 1854, cent trois hectares six ares quarante-neuf centiares de dunes situées dans les communes de Lège et du Porge (Gironde);

2° Que les droits de ces communes, ou des particuliers qui revendiqueraient la propriété de tout ou partie des dunes dont il s'agit, sont et demeurent réservés, conformément à l'article 5 du décret du 14 décembre 1810 (1). (Paris, 5 Mai 1855.)

N° 2902. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que le ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est autorisé à faire occuper,

(1) II^e série, Bull. 1434, n° 13,959.

pour en effectuer l'ensemencement et la fixation, conformément au projet approuvé par la décision du 20 juin 1854, trois cent quarante huit hectares quarante-neuf ares six centiares de dunes mobiles situées dans la commune de Lège (Gironde);

2° Que les droits de cette commune, ou des particuliers qui revendiqueraient la propriété de tout ou partie des dunes dont il s'agit, sont et demeurent réservés, conformément à l'article 5 du décret du 14 décembre 1810 (1). (*Paris, 5 Mai 1855.*)

(1) ix^e série, Bull. 1434, n° 13,959.



Certifié conforme:

Paris, le 27^e Juillet 1855.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 27 Juillet 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 315.

N° 2903. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 27 Juillet 1855.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	24 ^f 27 ^s	24 ^f 34 ^s	23 ^f 75 ^s	29 ^f 15 ^s
	Gard.....	Gray.....	31 33	31 27	29 23	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	30 34	30 34	30 00	
	Var.....	Marseille.....	31 87	32 22	30 80	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....					
	B ^{se} -Pyrénées..	Marans.....	26 83	26 50	25 83	26 29
	H ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	29 25	28 00	27 83	
	Ariège.....	Toulouse.....	24 27	24 34	23 75	
	Haute-Garonne..					
2 ^e	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	31 33	31 27	29 23	30 97
	Isère.....	Saint-Laurent..	32 52	30 55	28 85	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps..	31 69	31 78	31 53	
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

X^e Série.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régularisé de la section
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	32 ^f 23 ^c	32 ^f 20 ^c	30 ^f 51 ^c	30 ^f 51 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	30 93	29 79	27 74	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	36 61	35 92	33 78	32 ^f 7 ^c
	Pas-de-Calais..	Arras.....	34 49	33 06	30 88	
	Somme.....	Roye.....	33 95	32 89	31 42	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	31 12	30 65	30 15	
	Eure.....	Paris.....	31 56	31 42	29 73	
	Calvados.....	Rouen.....	34 66	34 15	33 25	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	28 98	26 29	25 57	27 ^f 9 ^c
	Vendée.....	Nantes.....	30 03	28 17	28 16	
	Charente-Inférieure.	Marais.....	26 83	26 50	25 83	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	30 75	31 12	29 38	30 ^f 4 ^c
	Meuse.....	Verdun.....	30 45	29 44	28 29	
	Ardenne.....	Charleville....	33 70	33 15	30 41	
	Aisne.....	Soissons.....	31 12	30 65	30 15	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	25 12	33 50	31 21	28 ^f 7 ^c
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	28 03	28 46	28 10	
	Côtes-du-Nord..	Quimper.....	27 78	27 07	27 11	
	Finistère.....	Hennebont....	26 57	25 87	25 37	
	Morbihan.....	Nantes.....	30 03	28 17	28 16	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département des finances chargé de l'intérim du ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 27 Juillet 1855.

Signé P. MARSE.

1904. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ordonne, dans la ville d'Angers, une école préparatoire à l'enseignement supérieur des Sciences et des Lettres.*

Du 7 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du département
de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 du décret du 22 août 1854 (1), sur l'organi-
sation des académies;

Vu les articles 10 et 11 du 22 août 1854 (2), sur le régime des
établissements d'enseignement supérieur;

Vu le règlement du 26 décembre 1854, sur l'enseignement des
sciences appliquées;

Vu la délibération du conseil municipal d'Angers, en date du
2 juin 1855, par laquelle ledit conseil exprime le vœu qu'il soit créé
dans la ville d'Angers une école préparatoire à l'enseignement supé-
rieur des sciences et des lettres, et s'engage,

1° A solliciter auprès du conseil général du département la con-
cession gratuite des bâtiments et dépendances de l'ancien petit sémi-
naire, situé rue Courte, qui paraissent convenables pour l'établisse-
ment de cette école;

2° A approprier, après la concession obtenue, lesdits bâtiments au
service de l'école préparatoire et à les mettre à la disposition de l'ad-
ministration de l'instruction publique;

3° A faire l'acquisition du mobilier scientifique qui sera nécessaire;

4° A pourvoir aux dépenses annuelles d'entretien des bâtiments
et frais matériels;

5° A assurer le traitement des professeurs;

Vu le plan des bâtiments de l'ancien petit séminaire qui seraient
affectés à l'école préparatoire des sciences et des lettres, et les devis
des dépenses d'appropriation et de mobilier que la ville s'engage à
faire.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

Art. 1^{er}. Il est créé dans la ville d'Angers une école prépa-
ratoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres,
aux clauses, charges et conditions souscrites par le conseil mu-
nicipal dans la délibération du 2 juin 1855, ci-dessus visée.

(1) Bull. 217, n° 1957.

(2) Bull. 217, n° 1958.

2. La ville d'Angers est tenue de se pourvoir près du conseil général de Maine-et-Loire à l'effet d'obtenir la concession gratuite des bâtiments et dépendances de l'ancien petit séminaire situé rue Courte, qui est la propriété du département.

3. Ladite école sera organisée dès que les bâtiments et dépendances de l'ancien petit séminaire auront reçu les appropriations convenables et qu'il aura été reconnu, après vérifications contradictoires, que l'établissement est pourvu des collations et du mobilier nécessaires à l'enseignement des sciences appliquées, conformément au règlement du 26 décembre 1811.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes

Signé H. FORTOUL.

N° 2905. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réorganisation de l'École préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse.

Du 11 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les ordonnances des 13 octobre 1840 (1), 12 mars (2) et 18 avril 1841 (3), relatives aux écoles préparatoires de médecine et de pharmacie ;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1841 (4), qui constitue l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse ;

Vu la délibération du conseil impérial de l'instruction publique en date du 11 juillet 1854,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse est réorganisée de la manière suivante :

(1) 1^{re} série, Bull. 775, n° 8986.

(2) 1^{re} série, Bull. 800, n° 9230.

(3) 1^{re} série, Bull. 806, n° 9277.

(4) 1^{re} série, Bull. 803, n° 9257.

L'enseignement comprendra :

- 1° Anatomie et physiologie;
- 2° Pathologie externe et médecine opératoire;
- 3° Clinique externe;
- 4° Pathologie interne;
- 5° Clinique interne;
- 6° Accouchements, maladies des femmes et des enfants;
- 7° Matière médicale et thérapeutique;
- 8° Pharmacie et notions de toxicologie.

Ces chaires sont confiées à huit professeurs titulaires.

2. Exceptionnellement, et en considération de la faculté de droit de Toulouse, il est créé à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse, une chaire de médecine légale, qui sera confiée à un neuvième professeur titulaire.

3. Le nombre des professeurs adjoints de ladite école est fixé à trois, qui seront attachés,

A la chaire de clinique externe,

A la chaire de clinique interne,

A la chaire d'anatomie et de physiologie.

4. Le nombre des professeurs suppléants est de quatre, qui seront attachés,

Aux chaires de médecine proprement dite,

Aux chaires de chirurgie et d'accouchements,

A la chaire d'anatomie et de physiologie,

Aux chaires de matière médicale, thérapeutique, pharmacie et toxicologie.

5. Il est également attaché à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse,

Un chef de clinique interne,

Un chef des travaux anatomiques,

Un prosecteur,

Un préparateur de pharmacie et de toxicologie.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 2906. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la 2^e circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1), pour l'élection des députés au Corps législatif;

Attendu le décès de M. Planté, député des Basses-Pyrénées,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées sont convoqués pour le dimanche 12 août 1855, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier. publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON:

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 2907. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1854, un Crédit supplémentaire applicable aux dépenses du Matériel du Conseil d'Etat.*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état;

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), sur la répartition par chapitres des crédits du budget des dépenses de cet exercice;

Considérant que l'installation des divers services du Conseil d'état a entraîné des dépenses qui n'ont pu être prévues lors de l'établissement du budget;

Considérant, en outre, que lors de l'organisation de la commission des pétitions il n'a été alloué aucun crédit pour subvenir aux besoins de ce nouveau service,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, sur l'exercice 1854, un crédit supplémentaire de dix-sept mille francs (17,000^f), applicable au service ci-après :

CONSEIL D'ÉTAT.

CHAPITRE IV. Matériel..... 17,000^f

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au corps législatif.

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé **P. MAGNE.**

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 2908. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Tergnier à Reims, de diverses parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire des communes de Tergnier, Fargniers, Beauror, la Fère et Charmes (Aisne); lesdites parcelles désignées dans un tableau indicatif qui restera annexé au décret. (*Paris, 9 Mai 1855.*)

N° 2909. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant que l'académie des sciences

(1) Bull. 113, n° 969.

morales et politiques de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs qui lui a été fait par M. le baron *de Stassart*, aux termes d'un testament olographe, en date du 19 mai 1854, d'une rente de cinq cents francs, pour la fondation d'un prix qui sera décerné, tous les six ans, par l'académie, au meilleur éloge d'un moraliste. (*Paris, 7 Juillet 1855.*)

N° 2910. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) qui nomme :

Conseiller d'état, M. *Lestiboudois*, maître des requêtes de première classe;

Maître des requêtes de première classe, M. *François*, maître des requêtes de deuxième classe;

Maître des requêtes de deuxième classe, M. *Collas de la Noue*, secrétaire général de la préfecture de l'Ain. (*Paris, 25 Juillet 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Août 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 1^{er} Août 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 316.

N° 2911. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1017 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 16 Mai 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Batailler d'Omonville (Jean-Baptiste-Ferdinand), élimant domicile à Paris, rue de la Bruyère, n° 40, pour appareils et procédés de fabrication de produits propres à l'éclairage, tels que acides gras, bougies stériques, gaz et autres carbures d'hydrogène.

2° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertin (Marie-Philippe-Charles), à Paris, rue de Hanovre, n° 19, pour bouteille à capsule hermétique.

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouchard (Étienne-Charles-Zacharie), à Paris, rue de la Douane, n° 13, pour un appareil régulateur économique applicable aux becs de tous gaz-lights.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresquignan (Romain-Alexis-Dominique), élimant domicile chez le sieur Guépet, café de Paris, boulevard des Italiens, à Paris, pour un mode de casser ou briser les pierres extraites à l'aide des outils inventés à ce sujet.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Oran, par la dame Cauvin (Rose), à Oran, pour un cosmétique dit *eau d'Oran*.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

XI^e Série.

11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Dulaurier (Jean-Pierre-Benoît), à Paris, rue Claude-Villefi n° 4, pour une machine propre à faire toute espèce de chaussures en général collées, cousues, vissées, clouées, imperméables.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Enser (Edme), à Paris, rue de Malte, n° 38, pour appareils propres à obtenir un jet de vent uniforme et à éviter les explosions des soufflets.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fichet (Alexandre), à Paris, rue de Richelieu, n° 71, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des coffres-forts, et aux moyens propres à les préserver contre le feu le plus violent.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fréard (Lucien), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin n° 24, pour perfectionnements aux tubes alimentaires, applicables aux machines, etc.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gonin (Hector-Eugène), à Paris, rue de la Vieille-Monnaie n° 9, pour procédés mécaniques de moulage du sucre en morceaux de toutes formes.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gourre (Pierre-Claude), à Paris, rue Saint-Denis, n° 3, pour un nécessaire de visite et de salon dit *Gourrière mobile*.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Esnard du Caraisainé (Claude-Antoine), rue des Cendres impasse Milbert, n° 1, à Belleville, pour un appareil capot-visagère mobile et fixe.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par la dame Lafond, née Caillot (Louise-Zélie), à Paris, rue Notre-Dame Nazareth, n° 35, pour des appareils à détailler les liquides.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Landry dit Juin, et Forêt (Edme-Jean-Charles), à Paris, rue de la Vannerie, n° 77, pour une monture à manche solidaire, pour broder et peindre.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Laubet (Joseph-Marie), rue de Sarron, n° 50, à Lyon, pour la production de l'asphalte dans le boisseau des robinets et corps de pompes.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loos (Thiebaut), à Thann, pour un système d'affinage destiné à être appliqué à toute carte travaillant les matières filamenteuses.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Magnat (Antoine), à Sainte-Eulalie-en-Royant, pour un système destiné à empêcher les rencontres sur les chemins de fer.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallat (Jean), ébéniste domicilié chez le sieur Barbot, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 77, pour un système de chemins de fer à galets, sur un rail unique, à télégraphie, applicable à toute espèce de locomotion, sur toutes les routes ou autres voies publiques.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Morissot (Joseph-Félix-Marie) et Raymondière (Pierre-Charles-Alfred), à Nantes, pour une grille mobile fumivore à vis.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mustel (Charles-Victor), à Paris, rue de Boudy, n° 80, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des orgues dites *expressives*, et pour de nouveaux effets rendus.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Poirier-Avenet (Jean-Jules), à Bléré, pour une machine à couper le sucre.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poney (Joseph-Etienne), ébéniste chez le sieur Amengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des produits en terre cuite.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renaud (Pierre), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 61, pour un cornueau séparateur.

24° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reynolds (Lévi-S.), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Saint-Amand, n° 46, pour une machine perfectionnée propre à nettoyer le son et les autres issues qui proviennent de la fabrication de la farine.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Rodel et fils frères, rue du Jardin-Public, n° 33, à Bordeaux, pour des boîtes en fer-blanc et des flacons en verre, à cloisons, dits, dans le commerce, *parabans*.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Roquebrune (François), à Sénas, pour une charrue tournante à double défoncement, dite *charrue Roquebrune*.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schoenborn (Georges-Jacques), à Bitschwiller, pour un procédé s'adaptant aux anciennes machines à lainer les draps.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Score (Georges), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les moyens de rendre l'eau de mer et les eaux impures potables et propres aux usages domestiques.

29° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Salomon (Salomon) et Mills (Samuel), représentés par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour des perfectionnements dans les boîtes d'essieux de locomotives, voitures de chemins de fer ou autres, et coussinets d'arbres de machines.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sussex (François-Stanislas-Meldon), élisant domicile à Paris, rue de Provence, n° 45, pour des moyens de dressage et de polissage des glaces, verres, cristaux, etc.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Téraube (Benjamin), à Uzès, pour un système de préparation des cocons.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tournachon dit *Nadar* (Stanislas-Alban-Adrien), à Paris, boulevard des Capucines, n° 11, pour l'application mécanique du collodion sur plaque photographique.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Villiers comte de l'Isle-Adam (Philippe-Auguste-François-Marie) et Le Breton (Auguste), route de la Révolte, n° 35, à Clichy-la-Garenne, pour un propulseur hydro-dynamique.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Benazeth (Louis), rue de la Paix, n° 2, à Marseille, pour un moteur hydraulique remplaçant la vapeur.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Black (Georges), à Cambrai, pour une machine destinée à rendre en grains la cossette de chicorée torréfiée.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Blot (Jean-Baptiste-Hippolyte), à Darnetal, pour une cuve à garancer.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Botte (Étienne), Grebel (Antoine-François-Alphonse) et Warin (Pierre), le premier à Anzin, le deuxième à Denain, et le troisième Petite-Forêt-des-Raismes, pour un système de purgation, blanchissage et clairçage des sucres, au moyen de l'air comprimé.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par les sieurs Bouchot (Dominique-Jules), à Void, et Vignaud (Martial), représentés par le sieur Mercier à Bar-le-Duc, pour un tapis à jouer aux cartes.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Brouard (Mathurin), à Angers, pour un système de chaussures imperméables.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Léon-Victor), à Paris, rue du Bac, n° 15, pour des perfectionnements apportés dans les signaux et l'éclairage des chemins de fer.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Chrétien (Jean-François), à Esqueherries, pour une machine à épauler toute espèce de tissus.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Codonel (Victor), rue de l'Olivier, n° 55, à Marseille, pour la confection des chaises tressées en paille pouvant se démonter.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Courrière (Charles), rue de l'Entrepôt, à Lille, pour la teinture en bleu des cotons et autres matières.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daudé (François-Jean-Guillaume), à Paris, rue du Temple, n° 79, pour une mécanique à ferrer les lacets.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Decaën (Émile), séparée de biens d'avec son mari, à Grigny, pour un système de foyers à grilles transversales.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Lasson et compagnie, à Paris, rue du Ponceau, n° 11, pour un genre de feuillages et fleurs artificiels.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Desmarest (Jean), rue de Gigand, n° 19, à Nantes, pour une machine propre à fabriquer des mottes de tanneur.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Farret et fils, à Paris, rue Chapon, n° 35, pour des perfectionnements en horlogerie, notamment pour indiquer l'heure des chemins de fer et l'heure des pays où l'on est.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Grün (François-Jacques), à Guebwiller, pour une application de peignes cylindriques.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Hérou (Michel), à Brest, pour la fabrication d'une clef à dents.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

18 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Jaqueti (Jean-Marie), rue Saint-René, n° 30, à Bordeaux, pour un système de pierre artificielle propre à l'étiage des glaces.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Konkler (Adolphe) et (Barthélemy-Nod), rue Mazade, n° 17, à Marseille, pour un procédé de fabrication du jus de réglisse.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Lacuve (Pierre), à Nîmes, pour un système de pressoir.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Légris (Marie-Joseph), à Louviers, pour un régulateur à gaz.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Longard (Pierre-Célestin), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 58, pour un genre de jumelles de spectacle.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1854, au secrétariat du directeur de l'Intérieur, par le sieur Marchesi (Christophe), à Saint-Pierre (Martinique), pour un système à feu nu et commun pour générateur, propre à améliorer la fabrication du sucre.

57° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Miné (Joseph-Charles), à Santau, pour un régulateur applicable aux moulins à vent.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Pasquay (Louis), à Wasselonne, pour une bride à effet gradué.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pianello (Louis), rue Mazade, n° 18, à Marseille, pour un système de couverture de maison en ardoise dit *couverture romains*.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Picard (Étienne), Grande-Rue-Longue, n° 9, à Lyon, pour un système de cheminée garantissant de la fumée et de l'incendie.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Pothey-Lhoste, à Chaumont, pour une eau-de-vie faite au moyen de framboises et de groseilles.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roquancourt (Louis-Nicolas), à Paris, rue de Grammont, n° 19, pour un système d'emballage de chapeaux et coiffures de dames.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schléret (Mathias), à Rorschwiller, pour une charrue perfectionnée.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tonêt-Chambor (Joseph-Auguste-Marie), à Paris, rue du Champ-de-Mars projetée, n° 26, pour un système d'appareil de cheminée.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Touzeau (Isaac-Daniel), à Saujon, pour une selle à ressorts.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Willaumez (Jacques-Louis), à Lunéville, pour un système de fermetures de vases métalliques destinés à conserver les substances alimentaires dit *dilateur Willaumez*.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur André (Gustave), quartier du Rouet, à Marseille, pour un appareil ayant pour but d'attirer de gaz d'une distance illimitée.

68° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bagley (John-Woodhouse), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus de dentelles.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Benoit (Auguste), rue Saint-Jacques, n° 294, à Lille, pour une machine météorologique.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bleymluer (Alexandre), à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une méthode de réduction directe des métaux.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bourdon (Pierre-Adolphe) et Hamochre (Louis-Rémy), à Paris, rue Saint-Joseph, le premier, n° 16, et le second n° 14, pour une panoplie de fumeur.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cari-Mantrand (Édouard-Pierre), à Paris, rue Serpente, n° 21, pour procédé d'extraction de l'acide sulfurique du plâtre.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapelle (Antoine-Stanislas-Casimir), à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 5, pour un système de machine à vapeur.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Marie-Joseph-Denis), au port Saint-Ouen, pour des perfectionnements dans les moyens de production de la vapeur.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrier (Denis-Eugène-Victor), à Paris, rue des Fossés-

Montmartre, n° 14, pour un double chariot d'échappement mobile pour montre.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, pris le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Fontenau (Félix), rue Dugommier, n° 8, à Nantes, pour un genre de calfatage des navires.

77° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fuller (George-Liedbam), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur.

78° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ginti (William-Gilbert), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans la manière de fabriquer les gaz combustibles résultant de la décomposition de l'eau ou de la vapeur, et dans la construction des appareils se rattachant à cette invention.

79° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gwynne (James-Eglison-Anderson), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans la fabrication du combustible artificiel.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jarzinsky (Charles-Eugène), route de Saint-Mandé, n° 25, à Charenton-Saint-Maurice, pour un carton tanné.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafleur (Alexandre) aîné, à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 32, pour une jumelle à système rectificateur, applicable aux lorgnettes, aux stéréoscopes, etc.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laureau (Léonard), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 12, pour un système de fourneau propre à la fusion des métaux, à la carbonisation, à la distillation ou sublimation de diverses substances.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laureau (Léonard), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 12, pour un procédé économique propre à extraire la potasse et la soude.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Métayer (Ferdinand-Laurent-Michel), à Paris, rue du Temple, n° 96, pour un système de cache en verre de toute couleur, pour toute espèce d'encadrements, d'écrins, de boîtes à portraits, etc.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Page (Jean-André-Prosper-Henri), à Paris, rue de Chaillot, n° 109, pour application du caoutchouc vulcanisé aux glaces de voitures.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Meurthe, par la demoiselle Lorentz (Maria), rue du Montet, n° 25, à Nancy, pour un produit industriel dit *attache volante*, pour courroies mécaniques, sans soudure, couture, rivure ni lanière.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mainfroy (Louis-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 41, pour l'application du fer et du zinc au bois, dans la fabrication à la mécanique de la menuiserie.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans l'approvisionnement d'eau, d'air ou de lest pour les navires ou autres bâtiments.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peyraud (Étienne-Alexandre) et Martin (Louis-Gabriel), à Paris, quai de Bourbon, n° 39, pour des procédés d'application de l'or et de l'argent sur tous les métaux, sans le secours de la pile.

90° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quaise (Thomas), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des montres, boîtes à montres, ainsi qu'aux outils et appareils employés dans cette fabrication.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramondenc (David), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 56, pour des perfectionnements apportés dans la construction ou disposition de tables à coulisses et autres meubles analogues.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (Amédée-François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de condenseur et d'évaporateur à surfaces multiples, applicable aux machines à vapeur et autres appareils.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rogeau (César-Bruno), à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 16, pour des perfectionnements dans la construction des bénitiers.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roger (Adrien-Louis), à Paris, rue du Vieux-Colombier, n° 11, pour un genre de papier de tenture.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Sassedoit (Baptiste), à Saumur, pour un moulin à bras, sans meule, pouvant mouler toute espèce de grains et les réduire en farine.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Skertchly (Joseph), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, pour un appareil servant à

hammerer la gomme des timbres-postes, étiquettes et autres objets analoges ou le papier et autres substances auxquels ces objets doivent être appliqués.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Theroude (Alexandre-Nicolas), à Paris, rue de Montmorency n° 5, pour une poupée-coucou.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Meurthe, par le sieur Thiéry (Laurent), rue des Quatre-Églises, n° 79 Nancy, pour un appareil dit *appareil Thiéry*, servant au blanchissage du lin à la vapeur.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Zembaux (Joseph), à Saint-Denis, près Paris, pour système de chaudière tubulaire.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département Bouches-du-Rhône, par le sieur Allouard (Simon), à Salon, pour un système de détente variable à volonté, sans arrêter les machines.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département Rhône, par les sieurs Armand (Antoine-Jérôme) et compagnie, rue de Liberté, n° 70, à Lyon, pour utilisation de toutes les eaux de savon, et de dégraissage des laines et tous les corps gras en général, à la fabrication des savons.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardennes par le sieur Arpichand (Jean-André), à Viviers, pour un système de chaudière destiné aux usines à vapeur.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Haute-Vienne, par le sieur Brocchy (Asthère-Albert-Antoine), place Tourne Limoges, pour un procédé dit *application des goudrons, bitumes, huiles et huiles minérales ou végétales aux pâtes sèches ou plastiques*, dans les arts chimiques.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Buron (Pierre), quai d'Orléans, n° 38, à Lyon, pour un système achromatique à point de vue variable.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire par le sieur Chaverondier (Hippolyte), à Saint-Germain-Laval, pour une machine hydraulique à auge, mue par dessous.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire par les sieurs Crépet (Pierre) et Granger (Jean), représenté par le premier Saint-Étienne, pour un tissu de soie gros-grain velouté.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Dennis (Théobald), faisant domicile chez le sieur Vierling

Rue, boulevard Mont-Parناس, n° 119, pour un procédé de gravure en relief sur plaques métalliques.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dié (Guillaume), à Paris, rue Grégoire-de-Tours, n° 4, pour une composition propre à rendre le papier et les toiles transparents.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, près sieurs Dumont (Pierre) et Brancha (Jean-Marie), rue Noire, n° 12, à Lyon, pour une plaque mobile de cheminée fermant hermétiquement.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fauriaux (Joseph), chez le sieur Dumont, à Saint-Denis-Laune, pour un genre de tuiles pour couvertures.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur François (Jean-Henri), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 147, pour abat-jour pliants et machine propre à les fabriquer.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guerin et Barafort, à Paris, rue aux Ours, n° 26, pour les perfectionnements apportés dans la fabrication des poches servant aux pantalons, gilets, habits, paletots, etc.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Haton (Louis-Apollinaire), à Revigny, pour un système de fabrication de verges mondées et perlées.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, par le sieur Houy dit Navarre (Louis-Jean), à Paris, rue de Tournelles, n° 6, pour l'application sur les papiers, toiles, parchemins, papiers, etc. de la pierre meulière pure ou vitrifiée ou émaillée à volonté, pour polir les bois, les métaux, le marbre, la corne, l'ivoire, etc.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jacquemat (Fleury), rue du Moulin, maison Coquard, à Tarare, pour un système de montage des roulettes dans les navettes à tisser.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Legros et compagnie, à Paris, rue de Bourgogne, n° 13, pour un procédé de conservation des bois.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leroy (Benoît), à Douai, pour un appareil en toiles émaillées servant à la distillation et à la rectification du jus de betterave, de mélasse et de grains.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liebowmann (Jochim-Joseph-Antoine), à Paris, boulevard du Temple, n° 18, pour un procédé propre à l'extraction du sucre des végétaux.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Mallet (André-Louis), à Paris, rue de la Pépinière, n° 52, pour appareil contre les chaos de trains de chemins de fer.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Marmuse aîné (François-Auguste), à Paris, passage Verdeau n° 15, pour un ciseau à découper la volaille dit *ostéotome*.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Millet (Désiré-François), à Paris, rue Montesquieu, n° 6, pour des perfectionnements apportés dans la photographie.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Minne (François), élisant domicile chez le sieur Decock, à Lille, pour un système de fermeture de vitrines et volets.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicquet (Charles), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis n° 133, pour un genre de porte-mèches dits *porte-mèches-papillon*.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre par le sieur Parent (Auguste), à la Loge, pour la fabrication des fers affinés.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Pierson (Jacques), à Paris, rue du Temple, n° 19, pour un genre de vannerie de fantaisie.

126° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prideaux (Thomas-Symes), représenté par le sieur Sautter, rue Drouot, n° 2 à Paris, pour un appareil propre à régler l'alimentation d'air dans les fourneaux, et empêcher la chaleur de rayonner par les portes et autres parties situées devant des fourneaux.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par la demoiselle Richaud (Jenny), à Paris, rue du Ponceau, n° 15, pour un genre de boutons de fleurs artificielles dits *boutons-perle cirées*, propre à l'ornementation des boutons d'oranger, de lis, de sorbier, de tubéreuse et autres.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse par le sieur Romégon (François-Ferdinand), à Avignon, pour une encre dite *orientale*.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Samson (Alexandre-Bienvenu), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 30 pour un drap de billard préparé.

130° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schaeffer (William-Charles-Théodore), représenté par le sieur Sautter, Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans l'épuration des spiritueux.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine

par le sieur Thibault (Louis-Ulysse), à Paris, rue du Temple, n° 156, pour chaises à tabatière et combles en fer vitrés.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Valayer (Émile) et d'Hérens (François), rue des Fantassques, n° 11, à Lyon, pour un tissu façonné dit *damas français*.

133° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belleford (Auguste-Édouard-Loradoux), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, pour perfectionnements apportés aux appareils servant à extraire, des matières bitumineuses, les divers produits qu'elles renferment.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blouin (Alexandre-Émile), chez les sieurs d'Enfer frères, aux Bar-Moulins, commune d'Ivry, rue de la Croix-Rouge, pour un procédé de fabrication de la gélatine et de la colle.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Chéradame (Pauline) et le sieur Guesdron (André-Gaspard), à Paris, rue Rochechouart, n° 71, pour un sucrier Vaucanson.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatain (Édouard), rue du Rendez-Vous, n° 39, à Saint-Mandé, pour un procédé de fabrication de couleurs, de vernis, etc.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevereau (Eugène-Henri), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 41, pour des fleurs et feuilles artificielles en dentelles, guipures, tulle ou fausses blondes.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coëz (Emmanuel-Désiré), à Saint-Denis, pour l'application à la teinture des tissus de laine et de la laine en botte, des laques ou précipités de matières colorantes obtenus par l'albumine.

139° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dixwell (George-Basile) et Dorr (James-Augustin), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux appareils et aux moyens propres soit à dépouiller les courants d'air de gaz, de vapeur ou d'autres fluides ou liquides, de tous les corps étrangers qu'ils contiennent ou de la chaleur qu'ils ont acquise, soit à les imprégner de chaleur ou de corps étrangers quelconques.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doëbs (Antonin-François-Paulin), élisant domicile à Paris, rue Beauregard, n° 4, hôtel Poitier, pour un système d'arrêts pour chemins de fer.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumotier (Pierre-Louis-Bernard), représenté par le sieur

Courey, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 46, pour un système de boîte à graisse avec son coussinet graisseur.

142° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par sieur Evans (William), représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements à l'obtention et à l'application de forces motrices.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Fouju (Paul-Louis-Gabriel), à Paris, rue de la Banque, n° 11 pour un système de caoutchouc.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fournival (Louis-Eugène), Coutant (Louis) et Saurin (Raphaël), la premier représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et les deux autres, rue de l'Échiquier, n° 14 et rue d'Enghien, n° 47, pour l'application des déchets de laine ou d'autres matières, sur toute espèce de tissus.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gallier (Désiré-Marie-Etienne) et Guillemot (Charles Adolphe), à Paris, rue Saint-Paul, passage Saint-Pierre, n° 11, pour un mécanisme pour serrer les freins des convois sur les chemins de fer.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gentil (Denis-Pierre-Marie) et Dubois (Victor), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 21 pour une composition servant à la fabrication de la porcelaine.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gillard (Joseph), hôtel des Colonies, à Marseille pour des procédés pour produire la soude et le carbonate de soude.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fiebert (Louis), à Paris, rue de Courcelles, n° 38, pour la carbonisation par torréfaction, de tous les combustibles connus, et pour l'obtention, pendant et par l'opération, de tous les produits secondaires de tous les combustibles.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Housard (Michel-Marie-Eugène-François), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 99, pour imperméabilité des toiles de fil, toiles de coton, linons, mousselines, papiers, etc. pour emballages, couvertures de toiture, tentes de campement et autres, enfin pour préserver en général tout ce qui craint l'humidité.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan Gozzarino (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Planchette, n° 5, pour perfectionnements apportés aux chaussures de dame.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de

Saint, par les sieurs Langlois (Louis-Napoléon) et Clavières (Jean-Baptiste), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, pour des perfectionnements apportés dans la construction des bateaux mus par la vapeur, fonctionnant particulièrement sur les canaux, et disposition de générateurs pour ménager l'espace.

152° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laves (Thomas), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de couverture couvre-pieds.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemonnier (Étienne-François), à Paris, rue de la Calandre, n° 14, pour un procédé de conservation du bois.

154° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lipscombe (Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans l'évaporation et la vaporisation des liquides.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Machausia (Charles), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des machines à couper ou peler les fruits ou autres végétaux.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Meyrac (Victor), à Dax, représenté par le sieur Lamson, à Gascogne, pour l'extraction du bitume contenu dans toutes les roches calcaires asphaltiques, dans les schistes et les sables bitumineux.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Meyrac (Victor), à Dax, représenté par le sieur Lamson, à Gascogne, pour la transformation de tous les bitumes sans en bitumes liquides.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noble (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 145, pour un appareil destiné au refroidissement et au emblage du café torréfié dit *tarum de café*.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pater (Jean-Frédéric), à Paris, rue de Laborde, n° 9, pour une voiture impulsive ou système de locomotion et de navigation accompagné d'un système de rails dit *système Pater*, propre à remplacer le mode de vapeur actuel sur les rails, sur les eaux et ailleurs, avec réduction de matières ou le combustible.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Payen (Jean-Médard), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 99, pour des perfectionnements dans la fabrication des bijoux creux en or et en argent et de ceux doublés d'or, sur argent et sur cuivre.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Salomon (Jean-Christophe-Théophile), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 94, pour un système de serrure dit *télégraphe*.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Staat (Joseph), à Mulhouse, pour un système de chute hydraulique ou turbine à deux roues hydrauliques.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Telle (Julien-Aimable), rue de Paris, n° 228, à Belleville, pour un système de chemin de fer suspendu, applicable à Paris et dans les villes considérables, en général.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turquais fils (Joseph-Clément), élisant domicile chez le sieur Arsène Michaut, rue de Paris, n° 44, à Belleville, pour un genre de rasoir dit *rasoir Turquais*.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verdin (Léon-Marie), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 103, pour l'application de la gravure mécanique à diverses matières.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Barissa (Jean), à Issoire, pour un système de chemin de fer à hélice.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barlet (Benoit), rue de la Loire, n° 14, à Saint-Étienne, pour une machine à découper les rubans.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bellié (Jean-Eugène), quai de Bourgogne, n° 38, à Bordeaux, pour un système de construction navale à liaisons continues.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boulay (Charles-Jean), à Paris, rue Poupée, n° 11, pour un procédé de clichés pour l'impression des étoffes, papiers de tentures, toiles cirées, typographies, etc. dit *procédé pollimikomme*.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brun (Joanny), rue de Bourbon, n° 40, à Lyon, pour un procédé de fabrication de toutes espèces de chaînes en métal.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bufnoir (Georges), rue Centrale, n° 70, à Lyon, pour un système de bouchons.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Charpentier (Jean), à Angoulême, pour un système de presseoir.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par le sieur Chartron (Pierre-Louis), place Neuve-des-Carmes, n° 2, à Lyon, pour une lampe réchaud à double courant d'air.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Copley (Joseph), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour perfectionnements dans les essieux de wagons de chemins de fer.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Couturier (Jacques), place Saint-Nizier, n° 3, à Lyon, pour un perfectionnement aux pistons et cylindres de tous genres.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Déodor (Émile) et Chéradame (Alexandre-Léopold), à Paris, rue de la Madeleine, n° 46, pour un papier peint.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Dolpierre (Victor), à Bitschwiller, pour une carte peignée à chapeaux mobiles.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Corse, par le sieur Falconetti (Dominique-Jean), à Favalello, canton de Sermano, pour un transportant ou voiture à bras.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Fayet (Pierre), représenté par le sieur Barlet, rue de la Badouillère, n° 42, à Saint-Étienne, pour un métier plieur applicable aux étoffes et rubans.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Galliac (Auguste), rue de la Liberté, n° 32, à Dijon, pour un modèle de tuile.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Gallois (Alphonse), à Fourchambault, pour la construction d'un paquet circulaire en fer devant servir à la fabrication des bandages ou cerceaux en fer, pour roues de wagons et de locomotives.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gély (Pierre), rue du Canal, à Givors, pour un système de débarcadère propre à être employé sur les fleuves, les rivières et les canaux.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grand (Jean-Maurice), à Paris, rue Saint-Guillaume, n° 6, pour un système de planches en fer dit *plancher à double aire*.

184° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Jeanjean aîné (Louis-Pierre), à Montpellier, pour une boîte à pression à injection appliquée aux wagons des chemins de fer, ainsi qu'à tous les arbres de couche des usines et bateaux à vapeur.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lemire père et fils, grande rue des Feuillants, n° 1, à Lyon, pour un procédé de fabrication par la trame, du velours uni et façonné et de peluche.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Maria (Isidore-Philibert), à Grenoble, pour un procédé pour la couture des gants de peaux.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Marshall (William), représenté par le sieur Hovine, à Arras, pour la fabrication du fer creux aciérou non aciérou.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montalène aîné (Pierre), à Paris, rue Tronchet, n° 16, pour un fourneau à lampe-appareil de ménage.

189° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ailier, par les sieurs Mathey dit *Vandois* et *Douce*, à Cusset, pour un système de charrou dite *charrou Vandois et Douce*.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Montandon et compagnie, rue des Granges, n° 59, à Besançon, pour un système de montres à secondes fixes, indépendantes.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Mousseron (Isaïe-Nicolas), à Châlons, et Bellois-Gomand, à Chépy, représenté par la dame Jeanne-Euphrasie Gomand, son épouse, pour un appareil en tôle composé d'un four et d'un fourneau de même métal propre à cuire le pain, la viande, les légumes et la pâtisserie, à air libre et à couvert.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Neveu (Edmond), à Malaunay, pour un procédé débarrassant le coton de tout corps étranger aux filaments.

193° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Pallegoix (Léontine-Aglé) et le sieur Belfangé (Alexandre-Louis), à Paris, la première, rue de la Fidélité, n° 2, le deuxième rue des Marais-Saint-Martin, n° 77, pour un procédé perfectionné de préparation du blé pour la panification et de toutes autres espèces de grains.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Picard et Saillard, place de la Comédie, au Havre, pour un frein dit *frein Picard*.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Singer (Isaac), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Sloan (Thomas-J.), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour des perfectionnements dans l'alimentation d'eau des chaudières à vapeur.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs de Valz (Jean) et Caye (Michel), à Metz, pour un piano à doubles touches d'accidents.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Wittmer, (Charles) et Spindler (Guillaume), à Soultz, pour un perfectionnement aux métiers à tisser les angles.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Aubrun (Jean), rue Sucrierie, n° 16, à Issoudun, pour un système de fabrication de sabots à grandes garnitures sans coutures.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barenowski (Jean-Joseph), à Paris, rue de Parme, n° 3, pour signaux de sûreté propres à prévenir toute collision ou rebcontre sur les chemins de fer.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bridges-Adams (William), représenté par le sieur Opponau, à Paris, rue des Armandiers-Popincourt, n° 16-24, pour perfectionnements apportés aux réservoirs de grains, semences, etc.

202° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briten (Bastley), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés au broyage, à la pulvérisation et au lavage des terres minérales ou minerais, ainsi qu'à l'amalgamation de l'or et de l'argent qu'elles contiennent.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brunoux père et fils, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application du peignage à la main aux peignages continus.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Cheneuse (Antony), à Angoulême, pour un procédé tendant à empêcher la rencontre des convois sur une même voie d'un chemin de fer.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christophe aîné (Jean-Nicolas), à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 4, pour un procédé de fabrication de l'alcool.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dameron (Louis), à Paris, rue du Dragon, n° 25 et 31, pour perfectionnements dans la construction des voitures.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par la société David-Labbex et compagnie, élisant domicile chez le sieur Moroy, à Paris, rue Saint-Joseph, n° 8, pour une machine à épeutir les tissus.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Gustave-Alexandre), à Paris, rue du Marché-Saint-Laurent, n° 7, pour enveloppes-fleurs.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duroy (Jean-Louis-Prosper), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 10, pour un appareil destiné à l'inhalation du chloroforme et de l'éther ou de tout autre agent thérapeutique.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Augustin-Désiré-Joseph), à Paris, rue Popincourt, n° 97, pour un système de graissage et l'emploi de matières lubrifiantes.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaffée (François), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un soufflet perfectionné pour l'insufflation du soufre sur la vigne.

212° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gardner (Morris-John), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les moyens d'admission de la vapeur ou de tous autres agents moteurs dans les cylindres des machines oscillantes et dans l'expulsion ou la sortie des mêmes agents desdits cylindres.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grosset (Jean), à Paris, rue du Vert-Bois, n° 5, pour un système de fabrication de tuyaux pour cheminées.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hugot (René-Émile-Prosper) et Laude (Henri-Jean), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 52, pour un canapé et divan-lit.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurens (Antoine-Camille), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 2, pour une disposition de machine à vapeur avec divers perfectionnements.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent aîné (François-Xavier-Prosper), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 167, pour un appareil nommé *conservateur-glace*, ayant pour objet de préserver les allumettes chimiques de l'humidité et d'éviter les accidents qu'elles peuvent causer, notamment entre les mains des enfants.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménage père (Thomas-Martin), et André (Jean-Pierre), le premier, grande rue de Paris, n° 9, à Belleville, le deuxième, à Paris, rue de la Bûcherie, n° 9, pour perfectionnements apportés à la seringue dite *salubre*.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meslin (Pierre-Séverin), à Paris, rue Quincampoix, n° 34, pour l'application de tissus à la fabrication de galettes pour chapeaux.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meüdt (Émile-Armand), à Paris, quai des Célestins, n° 26, pour une cafetière à esprit-de-vin dite *cafetière à caléfacteur basculant*.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nonon (Jacques), à Paris, rue Rochechouart, n° 8, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des instruments de musique en bois.

221° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Osbourn (Frédéric), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour une machine perfectionnée propre à couper les tissus ou autres étoffes.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ployer (Pierre-Adolphe), rue de Vanves, n° 65, à Montrouge, pour un système de fabrication de produits imitant la pierre naturelle.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prevost (Paul-Joseph), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un montage de pipe dit *l'indispensable*.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Quindry (Sulpice-Antoine), Grande-Rue, n° 86, à Sèvres, pour un four à briques servant également à la cuisson du plâtre, dit *four Quindry*.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robert (Pierre) et Barri (Jean-Pierre), à Paris, le premier, rue du Boisson-Saint-Louis, n° 16, le deuxième, rue du Temple, n° 189, pour une machine propre à scier les pierres fines.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Sautreuil (Pierre-Auguste), à Fécamp, pour une machine à scier le bois en grume dite *machine fécampoise*.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siéber (Pierre-Christophe), à Paris, rue de Saint-Quentin, n° 37, pour un système de signal pour les chemins de fer dit *communicateur d'alarme*.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Strouvelle (Michel-André), élisant domicile chez le sieur Égloff, rue de Flandre, n° 51, à la Villette, pour une courroie inexpanisible.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Thatain (Pierre-Xavier), rue du Temple, n° 151, à Paris, pour perfectionnements dans la fabrication des sabliers mécaniques.

230° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Frédéric-Samson), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système d'allût destiné à supporter des canons de fusils.

231° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Webster (James), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des appareils propres à mesurer la pression (manomètres).

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre (Jean), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 69, pour un système de bague dite *baguc-serpentino*.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Aristide-Balthazard), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 26, pour appareil distillatoire de la bouille recueillant tous les produits solides, liquides et gazeux.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessemer (Henry), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la fabrication des verres à vitres.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessemer (Henry), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la préparation des fils de coton, de lin et autres substances fibreuses, lesquels fils ainsi préparés sont susceptibles d'être combinés avec la soie, la laine et autres matières dans la fabrication des tissus.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessemer (Henry), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans l'application et les moyens de régler la chaleur, afin d'économiser le combustible dans la fabrication des glaces.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillet (Jean-François-Jules-Alexandre), rue Nicolet, n° 10, à Montmartre, pour l'acération du fer.

238° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brooman (Richard-Archibald), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-l'Épinécourt, n° 16 - 24, pour un perfectionnement apporté aux roues à aubes, etc.

239° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brooman (Richard-Archibald), représenté par le sieur Oppeneau, à

Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16 - 24, pour un système de rails mobiles pour chemins de fer.

240° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brooman (Richard-Archibald), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, pour des perfectionnements dans la fabrication des feuilles d'étain.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cadogan (Frédéric-Guillaume), édisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les moyens propres à obtenir des communications télégraphiques pour le service des armées en campagne.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carouille (Paul), rue du Moulin, n° 78, à Roubaix, pour un appareil pour la filature destiné à produire l'économie du combustible.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatigner (Louis-Denis), à Paris, rue Saint-Victor, n° 49, pour un mastic servant à la jonction des tuyaux ou conduites de vapeur, d'eau et de gaz.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chausard (Paul), à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 4, pour un étau à double usage, pour aiguilles et dés.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Collomb (Pierre-Denis), et Carrajat (Jean-Pierre-Auguste), quai Saint-Vincent, n° 46, à Lyon, pour une machine à étirer les soies et les laisser sécher tendues au moyen de cadres.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cotté (Pierre-Charles-Henri), édisant domicile chez le sieur Flobert, à Paris, rue Racine, n° 4, pour un système de démonter le cauen de la bascule des fusils Lefauchaux.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couteau (Charles-Antoine), rue de l'École n° 99, à Vaugirard, pour l'application du caoutchouc et de la gutta-percha dans les constructions et réparations des bâtiments.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Debray (Marie-Madeleine-Mélanie), à Paris, rue d'Enfer, n° 52, pour un appareil dit gazier-sels-ammoniacs.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Begus (Pierre-Edme), Gérard (Louis-Claude), et Boussion (Napoléon), le premier, rue du Landy, n° 34, à Glichy-la-Garenne, et les deux autres, à Paris, rue des Noyers, n° 38, pour une curetative et préservative contre la maladie de la vigne.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Huguenot (Jeanne) et la dame veuve Fontaine, née Moreau (Marie-Élisabeth), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 13, pour procédé d'ornementation de couleurs diverses, or, argent, etc. applicable aux balles et ballons en caoutchouc et autres matières.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lallemand (Jean-Thomas), à Paris, rue Boucher, n° 16, pour chemises et gilets de flanelle sans boutonniers et sans boutons.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lascombes fils (Jean-Baptiste), à Paris, rue Contrescarpe-Saint-Antoine, n° 54, pour un comptoir automaie.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maigre (Louis-Marie), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 48, pour appareil destiné à remplacer les traverses en bois sur les chemins de fer, tout en conservant à la voie toute l'élasticité nécessaire.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martel (Charles), rue Godefroy, n° 4, à Lyon, pour une machine à fabriquer les pavés en ciment.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moriceau (Almire-Julien), à Paris, quai de la Mégisserie, n° 26, pour un système applicable aux cannes à pêche dit *bobine de garde-cannes*.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouret dit *Limousin* (Jean-Baptiste), à Paris, rue de la Verrerie, n° 56, pour un système de hourat perfectionné dit *hourat Mouret*.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Pétry (Louis-Joseph-Albert) père et Pétry (Jules) fils jeune, à Voulaines, pour une horloge à remontoir, à vibrations libres, à compensateur et à sonneries sans rouages.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poisson (Cyprien), Martin (Louis-Jacques) et Valle (Henri-Louis), à Paris, le premier, rue du Helder, n° 3, le deuxième, rue Saint-Jacques, n° 209, et le troisième, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 60, pour fixation des couleurs sur les tissus.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roman (Louis), place Bellecour, n° 37, à Lyon, pour un système de navigation aérienne.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Corse, par les sieurs Saint-Denis (Auguste et Alphonse), représentés par le sieur Olmeta, à la préfecture d'Ajaccio, pour un système de mécanique de moulin à bras et à manège.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sirot-Vagret fils (Joseph), élisant domicile chez le sieur Armen-gaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé d'extraction des jus de betteraves.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tiret (Georges-Louis-Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 233, pour un canevas broché pour tapisserie à l'aiguille.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vivier (Justin), chez le sieur Feuillat, rue Dubois, n° 27, à Lyon, pour un appareil sans cornue propre à la distillation du bois.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Woodworth (Arad) et Mower (Samuel), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour machine à fabriquer les briques, tuiles, etc.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Appolt frères (Georges et Charles), élisant domicile à Paris, passage Saulnier, n° 23, pour un système de fabrication de coke.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Archereau (Henri-Adolphe), à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 18, pour emploi à divers usages des charbons de toutes espèces.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bocquet (Edmond-Charles), élisant domicile chez le sieur Armen-gaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour applications du *holcus saccharatus* ou *sorgho sucré* à la distillation.

268° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bour (Joseph), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des procédés d'évaporation des dissolutions saccharines.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duverger (Camille-Eugène), à Paris, rue des Grès, n° 7, pour système de casses et casseaux à compartiments, autrement dits *cassetiers mobiles*.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Falconnier (Jules), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 45, pour perfectionnements apportés à l'échappement visible appliqué aux mouvements dits *quinzains avec ou sans sonnerie*.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forcioli (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Tenezon, à Paris, rue Cassette, n° 13, pour l'extraction de l'alcool d'une plante étrangère.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-

Orientales, par les sieurs Fourcade (François) et Assailli (Pierre), à Saint-Paul-de-Fenouillet, pour un mode de charrue dite *araire*.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier (François-Eugène-Sulpice), à Paris, rue de Malte, n° 9, pour perfectionnements aux machines à broyer, à teiller et à battre le lin et autres substances textiles.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Gibert (Jacques), à Espéras, pour un procédé de fabrication de chapeaux dits *chapeaux de mars*.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Guibert (Auguste-Louis), quai de la Fosse, n° 10, à Nantes, pour une construction de navires.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Huot (Prudence-Adélaïde) et compagnie, à Paris, rue Taranne, n° 14, pour une poupée ou automate à expression et à gestes universels.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jesson (Jean-Eugène), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 264, pour un baromètre hydrographe système Jesson.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Jobey (Isidore), à Vimoutiers, pour perfectionnements d'un ordissoir à mille.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacambre (G.), représenté par le sieur Alcan, à Paris, rue d'Amale, n° 23, pour procédés de fabrication de glaces, verres et métaux.

280° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lancaster (Charles-William), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, pour une méthode ou des machines propres à exécuter certaines espèces de canons.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanet de Limancy (Édouard), à Paris, rue de la Paix, n° 9, pour changements dans l'établissement des chemins de fer et pour des perfectionnements.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefel (Pierre-Casimir) et Martin (Adrien-Georges), à Paris, boulevard Contescarpe, n° 40, pour un système de fabrication de roues en fer.

283° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1853, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Lestour (Martin), représenté par le sieur Egginan, à la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), pour un appareil évaporatoire mixte pour la fabrication du sucre.

384° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Edouard Fizard* (William), représenté par le sieur *Oppeneau*, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à hacher, broyer et amalgamer l'or et autres minerais.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Marc* (Pierre), à Paris, rue Saint-Ambroise-Popincourt, n° 29, pour une disposition qui empêche les pièces de fonte de se briser par l'action des hautes températures.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Morehand* (Charles-Eugène), à Paris, rue Pastourelle, n° 26, pour un procédé mécanique de découpage du bois et autres matières.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs *Mathieu*, *Benoît* et *Ruel* (Xavier), quai de Retz, n° 23, à Lyon, pour un emploi de la gutta-percha.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Paillard* (Alexandre-André-François), à Paris, rue de Braque, n° 10, pour un genre de boîte à houppe.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Plichon* (Victor-Auguste-Ernest), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 10, pour anneaux d'oreilles estampés avec boules aux extrémités.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Poupin* (Charles-André), à Paris, rue d'Hauteville, n° 17, pour un procédé de fabrication des socles de pendules, cadres et encadrements.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur *Rousseau* (Félix), rue Louis-Philippe, à Rennes, pour l'art de l'alliage du zinc.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Siess* (Eugène), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 49, pour imitations de broderies.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur *Sollier* (Fritz), à Cauderan, près Bordeaux, chemin de Breicken, pour un enduit dit *l'imperméable*, propre à empêcher les huiles d'endormir les étoffes.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur *Sollier* (Fritz), à Cauderan, près Bordeaux, chemin de Breicken, pour un produit dit *enduit toujours souple*, remplaçant l'huile d'olive.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-

Inférieure ; par les sieurs Walleau (Eugène) et Thoumelet (Édouard), de la Fosse, n° 86, à Nantes, pour un fourneau à carboniser.

296° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grimshaw (Weston), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Droz, n° 2, pour la fabrication des briques, etc.

297° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wickens (Henry), représenté par le sieur Hasensfeld, à Paris, place de Bourse, n° 12, pour des perfectionnements dans le mode de communication intérieure dans les convois de chemins de fer.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Audiguier (Alfred-Pierre-François-Ernest), élisant domicile chez le sieur Mairet, à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 11, pour un genre de fauteuil à l'usage des coiffeurs.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barralon (Pierre), à la rotonde chinoise au lieu dit *du Sablon* à Beaubrun, pour un système de cornelles pour le montage des soies.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barré (Almire-Eugène) et Chappé (Pierre), à Paris, rue Gaillien, n° 3, pour procédé chimique de décoloration des couleurs des tissus de soie et laine, et spécialement des chiffons de ces mêmes tissus.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertaud (Caton), à Paris, rue Meslay, n° 57, pour un système de chaises avec sa ferrure pour un cadre de toilette et autres meubles.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bezault et compagnie, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 30, pour un hydro-extracteur à brimballe.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanche (Pierre-Germain), à Paris, passage Choiseul, n° 1, pour la titania ou suc de pêche et de grenade (crème cosmétique pour l'usage de la toilette).

304° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Classe (Auguste), à Saint-Quentin, pour un bobinoir à moulin élastique et compensateur.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crace-Calvert (Frédéric), élisant domicile chez le sieur Gardin, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moyens propres à obtenir un nouveau lustre sur les étoffes de soie, de coton, de laine, lin, chanvres et autres fibres provenant de ces substances.

306° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Curtain (William), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne,

n° 46, pour une machine perfectionnée propre à l'impression des tissus, des toiles cirées, du cuir, du papier et d'autres étoffes ou substances.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le vicomte de Curzay (Louis-Marie-Octave-Duval), château et commune de Curzay, pour une charrue dite *charrue de Curzay*.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daelen (Rainer), représenté par le sieur Harbly, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 69, pour perfectionnements aux marteaux à vapeur.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dewarlez-Delos, rue des Augustins, n° 32, à Lille, pour un fourneau dit *cuisinière économique à four mobile*.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duplessais (Louis-Napoléon-Hubert), élisant domicile chez le sieur Favreau (Mathieu), à Paris, rue Vivienne, n° 12, pour un système d'essieu.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur George (Claude), à Paris, rue Papillon, n° 10, pour un siphon.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gutknecht (Jean-Jacques), élisant domicile chez le sieur Pold, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour une pompe à double effet sans soupape.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 76, pour un système de table à rabattelements.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 76, pour un système de développement de bureaux et autres meubles.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lemoult (Hippolyte-Léon) et Yenn (Meirad), rue Croix-Nivert, n° 57, à Grenelle, pour un mécanisme applicable aux tenders des locomotives de chemins de fer.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Martin), quai de la gare d'Ivry, n° 82, près Paris, pour un appareil portatif propre à pulvériser et à cribler les mouchettes contenues dans le plâtre, etc. dit *paléodrisateur Leroy*.

317° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lilley (John), jeune, représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements apportés aux compas de marine ou boussoles.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Menu et Marolle, à Paris, rue du Sentier, n° 35, pour un genre de châles-dentelles à pointes transparentes.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les soupapes pour machines à mouvements alternatifs mus par la vapeur ou autre fluide élastique.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements dans la manière ou les moyens d'arrêter ou de ralentir la marche des véhicules employés sur les chemins de fer.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Négrier (Henri-Fortuné), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil moteur applicable à la mouture des grains et à d'autres industries, dit *moteur Négrier*.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oswald (Jean-Nicolas), représenté par le sieur Haflner, à Paris, passage Jouffroy, n° 8, pour un système de vilibrequin et de mèches.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paillard (Achille-Edme), à Paris, rue du Grand-Chantier, n° 16, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des miroirs de poche ou de voyage.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pellegrin (Louis), à Marseille, pour une machine à mouvement continu.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perot, à Paris, quai Jemmapes, pour un système de fontaines en ciment moulé.

326° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Russell (William), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, pour des perfectionnements dans la fabrication des tubes de cuivre et de bronze.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schielz (Jean-Pierre), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 97, pour un genre de coiffure remplaçant le chapeau et la casquette.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sester (Jacques-Auguste), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une liqueur douce dite *élixir de la côte de Montquaux*.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Tijou dit Geslin (Dominique), chez madame Courtin, rue des Deux-Haies, à Angers, pour un moteur appelé le *dynamogène Geslin*.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur York (John-Oliver), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 110, pour une méthode perfectionnée pour produire de la vapeur dans les foyers des usines par l'emploi de chaudières verticales mises en rapport avec les forneraux en usage dans ces établissements.

331^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allard (Jean-Baptiste), à Fontenay, pour un moteur hydraulique.

332^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Billet (Adolphe), à Cantin, pour la fabrication de boissons fermentées avec la betterave dite *betteravine*.

333^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulland (Eugène-Auguste) et Moullé (Alphonse), à Paris, rue du Temple, n° 85, pour des perfectionnements apportés dans la construction des lampes, notamment dans celles dites à *modérateur*.

334^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Buison (Charles), à la Tronche, pour un système de filage de laine et des ustensiles accessoires.

335^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cap (Paul-Antoine), à Paris, rue d'Aumale, n° 15, pour des composés servant à lubrifier les organes mécaniques de toute nature, afin d'en diminuer et adoucir les frottements.

336^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Cognet (Claude-François), rue Saint-Vincent, n° 3, à Besançon, pour la construction d'un faucueil.

337^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cornet (Alphonse-Ernest), à Paris, rue Lafayette, n° 34, pour l'application de la pile électrique à l'impulsion ou mise en mouvement des machines.

338^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Drouelle (Jean-Baptiste), à Saint-Seine-en-Bâche, pour un système de poêle.

339^e Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Fauque (Jules), à Bonnieux, pour un instrument propre à mesurer la distance, la hauteur et la profondeur.

340^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Fauque (Jules), à Bonnieux, pour une pompe propre à élever l'eau.

341^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par les sieurs Fox et Heitschlin, à Saint-Genis-Laval, pour une tuile en terre cuite à double emboîtement.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Gabet (François), à Maretz, pour des robes à plis au métier.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme par le sieur Gand (Édouard-Joseph-Antoine), place Saint-Denis, n° 48, à Amiens, pour un métier électrique à crochets-griffes et à châssis propulseur, les cartons étant remplacés par un papier continu, métier destiné à la fabrication des étoffes de tout genre.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnaud (Paul-Adolphe), avenue de Neuilly, n° 158, à Neuilly, pour un instrument dit *porte-acide* et *porte-absinthe*, dit *instrument Garnaud*.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Houtard (Firmin), à Louches, pour la fabrication de cloches en verre coulé.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isopy (Léon), avenue de la porte Maillot, n° 55, à Passy, pour un système de guide dit *guide Léon*, et qui a pour but d'améliorer la bouche des chevaux, d'éviter qu'ils ne s'emportent, et conséquemment d'éviter les accidents qui pourraient en résulter.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lacoste (Étienne), quai Baco, à Nantes, pour un appareil propre à distiller l'eau de mer dit *culino-distillatoire*.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lagleize (Jean-Jules-Ferdinand), à Paris, rue du Bac, n° 66, pour un système de navigation aérienne.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leplay, élisant domicile chez le sieur Danel, grande place, à Lille, pour des procédés et appareils de distillation applicables à la fabrication de l'alcool de betterave.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Michel (Alexandre), Huyn (Xavier) et Rousseau (Louis-Henri), à Marseille, pour une machine motrice.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nollet (Pierre-Denis), à Paris, rue Montmartre, n° 125, pour un appareil propre à casser le sucre dit *casse-sucre perfectionné*.

352° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppenheimer (Adolphe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue

Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des velours de soie moirés, d'Utrecht, et autres produits analogues.

353° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ousoulia (François), rue des Faures, n° 53, à Bordeaux, pour une composition propre à la destruction des puaises.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Paquet (Félix), à Roubaix, pour un organe de mouvement appliqué aux métiers à la Jacquart sous l'influence de l'électro-magnétisme.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Péterbroeck (Théodore), à Anzin, représenté par le sieur Splette, rue Dupriez, n° 11, à Lille, pour un système de clapet à expansion variable, applicable aux machines à vapeur.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Roulet-Mézérac (Charles-Victor-Frédéric) et Chevron (Jeu-Marie), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 188, pour métiers dits *métiers Chevron*, ayant pour but l'application, par le tissage, de matières fines, sur matières plus grossières et à armures nouvelles.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sénécal (Adolphe-Éléonor), à Paris, rue Mayet, n° 18, pour un appareil dit *saue qui veut*, applicable à la descente graduée, sans secours étranger, de toute espèce de corps animés ou inanimés, quels qu'en soient le poids et le volume.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steinmetz (Moses), à Paris, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n° 15, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du *cafè Toniack*, pour lequel il a déjà été breveté.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tarnaud (Jean-Baptiste-Auguste), à Paris, rue Damiette, n° 1, pour un sigillocoleur ou tampon à timbre humide et à truck dispensateur.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vallard (Claude), rue du Commerce, n° 11, à Lyon, pour un genre de tuiles.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Van Doren, rue de Bourbon, n° 22, à Lyon, pour un genre de tuiles en terre cuite faites à la presse, ayant la forme d'un losange.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vasselin (Félix), rue Saint-Julien, n° 28, à Rouen, pour un ventilateur à aubes courtes, aspirant et foulant.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Viguier (Antoine-Élisabeth), à Paris, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, pour un appareil sumi-ventilateur.

364° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adcock (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un appareil perfectionné propre à mesurer la distance parcourue par les voitures.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Alber (Joseph), à Vagney, pour un système de calorifère applicable à tout genre de fourneaux.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amand (Louis-Charles-Émile), à Paris, rue de Bucy, n° 4, pour un produit industriel provenant de l'essilochage des chiffons de soie, préalablement décolorés.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur André (Jean-Baptiste), rue du Pavillon, n° 18, à Marseille, pour un procédé devant servir à fermer hermétiquement les bouteilles et à faire jaillir, à volonté, le liquide mousseux ou gazeux qui y est renfermé, dit *siphon-mamelon à jet*, lequel siphon est fixé aux bouteilles à l'aide d'une soudure en métal sur verre.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Anquetin et Giraud, à Paris, rue Guérin-Boisseau, n° 12, pour un sabot-soulier.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Boulo, ne et Houpin, à Reims, pour préparation pour apprêts dits *décrusage et fixage*, ou apprêts soyeux et indestructibles de tous les tissus écrus, soit en laine peignée, soit en peigné-cardés, mais notamment pour les articles de la fabrique de Reims.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruni (François), à Paris, rue des Tournelles, n° 15, pour des dispositions mécaniques applicables aux orgues et pianos, afin de faire jouer ces instruments avec une simple manivelle.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumont (Michel), à Paris, quai de la Grève, n° 44, pour une machine perfectionnée à margueriter dite *margueriteuse mécanique*.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenot (Claude-Bernard-Adrien), rue du Landy, n° 66, à Clichy-la-Garenne, pour emploi et application d'un jet de vapeur ou gaz comprimé à haute pression pour entraîner différents corps, à l'effet d'éplucher, épurer, classer, semer, projeter, souffler, aspirer, dans les travaux de l'industrie, de l'agriculture et des mines.

373° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Célestan (James), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des compositions propres à revêtir ou enduire le bois, le métal et d'autres matières exposées à l'action de l'eau de mer ou à l'intempérie des saisons.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delezenne (Adolphe-Henri), rue Amelot, n° 70, pour un procédé mécanique de préparation des plaques de daguerréotype.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Debaux, à Cambrai pour le dessèchement de la pomme de terre.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fink (François) et Sönnenthal, représentés par le sieur Harbly, à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 66, pour le remplacement des meules en pierre par des disques en acier ou en fer trempé.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Isabelle, née Simonin (Marie-Stéphanie), à Paris, rue de Khôli, n° 18, pour un surfaix dit *surfaix-cavalier* pour le dressage des chevaux et son mode d'application.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langenbeck (Jean-Frédéric), représenté par les sieurs Zohls et Morstadt, à Paris, rue des Forges, n° 3 et 5, près la place du Caire, pour des boutons de nacre à queue flexible.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (Guillaume), rue Lauzun, n° 16 ter, à Belleville, pour application du caoutchouc avec sommiers élastiques.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lefèvre (Louis-Félix), rue Saint-Martin, n° 67, à Saint-Quentin, pour un robinet propre aux usines et fabriques dit *robinet français*.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Nicolas-Dominique), à Paris, passage des Pânoiramas, galerie de la Bourse, n° 5, pour un support à boule mobile, applicable à toute espèce de choses.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lejourneau, A. Parent et T. Hamot, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 7 et 9, pour des perfectionnements dans le genre, la composition et la fabrication des boutons.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mangin (Louis-Auguste), à Paris, rue Richelieu, n° 74, pour application d'aubes mobiles, verticales aux roues motrices des bateaux à vapeur.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Mansuy (Pierre), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 99, pour carbonisation de la tannée et autres matières susceptibles d'être carbonisées, et utilisation de la chaleur perdue.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marienval (Louis-Ovide), à Paris, rue Saint-Denis, n° 304, pour des perfectionnements dans le traitement des plumes préparées pour modes de dames.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Person (Charles-Cléophas), et Sire (Georges-Étienne), à Besançon, pour un mode de zincage électrique.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinet (Jean-François-Louis), à Paris, place du Marché-Saint-Jean, n° 33, pour un système de talons moulés, à enveloppe en cuir ou en peau, de toute nature, applicable à toute espèce de chaussures, soit en cuir, soit en étoffe, soit qu'elles soient cousues, clouées ou vissées.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pion (Jean-Victor-Hubert) et Fleuriot (Joseph-Valentin), à Paris, rue Pierre-Levée, n° 10, pour des perfectionnements aux montures de porte-monnaies.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramazzotti (Giacinto), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de brouettes et voitures dites *enfantines*.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roger (Victor-Gustave), élisant domicile chez le sieur Vizet-Camus, à Paris, rue de Viarmes, n° 23, pour un chariot-rhabilleur.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Royon (Hippolyte) et compagnie, rue du Mail, n° 1, pour moyens d'impressions sur étoffes.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Silvan (Pierre) Grand-Chemin-de-Rome, n° 40, à Marseille, pour un appareil échaudeur, propre pour la filature de la soie.

393° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sommierville (Alfred), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de plumes de fer à régulateur mobile.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Taylor (Philip-Meadows), rue Saint-Ferréol, n° 51, à Marseille, pour une machine à couper le fer à chaud.

395° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tligham (Richard-Albert), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de

l'ébiquier, n° 39, pour des procédés dans le traitement des corps gras et huileux, principalement applicables à la fabrication du savon, de la chandelle et de la glycérine.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Violaine frères, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 29, pour l'emploi des fonds de moules à bouteilles en matière non conductrice de la chaleur.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Badeuil fils (Jean) et Bouhey (Étienne), à Paris, le premier rue de la Roquette, n° 35, la deuxième rue des Francs-Bourgeois, n° 3, au Marais, pour une machine à éjarrer les peaux de lapin.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Barault (Auguste), à Châlon-sur-Saône, pour un moteur propre à remplacer la vapeur dans toute espèce de machine, au moyen du gaz acide carbonique dit *système Barault*.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernard (Augustin), à Lyon, pour un genre de tuiles.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Bompard (Nicolas-Barthélemy), dit Édouard, représenté par son père, rue Saint-Georges, n° 9, à Nancy, pour un système de tampon mécanique à règles mobiles aiguillées, propre à être adapté à tous les métiers à tisser mécaniques.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumont (Alexandre-Michel), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 150, pour une machine dite *éjarreuse*, propre à éjarrer les peaux de lapin et autres.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cordel (Jean-François), rue Écorchebœuf, n° 12, à Lyon, pour un genre de sommiers élastiques.

403° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Cornut (Jean-Jacques), rue du Plâtre, à Rive-de-Gier, pour un double moufle appliqué aux freins des wagons.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Couillard et compagnie, à Paris, rue Saint-Martin, n° 236, pour une cravate sans couture, double et triple tissu, sans envers, applicable aux cache-nez.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Desplaces (Gabriel), à Angers, pour un système de poutres en fer.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-

Loire, par le sieur Dorison (Auguste), à Cheffes, pour une machine à battre la graine de trèfle.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Drapier (Denis-Joseph), rue Saint-Jean, n° 8, à Rouen, pour un métier-canettier continu.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fargo, à Brignais, pour perfectionnements à une machine à percer les métaux.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Ferret (Armand), pont des Demoiselles, à Toulouse, pour la fabrication de pierres factices.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galopin (Abdou), rue Charlot, n° 24, pour des perfectionnements aux appareils d'éclairage.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Goyard (Pierre), au Chambon, pour une machine à tarauder les boulons, maille à fer avec ou sans écrous, lesquels sont aussi, à volonté, taraudés.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Grand-Perrin aîné, rue des Perrières, à Dijon, pour l'adoption d'un robinet et de deux soupapes à boulet pour tubes à niveau d'eau intérieur et extérieur de la clarinette pour machines à vapeur.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Guislain (André-Joseph), à Cambrai, pour un système de cuisinière à circulation.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jangot de Villechaise, cours Morand, n° 40, à Lyon, pour un mécanisme applicable à la navigation.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lebel (Victor-Joseph), et Fourniol (Jean), à Paris, le premier rue Saint-André-des-Arts, n° 26, le second, rue de l'Est, n° 17, pour une presse typographique.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Jules), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de coloration des images photographiques.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Meynard (Toussaint-Marius) et (Joseph-Louis-Charles), à Valréas, pour un moyen propre à analyser les cocons de soie.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse,

par les sieurs Meynard (Toussaint Marins et Joseph-Louis-Charles), à Valréas, pour un moyen propre à conserver les œufs de vers à soie, de manière à en retarder l'éclosion à volonté, ce qui permet d'obtenir plusieurs éducations dans un an.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Michel fils (Georges), à Mulhouse, pour un genre de toiles métalliques.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morey (Charles), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des applications du caoutchouc et de la gutta-percha aux industries du blanchiment de la teinture et de l'impression des tissus.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morey (Charles), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des applications combinées du caoutchouc avec certains métaux.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pothier (Henri-Victor-Alexandre), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 132, pour un système de fosses d'aisances.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Réaud (Pierre), rue Saint-Pierre, n° 27, à Bordeaux, pour la fabrication de boîtes de conserves alimentaires.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Secrétan, à Toulon, pour un système d'étau parallèle.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Tabourin (François) et Chaise (Florentin), à Lyon, pour confection de charbons factices.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Tardy (Joseph), rue Berbissey, n° 10, à Lyon, pour un procédé économique de fabrication de la pâte de papier et de carton-paille.

427° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trotman (Sanders), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour une horloge de nuit.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Valadier (Étienne), à Clermont-Ferrand, pour un cuir à raser dit cuir Valadier.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Wirth (Samuel), place de la Préfecture, n° 1, à Lyon, pour un genre d'échappement de piano droit.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Audebez (Jean), à Tonneins, pour un sécateur à bascule propre à la taille des arbres à fruits.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aze (Charles-Alexandre-Stanislas), à Paris, rue Rambuteau, n° 74, pour un appareil dit *roulant-copiste*.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bouchard (Alexandre), quai de la Charité, n° 38, à Lyon, pour un système de robinets.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Cabias (Léon-François), à Avignon, pour un système pour rendre le cuir inextensible.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chappé (Pierre) et Barré (Almire-Eugène), à Paris, le premier, boulevard Beaumarchais, n° 13, le deuxième, rue Gaillon, n° 3, pour un procédé chimique appliqué spécialement à l'essilochage des chiffons de soie, laine, etc. (préalablement décolorés), au moyen des dispositifs d'une machine dite *machine effilocheuse-curdeuse*.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dervieux (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Seux et compagnie, rue Désirée, à Lyon, pour perfectionnement aux métiers à lacets.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Distin (Henry-John), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés aux instruments de musique à vent, notamment à ceux à piston dits *cornets à piston Distin*.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doyère (Louis-Michel-François), à Paris, rue de Fleurus, n° 35, pour un procédé de conservation des grains.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Louis-Eugène), chez le sieur Ardent, à Paris, rue de Luxembourg, n° 20, pour un changement de voie portatif applicable aux chemins de fer.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durafoin (Jean-Marie), rue de la Charité, n° 48, à Lyon, pour un procédé de montage des pierres, perles ou émaux, sur la bijouterie en fin ou en faux.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Frénée (Pierre), rue Plâtrière, maison de Saint-Jean, à Tarare, pour perfectionnement à un ourdissoir pliant à moulin.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Goy (Antoine), à Clermont-Ferrand, pour un porte-amarre-portatif Goy.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grelley (Pierre-Juste-Hippolyte), à Paris, rue Blanche, n° 29, pour un procédé de décortication des grains.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hébert (Auguste-Emmanuel), à Paris, rue du Petit-Carreau, n° 1^{er}, pour un livre relieur.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hédiard (Alexandre), à Paris, rue Taitbout, n° 25, pour un système de chaudière à vapeur instantanée.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Infernet (Dominique), à Toulon, pour une chaudière à vapeur, tubulaire, à flamme laminée, tubes concentriques et à circulation.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacqueson (Adolphe) et Guyot (Jules), éliant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans la navigation maritime, fluviale et sur les canaux.

447° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lertch (James), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans la construction des culasses des armes à feu.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mesnard (Auguste-Jean) et Leroux (Charles-Maurice-Emmanuel), à Paris, rue de Miroménil, n° 39, pour un cachet limitatif.

449° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Murland (Samuel), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux métiers employés pour la préparation des fils de lin avant le tissage.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nivière (Marie-Maurice-Isidore), à Paris, rue du Bac, n° 40, pour un appareil abdominal.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrier (Laurent-Constantin), rue du Buisson-Saint-Louis, n° 27, au Marais, à Paris, pour un calendrier perpétuel.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Haute-Garonne, par le sieur Plancade (Pierre), rue Amand-Vidal, à Toulouse, pour une pompe soulevante.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prunier (Constant-Julien), à Paris, rue Saint-Martin, n° 237, pour perfectionnements dans les sacs de voyage.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rigal (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Berlin, n° 17, pour plaques calcinées.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Rigolet (Auguste), Grand-Chemin-de-Rome, n° 60, à Marseille, pour un système de bouchage pour les eaux gazeuses.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Joseph-Antoine), à Paris, rue Pavée, n° 12, au Marais, pour un système de marques pour les jeux.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Royané (Aimé-Etienne), à Étoile, pour un système de moteur à vent.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Signoret (Jean-Baptiste), à Paris, rue Phelippeaux, n° 32, pour des perfectionnements apportés aux mesures métriques.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vidie (Lucien), Palais-Royal, n° 95, à Paris, pour perfectionnements aux monnaies.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vuel (Jean-Armand-Hippolyte), à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, n° 55, pour perfectionnements dans la fabrication du bouillon.

461° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Witly (Robert-Christophe), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour construction des fourneaux pour chaudières et autres fourneaux.

462° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Young, Luther et Marten (Edwin), représentés par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans les appareils servant à régler la pression et l'alimentation du gaz.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allais (Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de moulin à blé.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Beck (William), cours Gouffé, n° 57, à Marseille, pour un appareil aérifère.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caillet (Marie-Benoît), rue de Foy, n° 9, à Saint-Etienne, pour une machine à couper le velours après fabrication.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Chauvet fils (Jean-Baptiste), rue du Pont, n° 12, à Aix, pour un système d'ancres pour la marine.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Chevassu-Corlier (Jean-Daniel), à Lons-le-Saunier, pour un système de moyeu en métal applicable à toute espèce de voitures ou charriots.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Coupé (Jean-Baptiste-Nicolas), à Saint-Quentin, pour un tissu à fil tiré et moyen de produire ce tissu.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Curé (François), à Farguier, pour perfectionnement des châssis en tabatière en fonte pour toiture.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Delcroix (Jean-Louis), rue du Calvaire, n° 1^{er}, à Roubaix, pour une machine à mouler les briques et le four pour les cuire.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Despinoy (Louis-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 21, pour un fourneau ménager.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubrunfaut (Auguste-Pierre), rue Brèche-au-Loup, n° 10, à Paris, pour perfectionnements dans le travail des sucres, sirops et mélasses.

473° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubait (Jules-Dieudonné-Guillaume), élisant domicile chez le sieur Merle, à Paris, rue Payenne, n° 3, pour un système de four et fabrication de coke.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Evêque (François), au Vigan, pour une boîte servant à faire éclore la graine des vers à soie.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Freche (Arnaud-Nicolas), à Paris, quai Valmy, n° 222, pour un mouvement perpétuel.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Gartside (Joseph) et Duval (Jean-Baptiste-Désiré), à Amiens, pour un régulateur applicable aux machines à vapeur et autres.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gervaisot (Louis), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 36, pour application de la galvanoplastie à des fleurs artificielles.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (André), à Paris, quai de la Grève, n° 12, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des marmites de cuisine de toutes dimensions.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hérot (Joseph), à Paris, rue Chapon, n° 7, pour une caisse de tambour.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Kuentz (Erasmus), représenté par le sieur Flieg, à Thann, pour une machine à presser verticalement ou horizontalement les bobines, pour trame de tissus et pour une broche de navette composée de deux pièces.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacombe (Jean-Baptiste) et Ferrié (Louis), à Paris, rue de la Perle, n° 3, pour des compositions chimiques.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Lambert (Edme), à Troyes, pour une machine dite *brûle-fumée* applicable aux fourneaux à vapeur.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liard (Jean-Louis), représenté par le sieur Blanchard, à Paris, rue de la Roquette, n° 107, pour burettes à l'huile servant pour le graissage des machines et mécaniques.

484° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lloyd (Janvier), représenté par le sieur Maurice, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, pour des perfectionnements apportés dans la construction des plaques tournantes.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Medeiros (Jean-Carvalho), rue Guillou, n° 5, à Passy, pour un procédé pour la revivification du noir animal épuisé, et pour en extraire, à l'aide d'agents chimiques, du prussiate de potasse ou de soude.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Morisset (Joseph-Félix-Marie) et Raymondière (Pierre-Charles-Alfred), à Nantes, pour une machine à étriller, frotter et fissurer la ficelle.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouchel (Pierre-Jean-Félix), à Paris, rue de Lille, n° 62, pour un appareil de combustion et de fusion combiné avec un four de calcination pour la réduction des métaux.

488° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parnell (Michael-Léopold), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour perfectionnements dans la construction des serrures.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Poivet (François), à Château-du-Loir, pour une machine à casser la pierre.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prévost (Denis-Antoine), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à fabriquer les manches de rasoirs, et brosses à dents et autres.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saugrin (Louis-François), à Paris, boulevard Montmartre, n° 11, pour des perfectionnements apportés aux stéréoscopes.

492° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shaw (Robert), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les instruments à écrire.

493° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walker (Thomas), représenté par le sieur Hasensfeld, à Paris, place de la Bourse, n° 12, pour des perfectionnements dans les machines à rotation mues par la vapeur ou autres fluides.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warbust (John), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans la construction des chaudières à vapeur.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Youf (Denis-Robert), à Paris, rue de la Barillerie, n° 1^{er}, pour des perfectionnements apportés dans la disposition et le mécanisme des tours à fileter et autres.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Artus (Louis-François-Prudent), représenté par le sieur François Heusebrocq, à Agneaux, pour un système de zincage des rivets après leur mise en place.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Bourgeois (Ernest), et Damman (Henri), rue de Tournai, n° 8, à Lille, pour un système de lavage des minerais.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breguet (Louis-Clément-François), à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, pour un système de fils électriques.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bisset père (Pierre-Denis), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 36, pour un outillage propre à couper le papier, le carton, l'étoffe et le métal.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chéron (Adolphe-Louis), à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 22, pour des perfectionnements apportés dans les appareils et robinets servant à la distribution du gaz d'éclairage, lesquels ainsi disposés sont désignés sous la dénomination de *régulateur-compteur*.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Faignière (Jean-Baptiste), rue Périer, n° 9, à Marseille, pour une machine à vapeur maritime, pour être appliquée à une hélice ou autres propulseurs, et autres usages, comme force motrice.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Filoque fils (Desiré-Épiphane), représenté par le sieur Damasse, à Evreux, pour un système de chasse à tisser les draps.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Giffet (Jean-Baptiste-Élémy), quai Napoléon, n° 5, à Marseille, pour un système de cabestan sans choc.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godillot (Alexis), à Paris, rue Rochechouart, n° 61, pour tentes à bras mobiles, réglant l'écartement et la tension de ses parois.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ladoué (Charles-Edme), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 172, pour un système d'entourage propre à garantir les arbres, arbustes et plantes.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Laurent (Benjamin), à Honécourt, pour un perfectionnement dans la construction des boîtes de roues.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léclerc fils aîné (Claude-Grégoire), élisant domicile chez les sieurs Daguerre, Deverd et compagnie, à Paris, rue Samson, n° 3, pour moyens d'appréter les cotons filés, retors et câblés dits *fil d'Alger*.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Lehner (Vincent-Alphonse), et Bissé (Jean-Baptiste-Jules), représenté par son père à Faverges, pour une machine à tisser les tissus.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Léon (Jean-Marie), rue Tholozan, n° 4, à Lyon, pour une batterie marcheuse supprimant le mouvement de la jambe, la mécanique et le tir du bouton dans les métiers d'unis.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letessier (Étienne), représenté par le sieur Berthélot, à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n° 43, pour fabrication d'un objet d'art gnomonique, dit *mouvement solaire*.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Martel (Philippe), Chaussée-d'Hocquet, n° 335, à Amiens, pour un système de rouleaux détacheurs destinés à retirer des cardes, la laine, le lin, le chanvre et le coton.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Mignau (Jean-Baptiste), à Melette, commune de Lépine, pour un moyen propre à fixer, sans qu'elle puisse s'incliner de côté et d'autre, les meules dites *volantes* des moulins à blé.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Milner (Jolin), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Monnot (Étienne-Armand-Maximilien), avenue de Saint-Cloud, n° 39, à Versailles, pour un système de fines et râpes en bois dites *limes et râpes artificielles*.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morard (Léon), à Paris, rue Charlot, n° 3, pour perfectionnements aux machines à vapeur.

516° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1853, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par les sieurs Pantz (Dominique) et Soret, à Metz, pour application de la dentelle métallique sur les objets en fil de fer.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Prelat et fils, représentés par le sieur Buisson, à Mézières, pour une machine devant servir à la préparation des fers destinés à la fabrication des clous, boulons, etc. ayant une forte tête et une tige mince.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabier (Jean-Marie), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la construction des vaisseaux qui permettent de les faire naviguer indistinctement en mer, sur les fleuves, les rivières, etc.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère,

par les sieurs Rellin frères, à Vienne, pour une presse mécanique à double vis.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Rouen (Pierre-Isidore), et Maronnier (Alfred-Eugène), à Paris, le premier, rue Saint-Nicolas d'Antin, n° 7, le deuxième, rue Notre-Dame-de-Victoires, n° 8, pour un appareil d'éclairage par les huiles essentielles de houille et leurs analogues.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roussel (Victor-Alexandre), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une cafetière à capsule mobile système Roussel.

522° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sibbald (Charles-Fraser), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un système perfectionné propre à la construction de chaudières à vapeur et applicable, en partie, à la construction des condenseurs.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Starr (E.-J.), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour certains perfectionnements dans les armes feu.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Tardivau (Jacques-Parfait), à Paris, rue Charlot, n° 1, pour une application de la nacre et de l'ivoire factices à la fabrication des éventails.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte d'Or, par le sieur Tardy (Joseph), rue Berbissey, n° 10, à Dijon, pour la fabrication d'un engrais dit *endres azotées et carbonnées*.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Townsend, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot n° 2, pour une machine à coudre le drap et autres matières.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Wolravens (Paul-Alexandre-Ghislain), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un appareil pour emploi du goudron et autres matières bitumineuses et résineuses au chauffage.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Ward (Henri-William), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 1, pour un porte-cigare-sécateur.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le comte d'Aldborough (Benjamin), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour un système de navigation aérienne.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine

par le sieur Berthemait (Pierre), à Paris, rue Basfroid, n° 47, pour une machine-balance.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blatter (Heuri), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 9, pour un thermomètre métallique à cadran et secondes.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bon (Renoît), à Paris, rue de l'Orillou, n° 6, pour roues tournantes propres à remplacer les roues et les voiles.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bordeaux (Gustave-Désiré), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 10, pour une mouture de bâtons de rideaux pour fenêtres et lits.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boucher (Alexandre-Désiré), et Muller (Adrien), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un procédé de fabrication de vases culinaires, en fonte de fer polie, ornements, étamés ou non.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Burnouf (Louis Émile), quai de Bienne, n° 18, à Toulouse, pour un cosmographe propre à démontrer les mouvements célestes.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapelle (Antoine-Casimir), à Paris, rue du Chemin-Vert, n° 5, pour conservation de denrées alimentaires.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevallier (Louis-Eugène), à Paris, rue Roussellet-Saint-Germain, n° 31, pour un procédé de sciage de pierres, métaux, bois et autres substances.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clostre (Joseph), à Paris, rue Sedaine, 32, pour un système de croisées en fer.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Courrier (Adolphe-Jules-César), à la Baconnière, pour un système d'amélioration des machines à vapeur à simple effet, et des machines à vapeur servant à l'épuisement des eaux.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorr, représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés, tant à la confection des billets de banque et autres billets ou valeurs analogues qu'aux moyens à employer pour en prévenir l'altération ou la falsification.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire,

par le sieur Dumas (Benolt), rue Saint-Jean, n° 25, à Roanne, pour un système de chinage de cotons multicolores.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupré (Marie-Alphonse-Hildevert), à Paris, rue Saint-Merry, n° 23, pour brosses à dents et ongles montées sur métaux.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Louis-Auguste), rue Sainte-Genève, n° 4, à Belleville, pour un système de fermeture applicable aux lorgnettes de spectacle, et autres objets d'optique.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Gardier-Savatier, élisant domicile rue de l'Ancienne-Préfecture, hôtel de France, n° 2, à Draguignan, pour les *pêcheries océaniques sas-marines* Garnier.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kienlé (Georges-Ernest), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 39, pour procédés de garniture sur cristal.

546° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lister (Samuel-Cunliffe), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés au peignage de la laine, du coton et d'autres matières filamenteuses.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Menet (Jean-Baptiste) et Dabs (Antoine-François-Julien), élisant domicile chez la dame veuve Falieau, à Paris, rue de Sèvres, n° 87, pour appareil de sauvetage pour incendie.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mongeot (Louis-Urbain), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 7, pour des perfectionnements apportés dans l'application de la dorure mate sur métaux.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Munier (François-Philippe), élisant domicile, chez le sieur Louis Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une pompe banlançoire.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pailleux (Stanislas-Théodore), à Paris, rue Bailly, n° 4, pour un stéréoscope multiple.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Pareau et compagnie, à Montbéliard, pour une machine pouvant servir à différents emboutissages et notamment à l'emboutissage de vis à bois.

552° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parsons

(Moses), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour perfectionnements apportés à la construction de diverses parties de chemins de fer.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Rabourdin (Simon-Marie), rue Royale, n° 67, à Orléans, pour la fabrication de l'alcool avec des matières ligneuses.

554° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Summerfield (Thomas), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, pour des perfectionnements dans la construction et la fabrication des bâtis de fenêtres, châssis, etc.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sirasve (Charles-Auguste), à Paris, rue des Trois-Pavillons, n° 6, pour des perfectionnements dans la fabrication des types, caractères, vignettes, ornements, etc. pour la typographie et la reliure.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taggart (John), représenté par les sieurs Truffaut et Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une machine perfectionnée destinée à creuser la terre.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thilbaudet (Nicolas-Louis), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 23, pour un système de tampons.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Vauthier et Gibour, rue du Chapeau-Rouge, n° 11, à Dijon, pour une machine aspirante et foulante à double effet.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Velter (François), à Angers, pour une machine à battre le blé et broyer le chanvre avec galets et sans engrenages.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Viel (Jules) et Wathot (Victor), à Tours, pour une machine à air comprimé dite *machine de Watbot et Viel*.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wickersham (William), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les machines ou appareils à coudre ou à piquer.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adams (Henry-Wright), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements aux armes à feu qui se chargent par la culasse.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur André (Louis), place des Célestins, n° 4, à Lyon, pour un sys-

ème d'emballage sans garniture propre au transport de vases fragiles, pleins ou vides, bouteilles, cruches, etc.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bacon (Louis-Silver) et Levrat (Claude-Élément), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 76, pour un système de porte-parapluie et portepincettes.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Bergeret (Nicolas), à Sombornon, pour un système de tuiles.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Berthet (Louis) et Bussod (François), rue Malame, n° 20, à Lyon, pour un procédé de teinture dit *noir de Lyon*.

567° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beijemann (Henry-John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un appareil destiné à fixer les capsules sur les bouteilles et autres vases.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bougars (Louis-Auguste), à Paris, rue Cadet, n° 18, pour des plumes métalliques inoxydables.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Cozet (Jean-Baptiste), à Aisey-sur-Seine, pour un procédé dans la fabrication des tuiles plates et polies en dessus et en dessous.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chilcott (John), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre d'étoffe servant à la confection des semelles de chaussures, des courroies et à d'autres usages.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dangles (Joseph-Marie), à Paris, rue Saint-Denis, n° 277, pour une manière de fabriquer les coulants et les noix des parapluies.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Desaint (Louis-Constant), rue de Brugny, n° 16, à Épernay, pour une machine à fabriquer les briques, les carreaux, les moellons et les tuiles, pour couverture de bâtiments.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Firmin Didot frères et compagnie, à Paris, rue Jacob, n° 56, pour un procédé de gravure dit *chryso-glyptie*.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Frémion (Humbert), à Montigny, pour machines à vapeur à colonnes d'eau.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Joly (Hector), rue de la Comédie, n° 25, à Lyon, pour un battant réducteur pour les métiers à tisser.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jonhaud (Pierre-Chéri), élisant domicile chez le comte du Bencheron, à Paris, rue Caumartin, n° 15, pour canons de guerre à plusieurs coups.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Laborde (Désirée-Lucille), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 54, pour piano à constant accord.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur de Laleu (Jacques-Gustave-Olivier), élisant domicile rue Tournefort, n° 1, à Nantes, pour des bancs calcaires non encore utilisés, donnant des ponzzolanes, ciments et chaux hydrauliques, aux degrés d'énergie variés, employés, soit seuls, soit mélangés aux bancs déjà utilisés.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Landverle (Charles) et compagnie, à la Montagne-Verte, près Strasbourg, pour un genre de boutons dits *boutons à incrustation métallique*.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanos (Gabriel-Henri), à Paris, rue des Lombards, n° 18, pour des couvercles à bœux.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Lenoir (Raymond), à Fougères, pour un système de traction pour les véhicules.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mantegùès (Henri), élisant domicile chez le sieur César, à Paris, rue de Cléry, n° 18, pour une chaussure mixte.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mollière (Jean-Pierre), rue de la Charité, n° 42, à Lyon, pour une machine propre à piquer et condre toute espèce de cuirs et d'étoffes employés à la confection de la chaussure.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Nagles (Albert), élisant domicile chez le sieur Nagles, route du Havre, à Deville-lès-Rouen, pour des machines et accessoires pour laver, blanchir, dégommer, teindre en garance toute espèce de tissu de soie, de laine, de lin ou de coton.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Neuss, Teste et compagnie, à l'Aiguillerie de Vaise (cinquième arrondissement de Lyon), pour une machine à polir et brunir les broches, aiguilles et autres fils de métal.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Panch (Jean-Frédéric-Paul), élisant domicile chaussée des Martyrs, n° 15, à Montmartre, pour perfectionnements apportés aux pianos.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Perceron (Victor-Sébastien), à Montfort-l'Amaury, pour le perfectionnement de la faux à crochet.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ranc (Jean-François) et Mathieu (Jean-Antoine), à Paris, le premier rue de la Vieille-Estrapade, n° 23, le deuxième rue de Lacépède, n° 38, pour un genre de cirage.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ravinet (Pierre), à Paris, rue de Tracy, n° 9, pour des perfectionnements apportés aux presses à imprimer la lithographie, les étoffes, etc.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Routier-Dessertelles (François-Alexandre-Léon), à Paris, rue du Roule, n° 8, pour des perfectionnements apportés dans le mécanisme et la disposition des calendriers.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siémens (Charles-William), élisant domicile chez le sieur Bourdon, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs des machines à vapeur.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), représenté par son frère, à Paris, rue du Faubourg-Saint Martin, n° 105, pour diverses méthodes de fabriquer des bandages de roues et autres objets applicables aux chemins de fer, ainsi que diverses combinaisons propres à en arrêter promptement les convois.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le vicomte de Travanet (Charles), à la Chapelle-Saint-Ursin, pour un mécanisme managé rectiligne ou wagon monte-charge.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Trillat (Joseph), place Louis-Napoléon, n° 3, à Lyon, pour une machine propre à la fabrication des filets tressés et à jour pour servir au défillement des vers à soie et remplaçant le filet de pêche et de classe.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armengaud (Jacques-Eugène), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système locomoteur portant en lui-même son point d'appui.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Arnal (Pierre-Adrien), à Serignan, pour une machine dite *navimoteur Arnal*, applicable à la navigation.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Boyer (Jean-François-Charles), rue des Tanneurs, n° 7, à Strasbourg, pour un système de chauffage aërisifère ou appareil calorifère.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Broc (Jean-Louis) et Perrot (Antoine-Adolphe), à Nîmes, pour l'application du goudron aux cartons, aux papiers et aux cordes employés dans le mécanisme des métiers à la Jacquart et dans tous les métiers à tisser en général.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bulhot aîné (Antoine-Juste), à Paris, rue Beaubourg, n° 26, pour un système de barettes de sûreté inversables lorsqu'elles ne servent pas.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Canonne (Charles), à Anzin, pour la fabrication des lames de tôle.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par les sieurs Cantet frères, éliant domicile à Osserain-Rivareyte, pour une machine dite *hydrosammomètre* (mesure du sable et de l'eau) pour servir du marbre.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Carol (Louis), rue Saunerie, n° 40, à Avignon, pour un procédé adapté à la romaine.

603° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colt (Samuel), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des mécanismes perfectionnés propres à forer les métaux.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par les sieurs Corneille (Emmanuel), à Trans, et Saurin (Balthazard), pour un système de fabrication à la vapeur d'huile d'olives et de marc d'olives.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Daniel (Honoré-Antoine), quai du Port, n° 12, à Marseille, pour un sillonmètre nautique à révolution constante, propre à mesurer et à indiquer sans cesse la vitesse des navires.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delacour (Jean-Félix) et Jathvier (Mathurin-Félix), à Paris, rue de la Roquette, n° 140, pour des perfectionnements apportés dans la préparation des légumes et autres substances, afin de les conserver.

607° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur d'Otne (S. E.), représenté par le sieur Bonjean, à Sedan, pour des appareils étireurs s'appliquant aux machines à filer la laine, le coton, etc.

608° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges,

par les sieurs Grosjean (Louis) et François (Jean-Nicolas), à la Bresse, pour un perfectionnement dans les métiers à tisser.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillois (Louis-Joseph-Stanislas), rue de Villers, n° 66, à Neuilly, pour l'application nouvelle de moyens connus sur la peau de chèvre.

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heil (Nicolas), à Paris, rue du Canal Saint-Martin, n° 15, pour un appareil à décolorer et à effiloche les chiffons de soie.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouvin (Thomas), éli-ant domicile chez le sieur Thierree, à Paris, rue du Grand-Hurleur, n° 27, pour des outils d'horlogerie.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Louis-Napoléon), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, pour tabac mis en pâte pour la confection des cigares et des cigarettes.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roy (Hippolyte), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Apolline, n° 2, pour un système de pendule électro-magnétique.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Moureu (Pierre), rue Laurette, n° 40, à Marseille, pour un moteur sans frais.

615° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Musbet (David), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements aux foyers, grilles et tôles des chaudières à vapeur et autres.

616° Le brevet d'invention de dix ans dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pion fils (Jean), commune de Gironde, pour un genre de blai.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard (Joseph), à Paris, rue Feydau, n° 4, pour fabrication du prussiate de potasse et du bleu de Prusse par le traitement du noir animal pur ou épuisé par les fabriques et les raffineries de sucre et autres.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Saint-Etienne, née Pétersen (Daniel), représentée par son mari, chaussée Ménilmontant, n° 62, à Belleville, pour pâtes alimentaires.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Serre (Mathieu), rue de Foy, à Saint-Etienne, pour un passe-aiguilles pour la fabrication des velours épinglés et peluches, sur les métiers à plusieurs pièces.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par les sieurs Tessière frères (Amable-Charles et Jean), à Paris, rue des Gralliers, n° 7, pour des perfectionnements dans la fabrication des tablettes fondées avec divers métaux.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Thivet (Pierre), à Bar-le-Duc, pour un système de presse à copier les lettres.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Trigon (Miche), à Clermont-Ferrand, pour un sirop végétal dit de Trigon pour la guérison de la maladie de la vigne.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Tristant (Auguste), rue du Court-de-Bruit, n° 20, à Lille, pour une machine à battre, cheviller et étriquer le fil retors.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Valadon (François), à Limoges, pour une machine hydraulique qui a pour but d'élever l'eau, et qui devra s'alimenter elle-même.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Varangod (François), chez le sieur Barthélemy, boulevard de Rome, n° 50, à Marseille, pour un lit articulé propre aux gens de peine.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Vidal (Étienne), à Montpellier, pour un fourcat ou charrue à perçonne trainée par une seule bête.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viréy (Pierre), rue de Paris, n° 32, à Clichy-la-Garenne, pour un système de lavoir pour les minerais.

638° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Helmsforth (John, Thomas et William), représentés par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur et dans la manière de les fixer.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beud (Jacques-Henry), à Paris, rue de Saintonge, n° 4, pour des perfectionnements apportés dans le dressage et le planage des métaux.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blavier (Aimé-Étienne) et Larpent (Claude-Georges), boulevard Montparnasse, n° 44, à Paris, pour un système de locomotive.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Bloisbluche (Caliste), à Paris, rue des Prouvaires, n° 8, pour l'application de la gutta-percha aux socques.

642° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 avril

1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broomann (Richard-Archibald), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication du savon et autres composés savonneux.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Bultel (Ferdinand), à Fouencamps, pour une machine roulante destinée au moulage des tourbes et à leur étente pour le séchage.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Cavalerie (Marcellin), à Saint-Médard, pour un moteur applicable à toutes les machines.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par le sieur Clerget (Narcisse), à Montluçon, pour un système d'application au chemin de fer aérien, du câble en fil de fer mobilisé.

636° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Denton (Joseph), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Drivon et Nourrit, à Saint-Gilles, pour la construction d'une charrue.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Eanouf (Édouard), Mauger junior (Charles) et Lewis (George-Washington), représentés par le sieur Dupont, à Paris, rue Castellane, n° 4, pour une tente isométrique.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foubert (Louis-Auguste), chez le sieur Julien, à Paris, rue de Bondy, n° 30, pour l'insubmersibilité et la marche des navires par l'effet de l'air comprimé.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudin (Jacques-Charles-Emmanuel), à Paris, rue de la Perle, n° 9, au Mirais, pour un système de stéréoscope.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Pierre-Jules-Barthélemy), à Paris, rue de Trévise, n° 6, pour un appareil de sécurité pour travaux publics, mines, carrières, etc.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacasse (Jacques Hippolyte) et Millechau (Marie-Adolphe), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 64, pour un système de four à carboniser la tourbe, etc.

643° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefaucheur (Eugène-Gabriel), à Paris, rue Vivienne, n° 37, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Jacques-Louis), élisant domicile, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 4, pour des perfectionnements apportés aux pistolets atmosphériques.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liévin-Bauwens (Napoléon), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 43, pour un système de distillation des corps gras.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Luce-Villiard (Jean-François), à Dijon, pour la fabrication, sur tous les métiers circulaires, de tricots ayant une chaîne en caoutchouc, et pour la confection, avec ces mêmes tricots, de tous les revêtements à l'usage d'hommes, femmes et enfants.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Luneteau (Denis) et Girardin (Paul), à Paris, rue du Temple, n° 83, pour un système de virole sans soudure, pour la coutellerie.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Mallarie (Joachim), place Flodoart, n° 2, à Épernay, pour un système de bouchage pour les vins de Champagne propre à éviter les recoulemes.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Alexis-Urbain), à Paris, rue de la Butte-Chaumont, n° 4, pour moyens de distillation des bitumes.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Motte (Jean-Pierre), élisant domicile chez le sieur Ronsseau, à Paris, rue de Valois-Palais-Royal, n° 1, pour perfectionnements aux métiers circulaires.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Ory et le sieur Lefebvre, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 43, pour des dispositions de borettes à l'huile pour le graissage des machines en général.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ouvrier (Pierre), à Paris, place de la Bastille, n° 14, pour un système de tables-guérisons recouvertes en étain.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piquet (Alphonse Émile), à Paris, passage du Jeu-de-Boules, n° 4, pour chauffage des bassines de filature.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plisson fils, à Paris, rue des Gravilliers, n° 23, pour perfectionnements apportés dans la fabrication de l'acide nitrique.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sainte-Marie (Joseph-Valentin-Henry), à Paris, rue Mazagan, n° 18, pour des perfectionnements dans le capsulage des bouteilles, flacons, bocaux, etc.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savaroux (Mathurin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 170, pour un appareil en métal applicable aux coulisses de lit.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ségouffin (Charles-Denis), à Paris, rue Vendôme, n° 20, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des porte-plumes, porte-crayons, etc.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tony (Jules-Louis-Antoine), à Paris, rue Chapon, n° 60, pour un genre de peigne.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Varlet (Jean-Philippe) et Bazille (Auguste-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 43 et 46, pour un système de sauvetage pour navires.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vivien et Lefebvre, élevant domicile chez le sieur Masse, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 23, pour l'inoxidabilisation du fer, par le nickéllage et étamage par voie humide indirecte.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Allibert (Joseph), à l'Isle, pour un système de fabrication d'outils propres à fouir la terre.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Argy (Edmond-Armand-Louis), rue du Docteur, n° 12, à Batignolles, pour un genre d'huilier.

663° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beardmore (William) et Rigby (William), représentés par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthé (Jean-Charles-Aimé), à Paris, rue des Nonaindières, n° 13, pour appareil propre aux préparations des huiles de foie de morue.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blazot (Claude Arsène) et Thiébaud (Pierre-Nicolas), élevant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil propre à rendre les liquides gazeux.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Boissié-Sucquet (Jean-Pierre), à Paris, place Royale, n° 17, pour objets divers relatifs à la vidange.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Boyet (Jean-Marie), place de la Trinité, n° 2, à Lyon, pour une liqueur dite *caméléon*.

668° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burstall (Thomas), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour des perfectionnements dans les machines servant à la fabrication des briques et autres objets en argile seule ou mêlée d'autres matières.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bussonnais (Charles-Louis), rue du Bel-Air, n° 76, à Passy, pour un système d'appareil gazogène ferrugineux goudronné, etc.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devailly (Pierre-François-Philibert), représenté par le sieur Péligot, à Paris, cité Trévise, n° 10, pour un mode de fabrication d'étoffes.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doye (Jules-François-Désiré), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 11, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Dutrait (Remy), à Jarrie, pour un procédé par l'agglomération des charbons.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Fronsac cadet (Pierre), cours du Jardin-Public, n° 35, à Bordeaux, pour un bouchage en verre, pour la conservation des fruits au jus.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fermond (Charles), à Paris, à la Salpêtrière, pour des appareils propres à la conservation des sangsues.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Firmin D. et frères, à Paris, rue Jacob, n° 56, pour un procédé destiné au blanchiment des matières textiles et fibreuses qui résistent aux procédés ordinaires.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleischmann (Charles-Louis), à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour la ouate t. pissière.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaumont (Napoléon-Joseph), à Paris, rue Saint-Victor, n° 8, pour un moyen de blanchir et nettoyer la laine.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire,

par le sieur Grosrenaud (Pierre-Louis), place Marengo, pour un four propre à la cuisson des métaux et à leur corroyage.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laverdit (Marcel-Gustave), à Paris, rue Sainte-Anne, n° 57, pour la photographie animée pour l'application sur la peinture.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefebvre (Gilles-Benjamin) et de Saint-Agnan (Henri-Michel), à Paris, rue de la Douane, n° 28, pour un système de transparent diamanté.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Legris (Joseph-Marie), à Louviers, pour des perfectionnements dans la construction des roues hydrauliques.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Mallet (Jean-Baptiste-René), à Bléré, pour un jabloir-rogneur mécanique.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Olivier et compagnie, rue Basseville, n° 1, à Lyon, pour la fabrication des filés fins et mi-fins, avec la lame dorée des deux côtés inégalement.

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppeneau (Philibert), à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour perfectionnements apportés aux palettes des bateaux à vapeur, et autres emplois auxquels elles sont susceptibles.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palmer (William-R.), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux armes se chargeant par la culasse, ainsi qu'aux cartouches ou balles devant être employées dans lesdites armes.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Pécol (Henri-Gustave-Adrien), à Pont-Saint-Espirit, pour une combinaison d'appareils applicables aux machines à vapeur, à l'effet d'obtenir une économie de combustible.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ray (Fowler-M.), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour certains perfectionnements dans les ressorts de voitures de chemins de fer.

688° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (John), représenté par le sieur William on, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des cabriolets.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Rolland (François-Prospér), à Paris, rue du Renard-Saint-Sauveur, n° 3, pour perfectionnements aux brûloirs à café, cacao, etc.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Ruel (Louis), à Oissel, pour une colonne tubulaire d'échappement de machine à vapeur, échauffant l'eau destinée à l'alimentation de la chaudière.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Saugeux (François), élisant domicile chez le sieur Beson, place Neuve des Carmes, n° 14, à Lyon, pour un métier propre à fabriquer toutes espèces de velours et peluches.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valcy (Nicolas), à Paris, rue Charlot, n° 38, pour un système de bouches de chaleur.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Warnery (Louis), représenté par le sieur Morlot, quai Saint-Clair, n° 14, à Lyon, pour une machine pour manœuvrer, suivant et en rapport exact des indications d'un principe régulateur, les vannes, déversoirs, clapets ou papillons des roues hydrauliques, turbines et machines mues par la vapeur et autres.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Barrachin (Hippolyte), rue des Maréchaux, n° 33, à Nancy, pour un système de pompe élévatoire.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanquet (Antoine), à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 39, pour des perfectionnements apportés dans les machines à apprêter les étoffes.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1853, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bocquet (Noël-Stanislas-Victor) et Maillé (Antoine), à Paris, le premier, rue Godot de Mauroy, n° 33, le second, rue Saint-Jacques, n° 110, pour un genre d'engrais.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdieu (Lazare), élisant domicile chez le sieur Laborde, à Batignolles, rue Saint-Louis, n° 29, pour une machine à fabriquer le bois ou semelles des sabots-souliers ou galoches.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Brelet (Alexandre), place du Pilori, n° 2, à Nantes, pour perfectionnement du fusil à bascule.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Brun (Stanislas), à Toulon, pour un procédé de bitume végétal Brun.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapon (Charles-Eugène), à Paris, rue du Temple, n° 13, pour

des perfectionnements apportés dans les procédés de conservation et d'imperméabilité des tissus en général.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Châtain (Édouard), rue du Rendez-Vous, n° 39, à Saint-Mandé, pour la division du cuir, de l'os et de la corne, pour remplacer la laine servant à velouter le papier peint et les cuirs vernis.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Daperon (Alexandre), grande rue de Beauvais, n° 5, à Amiens, pour un système de poêle en fonte à foyer mobile.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dormoy (Pierre-Jacques) et Champeaux (Antoine-Abraham), à Paris, le premier, rue Pigale, n° 10, et le second, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 135, pour un laminoir circulaire.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchamp fils (Pierre), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de battant mécanique servant au tissage des rubans, des galons et des étoffes quelconques.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ille-et-Vilaine, par le sieur Gaillard (Jean-Baptiste), à Rives, pour une échelle portative pouvant se déplier sous forme d'escalier, et se replier pour former une table à ouvrage ou un prie-Dieu.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giudicelli (Joseph-Marie), à Paris, rue Garancière, n° 8, pour un moyen de transformer le mouvement dans les machines dit le *transformateur*.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giudicelli (Joseph-Marie), à Paris, rue Garancière, n° 8, pour une voiture à force variable, mue par la vapeur ou à la main.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouget (Hilaire-Athanasie), avenue de Cligny, aux Batignolles, pour un système d'annonces dit *affiches magiques*.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Homelle (Louis-Édouard) et Duport (Louis-Marie), à Paris, rue Marsollier, n° 5, place Ventadour, pour mèches et torches fumantes et non fumantes.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houzeau (Jean-Jacques-Jules), élisant domicile à Paris, rue de Richelieu, n° 63, hôtel de Malte, pour procédé d'extraction d'huile des eaux savonneuses.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Jourdan-Gozzarino (Jean-Baptiste), à Paris, rue de la Planchette, n° 5, pour perfectionnements apportés aux chandelles.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maldant (Antoine), rue de Chabrol, n° 12, à la Chapelle-Saint-Denis, pour un mode de publicité.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallat de Bassilan (Jean), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 77, pour système de chemin de fer aérien indéraillable, applicable aux rues et boulevards des grandes villes, distributeur des lettres, de l'eau potable, de la correspondance électrique, de la lumière par le gaz, avec colonnes pour les besoins publics, avec égouts pour les eaux des rues et les résidus des fosses en vidange.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mantegùès (Henri), élisant domicile chez le sieur César, à Paris, rue de Cléry, n° 18, pour des dispositions mécaniques applicables à la fabrication des chaussures en tout genre.

715° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Henri), élisant domicile chez le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par le sieur Monsenargue (Edmond), à Moulins, pour un système de moulin à farine mû par un cheval, par eau, ou à la vapeur.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parceint (Joseph-Philippe), à Paris, rue de Charonne, n° 9, pour un système atmosphérique remplaçant la vapeur et propre à la propulsion et à la locomotion au moyen de l'air comprimé.

718° Le brevet d'invention, de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Parmentier (Jean-Pierre), à Azerais, pour un rabot dit *rabot Parmentier*.

719° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parsons (Perceval-Moses), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les aiguilles et les traverses des chemins de fer.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Théodore), à Paris, rue du Temple, n° 187, pour un genre de pendule orientale.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pichery (Jules-Léandre), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 31, pour appareil de gymnastique dit *gymnaste-médecin*.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Pitois (Émile-Étienne), à Paris, rue Monsigny, n° 2, pour un genre de chandelier ou bougeoir.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Poumicon (Pierre-Alexis), rue Dragon, n° 76, à Marseille, pour la dissolution et l'épuration de l'huile essentielle de Tchintha.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Ranguet (Jean-Baptiste-Édouard), à Paris, rue Saint-Anastase n° 7, au Marais, pour une suspension de lampe.

715° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 avr 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par sieur Saunders (Jonathan), représenté par le sieur Sautter, à Paris, n° Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la fabrication des rails pour chemins de fer.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Sawicki (Jean), à Paris, rue du Sentier, n° 3, pour des procédés ou appareils propres à mieux utiliser le calorifique.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur de Tiffancourt (Edmond), à Paris, rue Saint-Dominique, n° 18 pour système de cordes harmoniques en soie, pour instruments de musique.

718° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avr 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par sieur Abate (Félix), représenté par le sieur Renzi, à Paris, rue de Mademoiselle n° 54, pour des perfectionnements apportés dans les procédés pour presser, orner et imprimer des surfaces en général.

719° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avr 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par sieur Basser (Edward-Gregory), représenté par le sieur Merle, à Paris, n° Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans l'obtention et l'application de la force motrice.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Barrande (Jean-Baptiste), à Paris, rue Quincampoix, n° 11, pour procédé de teinture de peaux pour chaussures.

721° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bentley (Henry), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur, et dans la méthode de les poser ou de les fixer.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Boubair (Jean-Charles), à Paris, rue de Bondy, impasse de la Pompe, n° 11, pour dispositions de plaques creuses pour les presses hydrauliques à chaud.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Bourgeois (Martin), à Paris, rue Ternaux, n° 6, pour l'application de la peinture à l'huile aux devants de cheminées et autres papiers peints.

34^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boyenval et Ligerot, à Paris, rue Mazargan, n° 14, pour un essor à force centrifuge.

35^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Jules-François), à Paris, rue de Ponthieu, n° 36, pour l'invention, dans toutes les variétés de caoutchouc, de tous les objets pouvant y être soumis, pour le moulage de ces gommages et pour leur coloration.

36^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaleyer (Nicolas-Jules), à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 26, pour des perfectionnements apportés dans la construction des balances, peses, découpoirs et autres appareils analogues.

37^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chapelle (Antoine-Casimir) et Scellon (Henri-Marie), à Paris, rue Chemin-Vert, n° 5, pour un appareil destiné à varier l'action des machines analogues.

38^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cogniet (Charles), rue Lemercier, n° 51, aux Batignolles, pour l'invention et applications générales de la glycérine.

39^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deligne (Robert-Augustin), à Paris, rue d'Enghien, n° 11, pour un système de tiroir à détente équilibrée applicable aux machines à vapeur.

40^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dandurand (Jean-Jacques), à Paris, cité Trévise, n° 8 bis, pour un mode de notation.

41^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Eugène (H.) et Grados (L.), à Paris, rue Amelat, n° 63, pour l'application du zinc estampé.

42^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houlet (Dominique-Marie), chaussée Ménilmontant, n° 87 (au nord), pour l'application de l'écaillé, la corne ou la baleine, ou du bois en morceaux, soit en poudre, à la fabrication de tous les articles sculptés.

43^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Jouveaux, née Leblond (Marie-Rosalie-Joséphine), à Paris, rue de la Harpe, n° 11, pour une machine à coudre.

44^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefebvre (Louis-Charles), Garzand-Houlet (Eugène) et Grudet (Emile), à Paris, rue du Temple, n° 176, pour un appareil destiné à brûler les bougies des chandelles, bougies et autres corps gras, brûlant à la sec.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Lefèvre (François-Antoine-Léonard), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système propre à rafraîchir les meules et la mouture dans les moulins à farine.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Lesénécal (Jacques-Alexandre) et Barré jeune (Alfred-Ernest) avenue de Clichy, n° 159, aux Batignolles, pour la fabrication des bûchettes *bâchettes parisiennes*.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Letestu (Pierre-François-Marie), à Paris, rue de la Vannerie, n° 42, pour un procédé de la colonne irrigante.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Lucas-Richardières (Jean-Marie), élisant domicile chez le sieur Combes, à Paris, rue du Regard, n° 3, pour les moyens d'obtenir du flux du reflux de la mer, en n'employant qu'un seul étang de marée, le travail plus prolongé possible, à chaque marée, et une force motrice parfaitement réglée, avec des turbines ou roues à axe vertical, qui tournent noyées toujours dans le même sens, quoique recevant l'action de deux courants contraires.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour un appareil agissant de soi-même, et applicable au nettoyage ou curage des citernes conduits d'égouts et autres réceptacles d'immondices.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Molvé (François-Désiré-Victor) et Martin (Pierre-François) Paris, rue Neuve-Saint-Paul, n° 13, pour un moyen de chauffer l'eau d'alimentation des chaudières à vapeur des locomotives.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur du Moncel (Théodore-Achille), à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, n° 1, pour un système d'appareils à signaux pour les chemins de fer fonctionnant sous l'influence du courant électrique.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Petit (Jean-Édouard), à Paris, rue des Fontaines-du-Temple, n° 11, pour un éventail de poche perfectionné.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Porquerelle (Louis-Amand-Constant), à Paris, rue de Valenciennes, n° 2, pour un genre d'arbalète.

754° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Félix-Paulin, représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, pour des perfectionnements apportés aux jointures des conduits tubulaires d'écoulement.

755° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sant (George), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Aman-diens-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans les horloges et les pendules.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Theiler (Meinrad), élisant domicile chez le sieur Ruhmkorff, à Paris, rue des Maçons-Sorbonne, n° 39, pour un système de télégraphie électrique imprimant dit *typotélégraphe*.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirion aîné (Louis-Jules), à Paris, rue du Roi-Doré, n° 6, pour un procédé perfectionné de fabrication de cassolettes, médaillons, cuvettes, etc. d'horlogerie et de bijouterie.

758° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Townsend (Mary-Ann), représenté par le sieur Boyer, à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 24, pour perfectionnements apportés à la façon ou construction des chapeaux de toute espèce pour dames.

759° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wilson (Georges-François), Whiting (James-Monrose), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des vis à bois.

760° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Young (James-Denoon), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés au moulage des métaux.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aréra (Noël-Guillaume), à Paris, rue de la Barillerie, n° 5, pour des perfectionnements apportés dans les indicateurs et compteurs de surveillance.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Barreaux (Charles-Nicolas-Auguste), à Fontenay-le-Château, pour deux modèles de tuiles dites *vosgiennes*.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biondetti (Napoléon-Annibal), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 55, pour des perfectionnements aux bandages herniaires et autres, notamment pour l'application de l'électricité auxdits bandages.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchon (Armand-François), élisant domicile à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour une composition de mèches destinées à remplacer celles de coton.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord,

par le sieur Boucherie (Jean-Baptiste), à Cambrai, pour une machine à mouler les briques et briquettes.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulland (Victor-François) et Loro (Joseph), à Paris, le premier, rue de la Perle, n° 10, le deuxième, rue Montholon, n° 25, pour la préparation d'un gondron gélatineux.

767° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brisco (Robert) et Horsman (Peter-Swires), représentés par le sieur Perpignan, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux machines propres à séparer le lin, le chanvre, le fil de Chine, et d'autres substances filamenteuses.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Broussais (Henri) et Carpentier (Edouard), rue du Vieux-Chemin, à Montmartre, pour un procédé de fabrication d'un savon neutre.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassin (Théophile-Honoré), à Paris, rue de la Chaussée-des-Minimes, n° 6, pour un système de fabrication du sucre.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chéradame (Alexandre-Léopold) et Guédron (André-Gaspard), à Paris, rue Rochechouart, n° 71, pour une table à coucher.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dolléans (Louis-Charles), à Paris, rue Saint-Denis, n° 306, pour un procédé pour obtenir une gravure chimique en creux sur pierre lithographique et sur zinc, servant à l'impression des mousselines, calicots, soies et tissus divers.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donlevy (John), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour des perfectionnements dans le chromoglyptotype.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval (Frédéric), à Paris, rue Poliveau, n° 32, pour un procédé de conservation de substances alimentaires, notamment pour extrait de légumes, etc.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilmer (Jean-Éléonor), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 76, pour un système de distribution de vapeur dit *tiroir sans frottement*.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grobon (François-Frédéric), à Paris, rue Honoré-Chevalier, n° 4, pour un jouet d'enfants.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Grover (William-Ovin), représenté par le sieur Baker, élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de plumes et de pinceaux à marques dits *plumes-fontaines* et *pinceaux-fontaines*.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heoquet (Benjamin), à Paris, rue du Caire, n° 3, pour des dispositions de porte-plume alimentaire d'encre.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jarosson (Léon), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour des perfectionnements dans les blocs ou planches pour l'impression des étoffes et autres articles.

779° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kraut (Henry), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil pour faire pencher les tonneaux.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Lefebvre (Marie-Anne-Caroline), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 92, pour un système de châssis pour serres, etc.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maisonneuve (François-Frédéric), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 42, pour l'application de la laque aux porte-lunettes.

782° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Malbeck (Jacques-Élidat), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 38, pour un gazogène économique.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oran (Honoré), élisant domicile chez le sieur Lambert, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 27, pour un procédé de retailage des limes usées par le travail.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Papin (Hippolyte-Julien), au Mans, pour un robinet-soupape.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Pawilowski (Georges-Alexandre) et Anrignon (Joseph), rue Saint-Savournin, n° 30, à Marseille, pour un éliotribe ou machine à faire l'huile.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porcherie (Louis-Alexandre), à Paris, rue Montmartre, n° 80, pour un peigne à ressort.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Rampal et Simon, rue de la Vicomté, n° 24, à Rouen, pour un dispensateur principal des liquides.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rastouin (Vinant), élisant domicile chez le sieur Espiritoz, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 49, pour perfectionnements apportés aux propulseurs à vapeur.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savardan (Auguste), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de table tournante.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stéger (Laurent), à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux locomotives.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibert (Louis-Henry), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 15, pour un genre de lorgnette.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aulnette (Jean-Marie), à Paris, rue de Rivoli, n° 40, pour des écriteaux et des affiches imperméables.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Beauvais (Cécile-Célestine), représentée par le sieur Mathis, à Paris, rue des Récollets, n° 6, pour un système de lavage et de dégraisage, pour toute espèce de chiffons de laine et autres, afin de les rendre propres à être essilés par les anciennes mécaniques dont on se servait à sec.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellevallette (Victor-Constant), rue d'Allemagne, n° 3, à la Petite-Villette, pour un système de chemin de fer et de roues appliquées à son usage.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernardel (Nicolas), à l'Hôtel des Invalides, à Paris, pour des perfectionnements apportés aux guêtres.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Berthelier (Pierre), place de la Préfecture, n° 4, à Lyon, pour un système de tuiles.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Désirables (Louise-Héloïse), élisant domicile à Paris, rue du Bonloi, n° 20, grand hôtel d'Albion, pour un genre de fabrication de dentelles et blondes avec fleurs naturelles.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donzé père (Antoine-Louis), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 6, pour un moyen de disposer des agréments faits à l'avance, dans le genre de travail que l'on exécute pour le point d'Espagne et de la dentelle.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Fayolle (Jean-Claude), au lieu du Soleil, à Outrefurens, pour un système de mécanique à levier, servant à faire mouvoir les voitures par voie de terre ou de fer, sans chevaux et sans vapeur.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur François (Joseph-Frédéric-François), à Chevreuse, pour un corbillard à engrenage pour le service des pompes funèbres.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Furnion (Étienne), rue du Griffon, n° 3, à Lyon, pour la suppression des bobines ou roquetins pour la fabrication des velours façonnés.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Gaspard fils (François-Pierre), rue des Lices, n° 21, à Avignon, pour des moules à clapets ou à fond mobile, et des procédés pour la fabrication de toutes sortes de carreaux, etc.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Girard (Eugène-Joseph) et Marin (Alphonse), à Paris, le premier, rue Saint-Roch, n° 4, et le second, rue du Temple, n° 104, pour un chapelet Bréguet.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Grimouville (Edmond-Gabriel) et Radigon (Ernest), à Paris, le premier, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 38, et le second, rue Favart, n° 20, pour un verre à gaz et un sumivore antifeu.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guichard (Édouard-Auguste-Désiré), à Paris, rue du Sentier, n° 8, pour l'application du grès pulvérisé de toutes couleurs, sels métalliques et autres substances réduites en poudre, à la fabrication des papiers de tenture veloutés.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heinhold (Édouard-Alois), à Paris, rue de Buffaut, n° 32, pour étaux et tours universels.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houdart (Théodore-Frédéric), rue des Pannoyaux, n° 45, à Belleville, pour un étui à lunettes à charnières et à fermoir.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Journet (Pierre), à Paris, rue de Belzunce, n° 16, pour un système de machine à l'usage du tourneur en bois ou métaux et autres matières, et dite, dans ce cas, mandrin circulaire et balancier ou presse circulaire, lorsqu'elle s'applique aux arts mécaniques.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Kieffer (François-Xavier), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 37, pour un genre de savon.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanson (François), rue Lemercier, n° 50, à Batignolles, pour un système de blanchissage par procédé mécanique.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lespès (Titus), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, pour des procédés de traitement de la canne à sucre, pour la fabrication d'un produit dit *cane-de-vis de canne*.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mohin (Pierre-Louis), à Paris, rue Saint-Martin, n° 212, pour un bougeoir réveille-matin calendrier perpétuel.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (Désiré-Ferdinand), à Paris, rue Rambuteau, n° 13, pour procédés de fabrication de visières de casquettes.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pearsall (Thomas), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une méthode de retarder la décomposition des farines, des blés et d'autres substances végétales.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poizat oncle et compagnie, Knab (David-Clovis) et Maillet (Alfred-Antoine-Paulin), à la Folie-Nauterre, pour fabrication industrielle de carbures d'hydrogène liquide, titrant plus de cinquante degrés à l'aréomètre de Cartier.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Remy (Jean-Joseph) et Demange (François et Charles-Joseph), à Ramonchamp, pour un système de pompe aspirante et foulante à double effet.

817° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodger (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Duval, n° 2, pour des perfectionnements dans les ancres.

818° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux meules propres à la mouture des grains, des graines et des minéraux.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Terracher (Joseph), à Paris, rue d'Angoulême, n° 11, pour le moulage des nerfs des animaux.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Titus (William-D.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris,

Brevet Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux cuiseurs et boîtes d'essieux.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Viscont (Ernest), Juncoté (Louis-Charles) et Guinier (Thomas), à Paris, rue Saint-Dominique, n° 43, pour des procédés et appareils fixes ou portatifs appliqués, 1° à l'arrosage ou irrigation constants et gradués des plantes, fleurs, fruits ou arbres; 2° à la germination, accroissement, translocation, coloration, maturation et conservation des végétaux en général; 3° à l'inoculation d'essences odoriférantes ayant pour objet de donner et changer à volonté le parfum des plantes, fleurs, fruits ou arbres.

822° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur de Bavey (Paul), étant domicilié chez le sieur Mathon, rue des Jardins, n° 12, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1853, pour un régulateur hydraulique centrifuge, applicable aux machines à vapeur et aux roues hydrauliques.

823° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bélingard (Aldère), à Paris, rue Thévenot, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1852, conjointement avec le sieur Chenet, pour fabrication, en toutes longueurs et largeurs, des rubans, glans et toute autre espèce de tissus rétrécis et bouffants continus.

824° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beuret et Dortelle-Potome, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1853, pour des perfectionnements dans les fours à chauffer les métaux.

825° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenet (Claude-Bernard-Adrien), rue du Landy, n° 66, à Clichy-la-Guenne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour normalisation, enrichissement et emploi des gaz dans les usages métallurgiques et autres.

826° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chéron (Nicolas), à Nanterre, et Fallemprin (Florimond-Nicolas), barrière d'Italie, route de Choisy-le-Roi, n° 14 (Maison-Blanche), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mai 1851, pour un tableau mécanique de lecture.

827° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sébastien (Pierre), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1851, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du chocolat et autres substances analogues.

828° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Begand, née Gurgey (Marie-Marguerite), autorisée de son mari, à Paris, rue Richer, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris,

le 17 février 1853, pour un système de filtre propre à la fabrication du sucre avec perfectionnement.

829° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Delpech aîné (Jean-André-Cécile-Nestor), à Castres, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1852, pour une pompe à la fois aspirante et foulante dite *pompe castraise*.

830° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchesne (Jules-Jacques), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1853, pour diverses machines propres à la fabrication des sabots.

831° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Féry (Cyrus-Stanislas), à Paris, rue de Buffon, n° 69, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1851, pour un appareil de chauffage.

832° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gannal (Adolphe-Antoine), à Paris, rue de Seine, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1851, par son père décédé et dont il est l'héritier, pour des procédés de conservation des substances animales et végétales employées dans l'économie domestique et industrielle.

833° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gianetti (Jean-Brando), élisant domicile, à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1853, pour un moteur dit *appareil Gianetti*.

834° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet-Oudin (Sylvain-Mathurin), représenté par le sieur Talbotier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 novembre 1853, pour application du bain-marie au traitement d'une portion de la farine entrant dans le pain, et destinée à en augmenter le rendement.

835° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Gindre, Grisillon et Guilbert, rue de Thou, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1853, pour un système de rouleaux cylindriques à moirer les étoffes.

836° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieur Guérand (M. C.) et Grosjean (J. B.), représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1853, pour un système de carrés de montres à encliquetage intérieur.

837° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hetherington (Guillaume), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-

Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 25 septembre 1852, et expirant le 3 août 1866, pour des perfectionnements dans les machines et appareils servant à estamper et à emboutir les métaux et à leur donner diverses formes.

838° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isnard-Maubert (Léopold), élisant domicile chez le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1853, pour des perfectionnements apportés à la confection des estagnons propres à recevoir les eaux de fleurs d'orangers et de roses et applicables aux récipients destinés à d'autres usages.

839° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquot et compaigni, à Paris, rue de Bondy, n° 70, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 avril 1853, pour une lampe modérateur perfectionnée.

840° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacarrière (François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1852, pour des perfectionnements apportés dans la construction et la disposition des becs de gaz.

841° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Langlois (Louis-Napoléon) et Clavières (Jean-Baptiste), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1853, pour une machine tubulaire dite *vaporisateur instantané*.

842° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laudet (George-Jean-Baptiste), élisant domicile chez le sieur Hemerdinger, à Paris, rue Meslay, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1851, pour un système de locomotive à vapeur pour les chemins de fer.

843° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemesle (Denis), à Paris, rue des Gravilliers, n° 69, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1854, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des boutons.

844° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1852, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Lévy (Charles), à Bains, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 septembre 1851, pour une machine propre à la fabrication des clous de souliers et des clous de chevaux, dite *cloutière vosgienne*.

845° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macpherson (Allen), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 16 août 1853, pour des perfectionnements apportés à la désinfection des égouts et autres conduits souterrains, et la conversion de leur contenu en substances utiles.

846° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février

854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Agriculteur-François-Marie), échantillon, à Paris, rue Saint-Paul, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 21 janvier 1853, pour un procédé pour la fabrication, l'amélioration et le transport économique des vins, auquel procédé il donne le nom d'*antiseptique Martin*.

847° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Alexandre), à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 42, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1853, pour un appareil d'éclairage.

848° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Henri-Marcel), à Carpentras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1854, pour une lampe modérateur à niveau constant et à bec toujours plein d'huile sans tension du ressort.

849° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mécas (Pierre-Joseph), à Paris, quai Bourbon, n° 49, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1851, pour un système d'imitation de broderie et de passementerie.

850° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Mollie (Jean), quai Saint-Pierre, n° 8, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1852, pour un procédé destiné à augmenter la valeur commerciale des céramiques fabriquées dans l'industrie des bougies céramiques.

851° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Sophie-Geneviève), à Paris, rue de Furstenberg, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1853, pour application et perfectionnements des appareils relatifs au blanchissage et au lavage du linge s'appliquant aussi à d'autres usages.

852° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millon (Nicolas-Auguste-Engèle) et Mouron (Léopold), représentés par le sieur Gardinal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1853, pour perfectionnement dans le traitement des blés et autres graines, et plus particulièrement en ce qui concerne leur lavage, leur séchage, leur mouture, leur amonciement et leur conservation.

853° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Adrien), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1853, pour des applications de fer et deacier rendus inoxydables, à la fabrication des peignes de tissage, des planes métalliques, des miroirs et autres usages.

854° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perreud (Jean-Baptiste), cours Merand, n° 4, à Lyon, et se rattachant

un brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1853, pour une machine à confire les fruits.

85° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Hullen (Alexandre), place du Pont-de-la-Gailletière, n° 3, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1853, pour un système de vidange à vapeur, et par le vide, à froid.

86° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabiet (Marie-Bernadette-Julien), à Paris, rue de la Harpe, n° 55, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1852, pour divers appareils mus par le vent, le souffle de la bouche ou l'air comprimé et dilaté par la chaleur.

87° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aristide, à Paris, rue Saint-Denis, n° 380, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1852, pour un appareil gazogène.

88° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robinson (Moïse), élisant domicile chez le sieur de Fontaineblanc, à Paris, rue de l'Écliquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1853, pour des perfectionnements dans les moyens et appareils servant à prévenir les accidents sur les chemins de fer.

89° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mandardi dit Aubert (Louis), à Paris, cour du Dragon, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1852, pour des combinaisons de charpentes en fer, applicables aux constructions de terre de mer, et leur donnant entre autres avantages, celui de résister au choc des boulets et des bombes.

90° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Enre, par le sieur Hénri, à Louviers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1853, pour une machine propre à étirer et buter les cuirs.

91° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Vigoureux (Stanislas), à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1853, pour une poignée mécanique pour les mailles filamenteuses.

92° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Beaudeloux (Marie-Louise-Lise), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, n° 239, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1853, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des chapeaux d'enfants, etc.

93° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Beaudeloux (Marie-Louise-Lise), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, n° 239, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1853, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des barilonnettes mécaniques lesquelles, etc.

864° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Jean-Baptiste-Honoré), à Paris, rue Rochechouart, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juin 1851, pour un système de décoration sur glace, verre, cristal, à l'aide de la peinture, de l'étamage et de l'argenture.

865° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Jean-Baptiste-Honoré), à Paris, rue Rochechouart, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1854, pour des moyens de fabrication de glaces, verre, cristal, etc. blancs, de couleur ou colorés, et application de cette fabrication.

866° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Binet (Jean-Baptiste-Honoré) et Béglin (Jean-Théodore-Louis), à Paris, rue Rochechouart, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1853, pour des perfectionnements apportés dans l'exploitation des vidanges et dans leur conversion en engrais.

867° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borie (Paul), à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 octobre 1848, conjointement avec son père, dont il est cessionnaire, pour des briques et poteries tubulaires.

868° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bouhair (Jean-Charles) et Thorsain (Jean-Sylvain), le premier, à Paris, impasse de la Pompe, n° 11, et le second, à la Villette, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1853, pour le culottage industriel des pipes.

869° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Brunel (Jacques), rue Saint-Roch, n° 9, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1851, pour sous-garde de sûreté et démontage d'armes à feu.

870° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Clément (Antoine-Xavier), représenté par le sieur Reynaud de Trets, rue de Curisol, n° 29 A, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1853, pour un système de raffinage du soufre.

871° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulon (Gilbert), représenté par le sieur David, à Paris, rue de Lappe, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1853, pour un genre de chandelier brûle-tout.

872° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Couturié et compagnie, Grande-Rue, n° 23, à la Chapelle-Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1851, par la société Paradis et compagnie, dont ils sont cessionnaires, pour moyens propres à appliquer, sur les métaux ou sur les corps non métalliques convenablement préparés, soit du cuivre pur (cuivre rouge), soit un alliage de zinc et de

cuivre (cuire jaune), soit un alliage de cuivre et d'étain (bronze), soit enfin un alliage triple de cuivre, étain et zinc.

833° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par M. Delalaude-Robin (Auguste) et Dufour (Jean-Baptiste), à Saumur, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1853, pour un système de moulin à manège vertical.

834° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Depost (Léon-Jean Emile), à Fro-say, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1852, pour une mécanique propre à la fabrication des briques.

835° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), à Paris, rue de Lancry, impasse Sainte-Opportune, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1852, pour un métier de tissage circulaire.

836° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le (Jean-Baptiste), à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1850, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des robinets en étain en composition.

837° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Gauthier (Joseph-Benjamin-Adolphe), à Chabeuil, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1853, pour un mécanisme destiné à filer les cocons par système de torsion.

838° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auguste-Amand, à Paris, rue du Grand-Chantier, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1852, conjointement avec le sieur Crouette, pour une petite pendule-réveil avec cadran mécanique.

839° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guilbert (Jean-Baptiste), à Belleville, rue Saint-Vincent, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1853, pour un procédé de direction des aérostats, au moyen de courants d'air continus.

840° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1853, pour des perfectionnements à des appareils hydrauliques applicables à l'aspiration ou à la distribution des eaux, gaz et autres fluides.

841° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1851, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Guille (Pierre-François), à Brest, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1852, pour un papier hydrofuge, addition consistant à remplacer le mot hydrofuge par celui de scrofuge.

842° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les

seigneur Langlois (Louis-Napoléon) et Clavieres (Jean-Baptiste), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1853, pour une chaudière tubulaire dite *vaporisateur continu*.

883° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Laurencin (Pierre-André), rue Plat-d'Argent, n° 19, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1853, pour un perfectionnement à la chaussure.

884° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lécuyer (Évariste-Adonias), à Paris, rue Bichat, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1853, conjointement avec le sieur Acier, pour un appareil d'injection par l'air comprimé, à la pompe flottante.

885° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lephay (Jules-Alexis), à Vitry-sur-Seine, près Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1853, pour une organisation mécanique pour le changement de voie des chemins de fer.

886° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Roy (Pierre-Augustin), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1853, pour un système de fabrication de tissus.

887° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Letestu (Jean-Marie), représenté par le sieur Bouzon, à Paris, rue du Châssis, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1852, pour perfectionnements généraux aux ustensiles à l'usage de l'artillerie.

888° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loret-Vermeersch (François), représenté par le sieur Oppenheim, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16-24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 août 1853, pour métier mécanique à main pour tisser les étoffes croisées.

889° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macaire (David), à Paris, rue de Grammont, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1851, pour une canne de sûreté propre à être adaptée aux fûts et vases quelconques.

890° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marié-Davy, à Montpellier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1853, pour une machine électro-magnétique reposant sur l'attraction successive d'électro-aimants se relayant l'un l'autre et agissant toujours à petites distances.

891° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Meller jeune (Prosper), rue Porte-Dijeaux, n° 82, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1853.

pour des appareils aéronautiques et des procédés propres à diriger un aérostat du locomotive aérienne Meller.

892 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Merkel, née Martin (Adolphe-Marie-Marguerite), à Paris, rue du Petit-Hurler, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1833, pour un briquet à amadou pour les fumeurs.

893 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nicolle frères, à Paris, rue Barbette, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1833, pour jumelle-lorgnette à changements multiples.

894 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Charles-Émile), rue de Bercy, n° 111, à Bercy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1853, pour l'application sur un objet émaillé ou contre-oxydé, d'une couverture métallique qui, conservant l'aspect d'un métal, acquiert la dureté du verre, dite *plaque-vitro-métallique*.

895 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Riffier (Émile), représenté par le sieur Kuhlmann, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1853, pour un procédé de fabrication et de raffinage du sucre.

896 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Richard (Pierre), à Sombhermon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1853, pour un système de fabrication de *laine fin à draperie*.

897 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rives (Jacques), à Paris, rue Mûlay, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1853, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des rails et des bandages de roues acérées et bandages sans soudure comme acérés.

898 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousselle (François-Eugène), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 63, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1853, pour des changements et perfectionnements à l'appareil portatif propre à faire l'eau gazeuse, etc.

899 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1849, pour un instrument dit *lavoir-baquon*.

900 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Moïse), à Paris, rue de Lancry, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1853, pour procédés économiques pour rendre imperméables à l'eau et préserv-

ver de la putréfaction les étoffes, les cordages, les filets de pêche, les cuir et autres matières organiques, sans leur communiquer aucune odeur.

901° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 février 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le baron Vaucher de Strubing (James-Ulric), à Paris, place de la Madeleine n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1853, pour une nouvelle manière de fabriquer les cylindres, tubes, etc.

902° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Abadie (J. J.) et Lauret (H.), à Paris, rue Beaurepaire, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1853, pour des perfectionnements dans le système de fabrication des parapluies, ombrelles et marquises.

903° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arnould (Jean-Baptiste), à Paris, rue Vivienne, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1853, pour appareils séparateurs et diviseurs, et système de vidange des fosses d'aisances fait à l'intérieur.

904° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barlet (Benoît), à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour un perfectionnement au système mécanique produisant les velours épinglé sur rubans.

905° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Aristide-Balthazard), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1853, pour un système d'agglomération des matériaux de construction en général, etc.

906° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Charles-Louis) aîné, représenté par le sieur Gaigneau, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1853, pour des perfectionnements apportés à la voie des chemins de fer.

907° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouty (Eugène-Alexis), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1853, pour un système de machine à fabriquer les cartes en papier.

908° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenot (Claude-Bernard-Adrien), rue du Landy, n° 66, à Clichy-la-Garenne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1853, pour production, transport et utilisation des gaz artificiels et naturels, et l'éclairage, etc.

909° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Christian (Isaac), à Bischwiller, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1854, pour un appareil à appliquer à l'ancienne et simple machine à lamer, pour la fabrication des draps.

910° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Côté (Emanuel-Désiré), à Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1854, pour l'application, à la teinture des laines de laine et de la laine en bottes, des laques ou précipités de matières colorantes obtenus par l'alumine, laquelle addition consiste dans l'extension de l'application du procédé à la teinture de la soie en bottes.

911° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Duplan et Sarret, rue de Bourbon, n° 56, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1853, pour une charrette à traction directe.

912° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Léon-Jean-Émile), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1852, pour une mécanique propre à la fabrication techniques.

913° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Gand (Édouard-Joseph-Antoine), place Saint-Denis, n° 43, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1854, pour un métier électrique à crochets-griffes et à châssis propulseur (les cartons étant remplacés par un papier continu), métier destiné à la fabrication des étoffes de tous genres.

914° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Gand, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1854, pour un métier électrique à crochets-griffes et à châssis propulseur (les cartons étant remplacés par un papier continu), métier destiné à la fabrication des étoffes de tous genres.

915° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Gauthier (Joseph-Benjamin-Adolphe), à Chabeuil, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 19 décembre 1853, pour un mécanisme destiné à filer les cocons par système de torsion.

916° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maud (Baptiste-Paul), à Paris, boulevard du Temple, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1852, conjointement avec les sieurs Beauvoisin et Duclos, pour différentes dispositions de bords dits *hermético-mobiles*, destinés à contenir les eaux gazeuses fabriquées sur table.

917° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guérand (M.) et Gros-Jean (J. B.), représentés par le sieur Armenant jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juin 1853, pour un système de montres à encliquetage intérieur.

918° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1853, pour des appareils à obturateurs hydrauliques, etc.

919° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laudet (Jean-Baptiste-Georges), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 161, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juin 1853, pour une machine grue à pont roulant pour carrières.

920° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Lobrun (Jean-Auguste), à Marsac, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1851, pour appareils et procédés appliqués aux constructions.

921° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Désiré-Parfait), à Paris, quai Napoléon, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1853, pour un frein à transmission dit *frein Lefèvre*, agissant à volonté par la force impulsive des courroies.

922° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaigre (Lazare-Nicolas), à Paris, rue Royale, n° 14, près la rue Saint-Antoine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 octobre 1851, pour un divan mécanique.

923° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemonnier (Jean-Baptiste-Amand), à Paris, quai d'Austerlitz, n° 75, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1853, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des chaudières ou générateurs à vapeur.

924° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lesobre, Ménard et compagnie, à Paris, rue de la Vieille-Estrapade, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour pétrin mécanique pour pétrissage de toute pâte de boulangerie, etc.

925° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Maillet (Casimir-Augustin), rue de l'Orangerie, n° 36, à Versailles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1854, pour un moyen d'obtenir avec une même quantité d'eau un cours continu applicable aux moulins, fabriques, etc.

926° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Massing frères, Hubert et compagnie, à Paris, rue des Quatre-Fils, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1852, pour un procédé mécanique de préparation des peluches.

927° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mirand (Jean), à Paris, rue du Petit-Pont, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1852, pour système de sonneries électriques.

928° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs *Mouaux frères*, à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1853, pour un genre de rouleaux frotteurs applicables à toutes machines préparatoires en métiers à filer, etc.

929° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Paquerée (Pierre Aurèle)*, élitant domicile à Paris, rue du Dauphin, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1853, pour un appareil auto-télégraphique destiné à signaler les convois sur les chemins de fer.

930° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Boris (Henri-Jules-Alphonse)*, à Paris, chemin de ronde de la Chapinette, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour une machine à poigner la laine et autres matières filamenteuses.

931° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Bourgeois (Louis-Romain)*, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 152, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1853, pour une forme à sucre dite *maule-brique*.

932° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Duriet (Louis-Jérôme)*, rue de Sèvres, n° 76, à Vaugirard, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1853, pour procédés et machines pour la décoration des blés, seigles et autres graines annuelles.

933° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Antonin (Ferdinand-Ernest-Charles)*, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1853, pour un procédé d'utilisation des lessives provenant du dégraisage de la laine filée en tréfilé, de desuintage de la laine brute et du lavage du linge.

934° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur *Quincardet (Hilaire-Adrien)*, à Aix-en-Othe, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 janvier 1854, pour des procédés d'emploi et d'application de la gomme filée sur les métiers à tôle dits *anglais*.

935° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Souchon (Jean-Marie)*, à Paris, rue Montmartre, n° 103, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1853, pour le traitement des médiums des fosses d'aisances pour les désinfecter et les convertir en engrais.

936° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur *Soye (Aristide-Jus-Désiré)*, allées de Tournay, n° 35, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1853, pour l'application d'un système d'obturation en caoutchouc aux tuyaux des pompes et buses d'écoulement.

937° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Léon), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1846, conjointement avec le sieur Laurens pour un dispositif de machine soufflante.

938° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Villeneuve de Bez (Célestin), place de la Concorde, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1851, pour un système de chausures à la mécanique.

939° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Williot (Charles-Louis-Alexandre), à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 17 septembre 1853, pour un procédé dit *filature de soies-laines*.

940° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bègue (Augustin-Esprit Alexandre), à Paris, avenue Sainte-Marie-du-Roule, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1852, pour point d'appui dans l'air et sur l'eau (système horizontal).

941° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Berauger (Joseph), cours Morand, n° 39, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1853, pour balances-bascules portatives, sans poids, à double romaine.

942° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biondetti (Henri), à Paris, rue Vivienne, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1853, pour des perfectionnements apportés dans la construction des bandages herniaires et autres appareils contre la difformité du corps.

943° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenot (Claude-Bernard-Adrien), rue du Landy, n° 66, à Clichy-la-Garonne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1854, pour emploi et application d'un jet de vapeur au gaz comprimé à haute pression pour entraîner différents corps, etc.

944° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Curé (François), à Fargniers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1854, pour perfectionnements aux poêles dites *cuisinières*, en fonte et en tôle.

945° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Dormoy (Charles-Eugène-Ferdinand), à Rimancourt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1853, pour un système de forgeage de tampons de waggons, etc.

946° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubrunfaut (Auguste-Pierre), rue Brèche-au-Loup, n° 10, à Berry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1852, pour

des procédés de fabrication de l'alcool, et l'emploi des résidus de cette fabrication.

917° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1851, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Falguière (Jean-Baptiste), rue Périer, n° 9, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1853, pour une machine à vapeur maritime, avec propulseur à mouvement direct alternatif, et à valve.

948° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Frassiniet (Édouard), à Alais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1852, pour un système régulateur du mouvement des moteurs dit *système électro-régulateur*, addition consistant dans l'emploi d'un pendule conique perfectionné en remplacement du système électro-moteur.

949° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gaillard (André Anhatoille), rue de Bourbon, n° 22, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1853, pour manufacture de constructions éternelles.

950° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Griffiths (Robert), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 3 septembre 1853, et expirant le 26 février 1867, pour des perfectionnements dans la propulsion des navires.

951° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Henry (Louis-Ambroise), élisant domicile chez le sieur Favier, rue Sainte-Catherine, n° 1, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mai 1852, pour des types de rails permanents en fer avec assises et plateaux fixes, supprimant les coussinets en fonte et les traverses en bois des chemins de fer.

952° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Henry (Louis-Ambroise), élisant domicile chez le sieur Favier, rue Sainte-Catherine, n° 1, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour un système économique de chemin de fer composé de nouveaux rails.

953° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Heyrim (Jean), Cours du 30 Juillet, n° 30, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1854, pour un appareil dit *l'hirudoculteur* appliquée à la purification et à la conservation des sangsues.

954° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Huart (Henri-Joseph), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juillet 1853, pour des perfectionnements dans la fabrication des poteries.

955° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sebard (Jean-Baptiste-Ambroise-Marcellin), élisant domicile à Paris, rue de

Benthien, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mai 1852, pour un système de lampes économiques sans mécanique.

956° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joubert (Charles-Auguste), rue de l'Échiquier, n° 38, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1852, conjointement avec les sieurs Trica et Köhler, pour un buse hygiénique mécanique.

957° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Karr et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, sub Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1852, par le sieur Karr, dont la compagnie est concessionnaire, pour l'utilisation des flammes perdues des foyers d'affinerie et leur application au chauffage des fers, cuivres, etc.

958° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieurs Krafft (Léon), à Paris, rue de Douai, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1853, pour un procédé de blanchiment.

959° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Laroque (Achille), à Villa-Savary, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1853, pour une machine destinée à battre le blé.

960° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Lapocat (Charles) et compagnie, à Bologne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1853, pour un mode de fabrication des tampons en bûche de waggon.

961° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Legendre (Alcide), à Saint-Jean-d'Angély, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1853, pour une machine à dépiquer le blé.

962° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Legros et compagnie, à Paris, rue de Bourgogne, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, pour un procédé de conservation des bois.

963° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lethuillier (Paul-Ferdinand), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1852, pour un niveau d'eau à flotteur magnétique.

964° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lombard (Louis-Marie-Ferdinand), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1853, pour un système de forces motrices, à l'aide de poids et leviers.

965° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Macaire (David), à Paris, rue de Grammont, n° 11., et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1851, pour une cannelure de sûreté propre à être adaptée aux fûts et vases quelconques.

966° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillet (Pierre-Denis), à Paris, rue de Montmorancy, n° 48., et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 février 1854, pour un quantum perpétuel.

967° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin de Cortenil (Jacques-Jules), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 20., et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 septembre 1852, pour machines à musique.

968° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millet (Désiré-François), à Paris, rue Montesquieu, n° 6., et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1854, pour des perfectionnements apportés dans la photographie.

969° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Pasquay (Joseph-Frédéric), Grande-Rue, n° 18, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1854, pour un métier à tisser les vêtements sans couture.

970° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Corrèze, par le sieur Penières (Auguste), à Ussel, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1853, pour la pénétration des bois, imitée, stéréotypée, colorée, de diverses substances.

971° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Jean-Louis-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1851, conjointement avec le sieur Langlet, pour un rail pour la conduite des fils et de toute espèce de meubles.

972° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piquet (Alphonse-Émile), représenté par le sieur Bulot, à Paris, passage du Jeu-de-Boules, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1852, pour procédé de séchage applicable aux peaux de gants, etc.

973° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Proust (Pierre-Étienne), à Orléans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1853, pour des douches propres à empêcher le chauffage des boîtes et essieux de waggon ainsi que des locomotives.

974° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quéruel (Auguste), rue Franklin, n° 14, à Passy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1852, pour moyen d'opérer la condensation de la vapeur d'échappement des machines motrices des bateaux à vapeur, etc.

975° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Simonin (Michel), à Châlon-sur-Saône, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1851, pour fabrication d'une bière dite *boisson brasmatique de fruits*.

976° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1850, pour une combinaison de métaux pour la fabrication des câbles-chaines, etc.

977° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Viau (Louis-Aimé), rue Crébillon, n° 21, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1853, pour un moteur mécanique susceptible de remplacer les machines à vapeur.

978° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alcan (Michel), à Paris, rue d'Aumale, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1853, conjointement avec le sieur Limet, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des limes.

979° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belleville (François Julien), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1850, pour un appareil dit *générateur inextinguible à vaporisation instantanée*.

980° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger-Walter (Pierre), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1853, pour un genre d'abat-jour.

981° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Berton (Pierre-Théophile), rue Château-Gontier, à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1852, pour un régulateur et barre tournante en fer, et pour des perfectionnements apportés à la volée en planches des moulins à vent.

982° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanquet (Antoine), à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1851, pour un battant-lanceur applicable aux métiers à tisser.

983° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Joseph-Jean), élisant domicile à Paris, Grand-Hôtel de l'Europe, rue de Valois-Palais-Royal, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1853, conjointement avec le sieur Villard, pour un système de distillation des marcs de raisin et autres matières solides et épaisses.

984° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Caillaud (Eutrope), Ibry (Paul) et Prudot (Hippolyte), à Laroche-

sucau'd, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1854, pour un système de clysoir dit *clysoèdre*.

985° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1851, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Carlier-Vitu (Louis-César), et Hurstel (François-Xavier), à Ribemont, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1853, pour une dévideuse mécanique.

986° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carpentier (Louis-Joseph-Nicolas), à Paris, rue du Sentier, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1853, pour un système de dévidage, avec croisure ou envergement, applicable à la filature manuelle ou mécanique.

987° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drouin (Louis-Félix-Henry), à Paris, passage Saunier, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 décembre 1852, pour *éclimètre* ou instrument propre à mesurer le sillage des vaisseaux, etc.

988° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Ferret (Armand), pont des Demoiselles, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mars 1854, pour la fabrication de pierres factices.

989° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Froissart (Charles-Albert), rue de Brabant, n° 3, aux Thernes, près Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1853, pour un genre d'allumettes dites *bi-incandescentes*.

990° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guibal (Charles-Eugène-François) et Cumenge (Bernard-Louis-Philippe-Edouard), à Paris, rue Vivienne, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1853, pour perfectionnements apportés dans le traitement du caoutchouc.

991° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Hébert (Louis), à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, pour la carbonisation par-torréfaction de tous les combustibles connus, etc.

992° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1851, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacomme et Dufat, à Paris, rue de Lancry, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 octobre 1853, pour un procédé d'impression lithographique multicolore, etc.

993° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Lahore (Gabriel), dit Placide, à Miramont, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1853, conjointement avec son épouse et son fils, pour application et perfectionnement de machines et procédés pour la préparation du cardage, filage et étirage de la laine cardée et toutes autres matières filamenteuses.

994° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur de Laleu (Jacques-Gustave-Olivier), élisant domicile rue Tournesort, n° 17, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1853, pour un levier-frein pouvant être adapté à un chariot à treuil, etc.

995° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Legris (Joseph-Marie), à Louviers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1853, pour un système de piston métallique double, à plateaux mobiles.

996° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letestu (Jean-Marie), à Paris, rue du Temple, n° 118, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1852, pour perfectionnements généraux aux ustensiles à l'usage de l'artillerie.

997° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur L'Hermite (Joseph), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1853, pour la fabrication d'un charbon.

998° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchand (François-Joseph), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1853, pour un système de construction de roues hydrauliques.

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Claude-Auguste-Ferdinand), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1853, pour une ancre de sûreté.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mazier (Marie-Pierre-Ferdinand), élisant domicile, chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1853, pour un appareil propre à moissonner dit *moissonneur*.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Merrier fils aîné (François), à Carcassonne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1853, pour un système de bandes de billards à ressorts d'acier circulaires.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montel (Pierre-Ambroise), à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1853, pour un système d'arrêt instantané des convois sur les chemins de fer dit *système Montel*.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Armengaud jeune**, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1853, pour l'extraction de l'alcool d'une plante dite *helianthus tuberosus*.

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Peysson (Julien)**, représenté par le sieur **Le Blanc**, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1853, pour un système de fabrication du chocolat.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur **Flarquet-Delcourt**, rue Saint-Étienne, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1853, pour un *matelas mécanique*.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Pothier (Henri-Victor-Alexandre)**, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 132, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mars 1854, pour un système de fosses d'aisances.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur **de Régel**, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1853, par le sieur de **Kercado**, dont il est cessionnaire, pour un procédé minéral de tannage des peaux de toute espèce.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur **Renner (Jean-Joseph)**, à L'Étang-la-Ville, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 29 septembre 1853, pour une voiture cylindrique dite *Diogène*.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur **Richard (Pierre)**, à Sombornon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1853, pour un système de fabrication de toiles, pour couverture de bâtiments, etc.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur **Rougier (Jean-Dominique)**, rue Montévidéo, n° 11, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1853, pour un procédé de blanchiment de l'huile de palme.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Schlosser (François-Xavier)**, à Paris, rue de la Roquette, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1853, pour un appareil broyeur et mûleur à hélice, propre à la fabrication de briques, tuyaux et autres produits céramiques.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Seiler (Frédéric)**, à Paris, rue de la Pépinière, passage du Soleil-d'Or, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 17 décembre 1853, pour un genre de parqueterie dite *parqueterie suisse*.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Sirot-Wagret fils (Joseph), élisant domicile chez le sieur Armergaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mars 1854, pour un procédé d'extraction du jus de betteraves.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Senis (Charles-René-Alfred), à Paris, rue d'Enghien, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1854, pour perfectionnements dans la fabrication des abat jour.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souchon (Jean-Marie), à Paris, rue Montmartre, n° 103, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1853, pour le filtrage par les éponges et la laine tontisse, ferriques et autres matières.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibert fils (Louis-Henry), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1853, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des lorgnettes, notamment de celles dites *jamelles*.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Varlet (Jean-Philippe), et Bazille (Auguste-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 46 et 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1854, pour un système de sauvetage.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mai 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Août 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 3 Août 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 317.

N° 2912. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire pour achats de Tabacs.*

Du 20 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, contenant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, en l'absence du Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de quinze millions huit cent cinquante-trois mille francs (15,853,000^f), applicable au chapitre ci-après :

SERVICE DES DOUANES ET DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

CHAPITRE LXIII. — *Achats et transport de tabacs.*

Achats de tabacs exotiques livrés par le commerce.....	14,228,000 ^f
Achats de cigares fabriqués à l'étranger.....	1,625,000
TOTAL.....	15,853,000

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

(1) Bull. 241, n° 2193.

(204)

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MATHIEU.

N° 2913. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1855.

Du 21 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires ou extraordinaires, par décrets, en l'absence du Corps législatif,

Avons bÉchéé et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de deux millions quatre cent cinquante-six mille six cent quatre-vingts francs (2,456,680^f), pour les dépenses ci-après, savoir :

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

CHAPITRE III. Personnel.....	608,000 ^f
LIIV. Dépenses diverses.....	145,880 ^f
LIV. Dépenses extraordinaires.....	26,800 ^f
A REPORTER.....	780,680 ^f

(1) Bull. 241, n° 2193.

REPORT..... 780,630¹

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

CHAPITRE LXX. Remboursements sur produits indirects et divers (enregistrement et domaines).....	876,000
———— LXXI. Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers (enregistrement et domaines).....	800,000
TOTAL ÉGAL.....	2,456,680

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

N° 2074. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Appointements fixes des Préfets maritimes à Cherbourg, Lorient et Rochefort.

Du 21 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les appointements fixes des préfets maritimes à Cherbourg, Lorient et Rochefort, sont portés à dix-huit mille francs par an, lorsque ces emplois sont confiés à des officiers généraux de la marine pourvus du grade de vice-amiral.

2. La disposition de l'article ci-dessus est applicable à M. le vice-amiral Montagnières de la Roque, préfet maritime à Rochefort, à partir du jour de sa nomination au grade de vice-amiral.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la

marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 2915. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de la Marine et des Colonies (Service colonial), pour l'exercice 1854.*

Du 21 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854, et le décret du 12 décembre suivant (1), sur la répartition, par chapitres, des crédits du budget des dépenses de cet exercice;

Vu les décrets des 22 février (2) et 10 novembre 1854 (3), qui ont autorisé des virements de crédit entre les chapitres du budget du service colonial, pour le même exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert pour l'exercice 1854, par la loi du 10 juin 1853 et le décret de répartition du 12 décembre, sur le chapitre III du budget du ministère de la marine et des colonies (Service colonial), est réduit d'une somme de trois cent mille francs.

(1) Bull. 113, n° 969.

(2) Bull. 145, n° 1195.

(3) Bull. 231, n° 2114.

2. Le crédit ouvert pour le même exercice, par la loi et le décret précités, sur le chapitre 1^{er} du budget du ministère de la marine et des colonies (Service colonial) est augmenté d'une somme égale de trois cent mille francs, par virement du chapitre désigné ci-dessus.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 2916. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances du Conseil d'État,
pour l'année 1855.*

Du 23 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vacances du Conseil d'état, pour l'année 1855, commenceront le 15 août prochain et finiront le 15 octobre.

2. Sont désignés pour délibérer pendant les vacances, sur les affaires administratives soumises à l'examen du Conseil d'état et qui doivent, à raison de leur urgence, recevoir immédiatement une solution,

MM.

De Parieu,

Allard,

Boinvilliers,

{ Vice-président du Conseil
d'état;

{ Présidents de sections;

MM.

Carliar,
Sain,
Flandin,
Godelle,
Vuitry,
Heurtier,
Vicomte de Corménin,
Cochelet,
Maigne,
Montaud,
Comte Dubois,
Vicomte de la Guéronnière,
Baron de Bassierre,
Comte de Rougé,

Conseillers d'état;

Gréterin,
Petitot,
Baron de Sibert de Cornillon,
Le général de division Daumas,
Mestro,
Baron Brenier,
Darricau,
Layrle,
De Contencin,
Stourm,
Armand Lefèvre,

En service ordinaire hors sections;

Goupil,
Bataille,
François,
Du Berthier,
Vicomte d'Argout,
De Maupas,
De Ségur,
De Missiessy,
Robert,
Macnard,

Maîtres des requêtes;

MM.

Fonquier,
Hadault,
Marbeau,
Boinvilliers,
Lefèvre Pontalis,
Moreau,
Mégard,
Chadenet,
D'Hauterive,
Baron de Mackau,
Fabvier,
Brincard,
Flandin,
Bayard,
Vernhetle,
Cohen,
Leclerc,
Vicomte de Lucay,
Kratz,

Auditeurs.

3. En cas d'empêchement de l'un des conseillers ci-dessus désignés, il pourra être remplacé par un des conseillers d'état présents à Paris.

4. Les délais fixés par l'ordonnance du 12 mars 1831 (1), pour le jugement des conflits, seront suspendus depuis le 15 août jusqu'au 15 octobre prochain.

5. Un arrêté du président du Conseil d'état réglera le service des vacations, tant dans les assemblées générales que dans les réunions de sections.

6. Le ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) ix^e série, 2^e partie, Bull. 59, n° 1311.

N° 2917. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire pour le service de l'Emprunt grec.*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 14 juin 1833, qui a autorisé le ministre des finances à garantir l'emprunt contracté par le Gouvernement grec;

Vu l'ordonnance du 9 juillet 1833 (1), rendue pour l'exécution, et qui engage le trésor public envers les porteurs de titres à défaut de paiement par ce Gouvernement;

Vu la lettre de MM. de *Rothschild* frères, du 9 de ce mois, par laquelle ces banquiers font connaître que la provision nécessaire au service du semestre échéant le 1^{er} septembre prochain ne leur a point été faite;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de cinq cent vingt-deux mille dix-neuf francs quatre-vingt-trois centimes (522,019^f 83^c), nécessaire pour le paiement des intérêts et de l'amortissement, exigibles au 1^{er} septembre 1855, de la partie afférente à la garantie de la France sur l'emprunt négocié en 1833 par le Gouvernement grec.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif lors de sa prochaine session, et les paiements qui lui sont imputables auront lieu sur les ressources de la dette flottante, à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement grec.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 239, n° 4890,

N° 2918. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui transfère à Saint-Étienne le Chef-lieu du département de la Loire.*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'arrêté consulaire du 17 ventôse an VIII (1), qui détermine les chefs-lieux des départements,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le chef-lieu du département de la Loire est transféré à Saint-Étienne.

Celui du deuxième arrondissement communal de ce département est fixé à Montbrison.

Ces dispositions seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier prochain.

2. Sont acceptées les offres faites par le conseil municipal de la ville de Saint-Étienne, dans ses délibérations des 23 février et 6 mars 1834, 14 août 1840, 9 octobre 1849 et 30 novembre 1852.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé **BILLAULT**.

N° 2919. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1854.*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

(1) 1^{re} série, Bull. 13, n° 90.

Vu la loi des finances du 10 juin 1853 et le décret du 12 décembre suivant (1), portant répartition des crédits du budget de l'exercice 1854;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1854, par la loi du 10 juin 1853 et le décret de répartition du 12 décembre suivant, sur le chapitre xxvii du budget du ministre de l'intérieur (*Traitement des commissaires de police départementaux*), est réduit d'une somme de vingt et un mille cent soixante-quatre francs,

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, par la loi et le décret précités, sur le chapitre xxv dudit budget (*Inspections administratives des services départementaux*), est augmenté d'une somme égale de vingt et un mille cent soixante-quatre francs.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois,

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 2920. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils généraux.*

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852;

Vu notre décret, en date du 30 juin (2), portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.

(1) Bull. 113, n° 969.

(2) Bull. 309, n° 2857.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session des conseils généraux s'ouvrira le 30 août prochain et sera close, le 13 septembre, dans tous les départements de l'Empire, à l'exception du département de la Seine.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 2931. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition du Fonds commun affecté aux Dépenses ordinaires des Départements pendant l'exercice 1856.

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 10 mai 1838, article 13 ;

Vu la loi de finances du 5 mai 1855,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La répartition du fonds commun de sept centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1856, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice, est réglé conformément à l'état ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

État de répartition, entre les départements, du Fonds commun de sept centimes affecté au complément des Dépenses départementales ordinaires pendant l'exercice 1856.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.
Ain.....	225,000 ^f	Manche.....	100,000 ^f
Aisne.....	146,000	Marne.....	200,000
Allier.....	140,000	Marne (Haute-)... ..	145,000
Alpes (Bas-es-)... ..	150,000	Mayenne.....	220,000
Alpes (Hautes-)... ..	62,000	Mearthe.....	115,000
Ardèche.....	160,000	Meuse.....	165,000
Ardennes.....	120,000	Morbihan.....	150,000
Ariège.....	155,000	Moselle.....	90,000
Aube.....	170,000	Nièvre.....	190,000
Aude.....	72,000	Nord.....	20,000
Aveyron.....	170,000	Oise.....	170,000
Bouches-du-Rhône.....	270,000	Orne.....	125,000
Calvados.....	85,000	Pas-de-Calais.....	30,000
Cantal.....	70,000	Puy-de-Dôme.....	60,000
Charente.....	46,000	Pyénées (Basses-)... ..	215,000
Charente-Inférieure.....	135,000	Pyénées (Hautes-)... ..	110,000
Cher.....	225,000	Pyénées-Orientales.....	115,000
Corrèze.....	125,000	Rhin (Bas-)... ..	130,000
Corse.....	175,000	Rhin (Haut-)... ..	120,000
Côte-d'Or.....	110,000	Rhône.....	330,000
Côtes-du-Nord.....	135,000	Saône (Haute-)... ..	105,000
Creuse.....	165,000	Saône-et-Loire.....	70,000
Dordogne.....	155,000	Sarthe.....	160,000
Doubs.....	150,000	Seine.....	1,350,000
Drôme.....	120,000	Seine-Inférieure.....	150,000
Eure.....	110,000	Seine-et-Marne.....	260,000
Eure-et-Loir.....	80,000	Seine-et-Oise.....	210,000
Finistère.....	180,000	Sèvres (Deux-)... ..	165,000
Gard.....	120,000	Somme.....	60,000
Garonne (Haute-)... ..	150,000	Tarn.....	110,000
Gers.....	142,000	Tarn-et-Garonne.....	70,000
Gironde.....	215,000	Var.....	195,000
Hérault.....	90,000	Vaucluse.....	220,000
Ille-et-Vilaine.....	145,000	Vendée.....	90,000
Indre.....	218,000	Vienne.....	170,000
Indre-et-Loire.....	220,000	Vienne (Haute-)... ..	155,000
Isère.....	125,000	Vosges.....	190,000
Jura.....	130,000	Yonne.....	185,000
Landes.....	140,000		
Loir-et-Cher.....	175,000	TOTAL.....	13,820,000
Loire.....	150,000		
Loire (Haute-)... ..	115,000	Réserve pour impression de modèles de budgets et comptes départementaux, ainsi que pour cas imprévus.	12,000
Loire-Inférieure.....	140,000		
Loiret.....	164,000	TOTAL ÉGAL au produit du fonds commun.....	13,832,000
Lot.....	140,000		
Lot-et-Garonne.....	80,000		
Lozère.....	145,000		
Maine-et-Loire.....	195,000		

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur

Signé BILLAULT.

N° 2922. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que le nombre des routes départementales classées dans le département de Loir-et-Cher est fixé à quinze, et que ces routes prendront désormais les numéros et désignations qui suivent :

Route n° 1, d'Orléans au Blanc, par Romorantin ;

Route n° 2, de Blois à Loches, par Chailles, Pont-le-Voy et Mont-Richard ;

Route n° 3, d'Orléans à Tours, par Saint-Laurent et Saint-Dyé ;

Route n° 4, de Blois au Blanc, par Saint-Aignan ;

Route n° 5, de Vendôme à Château-du-Loir, par Montoire ;

Route n° 6, de Blois à Châteaudun, par Oncques et Charray ;

Route n° 7, de Blois à Bourges, par Romorantin ;

Route n° 8, de Vendôme à Mondoubleau, par Epuisay ;

Route n° 9, de Château-Renault à Brou, par Authon, le Fresne, Sainte-Outrille, Montoire, Savigny, Sargé, Mondoubleau, Saint-Agile et Arville ;

Route n° 10, Embranchement de la Patte-d'Oie, entre les routes impériales n° 152 et 157 ;

Route n° 11, d'Oncques à Châteaudun, par Fréteval ;

Route n° 12, de Blois à Château-Renault, par Moulineuf et Herbault ;

Route n° 13, de Châteaudun à Romorantin, par Beaugency ;

Route n° 14, de Laferté-Bernard à Tours ;

Route n° 15, de Montrichard à Amboise. (*Paris, 16 Mai 1855.*)

N° 2923. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A douze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Morlaix, département du Finistère ;

2° A trente et un, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône, département de Saône-et-Loire. (*Paris, 23 Juin 1855.*)

N° 2924. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre, pour l'établissement du tir de la garnison de la Petite-Pierre (Bas-Rhin), deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de ce nom, canton de Sprung, indiquées par une teinte jaune sur le plan dressé, le 5 juin dernier, par le chef du génie de ladite place. (*Paris, 21 Juillet 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Août 1855,

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'Etat au département de la Justice,***

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 318.

1855. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1855.

Du 14 Mai 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1855,

1° Le décret impérial du 15 décembre 1854 (1), qui répartit, par chapitres, les crédits alloués par la loi précitée;

2° Les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (2) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que, par suite de l'accroissement des armements à maintenir à la mer et de la nécessité d'achever dans le plus bref délai la transformation de la flotte et les établissements militaires des ports, les sommes affectées au *Service marine* par la loi du budget général ne sont plus en proportion avec les dépenses déjà consommées;

Considérant, d'autre part, que, pour développer et assurer le service de la transportation dans les établissements pénitentiaires de la Guyane, il y a urgence d'accroître en 1855 la dotation du *Service colonial*;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Avec avis du conseil d'administration, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-dix-sept millions soixante et quinze mille francs (97,075,000^f), ainsi réparti, savoir :

(1) 2^e série, Bull. 221, n° 2193.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

SERVICE MARINE.

CHAPITRE I ^{er} .	Administration centrale (personnel).....	20,000
II.	Administration centrale (matériel).....	160,000
III.	Solde et accessoires.....	16,625,000
IV.	Hôpitaux.....	800,000
V.	Vivres.....	23,700,000
VII.	Salaires d'ouvriers.....	7,000,000
VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte....	40,000,000
IX.	Travaux hydrauliques.....	2,000,000
X.	Poudres.....	1,800,000
XI.	École navale.....	30,000
XII.	Chiourmes.....	40,000
XIV.	Frais de voyage, etc.....	1,500,000
XVI.	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	100,000

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

XIX.	Digue et arsenal de Cherbourg.....	2,000,000
------	------------------------------------	-----------

TOTAL pour le SERVICE MARINE..... 95,775,000

SERVICE COLONIAL.

v.	Établissement pénitentiaire de la Guyane....	1,300,000
----	--	-----------

SOMME ÉGALE..... 97,075,000

2. La régularisation du présent crédit sera soumise à la sanction du Corps législatif dans sa prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mai 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état
des finances,*

Signé P. MAGNE.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la
marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 2926. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise le Ministre des Finances à élever à 350 millions la somme des Bons du Trésor à émettre pour le service de 1855.

Du 20 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 de la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1855;

Vo l'état des bons du trésor actuellement en circulation;
 Et le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
 des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à élever à
 cent cinquante millions (350,000,000) la somme de bons
 à mettre pour le service de trésorerie de 1855.

2 Notre ministre secrétaire d'état au département des finances
 chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au
 Bulletin des lois et soumis ultérieurement au Corps législatif.
 Fait au palais des Tuileries, le 20 Juin 1855.

Signé NAPOLEON:

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances

Signé P. Michel.

1457. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine
 et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1854.

Du 23 Juin 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
 EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

1^{er} La loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général
 des recettes et des dépenses de l'exercice 1854;

2^o La loi du 22 juin et les décrets des 19 juin (1) et 1^{er} novembre
 1854 (2) allouant des crédits extraordinaires au titre de l'exercice
 1854;

3^o Le décret du 9 décembre 1854 (3) autorisant des virements
 de crédits sur le dit exercice;

4^o Les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (4), por-
 tant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et
 des colonies;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des
 colonies un crédit extraordinaire de 1,000,000 francs sur l'exercice 1854.

(1) 1^{re} série, Bull. 197, n° 77631.

(2) 1^{re} série, Bull. 227, n° 2072.

(3) 1^{re} série, Bull. 246, n° 2233.

(4) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

colonies, sur l'exercice 1854, un crédit extraordinaire de quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille francs, ainsi réparti, savoir :

1^{re} SECTION DU BUDGET.

CHAPITRE II.	Administration centrale (matériel).....	40,000 ^f
— V.	Vivres.....	3,800,000
— VII.	Salaires d'ouvriers.....	625,500
— IX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	125,000
— XI.	École navale impériale en rade de Brest.....	25,500
— XII.	Affrètements et transports par mer.....	125,500
— XIII.	Chiourmes.....	47,500
ENSEMBLE.....		4,789,000

2. Est annulée au budget du même exercice une somme de un million six cent vingt-cinq mille francs sur les crédits alloués aux chapitres suivants :

CHAPITRE IV.	Hôpitaux.....	226,000 ^f
— VI.	Justice maritime.....	24,000
— VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte....	1,000,000
— X.	Poudres.....	316,000
— XVI.	Dépenses temporaires.....	36,000
— XVII.	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	23,000
SOMME ÉGALE.....		1,625,000

3. La régularisation du présent décret sera soumise à la sanction du Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Donné aux Tuileries, le 23 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état
des finances,*

Signé P. MAGNE.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la
marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 2928. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Congrégation des Sœurs de la Providence, existant à Ligny-le-Château (Yonne), à transférer à Sens le siège de son établissement.*

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié du 12 février 1852, par lequel les sieurs *Brigand*, *Searby* et *Vallot* ont fait donation à la congrégation des sœurs de la Providence, à Ligny-le-Châtel, de divers bâtiments avec dépendances, situés à Sens, sous la condition de transférer dans ces bâtiments le siège de son établissement, et à la charge, en outre, de rembourser à l'un des donateurs, une somme de soixante et dix mille francs;

Vu les certificats de vie des donateurs, en date des 29 février et 6 mars 1852;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, en date du 20 février 1852, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation précitée; 2° de transférer à Sens le siège de la maison mère;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à cent vingt mille francs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune des donateurs;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet de l'Yonne;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Ligny-le-Châtel et à Sens, les 6 juin et 1^{er} août 1852;

Vu les avis des conseils municipaux de Ligny-le-Châtel et de Sens, en date des 19 mai et 11 juillet 1852;

Vu les avis de l'archevêque de Sens et du préfet de l'Yonne, en date des 7 octobre 1853 et 18 avril 1854;

Vu l'ordonnance royale du 2 mai 1830 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence, à Ligny-le-Châtel;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ligny-le-Châtel (Yonne), en vertu d'une ordonnance royale du 2 mai 1830, est autorisée à transférer à Sens (même département) le siège de son établissement.

L'ordonnance royale du 2 mai 1830 est rapportée en ce qu'elle a de contraire au présent décret.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Sens (Yonne), est autorisée à accepter, aux

(1) VII^e série, Bull. 352, n° 14,202.

champs, closés et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par les sieurs Jacques Modeste Briand, Née Modeste Sicaudy et Jacques-Marie Priuaper Vallot, suivant acte notarié du 12 février 1852, et consistant en divers bâtimens avec dépendances, situés à Sens, faubourg Saint-Antoine, estimés en totalité cent vingt mille francs, à la charge, notamment, de payer à l'un des donateurs, une somme de soixante et dix mille francs.

Il sera pourvu au paiement de cette somme avec les ressources disponibles de la congrégation.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes*

Signé H. FORTOUL.

N° 2929. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Angers, d'un Établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne.

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne à Saint-Gildas (Loire-Inférieure) en date du 1^{er} août 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1^{re} de fonder un établissement de religieuses de son ordre à Angers ; 2^e d'acquiescer de l'évêque d'Angers, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs moyennant le prix de huit mille francs, une maison située à Angers, place du Tertre-Saint-Laurent, n° 3, et appartenant à l'évêché en vertu d'une donation faite par la demoiselle de l'abbaye, suivant acte notarié du 14 juillet 1825, à la charge de l'employer exclusivement à un établissement d'éducation ou de charité et de faire célébrer six messes par an à perpétuité ;

Vu l'acte notarié, en date du 10 septembre 1853, contenant promesse de vent par l'évêque d'Angers de la maison susénoncée, aux conditions exprimées dans l'acte du 5 juillet 1825, sous la réserve de la fondation de services religieux, qui restera à la charge de l'évêché;

Vu l'acte précité du 5 juillet 1825, ensemble l'ordonnance royale du 24 août suivant, qui a autorisé l'acceptation par l'évêché de la donation de la demoiselle de Follin;

Vu la déclaration du 7 novembre 1853, par laquelle l'évêque d'Angers a pris, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, l'engagement formel de faire acquitter les messes fondées par la demoiselle de Follin;

Vu le procès-verbal d'estimation qui porte à huit mille francs la valeur de la maison susénoncée;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs de l'Instruction chrétienne appelées à diriger l'établissement de leur ordre à Angers, de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Angers;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne à Saint-Gildas;

Vu l'état des recettes et dépenses présumées de l'établissement de cet ordre à Angers;

Vu l'avis du conseil municipal d'Angers, en date du 13 novembre 1854, relatif à la formation de cet établissement;

Vu l'ordonnance royale du 24 septembre 1836 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne à Saint-Gildas, et le décret impérial du 23 avril 1807 (2) portant approbation des statuts adoptés par cette congrégation;

Vu les avis des évêques d'Angers et de Nantes, et des préfets de Maine-et-Loire et de la Loire-Inférieure;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance réglementaire du 20 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

Arous décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne existant à Saint-Gildas (Loire-Inférieure), en vertu d'une ordonnance royale du 24 septembre 1836, est autorisée à fonder un

(1) 11^e série, Bull. 468, n° 6588.

(2) 11^e série, Bull. 145, n° 2382.

établissement de religieuses de son ordre à Angers (Maine-et-Loire), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 23 avril 1807 pour la congrégation de Notre-Dame-de-Grâce, du diocèse d'Aix, et que ladite congrégation a adoptés.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, à Saint-Gildas (Loire-Inférieure), est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, de l'évêque d'Angers (Maine-et-Loire), agissant tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, qui est autorisé aux fins de l'aliénation, une maison située à Angers, place du Tertre-Saint-Laurent, n° 3, et provenant d'une donation faite à l'évêché par la demoiselle *Lafontaine de Follin*, suivant acte notarié du 5 juillet 1825, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance royale du 24 août suivant, pour être employée exclusivement à un établissement d'éducation ou de charité.

Cette acquisition sera faite moyennant le prix de huit mille francs, égal au montant de l'estimation, aux clauses et conditions énoncées dans l'acte précité du 5 juillet 1825 et dans la promesse de vente du 10 septembre 1853, sauf, toutefois, l'exécution d'une fondation perpétuelle de six messes basses qui restera à la charge de l'évêché d'Angers.

Cette somme de huit mille francs sera employée en achat de rentes sur l'État, au nom de l'évêché d'Angers. Les arrérages de la rente acquise seront affectés, jusqu'à due concurrence, à la célébration des six messes fondées par la demoiselle *de Follin*. Mention de cette destination sera faite sur l'inscription.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'Instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'Instruction publique et des cultes,

Signé H. FOUROU.

N° 2636. — *Décret IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Réalmont (Tarn), d'un Établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne dites de la Providence.*

Du 14 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SAUVONS** :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'Instruction publique et des cultes ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de la Providence, dont la maison mère est à Portieux, en date des 3 avril 1852 et 22 avril 1854, tendant à obtenir : 1^{re} l'autorisation d'accepter, en ce qui la concerne, le legs fait par la dame veuve Rols à l'établissement de sœurs de son ordre existant à Réalmont (Tarn), et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de cinquante francs pour servir aux soins des malades de la paroisse ; 2^e la reconnaissance légale de cet établissement ;

Vu les délibérations du bureau de bienfaisance de Réalmont, en date des 3 janvier et 9 février 1851, ayant pour objet d'être autorisé à accepter, en ce qui le concerne, le legs précité ;

Vu les délibérations, en date des 2 octobre 1851 et 1^{er} mars 1854, par lesquelles le bureau d'administration des séminaires du diocèse d'Albi et le conseil de l'administration générale de la société de Marie, à Bordeaux, demandent l'autorisation d'accepter également les legs faits au séminaire d'Albi et à l'établissement des frères de Marie, existant à Réalmont, et consistant, pour le séminaire, en une rente annuelle et perpétuelle de vingt francs ; et, pour l'établissement des frères de Marie, en une autre rente de trente francs ;

Vu le testament olographe de la dame veuve Rols, en date du 24 mai 1844 ;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 25 avril 1845 ;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs de la Providence qui dirigent l'établissement de Réalmont, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère ;

Vu la copie de ces statuts, certifiée conforme par la supérieure générale ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, qui a eu lieu à Réalmont ;

Vu les états des recettes et dépenses de l'établissement de sœurs de la Providence, à Réalmont ;

Vu l'état de l'actif et du passif du séminaire d'Albi, vérifié et certifié par le préfet du Tarn ;

Vu les actes sous seing privés, en date des 10 juin et 17 août 1851, contenant le consentement des héritiers de la testatrice à la délivrance des legs susénoncés;

Vu les renseignements transmis sur la valeur de la succession de la dame veuve *Hols* et sur la position de fortune de ses héritiers;

Vu les avis du conseil municipal de Réalmont, en date des 9 février 1851 et 1^{er} novembre 1853;

Vu les avis des archevêques d'Albi et de Bordeaux et de l'évêque de Saint-Dié, en date des 28 et 29 juin, et 18 août 1852, 1^{er} mai et 7 juin 1854, et ceux des préfets du Tarn, de la Gironde et des Vosges, en date des 3 septembre 1852, 5 mai et 16 juin 1854 et 12 avril 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 9 septembre 1854;

Vu l'ordonnance royale du 21 janvier 1841 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, dites *de la Providence*, à Portieux; et celle du 2 août 1816 (2) portant approbation des statuts de cette congrégation;

Vu l'ordonnance royale du 16 novembre 1825, qui a autorisé l'association des frères de Marie, à Bordeaux;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, dites *de la Providence*, existant à Portieux (Vosges) en vertu d'une ordonnance royale du 21 janvier 1841, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Réalmont (Tarn), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance du 2 août 1816.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, dites *de la Providence*, à Portieux (Vosges), au nom de cette congrégation, et le bureau de bienfaisance de Réalmont (Tarn), au nom des pauvres de cette

(1) 11^e série, Bull. 789, n° 9152.

(2) 11^e série, Bull. 111, n° 1152.

commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, le legs fait par la dame veuve *Rols*, née *Catherine Mauriès*, suivant son testament olographe du 24 mai 1844, à l'établissement de sœurs de la Providence, existant à Réalmont, d'une rente annuelle et perpétuelle de cinquante francs pour servir aux soins des malades de la paroisse de Réalmont.

En cas de remboursement de cette rente, le capital en provenant sera employé en achat de rente sur l'État.

3. L'archevêque d'Albi (Tarn) est autorisé à accepter, au nom du séminaire de son diocèse, le legs fait, à titre gratuit, à cet établissement par la dame veuve *Rols*, née *Catherine Mauriès*, suivant son testament olographe du 24 mai 1844, et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de vingt francs.

En cas de remboursement de cette rente, le capital en provenant sera placé en rente sur l'État.

4. Le supérieur général des frères de Marie, établis à Bordeaux (Gironde) en vertu d'une ordonnance royale du 16 novembre 1825, est autorisé à accepter, au nom de son institut, le legs fait par la dame veuve *Rols*, née *Catherine Mauriès*, suivant son testament olographe du 24 mai 1844, en faveur de l'établissement de frères de Marie, existant à Réalmont (Tarn), et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de trente francs pour l'entretien des classes.

En cas de remboursement de cette rente, le capital en provenant sera employé en achat de rente sur l'État.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur ;

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. Fouquet.

N° 2931. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui proroge le délai fixé pour les réductions de personnel résultant de la nouvelle Organisation judiciaire des Colonies.

Du 21 Juillet 1855,

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu les décrets des 9 (1) et 16 août 1854 (2), concernant l'organisation judiciaire des colonies;

Vu les articles 12 et 24 des deux décrets du 16 août fixant un délai d'une année pour réaliser, dans les cadres du personnel judiciaire de ces colonies, les réductions résultant de la nouvelle organisation;

Vu l'article 6, paragraphe 2 du sénatus-consulte organique du 3 mai 1854;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le délai d'un an, fixé par les décrets précités du 16 août 1854, pour réaliser les réductions de personnel résultant de la nouvelle organisation judiciaire de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française, est prorogé jusqu'au 16 août 1856.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre garde des sceaux ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**,

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé **HAMELIN**.

(1) Bull. 222, n° 1802.

(2) Bull. 215, n° 1939 et 1940.

N° 2932. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, 1° comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, la Communauté des Sœurs Augustines existant à Arras; 2° comme Etablissements dépendants de cette congrégation, quatre Communautés de Religieuses hospitalières de Saint-Jean.*

Du 21 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations des conseils d'administration de la communauté des Augustines, à Arras, rue Fausse-Porte-Saint-Nicolas et des communautés hospitalières de Saint-Jean, à Arras, de l'hôpital de Boulogne, de Laventie, de l'hôpital de Montreuil-sur-Mer, en date des 18 et 23 mai, 2 et 23 juin et 2 juillet 1854, tendant à obtenir l'autorisation de ne former qu'une seule congrégation dirigée par une supérieure générale et dont la maison mère sera à Arras, rue Fausse-Porte-Saint-Nicolas;

Vu les décrets des 15 novembre (1) et 14 décembre 1810 (2), qui ont autorisé les communautés hospitalières de Saint-Jean, à Arras, des hospices de Boulogne et de Montreuil-sur-Mer, et qui ont approuvé les statuts de ces communautés;

Vu l'ordonnance royale du 1^{er} avril 1827 (3), qui a approuvé les statuts de la communauté des Augustines, à Arras, et ceux de la communauté hospitalière de l'hospice de Laventie;

Vu les ordonnances royales des 22 avril 1827 (4) et 20 mars 1828 (5), qui ont autorisé ces deux dernières communautés;

Vu l'engagement pris par les membres de ces cinq communautés d'adopter les statuts approuvés par décrets impériaux des 15 novembre 1810 et 10 avril 1854 (6), pour la congrégation des religieuses franciscaines, à Calais;

Vu une copie de ces statuts, signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de ces communautés, et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque d'Arras;

Vu les états de l'actif et du passif de ces communautés;

Vu les procès-verbaux des enquêtes de *commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Arras, à Boulogne, à Montreuil-sur-Mer et à Laventie;

(1) IV^e série, Bull. 338, n° 6315.

(2) IV^e série, Bull. 339, n° 6342.

(3) VIII^e série, Bull. 153, n° 5523.

(4) VIII^e série, Bull. 157, n° 5630.

(5) VIII^e série, Bull. 223, n° 8190.

(6) XI^e série, Bull. 188, n° 1297.

Vu les avis des conseils municipaux de ces communes;
 Vu les avis de l'évêque d'Arras et du préfet du Pas-de-Calais, en date des 15 et 20 décembre 1854;
 Vu la loi du 24 mai 1825;
 Vu le décret du 31 janvier 1852;
 Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;
 Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs Augustines, existant à Arras (Pas-de-Calais), rue Fausse-Porte-Saint-Nicolas, sous le titre de *Communauté enseignante à supérieure locale*, en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827, est autorisée comme congrégation hospitalière et enseignante dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés, par décrets impériaux des 15 novembre 1810 et 10 avril 1854, pour la congrégation des religieuses franciscaines, à Calais (même département), et que cette association a déclaré adopter.

2. Les associations des religieuses hospitalières de Saint-Jean, reconnues à Arras, à Boulogne, à Montreuil-sur-Mer, et à Laventie (Pas-de-Calais), par décrets impériaux des 15 novembre et 14 décembre 1810, et par ordonnance royale du 20 mars 1828, comme communautés indépendantes à supérieure locale, sont autorisées, comme établissements dépendants de la congrégation des sœurs Augustines, à Arras, rue Fausse-Porte-Saint-Nicolas, à la charge, par les membres de ces établissements, de se conformer exactement aux statuts adoptés par cette congrégation.

3. Les décrets des 15 novembre et 14 décembre 1810, et les ordonnances des 22 avril 1827 et 20 mars 1828, sont rapportés, en ce qu'ils ont de contraire au présent décret.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
 de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FAYOLLE.

N° 2933. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Vix (Vendée), d'un Établissement de Filles de la Sagesse.*

Du 24 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu le testament public, en date du 27 mars 1852, par lequel le sieur *Prouzeau* a légué à la congrégation des filles de la Sagesse, dont le siège est à Saint-Laurent-sur-Sèvres, une portion de maison avec jardin et dépendances, située à Vix, sous la condition expresse que cet immeuble sera employé à perpétuité à l'usage et à l'habitation de sœurs de cet ordre qui se livreront sur les lieux mêmes à l'instruction des jeunes filles;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 8 avril 1852;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des filles de la Sagesse, en date du 6 juin 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter le legs précité; 2° de fonder à Vix un établissement de sœurs de son ordre;

Vu la délibération, en date du 15 février 1855, par laquelle le conseil municipal de la commune de Vix a demandé à accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation de la maison léguée portant sa valeur à six mille francs;

Vu le consentement donné, les 29 avril et 9 mai 1852, par les héritiers du testateur, à la délivrance du legs;

Vu le décret impérial du 27 février 1811 (1), qui a autorisé la congrégation des filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvres, et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement projeté de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des dépenses et des recettes présumées de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Vix, le 11 juillet 1853;

Vu l'avis du conseil municipal de Vix, en date du 4 mai 1853;

Vu les avis de l'évêque de Luçon et du préfet de la Vendée, en date des 25 février et 18 juin 1853 et 21 mars 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 mars 1855;

(1) 1re série, Bull. 356, n° 6573.

Vu la loi du 2 janvier 1817, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 13 mars 1830 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La congrégation des filles de la Sagesse, existant à Saint-Laurent-sur-Sèvres (Vendée), en vertu d'un décret impérial du 27 février 1811, est autorisée à fonder à Vix (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvres (Vendée), au nom de cette congrégation, et le maire de Vix (même département), au nom de la commune de Vix, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à la congrégation des filles de la Sagesse par le sieur André Pronsegu, suivant son testament public du 27 mars 1852, et consistant en une portion de maison avec jardin et dépendances, située à Vix (Vendée) et estimée six mille francs, à la charge, notamment, d'affecter cette maison au logement des sœurs du même ordre qui se livreront, dans la commune de Vix, à l'instruction des jeunes filles pauvres.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Impression :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3934. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association religieuse des Sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Aurillac.*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'Instruction publique et des cultes ;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Aurillac, tendant à obtenir son autorisation comme congrégation dirigée par une supérieure générale ;

Et s'engageant pris par cette association de se conformer exactement aux statuts approuvés, par ordonnance royale du 30 août 1841 (1), pour la congrégation des demoiselles de l'Instruction au Puy ;

Vu une copie de ces statuts, signés, en témoignage d'adhésion, par les membres de l'association, et revêtue de l'approbation de l'évêque de Saint-Flour ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'association ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, qui a eu lieu à Aurillac, le 4 septembre 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal d'Aurillac, en date du 9 septembre 1854 ;

Vu l'avis de l'évêque de Saint-Flour et du préfet du Cantal, en date des 28 septembre et 12 octobre 1854 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu le décret du 31 janvier 1852 ;

Notre Conseil d'état entendu,

Ainsi décrété et signons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Aurillac (Cantal), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés, par ordonnance royale du 30 août 1841, pour la congrégation des demoiselles de l'Instruction, au Puy (Haute-Loire), et que cette association a déclaré adopter.

(1) 1^{re} série, Bull. 944, n° 10,232.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Taileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
de la justice, chargé par intérim du départe-
ment de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ARBAZUCCI.

N° 2935. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association religieuse des Sœurs de la Sainte-Famille-de-Nazareth, établie dans la commune du Plan (Haute-Garonne).*

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par l'association religieuse des sœurs de la Sainte-Famille-de-Nazareth, au Plan, dans le but d'être autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu l'engagement pris par les membres de cette association de se conformer exactement aux statuts de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Besançon, et qu'elle a déclaré adopter;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé ces statuts;

Vu une copie desdits statuts, signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association présents au Plan, et revêtue en outre de l'approbation de l'archevêque de Toulouse;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'association;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, qui a eu lieu au Plan, le 12 novembre 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune du Plan, en date du 8 octobre 1854;

Vu les avis de l'archevêque de Toulouse et du préfet de la Haute-Garonne, en date des 9 septembre 1854 et 2 février 1855;

(1) VII^e série, Bull. 89, n° 2991.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de la Sainte-Famille de Nazareth, établie dans la commune du Plan (Haute-Garonne), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés, par ordonnance royale du 30 avril 1826, pour la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Besançon (Doubs), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, chargé
par intérim du département de l'instruction pu-
blique et des cultes,*

Signé ARMAND.

N° 2936. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte une somme de 300,000 francs aux travaux à entreprendre pour la construction d'un Établissement d'Artillerie, à Lille.

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant concession à la congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, à Lille, moyennant la somme de trois cent sept mille trois cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingt-un centimes, des terrains et bâtiments des Grands-Carmes, affectés au service de l'artillerie;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une somme de trois cent mille francs est spécialement affectée aux travaux à entreprendre pour la construction d'un établissement d'artillerie, à Lille, sur les terrains du parc aux projectiles, en remplacement de l'immeuble cédé à la congrégation des filles de l'Enfant-Jésus.

2. Sur l'allocation spécifiée à l'article précédent, il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XVIII du budget de son département, sur l'exercice 1855, un crédit de vingt mille francs, et sur l'exercice 1856, un crédit de cent mille francs.

3. La régularisation de ces crédits sera proposée au Corps législatif.

4. Les ministres de l'intérieur, de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MANTOUILLON.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 2937. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte une somme de 400,000 francs aux travaux à entreprendre pour la construction, à Metz, d'un bâtiment destiné au service des Lits militaires.

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu le procès-verbal du 20 mars 1855, constatant la remise au domaine, par le département de la guerre, du couvent de Saint-Clément, à Metz, pour être cédé aux directeurs du collège de Saint-Augustin;

Vu le procès-verbal de la vente qui a eu lieu par adjudication publique, le 28 juin 1855, et dont le produit doit être versé au trésor,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une somme de quatre cent mille francs est spécialement affectée aux travaux à entreprendre pour la construction, à Metz, d'un bâtiment destiné au service des lits militaires et nécessaire pour remplacer l'ancien couvent de Saint-Clement, précédemment occupé par ce service.

2. Sur l'allocation spécifiée en l'article précédent, il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre 22 du budget de son département, sur l'exercice 1855, un crédit de cent mille francs, et sur l'exercice 1856, un crédit de cent cinquante mille francs.

3. La régularisation de ces crédits sera proposée au Corps législatif.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au
département des finances,*

Signé P. MAGNE.

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire
d'état de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2038. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage des Zones de servitudes et des Polygones exceptionnels des Places de guerre et Postes militaires y désignés.*

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853 (1), relatif au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications;

(1) Bull. 91, n° 780, et Bull. 106, n° 602.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones des servitudes et des polygones exceptionnels annexés au présent décret, et visés et approuvés par notre ministre de la guerre, ainsi que les conditions particulières relatives à ces polygones, telles qu'elles sont relatées sur ces plans, sont définitivement arrêtés et homologués.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés.

Château de Dieppe, batteries de mers, de la douane et du Tréport (département de la Seine-Inférieure); place de Gravelines et fort Philippe (département du Nord); place de Phalsbourg (département de la Meurthe); place de Longwy (département de la Moselle); place de Grenoble et fort Barrault (département de l'Isère); les huit forts des îles d'Hyères et le fort de Briançon (département du Var); le fort de Bouc (département des Bouches-du-Rhône); la place et les forts de Collioure (département des Pyrénées-Orientales); la place de Bayonne (département des Landes et des Basses-Pyrénées); la place de la Rochelle et la batterie des Minimes, la place de Saint-Martin-de-Ré, le fort Laprée et le fort Royan (département de la Charente-Inférieure); le fort Penfeld et la redoute Guestelhras, les forts Porzic, Montbarrey et Keranroux, la batterie de Saint-Mathieu (département du Finistère), et la place de Belle-Ile (département du Morbihan).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2939. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1854, un Crédit extraordinaire pour le service de l'Enregistrement et des Domaines.

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir, par décret, des crédits supplémentaires ou extraordinaires en l'absence du Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1854, un crédit extraordinaire de trois mille six cent quatre vingt un francs soixante-six centimes (3,681^f 66^c), applicable aux service et chapitre ci-après.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

CHAPITRE LI. Dépenses diverses.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

(1) Bull. 113, n° 969.

N° 2940. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1854.

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SAUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1854;

Vu le décret du 12 décembre suivant (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les décrets des 20 février (2), 19 avril (3), 12 décembre 1854 (4) et 19 mai 1855 (5), qui ont autorisé des virements de crédits, de chapitre à chapitre, au budget de 1854;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1854, par la loi du 10 juin 1853 et le décret de répartition du 12 décembre suivant, ainsi que par décrets de virements des 20 février, 19 avril et 12 décembre 1854, sur les chapitres ci-après du budget du ministère des finances, sont réduits d'une somme de quatre cent seize mille huit cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes (416,883^f 97^c), savoir :

DETTE VIAGÈRE.

CHAPITRE I.	Rentes viagères.....	24,883 ^f 97 ^c
——— XII.	Pensions de l'ancienne pairie.....	21,500 00
——— XIX.	Pensions accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile.....	15,500 00

SERVICE DES POSTES.

Administration et perception.

CHAPITRE LXII.	Personnel.....	67,200 00
——— LXV.	Dépenses diverses.....	158,600 00

A REPORTER..... 287,683 97

(1) Bull. 113, n° 969.

(2) Bull. 146, n° 1203.

(3) Bull. 166, n° 1398.

(4) Bull. 247, n° 2238.

(5) Bull. 300, n° 2752.

REPORT..... 287,683^f 97^c*Transport des dépêches.*

CHAPITRE LXVI.	Personnel.....	99,300 00
—— LXVII.	Matériel.....	14,200 00
—— LXVIII.	Dépenses diverses.....	15,700 00
TOTAL.....		416,883 97

2. Le crédit ouvert pour le même exercice 1854, par la loi du budget et le décret de répartition, sur le chapitre suivant du budget du ministère des finances, est augmenté d'une somme égale de quatre cent seize mille huit cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes (416,883^f 97^c), par virement des chapitres désignés ci-dessus.

SERVICE DE TRÉSORERIE.

CHAPITRE XXXIX.	Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.....	416,883 ^f 97 ^c
-----------------	--	--------------------------------------

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MATHIEU.

N° 2941. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association religieuse des Sœurs de la Charité, existant à Nîmes.*

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande formée, le 18 août 1854, par l'association des

sœurs de la Charité, à Nîmes (Gard), dans le but d'être autorisée comme congrégation à supérieure générale;

Vu la déclaration des religieuses de cette association portant qu'elles adoptent les statuts de la congrégation des sœurs de la Charité dont la maison mère est à Besançon;

Vu la copie de ces statuts, signée, en témoignage d'adhésion, par les sœurs de la Charité de Nîmes, et approuvée par M^r l'évêque de Nîmes;

Vu la demande de la même association, en date du 15 janvier 1855, ayant pour but d'être autorisée à acquérir du sieur Couderc, moyennant le prix de vingt mille francs, une maison avec dépendances située à Nîmes, pour servir de maison conventuelle à la congrégation;

Vu la promesse de vente souscrite par le sieur Couderc, le 16 août 1854;

Vu le plan des lieux;

Vu le procès-verbal d'estimation de l'immeuble à acquérir, constatant que sa valeur s'élève à vingt-cinq mille trois cent soixante et dix francs;

Vu les procès-verbaux des enquêtes de *commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Nîmes;

Vu l'avis du conseil municipal de Nîmes, en date du 28 août 1854;

Vu les avis de l'évêque de Nîmes et du préfet du Gard, en date des 30 septembre 1854 et 26 mai 1855;

Vu le décret du 28 août 1810 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de la Charité à Besançon;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831;

Notre Conseil d'état entend,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de la Charité existant à Nîmes (Gard) est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts de la congrégation des sœurs du même nom, à Besançon (Doubs), approuvés par décret impérial du 28 août 1810 et que cette association a déclaré adopter.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité autorisée à Nîmes par l'article 1^{er} du présent décret est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, du sieur

(1) 1^{re} série, Bull 313, n° 5946.

Félix-Adrien Couderc, moyennant le prix de vingt mille francs et aux clauses et conditions énoncées dans l'acte sous-seing privé du 16 août 1854, une maison avec dépendances située à Nîmes et estimée vingt-cinq mille trois cent soixante et dix francs, pour servir de maison conventuelle à ladite congrégation.

Il sera passé acte public de cette acquisition.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, chargé par intérim
du département de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ABBATUCCI**.

N° 2942. — **DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Congés à accorder aux Agents Vice-Consuls, aux Drogmans et aux Chanceliers diplomatiques ou consulaires.**

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les ordonnances des 20 août 1833 (1) et 26 avril 1845 (2), sur le personnel des consulats;

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu notre décret du 5 août 1854 (3), sur le traitement de congé des drogmans, chanceliers et agents vice-consuls;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les congés seront accordés, à l'avenir, aux agents, vice-consuls nommés par nous, aux drogmans et aux chanceliers diplomatiques ou consulaires, par notre ministre secré-

(1) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 249, n° 4959.

(2) IX^e série, Bull. 1208, n° 12,032.

(3) XI^e série, Bull. 210, n° 1898.

taire d'état au département des affaires étrangères, sur la proposition de leurs chefs hiérarchiques :

2 Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des affaires étrangères,*

Signé WALEWSKI.

N° 2943. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à onze le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Redon, département d'Ille-et-Vilaine. (Paris, 7 Juillet 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Août 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le BULLETIN des lois, à l'édition de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 13 Août 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 319.

N° 2944. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue entre la France et les Pays-Bas pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 10 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une Convention ayant été conclue, le 29 mars 1855, entre la France et les Pays-Bas, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et les ratifications de cet acte ayant été échangées, le 19 juillet dernier, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, animés du désir de donner suite à la stipulation de l'article 14 du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris, le 25 juillet 1840 (1), par laquelle il a été entendu que la propriété littéraire serait garantie, et qu'une Convention spéciale déterminerait ultérieurement les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux pays; l'Empereur des Français voulant d'ailleurs assurer aux sujets de Sa Majesté Néerlandaise le maintien des garanties dont ils jouissent déjà en France en vertu du décret du 28 mars 1852 (2, relatif à la contrefaçon des ouvrages étrangers, les deux Hautes Parties contractantes ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun

(1) 1^{re} série, Bull. 831, n° 9408.

(2) 1^{re} série, Bull. 510, n° 3869.

accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs ou à leurs ayants cause la propriété de leurs ouvrages scientifiques et littéraires, publiés pour la première fois en France ou dans le Royaume des Pays-Bas.

Dans ce but, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Marie-Armand*, baron d'*André*, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre pontifical de Saint Grégoire-le-Grand, etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur *Florent-Adrien Van Hall*, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, de l'ordre du Faucon-Blanc de Saxe-Weimar; de l'ordre de Léopold de Belgique, de l'ordre de la Branche-Ernestine de la Maison de Saxe, de l'ordre impérial russe de l'Aigle-Blanc et de l'ordre des Guelphes de Hanovre, son Ministre d'État et de affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 11 ci-après, la présente Convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvres scientifiques ou littéraires auxquels les lois de l'un des deux pays garantissent actuellement ou garantiront à l'avenir le droit de propriété d'auteur, et leurs ayants cause, auront la faculté d'exercer ce droit sur le territoire de l'autre pays, pendant le même espace de temps, et dans les mêmes limites que s'exercerait, dans ce autre pays, le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature qui y seraient publiés; de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon dans l'un des deux États des œuvres scientifiques ou littéraires, publiées dans l'autre, sera, pour autant qu'il n'est pas dérogé auxdites lois par la présente Convention, traitée de la même manière que le serait la reproduction ou la contrefaçon d'ouvrages de même nature originellement publiés dans cet autre État, et que les auteurs de l'un des deux pays auront, devant les tribunaux de l'autre, la même action, et jouiront des mêmes garanties contre la contrefaçon.

la reproduction non autorisée, que celle que la loi accorde ou pourrait accorder par la suite aux auteurs de ce dernier pays.

Il est bien entendu, toutefois, que les droits à exercer réciproquement dans l'un ou dans l'autre pays, relativement aux ouvrages ci-dessus mentionnés, ne pourront être plus étendus que ceux qu'accorde la législation du pays auquel l'auteur ou ses ayants cause appartiennent.

2. La protection stipulée par l'article 1^{er} ne sera acquise qu'à celui qui aura fidèlement observé les lois et règlements en vigueur dans le pays de production par rapport à l'ouvrage pour lequel cette protection sera réclamée.

Un certificat délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur à Paris, ou par le secrétariat de la préfecture dans les départements, ou par le ministre de l'intérieur à la Haye, servira à constater que les formalités voulues par les lois et règlements ont été remplies.

3. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers.

Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction en contrefaçon dans l'autre État.

Il est bien entendu que le présent article n'a pas pour objet d'accorder au premier traducteur d'un ouvrage le droit exclusif de traduction, mais seulement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction.

4. Nonobstant les stipulations des articles 1, 2 et 3 de la présente Convention, les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu que l'origine en soit indiquée.

Toutefois, cette faculté ne saurait être comprise comme s'étendant à la reproduction dans l'un des deux pays des feuillets de journaux ou des articles de recueils périodiques publiés dans l'autre dont les auteurs auraient déclaré d'une manière évidente dans le journal ou le recueil même où il les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

Cette dernière disposition ne sera pas applicable aux articles de discussion politique.

5. Sont interdites l'importation, la vente et l'exposition dans l'un ou l'autre des deux pays, de toute contrefaçon d'ou-

vrages jouissant du privilège de protection contre la contrefaçon, en vertu des articles 1, 2, 3 et 4 de la présente Convention; que ces contrefaçons soient originaires du pays où l'ouvrage a été publié, ou bien de toute autre contrée étrangère.

L'importation sera considérée comme contrefaçon. Le produit de l'amende sera, dans le cas prévu par cette dernière stipulation, attribué au fisc de l'État dans lequel la peine aura été prononcée.

6. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, les ouvrages contrefaits seront saisis, et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque Pays, de la peine et des poursuites qui sont ou seraient prescrites, par les lois de ce pays, contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou production d'origine nationale.

7. La présente Convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente dans les États respectifs des ouvrages qui auraient été publiés en contrefaçon, en tout ou en partie, avant la mise en vigueur de ladite Convention; par contre, on ne pourra faire aucune nouvelle publication dans l'un des deux États des mêmes ouvrages, ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à remplir les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

8. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer les lois et règlements actuellement existants, ainsi que ceux qui pourront être ultérieurement établis dans les États respectifs, à l'égard des droits d'auteur, pour les ouvrages protégés par les stipulations de la présente Convention.

9. Les stipulations de la présente Convention ne pourront en aucune manière, porter atteinte au droit que chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législative ou de police intérieure, la vente, la circulation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production, à l'égard desquels l'un ou l'autre Pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

10. Rien, dans cette Convention, ne sera considérée comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation, dans ses propres États, des livres qui, d'après les lois intérieures, ou des sti-

lations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

11. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible après sa promulgation, conformément aux lois de chacun des deux Pays, et à partir d'un jour qui sera alors fixé par les deux Hautes Parties contractantes. Dans chaque Pays, le Gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour qui sera convenu à cet effet.

La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 25 juillet 1859. Après cette époque, elle suivra le sort du Traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 25 juillet 1840, de telle sorte qu'elle sera censée être dénoncée, lorsque l'une des parties aura annoncé à l'autre, conformément aux conditions posées par l'article 15 de ce traité, son intention d'en faire cesser les effets.

Les Hautes Parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente Convention, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

12. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans un délai de six mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuvième jour du mois de Mars de l'an de grâce mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) Signé Baron d'ANDRÉ.

(L. S.) Signé VAN HALL.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État:

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ARBATUCCI.

Signé WALEWSKI.

N° 2045. — *Décret impérial portant promulgation de la Convention conclue entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Sublime Porte, pour la garantie d'un Emprunt.*

Du 19 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les ratifications de la Convention conclue à Londres, le 27 juin 1855, par laquelle la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engagent à garantir l'emprunt que la Sublime Porte se propose de négocier, ayant été échangées, le 12 juillet dernier, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Sa Majesté Impériale le Sultan s'étant adressé à Sa Majesté l'Empereur des Français et à Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, afin d'obtenir de ces Souverains des facilités pour contracter un emprunt qui lui ait permis de poursuivre avec vigueur la guerre contre la Russie, dans laquelle Sa Majesté se trouve actuellement engagée de concert avec Leursdites Majestés, ses alliées ; et Sa Majesté l'Empereur des Français, ainsi que Sa Majesté Britannique, ayant accédé à la demande de Sa Majesté le Sultan, Leurs Majestés ont résolu de prendre les arrangements nécessaires, au moyen d'une Convention, pour la conclusion de laquelle elles ont nommé en qualité de leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Gilbert Victor Fialin*, comte de Persigny, Sénateur, grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-cordon de l'ordre impérial de Medjidié de Turquie, grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare de Sardaigne, grand-croix de l'ordre du Danebrog du Danemark, son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *George-Guillaume-Frédéric*, comte de *Clarendon*, baron *Hyde de Hindon*, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Et Sa Majesté impériale le Sultan, *Constantin Musurus Bey*, fonctionnaire de premier-rang de Sa Majesté impériale, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, décoré de l'ordre impérial du *Medjidie* de la troisième classe, grand-croix de l'ordre des *Saints-Maurice et Lazare* de Sardaigne, grand commandeur de l'ordre du *Sauveur* de Grèce;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ART. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage, sous la ratification du Corps législatif de France, à garantir, conjointement et solidairement avec Sa Majesté Britannique, et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son parlement de l'autoriser à garantir, conjointement et solidairement avec Sa Majesté l'Empereur des Français, l'intérêt d'un emprunt de cinq millions de livres sterling à contracter par Sa Majesté impériale le Sultan.

2. L'intérêt payable sur ledit emprunt de cinq millions sterling sera au taux de quatre pour cent par an.

En outre, la Sublime Porte payera une somme de un pour cent par an sur le capital total de cinq millions sterling, comme fonds d'amortissement.

3. L'intérêt et le fonds d'amortissement dudit emprunt formeront une charge grevant tous les revenus de l'Empire Ottoman, et spécialement la somme annuelle restée libre sur le tribut d'Égypte, prélèvement fait de la partie affectée au premier emprunt, et, en outre, le produit des douanes de Smyrne et de Syrie.

Sa Majesté Impériale le Sultan s'engage à faire remettre à la banque d'Angleterre, le 25 juin et le 25 décembre de chaque année, ou avant ces époques, le montant intégral d'un semestre

d'intérêt et d'amortissement, pour tout le montant dudit emprunt à contracter sous la garantie conjointe et solidaire de Sa Majesté l'Empereur des Français et de Sa Majesté Britannique, ou pour la partie réalisée de cet emprunt, jusqu'à ce que tout le capital emprunté soit remboursé.

4. Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant épargner à la Sublime Porte les frais de remise, consentent à s'engager à transmettre au Gouvernement Ottoman les sommes provenant dudit emprunt de cinq millions sterling à contracter sous la garantie conjointe et solidaire de Leurs Majestés. Dans ce but, il est convenu que les adjudicataires dudit emprunt verseront les sommes provenant de cet emprunt à la banque d'Angleterre pour le compte du Gouvernement turc, pour être transmises à la Sublime Porte par les soins des Gouvernements de France et d'Angleterre.

5. La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Constantinople le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 27 Juin, l'an de grâce 1855.

(L. S.) Signé F. DE PERSIGNY.

(L. S.) Signé CLARENDON.

(L. S.) Signé C. MUSURUS.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé WALEWISKI.

Signé ARDARUCCHI.

Ordonné

N° 1946. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la nomenclature des Dépenses obligatoires des Colonies.*

Du 31 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 14, dernier paragraphe, du sénatus-consulte du 3 mai 1854, sur la constitution des colonies;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont classées comme obligatoires, dans les colonies, les dépenses dont la nomenclature suit :

Contribution à fournir à la métropole par les colonies;

Solde et accessoires de solde des agents des services ci-après :

Direction de l'intérieur;

Service financier (enregistrement, timbre et hypothèques, contributions directes et indirectes, douanes, poste aux lettres, vérification des poids et mesures, domaine);

Instruction publique;

Ponts et chaussées;

Police générale;

Ateliers de discipline et prisons;

Et tous autres services organisés, après consultation du conseil général;

Traitement, aux hôpitaux, des agents du service local;

Pensions accordées par dispositions spéciales;

Frais de perception de l'impôt;

Frais de matériel des douanes et des administrations financières;

Loyers, mobiliers, menues dépenses des tribunaux;

Casernement de la gendarmerie;

Matériel des ateliers de discipline et des prisons;

Grosses réparations et entretien des édifices coloniaux;

Travaux d'entretien des routes et ouvrages d'art;

Chauffage et éclairage des corps de garde et établissement du service local;

Frais de route des voyageurs indigents et frais de rapatriement des créoles démunis de ressources ;

Frais de rapatriement des immigrants à l'expiration de leurs engagements ;

Dépenses des enfants trouvés, des aliénés et des individus atteints de maladies contagieuses ;

Frais d'impression et de publication des listes électorales, frais de tenue des assemblées convoquées pour nommer les membres des conseils généraux ;

Frais d'impression des budgets et des comptes du service local ;

Tables décennales de l'état civil ;

Frais de visite chez les pharmaciens, confiseurs et épiciers droguistes ;

Frais relatifs aux mesures qui ont pour objet d'arrêter les épidémies ;

Dépenses de garde et de conservation des archives de la colonie ;

Intérêts et amortissement des emprunts autorisés, et toutes autres dépenses mises à la charge des colonies, et spécialement rendues obligatoires par des lois ou décrets.

2. Des arrêtés des gouverneurs, rendus en conseil privé et après consultation préalable des conseils généraux, fixent ou modifient les cadres des divers services administratifs compris dans la nomenclature qui précède, à l'exception de celles des douanes, ainsi que les traitements et allocations auxquelles ont droit les agents désignés dans ces cadres.

3. Toutes les dépenses du service local des colonies qui ne sont pas comprises dans la nomenclature qui précède, sont considérées comme facultatives, et soumises, à ce titre, au vote des conseils généraux.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par le Gouverneur

Le Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies

Signé HAMET.

N° 319. — *Décret sur les hôpitaux français établis en Orient.*

Du 4 Août 1855.

1855

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUE.

Vu le décret du 10 mars 1854 (1);

Considérant qu'il y aurait utilité à constituer régulièrement dans les hôpitaux sédentaires à la suite de l'armée d'Orient des aumôniers organisés à l'insar de ceux des divisions actives et des ambulances;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre;

AYONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera attaché, avec le titre d'aumônier, à chacun des hôpitaux français établis en Orient et desservis par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ou des missionnaires lazaristes faisant partie de la mission de Constantinople.

2. Le directeur des missionnaires lazaristes de Constantinople sera chargé, sur la demande de l'intendant militaire fonctionnant dans cette ville, de pourvoir au service religieux des hôpitaux ouverts aux malades de l'armée.

3. Les aumôniers des hôpitaux militaires en Orient recevront la solde et les indemnités allouées par les tarifs aux capitaines d'infanterie de deuxième classe.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Août 1855.

Signé **NAPOLÉON**,

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France

Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé **VAillant**.

(1) Bull. 150, n° 1251.

N° 2948. — DÉCRET IMPÉRIAL qui augmente le maximum et le minimum des Pensions de retraite des Officiers-Mariniers, Matelots et autres assimilés, des Divisions des Equipages de ligne, ou des Bâtiments de la Flotte.

Du 4 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 avril 1855, relative à la création d'une dotation de l'armée, et aux pensions militaires;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, et la loi du 18 avril de la même année, sur les pensions de l'armée de mer;

Considérant, d'une part, que, d'après le principe posé dans l'article 23 de la loi précitée du 18 avril 1831, les troupes de la marine sont régies de plein droit, en matière de pensions de retraite, par les dispositions en vigueur pour les troupes de terre, et que, par conséquent, le bénéfice de l'article 19 de la loi sur la dotation de l'armée leur est pleinement acquis;

Et d'autre part, qu'il est de toute justice d'attribuer également aux officiers-mariniers, matelots et autres assimilés, des divisions des équipages de ligne, ou des bâtiments de la flotte, l'augmentation de pension qui est allouée aux sous-officiers, caporaux et soldats des troupes de terre et de mer, par l'article 19 de la loi précitée du 26 avril 1855;

Considérant qu'il y a urgence à procéder aux liquidations de pensions dans le département de la marine, d'après la règle d'égalité parfaite qui, pour les deux armées de terre et de mer, a été fondée, à grades correspondants, par les lois des 11 et 18 avril 1831, sans distinguer d'ailleurs entre les marins qui appartiennent à l'inscription, et ceux qui proviennent du recrutement;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le maximum et le minimum de la pension de retraite, fixés par la loi du 18 avril 1831, sont augmentés de cent soixante-cinq francs pour les premiers maîtres, les maîtres, les seconds maîtres, les quartiers-maîtres, les matelots, les novices, mouses et autres assimilés, des divisions des équipages de ligne, ou des bâtiments de la flotte.

2. Le surcroît de dépenses résultant de l'exécution de l'article précédent sera supporté provisoirement, et à titre d'avance, par la caisse des invalides de la marine.

3. Un projet de loi sera présenté au Corps législatif, en 1856, pour régulariser cette dépense, et rendre définitivement applicables à l'armée de mer les dispositions de la loi du 26 avril 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 2949. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire pour les dépenses concernant la réunion des Tuileries au Louvre.*

Du 8 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 12 mars 1852 (1);

Vu la loi du 22 juin 1854, portant fixation du budget des recettes et dépenses de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (2), portant fixation et répartition des crédits définitifs du ministère d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de trois millions de francs (3,000,000^f) est ouvert au ministère d'état en augmentation du crédit alloué au chapitre III de la deuxième section du budget de l'exercice 1855 relatif aux dépenses concernant la réunion des Tuileries au Louvre.

(1) 1^{re} série, Bull. 502, n° 3795.

(2) 1^{re} série, Bull. 241, n° 2193.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du budget de l'exercice courant.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuilleries, le 8 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Août 1855,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 320.

N° 2950. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1854, un Crédit représentant la somme versée au Trésor par la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans, pour sa part contributive dans le prix de terrains expropriés en 1854.*

Du 18 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'Etat, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits crédits non employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Considérant qu'il résulte d'une déclaration du caissier payeur central du trésor public que la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans a versé dans sa caisse, pour le compte du trésor, le 3 mai dernier, une somme de trois cent quatre-vingt-onze mille deux cent dix francs soixante-huit centimes, pour sa part contributive dans le prix des terrains expropriés en 1854 sur la commune d'Ivry, pour le raccordement de la ligne d'Orléans et du chemin de fer de ceinture,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux pu-

XI^e Série.

18

blies, un crédit de trois cent quatre-vingt-onze mille deux cent dix francs soixante-huit centimes (391,210^f 68^c), sur les fonds du budget de 1854, applicable au chapitre XLII de la deuxième section (Établissement de grandes lignes de chemins de fer).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,
Signé P. MACH.*

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2951. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'avancement des Préfets, Sous-Préfets et Conseillers de préfecture.

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu le décret du 27 mars 1852 (1),

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des articles 2, 4 et 5 du décret du 27 mars 1852, relatives à l'avancement des préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture, ne seront applicables qu'à ceux de ces fonctionnaires qui auront accompli dans le même département, ou dans le même arrondissement, la durée de services fixée par ces articles.

2. L'augmentation de traitement qui, en exécution de l'ar-

(1) 2^e série, Bull. 326, n° 4097.

de : du décret ci-dessus, peut être accordée aux préfets sans changement de résidence, sera de cinq mille francs. Elle pourra être portée à dix mille francs après une nouvelle période de cinq ans de services dans le même département.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BRILLAT.

N° 2952. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve le Traité conclu, le 23 juillet 1855, pour la concession, pendant cinquante années, de l'éclairage et du Chauffage au gaz dans la ville de Paris.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

La commission de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé, pour sortir son plein et entier effet, suivant le vote émis par la commission municipale dans sa délibération du 20 juillet 1855, le traité conclu, par actes sous signatures privées du 23 juillet 1855, entre la ville de Paris, d'une part, et les sieurs Emile et Isaac Perret et les représentants des compagnies actuellement chargées de l'éclairage dans Paris, d'autre part, pour la concession pendant cinquante années, à partir du 1^{er} janvier 1856, de l'éclairage et du chauffage au gaz dans cette ville, aux clauses et conditions énoncées audit acte, dont ampliation reste ci-annexée.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'in-

térieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N^o 3953. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que le Service de guerre fait à l'Armée d'Orient sera compté, à titre de bénéfice de Campagne, pour le double de sa durée effective.

Du 4 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 7 et 8 de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Considérant que la guerre actuelle avec la Russie se distingue de toutes les précédentes par un concours de circonstances extraordinaires, qui exigent de ceux qui y prennent part les plus grands efforts de dévouement et d'abnégation;

Considérant qu'il est juste de récompenser d'une manière exceptionnelle le service militaire fait en Orient dans de semblables conjonctures;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le service de guerre fait à l'armée d'Orient sera compté, à titre de bénéfice de campagne, pour le double de sa durée effective dans les liquidations de pensions qui seront établies en faveur des militaires de l'armée de terre et des marins débarqués pour prendre part aux opérations de guerre en Crimée. La supputation en sera opérée conformément aux règles tracées par l'article 8 de la loi du 11 avril 1831.

2. Nos ministres secrétaires d'état, aux départements de la

guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2954. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant que le Cadre constitutif
du Corps de santé de l'Armée de terre comprendra des Sous-Aides.*

Du 4 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de la guerre,

Vu les décrets des 23 mars 1852 (1) et 21 juillet 1854 (2),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le cadre constitutif du corps de santé de l'armée
de terre comprendra à l'avenir des sous-aides inscrits dans la
hiérarchie à la suite des aides-majors de deuxième classe.

2. Le nombre des sous-aides est fixé à quatre cent soixante,
dont trois cents médecins et cent soixante pharmaciens.

3. Les sous-aides se recruteront suivant les conditions d'un
programme réglé par notre ministre secrétaire d'état au départe-
ment de la guerre.

4. Les étudiants en médecine admis dans le service de santé
militaire obtiendront, en proportion de la durée de leurs ser-
vices, la concession gratuite des inscriptions nécessaires pour
parvenir au grade de docteur en médecine ou de pharmacien
de première classe.

5. Les sous-aides ayant deux ans de fonctions seront appelés

(1) 1^{re} série; Bull. 520, n° 3969.

(2) 2^e série, Bull. 206, n° 1859.

à l'école impériale de médecine et de pharmacie militaires, dans la proportion des besoins, deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix, pour arriver ensuite au grade d'aide-major de deuxième classe, sous la réserve des conditions réglementaires.

6. La solde des sous-aides est fixée à quinze cents francs par an pour l'intérieur et à dix-huit cents francs sur le pied de guerre, indépendamment des prestations accessoires, attribuées par les tarifs en vigueur à la date du 23 mars 1852.

Chaque sous-aide reçoit, au moment de son entrée au service, une première mise d'équipement de cinq cents francs.

Par suite du rétablissement des fonctions de sous-aide, le roulement des aides-majors établi par l'article 18 du décret du 23 mars 1852 aura lieu de la manière suivante :

Au service des hôpitaux, dans la proportion des besoins, les aides-majors de première classe, deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix ;

Au service des corps de troupes, le complément des aides-majors de première classe, et les plus anciens des aides-majors de deuxième classe ;

Au service des hôpitaux, enfin, s'il y a lieu, le surplus des aides-majors de deuxième classe.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2955. — DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de la Loi du 2 mai 1855, qui établit une *Taxe municipale sur les Chiens.*

Du 4 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi du 2 mai 1855 portant, article 5, « Un règlement d'administration publique déterminera les formes à suivre pour l'assiette de l'impôt et les cas où l'infraction à ces dispositions donnera lieu à un accroissement de taxe. Cet accroissement ne pourra s'élever à plus du quadruple de la taxe fixée par les tarifs ; »

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DE L'ASSIETTE DE LA TAXE.

Art. 1^{er}. Les tarifs pour l'établissement de l'impôt qui doit être perçu, au profit des communes, sur les chiens, ne peuvent comprendre que deux taxes dans les limites de l'article 2 de la loi du 2 mai 1855.

La taxe la plus élevée porte sur les chiens d'agrément ou servant à la chasse.

La taxe la moins élevée porte sur les chiens de garde, comprenant ceux qui servent à guider les aveugles, à garder les troupeaux, les habitations, magasins, ateliers, etc. et, en général, tous ceux qui ne sont pas compris dans la catégorie précédente.

Les chiens qui peuvent être classés dans la première ou dans la seconde catégorie sont rangés dans celle dont la taxe est la plus élevée.

2. La taxe est due pour les chiens possédés au 1^{er} janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère.

La taxe est due pour l'année entière.

3. Lorsque le contribuable décède dans le courant de l'année, ses héritiers sont redevables de la portion de taxe non encore acquittée.

4. En cas de déménagement du contribuable hors du ressort de la perception, la taxe est immédiatement exigible pour la totalité de l'année courante.

5. Du 1^{er} octobre de chaque année au 15 janvier de l'année suivante, les possesseurs de chiens devront faire à la mairie une déclaration indiquant le nombre de leurs chiens et les usages auxquels ils sont destinés, en se conformant aux distinctions établies en l'article 1^{er} du présent décret.

Ceux qui auront fait cette déclaration avant le 1^{er} janvier

doivent la rectifier, s'il est survenu quelque changement dans le nombre ou la destination de leurs chiens.

6. Les déclarations prescrites par l'article précédent sont inscrites sur un registre spécial. Il en est donné reçu aux déclarants; les récépissés font mention des noms et prénoms du déclarant, de la date de la déclaration, du nombre et de l'usage des chiens déclarés.

7. Du 15 au 31 janvier, le maire et les répartiteurs, assistés du percepteur des contributions directes, rédigent un état matrice des personnes imposables.

8. L'état matrice présente les noms, prénoms et demeures des imposables, le nombre de chiens qu'ils possèdent et la catégorie à laquelle chaque animal appartient.

L'état matrice relate, en outre, les déclarations faites par les possesseurs de chiens, avec les détails nécessaires pour permettre d'apprécier les différences entre les déclarations et les faits constatés.

9. Du 1^{er} au 15 février, le percepteur adresse au directeur des contributions directes les états matrices rédigés conformément aux prescriptions ci-dessus, pour servir de base à la confection des rôles.

Il est procédé pour cette confection, pour la mise à exécution et la publication des rôles, la distribution des avertissements et le recouvrement des taxes, comme en matière de contributions directes, conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1855 et aux articles 2, 3 et 4 du présent décret. Les imposés acquitteront d'ailleurs leurs taxes, par portions égales, en autant de termes qu'il restera de mois à courir à dater de la publication des rôles, ainsi que cela est prescrit pour les patentés par l'article 24 de la loi du 25 avril 1844.

TITRE II.

DES INFRACTIONS AU PRÉSENT RÈGLEMENT.

10. Sont passibles d'un accroissement de taxe, 1^o celui qui, possédant un ou plusieurs chiens, n'a pas fait de déclaration; 2^o celui qui a fait une déclaration incomplète ou inexacte.

Dans le premier cas, la taxe sera triplée, et dans le second, elle sera doublée pour les chiens non déclarés ou portés avec une fausse désignation.

Lorsqu'un contribuable aura été soumis à un accroissement

de taxe et que, pour l'année suivante, il ne fera pas la déclaration exigée, ou fera une déclaration incomplète ou inexacte, la taxe sera quadruplée, dans le premier cas, et triplée dans le second.

11. Lorsque les faits pouvant donner lieu à des accroissements de taxe n'ont pas été constatés en temps utile pour entrer dans la formation du rôle primitif, il est dressé, dans le cours de l'année, un rôle supplémentaire, conformément aux dispositions du présent règlement.

TITRE III.

DES FRAIS DE LA CONFECTION DES RÔLES ET DES AVERTISSEMENTS.

12. Les frais d'impression relatifs à l'assiette de la taxe sur les chiens, ceux de la confection des rôles, de la confection et de la distribution des avertissements, sont à la charge des communes.

13. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 2956. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit extraordinaire de 300,000 francs, pour les Familles des Militaires morts à l'Armée d'Orient.*

Du 8 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Voulant que les sommes annuellement employées par l'État à célébrer la solennité du 15 août soient consacrées, cette année, à donner des secours aux familles des militaires morts à l'armée d'Orient;

Vu le programme de la fête du 15 août 1855 arrêté par notre ministre d'état, et dont la dépense s'élève à la somme de trois cent mille francs,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre un crédit extraordinaire de trois cent mille francs; cette somme sera distribuée aux familles des militaires morts à l'armée d'Orient.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8^e Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,

Le Ministre
d'état,

Le Ministre secrétaire d'état
de la guerre,

Signé P. MAGNE.

Signé ACHILLE FOULD.

Signé VALLANT.

N^o 2957. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau de Douanes des Fourgs (Doubs) à l'importation de certaines Marchandises.

Du 11 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois du 28 avril 1816 et du 27 mars 1817, sur les douanes;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1826 relatif à l'importation des laines en masse;

Vu la loi du 9 février 1832, sur le transit,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes des Fourgs, département du Doubs, est ouvert à l'importation,

1^o Des graines et farines;

2^o Des laines;

3^o Des marchandises payant plus de vingt francs par cent kilogrammes, ou nominativement désignées par l'article 2 de la loi du 27 mars 1817.

2. Le même bureau est ajouté pour le transit à ceux qui sont marqués de deux astérisques au tableau n° 2 annexé à la loi du 9 février 1832.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 2958. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Droit à l'importation de la Vannerie.

Du 11 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le droit à l'importation de la vannerie, autre que les tissus, est modifié et établi ainsi qu'il suit :

Vannerie en quelque végétal que ce soit,	brute	par navires français.....	6 ^f	} par 100 kilog.
		par navires étrangers.....	7	
	pelée	par navires français.....	12	
		par navires étrangers.....	14	
	coupée	par navires français.....	20	
		par navires étrangers.....	24	

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au départe-

ment des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre des finances, chargé de l'intérim du ministère
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé P. MAGNE.

N° 2959. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances de la Cour
des comptes pour l'année 1855.*

Du 11 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La cour des comptes prendra vacances en la présente année, du 1^{er} septembre au 31 octobre, avec les restrictions ci-après déterminées :

2. Il y aura pendant ce temps une chambre de vacations composée d'un président de chambre et de six conseillers maîtres, qui tiendra ses séances au moins trois jours de chaque semaine.

3. La chambre des vacations connaîtra de toutes les affaires attribuées aux trois chambres, sauf celles qui seront exceptées par un comité composé du premier président, des présidents de chambre et du procureur général, et desquelles le jugement sera renvoyé à la chambre compétente.

4. La chambre des vacations se composera cette année de
MM. d'Audiffret, Président de la deuxième chambre, président ;

Adam,
de Pleignes,
Lavollée,
Montanier,
de Courmont,
Martin,

} Conseillers maîtres.

M. de Pleignes, conseiller maître, remplacera le procureur général, en cas d'absence.

M. Lefebvre, greffier de la deuxième chambre, remplira l'office de greffier; il suppléera le greffier en chef, en l'absence de ce dernier autorisée par le premier président.

5. Le premier président désignera ceux des conseillers référendaires qui pourront prendre part aux vacances sans préjudice pour le service de la cour, et sans que, dans aucun cas, il puisse donner des congés à plus de la moitié des conseillers référendaires.

6. L'absence qui aura lieu en vertu des dispositions qui précèdent sera comptée comme temps d'activité.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Août 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé **P. MAGNE**.

N° 2960. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a utilité publique à occuper, pour l'agrandissement de la gare du chemin de fer d'Orléans à Paris, plusieurs parcelles de terrains appartenant à divers; lesdites parcelles désignées par des teintes bleue et rose sur un plan qui restera annexé au décret. (*Paris, 26 Mai 1855.*)

N° 2961. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de l'Ardèche, n° 5, de la croisière d'Uzer au Monestier, entre Largentière et la borne kilométrique n° 7, suivant la direction générale figurée par la ligne rouge M N, sur l'extrait du plan que l'ingénieur en chef a visé, le 22 décembre 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 2 Juin 1855.*)

N° 2062. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la route départementale du Gard n° 14, du pont de Nizon à Villeneuve-lès-Avignon, est et demeure déclassée. (Paris, 2 Juin 1855.)

N° 2063. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le syndicat des marais mouillés de la Vendée est autorisé à remplacer, conformément aux projets approuvés par décisions ministérielles du 16 juin 1854 et du 13 avril 1855, la rigole unique autorisée par l'ordonnance du 22 mai 1844 (1), par une rigole de ceinture partant du pré Lagrange à la Solterrie, passant proche des villages d'Ambreuil, le Mazen et Reth et aboutissant à Dapavix, en se reliant au canal de Reth et à celui de la vieille Antise;

2° Les deux syndicats des Deux-Sèvres et de la Vendée participeront à la dépense de la rigole principale dans la proportion établie par l'ordonnance royale du 24 août 1833 (2);

3° Le syndicat de la Vendée reste chargé de la dépense à faire pour le canal de Reth et ses prolongements;

4° Chaque syndicat payera les plantations et les ponts qui seront établis sur sa circonscription;

5° Les travaux, y compris les chemins latéraux à établir le long des rigoles, sont déclarés d'utilité publique. En conséquence, les syndicats des Deux-Sèvres et de la Vendée sont substitués aux droits et obligations que l'administration tient de la loi du 3 mai 1841, pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux;

6° Le droit de pêche dans la rigole, appartiendra aux syndicats, chacun dans l'étendue correspondante à son département;

7° Les ordonnances royales des 24 août 1833 et 22 mai 1844 sont maintenues dans les dispositions qui ne sont pas contraires à celles ci-dessus énoncées. (Paris, 2 Juin 1855.)

N° 2064. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement de la partie du chemin de fer de la rivière du Lot à Montauban, de parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire de la commune de Montauban et désignées dans un tableau indicatif et sur un plan parcellaire produits, à la date du 23 mai 1855, par l'ingénieur en

(1) IX^e série, Bull. 1131, n° 11,477

(2) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 272, n° 5085.

chef de la compagnie du chemin de fer Grand-Central de France; le tableau indicatif et le plan parcellaire resteront annexés au décret. (Paris, 6 Juin 1855.)

N° 2965. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de Vaucluse n° 15, de la route impériale n° 100 à la route départementale n° 6, entre Bonnieux et le plateau des Claparèdes, suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé, le 29 janvier 1855, et qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 22 Juin 1855.)

N° 2966. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 7, d'Aix à Istres, entre la partie neuve du Malvayat et la borne kilométrique n° 6, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 21 décembre 1853;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 22 Juin 1855.)

N° 2967. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant:

ART. 1^{er}. La ville de Mulhouse est autorisée à exploiter la grue que les sieurs Stéhelin et Huber ont établie sur le canal du Rhône au Rhin; au bassin de Mulhouse, pour l'embarquement et le débarquement des marchandises, en vertu d'une ordonnance royale du 20 janvier 1844.

2. La ville de Mulhouse payera à l'État une redevance annuelle de trente francs pour le loyer du terrain occupé par la grue.

3. Le maximum du droit à percevoir pour le chargement et le déchargement des marchandises sera de un franc par mille kilogrammes.

4. La durée de la concession est fixée à neuf années, à partir du 21 novembre 1852.

5. Si, pendant cette période de neuf années, l'administration jugeait convenable de supprimer la grue dont il s'agit, la ville de Mulhouse ne pourrait être admise à réclamer aucune indemnité ni dédommagement quelconque pour cette suppression, qui devrait être opérée à la première réquisition de l'administration. (Paris, 27 Juin 1855.)

N° 2968. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui autorise M. Conil, ancien délégué de l'île de la Réunion, à enlever et à exploiter, moyennant une redevance et en se conformant aux clauses et conditions stipulées dans un acte annexé au décret, les sables et galets du littoral de cette colonie. (Paris, 31 Juillet 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Août 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 22 Août 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 321.

N° 2969. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Marcq-en-Barœul (Nord), d'un Etablissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur.*

Du 6 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération, en date du 30 décembre 1852, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Angers (Maine-et-Loire), demande l'autorisation, 1° de fonder un établissement de religieuses de son ordre à Marcq-en-Barœul (Nord); 2° d'acquérir de la demoiselle *Mélanie Luiset*, moyennant une rente viagère de quinze cents francs, divers bâtiments avec dépendances actuellement occupés par les sœurs à Marcq-en-Barœul, et contenant quatre-vingt-quatorze ares douze centiares;

Vu l'engagement pris par les sœurs appelées à diriger le nouvel établissement de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu le plan de l'immeuble à acquérir;

Vu le procès-verbal d'estimation qui en porte la valeur à vingt et un mille francs;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Marcq-en-Barœul;

Vu l'état des recettes et dépenses présumées de l'établissement de Marcq-en-Barœul;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation;

Vu l'avis du conseil municipal de Marcq-en-Barœul, en date du 14 août 1853;

Vu les avis de l'archevêque de Cambrai et de l'évêque d'Angers, en date des 2 août 1853 et 29 janvier 1855, et ceux des préfets du Nord et de Maine-et-Loire, en date des 3 août 1853, et 10 mai 1855;

Vu le décret du 13 septembre 1852 (1), qui a autorisé la congréga-

(1) 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

tion des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Angers, ensemble le décret du 16 juillet 1810 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris, que les sœurs du Bon-Pasteur ont adoptés;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité, dites du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 13 septembre 1852, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre, à Marcq-en-Barœul (Nord), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810, pour la congrégation des sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris (Seine), et que les sœurs du Bon-Pasteur ont adoptés.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Angers, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, de la demoiselle *Mélanie Luiset*, moyennant une rente viagère de quinze cents francs et aux clauses et conditions énoncées dans l'acte sous seings privés, du 30 octobre 1852, un terrain avec divers bâtiments d'une contenance totale de quatre-vingt-quatorze ares douze centiares, et d'une valeur estimative de vingt et un mille francs, situé sur le territoire de la commune de Marcq-en-Barœul.

Il sera passé acte public de cette acquisition.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

(1) IV^e série, Bull. 305, n° 5790.

N° 2979. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, au Puy, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur.

Du 6 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, dont la maison mère est à Angers (Maine-et-Loire), en date du 24 février 1854, tendant à obtenir l'autorisation de fonder un établissement de sœurs de son ordre au Puy (Haute-Loire);

Vu l'engagement souscrit par les sœurs appelées à diriger cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu au Puy;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de l'établissement du Puy;

Vu l'avis du conseil municipal du Puy, en date du 14 août 1854;

Vu les avis des évêques du Puy et d'Angers et des préfets de la Haute-Loire et de Maine-et-Loire, en date des 14 juillet, 4, 27 et 29 septembre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 31 décembre 1854;

Vu le décret du 13 septembre 1852 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Angers, et le décret du 16 juillet 1810 (2), qui approuve les statuts adoptés par cette congrégation;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 13 septembre 1852,

(1) 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

(2) 1^{re} série, Bull. 306, n° 5790.

est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre au Puy (Haute-Loire), à la charge, par ces religieuses, d se conformer exactement aux statuts adoptés pour la maison mère et approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2971. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Pierre-de-Maillé (Vienne), d'un Établissement de Filles de la Croix, des Sœurs de Saint-André.*

Du 6 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des filles de la Croix, dites sœurs de Saint-André, dont la mère est à la Puye, en date des 11 janvier 1853 et 15 mars 1854 tendant à obtenir, 1° la reconnaissance légale de l'établissement des sœurs de son ordre existant de fait à Saint-Pierre-de-Maillé; 2° l'autorisation d'accepter en ce qui le concerne, les legs faits, par le sieur René Renier, à ladite congrégation, en faveur de cet établissement et consistant en divers objets mobiliers évalués cent soixante francs et en deux créances s'élevant ensemble à deux mille cinq cents francs;

Vu le testament public du sieur Renier, en date du 15 novembre 1851;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 2 décembre 1851;

Vu le procès-verbal d'évaluation des objets mobiliers légués;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs qui dirigent l'établissement

ment de Saint-Pierre-de-Maillé de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Pierre-de-Maillé, en date du 7 mai 1854, relative à la reconnaissance légale demandée;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des filles de la Croix;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'établissement de Saint-Pierre-de-Maillé;

Vu la copie des statuts de la congrégation certifiée conforme par la supérieure générale;

Vu les avis de l'évêque de Poitiers et du préfet de la Vienne, en date des 25 mars et 21 juillet 1854;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (1) portant approbation des statuts de la congrégation des filles de la Croix, et celle du 28 mai suivant (2), qui a autorisé cette congrégation;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Croix, dites sœurs de Saint-André, existant à la Puye (Vienne), en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Saint-Pierre-de-Maillé (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des filles de la Croix, à la Puye, au nom de cette congrégation, et le maire de Saint-Pierre-de-Maillé, au nom tant de la commune que des pauvres, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à cette congrégation par le sieur *René Renier*, suivant son testament public du 15 novembre 1851, et consistant, 1° en divers objets mobiliers évalués cent soixante francs; 2° en deux créances montant ensemble à deux mille cinq cents francs, dont les inté-

(1) VII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

rêts annuels devront être affectés à l'entretien dans l'établissement des filles de la Croix existant à Saint-Pierre-de-Maillé, d'une sœur qui sera employée à soigner les malades de l'hôpital de cette commune.

En cas de remboursement des créances léguées, les capitaux seront placés en rentes sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries le 6 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2972. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Berles-Monchel (Pas-de-Calais), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 6 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié, en date du 7 novembre 1853, par lequel le sieur *Autricque*, agissant au nom et comme mandataire du sieur *Cardon de Montigny*, des sieur et dame *Asselin de Villeqatier* et de la dame veuve de *Morell d'Aubigny d'Assy*, ont fait donation,

1° A la commune de Berles-Monchel, d'une maison avec dépendances, située à Berles-Monchel, à la charge d'affecter à perpétuité cet immeuble à l'usage exclusif d'une école dirigée par une sœur de la Providence, dépendant de la congrégation du même nom dont le siège est à Rouen ;

2° A la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen, de diverses rentes trois pour cent sur l'État, s'élevant ensemble à deux cents francs et de divers objets mobiliers, à la charge notamment d'entretenir à Berles-Monchel une sœur au moins de son ordre, qui

seya tenue de donner l'enseignement gratuit aux jeunes filles pauvres de la commune;

3° A la fabrique de l'église succursale de Berles-Monchel,

1° D'une maison avec jardin et dépendances, sous la condition de l'affecter à usage de presbytère; 2° de deux rentes trois pour cent sur l'État, de six francs chacune, à charge de services religieux; 4° à la fabrique de l'église succursale d'Hauteville, d'une rente de même nature de six francs, également à charge de services religieux;

Vu les certificats de vie des donateurs, en date du 23 décembre 1853;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, en date du 7 avril 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter les donations; 2° de fonder à Berles-Monchel un établissement de sœurs de son ordre;

Vu les délibérations, en date des 9 octobre et 20 décembre 1853 et 8 janvier 1854, par lesquelles le conseil municipal de la commune de Berles-Monchel et les conseils de fabrique des églises succursales de Berles-Monchel et d'Hauteville demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu les procès-verbaux d'estimation portant à quatre mille cinq cents francs la valeur de la maison donnée à la commune de Berles-Monchel, et à six mille francs celle de l'immeuble destiné à servir de presbytère;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune des donateurs;

Vu l'ordonnance royale du 29 février 1816 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen, et celle du 27 juin 1842 (2), qui a autorisé cette congrégation;

Vu l'engagement pris par les religieuses qui composeront l'établissement projeté à Berles-Monchel de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements religieux donateurs, vérifiés et certifiés par les préfets du Pas-de-Calais et de la Seine-Inférieure;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Berles-Monchel, le 2 janvier 1854, au sujet de la fondation projetée;

Vu l'avis du conseil municipal de Berles-Monchel, en date du 2 janvier 1854, sur le même objet;

Vu les avis de l'archevêque de Rouen, de l'évêque d'Arras et des

(1) VII^e série, Bull. 80, n° 607.

(2) IX^e série, Bull. 922, n° 10,064.

préfets de la Seine-Inférieure et du Pas-de-Calais, en date des 24 avril, 3, 12 et 17 mai 1852 et 5 juin 1855 :

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 10 septembre 1854 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Rouen (Seine-Inférieure), en vertu d'une ordonnance royale du 27 juin 1842, est autorisée à fonder à Berles-Monchel (Pas-de-Calais) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 29 février 1816.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen (Seine-Inférieure), au nom de cet établissement, et le maire de la commune de Berles-Monchel (Pas-de-Calais), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite congrégation par le sieur *Evariste-Jules-Joseph Cardon de Montigny*, les sieur et dame *Asselin de Villequier* et la dame veuve de *Morell d'Aubigny d'Assy*, suivant acte notarié du 7 novembre 1853, et consistant, 1° en quatre rentes trois pour cent sur l'État, l'une de cent trente-quatre francs, l'autre de vingt-six francs et les deux autres de vingt francs chacune, telles qu'elles sont désignées dans l'acte de donation ; 2° dans divers objets mobiliers évalués à six cent soixante et dix-huit francs soixante centimes, à la charge notamment d'entretenir à Berles-Monchel une sœur au moins de son ordre, qui sera tenue de donner l'enseignement gratuit aux jeunes filles pauvres de cette commune.

Les quatre rentes sur l'État précitées, montant ensemble à deux cents francs, seront immatriculées au nom de la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen.

3. Le maire de la commune de Berles-Monchel (Pas-de-Calais), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation faite à la commune de Berles-Monchel, suivant acte notarié du 7 novembre 1853, par le sieur *Évariste-Jules-Joseph Cardon de Montigny*, les sieur et dame *Asselin de Villequier* et la dame veuve de *Morell d'Aubigny-d'Assy*, d'une maison avec jardin et dépendances, située à Berles-Monchel et estimée quatre mille cinq cents francs, pour être affectée à l'usage exclusif d'une école de filles sous la direction d'une sœur de la Providence de Rouen.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Berles-Monchel (Pas-de-Calais) est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette fabrique par le sieur *Évariste-Jules-Joseph Cardon de Montigny*, les sieur et dame *Asselin de Villequier* et la dame veuve de *Morell d'Aubigny d'Assy*, suivant acte notarié du 7 novembre 1853, et consistant, 1° en une maison avec jardin et dépendances, située à Berles-Monchel et estimée six mille francs, pour servir de presbytère aux desservants successifs de cette église; 2° dans deux rentes trois pour cent sur l'État, de six francs chacune, à prendre sur une inscription de rente trois pour cent au porteur de cinquante francs, sous le n° 17,235.

Ces deux rentes de six francs seront immatriculées au nom de la fabrique de l'église de Berles-Monchel.

5. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale d'Hauteville (Pas-de-Calais) est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cet établissement par le sieur *Évariste-Jules-Joseph Cardon de Montigny*, les sieur et dame *Asselin de Villequier* et la dame veuve de *Morell d'Aubigny d'Assy*, suivant acte notarié du 7 novembre 1853, et consistant dans une rente trois pour cent sur l'État, de six francs, à prendre sur une inscription de rente trois pour cent au porteur de cinquante francs, n° 17,235.

Cette rente de six francs sera immatriculée au nom de la fabrique de l'église d'Hauteville.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2973. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Zimming (Moselle), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 6 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, à Peltre (Moselle), en date du 25 mars 1853, tendant à obtenir l'autorisation de fonder un établissement de sœurs de son ordre à Zimming (même département);

Vu la délibération du conseil municipal de Zimming, en date du 4 janvier 1852, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter les legs faits par le sieur *Hestroffer* à cette commune pour faciliter la fondation et l'entretien de l'établissement d'une sœur à Zimming, et consistant, 1° en une maison estimée deux mille francs; 2° en une somme de deux mille francs;

Vu le testament public du sieur *Hestroffer*, en date du 5 juin 1851;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 12 juillet 1851;

Vu le procès-verbal d'estimation de la maison léguée portant sa valeur à deux mille francs;

Vu le consentement à la délivrance des legs précités, donné, le 21 avril 1855, par sept des héritiers du testateur, ensemble les documents constatant l'interpellation adressée aux autres successibles;

Vu les renseignements transmis sur la valeur de la succession du sieur *Hestroffer*;

Vu l'engagement souscrit par la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence de faire observer les statuts de l'ordre par celle des sœurs de la congrégation qu'elle appellera à la direction de l'établissement de Zimming;

Vu la copie de ces statuts, certifiées conforme par la supérieure générale;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées du futur établissement;

Vu les délibérations du conseil municipal de Zimming, en date des 26 février et 9 juillet 1854, relatives à la fondation de cet établissement et dont la dernière constate le vote d'une subvention de cent vingt francs pour compléter les ressources nécessaires à l'entretien de cet établissement;

Vu les avis de l'évêque de Metz et du préfet de la Moselle, en date des 4 janvier et 28 mars 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 10 février 1855;

Vu l'ordonnance royale du 28 mai 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence à Forbach, et celle du 13 novembre 1839 (2), qui a autorisé sa translation à Peltre;

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (3), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 18 juillet 1837;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence existant primitivement à Forbach (Moselle), en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, et dont le siège a été transféré à Peltre (même département) en vertu d'une ordonnance du 13 novembre 1839, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Zimming (Moselle), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 30 avril 1826.

2. Le maire de Zimming (Moselle), au nom de cette commune, est autorisé à accepter les legs d'une maison estimée deux mille francs et d'une somme de deux mille francs faits à la commune de Zimming par le sieur *Pierre Hestroffer*, suivant son testament public du 5 juin 1851, à la charge de fonder et

(1) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

(2) IX^e série, Bull. 694, n° 8361.

(3) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

d'entretenir dans cette commune une école de filles dirigée par une sœur.

La somme de deux mille francs précitée sera employée en achat de rentes sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2974. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire pour le paiement de la première annuité de la subvention due par l'État à la ville du Havre aux termes de la loi du 22 juin 1854.*

Du 8 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 22 juin 1854 et le décret du 15 décembre suivant (1) portant répartition des crédits ouverts pour les dépenses de l'exercice 1855 ;

Vu la loi du 22 juin 1854 relative à des conventions entre l'État et la ville du Havre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500,000^f) pour le paiement à la ville du Havre de la première annuité de la subvention qui lui est due par l'État aux termes de la loi du 22 juin 1854 ;

(1) Bull. 241, n° 2193.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa plus prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 2975. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1855 une portion du Crédit ouvert, sur l'exercice 1854, pour la création d'Établissements modèles de Bains et Lavoirs publics, gratuits ou à prix réduits.*

Du 11 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu le décret du 31 août 1854 (1), qui a ouvert sur l'exercice 1854 un crédit de quatre cent quatre-vingt-douze mille cent cinquante-cinq francs quarante-neuf centimes pour continuer les dépenses résultant de l'exécution de la loi du 3 février 1851 concernant les établissements modèles de bains et lavoirs publics gratuits ou à prix réduits ;

Considérant qu'une somme de trente mille quatre cent trente-trois francs seulement a été dépensée dans le cours de l'année 1854 sur le crédit ci-dessus mentionné, qu'il reste libre, par conséquent, une somme de quatre cent soixante et un mille sept cent vingt-deux francs quarante-neuf centimes, et que les engagements pris envers les communes nécessitent l'ouverture d'urgence d'un nouveau crédit de même nature sur l'exercice 1855 ;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1855,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'intérieur, pour l'exer-

(1) Bull. 214, n° 1936.

cide 1855, un crédit de quatre cent soixante et un mille sept cent vingt-deux francs quarante-neuf centimes pour continuer les dépenses résultant de l'exécution de la loi du 3 février 1851, concernant les établissements modèles de bains et lavoirs publics gratuits ou à prix réduits.

Une somme pareille de quatre cent soixante et un mille sept cent vingt-deux francs quarante-neuf centimes est annulée sur le crédit de quatre cent quatre-vingt-douze mille cent cinquante-cinq francs quarante-neuf centimes ouvert au ministère de l'intérieur par le décret du 31 août 1854.

2. La régularisation du crédit ouvert par l'article précédent sera proposée au Corps législatif.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 2976. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui licencie des Compagnies de Fusiliers et de Pionniers de discipline.*

Du 16 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sixième, septième et huitième compagnies de fusiliers de discipline, et la troisième compagnie de pionniers de discipline sont licenciées.

2. La compagnie de fusiliers de discipline portant le n° 9 prendra le n° 6.

3. Les officiers des compagnies supprimées seront mis en non-

activité par licenciement de corps, conformément à l'article 5 de la loi du 19 mai 1834, et replacés dans des corps d'infanterie.

4. Les sous-officiers, caporaux, tambours et enfants de troupe de ces mêmes compagnies seront répartis dans des corps d'infanterie d'Afrique, où ils seront, au besoin, provisoirement placés à la suite.

5. Les soldats des trois compagnies de fusiliers dissoutes seront versés dans les première, deuxième, quatrième et cinquième de fusiliers, et ceux de la troisième compagnie de pionniers dans la première de pionniers.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2977. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des délibérations de la Commission municipale de Paris relatives aux Voitures dites de place et aux Voitures dites de régie ou remise.*

Du 16 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations de la commission municipale de Paris, des 23 mars et 13 juillet 1855, qui ont voté l'adoption d'un projet de traité entre l'administration municipale et une compagnie de capitalistes ayant pour objet :

1° La création immédiate de cinq cents nouvelles voitures dites de place ;

2° La création successive de nouvelles voitures dites de régie ou remise, jusqu'à concurrence de cinq cents ;

3° La fixation uniforme, au taux de trois cent soixante-cinq francs par an, des redevances dues par toutes les voitures de place ;

4° L'obligation par la susdite compagnie de payer la même redevance de trois cent soixante-cinq francs, tant pour chacune des nou-

velles voitures *de régie* ou *remise* établie par elle que pour chaque voiture de la même nature qu'elle achètera à l'amiable des propriétaires actuels;

5° L'obligation par la même compagnie d'acheter de tous ceux qui la requerront : 1° les numéros des voitures *de place* actuellement existants au prix minimum de sept mille cinq cents francs pour les fiacres ou coupés, et six mille cinq cents francs pour les cabriolets, indépendamment du matériel (voitures et chevaux), qui sera évalué à l'amiable ou par expertise contradictoire; 2° le matériel des voitures *de régie* ou *remise*, au prix qui sera fixé à l'amiable ou d'après une expertise contradictoire;

6° L'obligation aussi par la même compagnie d'admettre à la fusion, dans son entreprise, les propriétaires de voitures *de place* ou de voitures *de régie* qui la demanderaient;

Vu la loi du 11 frimaire an VII;

Vu le décret du 9 juin 1808;

La loi du 18 juillet 1837;

La section de l'intérieur de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les délibérations susvisées de la commission municipale de Paris, des 23 mars et 13 juillet 1855, sont approuvées.

Une expédition de ces délibérations restera ci-annexée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé BILLAULT.



Certifié conforme :

Paris, le 31^{er} Août 1855,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 31 Août 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 322.

N° 2978. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 22 Août 1855.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)					28 ^f 26 ^s
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	24 ^f 39 ^s	24 ^f 64 ^s	24 ^f 71 ^s	
	Gard.....	Gray.....	27 00	27 00	27 50	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	29 60	29 60	30 70	
	Var.....	Marseille.....	31 10	30 94	31 96	
	Corse.....					
	Algérie.....					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					26 32
	Landes.....					
	B ^{se} -Pyrénées..	Marans.....	25 50	25 50	26 83	
	H ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	28 15	28 50	28 67	
	Ariège.....	Toulouse.....	24 39	24 64	24 71	
	Haute-Garonne..					
2 ^e	(Jura.....)					29 59
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	27 00	27 00	27 50	
	Isère.....	Saint-Laurent..	30 40	30 33	31 14	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	31 04	30 90	31 03	
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

X^e Série.

20

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			Prix moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	Mulhouse.... Strasbourg....	30 ^f 91 ^s 28 65	32 ^f 11 ^s 28 86	32 ^f 27 ^s 29 78	30 ^f 43 ^s
2 ^e	Nord..... Pas-de-Calais.. Somme..... Seine-Inférieure.. Eure..... Calvados.....	Bergues..... Arras..... Roye..... Soissons..... Paris..... Rouen.....	31 39 33 20 30 69 29 60 Pas de vente 31 82	31 60 31 64 30 02 29 97 28 98 31 35	33 01 31 02 30 62 31 41 30 89 30 79	31 06
3 ^e	Loire-Inférieure.. Vendée..... Charente-Inférieure.	Saumur..... Nantes..... Marans.....	25 57 29 39 25 50	26 76 29 30 25 50	28 42 30 31 26 83	27 51
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle..... Meuse..... Ardennes..... Aisne.....	Metz..... Verdun..... Charleville.... Soissons.....	27 28 27 84 31 13 29 60	28 40 28 16 30 78 29 97	29 23 27 91 30 86 31 41	29 38
2 ^e	Manche..... Ile-et-Vilaine.. Côtes-du-Nord.. Finistère..... Morbihan.....	Saint-Lô..... Paimpol..... Quimper..... Hennebon.... Nantes.....	34 62 26 63 27 17 25 39 29 39	33 71 26 38 27 29 25 38 29 30	35 81 24 71 27 33 25 76 30 31	28 61

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 22 Août 1855.

Signé E. ROUSSEAU.

N° 2979. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Legs fait par le Docteur Jecker à l'Académie des Sciences.*

Du 4 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le testament notarié, en date du 13 mars 1851, fait par feu *M. Jecker*, en son vivant docteur en médecine, résidant à Paris ;

Vu le décret du 16 août 1851 (1) par lequel l'académie des sciences de l'Institut impérial de France a été autorisée à accepter le legs d'une somme de deux cent mille francs qui lui a été fait par le docteur *Jecker*, pour la fondation d'un prix annuel à décerner à l'auteur de l'ouvrage le plus utile sur la chimie organique ;

Vu le projet de transaction entre ladite compagnie et les héritiers du docteur *Jecker*, en date du 10 mars 1852, duquel il résulte que ledit legs de deux cent mille francs est réduit à cent cinquante mille francs ;

Vu les délibérations de l'académie des sciences, en date des 15 mars 1852 et 3 janvier 1853, sur ledit projet de transaction ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, sur ces délibérations ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le projet de transaction préparé, le 10 mars 1852, entre l'académie des sciences et les héritiers de feu le docteur *Jecker*, relativement au legs de deux cent mille francs fait par ledit docteur *Jecker* à l'académie des sciences, est approuvé.

2. En vertu de ladite transaction, le legs de deux cent mille francs est réduit à la somme de cent cinquante mille francs.

3. Cette somme sera placée en rentes sur l'État, et le revenu en sera, sous l'approbation du Gouvernement, employé par l'académie de la manière qu'elle jugera la plus propre à hâter les progrès de la chimie organique.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) 1^{re} série, Bull. 437, n° 3185.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2980. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la liquidation des Caisses d'épargne des Instituteurs communaux.

Du 8 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'article 15 de la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire;

Vu l'ordonnance du 13 février 1838 (1), qui détermine les statuts des caisses d'épargne et de prévoyance établies en faveur des instituteurs primaires communaux;

Vu l'ordonnance, en date du même jour (2), qui charge la caisse des dépôts et consignations de recevoir et d'administrer les fonds provenant des caisses d'épargne des instituteurs primaires communaux;

Vu l'article 39 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu les lois des 18 juin 1850 et 28 mai 1853, sur la caisse des retraites pour la vieillesse, ensemble le décret impérial du 18 août 1853 (3);

Vu le décret du 29 décembre 1853 (4) relatif aux caisses d'épargne et de prévoyance des instituteurs communaux;

Vu l'avis du conseil impérial de l'instruction publique, en date du 30 juin 1854;

Notre Conseil d'état entendu,

(1) 1^{re} série, Bull. 560, n° 7314.

(2) 1^{re} série, Bull. 560, n° 7315.

(3) 1^{re} série, Bull. 84, n° 755.

(4) 1^{re} série, Bull. 123, n° 1035.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation du présent décret, les comptes individuels des instituteurs communaux dans les caisses d'épargne départementales seront clos et arrêtés, en capital et intérêts, au 30 juin 1855, par les commissions de surveillance desdites caisses.

Le relevé en double expédition de ces comptes individuels sera transmis par le préfet au receveur général préposé de la caisse des dépôts et consignations.

Le compte de chaque ayant droit lui sera notifié par l'inspecteur des écoles de l'arrondissement.

2. Les instituteurs qui ont des fonds placés dans les caisses d'épargne et de prévoyance seront admis à les transférer à la caisse des retraites de la vieillesse, avec ou sans aliénation de capital. Ils pourront aussi, s'ils le préfèrent, demander que leurs fonds soient déposés à la caisse des dépôts et consignations, selon ce qui sera réglé ci-après.

La déclaration des instituteurs pour l'emploi de leurs fonds devra être faite dans le délai d'un mois à partir du jour de la notification de leur compte.

3. Dans le cas de versement à la caisse des retraites pour la vieillesse, l'intéressé souscrira une déclaration dont la formule lui sera remise à cet effet, et qui devra comprendre les énonciations exigées par les lois des 18 juin 1850 et 28 mai 1853, et par le décret réglementaire du 18 août 1853. Il y joindra les pièces requises par lesdites lois et règlement et renverra le tout à l'inspecteur des écoles de son arrondissement.

4. L'inspecteur vérifiera les documents produits ; il y joindra ses observations et les adressera au préfet avec l'état nominatif des instituteurs intéressés. Le préfet transmettra le tout à la caisse des dépôts et consignations, par l'intermédiaire du receveur général.

5. Faute par les intéressés d'avoir fait l'une des déclarations prescrites par l'article 2, les sommes leur appartenant seront transférées d'office à la caisse des retraites pour la vieillesse, capital réservé, avec jouissance de la pension viagère à l'âge de cinquante-cinq ans, ou à l'année d'âge accomplie qui suivra, après cinquante-cinq ans, l'expiration du délai prescrit par l'article 6 de la loi du 28 mai 1853.

L'état des instituteurs à qui cette disposition sera devenue

applicable sera également dressé par l'inspecteur et transmis au préfet.

La délivrance des livrets et la liquidation des rentes viagères afférentes à ces versements d'office seront suspendues jusqu'à la production des déclarations et des pièces exigées des déposants par les lois et règlements de la caisse des retraites.

6. Si les instituteurs demandent que leurs fonds soient déposés à la caisse des dépôts et consignations, ils souscriront une déclaration de versement dont la formule leur sera remise et qui fera connaître leurs nom, prénoms et domicile. Cette pièce sera par eux renvoyée à l'inspecteur des écoles de l'arrondissement, qui la transmettra au préfet, avec l'état nominatif des instituteurs qui auront fait la déclaration.

7. Les fonds seront centralisés à la caisse des dépôts et consignations et seront l'objet d'un compte spécial sous le titre : *Dépôt des anciennes caisses d'épargne des instituteurs communaux.*

Les intérêts, réglés conformément à l'ordonnance ci-dessus visée du 13 février 1838, continueront d'être capitalisés tous les six mois.

8. La caisse des dépôts et consignations liquidera les remboursements à opérer, sur l'avis donné par les préfets, que l'instituteur n'exerce plus ses fonctions par suite de retraite, démission ou révocation, ou sur la production des pièces établissant son décès et les titres des ayants droit.

Les certificats de propriété à produire, dans ce dernier cas, doivent être délivrés dans les formes et suivant les règles prescrites par la loi du 28 floréal an VII.

9. Notre ministre de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 2981. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la reconstruction de la Sorbonne.*

Du 11 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les ordonnances du 16 mai 1821 et du 21 août 1845, ensemble le décret du 8 février 1852 (1), relatifs à la propriété des bâtiments de la Sorbonne ;

Vu les rapports des commissions mixtes instituées en 1846 et 1852 à l'effet de reviser les différents projets relatifs à la reconstruction de la Sorbonne ;

Vu les plans et devis de l'avant-projet présenté par la commission mixte de 1852 ;

Vu la délibération de la commission municipale de la ville de Paris, en date du 13 juillet 1855 ;

Vu le traité du 10 août 1855 intervenu entre notre ministre de l'instruction publique et des cultes, au nom de l'Etat, et le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, pour l'agrandissement du périmètre de la Sorbonne et la reconstruction de cet édifice ;

Vu le décret du 22 août 1854, sur le régime des établissements d'enseignement supérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

Art. 1^{er}. La reconstruction de la Sorbonne est autorisée, aux clauses, charges et conditions énoncées dans le traité du 10 août 1855 ci-dessus visé, lequel demeure annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Août 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé **H. FORTOUL**.

(1) 2^e série, Bull. 297, n° 3722.

N° 2982. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Mulhouse, de diverses parcelles de terrain, non bâties, appartenant à divers et situées sur le territoire des communes de Saint-Martin-ès-Vignes, Troyes, Saint-Julien et Briviandes (Aube); lesdites parcelles désignées sur quatre plans et sur quatre états indicatifs qui resteront annexés au décret. (*Paris, 27 Juin 1855.*)

N° 2983. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale du Finistère n° 10, de Brest à Saint-Renan, entre l'anse de Pontaliben et la croix de Kéroual-Bian (2° côte de Penfeld), suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan dressé par l'ingénieur en chef, le 14 novembre 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 30 Juin 1855.*)

N° 2984. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Mulhouse, de dix-sept parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers et situées sur le territoire de la commune de Champagny (Haute-Saône); lesdites parcelles désignées par les n° 319-662, 322-662, 323-663 et suivants, sur un tableau indicatif qui restera annexé au décret. (*Paris, 30 Juin 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Septembre 1855,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
 d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 1^{er} Septembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 323.

N° 2985. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant création de deux nouveaux Bataillons de Chasseurs à pied.*

Du 14 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé deux nouveaux bataillons de chasseurs
à pied, qui prendront les numéros 21 et 22.

2. Ces deux bataillons seront organisés d'après les bases dé-
terminées par le décret du 22 novembre 1853 (1). Toutefois,
ils n'auront provisoirement que huit compagnies au lieu de
dix.

3. Les seize compagnies nécessaires pour la formation des
vingt et unième et vingt-deuxième bataillons seront prises, à
raison de deux par corps, aux deuxième, huitième, onzième,
douzième, treizième, quinzisième, seizième et vingtième ba-
taillons.

4. Ces huit anciens bataillons, de même que les deux nou-
veaux, resteront provisoirement organisés à huit compagnies.
Le ministre de la guerre sera juge de l'époque à laquelle les uns
et les autres devront être complétés à dix compagnies.

5. Les emplois de capitaine, de lieutenant et de sous-lieute-
nant qui viendront à vaquer, par suite de la formation des
états-majors des vingt et unième et vingt-deuxième bataillons de
chasseurs à pied, seront, par exception aux dispositions de

(1) Bull. 113, n° 970.

l'article 34 de l'ordonnance du 16 mars 1838 (1), donnée aux militaires du corps où la vacance se sera produite.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 2986. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Roncq (Nord), d'un Établissement de Filles de la Providence, dites de Sainte-Thérèse.

Du 28 Août 1855.

**NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié du 18 juillet 1853, par lequel le sieur Naninck fait donation à la congrégation des Filles de la Providence, dites de Sainte-Thérèse, à Avesnes, d'une maison avec jardin et dépendances, situées à Roncq, pour être affectée à l'usage d'un pensionnat et d'une école ;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 20 avril 1854 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, en date du 15 avril 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation précitée ; 2° de fonder à Roncq un établissement de sœurs de son ordre ;

Vu la délibération, en date du 13 mai 1854, par laquelle le conseil municipal de Roncq demande à accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées ;

Vu le procès verbal d'estimation de l'immeuble donné portant sa valeur à huit mille francs ;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune du donateur ;

(1) ix^e série, Bull. 566, n° 7344.

Vu l'ordonnance royale du 22 avril 1827 (1), qui a autorisé l'association religieuse des sœurs de la Providence, dites *de Sainte-Thérèse*, à Avesnes, sous le titre de *communauté de supérieures locales*;

Vu l'ordonnance royale du 1^{er} avril de la même année (2), qui a approuvé ses statuts;

Vu le décret impérial du 14 décembre 1852 (3), qui a autorisé cette communauté comme congrégation dirigée par une supérieure générale et a modifié ses statuts;

Vu l'engagement pris par les membres de la congrégation désignés pour faire partie de l'établissement projeté à Roncq de se conformer aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet du Nord;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Roncq, le 9 mai 1854, au sujet de la fondation projetée;

Vu l'avis du conseil municipal de Roncq, en date du 13 mai 1854, sur le même objet;

Vu les avis de l'archevêque de Cambrai et du préfet du Nord, en date des 5 et 14 juin 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 30 novembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Providence, dites *de Sainte-Thérèse*, existant à Avesnes (Nord) en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827 et d'un décret impérial du 14 décembre 1852, est autorisée à fonder dans la commune de Roncq (même département) un établissement des sœurs de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 1^{er} avril 1827 et par le décret du 14 décembre 1852.

(1) VIII^e série, Bull. 158, n° 5712.

(2) VIII^e série, Bull. 153, n° 5521.

(3) XI^e série, Bull. 6, n° 37.

2. La supérieure générale de la congrégation des filles de la Providence, dites *de Sainte-Thérèse*, à Avesnes (Nord), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Roncq (même département), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite congrégation par le sieur *Pierre Naninck*, suivant acte notarié du 18 juillet 1853, et consistant dans une maison avec jardin et dépendances, située à Roncq et estimée huit mille francs, à la charge notamment de l'affecter à l'usage d'un pensionnat et d'une école.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2987. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1855.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires, par décret, en l'absence du Corps législatif;

(1) Bull. 241, n° 2193.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de la somme de quarante-quatre millions cinq cent soixante-trois mille huit cent quatre-vingt-cinq francs vingt-quatre centimes (44,563,885^f 24^c) pour les dépenses ci-après :

DETTE PUBLIQUE.

CHAPITRE 1 ^{er} . Rentes quatre et demi pour cent.....	10,248,593 ^f 00 ^c
— IV. Rentes trois pour cent.....	32,357,174 00

SERVICE DES POSTES.

CHAPITRE LXVI. Matériel (timbres-poste).....	182,000 00
— LXVIII. Subventions (service postal de la Méditerranée).....	1,776,118 24
TOTAL.....	<u>44,563,885 24</u>

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

N° 2988. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits de douane à l'importation des Machines, Mécaniques, Outils, etc.

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 22 novembre 1853 (1), qui a réduit le tarif d'importation de la fonte brute et des fers;

Considérant qu'il importe de mettre les droits établis à l'entrée des

(1) Bull. 106, n° 889.

machines et mécaniques, des outils et autres dérivés du fer, en rapport avec les droits qui existent aujourd'hui sur la matière première,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits de douane à l'importation sont établis ainsi qu'il suit pour les marchandises ci-après désignées :

Fonte épurée, dite marée, en masse pesant quinze kilogrammes ou plus.....		7 ^f	les 100 kilogrammes.
platiné ou laminé, étamé, plombé, cuivré, zingué.....		40	
de tréfilerie	Fils de fer recouverts d'autres métaux....	30	
	Cordes métalliques blanches pour instruments.....	Même droit que l'acier filé.	
	(Ne seront considérés comme fils de fer que ceux passés à la filière.)		
Fer..	Acier,.....	50	
	(en tôle de toute espèce.....)		
	filé, même blanchi pour cordes d'instruments.....	70	
	Ne seront considérés		
	Comme tôle.. que les feuilles de 20 à 25 centimètres de largeur au moins.		
	Comme fils.. que ceux passés à la filière.		
Ferrailles...	Déchets de vieux ouvrages en fer.....	8	les 100 kilogrammes.
	Déchets de vieux ouvrages en fonte.....	Même droit que la fonte brute.	
Machines et mécaniques. (Appareils complets.)	à vapeur....		
	Fixes.....	25	
	Pour la navigation.....	35	
	Locomotives sans tenders.....	40	
	Pour la filature.....	40	
	Métiers à tisser.....	15	
	Cardes non garnies.....	30	
	Métiers à tulle.....	60	
	A fabriquer le papier.....	30	
	A imprimer.....	30	
	Autres qu'à vapeur.		
	Pour l'agriculture.....	15	
	Waggon de terrassements à caisse en bois et roues en fonte.....	20	
	Bateaux et nacelles de rivières.....		
Autres qu'à vapeur, non dénommées pesant :	Tenders, chaudières gazomètres.....	30	les 100 kilogrammes.
	Appareils à sucre, à distiller, de chauffage, en fer.....		
	100 kilogrammes ou moins.....	65	
	100 à 200 kilogrammes.....	45	
	200 à 1,000 kilogrammes.....	35	
	1,000 à 2,500 kilogrammes.....	30	
	2,500 à 5,000 kilogrammes.....	25	
	Plus de 5,000 kilogrammes.....	20	

Machines et mécaniques. (Pièces détachées.)	Plaques et rubans de cartes de toute espèce.....		200 ⁴	les 100 kilogrammes.
	Autres, en fonte, pesant :	25 kilogrammes ou moins.....	80	
		25 à 50 kilogrammes.....	65	
		50 à 100 kilogrammes.....	55	
		100 à 200 kilogrammes.....	45	
		200 à 1,000 kilogrammes.....	35	
		1,000 à 2,500 kilogrammes.....	25	
		2,500 à 5,000 kilogrammes.....	20	
		Plus de 5,000 kilogrammes.....	15	
		5 kilogrammes ou moins.....	100	
5 à 25 kilogrammes.....	80			
25 à 50 kilogrammes.....	70			
Plus de 50 kilogrammes.....	60			
En acier.....		200		
Outils.	Instruments aratoires	Faux.....	120	Droits actuels.
		Faucilles et autres.....		
	Serans ou peignes	à pointe de fer ou de cuivre.....		Droits actuels.
		à pointes d'acier.....		
		à grosses tailles dites communes.....	75	
	Limes et râpes	à polir, dites fines, ayant, de lon- gueur.....	17 centimètres ou plus.....	180
			moins de 17 centi- mètres.....	225
			146 centimètres ou plus.....	110
	Scies ayant, de longueur,	moins de 146 centimètres et jusqu'à 50 cen- timètres, et scies circulaires de plus de 20 centimètres de diamètre.....	175	
		de 50 centimètres et au-dessous, et scies circulaires de moins de 20 centimètres de diamètre.....	200	
Autres.....	de pur fer.....		Droits actuels.	
	de fer rechargé d'acier.....	125		
	de pur acier.....	175		
Toutes métalliques.	de fer.....	75		
	de pur acier.....	150		

2. La prime allouée par les lois des 6 mai 1841 et 11 juin 1845, aux machines à vapeur de fabrication française employées à bord des navires français affectés à la navigation internationale maritime, continuera, pendant six mois, à être liquidée sur la base des droits fixés par la loi du 9 juin 1845. Passé ce délai, la prime sera liquidée d'après les droits que détermine le présent décret.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au départe-

ment des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2989. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'importation temporaire, en franchise de Droits, des Graines d'Oseille destinées à être converties en Huile.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu l'ordonnance du 2 février 1848 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}. Les graines d'oseille imp.ées soit par terre, soit par mer, sous pavillon français ou sous pavillon des pays d'où elles sont originaires, pourront être admises temporairement en franchise de droits pour être converties en huile, à charge d'exportation de celle-ci, sous les conditions déterminées par la loi du 5 juillet 1836.

2. L'extraction de l'huile de-dites graines ne pourra avoir lieu que dans les ports d'entrepôt réel ou sur les frontières de terre, dans les localités où il existera, soit un bureau de transit, soit une douane principale.

3. Les déclarants s'engageront, par une soumission valablement cautionnée, à représenter les graines d'oseille ou les huiles en provenant à toute réquisition du service pendant toute la durée de la fabrication, et à mettre en entrepôt ou à exporter, dans un délai qui ne pourra excéder six mois, les huiles provenant de la mouture.

(1) 1^{re} série, Bull. 1451, n° 14, 191.

4. Toute substitution, toute soustraction, tout manquant constatés par le service des douanes, donneront lieu à l'application des pénalités et interdictions prononcées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836.

5. Le rendement en huile des graines d'œillette est fixé à trente-six pour cent du poids mentionné dans chaque permis délivré par le service des douanes.

6. Les huiles extraites desdites graines qui, au lieu d'être mises en entrepôt, seront directement exportées, devront être expédiées sous les conditions générales de transit, ou sur les formalités déterminées par les articles 61 et 62 de la loi du 21 avril 1818, suivant que leur expédition aura lieu par la voie de terre ou la voie de mer.

7. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2990. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'admission, en franchise de Droits, des Bois de Noyer sciés en plateaux, importés par Navires français.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les bois de noyer sciés en plateaux, importés par navires français, sont admis en franchise de droits.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agri-

culture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2991. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Jumont (Nord) à l'importation et au transit de certaines Marchandises.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois des 28 avril 1816 et 27 mars 1817, sur les douanes;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1826 relatif à l'importation des laines en masse;

Vu la loi du 9 février 1832, sur le transit,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Jumont (Nord) est ouvert,

1° A l'importation des laines et des marchandises payant plus de vingt francs par cent kilogrammes, ou nominativement désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817;

2° Au transit, tant à l'entrée qu'à la sortie, des marchandises tarifées et prohibées.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 2992. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Dames religieuses de Saint-Paul, à Angoulême.

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par le conseil d'administration de l'association des Dames religieuses de Saint-Paul, à Angoulême (Charente), dans le but d'être autorisée comme congrégation à supérieure générale;

Vu la déclaration des religieuses de cette association portant qu'elles adoptent les statuts de la congrégation des Dames de Sainte-Marie de la Providence, dont la maison mère est à Saintes (Charente-Inférieure);

Vu la copie de ces statuts, signée, en témoignage d'adhésion, par les sœurs du Cœur-Immaculé-de-Marie, et revêtue de l'approbation de l'évêque d'Angoulême;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Angoulême;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association des Dames religieuses de Saint-Paul;

Vu l'avis du conseil municipal d'Angoulême, en date du 17 février 1855;

Vu les avis de l'évêque d'Angoulême et du préfet de la Charente, en date des 22 novembre 1854 et 23 avril 1855;

Vu le décret impérial du 22 juillet 1853 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des Dames de Sainte-Marie de la Providence à Saintes;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association des Dames religieuses de Saint-Paul, à Angoulême (Charente), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts de la congrégation des Dames de Sainte-

(1) Bull. 71, n° 658.

Marie de la Providence, à Saintes (Charente-Inférieure), approuvés par décret impérial du 22 juillet 1853, et que l'association des Dames religieuses de Saint-Paul a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 2993. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la création d'un Évêché à Laval.*

Du 30 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant qu'il pourra être créé à Laval (Mayenne) un nouveau siège épiscopal dont l'établissement et la circonscription seront concertés entre le Saint Siège et le Gouvernement;

Vu la bulle délivrée, le 30 juin 1855, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape *Pie IX*, et portant érection d'un évêché à Laval;

Vu la lettre, du 19 août 1855, adressée à notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes par l'archevêque de Nicée, nonce apostolique de Sa Sainteté le Pape *Pie IX*;

Vu la loi du 18 germinal an x (article 1^{er});

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Mayenne formera, à l'avenir, un diocèse suffragant de la métropole de Tours.

Le siège épiscopal sera établi à Laval.

2. La bulle, délivrée à Rome, sur notre proposition, par Sa

Sainteté le Pape *Pie IX*, la veille des calendes de juillet (30 juin) de l'année de l'incarnation 1855, pour l'érection et la circonscription de l'évêché de Laval, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

3. Ladite bulle est reçue, sans approbation des clauses, formules ou *expressions* qu'elle renferme et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

4. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur les registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 2994. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui prononce le déclassement de la partie de la route départementale du Lot n° 6, de Cahors à Moissac, dite *embranchement de l'Hospitalet*. (Paris, 4 Juillet 1855.)

N° 2995. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que l'article 1^{er} du décret du 10 février 1855 (1) sera rectifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de l'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 sont déclarées applicables, au profit de l'État et de la ville de Lyon, aux propriétés privées situées,

« 1° Sur la rue Nationale, et comprises sous les n° 1 à 25 du plan et du tableau indicatif annexés au décret;

« 2° Sur la rue du Port-Mouton (n° 41 et 42);

(1) Bull. 278, n° 2506.

- « 3° Sur le quai Jayr (n° 43 à 53);
 - « 4° Sur la rue du Mont-d'Or (n° 54 à 60);
 - « 5° Entre le pont de l'Oiselière et le pont de la Gare (n° 61), dans le cas où ces propriétés seraient reconnues avoir acquis une plus-value par suite des travaux à exécuter en vertu du décret du 21 décembre 1853 portant déclaration d'utilité publique de l'entreprise « du quai de Vaise, sur la rive droite de la Saône. » (*Paris, 4 Juillet 1855.*)
-

N° 2996. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de Saône-et-Loire n° 10, d'Autun à Beaujeu, entre la Clayette et la limite de la Loire, suivant la direction générale indiquée par des traits rouges sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 7 janvier 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 4 Juillet 1855.*)

N° 2997. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de Saône-et-Loire n° 10, d'Autun à Beaujeu, entre Toulon-sur-Arroux et Perrecy-les-Forges, suivant la direction générale indiquée en rose sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 20 mai 1853;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 4 Juillet 1855.*)

N° 2998. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Mulhouse, de diverses parcelles de terrains non bâties, situées sur le territoire des communes de Danjoutin, Dannemarie, Ballersdorf, Tagolsheim et Illfurth (Haut-Rhin); lesdites parcelles désignées sur trois plans et dans cinq états indicatifs qui resteront annexés au décret. (*Paris, 4 Juillet 1855.*)

N° 2999. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg, de diverses parcelles de terrains non bâties, situées sur le territoire des communes de Mondreville et de Caen (Calvados); lesdites parcelles désignées par une teinte rose sur deux plans, avec état indicatif, qui resteront annexés au décret. (*Paris, 14 Juillet 1855.*)

N° 3000. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 143, de Clermont à Tours, dans la côte de Méris, suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge pointillée, depuis les Villates jusqu'au chemin des moulins, et par une ligne rouge pleine, depuis ce chemin jusqu'au pont des Peyrassiers, sur le plan visé par l'ingénieur en chef de l'Allier, le 4 septembre 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 21 Juillet 1855.*)

N° 3001. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 67, de Saint-Dizier à Lausanne, entre Pouilley-les-Vignes et Besançon, suivant la direction générale indiquée par un tracé rouge sur le plan que l'ingénieur en chef du Doubs a visé sous la date du 29 mars 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 21 Juillet 1855.*)

N° 3002. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A neuf, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Besançon, département du Doubs;

2° A trente-trois, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Tours, département d'Indre-et-Loire;

3° A vingt-huit, le nombre des huissiers du tribunal de première instance d'Orléans, département du Loiret. (*Paris, 25 Juillet 1855.*)

N° 3003. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Bordeaux à Cette, de diverses parcelles de terrain, non bâties, situées sur le territoire de la commune de Coursan (Aude), lesdites parcelles désignées dans un état indicatif, lequel restera annexé au décret. (*Paris, 3 Août 1855.*)

N° 3004. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Bessèges à Alais, de diverses parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire des communes d'Alais, de Saint-Privat-des-Vieux, de Rousson, des Mages, de Saint-Ambroix, de Mayrannes et de Robiac (Gard), lesdites parcelles désignées dans un état indicatif, et sur huit plans qui resteront annexés au décret. (*Paris, 3 Août 1855.*)

N° 3005. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à six le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Sedan, département des Ardennes. (*Paris, 4 Août 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 8 Septembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 324.

N° 3006. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 157 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 10 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1854, faite, suivant acte en date du 21 janvier même année, à la société Louis Pauris, dont le siège est à Lille, rue Esquermoise, n° 24, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont ledit sieur Morey est cessionnaire, pour des applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés, ensemble ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement. (Cette cession ne concerne que la fabrication des manches de couteaux et autres instruments en fer et en acier munis de manches en caoutchouc.)

2^e La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1854, faite, suivant acte du 21 janvier même année, à la société Louis Pauris, dont le siège est à Lille, rue Esquermoise, n° 24, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 16 avril 1844, au sieur Newton, dont ledit sieur Morey est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés à la préparation du caoutchouc et à la fabrication de tissus ou autres objets dans lesquels le caoutchouc forme une partie intégrante. (Cette cession ne concerne que la fabrication des manches de couteaux et autres instruments en fer et en acier munis de manches en caoutchouc.)

3^e La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, le 11 mars 1854, faite, suivant acte en date du 21 sep-

XI^e Série.

tembre 1853, aux sieurs Paret père et fils, négociants, demeurant à Gray, par les sieurs Gache frères, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 décembre 1848, pour une disposition de bateau à vapeur particulièrement applicable à la navigation sur les canaux et sur les rivières étroites. (La présente cession ne confère aux sieurs Paret père et fils le droit exclusif d'exploitation des bateaux brevetés que dans le parcours, sur la Saône, entre les villes de Gray et de Lyon.)

4° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} juin 1854, faite, suivant acte du 8 mars même année, confirmé par acte du 24 novembre suivant, au sieur Louis-Aimé Césaire Macé, marchand de porcelaines, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 10, par le sieur Chanon, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 août 1850, pour l'application de la lithographie à la poterie, cristaux, porcelaines, etc.

5° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, le 1^{er} juillet 1854, faite, suivant acte en date du 10 juin même année, au sieur Alexandre Depas, négociant domicilié à Grenoble, par le sieur Arger, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1848, par le sieur Pignière, dont il est cessionnaire, pour une pompe aspirante et refoulante dite africaine. (Cette cession ne confère au sieur Depas le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de l'Ardeche, du Gard et de l'Hérault.)

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} juillet 1854, faite, suivant acte en date du 23 juin même année, au sieur Jacques-Victor Alips, négociant, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n° 25, par le sieur Crespelle, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1853, par lesdits sieurs Alips et Crespelle, pour un système de châssis applicable aux machines à imprimer sur châles et sur étoffes au mètre.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 5 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 24 juin même année, aux sieurs Jean-François Coignet père et fils, fabricants de produits chimiques, demeurant à Lyon, rue de la Paix, n° 1, section de la Guillotière, par le sieur Albright, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 juin 1851, pour la transformation du phosphore ordinaire du commerce en phosphore amorphe.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 29 mars même année, au sieur Henri Scellos, mécanicien demeurant à Paris, rue du Buisson Saint-Louis, n° 22, par le sieur Benoit-Jean, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1852, par lesdits sieurs Benoit-Jean et Scellos, pour un système de distribution applicable aux marteaux-pilons à vapeur et à diverses industries.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 juillet 1854, faite, suivant acte en date des 25 mars et 23 juin même année, à la société Cattier et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Saint-Louis au Marais, n° 26, par le sieur Bourrières, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 décembre 1853, pour des perfectionnements à une machine à laver et à lessiver le linge.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 8 mai, même

année, à la société Charles Ballet et compagnie, dont le siège est à Paris, par le sieur Lemaire, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 décembre 1853, pour perfectionnements dans la préparation, le traitement et le tannage des peaux pour la fabrication des cuirs.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, faite, suivant acte en date du 9 mai même année, au sieur Valérins (Louis-Charles), comte de Noue, demeurant à Paris, rue d'Enfer, n° 14, par la société Charles Ballet et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1853, par le sieur Lemaire, dont la société est cessionnaire, pour perfectionnements dans la préparation, le traitement et le tannage des peaux pour la fabrication des cuirs.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 4 dudit mois, aux sieurs Charles Lewandoski, demeurant à Belleville, rue de Paris, n° 40, et Louis-Auguste de Bongars, négociant, demeurant à Paris, rue Cadet, n° 18, par le sieur Alves de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 décembre 1853, pour un système d'appareil à esux grasses.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 4 dudit mois, au sieur Antoine-Pierre de Géminy, homme de lettres, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 77, par le sieur Chiandy Bey, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 octobre 1852, pour blanchiment et désinfection des corps gras, en général, tels que suif et autres, et séparation de l'oléine, de la stéarine dans ces corps.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 4 dudit mois, par le sieur de Géminy à la société en participation formée entre les sieurs de Géminy et de la Ferrière pour l'exploitation dans toute la France (l'arrondissement de Marseille excepté) du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 octobre 1852, par le sieur Chiandy Bey, dont ledit sieur de Géminy est cessionnaire, pour blanchiment et désinfection des corps gras, en général, tels que suif et autres, et séparation de l'oléine, de la stéarine dans ces corps.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 15 dudit mois, à l'État, pour le service du département de la guerre, par le sieur Avery, de ses droits au brevet d'invention expirant le 19 octobre 1866, qu'il a pris, le 4 janvier 1853, pour des perfectionnements dans les machines servant à coudre les étoffes, peaux, etc.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 12 dudit mois, aux sieurs Louis Lebel, marchand cordier, Louis Cordier, vétérinaire, et Louis Hippolyte Prévost, marchand boulanger, demeurant tous trois à Soissons, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (La présente

cession ne confère aux sieurs Lebel, Cordier et Prévost le droit exclusif d'exploitation que dans les arrondissements de Laon et de Soissons (Aisne).)

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 12 dudit mois, aux sieurs Louis Lebel, marchand cordier, Louis Cordier, vétérinaire et Louis-Hippolyte Prévost, marchand boulanger, demeurant tous trois à Soissons, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (La présente cession ne confère aux sieurs Lebel, Cordier et Prévost le droit exclusif d'exploitation que dans les arrondissements de Laon et de Soissons (Aisne).)

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, le 25 juillet 1854, faite, suivant acte du 7 juillet, même année, au sieur Léopold Müller fils, constructeur de machines à Thann, par les sieurs Perrin et Arnould, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 12 juillet 1852, pour un renvideur mécanique applicable à tous les métiers à filer mull-jenny, en général, soit à cordes, soit à engrenages, dont le renvidage s'est fait jusqu'alors à bras d'ouvrier.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 9 septembre 1850, aux sieurs Jean-Ulric Durst, négociant, demeurant à Paris, rue du Caire, n° 23, et Richard Munt, négociant, demeurant à Londres, Wod-Street, n° 40, par le sieur Depouilly-Gouin, de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 4 mai 1840, au sieur Vouillon, dont il était cessionnaire, pour un moyen de fabriquer sans filage, ni tissage, toute espèce d'étoffe de laine, de coton ou soie, coton et soie mélangés, laine et soie mélangées, et pour amélioration dans la manière de préparer le poil de vaches et de bestiaux propre à produire quelques-unes des fabrications d'étoffes ci-dessus.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 30 juin, même année, au sieur Jean-Baptiste Vidal, ancien notaire, demeurant à Paris, rue de Bondy, n° 36, par le sieur Jullienne, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 novembre 1850, pour une machine à mouler la brique. (Cette cession ne confère au sieur Vidal le droit exclusif d'exploitation que dans la localité de Sarcelles et dans un rayon de vingt kilomètres alentour, établi de manière à longer le département de la Seine et comprenant la moitié de la distance qui existe entre Sarcelles et Herblay.)

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 juillet 1854, faite, suivant acte en date des 27, 28 et 30 juin, même année, aux sieurs Jacques-Jean-Baptiste Géroente, chirurgien dentiste, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 13, Armand-Pierre-Henri Gaugain, demeurant à Herblay (Seine-et-Oise), et Félix François de Saint-Andrieu, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 59, par le sieur Jullienne, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 4 novembre 1850, pour une machine à mouler la brique. (Cette cession ne confère aux sieurs Géroente, Gaugain et de Saint-Andrieu, le droit exclusif d'exploitation que dans un rayon de vingt-quatre kilomètres autour de

la commune d'Herblay, ce rayon limité, d'un côté, par le département de la Seine, et d'un autre côté, par la moitié de la distance qui sépare la commune d'Herblay de celle de Sarcelles.)

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 juillet 1854, résultant d'un jugement rendu par le tribunal civil de première instance de la Seine, le 29 juillet 1852, confirmé par un arrêt de la cour d'appel du 22 novembre 1853, déclarant la société Rohlf-Seyrig et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de l'Échiquier, n° 42, seul propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1851, par les sieurs Lanfret et Mermet, pour une disposition dans les appareils centrifuges.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 8 dudit mois, au sieur Raphaël Jéramec, demeurant à Paris, rue Martel, n° 4, par le sieur Dejean, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 septembre 1853, pour divers appareils destinés à la compression de l'air et du gaz.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 juillet 1854, faite, suivant acte en date du 9 septembre 1850, aux sieurs Jean-Ulric Durst, négociant, demeurant à Paris, rue du Caire, n° 23, et Richard Munt, négociant, demeurant à Londres, Wod-Street, n° 40, par le sieur Depouilly-Gouin, de ses droits au brevet d'importation, d'invention et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 2 juillet 1840, au sieur Vouillon, dont il était cessionnaire, pour des améliorations apportées aux machines à fabriquer les draps ou étoffes, soit en pure laine, soit en mélange de laine et poils d'animaux, par le procédé de feutrage et sans avoir recours au filage ni au tissage.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} août 1854, faite, suivant acte en date du 3 juillet 1853, au sieur Alexandre-Charles-Pierre-Louis Deville-Chabrol, demeurant à Paris, rue Jean-Goujon, n° 52, par le sieur Coquet-Vivien, de ses droits au brevet d'invention expirant, le 20 avril 1863, pris, le 9 avril 1850, par le sieur Morey, dont il est cessionnaire, pour une machine à coudre.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} août 1854, faite, suivant acte en date du 22 juillet, même année, aux sieurs Auguste Debeaux et Alexandre Uzel, négociant, demeurant tous deux à Valence (Drôme), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851 par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (La présente cession ne confère aux sieurs Debeaux et Uzel le droit exclusif d'exploitation que dans le département de l'Ardeche.)

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} août 1854, faite, suivant acte en date du 22 juillet même année, aux sieurs Auguste Debeaux et Alexandre Uzel, négociant, tous deux demeurant à Valence (Drôme), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril

1851, par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (La présente cession ne confère aux sieurs Debeaux et Uzel le droit exclusif d'exploitation que dans le département de l'Ardèche.)

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 août 1854, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudication du 23 décembre 1853, au profit du sieur Jules-Étienne Jourdain, fabricant de jarretières, demeurant à Paris, rue des Vieilles-Haudricettes, n° 2, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1851, par les sieurs Jourdain et Picot, pour des agrafes à griffe.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, le 3 août 1854, faite, suivant acte en date du 19 juillet, même année, au sieur Charles-Ambroise Mortier, fondeur de fer et de cuivre, demeurant à Compiègne, par les sieurs Fauvel, de partie de leur droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1851, par la demoiselle Roucoute, dont ils sont cessionnaires, pour certaines dispositions dans la construction des barreaux pour les grilles des foyers et des fourneaux en général. (Cette cession ne confère au sieur Mortier le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.)

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, le 4 août 1854, faite, suivant acte en date du 16 novembre 1853, au sieur Charles-Philippe Cheuvreuse, ancien professeur à l'école d'application de Metz, demeurant aux Bordes, commune de Vallières, second canton de Metz, par le sieur Paul Borie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1848, par les sieurs Jules et Paul Borie et dont ce dernier est cessionnaire, pour des briques et poteries tubulaires. (Cette cession ne confère au sieur Cheuvreuse le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de la Moselle.)

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 août 1854, faite, suivant acte en date du 22 juillet, même année, à la société Bréguet et compagnie, dont le siège est à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, par le sieur Theiler, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} mai 1854, pour un système de télégraphie électrique imprimant dit *typotélégraphie*.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, le 10 août 1854, faite, suivant acte en date du 26 juillet, même année, au sieur François-Napoléon Masson, constructeur mécanicien, demeurant à Rouen, par le sieur Delpech, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 avril 1852, pour une pompe à la fois aspirante et refoulante dite *pompe castraise*. (Cette cession ne confère au sieur Masson le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Oise, de la Seine-Inférieure et de la Somme.)

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte du 12 avril même année, aux sieurs Amand Lauvergnat, demeurant à Treboul-Ster-Biban, commune de Poullan, et Claude Jézéquel, boulanger, demeurant à Douarnenez, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four

circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Lauvergnat et Jézéquel le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Douarnenez.)

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 12 avril, même année, aux sieurs Armand Lauvergnat, demeurant à Treboul-Ster-Bihan, commune de Poullan, et Claude Jézéquel, boulangier, demeurant à Douarnenez, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Lauvergnat et Jézéquel le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Douarnenez.)

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 19 juin, même année, au sieur Louis Paisant, négociant, demeurant à Pont-l'Abbé, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Paisant le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Pont-l'Abbé.)

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 19 juin, même année, au sieur Louis Paisant, négociant, demeurant à Pont-l'Abbé, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Paisant le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Pont-l'Abbé.)

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 29 juin, même année, au sieur Marie Tigrot, boulangier, demeurant à Rennes, place du Bois-de-Lien, n° 2, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne con-

fière au sieur Tigeot le droit exclusif d'exploitation que dans les quatre cantons de Rennes (Ille-et-Vilaine).)

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 29 juin, même année, au sieur Marie Tigeot, boulanger, demeurant à Rennes, place Boissu-du-Lieu, n° 2, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Tigeot le droit exclusif d'exploitation que dans les quatre cantons de Rennes (Ille-et-Vilaine).)

39° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 6 juillet, même année, aux sieurs Tiret, Bognet et compagnie, négociants, demeurant à Saint-Servan, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec un âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Tiret, Bognet et compagnie le droit exclusif d'exploitation que dans les cantons de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).)

40° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 11 août 1854, faite, suivant acte en date du 6 juillet même année, aux sieurs Tiret, Bognet et compagnie, négociants, demeurant à Saint-Servan, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Tiret, Bognet et compagnie le droit exclusif d'exploitation que dans les cantons de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).)

41° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 14 août 1854, faite, suivant actes en date des 12, 13, 17 et 18 mai, même année, à la société Lecomte et compagnie, dont le siège est à Reims, par le sieur Grandval, de ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 21 mai 1850, pour un appareil à évaporation dans le vide.

42° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1854, faite, suivant acte en date du 7 août, même année, aux sieurs Jacob Brett, domicilié à Londres, Hanover-square, n° 2, et Frédéric-Georges Massen, lieutenant-colonel anglais en retraite, demeurant à Paris, rue des Vignes, n° 33, par le sieur Cox, de ses droits au brevet d'invention expirant le 11 juin 1864, pris, le 20 décembre 1850, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour la fabrication des liquides gazeux.

43° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 août 1854, faite, suivant acte en date du 7 juillet, même année, à la société pour l'exploitation de phares lenticulaires, dont le siège

est à Paris, avenue Montaigne, n° 37, et au sieur Léon Say, avocat, demeurant à Paris, rue Boursault, n° 11, par les sieurs Grover et Baker, de leurs droits au brevet d'invention expirant le 11 février 1865, qu'ils ont pris, le 16 août 1852, pour une machine à coudre.

44° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 août 1854, faite, suivant acte en date du 22 mai, même année, au sieur Toussaint Richard, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 6, par la société Riche et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 9 août 1842, au sieur Grassal, dont ladite société est cessionnaire, pour un vase ou bouteille à bouchon à vis et à siphons mobiles à soupapes. (Cette cession confère au sieur Richard le droit de fabriquer les eaux gazeuses avec les appareils de la société Riche et compagnie, et de vendre lesdites eaux dans tout le département de la Seine par privilège et à l'exclusion de toutes autres personnes, à l'exclusion de ladite société même, et le droit de fabriquer les appareils simples propres à contenir l'eau gazeuse, mais seulement pour les besoins de son commerce, et il ne pourra faire fabriquer les vases aérologes dits *gazogènes*.)

45° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 1^{er} septembre 1854, faite, suivant acte en date du 19 juillet même année, au sieur Weisflog (Gustave), teneur de livres, demeurant à Lyon, rue de l'Annonciade, n° 22, par les sieurs Coste et Roussel, de leur droit acquis par cession enregistrée, le 3 décembre 1852, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, d'exploiter concurremment avec lui dans les départements du Rhône et de la Loire-Inférieure, le brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1851, par les sieurs Weisflog, Ray et Gaillard, pour la chaussure française en gutta-percha.

46° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, le 2 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 29 août, même année, au sieur Charles Hafner, ferblantier-pompier, demeurant à Mulhouse, par le sieur Pignière, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et foulante dite *africaine*. (Cette cession ne confère au sieur Hafner le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges et du Doubs.)

47° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 28 août, même année, au sieur Félix Faivre, architecte, demeurant à Paris, rue de Savoie, n° 25, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Faivre le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de Seine-et-Marne.)

48° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 28 août, même année, au sieur Félix Faivre, architecte, demeurant à Paris, rue de Savoie, n° 25, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits

un brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ladite société est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Faivre le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de Seine-et-Marne.)

49° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, le 6 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 25 août même année, au sieur François-Paul Boyer, négociant, demeurant à Clermont-Ferrand, par le sieur Dubaut, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Boyer le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département du Puy-de-Dôme.)

50° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, le 6 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 25 août, même année, au sieur François-Paul Boyer, négociant, demeurant à Clermont-Ferrand, par le sieur Dubaut, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Boyer le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département du Puy-de-Dôme.)

51° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 9 septembre 1854, faite, suivant actes en date des 16, 17 et 18 août, même année, à la société François-Félix Verdié et compagnie, sous la dénomination de *Société des aciéries et forges de Firminy*, par le sieur Verdié, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 février 1853, pour le soudage de l'acier fondu avec le fer, par la fusion ou coulage de l'acier.

52° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 24 décembre 1852, à la nouvelle société lainière, sous la raison sociale F. Ouin et compagnie, par l'ancienne société F. Ouin et compagnie dissoute, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1852, par le sieur Bon-toux, dont ladite société était cessionnaire, pour une machine propre à travailler les vieux chiffons de laine.

53° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 5 dudit mois, au sieur Alexandre-Charles-Pierre-Louis Deville-Chabrol, demeurant à Paris, rue Jean-Goujon, n° 52, par le sieur Thomas, de ses droits au brevet d'invention expirant le 27 avril 1867, qu'il a pris, le 18 novembre 1852, pour perfectionnements apportés aux machines à coudre.

54° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 26 février même année, à la société Gingembre et Damiron, dont le siège est à Paris,

cié Riverin, n° 3, par le sieur Gingembre, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 7 juin 1843, pour une machine propre à la fabrication des agrafes rondes, plates, et plates seulement du bout, dites *lyonnaises*.

55° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 3 août, même année, au sieur Charlemagne-Louis Dumas, fabricant de papiers et toiles verrés et émerisés, demeurant à Paris, rue Beautreillis, n° 13, par le sieur Frémy, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 octobre 1844, pour une machine destinée à fabriquer les papiers verrés et émerisés, et à appliquer sur papiers, peaux et tissus, l'émeri, le verre, le grès, le sable, le silex, la ponce, la porcelaine, le tripoli et généralement toutes matières pulvérescentes propres au polissage.

56° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 26 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 9 août, même année, au sieur Auguste-Démosthènes Rocheux, négociant à Elbeuf-sur-Seine, par le sieur Pasquier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 octobre 1852, pour une machine à sécher les laines et les tissus. (Cette cession ne confère au sieur Rocheux le droit exclusif d'exploitation que dans la ville d'Elbeuf et ses faubourgs, et dans un rayon de cinq kilomètres à partir des limites de l'octroi de cette ville, et encore dans les localités de Caudebec-lès-Elbeuf, Saint-Pierre, la Villette, Saint-Aubin et Prival qui se trouvent dans l'étendue de ce rayon.)

57° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, au sieur Antoine Toscan, négociant, demeurant à Bordeaux, par le sieur Dyer Ames, de ses droits au brevet d'invention expirant le 9 janvier 1861, pris le 26 février 1850, par les sieurs Burr et Taylor, dont ledit sieur Dyer Ames était cessionnaire pour des perfectionnements apportés à la fabrication des chapeaux.

58° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, le 27 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Mathieu Guénot-Maréchaux, sabotier, demeurant à Belau-sur-Ource, canton de Montigny-sur-Aube, arrondissement de Châtillon, par le sieur Roignot, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 octobre 1852, pour un système d'appareils propres à la fabrication des sabots.

59° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 septembre 1854, faite, suivant acte en date du 12 dudit mois, au sieur Landry Séon, géomètre, demeurant à Paris, rue Montmartre, n° 60, par le sieur Beaufumé, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1852, par le sieur Luzarché, dont il est cessionnaire, pour un appareil de chauffage par le gaz. (Cette cession ne confère au sieur Landry Séon le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de la Seine-Inférieure.)

60° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 4 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 21 septembre, même année, à la dame Marie-Françoise-Eugénie Brocart, veuve Delcroix, boulangère à Châlons, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Holland, dont ils sont cessionnaires, pour un four circulaire propre à la cuisson

du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère à la dame veuve Delcroix le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Châlons.)

61° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 14 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 21 septembre, même année, à la dame Marie-Françoise-Eugénie Brocart, veuve Delcroix, boulangère à Châlons, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère à la dame veuve Delcroix le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Châlons.)

62° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 10 juin, même année, à la société Adolphe Hache et Pépin le Halleur, dont le siège est à Vierzon, arrondissement de Bourges (Cher), par les sieurs Bérard et Bonnichon, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1846, par les sieurs Vital-Roux et Merkena, dont ils sont cessionnaires, pour la cuisson de la porcelaine à la houille. (Cette cession ne confère à la société que le droit d'user du procédé breveté dans sa fabrique de Vierzon, et dans celle qu'elle possède à Villedieu (Indre.)

63° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 27 septembre, même année, au sieur Joseph-Léandre Luc, demeurant à Paris, rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur, n° 7, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Luc le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de la Charente-Inférieure.)

64° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 27 septembre, même année, au sieur Joseph-Léandre Luc, demeurant à Paris, rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur, n° 7, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. Cette cession ne confère au sieur Luc le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de la Charente-Inférieure.

65° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 18 juillet,

même année, à la compagnie générale du gaz de tourbe, sous la raison sociale de Perpigna et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Neuve-du-Luxembourg, n° 47, par les sieurs André Kœchlin, vicomte Duchâtel et de Perpigna, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1852, par les sieurs Petterkofer et Ruland, dont ils sont cessionnaires, pour des procédés de fabrication du gaz d'éclairage au bois, à la tourbe, et, en général, aux fibres végétales, comme matières de distillation.

66° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 18 juillet, même année, à la compagnie générale du gaz de tourbe, sous la raison sociale de Perpigna et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Neuve-du-Luxembourg, n° 47, par les sieurs André Kœchlin, vicomte Duchâtel et de Perpigna, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1853, par les sieurs Moreau et Langlois, dont ils sont cessionnaires, pour un système de distillation de tourbe et de fabrication de gaz.

67° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, le 24 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 16 dudit mois, au sieur Alexandre Depas, négociant, domicilié à Grenoble, par le sieur Dubaut, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Depas le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des arrondissements de Vienne, Saint-Marcellin et la Tour-du-Pin, et du canton de Voiron, sauf, dans ce dernier canton, la commune de Voreppe.)

68° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, le 24 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 16 dudit mois, au sieur Depas, négociant, demeurant à Grenoble, par le sieur Alexandre Dubaut, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Depas le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des arrondissements de Vienne, Saint-Marcellin et la Tour-du-Pin, et du canton de Voiron, sauf, dans ce dernier canton, la commune de Voreppe.)

69° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 25 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 21 dudit mois, au sieur Louis-Auguste Chevalet, demeurant à Ancerville (Meuse), par le sieur Girardin, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Chevalet le droit

exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais.)

70°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 25 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 21 dudit mois, au sieur Louis-Auguste Chevalet, demeurant à Ancerville (Meuse), par le sieur Girardin, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Chevalet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais).)

71°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 25 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 29 août, même année, aux sieurs Pierre-Auguste Pasquier et Charles Godard, négociants, demeurant à Reims, par le sieur Eugène Pasquier, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 octobre 1852, pour une machine à sécher les laines et les tissus.

72°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 25 octobre 1854, faite, suivant acte en date du 29 août, même année, au sieur Eugène Pasquier, fabricant, demeurant à Reims, faubourg de Paris, n° 6, par les sieurs Pierre-Auguste Pasquier et Godard, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1852, par ledit sieur Eugène Pasquier, dont ils étaient cessionnaires pour une machine à sécher les laines et les tissus.

73°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 2 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 octobre, même année, au sieur Simon Paul, négociant, domicilié à Lyon, place Croix-Raquet, n° 1, par le sieur Chapuis, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1853, conjointement par les sieurs Chapuis et Marcet, pour un remise à cristalle mobile, tissée.

74°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 20 octobre, même année, au sieur Louis-Paul Clouvet, appecat, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n° 326, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur, en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Clouvet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de la Nièvre, du Cher, de l'Indre, de la Creuse et de la Haute-Vienne.)

75°. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 20 octobre, même année, au sieur Louis-Paul Clouvet, appecat, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n° 326, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre

au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propriété désirables. (Cette cession ne confère au sieur Clouvet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de la Nièvre, du Cher, de l'Indre, de la Creuse et de la Haute-Vienne.)

76° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 26 août, même année, aux sieurs Raymond, Le Guillou Pénanros et Adolphe Dupont fils, négociants, demeurant à Concarneau, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Le Guillou Pénanros et Dupont le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du canton de Concarneau.)

77° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 26 août, même année, aux sieurs Raymond, Le Guillou Pénanros et Adolphe Dupont fils, négociants, demeurant à Concarneau, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propriété désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Le Guillou Pénanros et Adolphe Dupont fils le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du canton de Concarneau.)

78° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 15 septembre, même année, au sieur Louis-Désiré-Saturnin Méret et à la dame Barbe Lebrun, son épouse, boulangers, demeurant à Quimper, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux époux Méret le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Quimper.)

79° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 15 septembre, même année, au sieur Louis-Désiré-Saturnin Méret, et à la dame Barbe Lebrun, son épouse, boulangers, demeurant à Quimper, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propriété désirables. (Cette cession ne confère aux époux

Mérot le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du canton de Quimper.)

80° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 18 septembre, même année, aux sieurs André (François-Paul) et Isidore Huyot, minotiers, demeurant à la Roche-Blanche, commune de Plouneventer, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs André et Huyot le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des trois cantons de Brest.)

81° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 17 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 18 septembre, même année, aux sieurs André (François-Paul) et Isidore Huyot, minotiers, demeurant à la Roche-Blanche, commune de Plouneventer, par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs André et Huyot le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des trois cantons de Brest.)

82° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 18 mars 1853, à la société Morel Fatio et compagnie, dont le siège est à la Villette, rue de Flandre, n° 47 (Seine), par le sieur Gannal fils, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1851, par le sieur Gannal père, pour des procédés de conservation des substances animales et végétales employées dans l'économie domestique et industrielle.

83° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, au sieur Louis-Napoléon Langlois, entrepreneur de transports, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, par le sieur Clavières, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, conjointement par les sieurs Langlois et Clavières, pour des perfectionnements apportés dans la construction des bateaux mus par la vapeur, fonctionnant particulièrement sur les canaux, et pour des dispositions de générateurs pour ménager l'espace. (Le sieur Clavières s'est réservé tous ses droits à la partie du brevet applicable au générateur.)

84° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 dudit mois, au sieur Henri Place, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 68, par le sieur Langlois, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, par les sieurs Langlois et Clavières, et dont le sieur Langlois est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés dans la construction des bateaux mus par la vapeur, fonctionnant particulièrement sur les canaux, et pour des dispositions de générateurs pour ménager

l'espace. (Les droits du sieur Clavières sur la partie du brevet applicable au générateur lui demeurent réservés.)

85° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, au sieur Louis-Napoléon Langlois, entrepreneur de transports, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, par le sieur Clavières, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1854, conjointement par ledits sieurs Langlois et Clavières, pour un propulseur mixte de roues à aubes et à hélice pour les bateaux mus par la vapeur, fonctionnant sur les fleuves et rivières, et principalement sur les canaux, sans en détériorer les berges.

86° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 dudit mois, au sieur Henri Place, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 68, par le sieur Langlois, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1854, par les sieurs Langlois et Clavières, et dont le sieur Langlois est cessionnaire, pour un propulseur mixte de roues à aubes et à hélice pour les bateaux mus par la vapeur, fonctionnant sur les fleuves et rivières, et principalement sur les canaux, sans en détériorer les berges.

87° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 dudit mois, au sieur Henri Place, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 68, par le sieur Langlois, autorisé par le sieur Clavières, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 24 février 1854, pour une disposition de construction de générateur tubulaire de vapeur applicable à la navigation, aux locomotives, locomobiles et aux usines qui ont besoin de vapeur sèche, à une haute température et même gazéifiée. (Cette cession ne confère au sieur Place que l'autorisation de se servir sur tous bateaux qu'il emploiera du système de générateur établi suivant les procédés décrits au brevet.)

88° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 dudit mois, au sieur Henri Place, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 68, par le sieur Langlois, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 août 1854, pour la construction complète d'un bateau mû par la vapeur, pouvant fonctionner sur les fleuves et rivières, et principalement sur les canaux, sans en détériorer les berges.

89° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 21 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 10 juillet, même année, à la société J. B. Pascal et compagnie, dont le siège est à Lyon, côte des Carmélites, par le sieur Pascal, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 décembre 1852, pour une machine moteur, à combustion comprimée.

90° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 21 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 10 juillet, même année, à la société J.-B. Pascal et compagnie, dont le siège est à Lyon, côte des Carmélites, par le sieur Pascal, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 décembre 1853, pour des perfectionnements à une machine moteur à combustion comprimée.

91° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1854, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudica-

tion en date du 30 novembre 1852, au profit du sieur Jean-Marie-Benoist Nesme-Dubost, négociant, demeurant à Paris, rue de Poliveau, n° 25; du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1845, par le sieur Neveu, pour la fabrication de boulettes inflammables propres à divers usages.

92° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1854, faite, par acte en date du 12 novembre, même année, à la société Blondel et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Poliveau, n° 9 et 19, par le sieur de Beaufort, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1845, par le sieur Neveu, dont ledit sieur de Beaufort est adjudicataire, pour la fabrication de boulettes inflammables propres à divers usages.

93° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1854, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudication en date du 5 avril 1854, au profit du sieur Charles-Timoléon de Beaufort, négociant, demeurant à Amiens, quai de la Somme, près l'abbatoir, des droits du sieur Nesme-Dubost au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1845, par le sieur Neveu, dont ledit sieur Nesme-Dubost était adjudicataire, pour la fabrication de boulettes inflammables propres à divers usages.

94° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 28 avril, même année, à la société J. B. Mirabel, Chambaud et compagnie, dont le siège est à Paris, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 16 avril 1844, au sieur Newton, dont ledit sieur Morey est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés à la préparation du caoutchouc et à la fabrication de tissus ou autres objets dans lesquels le caoutchouc forme une partie intégrante. (Cette cession ne concerne que la fabrication du caoutchouc destiné à remplacer le fanon de baleine dans tous les usages pour lesquels on emploie cette matière.)

95° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 28 avril, même année, à la société J. B. Mirabel, Chambaud et compagnie, dont le siège est à Paris, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, et dont ledit sieur Morey est cessionnaire, pour des applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés ensemble ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement. (Cette cession ne concerne que la fabrication du caoutchouc destiné à remplacer le fanon de baleine dans tous les usages pour lesquels on emploie cette matière.)

96° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, le 29 novembre 1854, faite, suivant acte en date du 20 dudit mois, aux sieurs Hippolyte Batrachin et Félix Roussel, tous deux serfentiers-pompier, demeurant à Nancy, par le sieur Fignière, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et foulante dite africaine. (Cette cession ne concerne que les droits de Roussel et de la Meuse, et de la Moselle.)

97° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 18 novembre, même année, au sieur Hippolyte-Pierre-Nicolas Pichey, fabricant d'encriers,

demeurant à Saint-Maurice (Seine), rue du Canal, n° 6, par le sieur Subra, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 janvier 1853, pour un encrier néopompe.

98° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 décembre 1854, faite, suivant acte, en date du 21 novembre même année, aux sieurs Alexandre-Prospér Binard, demeurant à Paris, rue Lafayette, n° 9, et Louis-Achille Bigot, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 11, par le sieur Lefaucheux, des deux tiers conjointement ou d'un tiers à chacun, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 avril 1854, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu.

99° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 15 novembre, même année, aux sieurs Armand Laurent, ancien imprimeur, demeurant à Château-Thierry, Grande-Rue, n° 84, et Nicolas Aubry-Coppeaux, marchand mercier, demeurant aussi à Château-Thierry, Grande-Rue, n° 48, par la société Lesobre, Minard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Laurent et Aubry-Coppeaux le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Château-Thierry.)

100° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 15 novembre, même année, aux sieurs Armand Laurent, ancien imprimeur, demeurant à Château-Thierry, Grande-Rue, n° 84, et Nicolas Aubry-Coppeaux, marchand mercier, demeurant aussi à Château-Thierry, n° 48, par la société Lesobre, Minard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Laurent et Aubry-Coppeaux le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Château-Thierry.)

101° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 24 novembre, même année, aux sieurs Jean-Pierre Bouvet-Vanthier, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 158, et Louis-Guillaume-Casimir Bellan, ancien huissier, demeurant même rue et même maison, par la société Lesobre, Minard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs

Bouvet-Vannier et Bellan le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de Maine-et-Loire.)

102° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 24 novembre, même année, aux sieurs Jean-Pierre Bouvet-Vannier, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 158, et Louis-Guillaume-Casimir Bellan, ancien huissier, demeurant même rue et même maison, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propriété désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Bouvet-Vannier et Bellan le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département de Maine-et-Loire.)

103° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 30 novembre, même année, aux sieurs Louis-Timothée Capart-Hermant, marchand épicier, et François-Thomas Monory-Cochet, marchand boulanger, demeurant tous deux à Saint-Quentin (Aisne), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Capart-Hermant et Monory-Cochet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Saint-Quentin (Aisne).)

104° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 30 novembre, même année, aux sieurs Louis-Timothée Capart-Hermant, marchand épicier, et François-Thomas Monory-Cochet, marchand boulanger, demeurant à Saint-Quentin (Aisne), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propriété désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Capart-Hermant et Monory-Cochet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Saint-Quentin (Aisne).)

105° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 15 novembre, même année, au sieur Hilaire Quinquarlet, fabricant de bas, demeurant à Aix-en-Othe (Aube), par le sieur Vié, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 février 1847, pour une application du caoutchouc à la fabrication des bas et des cuissières. (Cette cession ne confère au sieur Quinquarlet qu'un droit d'exploitation limitée, quant aux procédés décrits au brevet, aux jarrettières de bas et chaussettes et bas de pantalons, bracelets pour manches, manchettes, mitaines et gants; tous ces articles de-

vant être fabriquées entièrement sur le métier à côtes, sans l'emploi aucun du métier français.)

106° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, le 16 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 16 juin, même année, au sieur Pierre Vienney, boulanger, demeurant à Nancy, rue Saint-Dizier, n° 94, par le sieur Berthillot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Holland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Vienney le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Nancy, à l'exception de la ville de Pont-à-Mousson.)

107° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, le 16 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 16 juin, même année, au sieur Pierre Vienney, boulanger, demeurant à Nancy, rue Saint-Dizier, n° 94, par le sieur Berthillot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Vienney le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement de Nancy, à l'exception de la ville de Pont-à-Mousson.)

108° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 4 novembre, même année, au sieur Jean-Éloi Delaroche, négociant, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n° 35, par le sieur Beaufumé, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1852, par le sieur Luzarche, dont il est cessionnaire, pour un appareil de chauffage par le gaz. (Cette cession ne confère au sieur Delaroche le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Eure-et-Loir et Yonne.)

109° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine Inférieure, le 22 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 6 dudit mois, au sieur Louis-Edmond Join-Lambert, manufacturier, demeurant à Elbeuf-sur-Seine, par le sieur Rocheux, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1852, par le sieur Pasquier, dont il est cessionnaire, pour une machine à sécher les laines et les tissus. (Cette cession ne confère au sieur Join-Lambert le droit exclusif d'exploitation que dans la ville d'Elbeuf et ses faubourgs, et dans un rayon de cinq kilomètres à partir des limites de l'octroi de cette ville et encore dans les localités de Caudebec-les-Elbeuf, Saint-Pierre, la Villette, Saint-Aubin et Orival, qui se trouvent dans l'étendue de ce rayon.)

110° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 5 dudit mois, aux sieurs Deroid frères; fabricants de briques, demeurant à Merville (Nord), par le sieur Javal, de partie de ses droits au brevet d'invention de

quinze ans pris, le 4 novembre 1850, par le sieur Jullienne, dont il est cessionnaire, pour une machine à mouler la brique. (Cette cession ne confère aux sieurs Deroide frères le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Hazebrouck (Nord).)

111° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 23 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 22 dudit mois, au sieur Étienne-Alphonse Requevaire Jouve la Pignière, demeurant à Roquevaire, rue Sainte-Anne, par les sieurs Huyq, Gentilhomme et Démiguieux, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 26 juillet 1853, pour une machine motrice dite *machine électro-magnétique Huyq*.

112° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, le 29 décembre 1854, faite, suivant acte en date du 14 novembre, même année, à la société anonyme des papeteries du Souche (Vosges), par le sieur Voelter, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mars 1847, pour un procédé propre à réduire le bois en pâte et à le rendre ainsi propre à la fabrication du papier.

113° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, le 2 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 7 décembre 1854, au sieur Achille Ratier, brasseur, demeurant à Pignoux, commune de Bourges (Cher), par le sieur Barault, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 octobre 1844, pour un procédé propre à fabriquer une bière limpide et mousseuse. (Cette cession ne confère au sieur Ratier le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements du Cher et de l'Allier, et dans l'étendue du territoire actuel de la ville de Paris.)

114° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 3 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 12 décembre 1854, à la société formée entre les sieurs Lhermite et Magniadas, sous la raison sociale Magniadas et compagnie, dont le siège est à Paris, impasse Godelet, n° 16, par le sieur Lhermite, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 décembre 1853, pour la fabrication d'un charbon. (Le sieur Lhermite se réserve le droit exclusif d'exploitation dans le département de la Gironde.)

115° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 janvier 1855, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudication en date du 4 novembre 1854, au profit de dame Désirée-Alexandrine Levêque, veuve Talrich, demeurant à Paris, rue Saint-Sébastien n° 17, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1849, par le sieur Talrich, décédé, pour une composition dite : *cartonine* propre à faire toute sorte d'objets d'art en relief et de toute couleur.

116° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 9 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1854, au sieur Guillaume-Martial-Auguste Durand du Boucheron, demeurant à Paris, rue Caumartin, n° 15, par le sieur Delosme, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 octobre 1854, pour un cadenas serrure incrochetable et inoxydable.

117° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 12 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 8 octobre 1854, aux sieur et dame Poussain, boulangers, demeurant à Épernay, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention

de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur et dame Poussain le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Épernay.)

118° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 12 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 8 octobre 1854, aux sieur et dame Poussain, boulangers, demeurant à Épernay, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur et dame Poussain le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Épernay.)

119° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 janvier 1855, faite, suivant acte en date dudit mois, au sieur Georges William Arnould de Sainte-Marie-Dupré, négociant, demeurant à Arcueil (Seine), par le sieur Hetherington, de ses droits au brevet d'invention expirant, le 3 août 1866, qu'il a pris, le 27 septembre 1852, pour des perfectionnements dans les machines et appareils servant à estamper et emboutir les métaux et à leur donner diverses formes.

120° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 12 du même mois, au sieur Adolphe Dugléré, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 34, par la société Bellezanne et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1852, par le sieur Bellezanne, dont ladite société était cessionnaire, pour un système de vidange des fosses d'aisances.

121° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 23 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1854, au sieur Charles Tiret-Boguet, négociant, demeurant à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Tiret-Boguet, le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Avranches (Manche).)

122° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 23 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1854, au sieur Charles Tiret-Boguet, négociant, demeurant à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), par le sieur d'Heurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il

est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Tiret-Bognet le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Avranches (Manche).)

123° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Cher, le 25 janvier 1855, faite, suivant acte en date du 22 dudit mois, aux sieurs Mathien-Jacques Laurent, serrurier, demeurant à Bourges, impasse de Fourchaud, et Thomas-Edmond Coulon, menuisier, demeurant aussi à Bourges, rue Porte-Jaune, par le sieur Cairol, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 septembre 1846, pour un système de fermeture de magasins, boutiques croisées, etc. (Cette cession ne confère aux sieurs Laurent et Coulon le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département du Cher.)

124° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 1^{er} février 1855, faite, suivant acte en date du 23 janvier, même année, au sieur Jacques Guillaume, demeurant à Lyon, rue Nationale, n° 32, à Vaise, par le sieur Weisflog, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1851, par les sieurs Weisflog, Ray et Gaillard, pour la chaussure française en gutta-percha. (Cette cession ne confère au sieur Guillaume le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des départements de la Corse, la Lozère, le Cantal, la Haute-Loire, le Doubs, le Bas-Rhin, la Haute-Saône, les Ardennes, l'Aisne, le Pas-de-Calais, le Nord, Seine-et-Marne, l'Aube, l'Yonne, le Loiret, Indre-et-Loire, les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan, la Loire-Inférieure, la Vienne, l'Indre et le Cher et dans un seul établissement en Algérie, tel que ce droit d'exploitation a été attribué au sieur Weisflog, aux termes de l'acte de partage intervenu entre les trois titulaires du brevet.)

125° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, le 3 février 1855, faite, suivant acte en date du 2 janvier, même année, au sieur Jacques Duchesne, demeurant à Châtillon, par le sieur Guénot-Maréchaux, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1852, par le sieur Roignot, dont il est cessionnaire, pour un système d'appareils propres à la fabrication des sabots.

126° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 6 février 1855, faite, suivant acte en date du 5 dudit mois, au sieur Edouard-Martin Tref, fabricant de pompes, demeurant à Vitry, par le sieur Pignière, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et refoulante, dite *Africaine*. (Cette cession ne confère au sieur Tref le droit d'exploitation exclusive que dans l'étendue du département de la Marne.)

127° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 février 1855, faite, suivant acte en date du 27 janvier, même année, au sieur Alphonse-Hippolyte Ferault, corroyeur, demeurant à Paris rue Bellefonds, n° 29, par le sieur Beaussier, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnements de quinze ans qui lui a été délivré, le 24 janvier 1842, pour des procédés rationnels et expéditifs applicables à la fabrication et à la préparation des peaux.

128° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 février 1855, faite, suivant acte en date du 13 dudit mois, au sieur François-Marie-Victor Valdennaire, demeurant à Paris, rue

Fontaine-Saint-Georges, n° 35, par le sieur Lesnard, de la moitié de ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 octobre 1853, pour un système de forces motrices, par le double emploi de la puissance des gaz comprimés et de la puissance de la pesanteur, combinées, au moyen d'un appareil composé d'une machine rectiligne à piston et d'une machine rotative, conjointement.

129° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Jura, le 15 février 1855, faite, suivant acte en date du 12 dudit mois, au sieur Zénon-Joseph-Philibert Matussière, entrepreneur de chemins de fer, domicilié à Montbard (Côte-d'Or), par le sieur Thiébaud-Colomb fils, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 décembre 1854, pour un système de fusées d'entière sécurité pour les mines.

130° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 20 février 1855, faite, suivant acte en date du 13 dudit mois, aux sieurs François-Henri Dublanc et Sylvestre-Gustave Duzit, tous deux négociants, demeurant à Bordeaux, quai de Bourgogne, n° 23, par le sieur Clarac, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 mars 1845, pour un perfectionnement à la machine destinée à griser les recoupes, consistant dans l'addition d'un second crible qui dispense, par l'effet qu'il produit, d'opérer deux fois pour obtenir le nettoisement parfait du grain.

131° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 20 décembre 1853, au sieur Charles Morey, négociant, à Paris, rue de la Paix, n° 25, par le sieur Goodyear, de partie de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré le 16 avril 1844, au sieur Newton, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés à la préparation du caoutchouc et à la fabrication de tissus ou autres objets dans lesquels le caoutchouc forme une partie intégrante.

132° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 16 janvier, même année, au sieur Alphonse Denisane, négociant, demeurant à Paris, rue Chauchat, n° 10, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 16 avril 1844, au sieur Newton, dont il est cessionnaire, pour des perfectionnements apportés à la préparation du caoutchouc et à la fabrication de tissus ou autres objets dans lesquels le caoutchouc forme une partie intégrante. (Cette cession ne confère au sieur Denisane le droit d'exploitation exclusive qu'en ce qui concerne l'application du caoutchouc au doublage extérieur et au placage intérieur des navires en général.)

133° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 20 décembre 1853, au sieur Charles Morey, négociant, à Paris, rue de la Paix, n° 25, par le sieur Goodyear, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont il est cessionnaire, pour des applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés ensemble, ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement.

134° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 16 janvier,

même année, au sieur Alphonse Denisane, négociant, demeurant à Paris, rue Chauchat, n° 10, par le sieur Morey, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont il est cessionnaire, pour des applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés ensemble, ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement. (Cette cession ne confère au sieur Denisane le droit d'exploitation exclusive qu'en ce qui concerne l'application du caoutchouc au doublage extérieur des navires et au placage intérieur des navires en général.)

135° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 1^{er} dudit mois, par la société Potin et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1853, par le sieur Potin, pour un système d'estampage plastique, savoir : pour moitié au sieur Jean-Baptiste Marie Potin, chimiste, demeurant à Paris, rue Sedaine, n° 40, et pour l'autre moitié aux sieurs Albert-Joseph-Just Lescuyer, négociant, demeurant à Paris, rue de Lancry, n° 10, Édouard-Pierre Lannois, fabricant, demeurant à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 7, et Ernest-Jean-Baptiste Mallié, commis négociant, demeurant à Paris, rue et hôtel du Ponceau, n° 7.

136° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, le 22 février 1855, faite, suivant acte en date du 15 dudit mois, au sieur Gustave Cazelles, négociant en bonneterie, demeurant à Troyes, rue de la Monnaie, n° 25, par le sieur Luce-Villiard, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mai 1854, pour la fabrication sur tous les métiers circulaires, des tricots ayant une chaîne en caoutchouc, et pour la confection, avec ces mêmes tricots, de tous les vêtements à usage d'hommes, femmes et enfants. (Cette cession ne confère au sieur Cazelles le droit exclusif d'exploitation qu'en ce qui concerne la fabrication des bas et chaussettes; pour tous les autres articles désignés au brevet, le sieur Cazelles n'acquiert que le droit personnel et non transmissible de les fabriquer dans ses ateliers et sur ses propres métiers, concurremment avec le cédant.)

137° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 9 dudit mois, à la maison de commerce Miégeon et Viellard, établie aux forges de Morvillard, canton de Delle, arrondissement de Belfort, par les sieurs Deveille et Grospeillier, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec un âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère à la maison Miégeon et Viellard le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du canton de Delle (Haut-Rhin).)

138° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 9 dudit mois, à la maison de commerce Miégeon et Viellard, établie aux forges de Morvillard, canton de Delle, arrondissement de Belfort, par les sieurs Deveille et Grospeillier, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris.

le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère à la maison Miégeon et Viellard le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du canton de Delle (Haut-Rhin).

139° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, au sieur Edme-Édouard d'Heurle, demeurant à Quimper (Finistère), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont la société est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur d'Heurle le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département du Calvados, à l'exception de l'arrondissement de Honfleur.)

140° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, au sieur Edme-Édouard d'Heurle, demeurant à Quimper (Finistère), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont la société est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur d'Heurle le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département du Calvados, à l'exception du canton de Honfleur.)

141° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 6 dudit mois, à la société Lesobre, Ménard et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de l'Estrapade, n° 17, par les sieurs Bouvet-Vannier et Bellan, de tous les droits qui leur avaient été cédés par ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson, le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Par cette rétrocession, la société Lesobre, Ménard et compagnie, cessionnaire du sieur Rolland, rentre dans ses droits exclusifs d'exploitation dans l'étendue du département de Maine-et-Loire.)

142° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 6 dudit mois, à la société Lesobre, Ménard et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de l'Estrapade, n° 17, par les sieurs Bouvet-Vannier et Bellan, de tous les droits qui leur avaient été cédés par ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile

à mettre en mouvement, et offrant tous les objets de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Par cette rétrocession, la société Lesobre, Ménard et compagnie, cessionnaire du sieur Rolland, rentre dans ses droits exclusifs d'exploitation dans l'étendue du département de Maine-et-Loire.)

143° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Frédéric Weil, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, par le sieur Vinchon, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1854, par les sieurs Weil et Vinchon, pour la fabrication de l'alcool.

144° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 3 mars 1855, faite, suivant acte en date du 25 janvier, même année, au sieur Armand-Constant Dumouchel, peintre en bâtiments, demeurant à Rouen, rue Beauvoisine, n° 143, par le sieur Candelot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 octobre 1854, pour un enduit-ciment. (Cette cession ne confère au sieur Dumouchel le droit d'exploitation exclusive que dans l'étendue du département de la Seine-Inférieure.)

145° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 5 mars 1855, faite, suivant acte en date du 23 février, même année, à la compagnie des fonderies et forges de la Gare, à Givors, sous la raison sociale *J. Four et compagnie*, par le sieur Girardet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 septembre 1854, pour la fabrication des cercles de roues de chemins de fer.

146° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 7 mars 1855, faite, suivant acte en date des 5 et 12 février, même année, à la société méridionale des tuiles Mac-Martin, dont le siège est à Lyon, rue de l'Arbre-Sec, n° 34, par les sieurs Péchiné et Colas, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 avril 1853, pour un système d'étuve et de four à séchage et cuisson continus pour la chaux, le plâtre, la tuile et la brique, les pâtes céramiques et toutes les matières qui ont besoin d'une chaleur graduée. (Cette cession ne confère à la société cessionnaire le droit d'exploitation exclusive que dans l'étendue du département du Rhône et des arrondissements de Saint-Étienne (Loire), de Trévoux (Ain) et de Vienne (Isère).)

147° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 mars 1855, faite, suivant acte en date du 14 mars 1853, au sieur Ferdinand Tavernier, négociant, demeurant à Paris, rue de Courcelles, n° 36, par le sieur Rawson, d'un quart indivis du brevet d'invention expirant le 19 août 1866 qu'il a pris, le 23 octobre 1852, pour la préparation de la laine et de toutes matières filamenteuses avant le peignage.

148° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 mars 1855, faite, suivant acte en date du 10 février, même année, au sieur Adolphe Jacquesson, négociant, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 2, par le sieur Nisson, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 octobre 1854, pour une application des étiquettes de luxe, médailles, titres, etc. et leur collage régulier, à l'aide de dispositions mécaniques.

149° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 20 mars 1855, faite, suivant acte en date du 13 dudit mois, au sieur Mathieu Serre, fabricant de rubans, demeurant à Saint-Etienne,

rue de Foy, par le sieur Gonon, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 février 1852, pour un battant brocheur et ses accessoires destinés à la fabrication des rubans.

150° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 mars 1855, faite, suivant acte en date du 9 dudit mois, aux sieurs Jean-Louis Charlat et Émile-Ernest Destot, tous deux commerçants, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n° 84, par le sieur Rigolet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 avril 1854, pour un système de bouchage pour les eaux gazeuses.

151° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 20 mars 1855, faite, suivant acte en date du 20 février, même année, à la société Jackson frères, Petin Gaudet et compagnie, dont le siège est à Rives-de-Gier, par le sieur Grand, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 juin 1854, pour l'application de la force centrifuge pour fondre en cercle, sans moulage, les divers métaux.

152° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 mars 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Marin-François Lemoine-Chenard, négociant, demeurant à Rennes, rue de Château-Renaud, n° 8, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Lemoine-Chenard le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département d'Indre-et-Loire.)

153° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 mars 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Marin-François Lemoine-Chenard, négociant, demeurant à Rennes, rue de Château-Renaud, n° 8, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Lemoine-Chenard le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue du département d'Indre-et-Loire.)

154° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 27 mars 1855, faite, suivant actes en date des 22 février, 24 et 26 septembre 1853, à la société des tourbières de France, compagnie de Lyon, dont le siège est à Lyon, par la société des tourbières de France, dont le siège est à Paris, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1852, par les sieurs Panton et Subtil, dont ladite société est cessionnaire, pour un modèle de four à carbouiser la tourbe dit *four-cornue*. (Cette cession ne confère le droit d'exploitation exclusive à la société des tourbières de France, compagnie de Lyon, que dans l'étendue des départements du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Loire, du Jura, du Doubs et de la Côte-d'Or.)

155° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département

du Rhône, le 27 mars 1855, faite, suivant actes en date des 22 février, 24 et 26 septembre 1853, à la société des tourbières de France, compagnie de Lyon, dont le siège est à Lyon, par la société des tourbières de France dont le siège est à Paris, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1852, par les sieurs Panton et Subtil, dont la société est cessionnaire, pour la manipulation mécanique de la tourbe. (Cette cession ne confère le droit d'exploitation exclusive à la société des tourbières de France, compagnie de Lyon, que dans l'étendue des départements du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Loire, du Jura, du Doubs et de la Côte-d'Or.)

156° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 mars 1855, faite, suivant acte en date du 15 dudit mois, au sieur Paul Vaillant, demeurant à Paris, rue d'Enghien, n° 49, par le sieur Dapuis, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1844, par le sieur Duméry, dont il est cessionnaire, pour la substitution dans la chaussure des hélicos aux vis à bois ordinaires. (Cette cession ne confère au sieur Vaillant le droit d'exploitation qu'en ce qui concerne les grosses chaussures civiles dites *militaires*, et les chaussures destinées à l'armée française.)

157° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 mars 1855, faite, suivant acte en date du 23 dudit mois, au sieur Charles Callebault, négociant, demeurant à Paris, rue de Ménars, n° 10, par le sieur Pinger, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 février 1854, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHEA.

N° 3007. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant,

1° Que l'académie des beaux-arts de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, la donation faite par M^{lle} Esterre Leclère, aux termes d'un acte notarié en date du 26 mai 1855, d'une somme de mille francs de rente trois pour cent sur l'État, dont les arrérages courent du 22 décembre 1853.

pour la fondation d'une récompense dite, « *Prix Achille Leclerc* », qui sera donnée, chaque année, par l'académie des beaux-arts, à l'élève architecte de l'école impériale des beaux-arts de Paris ayant obtenu le premier second grand prix d'architecture;

1° Que dans le cas où le premier second grand prix ne serait pas décerné, la section d'architecture de l'académie déterminera, sous l'approbation du Gouvernement, le meilleur emploi à faire de la somme de mille francs dans l'intérêt des études des jeunes architectes. (Paris, 4 Août 1855.)

N° 3008. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la partie du chemin de grande communication n° 4, comprise entre Trans et Villecherel, est et demeure classée comme prolongement de la route départementale d'Ille-et-Vilaine, n° 18, qui prendra la dénomination de *route de Vitré à Pontorson (Manche)*.

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à la rectification ou à l'amélioration de cette nouvelle ligne en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 4 Août 1855.)

N° 3009. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant que la limite du rivage de la mer, sur la partie de la plage du bassin d'Arcachon comprise entre l'allée de la chapelle d'Arcachon et la pointe du Bernet (commune et quartier maritime de la Teste, département de la Gironde), est et demeure fixée conformément à la ligne brisée tracée en bleu sur le plan annexé au décret, et composée de quinze lignes droites comprises de l'est à l'ouest entre les bornes 48 et 63. (Paris, 8 Août 1855.)

N° 3010. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite du rivage de la mer, dans la partie du bassin d'Arcachon contiguë à la commune de Gujan (quartier maritime de la Teste, département de la Gironde), est et demeure fixée conformément à la ligne brisée tracée en bleu clair sur le plan en deux feuilles annexé au présent décret.

Cette ligne se dirige de l'est à l'ouest. Elle prend naissance à l'est, au point séparatif des communes du Teich et de Gujan et coïncide (1^{re} partie du plan) avec les digues en contournant un périmètre qui

se termine à la rencontre du chemin de fer de Bordeaux à la Teste, au ruisseau de Mestras.

Cette ligne suit alors le chemin de fer sur une longueur de quatre-vingt-seize mètres, puis les digues jusqu'à la craste du Cul-Brûlé; ensuite le chemin de fer, sur une longueur de trente-sept mètres;

Les digues, jusqu'au port de Mestras;

Le chemin de fer, sur une longueur de deux cent treize mètres;

Les digues, jusqu'au port de Larros;

Le chemin de fer, sur une longueur de quatre cent quatre-vingt-dix mètres.

En cet endroit, la mer pénètre par le pont du ruisseau de Gujan dans une anse qui se trouve à gauche du chemin de fer et s'étend jusqu'aux abords de l'église de Gujan.

Après cette anse, la ligne suit de nouveau les digues jusqu'au chenal de Vieux-Port, en face du port de Meyran (2^e partie du plan).

La limite coïncide de nouveau avec le chemin de fer sur une longueur de cent dix mètres.

Enfin, la ligne suit encore les digues jusqu'au chenal de la Hume, où s'arrête le territoire de la commune de Gujan. (*Paris, 8 Août 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 325.

N° 3011. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que le Magistrat chargé du Ministère public près le Tribunal de Gorée et dépendances prend le titre de Procureur impérial, et que son Traitement est fixé à 5,000 francs.

Du 27 Décembre 1854.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret du 9 août 1854 (1) concernant l'organisation judiciaire du Sénégal et dépendances, qui confie (article 2) les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance de l'île de Gorée à un substitut du procureur impérial de Saint-Louis;

Vu notre décret du 1^{er} novembre 1854 (2), qui forme deux colonies distinctes de Saint-Louis, d'une part, et de l'autre part, de l'île de Gorée et des comptoirs français de la côte occidentale d'Afrique au sud de cette île;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre garde des sceaux, ministre de la justice,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le magistrat chargé du ministère public près le tribunal de première instance de Gorée et dépendances prend le titre de procureur impérial.

2. Le traitement du procureur impérial de Gorée est fixé à cinq mille francs.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés

(1) Bull. 211, n° 1908.

(2) Bull. 230, n° 2097.

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1854.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

N° 3012. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, à Couhé (Vienne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.

Du 28 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié, en date du 3 novembre 1853, par lequel demoiselle Maige a fait donation à la congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Villiers, de divers biens avec jardin et dépendances, situés à Couhé, à la charge notamment d'établir dans ces bâtiments une école destinée à élever et à instruire gratuitement les filles pauvres de la commune de Couhé;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 3 novembre 1853;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Villiers, en date du 15 décembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation 1° d'accepter la donation précitée; 2° de fonder à Couhé un établissement de sœurs de son ordre;

Vu la délibération, en date du 7 mai 1854, par laquelle le conseil municipal de la commune de Couhé a demandé à accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à six mille francs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice et de ses héritiers présomptifs;

Mutiles deux décrets, en date l'un et l'autre du 2 avril 1853, qui ont autorisé la congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Couhé;

(1) 1^{re} série, Bull. 516 et 520, n° 3940 et 3975.

Cœur-de-Jésus, à la Salle-de-Vihiers, et approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composent l'établissement de cet ordre, à Couhé, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Couhé, le 28 mai 1854, au sujet de la fondation de cet établissement;

Vu l'avis du conseil municipal de Couhé, en date du 7 mai 1854, relatif au même objet;

Vu les avis des évêques de Poitiers et d'Angers et des préfets de la Vienne et de Maine-et-Loire, en date des 7 et 9 mars, 17 et 26 juillet 1854 et 16 avril 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 13 septembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, existant à la Salle-de-Vihiers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 2 avril 1852, est autorisée à fonder à Couhé (Vienne) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par un autre décret du 2 avril 1852.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, à la Salle-de-Vihiers (Maine-et-Loire), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Couhé (Vienne), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par la demoiselle *Perpétue-Adeline Maige*, suivant acte notarié du 3 novembre 1853, et consistant en une maison avec jardin et dépendances située à Couhé et estimée six mille francs, à la charge notamment d'y établir une école gratuite pour les filles pauvres de cette commune.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3013. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Pons (Hérault), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 28 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié du 13 septembre 1853, par lequel la dame *Tézenas*, supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, et deux autres religieuses de la même congrégation, ont acquis, au nom et pour le compte de cette congrégation, moyennant une somme de douze mille francs, une maison avec dépendances, située à Saint-Pons et appartenant à la demoiselle *Bernard*, pour l'affecter à l'usage de l'établissement de leur ordre existant de fait dans cette commune;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, en date des 2 décembre 1853 et 17 mars 1854, tendant à obtenir, 1° l'approbation de cette acquisition; 2° la reconnaissance légale de l'établissement de sœurs de son ordre existant à Saint-Pons;

Vu l'ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, et celle du 2 mars (2) de la même année, qui a approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris par les membres de l'établissement de Saint-Pons de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218.

(2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation de l'immeuble acquis par la dame *Tézenas*;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Saint-Pons, le 12 août 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Pons, en date du 19 juin 1853;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon, de l'évêque de Montpellier et des préfets du Rhône et de l'Hérault, en date des 17 avril, 1^{er} et 4 juillet et 6 novembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph existant à Lyon (Rhône), en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828, est autorisée à fonder, à Saint-Pons (Hérault), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 mars 1828.

2. Est approuvée l'acquisition faite, suivant acte notarié du 13 septembre 1853, par la dame *Tézenas* et autres, moyennant une somme de douze mille francs, montant de l'estimation, au nom et pour le compte de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, d'une maison avec dépendances située à Saint-Pons (Hérault), appartenant à la demoiselle *Bernard* et destinée à servir de maison conventuelle à l'établissement du même ordre à Saint-Pons.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3014. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Vervins, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame, à Saint-Erme (Aisne), en date des 27 août et 22 septembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation,

1° De fonder un établissement de sœurs de son ordre à Vervins (même département);

2° D'acquérir de la demoiselle *Valentine Wateau*, moyennant le prix total de trente-quatre mille francs (34,000^f), le pensionnat que cette demoiselle dirigeait à Vervins et la maison que ce pensionnat occupait rue des Prêtres, et divers objets mobiliers;

Vu l'acte notarié, en date du 24 octobre 1853, et l'acte sous seings privés du même jour, contenant promesse de vente par la demoiselle *Wateau* des objets susénoncés;

Vu le plan des lieux;

Vu le procès-verbal d'estimation portant à vingt mille francs (20,000^f) la valeur de la maison à acquérir;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Vervins;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de Notre-Dame;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées du nouvel établissement;

Vu l'avis du conseil municipal de Vervins, en date du 30 janvier 1855;

Vu les avis de l'évêque de Soissons et du préfet de l'Aisne, en date des 24 février et 1^{er} mars 1855;

Vu l'ordonnance royale du 22 avril 1827 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Notre-Dame, à Saint-Erme, ensemble l'ordonnance du 1^{er} avril précédent (2) portant approbation de ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831;

(1) VIII^e série, Bull. 158, n° 5713.

(2) VIII^e série, Bull. 153, n° 5520.

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame existant à Saint-Erme (Aisne), en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Vervins (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance du 1^{er} avril 1827.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame, à Saint-Erme, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, de la demoiselle *Valentine Wateau*, moyennant le prix total de trente-quatre mille francs et aux clauses et conditions énoncées dans les actes notariés et sous seings privés du 24 octobre 1853 :

1° Un pensionnat que la demoiselle *Wateau* dirigeait à Vervins, rue des Prêtres;

2° La maison avec dépendances, estimée vingt mille francs, qu'occupait ce pensionnat;

3° Divers objets mobiliers garnissant cette maison.

Il sera passé acte public de cette acquisition.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3015. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Pontmain, section de la commune de Saint-Ellier (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu.

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, à Rillé, faubourg de Fougères (Ille-et-Vilaine), en date des 3 février et 29 août 1854, tendant à obtenir, 1° la reconnaissance légale de l'établissement de religieuses de son ordre existant de fait à Pontmain, section de la commune de Saint-Ellier (Mayenne); 2° l'autorisation d'accepter, de concert avec la fabrique de Pontmain et la commune de Saint-Ellier, la donation faite à ladite fabrique par la dame veuve *Morin*, suivant acte notarié du 19 décembre 1853;

Vu les délibérations, en date des 1^{er} janvier et 9 avril 1854, par lesquelles le conseil de fabrique de l'église succursale de Pontmain et le conseil municipal de Saint-Ellier demandent également l'autorisation d'accepter, en ce qui les concerne, la donation précitée;

Vu l'acte notarié du 19 décembre 1853;

Vu le certificat de vie de la dame veuve *Morin*, en date du 6 février 1854;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs appelées à diriger le nouvel établissement, de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu la délibération précitée du conseil municipal de Saint-Ellier, en ce qui touche la reconnaissance légale de l'établissement de sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, à Pontmain;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu dans la commune de Saint-Ellier;

Vu l'état de l'actif et du passif de la fabrique de Pontmain, vérifié et certifié par le préfet de la Mayenne;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de l'établissement de sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, à Pontmain;

Vu les avis des évêques du Mans et de Rennes, en date des 22 février et 12 septembre 1854, et ceux des préfets de la Mayenne et d'Ille-et-Vilaine, en date des 10 octobre et 7 décembre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 mars 1855;

Vu l'ordonnance royale du 6 avril 1841 (1), qui a autorisé l'acceptation d'une donation d'immeubles faite antérieurement à la même fabrique par les sieur et dame *Morin*, pour la fondation d'une école à Pontmain;

Vu le décret impérial du 1^{er} février 1853 (2), qui a autorisé la congrégation des sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, à Rillé, faubourg de Fougères; ensemble le décret impérial du 13 novembre 1810, portant approbation des statuts de la congrégation des sœurs de la Charité d'Evron, adoptés par les sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu;

(1) ix^e série, partie supplémentaire, Bull. 551, n° 15,737.

(2) xi^e série, Bull. 22, n° 183.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 18 juillet 1837 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu existant à Rillé, faubourg de Fougères (Ille-et-Vilaine) en vertu d'un décret impérial du 1^{er} février 1853, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Pontmain, section de la commune de Saint-Ellier (Mayenne), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par le décret impérial du 13 novembre 1810 pour la congrégation des sœurs de la Charité à Évron (même département), et que les sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu ont déclaré adopter.

2. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Pontmain, section de la commune de Saint-Ellier (Mayenne), au nom de cet établissement, la supérieure générale de la congrégation des sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, dont la maison mère est à Rillé, faubourg de Fougères (Ille-et-Vilaine), au nom de cette congrégation, et le maire de Saint-Ellier, au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite fabrique par la dame *Thérèse-Émilie Blot*, veuve du sieur *Jean-Jacques Morin*, suivant acte notarié du 19 décembre 1853, et consistant en une rente quatre et demi pour cent sur l'État de deux cent soixante-neuf francs, portant le n° 2166 de l'inscription départementale d'Ille-et-Vilaine, pour être affectée au traitement des religieuses qui dirigent l'établissement de sœurs Adoratrices de la Justice-de-Dieu, autorisé à Pontmain par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette rente de deux cent soixante-neuf francs sera immatriculée au nom de la fabrique de Pontmain; mention sera faite sur le titre de la destination des arrérages.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3016. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Beauvais, d'un Établissement de Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié, en date des 7 et 8 mars 1854, par lequel le sieur *Portebois* a acquis du sieur *Bransiet*, moyennant une somme de douze mille francs, au nom et pour le compte de la congrégation des Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng, une maison située à Beauvais ;

Vu un nouvel acte notarié, en date du 6 mai 1851, par lequel le sieur *Portebois* déclare de nouveau qu'il a acquis l'immeuble au nom et pour le compte de l'association, et que le prix de vente est acquitté ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng, en date du 7 novembre 1853, tendant à obtenir, 1° l'approbation de l'acquisition précitée ; 2° la reconnaissance légale de l'établissement de son ordre existant de fait à Beauvais ;

Vu le procès-verbal d'estimation de la maison acquise par le sieur *Portebois* constatant que sa valeur est de douze mille francs ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des Dames du Sacré-Cœur, à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng ;

Vu l'ordonnance royale du 26 mars 1843 (1), qui a autorisé cette congrégation, et celle du 16 décembre 1842 (2), qui a approuvé ses statuts ;

Vu l'engagement pris par les sœurs de cet ordre qui composent l'établissement de Beauvais de se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

(1) 1^{re} série, Bull. 994, n° 10,596.

(2) 1^{re} série, Bull. 976, n° 10,475.

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Beauvais et à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng, les 8 décembre 1853 et 18 août 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Beauvais, en date du 6 février 1854;

Vu les avis de l'archevêque de Rouen et de l'évêque de Beauvais, et des préfets de la Seine-Inférieure et de l'Oise, en date des 6 janvier, 24 février, 31 août et 16 septembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus existant à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng (Seine-Inférieure), en vertu d'une ordonnance royale du 26 mars 1843, est autorisée à fonder à Beauvais (Oise) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance royale du 16 décembre 1842.

2. Est approuvée l'acquisition faite, suivant acte notarié des 7 et 8 mars 1844, par le sieur *Portebois*, au nom et pour le compte de la congrégation des Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Saint-Aubin-jouxte-Boulleng, et moyennant une somme de douze mille francs, montant de l'estimation d'une maison avec dépendances située à Beauvais, rue du Moulin-à-Lard, appartenant au sieur *Bransiet*, et destinée à servir de maison conventuelle à l'établissement des religieuses du même ordre à fonder dans cette ville.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3017. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Escoutoux (Puy-de-Dôme), d'un Établissement de Sœurs de la Miséricorde.

Da 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, à Billom, en date des 1^{er} novembre 1853 et 17 février 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1^o de fonder à Escoutoux un établissement de sœurs de son ordre; 2^o d'acquérir pour les besoins de cet établissement et moyennant une somme de six mille francs une maison avec dépendances situées à Escoutoux;

Vu l'acte sous seings privés du 1^{er} décembre 1853, par lequel le sieur *Chouvel*, propriétaire de cet immeuble, a consenti à sa vente;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation dudit immeuble portant sa valeur à six mille francs;

Vu le décret impérial du 14 décembre 1810 (1), qui a autorisé l'association des sœurs de la Miséricorde, à Billom, comme communauté régie par une supérieure locale, et a approuvé ses statuts;

Vu le décret impérial du 14 janvier 1853 (2), qui a élevé cette communauté au rang d'une congrégation dirigée par une supérieure générale et a modifié ses statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs de la Miséricorde appelées à faire partie de l'établissement projeté de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Escoutoux, le 9 avril 1854;

Vu les avis du conseil municipal d'Escoutoux, en date des 21 avril et 28 septembre 1854;

Vu les avis de l'évêque de Clermont et du préfet du Puy-de-Dôme, en date des 29 août et 30 septembre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

(1) 1^{re} série, Bull. 339, n° 6342.

(2) 1^{re} série, Bull. 17, n° 133.

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Miséricorde existant à Billom (Puy-de-Dôme) en vertu des décrets impériaux des 14 décembre 1810 et 14 janvier 1853, est autorisée à fonder, à Escoutoux (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par les décrets précités.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, à Billom, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, pour les besoins de l'établissement de son ordre à Escoutoux et moyennant une somme de six mille francs, montant de l'estimation, une maison avec dépendances située à Escoutoux et appartenant au sieur *Chouvel*, qui en a consenti la vente suivant acte sous seings privés du 1^{er} décembre 1853.

Il sera passé acte public de cette acquisition.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3018. — DÉCRET IMPÉRIAL qui règle le régime pénal et disciplinaire des individus subissant la Transportation dans les Colonies pénitenciaires d'outre-mer.

Du 29^e Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 juin 1848 (1), la loi du 24 janvier 1850, les décrets du 31 janvier de la même année (2), des 8 décembre 1851 (3), 5 mars (4) et 31 mai 1852 (5), concernant les individus soumis à la transportation dans les colonies pénitenciaires;

Vu les décrets des 27 mars 1852 (6) et 20 août 1853 (7), concernant les condamnés et libérés des colonies transférés dans les mêmes établissements;

Vu le sénatus-consulte du 24 février et le décret du 10 mars 1855 (8), qui rendent applicables à toutes les colonies la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Tous les individus subissant, à quelque titre que ce soit, la transportation dans les colonies pénitenciaires d'outre-mer, sont assujettis au travail et soumis à la subordination et à la discipline militaire.

Ils sont justiciables des conseils de guerre; les lois militaires leur sont applicables.

2. Les dispositions du second paragraphe de l'article précédent sont applicables aux libérés et repris de justice tenus de résider dans la colonie.

3. Les dispositions de la loi du 30 mai 1854 continueront de régir les condamnés aux travaux forcés qui subiront leur peine dans une colonie-pénitenciaire.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, et au département de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

(1) x^e série, Bull. 47, n^o 513.

(2) x^e série, Bull. 243, n^o 2017.

(3) x^e série, Bull. 467, n^o 3403.

(4) x^e série, Bull. 508, n^o 3849.

(5) x^e série, Bull. 542, n^o 4136.

(6) x^e série, Bull. 519, n^o 3957.

(7) xi^e série, Bull. 271, n^o 2429.

(8) xi^e série, Bull. 277, n^o 2481.

N° 3019. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie l'organisation du Gouvernement et de l'Administration de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies;

Vu les ordonnances des 21 août 1825 (1) et 9 février 1827 (2) portant organisation du Gouvernement et de l'administration à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, et les ordonnances du 22 août 1833 (3) portant modification auxdits actes;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1836 (4) portant création de l'emploi de commandant militaire à l'île de la Réunion;

Vu le décret du 31 août 1854 portant réorganisation de l'infanterie de marine;

Vu l'article 10 du décret du 26 juillet 1854 (5), sur l'organisation des conseils généraux à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 25 juin 1855;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'emploi de commandant militaire est supprimé à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

Les fonctions attribuées au commandant militaire par le titre III de l'ordonnance de 1827 et par l'ordonnance du 15 octobre 1836 sont exercées directement par le gouverneur ou déléguées par lui, en tout ou en partie, à l'officier de l'armée de terre ou de mer le plus élevé en grade.

2. L'ordonnateur continue d'exercer les attributions qui lui sont conférées par les ordonnances ci-dessus visées, en ce qui touche les services dépendants du budget de l'État.

(1) VIII^e série, Bull. 64, n° 2108.

(2) VIII^e série, Bull. 169, n° 6427.

(3) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 257, n° 4992 et 4997.

(4) IX^e série, Bull. 465, n° 6556.

(5) XI^e série, Bull. 208, n° 1885.

3. Le directeur de l'intérieur exerce les attributions qui concernent les services dépendants de l'administration intérieure et afférents au budget local.

Ces attributions comprennent spécialement l'ordonnement des dépenses du service local, la comptabilité des recettes et dépenses de ce service, en matières et deniers, la préparation du budget intérieur et sa présentation au conseil privé et au conseil général.

Il a sous ses ordres les ingénieurs civils et tous les agents, entretenus ou non entretenus, du service intérieur.

4. En cas d'absence ou d'empêchement, et lorsque nous n'y avons pas pourvu d'avance, le gouverneur est remplacé par l'ordonnateur, et, à son défaut, par le directeur de l'intérieur.

5. Le conseil privé est composé du Gouverneur, président, de l'ordonnateur, du directeur de l'intérieur, du procureur général et de deux conseillers privés qui, au besoin, sont remplacés par des suppléants.

6. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 3020. — DÉCRET IMPÉRIAL qui abroge le paragraphe 2 de l'article 30 du décret du 13 octobre 1851, sur le service des Ponts et Chaussées.

Du 30 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret d'organisation du corps impérial des ponts et chaussées du 25 août 1804 (1) ;

Vu notre décret du 13 octobre 1851 (2) portant règlement sur le service des ponts et chaussées,

(1) IV^e série, Bull. 61, n° 1068.

(2) X^e série, Bull. 456, n° 3339.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le paragraphe 2 de l'article 30 de notre décret du 13 octobre 1851 est abrogé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3021. — DÉCRET IMPÉRIAL qui abroge le dernier paragraphe de l'article 29 du décret du 24 décembre 1851, sur le service des Mines.

Du 30 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret d'organisation du corps impérial des mines du 18 novembre 1810 (1);

Vu notre décret du 24 décembre 1851 (2) portant règlement sur le service des mines,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le dernier paragraphe de l'article 29 de notre décret du 24 décembre 1851 est abrogé.

La disposition ci-dessus n'aura toutefois son effet que pour l'avenir.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

(1) 1^{re} série, Bull. 340, n° 6345.

(2) 1^{re} série, Bull. 476, n° 3489.

N° 3022. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un emploi d'Adjudant-Sous-Officier Maître de manège à l'École impériale d'application d'État-Major.

Du 5 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un emploi d'adjudant sous-officier maître de manège est créé à l'école impériale d'application d'état-major.

2. Cette création sera étendue au fur et à mesure des besoins, aux écoles de dressage où cet emploi n'existe pas.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 5 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé **VAILLANT**.

N° 3023. — DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation du délai fixé par le décret du 2 juin 1855, concernant les diverses mesures relatives aux Denrées alimentaires.

Du 8 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le délai fixé par le décret du 2 juin dernier (1),

(1) Bull. 300, n° 2763.

concernant les diverses mesures relatives aux denrées alimentaires, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé E. Roussin.

N° 3024. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Supplément de Crédit pour l'inscription, au Trésor public, des Pensions militaires à liquider en 1855.

Du 8 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 14 de la loi des finances du 22 juin 1854, qui a ouvert au ministre de la guerre un crédit de un million cinq cent mille francs, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1855;

Vu l'article 19 de la loi du 26 avril 1855 portant augmentation des pensions de retraite des sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats;

Considérant qu'en raison de cette circonstance, ainsi que de celles qui résultent de l'état de guerre, le crédit dont il s'agit est devenu insuffisant;

Considérant qu'il est urgent d'assurer les besoins du service par un supplément d'allocation;

Sur la proposition de nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre un supplément de crédit de deux cent mille francs

(200,000^f), pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, à liquider en 1855.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état
de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

*Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état de la guerre,*
Signé VAILLANT.

N° 3025. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à vingt et un le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Brioude, département de la Haute-Loire. (Paris, 11 Août 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 3 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 326.

N° 3026. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur Session.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement, à l'exception de ceux du département de la Seine, se réuniront le 25 septembre prochain pour la deuxième partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAUT.

N° 3027. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme *Communauté dirigée par une Supérieure locale*, l'*Association des Sœurs de la Compassion Servantes des Pauvres*, existant à Domfront (Oise).

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié du 8 mai 1855 par lequel la dame veuve *Petit*, supérieure de l'association religieuse des sœurs de la *Compassion Servantes des Pauvres*, à Domfront, a fait donation à cette association religieuse de divers bâtiments avec dépendances, situés à Domfront, avec le mobilier qu'ils renferment, à la charge, notamment, de se consacrer aux œuvres de secours et de charité conformes à son institution;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 15 mai 1855;

Vu les demandes de l'association religieuse des sœurs de la *Compassion Servantes des Pauvres*, tendant à obtenir:

- 1° Sa reconnaissance légale comme communauté dirigée par une supérieure locale;
- 2° L'autorisation d'accepter la donation précitée;

Vu le procès-verbal d'estimation portant à cent vingt-deux mille deux cent cinquante et un francs quatre-vingts centimes (122,251' 80") la valeur des immeubles donnés, et à treize mille deux cent soixante-six francs soixante centimes (13,266' 60") celle du mobilier compris dans la libéralité;

Vu l'engagement pris par l'association des sœurs de la *Compassion* de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret du 27 juillet 1850 (1) pour la communauté des religieuses de Saint-Louis, à Vire, et qu'elle a déclaré adopter;

Vu une copie de ces statuts signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association et revêtue de l'approbation de l'évêque de Beauvais;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'association;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Domfront, le 6 août 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Domfront, en date du 13 août 1854;

Vu les avis de l'évêque de Beauvais et du préfet de l'Oise, en date des 7 et 29 juillet et 29 septembre 1854, 22 juin et 6 juillet 1855;

(1) Voir ci-après.

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 26 juillet 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu l'ordonnance du 7 mai 1826;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de la Compassion Servantes des Pauvres, existant à Domfront (Oise), est autorisée comme communauté dirigée par une supérieure locale, à la charge, par les membres de cette association, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret du 27 juillet 1850, pour la communauté des religieuses de Saint-Louis, à Vire (Calvados), et que cette association a déclaré adopter.

2. L'assistance de la communauté des sœurs de la Compassion Servantes des Pauvres, à Domfront, agissant en exécution de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 7 mai 1826, est autorisée à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette communauté par la dame *Victorine Dupuy*, veuve du sieur *Alphonse-Nicolas Petit*, actuellement supérieure de ladite communauté, suivant acte notarié du 8 mai 1855, et consistant en divers bâtiments, terrains, bois et dépendances désignés dans cet acte, situés à Domfront et estimés cent vingt-deux mille deux cent cinquante et un francs quatre-vingts centimes (122,251^f 80^c), et dans un mobilier évalué à treize mille deux cent soixante-six francs soixante centimes (13,266^f 60^c).

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3028. — *DÉCRET* qui approuve les Statuts de la Communauté des Sœurs de Saint-Louis, établies à Vire.

Du 27 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu l'approbation donnée par l'évêque de Bayeux aux statuts des sœurs de Saint-Louis, établies à Vire;

Vu lesdits statuts;

Considérant que la communauté des sœurs de Saint-Louis, gouvernée par une supérieure locale, est soumise pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent en rien aux lois de l'État et ne contiennent rien de contraire à la constitution de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les statuts de la communauté des sœurs de Saint-Louis établie à Vire (Calvados) et ayant pour fin le service des malades pauvres, l'instruction des enfants et toutes les œuvres de charité et de miséricorde, sont approuvés.

Ces statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés au présent décret, seront enregistrés et transcrits sur les registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 27 Juillet 1850.

Signé **LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.**

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé **E. DE PARIEU.**

* Ce décret, cité dans le précédent, n'avait point été inséré au Bulletin des lois.

N° 3029. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit extraordinaire* sur l'exercice 1855, à l'effet de rembourser le Trésor et la ville de Lyon des avances qu'ils ont faites, en 1848, pour le service des Ateliers nationaux.

Du 1^{er} Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les réclamations de la ville de Lyon et le rapport de la commission de liquidation instituée le 15 décembre 1853, duquel il résulte,

1^o Qu'il doit être payé à la ville de Lyon une somme de un million neuf cent vingt-deux mille huit cent douze francs quatre-vingt-quatorze centimes pour la couvrir des dépenses que lui ont imposées les ateliers nationaux de 1848, et pour indemniser divers particuliers qui ont éprouvé des dommages par suite de l'établissement de ces ateliers;

2^o Que le trésor est à découvert d'une avance de neuf cent quarante-cinq mille cent quarante et un francs quarante-huit centimes qu'il a consentie à titre d'opération de trésorerie pour le service desdits ateliers, et qu'il y a lieu de régulariser cette avance par une imputation budgétaire;

3^o Que la ville de Lyon est débitrice envers l'État, pour diverses causes, d'une somme de neuf cent quatre-vingt-quatre mille cent soixante francs quinze centimes, dont elle devra faire le versement au trésor dès qu'elle aura touché la somme ci-dessus énoncée;

Notre Conseil d'état entendu,

AvoNs DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de deux millions huit cent soixante-sept mille neuf cent cinquante-quatre francs quarante-deux centimes (2,867,954^f 42^c), à l'effet de rembourser le trésor et la ville de Lyon des avances qu'ils ont faites pour le service des ateliers nationaux ouverts en 1848, et de payer des indemnités à divers particuliers pour dommages résultant de l'établissement de ces ateliers; le tout suivant la liquidation qui en a été faite par la commission susindiquée et qui demeure approuvée.

2. La régularisation de ce crédit sera demandée au Corps législatif.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*

Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au
département de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 3030. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Traitement des Commis-Greffiers assermentés près le Tribunal de police de Paris.*

Du 8 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu l'arrêté du 16 frimaire an XI, qui alloue au greffier du tribunal de police de Paris une somme de six mille francs, tant à titre de traitement personnel que de supplément pour les charges du greffe;

Vu les articles 38 et 40 du décret du 18 août 1810 (1), ainsi conçus, « A Paris, le tribunal de police sera divisé en trois chambres, et le greffier aura deux commis assermentés au moins; »

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu enfin la loi de finances du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le traitement de chacun des deux commis assermentés près le tribunal de police de Paris est fixé à dix-huit cents francs (1,800^f). Ce traitement leur sera payé mensuellement, sur leur émargement individuel, à compter du 1^{er} janvier prochain.

(1) IV^e série, Bull. 309, n° 5876.

En conséquence, l'abonnement ci-dessus passé avec le greffier est réduit de six mille francs à quatre mille francs.

2. Nos ministres secrétaires d'état de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 3031. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit extraordinaire* pour les dépenses de la Cérémonie religieuse et de la Fête du 13 septembre 1855.

Du 12 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre d'état, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de cent dix mille francs, applicable aux dépenses de la cérémonie religieuse et de la fête du 13 septembre 1855.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources du budget de l'exercice courant.

3. La régularisation du crédit ouvert par l'article 1^{er} sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics, chargé par intérim
du ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3032. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'établissement d'un Entrepôt réel et général des Sels au port de Courseulles (Calvados).

Du 12 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 24 avril 1806 et le décret du 11 juin de la même année (1);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et de l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel et général des sels pourra être établi au port de Courseulles (Calvados), sous l'accomplissement des conditions prescrites par les lois et règlements en vigueur.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER**.

(1) 1^{re} série, Bull. 99, n° 1657.



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Septembre 1855,

*Le Gard des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 20 Septembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 327*.

N° 3033. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Droit à l'entrée sur le Piment en grains ou moulu, d'origins étrangères, importé dans les Ports de l'Algérie.*

Du 5 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 2 juillet 1836;

L'ordonnance du 16 décembre 1843 (1);

La loi du 11 janvier 1851;

L'avis du département des finances en date du 11 mai 1855;

Considérant qu'il est urgent, dans l'intérêt de la consommation algérienne, de réduire les droits élevés de douanes qui frappent le piment de provenance étrangère à l'importation dans ce pays;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de la guerre et au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le droit à l'entrée sur le piment en grains ou moulu d'origine étrangère, importé dans les ports de l'Algérie, est fixé ainsi qu'il suit :

Par navires français.....	15 ^f 00 ^c	} les 100 kil.
Par navires étrangers.....	16 50	

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre, du commerce et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré tant au Bulletin des lois et au Moniteur universel qu'au Bulletin des actes du Gouvernement de l'Algérie et au Moniteur algérien.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 5 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de l'agriculture,
 du commerce et des travaux publics,

Le Maréchal de France Ministre
 secrétaire d'état de la guerre,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **VAILLANT**.

Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

(1) 1^{re} série, Bull. 1062, n° 11,038.

1^{re} Série.

N° 3034. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un *Crédit* représentant la somme versée au Trésor public par la ville de Paris, le 28 avril 1855, pour concourir à la construction du Pont de l'Alma.

Du 17 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir avec ceux de l'État à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits crédits non employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, au budget des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Considérant qu'il résulte d'une déclaration du caissier payeur central du trésor public que la ville de Paris a versé dans sa caisse pour le compte du trésor, le 28 avril dernier, une somme de trois cent cinquante mille francs, à titre de premier à-compte en 1855 sur la subvention de la ville pour la construction du pont de l'Alma,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, un crédit de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), sur les fonds du budget de 1855, applicable au chapitre XXIV de la deuxième section (*Construction de ponts*).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Signé **E. ROUHER**.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**.

N° 3035. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge le délai fixé pour la durée des modifications au Tarif des Douanes sur les Céréales, dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et du Sénégal.

Du 19 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur les rapports de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies et de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le délai fixé par le décret du 27 juin dernier (1), sur la durée des modifications au tarif des douanes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île de la Réunion et du Sénégal, en ce qui concerne les grains, farines et légumes secs, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'état au département
 de l'agriculture, du commerce et des
 travaux publics,

Signé **E. ROCHER**.

Le Ministre secrétaire d'état au
 département de la marine et
 des colonies,

Signé **HAMELIN**.

N° 3036. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits au passage d'eau des Roseaux du Roulleau, situé sur la Sèvre-Nantaise, dans le département de la Vendée.

2. Sont exemptés des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute contribution à cet égard. (Paris, 29 Août 1855.)

(1) Bull. lég., n° 2855.

*Tarif des droits à percevoir au passage d'eau des Roseaux du Rouleau ainsi
la Sèvre-Niortaise dans le département de la Vendée.*

		DROITS À PERCEVOIR	
		avant l'établisse- ment des ponts des contrebats.	après l'établisse- ment de ces ponts.
		fr. c.	fr. c.
ART. 1^{er}. § 1. Personnes.			
1.	Pour une personne à pied, chargée ou non chargée.....	0 15	0 03,
2.	Pour une personne traînant une brouette ou une voiture à bras.....	0 15	0 10
§ 2. Chevaux, bestiaux, etc.			
3.	Pour un cheval, un mulet, monté par un cavalier, y com- pris le cavalier.....	0 35	0 15
4.	Pour un cheval, un mulet de menager, conducteur compris.	0 35	0 15
5.	Pour un cheval, un mulet mené en laisse.....	0 35	0 15
5 bis.	Pour un cheval, un mulet sans conducteur spécial.....	0 30	0 10
6.	Pour un âne ou une ânesse, chargé ou non chargé, conduc- teur compris.....	0 15	0 15
7.	Pour un bœuf non attelé, conducteur compris.....	0 35	0 15
7 bis.	Pour une vache avec ou sans son veau, conducteur compris.	0 30	0 15
8.	Pour un veau de un à trois ans, porc gras, conducteur compris.....	0 30	0 10
8 bis.	Pour un porc maigre, conducteur compris.....	0 15	0 10
9.	Pour jeune veau, mouton, brebis, agneau, bouc, chèvre chevreaux, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, non compris le conducteur.....	0 05	0 05
9 bis.	Pour les animaux de toute espèce allant au pâturage, la moitié des taxes ci-dessus leur sera appliquée.		
§ 3. 1^o Voitures particulières suspendues.			
10.	Pour un cabriolet attelé d'un seul cheval.....	1 00	0 60
11.	Pour un cabriolet attelé de deux chevaux.....	1 50	0 90
11 bis.	Pour un cabriolet attelé de trois chevaux.....	1 50	1 30
12.	Pour une voiture à quatre roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet.....	1 00	1 00
13.	Pour une voiture à quatre roues, attelée de deux chevaux ou de deux mulets.....	1 50	1 30
13 bis.	Pour chaque cheval en sus.....	"	0 40
2^o Voitures particulières non suspendues.			
14.	Pour une carriole à deux roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet.....	0 65	0 50
15.	Pour une carriole à deux roues, attelée de deux chevaux ou de deux mulets.....	0 75	0 60
16.	Pour une voiture à quatre roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet.....	0 65	0 50
17.	Pour une voiture à quatre roues, attelée de deux chevaux ou de deux mulets.....	0 75	1 30
17 bis.	Pour chaque cheval en sus.....	0 15	0 30
§ 4. 1^o Voitures de poste.			
18.	Pour un cabriolet attelé de deux chevaux, y compris le re- tour des chevaux pied levé.....	1 50	1 30
19.	Pour chaque cheval en sus.....	"	0 40
20.	Pour une voiture à quatre roues, attelée de deux chevaux, y compris même retour.....	1 50	1 60

DROITS À PERCEVOIR		
	avant l'établisse- ment des ponts des contrabois.	après l'établisse- ment de ces ponts.
	fr. c.	fr. c.
31. Pour chaque cheval en sus.....	"	0 40
32. Pour une voiture à quatre roues, attelée de quatre chevaux ou mulets, même retour.....	1 50	2 40
33. Pour chaque cheval en sus.....	"	0 40
2° Voitures publiques suspendues.		
34. Pour un cabriolet attelé d'un cheval.....	1 00	0 65
35. Pour chaque cheval en sus.....	0 50	0 30
36. Pour une voiture à quatre roues attelée d'un cheval.....	1 00	1 05
37. Pour chaque cheval en sus.....	0 50	0 35
3° Voitures publiques non suspendues.		
38. Pour une carriole attelée d'un cheval.....	0 63	0 55
39. Pour chaque cheval en sus.....	0 13	0 30
40. Pour une voiture à quatre roues attelée d'un cheval.....	0 63	1 05
41. Pour chaque cheval en sus.....	0 13	0 30
§ 5. Voitures de roulage ou de marchand.		
42. Pour une charrette de roulage ou de marchand, chargée et attelée d'un cheval.....	1 00	0 80
43. Pour chaque cheval en sus.....	0 25	0 20
43 bis. Pour une charrette de roulage ou de marchand, vide et at- telée d'un cheval.....	0 63	0 50
43 ter. Pour chaque cheval en sus.....	0 13	0 10
44. Pour une voiture à quatre roues, de roulage ou de marchand, chargée et attelée d'un cheval.....	1 00	1 20
45. Pour chaque cheval en sus.....	0 25	0 20
45 bis. Pour une voiture à quatre roues, de roulage ou de mar- chand, vide et attelée d'un cheval.....	0 63	0 90
45 ter. Pour chaque cheval en sus.....	0 13	0 10
§ 6. Voitures servant à l'agriculture.		
46. Pour une charrette ou une voiture à quatre roues, chargée et attelée d'un cheval ou d'un mulet, de deux ânes, de deux bœufs ou de deux vaches.....	1 25	0 55
47. La même, à vide.....	0 75	0 40
48. Pour une charrette ou une voiture chargée et attelée d'un âne, d'un bœuf ou d'une vache.....	1 13	0 48
49. La même, à vide.....	0 69	0 35
§ 7. Passages divers.		
40. Pour les conducteurs des animaux désignés au n° 9.....	"	0 05
41. Les conducteurs des voitures ou charrettes quelconques, tels que postillons, rouliers, charretiers, etc. ne payeront pas la taxe du n° 1.		
42. Les voyageurs et domestiques payeront la taxe de l'article 1...	0 15	0 05
43. Les voyageurs qui voudront passer isolément, sans attendre le temps fixé par l'article 3 du présent, payeront.....	0 30	0 15
44. Il ne sera pas perçu de surtaxe pendant les hautes eaux. Les eaux sont réputées hautes lorsqu'elles atteignent la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-balage. Le passage est interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière char- riera des glaçons et dans les temps de débâcle. Les bacs et bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.		

*Franchises et modérations.***2. Sont exempts des droits de péage :**

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

• Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procu-

neurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants.

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 3037. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Houguemarre et Guenouville, canton de Routot, arrondissement de Pont-Audemer, département de l'Eure, sont réunies en une seule commune, sous le nom de *commune de Houguemarre-Guenouville*, dont le chef-lieu sera fixé à Houguemarre.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3038. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant :

ART. 1^{er}. M. de Caze (Alexandre-Gustave-Henri-Xavier), né à Chartres (Eure-et-Loir), le 24 avril 1820, propriétaire, demeurant à Villeneuve-l'Étang, près Saint-Cloud (Seine-et-Oise),

Et ses enfants mineurs :

1^o de Caze (Marie-Alexandre-François-Augustin), né le 19 novembre 1850, à Marnes (Seine-et-Oise) ; et 2^o de Caze (Enguerrand-Alexandre-Gustave-Adolphe), né le 18 août 1852, à Garches (Seine-et-Oise),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique les noms de de Salignac de la Mothe-Fénélon.

2. M. de Salignac-Fénélon (Jean-Raymond-Sigismond-Alfred), né le 16 avril 1810, d'un père français, à Francfort, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, ministre plénipotentiaire de France en Suisse ;

M. de Salignac-Fénélon (Adolphe-Louis-Émilien-Frédéric), né à Bâle (Suisse), le 27 février 1815, chevalier de la Légion d'honneur, capitaine d'artillerie, officier d'ordonnance de M. le maréchal ministre de la guerre, demeurant à Paris ;

M. de Salignac-Fénélon (Jules-Victor-Anatole), né à Darmstadt, le 30 octobre 1816, officier de la Légion d'honneur, lieutenant-colonel au premier régiment de chasseurs d'Afrique, demeurant à Alger ;

M. de Salignac-Fénélon (Louis-Alphonse), né le 26 août 1822, à Darmstadt, capitaine adjudant-major au deuxième régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Saint-Mihiel (Meuse) ;

Et M. de Salignac-Fénélon (Henri-Léon), né à Darmstadt, le

20 janvier 1824, capitaine au onzième régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Châlons (Marne).

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique le nom de *Fénélon*, et à s'appeler, à l'avenir, de *Salignac-Fénélon*.

3. Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 8 Septembre 1855.*)

Errata. Dans les premiers exemplaires du Bulletin des lois, n° 323, contenant le décret du 29 août 1855, qui a fixé les droits à l'importation des machines, mécaniques, outils et autres dérivés du fer, page 302, 9^e ligne, au lieu de *fil de fer recouverts d'autres métaux*, lisez *fil de fer, même recouverts d'autres métaux*.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 328.

N° 3039. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit de dix millions pour Subventions aux Travaux d'utilité communale et aux distributions de Secours par les Bureaux de bienfaisance.*

Du 22 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget de l'exercice 1855;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sur l'exercice 1855, un crédit de dix millions (10,000,000^f) pour subventions aux travaux d'utilité communale et aux distributions de secours par les bureaux de bienfaisance.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 22 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère des finances,
Signé **E. ROUHER.**

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé **BILLAULT.**

N° 3040. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal fixe et de ses abords sur le Sérans, à Yon (Ain), conformément au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication des travaux est autorisée aux clauses et conditions insérées dans le cahier des charges ci-annexé.

3. Il sera pourvu aux frais de construction de ce pont et de ses abords au moyen,

1° D'une subvention de cinq mille francs, dont trois mille francs à fournir par l'État et deux mille francs provenant d'une souscription particulière;

2° D'un péage, qui sera concédé au soumissionnaire qui offrira plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder vingt ans sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté.

4. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

5. Le concessionnaire, substitué aux droits de l'administration conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeuble dont l'occupation est nécessaire pour l'exécution des travaux.

6. A compter du jour où le pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu sur ledit pont un péage conformément au tarif ci-après :

Pour une personne à pied, cinq centimes, ci.....	0
Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci.....	1
Un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci.....	1
Un cheval ou mulet non chargé, cinq centimes, ci.....	0
Un âne ou une ânesse chargé, cinq centimes, ci.....	0
Un âne ou une ânesse non chargé, trois centimes, ci.....	0
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employés au labour ou allant au pâturage, trois centimes, ci.....	0
Bœuf ou vache destiné à la vente, cinq centimes, ci.....	0
Veau ou porc, deux centimes, ci.....	0
Moutons, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, cinq centimes, ci.....	0

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque ces animaux iront au pâturage on ne payera que la moitié des droits.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront cinq centimes, ci.....	05
Pour une voiture suspendue, à deux ou quatre roues, avec un cheval ou mulet et son conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
Pour chaque cheval en sus, dix centimes, ci.....	10
Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied, cinq centimes, ci.....	05
Une charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, compris le conducteur, trente centimes, ci.....	30
Pour chaque cheval ou paire de bœufs en sus, dix centimes, ci.....	10
Une charrette vide, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
Une charrette, chargée ou non, attelée d'un âne ou d'une ânesse, y compris le conducteur, quinze centimes, ci.....	15
Les mêmes voitures employées au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes payeront un tiers de moins que le prix fixé.	
Un chariot de roulage chargé, attelé d'un cheval, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
Un chariot de roulage chargé, attelé de deux chevaux, y compris le conducteur, trente-cinq centimes, ci.....	35
Un chariot de roulage vide, attelé d'un cheval, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé. et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.	

7. Sont exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les gardes champêtres, la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique. (Paris, 23 Juin 1855.)

N° 3041. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal en charpente, avec culées en maçonnerie, sur l'Aube, dans la commune de Baudement (Marne), ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges également annexé.

Le rabais de cette adjudication portera sur le montant de la dépense des travaux, évaluée à vingt-six mille sept cent vingt-six francs soixante et douze centimes.

3. Il sera pourvu par la commune de Baudement aux frais d'entretien et de construction du pont, de ses abords et dépendances, au moyen, 1° d'un prélèvement sur les fonds libres; 2° du produit de l'aliénation de propriétés communales, et 3° d'une imposition extraordinaire.

A cet effet ladite commune est autorisée, 1° à aliéner aux enchères publiques et par lots, sur la mise à prix de quatorze mille cinq cents francs, neuf hectares quatre-vingt-dix ares vingt-six centiares de terrains désignés au procès-verbal d'expertise du 12 février 1854;

2° A s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1856, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire environ quatre mille six cents francs.

4. L'adjudicataire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. (*Paris, 23 Juin 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 28 Septembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 329.

N° 3042. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant ratification et promulgation de l'article qui proroge la Convention conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la République Orientale de l'Uruguay.*

Du 21 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Ayant vu et examiné l'article signé à Montevideo, le 20 juillet dernier, portant prorogation de la Convention du 8 avril 1836 (1), conclue entre la France et la République orientale de l'Uruguay, et les deux Gouvernements contractants ayant approuvé ledit article, dont la teneur suit :

Les soussignés, *M. Daniel-Pierre Martin Maillefer*, chevalier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. Consul général et chargé d'affaires de Sa Majesté l'Empereur des Français, d'une part;

Et de l'autre, *S. E. D. Francisco Agell*, Ministre secrétaire d'état des finances de l'État oriental de l'Uruguay, chargé du département des relations extérieures;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis de remplacer, par un Traité en forme, la Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation conclue, le 8 avril 1836, entre la France et l'État oriental de l'Uruguay;

Attendu, toutefois, que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et celui de l'Excellentissime Président de la République attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par des garanties mutuelles, les relations avantageuses qui se sont établies entre les deux pays;

Attendu, en outre, que, pour remplir ses fins, la loi votée

(1) 11^e série, Bull. 722, n° 8586.

ad hoc; le 12 juillet courant, par l'assemblée générale de la République, et promulguée, le 14, par le pouvoir exécutif, requiert la sanction d'un acte diplomatique ayant le caractère et les effets d'une obligation internationale;

Les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont, d'un commun accord, approuvé et adopté l'article qui suit :

ARTICLE UNIQUE. La Convention préliminaire du 8 avril 1836, entre la France et l'État oriental de l'Uruguay, est prorogée et maintenue, dans tous ses effets, jusqu'au 8 octobre 1858.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs ont signé le présent acte, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en la ville de Montevideo, le 20 Juillet 1855.

(L. S.) Signé: MARTIN MAILLEFER.

(L. S.) Signé: FRANCISCO AGELL.

Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le susdit article est ratifié, et recevra sa pleine et entière exécution.

2. Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 21 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Signé **ABBATUCCI.**

Le Ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Signé **WALEWSKI.**

N° 3043. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Châteaugontier, d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Du 5 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les actes notariés des 30 juin 1853 et 26 janvier 1853, par lesquels la demoiselle *Rolland* a fait donation à la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, dont le siège est à Paris, de divers bâtiments avec dépendances situés à Châteaugontier, à la charge de fonder à Châteaugontier un établissement de sœurs de son ordre, qui seront tenues d'instruire chrétiennement les petites filles pauvres et orphelines de la ville et des faubourgs, et de leur apprendre à travailler;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 1^{er} août 1853;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, en date du 13 octobre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1^o d'accepter la donation de la demoiselle *Rolland*; 2^o de fonder à Châteaugontier un établissement de sœurs de son ordre;

Vu la délibération, en date du 28 décembre 1853, par laquelle le conseil municipal de Châteaugontier demande à accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à vingt-huit mille francs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice;

Vu le décret impérial du 9 novembre 1809 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Paris et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composent l'établissement de Châteaugontier de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié et certifié par le préfet de la Seine;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Châteaugontier, le 30 décembre 1853;

Vu l'avis du conseil municipal de Châteaugontier, en date du 28 décembre 1853;

Vu les avis de l'archevêque de Paris, de l'évêque du Mans et des préfets de la Seine et de la Mayenne, en date des 7 novembre 1853, 20 et 25 janvier et 1^{er} avril 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 2 mai 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section des vacations de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) IV^e série, Bull. 252, n° 4838.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, existant à Paris (Seine), en vertu d'un décret impérial du 8 novembre 1809, est autorisée à fonder, à Châteaugontier (Mayenne), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul à Paris (Seine), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Châteaugontier (Mayenne), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul par la demoiselle *Alexine Rolland*, suivant actes notariés des 30 juin 1853 et 26 janvier 1855, et consistant en divers bâtiments avec dépendances, situés à Châteaugontier et estimés vingt-huit mille francs, à la charge notamment de fonder à Châteaugontier un établissement de sœurs de son ordre qui seront tenues d'instruire chrétiennement les petites filles pauvres et orphelines de la ville et des faubourgs, et de leur apprendre à travailler.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 5 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3044. — DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation des Tarifs des Droits de navigation perçus aux Écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les Canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, etc.

Du 9 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 13 mai 1818 portant concession du canal de Saint-Denis;

Vu la loi du 5 août 1821 relative à la construction et à l'achèvement de plusieurs canaux;

Vu les cahiers des charges annexés à ladite loi;

Vu notre décret du 24 août 1854 (1), qui a prorogé jusqu'au 25 septembre 1855 les tarifs actuels des droits de navigation aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée, ainsi que sur les canaux de la Somme et des Ardennes;

Vu les lettres des 23 et 25 août dernier et 1^{er} septembre courant, par lesquelles les concessionnaires des écluses de Fresnes et d'Iwuy et les compagnies du canal de Saint-Denis et des trois canaux donnent leur consentement au maintien provisoire desdits tarifs;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les tarifs des droits de navigation qui sont actuellement perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée, ainsi que sur les canaux de la Somme et des Ardennes, sont prorogés jusqu'au 25 septembre 1856.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du
ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 3045. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit aux Fourgs (Doubs) un Bureau de vérification pour la sortie des Boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.

Du 9 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, sur les bois-

(1) Bull. 215, n° 1944.

sons, et les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année (1);

Vu le tableau des points de sortie pour l'exportation des boissons annexé à l'ordonnance du 28 décembre 1828 (2), ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances et les arrêtés subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi aux Fourgs (Doubs) un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Signé E. ROUVIER.

N° 3046. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Ravel (Puy-de-Dôme), d'un Établissement de Sœurs de la Miséricorde.

Du 12 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, dont la maison mère est à Billom (Puy-de-Dôme), en date du 20 août 1851, tendant à obtenir l'autorisation,

1° De fonder un établissement de sœurs de son ordre à Ravel (même département);

(1) VII^e série, Bull. 93, n° 811.

(2) VIII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

2° D'accepter, en ce qui concerne la congrégation, le legs fait à la commune de Ravel, par la dame veuve *Petit*, d'une maison avec dépendances, située à Ravel, pour servir à la fondation d'un établissement de sœurs de la Miséricorde, chargées d'instruire les jeunes filles et de soigner les malades indigents ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Ravel, en date des 23 mai 1852 et 27 avril 1854, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter, au nom de la commune, tant la libéralité précitée que le legs d'une somme de trois mille francs pour être affectée à la construction d'un clocher à l'église de Ravel ;

Vu la délibération du bureau de bienfaisance de Ravel, en date du 13 novembre 1853, ayant pour but d'être autorisé à accepter le bénéfice du premier des legs susénoncés ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Ravel, en date des 8 octobre 1851 et 18 avril 1852, portant vote d'une subvention annuelle de deux cents francs en faveur de l'établissement à fonder ;

Vu l'acte sous seings privés passé, le 18 avril 1852, entre la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Miséricorde et le maire de Ravel ;

Vu le testament olographe de la dame veuve *Petit*, en date du 4 mars 1850 ;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 9 septembre 1850 ;

Vu le procès-verbal d'estimation portant à huit mille francs la valeur de la maison léguée ;

Vu les actes sous seing privé, en date des 21 mars 1851 et 10 janvier 1852, contenant consentement par le sieur *Bourassol*, en même temps héritier naturel et légataire universel de la testatrice, à la délivrance des legs précités ;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs appelées à diriger l'établissement de Ravel de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Ravel ;

Vu l'état des recettes et dépenses présumées du futur établissement ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié et certifié par le préfet du Puy-de-Dôme ;

Vu les plans et devis des travaux à effectuer au clocher de l'église de Ravel ;

Vu les avis de l'évêque de Clermont et du préfet du Puy-de-Dôme, en date des 6 juillet et 26 septembre 1853 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 14 octobre 1854 ;

Vu le décret du 14 décembre 1810 (1), qui a autorisé l'association des sœurs de la Miséricorde, à Billom, et a approuvé ses statuts ; ensemble le décret du 14 janvier 1853 (2), qui a autorisé ladite association comme congrégation à supérieure générale, et a approuvé les modifications demandées par elle à ses statuts primitifs, dans le but de devenir hospitalière et enseignante ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837 ; et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Miséricorde existant à Billom (Puy-de-Dôme), en vertu des décrets impériaux des 14 décembre 1810 et 14 janvier 1853, est autorisée à fonder, à Ravel (même département), un établissement de religieuses de son ordre, à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par les décrets précités.

2. Le maire de Ravel (Puy-de-Dôme), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, à Billom, au nom de cette congrégation, et le bureau de bienfaisance de Ravel, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à ladite commune par la dame *Marie-Madeleine Groisne*, veuve du sieur *Guillaume Petit*, suivant son testament olographe du 4 mars 1850, d'une maison avec dépendances, estimée huit mille francs, pour fonder à Ravel un établissement de sœurs de la Miséricorde, chargées d'instruire les jeunes filles et de soigner les malades indigents.

3. Le maire de Ravel, au nom de cette commune, est autorisé à accepter le legs à elle fait par la même testatrice, suivant son testament précité, d'une somme de trois mille francs pour être affectée à la dépense de construction d'un clocher à l'église de Ravel.

4. Est approuvé, pour sortir son plein et entier effet,

(1) IV^e série, Bull. 339, n^o 6342.

(2) XI^e série, Bull. 17, n^o 133.

l'acte sous signatures privées, en date du 18 avril 1852, passé entre l'administration municipale de Ravel et la supérieure de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, à Billom, pour assurer la fondation à Ravel d'un établissement de trois sœurs de cet ordre, conformément aux dernières volontés de la dame veuve *Petit*.

5. La commune de Ravel est autorisée à s'imposer extraordinairement, en trois ans, par addition au principal de ses quatre contributions directes, la somme de quinze cents francs, représentant sept centimes environ pour concourir, avec la somme de trois mille francs à provenir du legs susmentionné, au paiement de la dépense de construction d'un clocher à l'église de Ravel.

6. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3047. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Majorat
de M. le Duc de Padoue.

Du 19 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ;

Vu la loi du 10 juin 1853, qui a autorisé le duc de Padoue à céder à la compagnie du chemin de fer d'Orléans un hôtel et ses dépendances sis à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 11, composant son majorat, à charge de faire emploi du prix de un million cent quatre-vingt-dix-sept mille francs en acquisition, soit de rentes, soit d'immeubles ;

Vu le décret du 29 mars 1854 (1), qui l'a autorisé à faire emploi de la moitié de ce prix en rentes sur l'État;

Vu le décret du 17 février 1855 (2), par lequel le duc de Padoue a été autorisé à faire remploi, en actions de la banque de France, de la seconde moitié du prix dont il s'agit;

Vu la demande de ce titulaire tendant à être autorisé à placer en rentes sur l'État la somme de vingt-six mille six cent cinquante-trois francs cinquante-sept centimes, restant disponible après l'achat de cent quatre-vingt-dix actions de la Banque;

Considérant que le remploi demandé aura pour résultat de compléter l'exécution de la loi du 10 juin 1853,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le duc de Padoue est autorisé à faire remploi en rentes sur l'État, de vingt-six mille six cent cinquante-trois francs cinquante-sept centimes formant le solde du prix de la cession de l'hôtel qui composait son majorat.

2. Le remploi sera fait, au nom du titulaire du majorat, sous la surveillance de l'administration des domaines, par la caisse des dépôts et consignations. Les rentes en provenant seront immobilisées au livre des majorats et dotations, conformément aux décrets des 1^{er} mars 1808 (3) et 4 juin 1809 (4), et elles seront retour à l'état, dans les cas prévus par les lois et statuts sur les dotations et majorats.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret,

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérieur
du ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

(1) 11^e série, Bull. 152, n° 1261.

(2) 11^e série, Bull. 278, n° 2484.

(3) 11^e série, Bull. 186, n° 3207.

(4) 11^e série, Bull. 238, n° 4432.

N° 3048. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge l'exemption des Droits de navigation accordée aux chargements de Grains et Farines, de Riz, de Pommes de terre et de Légumes secs.*

Du 22 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'exemption des droits de navigation accordée jusqu'au 31 décembre prochain par les décrets des 5 septembre (1) et 3 décembre 1853 (2), 24 juin (3) et 9 octobre 1854 (4), et 5 juin 1855 (5), aux chargements de grains et farines, de riz, de pommes de terre et de légumes secs, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 22 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON,

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérêt
des finances,*

Signé E. ROTHIER.

N° 3049. — *DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :*

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal fixe en maçonnerie, en fonte et en fer, sur la Seine, à la Tombe (Seine-et-Marne), en remplacement

(1) Bull. 91, n° 783.

(2) Bull. 112, n° 964.

(3) Bull. 195, n° 1744.

(4) Bull. 221, n° 2013.

(5) Bull. 304, n° 2806.

du bac actuel, ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges, également annexé au présent décret.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont, de ses abords et dépendances,

1° Au moyen d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au concessionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder cinquante ans, sera fixé à l'avance par le préfet dans un billet cacheté;

2° Au moyen d'une subvention totale de trente-cinq mille deux cent quarante-trois francs, ainsi répartie :

Trente mille francs sur les fonds de l'État;

Deux mille francs à fournir pour la commune de la Tombe;

Trois mille deux cent quarante-trois francs provenant de souscriptions particulières.

4. Le concessionnaire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage suivant le tarif ci-après :

Toute personne, chargée ou non, à pied, à cheval ou en voiture, cinq centimes, ci.....	05
Tout cheval ou mulet, chargé ou non, monté, attelé, dix centimes, ci..	10
Chaque voiture à bras, cinq centimes, ci.....	05
Chaque voiture à âne, dix centimes, ci.....	10
Chaque voiture ordinaire non suspendue, quinze centimes, ci.....	15
Chaque voiture ordinaire suspendue, trente centimes, ci.....	30
Bœuf, vache ou âne, cinq centimes, ci.....	05
Bœuf ou vache appartenant à un marchand et destiné à la vente, dix centimes, ci.....	10
Veau, porc, paire de moutons, de chèvres, d'oies, de dindons, etc. deux centimes, ci.....	02

Le droit ne sera dû que pour l'animal marchant.

Tout animal allant au labour ou au pâturage payera moitié prix.

Il en sera de même des animaux employés au transport des engrais, grains et fourrages, de la ferme aux champs, ou réciproquement.

Toute fraction de centime sera comptée pour un centime au profit du concessionnaire.

7. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les gardes champêtres, la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique. (*Paris, 23 Juin 1855.*)

N° 3050. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant que la limite du rivage de l'île des Oiseaux (bassin d'Arcachon, quartier de la Teste, département de la Gironde) est et demeure fixée conformément aux polygones irréguliers composés, le premier de trente-deux, et le second, situé au nord du premier, de sept lignes droites déterminées par le procès-verbal du 10 août 1854 et tracées en bleu sur le plan annexé au décret. (*Paris, 8 Août 1855.*)

N° 3051. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite du rivage sur la partie de la plage du bassin d'Arcachon (quartier de la Teste) contiguë à des terrains dont M. Javal est propriétaire, dans les communes de Lège et d'Arès, département de la Gironde, est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en bleu sur le plan annexé au décret.

Ce tracé comprend, entre les bornes 18 et 27, neuf lignes droites, et se confond, à partir de la borne n° 27, avec les digues des réservoirs, traverse le grand chemin d'Arès et coïncide de nouveau jusqu'au port du même nom avec d'autres digues. (*Paris, 8 Août 1855.*)

N° 3052. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé au raccordement de la route départementale de Tarn-et-Garonne n° 20, de la Française à la Guépie, avec la route impériale n° 127, aux abords de la Française, suivant la direction générale indiquée par des lignes rouges sur le plan visé, lequel restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de ce raccordement, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3053. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la Côte de Saint-Loubert, route départementale de la Gironde n° 24, de Grignols à Cocumont, suivant la direction générale indiquée par un tracé rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé le 30 juin 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3054. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal en charpente, sur la Canche, devant le port d'Étaples (Pas-de-Calais), ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont.

2. La mise en adjudication des travaux est autorisée aux clauses et conditions du cahier des charges, également annexé au présent décret.

3. Il sera en outre pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont et de ses abords et dépendances, 1° au moyen d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder soixante ans, sera fixé à l'avance, par le préfet, dans un billet cacheté; 2° au moyen d'une subvention de trente mille francs sur les fonds du trésor; 3° au moyen d'une subvention de vingt mille francs sur les fonds départementaux; 4° au moyen d'une allocation de dix mille francs votée par la commune d'Étaples.

4. La commune d'Étaples est autorisée,

1° A emprunter, soit avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, soit directement de la caisse des dépôts et consignations aux conditions de cet établissement, la somme de dix mille francs, remboursable en dix ans, pour concourir, avec d'autres ressources, au paiement de la dépense de construction du pont projeté;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes devant produire environ huit mille quatre cent douze francs pour assurer, concurremment avec les ressources ordinaires de son budget, le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

5. Le concessionnaire, substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, sera autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

6. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

7. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

Une personne, chargée ou non, dix centimes, ci.	10°
Pêcheur muni de ses filets, femme ou enfant de marin allant à la pêche aux sauterelles et aux coquillages, ou en revenant, cinq centimes, ci.	5
Personne traînant une voiture à bras ou une brouette, quinze centimes, ci.	15
Cheval ou mulet, chargé ou non, quinze centimes, ci.	15
Âne chargé ou non, dix centimes, ci.	10
Bœuf ou vache destiné à la vente, quinze centimes, ci.	15
Veau, porc destiné à la vente, dix centimes, ci.	10
Mouton, chèvre, cochon de lait, paire d'oies, de canards ou de dindons, destiné à la vente, cinq centimes, ci.	5
Voiture de maître, suspendue ou non, à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, soixante centimes, ci.	60
Charrette chargée, attelée d'un cheval, d'un mulet ou d'une paire de bœufs, cinquante centimes, ci.	50
Charrette à vide, attelée d'un cheval, d'un mulet ou d'une paire de bœufs, trente centimes, ci.	30
Charrette, chargée ou non, attelée d'un âne, vingt centimes, ci.	20
Chariot de ferme à quatre roues chargé et attelé de deux chevaux, soixante centimes, ci.	60
Le même, à vide, quarante centimes, ci.	40
Chariot de roulage, chargé, à deux chevaux, soixante et dix centimes, ci.	70
Le même, à vide, quarante-cinq centimes, ci.	45
Diligence ou autre voiture publique à deux ou quatre roues, attelée d'un cheval, cinquante centimes, ci.	50

OBSERVATIONS.

Les bestiaux employés au labour ou allant au pâturage ne payeront que la moitié du droit.

Les cavaliers, les conducteurs de charrettes, chariots et voitures quelconques et les voyageurs payeront tous comme des personnes à pied.

Lorsque les charrettes, voitures, chariots et diligences seront attelés d'un

nombre de chevaux, mulets ou bœufs plus grand que celui ci-dessus indiqué il sera payé pour chaque animal excédant comme s'il n'était pas attelé.

8. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions ; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service ; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État ; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant ; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte (Saint-Cloud, 1^{re} Septembre 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 330.

N° 3055. — *TABIEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 22 Septembre 1855.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	27 ^f 51 ^c	27 ^f 92 ^c	27 ^f 74 ^c	30 ^f 79 ^c
	Gard.....	Gray.....	31 50	31 50	31 50	
	Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	30 70	31 00	31 77	
	Var.....	Marseille.....	32 39	32 72	33 21	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....					
	B ^{se} -Pyrénées..	Marans.....	29 50	30 67	30 50	29 98
	H ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	31 17	32 17	32 67	
	Ariège.....	Toulouse.....	27 51	27 92	27 74	
1 ^a	Haute-Garonne.					
	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	31 50	31 50	31 50	32 19
	Isère.....	Saint-Laurent.	32 45	32 88	33 20	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	31 56	32 48	32 65	
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	{ Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	{ Mulhouse.... Strasbourg....	32 ^f 17 ^c 31 78	32 ^f 04 ^c 31 65	32 ^f 34 ^c 33 00	32 ^f 18 ^c
2 ^e	{ Nord..... Pas-de-Calais.. Somme..... Seine-Inférieure.. Eure..... Calvados.....	{ Bergues..... Arras..... Roya..... Soissons..... Paris..... Rouen.....	36 06 36 74 36 85 34 14 33 40 37 61	37 06 38 02 37 12 34 56 35 06 38 16	38 35 38 27 37 90 36 18 35 07 39 48	36 56
3 ^e	{ Loire-Inférieure... Vendée..... Charente-Inférieure.	{ Saumur..... Nantes..... Marans.....	30 92 31 05 29 50	30 91 30 91 30 67	31 05 31 95 30 50	30 83
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	{ Moselle..... Meuse..... Ardennes..... Aisne.....	{ Metz..... Verdun..... Charleville... Soissons.....	31 40 28 53 31 40 34 14	31 61 29 85 34 60 34 56	33 05 30 53 35 00 36 18	31 57
2 ^e	{ Manche..... Ille-et-Vilaine.. Côtes-du-Nord.. Finistère..... Morbihan.....	{ Saint-Lô..... Paimpol..... Quimper..... Hennebon.... Nantes.....	35 71 28 61 26 20 25 07 31 05	36 02 29 65 28 29 26 03 30 91	37 02 29 75 27 40 26 25 31 95	29 99

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture,
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 22 Septembre 1855.

Signé E. ROUHER.

N° 3056. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de Saône-et-Loire n° 8, de Bourbon-Lancy à Tournus, entre Joncy et Saint-Gengoux-le-Royal, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé le 11 février 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3057. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont approuvés les tarifs ci-annexés pour la perception des droits de péage aux passages des bacs de Lavoulte, Beauchastel, Charmes, Cruas, Baix, Châteaubourg, Soyons et Champagne, situés sur le Rhône, dans le département de l'Ardèche.

2. Lesdits tarifs ne seront exécutoires qu'à l'époque du renouvellement des baux à ferme actuellement en vigueur.

3. Sont exempts des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés aux tarifs annexés au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Saint-Cloud, 9 Septembre 1855.)

TARIFS DES DROITS À PERCEVOIR AUX PASSAGES D'EAU ÉTABLIS SUR LE RHÔNE À LAVOULTE, BEAUCHASTEL, CHARMES, CRUAS, BAIX, CHÂTEAUBOURG, SOYONS ET CHAMPAGNE, DANS CHACUNE DE CES COMMUNES.

ART. 1^{er}. *Passages de Lavoulte, Beauchastel, Charmes, Cruas, Baix, Châteaubourg et Soyons, sur le Rhône.*

Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes et au-dessous, dix centimes, ci..... 0^e 10^e

Le passeur ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids au-dessus de cinq myriagrammes, dix centimes, ci..... 0 10

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci. 0' 03'

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci.	0 15
D'un cheval ou mulet chargé, douze centimes, ci.	0 12
D'un cheval ou mulet non chargé, huit centimes, ci.	0 08
D'un âne chargé ou d'une ânesse chargée, huit centimes, ci.	0 08
D'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée, six centimes, ci. . .	0 06
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, six centimes, ci.	0 06
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, quinze centimes, ci.	0 15
Par veau ou porc, huit centimes, ci.	0 08
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, quatre centimes, ci.	0 04
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront six centimes, ci.	0 06
---	------

S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins trente centimes.

Pour le passage

D'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litère à deux chevaux et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci.	0 45
D'une voiture suspendue à quatre roues, attelées de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, un franc, ci.	1 00
D'une voiture suspendue à quatre roues, du cheval ou mulet et du conducteur, soixante centimes, ci.	0 60

Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée

D'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs ou vaches, y compris le conducteur, soixante centimes, ci.	0 60
De deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs ou vaches, y compris le conducteur, un franc, ci.	1 00
De trois chevaux ou mulets et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.	1 60
D'un âne, y compris le conducteur, quarante centimes, ci.	0 40
Pour une charrette à vide, le cheval et le conducteur, cinquante centimes, ci.	0 50

Pour une charrette

Chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0' 50"
La même, à vide, le cheval ou deux bœufs et le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
Chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30

Pour un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, un franc, ci.....	1 00
Chargé, deux chevaux et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Chargé, trois chevaux et le conducteur, deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50
À vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, soixante centimes, ci.....	0 60

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera une recette d'au moins un franc.

Dans le temps des hautes eaux, le paiement du droit sera augmenté d'un quart, et de moitié, lorsqu'elles seront réputées dangereuses.

Dans le temps des basses eaux, le paiement du droit sera augmenté d'un quart.

Les points où les eaux seront réputées basses, hautes ou dangereuses, seront indiqués sur le poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront le point dudit poteau indiquant les eaux dangereuses, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

Passage de Champagne sur le Rhône.

Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes et au-dessous, sept centimes, ci.....

0' 07"

Le passeur ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou le batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids au-dessus de cinq myriagrammes, dix centimes, ci.....

0 10

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci.....

0 02

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci.....

0 15

D'un cheval ou mulet chargé, douze centimes, ci.....	0' 12
D'un cheval ou mulet non chargé, huit centimes, ci.....	0 08
D'un âne chargé ou d'une ânesse chargée, huit centimes, ci.....	0 08
D'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée, six centimes, ci..	0 06
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, quinze centimes, ci.....	0 15
Par veau ou porc, huit centimes, ci.....	0 08
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, quatre centimes, ci.....	0 04

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront six centimes, ci..... 0 06

S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer, isolément dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins trente centimes.

Pour le passage

D'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci.....	0 45
D'une voiture suspendue à quatre roues, du cheval ou mulet et du conducteur, soixante centimes, ci.....	0 60
D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, un franc, ci.....	1 00

Les voyageurs payeront, séparément par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée,

D'un seul cheval ou mulet ou deux bœufs ou vaches, y compris le conducteur, soixante centimes, ci.....	0 60
D'un âne, y compris le conducteur, quarante centimes, ci.....	0 40
De deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs ou vaches, y compris le conducteur, un franc, ci.....	1 00
De trois chevaux ou mulets et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Pour une charrette à vide, le cheval et le conducteur, quarante centimes, ci.....	0 40

Pour un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, un franc, ci.....	1 00
Chargé, deux chevaux et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Chargé, trois chevaux et le conducteur, deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50
A vide, attelé d'un seul cheval et le conducteur, soixante centimes, ci.....	0 60

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombre indiqués pour les attelages ci-dessus comme pour un cheval ou mulet non chargé et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes et ânesses non chargés.

Il ne sera payé que la moitié des droits fixés par le tarif, 1° pour le passage des animaux allant au pâturage et au labour ou en revenant, ainsi que leurs conducteurs; 2° pour les charrettes, chevaux, mulets, bœufs ou ânes employés au transport des engrais sur les terres ou à la rentrée des récoltes, ainsi que de leurs conducteurs.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou charriot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera une recette d'au moins un franc.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera augmenté d'un quart, et de moitié lorsqu'elles seront réputées dangereuses.

Dans les temps des basses eaux, le payement du droit sera augmenté d'un quart.

Les points où les eaux seront réputées basses, hautes ou dangereuses, seront indiqués sur le poteau de hauteur établi sur la rive de contre-balage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront le point dudit poteau indiquant les eaux dangereuses, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux; les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les houviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs, et d'une demi-heure pour les passe-cheval et les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre le laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter des secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Octobre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 1^{er} Octobre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 331.

N° 3058. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la 1^{re} circonscription du département du Var, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 25 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1), pour l'élection des députés au Corps législatif;

Attendu le décès de M. le vicomte de *Partouneaux*, député du Var,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la première circonscription du département du Var sont convoqués pour les 20 et 21 octobre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

(1) x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

N° 3059. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Glère (Doubs) un Bureau de vérification pour la sortie des Boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.

Du 26 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816 sur les boissons, et les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année (1);

Vu le tableau des points de sortie pour l'exportation des boissons, annexé à l'ordonnance du 28 décembre 1828 (2), ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances et les arrêtés subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Glère (Doubs) un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,
Signé **P. MAGNE**.

N° 3060. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde jusqu'au 1^{er} janvier 1856 pour soumettre au Visa pour Timbre et à l'Enregistrement, sans droits en sus ou amendes, les Actes sous signatures privées y énoncés.

Du 29 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

(1) VII^e série, Bull. 93, n° 811.

(2) VIII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

Vu le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 23 mars 1855, sur la transcription hypothécaire, ainsi conçu : « Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes énoncés dans les articles précédents ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble, et qui les ont conservés en se conformant aux lois ; »

Vu l'article 11 portant que la disposition de l'article 3 n'est pas applicable aux actes ayant acquis date certaine avant le 1^{er} janvier 1856, et que leur effet sera réglé par la législation sous l'empire de laquelle ils sont intervenus ;

Voulant lever les obstacles qui pourraient s'opposer à la régularisation des actes sous signatures privées,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé jusqu'au 1^{er} janvier 1856 pour soumettre au visa pour timbre et à l'enregistrement, sans droits en sus ou amendes, les actes sous seings privés translatifs de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèques, ceux constitutifs d'antichrèse, de servitude, d'usage ou d'habitation, et tous les baux de biens immeubles.

2. Cette disposition ne s'applique qu'aux contraventions existantes au jour de la publication du présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 3061. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que le sieur *Brunereau* aîné est autorisé à établir, dans le port de Bordeaux, sur les points déterminés par le plan qui restera annexé au décret, dix corps-morts destinés à l'amarrage des navires ;

2° Que cette autorisation est accordée pour un laps de vingt années, à partir de la notification du décret, et aux clauses et conditions insérées dans le cahier des charges y annexé. (*Paris, 29 Août 1855.*)

N° 3062. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A cinq, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Semur, département de la Côte-d'Or ;

2° A dix-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Dunkerque, département du Nord ;

3° A onze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance d'Apt, département de Vaucluse. (*Saint-Cloud, 12 Septembre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Octobre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 332.

N° 3063. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui élève M. le Général Canrobert à la dignité de Sénateur.*

Du 17 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Voulant donner au général *Canrobert* un témoignage éclatant de notre satisfaction pour les éminents services qu'il a rendus à la France dans le commandement en chef de l'armée d'Orient,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le général de division *Canrobert* est élevé à la dignité de sénateur.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Août 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3064. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie celui du 4 avril 1854, relatif à l'érection du Collège de Colmar en Lycée impérial.*

Du 29 Août 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

XI^e Série.

30

Vu la délibération du bureau d'administration du lycée impérial de Tours, en date du 24 avril 1855;

Vu la délibération du conseil académique de Poitiers, en date du 13 juin 1855,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le lycée impérial de Tours est élevé de la quatrième à la troisième catégorie.

Cette promotion aura son effet à partir du 1^{er} octobre 1855.

A ladite époque, le prix de la pension, de l'externat, des conférences, répétitions et examens, est fixé ainsi qu'il suit :

	PAIX de la pension.	FRAIS d'études à la charge des externes.	SUPPLÉMENTS des par les externes adultes aux conférences, répétitions et examens.
Division élémentaire.....	650 ^f	30 ^f	40 ^f
Division de grammaire.....	700	100	50
Division supérieure.....	750	120	60
Classes de mathématiques spéciales.....	800	150	75

(Si cet enseignement est organisé.)

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Août 1855.

Signé NAPOLEON,

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3066. — DÉCRET IMPÉRIAL, qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes (Services des Cultes) un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

Du 22 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'état des créances liquidées au compte des services des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1851, 1852 et 1853, et s'élevant, d'une part, à la somme de trois cent trente-deux francs trente-six centimes, et, d'autre part, à celle de treize mille trois cents francs soixante et dix-sept centimes;

Considérant, que les premières concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans les lois de dépenses des exercices 1852 et 1853 a réservé la faculté d'ouvrir des suppléments de crédits en l'absence du Corps législatif;

Considérant, à l'égard des secondes, que, si elles ne sont pas comprises dans ladite nomenclature, elles se rapportent toutefois à des services prévus aux budgets des exercices 1851, 1852 et 1853, et sont inférieures aux excédants de crédits restant à annuler par la loi de règlement de chacun de ces exercices;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et les articles 100 et 108 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement général sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre de l'instruction publique et des cultes (Services des cultes), en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1851, 1852 et 1853, un crédit supplémentaire de treize mille six cent trente-trois francs treize centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition à notre ministre des finances, conformément à l'article 106 de l'ordonnance précitée du 31 mai 1838, savoir :

1° Services compris dans la nomenclature des lois de finances :

EXERCICE 1852. — Chapitre v.....	17 ^f 08 ^c	} 332 ^f 36 ^c
EXERCICE 1853. — Chapitre v.....	315 28	

2° Services non compris dans la nomenclature précitée, mais prévus aux budgets et présentant en fin d'exercice des excédants de crédits à annuler par la loi de règlement :

EXERCICE 1851..	Chapitre x.....	1,300 ^f 88 ^c	} 13,300 77
	Chapitre x bis.....	4,817 17	
	Chapitre unique.....	4,531 76	
EXERCICE 1852. —	Chapitre x.....	2,572 24	}
EXERCICE 1853. —	Chapitre x.....	78 72	

TOTAL..... 13,633 13

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, concernant les services des cultes, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 22 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Signé E. ROUHER.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,
Signé H. FORTOUL.

N° 3067. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée dans la ville de Mulhouse une Ecole préparatoire à l'enseignement supérieur des Sciences et des Lettres.*

Du 22 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 du décret du 22 août 1854 (1), sur l'organisation des académies;

Vu les articles 10 et 11 du décret du 22 août 1854 (2), sur le régime des établissements d'enseignement supérieur;

Vu le règlement du 26 décembre 1854, sur l'enseignement des sciences appliquées;

Vu la délibération du conseil municipal de Mulhouse, en date du 15 septembre 1855, par laquelle ledit conseil exprime à l'unanimité

(1) Bull. 217, n° 1957.

(2) Bull. 217, n° 1958.

le vœu qu'il soit créé dans la ville de Mulhouse une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, et s'engage également à l'unanimité,

1° A mettre à cet effet à la disposition de l'administration de l'instruction publique une portion spéciale et distincte des bâtiments de l'école professionnelle;

2° A approprier cette portion de bâtiments au service de l'école préparatoire;

3° A faire l'acquisition du mobilier scientifique qui sera jugé nécessaire;

4° A pourvoir aux dépenses annuelles d'entretien des bâtiments et des frais matériels;

5° A assurer le traitement des professeurs;

Vu le projet de budget annuel de l'école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres présenté par M. le maire de Mulhouse et s'élevant à la somme totale de dix-huit mille cent francs;

Vu le plan des bâtiments qui seraient affectés à l'école préparatoire des sciences et des lettres,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé dans la ville de Mulhouse une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, aux clauses, charges et conditions souscrites par le conseil municipal dans sa délibération du 15 septembre 1855, ci-dessus visée.

2. Ladite école sera organisée dès que les bâtiments qui lui sont affectés auront reçu les appropriations convenables et qu'il aura été reconnu, après vérifications contradictoires, que l'établissement est pourvu des collections et du mobilier nécessaires à l'enseignement des sciences appliquées conformément au règlement du 26 décembre 1854.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 22 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FOXTON.

N° 3068. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit représentant la somme versée au Trésor public par la ville de Paris, le 13 septembre 1855, pour concourir à la construction du Pont de l'Alma.*

Du 29 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir avec ceux de l'état à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert, par ordonnance royale, au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits crédits non employés pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Considérant qu'il résulte d'une déclaration du caissier payeur central du trésor public que la ville de Paris a versé dans sa caisse, pour le compte du trésor, le 13 septembre courant, une somme de trois cent mille francs, à titre de deuxième à-compte, en 1855, sur la subvention de la ville pour la construction du pont de l'Alma,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, un crédit de trois cent mille francs (300,000^f), sur les fonds du budget de 1855, applicable au chapitre XXVI de la deuxième section (Construction de ponts).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*
Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3069. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Sœurs de Saint-Aignan, établie à Orléans.*

Du 3 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs de Saint-Aignan, à Orléans, tendant à être autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu l'engagement pris par cette association religieuse de se conformer exactement aux statuts approuvés, par ordonnance royale du 30 avril 1826 (1), pour la congrégation des filles de la Croix, dites sœurs de Saint-André, à la Pnyé, et que cette association a déclaré adopter;

Vu une copie de ces statuts, signés, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association, et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque d'Orléans;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Orléans, le 12 mai 1855;

Vu l'avis du conseil municipal d'Orléans, en date du 16 juin 1855;

Vu les avis de l'évêque d'Orléans et du préfet du Loiret, en date des 5 avril et 3 juillet 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Aignan, établie à Orléans (Loiret), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés, par ordonnance royale du 30 avril 1826, pour la congrégation des filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à la Puye (Vienne), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3070. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte un Terrain domanial
au service du Département de la Guerre.*

Du 6 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 (1), qui règle le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État ;

Considérant qu'il convient d'établir le tir de la garnison de Lichtenberg (Bas-Rhin), sur un terrain dépendant de la forêt domaniale de Batzenstruch, au moyen de l'affectation d'une parcelle de terrain, au canton de Mühlwald, indiquée par la lettre A et par des limites tracées en rouge sur un plan ci-annexé, dressé le 3 septembre dernier par le chef du génie à Haguenau ;

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. n° 334, n° 4853.

Considérant que notre ministre secrétaire d'état au département des finances a donné son assentiment à cette mesure, sous la condition que l'emplacement du tir serait clos par des fossés, ainsi qu'il est exprimé dans sa dépêche du 20 juillet 1855,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain susmentionnée est affectée au service du département de la guerre, sous la condition susrelatée.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 3071. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prohibe l'exportation des Marrons et Châtaignes et de leurs Farines.*

Du 13 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'exportation des marrons et châtaignes et de leurs farines est prohibée jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Les marrons et châtaignes et leurs farines importés, soit par terre, soit par navires français ou par navires étrangers, sans distinction de provenance ni de pavillon, ne seront soumis, jusqu'à ladite époque de 1856, qu'à un droit de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département

des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera immédiatement imprimé et affiché dans tous les départements frontières, pour y être appliqué, à compter du jour de cette publication, conformément aux ordonnances royales des 27 novembre 1816 (1) et 18 janvier 1817 (2).

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3072. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

Sous-préfet de l'arrondissement de Brest (Finistère), M. Verbigier de Saint-Paul, sous-préfet de Castres, en remplacement de M. de Léautaud;

Sous-préfet de l'arrondissement de Castres (Tarn), M. Garnier, sous-préfet de Carpentras, en remplacement de M. de Saint-Paul;

Sous-préfet de l'arrondissement de Roanne (Loire), M. Lorette, sous-préfet d'Issoudun, en remplacement de M. Cézan;

Sous-préfet de l'arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise), M. de Léautaud, sous-préfet de Brest, en remplacement de M. de Saint-Cyr-Monlaur;

Sous-préfet de l'arrondissement d'Issoudun (Indre), M. de Saint-Cyr-Monlaur, sous-préfet de Pontoise, en remplacement de M. Lorette;

Sous-préfet de l'arrondissement de Carpentras (Vaucluse), M. Cézan, sous-préfet de Roanne, en remplacement de M. Garnier;

Sous-préfet de l'arrondissement de Gray (Haute-Saône), M. Doé, sous-préfet d'Altkirch, en remplacement de M. Voirol;

Sous-préfet de l'arrondissement d'Altkirch (Haut-Rhin), M. Montaubin, sous-préfet de Barcelonnette, en remplacement de M. Doé;

Sous-préfet de l'arrondissement de Barcelonnette (Basses-Alpes), M. Albert, sous-préfet de Civray, en remplacement de M. Montaubin;

Sous-préfet de l'arrondissement de Civray (Vienne), M. de Thézillat, sous-préfet de Châteaulin, en remplacement de M. Albert;

Sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin (Finistère), M. Voirol, sous-préfet de Gray, en remplacement de M. de Thézillat. (Paris, 13 Avril 1855.)

(1) VI^e série, Bull. 124, n° 1347.

(2) VI^e série, Bull. 124, n° 1348.

N° 3073. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

Secrétaire général de la préfecture du département du Pas-de-Calais, *M. Darcy-Delcer*, sous-préfet de Villeneuve-d'Agen, en remplacement de *M. Eyriniac*, décédé;

Sous-préfet de l'arrondissement de Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne), *M. de Pébeyre*, sous-préfet de Lannion, en remplacement de *M. Darcy-Delcer*;

Sous-préfet de l'arrondissement de Lannion (Côtes-du-Nord), *M. Hastron*, conseiller de préfecture, secrétaire général de la Creuse, en remplacement de *M. de Pébeyre*;

Sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Flour (Cantal), *M. Denis-Lagarde*, sous-préfet de Montluçon, en remplacement de *M. le baron Amiot*, nommé directeur principal des lignes télégraphiques;

Sous-préfet de l'arrondissement de Montluçon (Allier), *M. Delmas*, sous-préfet d'Ancenis, en remplacement de *M. Denis-Lagarde*;

Sous-préfet de l'arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure), *M. Dufour*, ancien sous-préfet, en remplacement de *M. Delmas*;

Sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin (Finistère), *M. de Bastard*, conseiller de préfecture de la Manche, en remplacement de *M. Voirol*, mis en non-activité, sur sa demande. (Paris, 29 Mai 1855.)

N° 3074. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

M. Claude, ancien secrétaire particulier du préfet de Seine-et-Oise, membre du conseil de préfecture du département de la Creuse, en remplacement de *M. Hastron*, appelé à la sous-préfecture de Lannion;

M. Ozeane de Boismorel, ancien chef du cabinet du préfet de Loir-et-Cher, membre du conseil de préfecture du département de la Manche, en remplacement de *M. de Bastard*, appelé à la sous-préfecture de Châteaulin. (Paris, 29 Mai 1855.)

N° 3075. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

M. Demanche, sous-préfet de Provins, sous-préfet de l'arrondissement de Lisieux (Calvados), en remplacement de *M. Lachèvre*, démissionnaire;

M. Frédéric Barrot, ancien chef du cabinet du ministre des finances, sous-préfet de l'arrondissement de Provins (Seine-et-Marne), en remplacement de *M. Demanche*;

M. de Bassoncourt, sous-préfet de Dinan, sous-préfet de l'arrondisse-

ment de Chinen (Indre-et-Loire), en remplacement de *M. Marin*, mis en non-activité, sur sa demande;

M. de Vandichon, sous-préfet de Vitré, sous-préfet de l'arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord), en remplacement de *M. de Bassoncourt*;

M. Parisot, conseiller de préfecture, secrétaire général de l'Orne, sous-préfet de l'arrondissement de Vitré (Ille-et-Vilaine), en remplacement de *M. de Vandichon*;

M. de Lestaubière, sous-préfet de Vassy, sous-préfet de l'arrondissement de Limoux (Aude), en remplacement de *M. de Champeaux*, admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande;

M. Pennarun, sous-préfet de Schelestadt, sous-préfet de l'arrondissement de Vassy (Haute-Marne), en remplacement de *M. de Lestaubière*;

M. Vallois, conseiller de préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Schelestadt (Bas-Rhin), en remplacement de *M. Pennarun*;

M. de Croze, ancien sous-préfet, sous-préfet de l'arrondissement de Prades (Pyrénées-Orientales), en remplacement de *M. Thinus*, mis en non-activité, sur sa demande;

M. Des Varannes, sous-préfet de Saint-Affrique, sous-préfet de l'arrondissement de Castellane (Basses-Alpes), en remplacement de *M. Ailhaud*, appelé à d'autres fonctions;

M. de Saint-Poncy, sous-préfet de Marvejols, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Affrique (Aveyron), en remplacement de *M. Des Varannes*;

M. de Narcillac, auditeur au Conseil d'état, sous-préfet de l'arrondissement de Marvejols (Lozère), en remplacement de *M. de Saint-Poncy*. (Paris, 25 Juillet 1855.)

N° 3076. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

M. de Champeaux, avocat, membre du conseil de préfecture de l'Ariège, en remplacement de *M. de Beaupein-Beauvallon*;

M. de Beaupein-Beauvallon, conseiller de préfecture de l'Ariège, membre du conseil de préfecture du département de la Haute-Loire, en remplacement de *M. Chassoux*;

M. Chassoux, conseiller de préfecture de la Haute-Loire, membre du conseil de préfecture du département de l'Aveyron, en remplacement de *M. Gorisse*;

M. Gorisse, conseiller de préfecture de l'Aveyron, membre du conseil de préfecture du département de la Vendée, en remplacement de *M. Godet de la Riboullerie*, démissionnaire;

M. Hnsson de Sampigny, licencié en droit, membre du conseil de

préfecture du département de Loir-et-Cher, en remplacement de M. Vallois, appelé à la sous-préfecture de Sehelestadt. (Paris, 25 Juillet 1855.)

N° 3077. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

Préfet du département de l'Indre, M. de Bouville, préfet des Basses-Alpes, en remplacement de M. Loyer, appelé à d'autres fonctions;

Préfet du département de Tarn-et-Garonne, M. Launay-le-Provost, préfet des Hautes-Alpes, en remplacement de M. Lévassour, appelé à d'autres fonctions;

Préfet du département des Basses-Alpes, M. Guillaume d'Auribeau, secrétaire général de la Seine-Inférieure, en remplacement de M. de Bouville;

Préfet du département des Hautes-Alpes, M. Lepeintre, sous-préfet d'Ambert, en remplacement de M. Launay-le-Provost. (Paris, 8 Août 1855.)

N° 3078. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme :

Secrétaire général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, M. de la Guéronnière, sous-préfet d'Étampes, en remplacement de M. Guillaume d'Auribeau, appelé à la préfecture des Basses-Alpes;

Sous-préfet de l'arrondissement d'Étampes (Seine-et-Oise), M. de Cheveigné, sous-préfet de Sarreguemines, en remplacement de M. de la Guéronnière;

Sous-préfet de l'arrondissement de Sarreguemines (Moselle), M. Pihoret, conseiller de préfecture, secrétaire général de l'Ain, en remplacement de M. de Cheveigné;

Sous-préfet de l'arrondissement d'Ambert (Puy-de-Dôme), M. Luc-Christophe, conseiller de préfecture du même département, en remplacement de M. Lepeintre, appelé à la préfecture des Hautes-Alpes;

Membre du conseil de préfecture du département de l'Ain, M. Clément de Villenazanne, chef de division à la préfecture du Finistère, en remplacement de M. Pihoret. (Paris, 8 Août 1855.)

N° 3079. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme sous-préfet de l'arrondissement de Bar-sur-Seine (Aube), en remplacement de M. Colonna de Iscia, mis en non-activité, sur sa demande, M. Frédéric Duchâtel, ancien conseiller de préfecture. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3080. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'académie des sciences morales et politiques de l'institut impérial de France à accepter, aux clauses et conditions imposées, la donation faite par M^{me} veuve *Léon Faucher*, aux termes d'un acte notarié en date du 21 juin 1855, de quarante obligations de la compagnie des chemins de fer de l'est, pour la fondation d'une récompense qui sera décernée, tous les trois ans, sous le nom de « *Prix Léon Faucher* » par l'académie des sciences morales et politiques, à l'auteur du meilleur mémoire sur une question d'économie politique ou sur la vie d'un économiste célèbre, soit Français, soit étranger, proposée par ladite académie. (*Paris, 29 Août 1855.*)

N° 3081. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de l'Ain n° 11, de Châtillon à Belleville, dans la pente de Baneins, suivant la direction générale figurée par un trait rouge et vert sur le plan que l'ingénieur en chef a visé le 28 mars 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 29 Août 1855.*)

N° 3082. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, situées sur le territoire de la commune d'Aytré (Charente-Inférieure); lesdites parcelles désignées dans un plan parcellaire et un tableau indicatif qui resteront annexés au décret. (*Paris, 29 Août 1855.*)

N° 3083. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant:

1° Affectation au service du chemin de fer de Paris à Rennes du terrain occupé par la poudrière du service des contributions indirectes à Rennes; ledit terrain désigné par une teinte rose et par les n° 1007 et 1008 sur le plan parcellaire de la commune de Rennes, dont extrait restera annexé au décret;

2° Afféclation au service des contributions indirectes, à Rennes, de trois parcelles de terrain figurées en rose et portant les n° 282, 285 et 286 sur le plan parcellaire du canal d'Ille et-Rance, qui restera également annexé au décret. (Paris, 29 Août 1855.)

N° 3084. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que M. Zaepffel, chef de division à la préfecture du Haut-Rhin, est nommé membre du conseil de préfecture de ce département, en remplacement de M. de Peyerimhoff, nommé maire de Colmar. (Saint-Cloud, 1^{er} Septembre 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^o Octobre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 19 Octobre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 333.

N° 3085. — RAPPORT et DÉCRET IMPÉRIAL sur la Comptabilité des Matières du Département de la Marine et des Colonies.

Du 29 Septembre 1855.

RAPPORT À L'EMPEREUR.

Sire,

Le décret du 22 septembre 1854 portant modification au règlement du 13 décembre 1845, sur la comptabilité des matières du département de la marine et des colonies, a imposé aux comptables, à dater du 1^{er} janvier 1855, pour les services qui seraient désignés par le ministre, et à partir du 1^{er} janvier 1856, pour tous les autres services, l'obligation de justifier, en valeurs et en quantités, du matériel dont ils sont responsables.

Les dispositions de ce décret ont été mises à exécution, à compter du 1^{er} janvier 1855, dans tous les services autres que ceux des approvisionnements généraux de la flotte et des travaux hydrauliques, et elles ont déjà produit de bons résultats. Mais les modifications qui ont été apportées, dans ces derniers temps, au matériel naval, par suite de la transformation de la flotte, et les obligations nombreuses auxquelles mon département a dû satisfaire, n'ayant pas permis, malgré les efforts qui ont été faits, de déterminer d'une manière rationnelle les prix officiels à donner aux vingt mille articles dont se compose la nomenclature qui vient d'être déterminée, sous le rapport du classement et de la désignation des matières, il est nécessaire d'ajourner au 1^{er} janvier 1857 l'application des dispositions relatives à la reddition du compte en valeurs pour les services des approvisionnements généraux de la flotte et des travaux hydrauliques.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à la sanction

X^e Série.

de Votre Majesté un projet de décret destiné à proroger l'exécution de ces dispositions. Ce projet a reçu l'adhésion du ministre des finances, auquel j'ai dû le communiquer, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1844.

J'ai l'honneur de prier Votre Majesté de vouloir bien le revêtir de sa signature.

Je suis, etc.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies.*

Signé **HAMELIN.**

DÉCRET.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 14 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'ordonnance du 26 août 1844 (1) portant règlement d'administration publique sur la comptabilité des matières appartenant à l'État;

Vu le règlement royal du 13 décembre 1845 (2) rendu pour l'exécution de l'ordonnance précitée, en ce qui concerne le département de la marine et des colonies;

Vu le décret du 22 septembre 1854 (3) portant modification à ce règlement;

De l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Le conseil d'amirauté entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'époque à laquelle les comptables des matières du département de la marine et des colonies justifieront des quantités et des valeurs du matériel placé sous leur responsabilité est prorogée du 1^{er} janvier 1856 au 1^{er} janvier 1857, pour les

(1) 1^{re} série, Bull. 1130, n° 11,467.

(2) 1^{re} série, Bull. 1265, n° 12,497.

(3) 21^e série, Bull. 229, n° 2092.

services des approvisionnements généraux de la flotte et des travaux hydrauliques.

2. Sont abrogées les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 22 septembre 1854 qui sont contraires à celles du présent décret.

3. Nos ministres secrétaires d'état de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 3086. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire pour les dépenses du service de l'Émigration européenne.

Du 6 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 22 juin 1854 et l'article 21 de celle du 5 mai 1855 ;

Vu le décret du 15 janvier 1855 (1), relatif à l'émigration européenne,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000^f) est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur l'exercice 1855, pour les dépenses du service de l'émigration.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa plus prochaine session.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'in-

(1) Bull. 259, n° 2805.

térieur et des finances sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON:

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état
au département des finances,*

Signé P. MACHÉ.

*Le Ministre secrétaire d'état
au département de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 3087. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte des parcelles de Terrain
au service du Département de la Guerre.

Du 6 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 (1), qui règle le mode à suivre
dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un
service public de l'État;

Considérant qu'il convient de réunir au domaine militaire plusieurs
parcelles de terrain acquises par l'administration des ponts et chaus-
sées pour l'exécution du nouveau canal du Crucifix dans la place de
Calais (Pas-de-Calais), lesquelles parcelles sont teintées en rose sur
un plan ci-annexé, dressé le 11 août 1854 par l'ingénieur de l'arron-
dissement maritime et le chef du génie de cette place;

Considérant que nos ministres secrétaires d'état au département
des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
ont donné leur assentiment à cette mesure par deux dépêches des
9 mars 1855 et 11 septembre dernier,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les parcelles de terrain susmentionnées sont affectées
au service du département de la guerre.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la
guerre, des finances, et de l'agriculture, du commerce et des

(1) 11^e série, 1^{re} partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

travaux publics, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 3088. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les dépenses du service de l'Exposition universelle de 1855.

Du 9 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 22 septembre 1854 (1) et 15 avril 1855 (2), qui ouvrent à notre ministre d'état, sur l'exercice 1855, des crédits extraordinaires montant à la somme de deux millions deux cent quarante mille francs pour le service de l'exposition universelle;

Vu l'évaluation des dépenses restant à faire pour ce service;

Sur le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de un million de francs (1,000,000^f) est ouvert à notre ministre d'état, en augmentation des crédits extraordinaires affectés, par nos décrets des 22 septembre 1854 et 15 avril 1855, au paiement des dépenses du service de l'exposition universelle de 1855.

Ce crédit sera inscrit au chapitre iv (2^e section) du budget du ministère d'état.

2. La régularisation du présent crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont

(1) Bull. 217, n° 1973.

(2) Bull. 291, n° 2649.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3089. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Navires étrangers qui auront importé des Bois de construction des pays du nord de l'Europe dans les ports de l'Algérie.*

Du 10 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9, paragraphe 7 de la loi de douane du 11 janvier 1851;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de la guerre et au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS LÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les navires étrangers qui auront importé des pays du nord de l'Europe dans les ports de l'Algérie des bois de construction dans la proportion des trois quarts de leur tonnage légal et qui, ensuite, repartiront de ces mêmes ports avec des cargaisons composées de produits français ou algériens, seront affranchis du droit de tonnage.

2. Dans le cas où le chargement en bois de construction n'atteindrait pas la proportion déterminée par l'article précédent, le droit sera exigé pour toute la partie du tonnage demeurée sans emploi ou occupée par d'autres marchandises. La même perception proportionnelle aura lieu à l'égard des navires qui, ayant rempli la première condition, n'auraient pas employé la moitié au moins de leur tonnage à l'exportation de produits français ou algériens.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de la

Le ministre, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré tant au Bulletin des lois et au Moniteur universel qu'au Bulletin des actes du Gouvernement et au Moniteur de l'Algérie.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé E. ROUEN.

Signé VAULABY.

3090. — DÉCRET IMPÉRIAL portant, 1° admission, en franchise des droits de douane, des produits destinés à la construction des Bâtimens de mer; 2° fixation des droits à l'importation des Navires étrangers.

Du 17 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Pendant trois années, à partir de la date du présent décret, les bois à construire, les bois d'ébénisterie en billes sciés à plus de trois décimètres d'épaisseur, la fonte brute, les fers en barres, les tôles et cornières, le cuivre et le zinc mats, les chanvres et lins bruts ou teillés, les brais et goudrons, huiles et autres graisses animales, destinés à la construction des bâtimens de mer, seront admis en franchise des droits de douane, à charge par l'importateur de justifier, dans le délai d'un an à partir de l'importation, de l'affectation desdits produits à la destination déclarée.

2. Pendant une année, à partir de la date du présent décret, les droits à l'importation des navires étrangers seront établis ainsi qu'il suit :

Bâtiments de mer de toute sorte à voiles ou à vapeur, admis à la francisation moyennant le paiement d'un droit de dix pour cent de la valeur à déterminer par le comité consultatif des arts et manufactures.

3. Des arrêtés de notre ministre des finances concertés avec notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, détermineront la nature et les conditions des justifications auxquelles seront soumises les facilités accordées par l'article 1^{er} du présent décret.

Toute infraction aux dispositions arrêtées dans cet objet sera passible des pénalités et interdictions édictées par le deuxième paragraphe de l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Octobre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice..

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 334.

N° 3091. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge la faculté accordée aux Navires étrangers d'effectuer le transport des Grains et Farines, du Riz, des Pommes de terre et des Légumes secs, entre l'Algérie et la France.*

Du 19 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Vu le décret du 23 juin 1855 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La faculté accordée par le décret susvisé aux navires étrangers d'effectuer, jusqu'au 31 décembre 1855, le transport des grains et farines, du riz, des pommes de terre et des légumes secs entre l'Algérie et la France, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Quelle que soit la date de leur arrivée à destination, les navires étrangers ainsi chargés jouiront du bénéfice de la prorogation accordée par l'article 1^{er}, pourvu qu'ils aient quitté leur point de départ antérieurement au 31 décembre 1856.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre, du commerce et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera

(1) Bull. 307, n° 2838.

inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel des actes du gouvernement de l'Algérie.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

N° 3092. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge l'interdiction d'exporter des Céréales de l'Algérie (Blé et Orge) à destination des Pays étrangers.

Du 19 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

Vu la loi du 11 janvier 1851, sur le régime commercial de l'Algérie;

Vu le décret du 23 juin 1855 (1), qui interdit, jusqu'au 31 décembre 1855, l'exportation des céréales de l'Algérie (blé et orge) à destination des pays étrangers ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'interdiction prononcée par le décret susvisé, à l'égard des céréales de l'Algérie (blé et orge) exportées à destination des pays étrangers, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1856.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre, du commerce et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel des actes du gouvernement de l'Algérie.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

(1) Bull. 307, n° 1839.

N° 3093. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un **avancement de Crédits au Budget du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1855.**

Du 13 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (1), qui a réparti par chapitres les crédits ouverts par la loi précitée du 22 juin;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 16 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1855, sur les chapitres suivants du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont réduits d'une somme de un million cinq cent cinquante-cinq mille francs, savoir :

CHAPITRE IX.	Encouragements aux pêches maritimes.....	85,000 ^f
———— XIIV.	Routes. Achèvement de lacunes.....	150,000
———— XXV.	Routes. Rectifications.....	100,000
———— XXXIII.	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de concession de péage..	175,000
———— XXXVII.	Amélioration des rivières.....	250,000
———— XXXIX.	Amélioration et achèvement des ports maritimes	120,000
———— XL.	Réparations de dommages causés par les inondations	150,000
———— XLII.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	325,000
TOTAL PARCEL.....		1,555,000

2. Les crédits ouverts pour le même exercice 1855, sur les chapitres suivants du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont augmentés d'une somme

(1) Bull. 241, n° 2193.

égale de un million cinq cent cinquante-cinq mille francs par virement des chapitres désignés dans l'article 1^{er} ci-dessus, savoir :

CHAPITRE II.	Matériel de l'administration centrale.....	85,000'
IV.	Encouragements à l'agriculture et enseignement professionnel.....	220,000
XXIII.	Routes et ponts. Travaux ordinaires.....	200,000
XXVII.	Navigation. Rivières. Travaux ordinaires.....	200,000
XXVIII.	Navigation. Canaux. Travaux ordinaires.....	450,000
XXX.	Dunes et semis; dessèchements et irrigations..	50,000
XXXVI.	Construction de ponts.....	350,000
TOTAL PARCEL.....		1,555,000

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3094. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre des Crédits sur l'exercice 1855, pour le service de l'Exposition universelle.*

Du 13 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1855 ;

Vu les décrets des 21 janvier (1), 20 novembre (2), 20 décembre 1854 (3), 9 (4) et 23 mai 1855 (5), qui ont ouvert sur les budgets

(1) Bull. 210, n° 1893.

(2) Bull. 231, n° 2118.

(3) Bull. 258, n° 2301.

(4) Bull. 296, n° 2732.

(5) Bull. 300, n° 2756.

des exercices 1854 et 1855, à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des crédits montant ensemble à deux millions sept cent soixante et dix-sept mille cinq cent quarante francs pour le service de l'exposition universelle de 1855;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit de un million neuf cent mille francs est ouvert, sur le budget de l'exercice 1855, à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour le service de l'exposition universelle.

2. Un crédit de cent mille francs est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'agriculture, du commerce et des travaux publics pour achat d'échantillons et spécimens de produits divers destinés au conservatoire impérial des arts et métiers. -

L'emploi de ce crédit aura lieu par les ordres directs de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Les crédits ci-dessus seront portés sous le titre, *Exposition universelle de l'agriculture et de l'industrie de 1855*, au chapitre VIII bis du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

4. La régularisation de ces crédits sera ultérieurement proposée au Corps législatif.

5. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au dépar-
tement de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 3095. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification des pentes et rampes des

Villetières, route départementale de Saône-et-Loire n° 11, de Chagny à Mâcon, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé le 7 juillet 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Saint-Cloud, 1^{er} Septembre 1855.)

N° 3096. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant:

ART. 1^{er}. Le tarif des droits à percevoir au passage du pont sur la Dordogne, à Argentat (Corrèze), est et demeure fixé ainsi qu'il suit:

Pour le passage,

- | | |
|--|----|
| 1° D'une personne, cinq centimes, ci..... | 05 |
| 2° D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci..... | 15 |
| 3° D'un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci..... | 10 |
| 4° D'un cheval ou mulet non chargé, six centimes, ci..... | 06 |
| 5° D'un âne ou ânesse chargé, six centimes, ci..... | 06 |
| 6° D'un âne ou ânesse non chargé, quatre centimes, ci..... | 04 |
| 7° Par cheval ou mulet destiné à la vente, et par bœuf ou vache, dix centimes, ci..... | 10 |
| 8° Si les chevaux, mulets, bœufs, vaches vont au labour ou au pâturage, ils payeront seulement cinq centimes, ci..... | 05 |
| 9° Par veau et par porc, dit <i>nourrain</i> , quatre centimes, ci..... | 04 |
| 10° Par chaque mouton, brebis, bouc, chèvre et cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci..... | 02 |
| 11° Lorsqu'une personne ne portera qu'une oie ou qu'un dindon, elle ne payera le droit que pour elle; pour une paire, elle payera le droit fixé par le tarif. | |
| 12° Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante et au-dessous de soixante, on ne payera que pour cinquante; à partir de soixante et au-dessus, et pour l'excédant seulement, le droit sera diminué d'un quart. | |
| 13° Lorsque les moutons, boucs ou chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit. | |

Pour le passage,

- | | |
|---|----|
| 14° D'une voiture suspendue à deux roues, du cheval ou mulet, et du conducteur, quarante centimes, ci..... | 40 |
| 15° D'une voiture suspendue à quatre roues, du cheval ou mulet, et du conducteur, cinquante centimes, ci..... | 50 |
| 16° La même, attelée de deux chevaux ou mules, y compris le conducteur, soixante et dix centimes, ci..... | 70 |
| 17° Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied. | |

- 18° Pour le passage d'une charrette chargée et attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur, trente centimes, ci. 30
- 19° La même à vide, le cheval et le conducteur, vingt centimes, ci. 20
- 20° Pour le passage d'une charrette chargée, deux chevaux ou mulets, et le conducteur, cinquante centimes, ci. 50
- 21° La même à vide, deux chevaux ou mulets, et le conducteur, trente centimes, ci. 30
- 22° La même chargée, trois chevaux ou mulets, et le conducteur, soixante et dix centimes, ci. 70
- 23° La même à vide, avec son conducteur, quarante centimes, ci. 40
- 24° La même chargée, quatre chevaux ou mulets, et le conducteur, quatre-vingt-dix centimes, ci. 90
- 25° La même à vide, et le conducteur, cinquante centimes, ci. 50
- 26° Pour le passage d'une charrette chargée, attelée de deux bœufs ou vaches, et le conducteur, trente-cinq centimes, ci. 35
- 27° La même à vide, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci. 25
- 28° Il sera payé pour chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués ci-dessus, savoir : pour une voiture chargée, vingt centimes; pour une voiture non chargée, six centimes; et par âne ou ânesse, quatre centimes. Si les chevaux, bœufs ou mulets ont été dételés pour le passage du pont, ils payeront comme s'ils étaient attelés.
- 29° Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais, attelée d'un cheval, mulet ou de deux bœufs, et le conducteur, vingt centimes, ci. 20
- 30° La même à vide, et le conducteur, quinze centimes, ci. 15
- 31° La même, chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, dix centimes, ci. 10
- 32° Il sera payé cinq centimes par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres ci-dessus (n° 29 et 30), et trois centimes par âne ou ânesse (n° 31).
- 33° Les charrettes employées à la rentrée des récoltes provenant des biens appartenant aux habitants de la commune d'Argentat ne payeront que les droits fixés pour le transport des engrais (n° 29, 30 et 31).
- 34° Il en sera de même des charrettes employées au transport des bois de chauffage provenant des propriétés appartenant aux habitants d'Argentat, pourvu qu'ils soient destinés à la consommation du propriétaire et non à la vente.

Sont exempts du péage :

Le préfet, le sous-préfet en tournée, les ingénieurs, conducteurs et autres agents des ponts et chaussées, les agents des lignes télégraphiques, le médecin et les administrateurs de l'hospice d'Argentat, les agents voyers des chemins vicinaux circulant pour les besoins du service, la gendarmerie, les militaires voyageant à pied, à cheval, en corps ou séparément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre du service; les mailles faisant le service des postes de l'État; les courriers du Gouvernement, les facteurs ruraux, le maire, l'adjoint de la commune, le juge de paix, le curé ou autres prêtres dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les enfants de la commune, au-dessous de seize ans, se rendant au lieu de l'instruction publique, aux heures désignées par le maire ou le curé, ou se retirant

chez eux; les sœurs de l'hospice visitant les malades à domicile, la population entière, en cas d'incendie.

2. Pendant toute la durée de la concession du péage du pont d'Argentat, il ne sera concédé aucun pont ou passerelle à une distance de moins de mille mètres (1,000^m), en amont ou en aval, à l'exception, toutefois, des ponts exécutés par l'État, et de ceux dépendants des concessions de chemin de fer.

3. Le tarif annexé à l'ordonnance du 28 août 1827 ⁽¹⁾ est et demeure rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret. (*Saint-Cloud, 6 Octobre 1855.*)

(1) vin^e série, Bull. 189, n^o 7251.



Certifié conforme:

Paris, le 27^e Octobre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 27 Octobre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 335*.

N° 3097. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 27 Octobre 1855.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.)					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	30 ^f 65 ^c	29 ^f 82 ^c	30 ^f 57 ^c	32 ^f 04 ^c
	Gard.....	Gray.....	31 59	31 52	31 46	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	32 30	30 40	32 30	
	Var.....	Marseille.....	33 96	34 96	34 95	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....					
	B ^{asse} -Pyrénées..	Marans.....	31 50	30 50	29 50	31 42
	H ^{aute} -Pyrénées..	Bordeaux.....	33 66	33 00	33 50	
	Ariège.....	Toulouse.....	30 65	29 82	30 57	
	Haute-Garonne..					
2 ^e	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	31 59	31 52	31 46	32 25
	Isère.....	Saint-Laurent..	33 19	33 19	33 70	
	Hautes-Alpes...	Le Grand-Lemps...	32 02	32 03	31 51	
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

X^e Série.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	34 ^f 56 ^s	34 ^f 79 ^s	32 ^f 64 ^s	33 ^f 21 ^s
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	32 75	31 81	32 69	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	38 77	39 56	38 24	38 04
	Pas-de-Calais..	Arras.....	39 57	37 52	37 57	
	Somme.....	Roye.....	38 49	37 42	37 37	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	35 33	34 27	36 64	
	Eure.....	Paris.....	40 62	37 92	35 95	
	Calvados.....	Rouen.....	39 68	39 14	40 65	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	31 24	31 17	31 63	30 91
	Vendée.....	Nantes.....	30 83	30 93	30 92	
	Charente-Inférieure.	Marans.....	31 50	30 50	29 50	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	32 62	32 33	32 42	32 82
	Meuse.....	Verdun.....	31 57	29 44	29 95	
	Ardennes.....	Charleville....	33 56	32 86	32 85	
	Aisne.....	Soissons.....	35 33	34 27	36 64	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	37 03	38 46	39 23	30 88
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	28 73	29 71	29 53	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	28 45	29 02	28 78	
	Finistère.....	Hennebon....	26 63	27 50	27 41	
	Morbihan.....	Nantes.....	30 83	30 93	30 92	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 27 Octobre 1855.

Signé E. Rouher.

N°3098. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'admission, dans la Gendarmerie, d'Élèves Gendarmes.

Du 10 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le décret du 1^{er} mars 1854 (1), sur l'organisation et le service de la gendarmerie ;

Considérant que le recrutement de la gendarmerie éprouve en ce moment de sérieuses difficultés, et qu'il importe de maintenir l'effectif au complet réglementaire,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera admis, dans la gendarmerie, des élèves gendarmes, qui seront nommés suivant les besoins du service et sans dépasser le complet de l'effectif.

2. Ces élèves, qui seront pris dans les corps d'infanterie et de cavalerie de l'armée, auront au moins vingt-trois ans d'âge et dix-huit mois de service.

Ils devront présenter, sous le rapport de la taille, de l'instruction et de la bonne conduite, les conditions exigées par le décret du 1^{er} mars 1854.

3. Les élèves destinés à la gendarmerie départementale seront placés aux chefs-lieux des compagnies et dans les diverses résidences d'officiers. Néanmoins, si les besoins du service l'exigent, les élèves pourront être momentanément répartis dans les autres brigades.

Ceux qui seront placés dans les corps organisés régimentairement seront appelés à faire le même service que les autres militaires de ces corps.

4. Les élèves gendarmes pourront être titularisés lorsqu'ils réuniront les conditions d'âge et de durée de service déterminées par le décret du 1^{er} mars 1854.

Ceux qui, par leur inaptitude, seront reconnus ne pas convenir au service spécial de la gendarmerie, seront réintégrés dans leurs anciens corps.

(1) Bull. 152, n° 1259.

5. Les élèves gendarmes auront droit aux prestations de toute nature fixées par le tarif annexé au présent décret.

Ils recevront, en outre, l'indemnité de literie et les gratifications accordées dans certains cas à la gendarmerie.

Les dispositions des règlements de la gendarmerie relative au logement et à la remonte leur seront applicables.

6. L'uniforme des élèves gendarmes sera le même que celui de la gendarmerie.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

Tarif de Solde des Elèves Gendarmes.

GRADES.	SOLDE DE PRÉSENCE			SOLDE d'absence par jour.	SUPPLÉ- MENT de solde dans Paris par jour.	OBSERVATIONS
	par an.	par mois.	par jour.			
<i>Régiment de gendarmerie de la garde impériale.</i>	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	
Elèves gendarmes.....	810	67 50 00	2 25 00	1 12 50	"	
<i>Gendarmerie impériale.</i>						
Elèves { à cheval....	800	66 66 66	2 22 22	1 11 11	0 50 00	Les élèves gendarmes ont droit, comme militaires des corps de gendarmerie, à la mise d'habillement, de denrées de service, d'indemnité de service, d'entretien, de secours. (Tarif de 1841.)
gendarmes { à pied.....	680	54 16 66	1 80 55	0 90 27	0 44 44	
<i>Gendarmerie d'Afrique.</i>						
Elèves { à cheval....	980	77 50 00	2 58 33	1 11 11	"	
gendarmes { à pied.....	700	58 33 33	1 94 44	0 90 27	"	
<i>Garde de Paris.</i>						
Elèves { à cheval....	800	66 66 66	2 22 22	1 11 11	0 50 00	
gardes { à pied.....	680	54 16 66	1 80 55	0 90 27	0 44 44	

Paris, le 10 Octobre 1855.

*Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état au département de la*

Signé VAILLANT.

N° 3099. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1855.*

Du 24 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT** :

Vu la loi du 12 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855 ;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852 concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, en l'absence du Corps législatif ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire des finances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de huit cent soixante et quinze mille huit cent soixante et seize francs dix centimes (875,876^f 10^c), applicable aux chapitres ci-après :

ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.

CHAPITRE XXIV. — Personnel.....	428,500^f 00^c
CHAPITRE XXV. — Matériel.....	304,000 00

Monnaies et Médailles.

CHAPITRE XXVIII. — Matériel.....	23,376 10
---	------------------

Remboursements et restitutions.

CHAPITRE LXIX. — Restitutions et non-valeurs sur contributions directes.....	120,000 00
---	-------------------

TOTAL..... 875,876 10

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

(1) Bull. 241, n° 2193.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

N° 3100. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, à prendre possession d'une maison domaniale située sur le port de Quillan (Aude), au confluent du ruisseau de Caraguel dans l'Aude. (Saint-Cloud, 1^{er} Septembre 1855.)

N° 3101. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale du Lot n° 11, de Cahors à Lauzerte, entre Cahors et Saint-Pantaléon, et à son raccordement avec la route départementale n° 17, suivant la direction générale figurée par des traits rouges sur le plan d'ensemble que l'ingénieur en chef a visé le 3 janvier 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Saint-Cloud, 8 Septembre 1855.)

N° 3102. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Creuse n° 8, d'Aubusson à Montluçon, à la sortie de Chambon, suivant la direction générale figurée par une ligne jaune et rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé le 17 août 1854;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se

conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 8 Septembre 1855.*)

N° 3103. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le fort de Mardyck, y compris l'extrémité du canal de même nom et l'écluse renfermée dans son enceinte, est affecté au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

2° Les limites antérieurement déterminées pour le canal de Mardyck seront prolongées jusqu'à l'écluse, et, de part et d'autre de cette écluse, une bande de dix mètres de largeur, comptée à partir de l'aplomb des bajoyers, perpendiculairement à leur direction, sera réservée, conformément au plan annexé au décret; l'espace ainsi fixé et compris dans le périmètre A B C D E F G H I est définitivement affecté au service civil du port de Dunkerque, aussi bien que la petite construction qui existe à l'amont de l'écluse en dedans des limites qui viennent d'être définies. (*Saint-Cloud, 12 Septembre 1855.*)

N° 3104. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Les routes de Seine-et-Oise n° 32 et 33 prendront les dénominations suivantes :

Route n° 32, de Villeneuve-Saint-Georges à la route impériale n° 19, par Crosnes, Yères et le château de la Grange;

Route n° 33, de la route impériale n° 5 à la Pyramide de Brunoy, par Valenton, le Château de la Grange, l'abbaye d'Yères et Brunoy.

2. L'ordonnance du 30 août 1828 est et demeure rapportée en ce qu'elle a de contraire au présent décret. (*Saint-Cloud, 29 Septembre 1855.*)

N° 3105. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Mulhouse, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers et situées sur le territoire des communes de Chalindrey et de Torcenay (Haute-Marne); lesdites parcelles désignées sur deux plans et dans deux états indicatifs qui resteront annexés au décret. (*Saint-Cloud, 29 Septembre 1855.*)

N° 3106. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à cinq le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Lectoure, département du Gers. (*Saint-Cloud, 6 Octobre 1855.*)

Errata. Bulletin 327, page 379, douzième et treizième ligne du décret n° 3038, au lieu de *né le 16 avril 1810*, lisez *né le 6 avril 1810*.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} * Novembre 1855.

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,***

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des *préts*, des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 336.

N° 3107. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Crédits du Budget de l'exercice 1856.*

Du 31 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget de l'exercice 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les crédits ouverts aux ministres, par l'article 1^{er} de la loi du 5 mai 1855 pour les dépenses de l'exercice 1856, et montant à la somme de un milliard cinq cent quatre-vingt-dix-huit millions deux cent quatre-vingt-six mille cinq cent vingt-huit francs (1,598,286,528^f), sont répartis par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Les crédits ouverts par l'article 9 de la même loi aux services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État, qui sont imputables sur les ressources de ces services et qui s'élèvent, pour l'année 1856, à vingt-neuf millions cinquante et un mille huit cent soixante-neuf francs (29,051,869^f), sont répartis par chapitres, conformément à l'état B ci-annexé.

3. L'affectation aux dépenses du service départemental des ressources spécialement attribuées à ce service, et montant, pour

XI^e Série.

34

l'exercice 1856, d'après l'article 10 de la loi précitée du 5 mai 1855, à cent un millions neuf cent cinquante et un mille quatre cents francs (101,951,400^f), est réglée par sections spéciales et par chapitres, conformément à l'état C annexé au présent décret.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances et nos ministres secrétaires d'état des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

ÉTAT A.

Budget général, par chapitres, des dépenses de l'exercice 1856.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE.		
I ^{re} SECTION. — DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.		
1	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.).....	167,493,465 ^f
2	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Ancien fonds.).....	884,560
3	Rentes 4 p. o/o.....	2,355,699
4	Rentes 3 p. o/o.....	96,156,562
5	Fonds d'amortissement.....	75,018,903
TOTAL de la I ^{re} section.....		341,909,189
II ^e SECTION. — EMPRUNTS SPÉCIAUX POUR CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.		
6	Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor..	4,175,006
7	Amortissement des emprunts à rembourser par le trésor....	4,785,294
8	Rachat des actions de jouissance des canaux soumissionnés..	1,346,327
TOTAL de la II ^e section.....		10,306,627
III ^e SECTION. — INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.		
9	Intérêts de capitaux de cautionnement.....	7,500,000
10	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	26,000,000
TOTAL de la III ^e section.....		33,500,000
IV ^e SECTION. — DETTE VIAGÈRE.		
11	Douaire de Madame la duchesse d'Orléans.....	300,000
12	Rentes viagères.....	1,197,035
13	Rentes viagères pour la vieillesse. (Loi du 23 mai 1853.)..	2,100,000
14	Pensions de l'ancienne Pairie.....	222,000
15	——— civiles. (Décret du 13 septembre 1806.).....	1,330,000
16	——— à titre de récompense nationale.....	850,000
A REPORTER.....		5,999,035

34.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

DETTE PUBLIQUE. (Suite.)

REPORT..... 5,999,035⁴

17	Pensions militaires et de veuves de militaires.....	33,900,000
18	— ecclésiastiques.....	85,000
19	— de donataires dépossédés.....	1,100,000
20	— civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	23,700,000
21	— accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile.....	513,000
22	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	300,000
23	Secours viagers à des militaires de la République et de l'Empire.....	2,700,000
24	Indemnités viagères de retraite aux employés et agents de la dernière liste civile. (Loi du 8 juillet 1852.).....	288,000
25	Indemnités viagères de retraite aux employés du domaine privé du dernier règne.....	150,000

TOTAL de la IV^e section..... 68,735,035

RÉCAPITULATION.

Dette consolidée et amortissement.....	341,909,289
Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.....	10,306,627
Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.....	33,500,000
Dette viagère.....	68,735,035

TOTAUX de la Dette publique..... 454,450,851

MINISTÈRE D'ÉTAT.

I^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

ADMINISTRATION CENTRALE.

1	Personnel.....	438,600
2	Matériel.....	115,000
A REPORTER.....		553,600

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

MINISTÈRE D'ÉTAT. (Suite.)

REPORT 553,600^f

CONSEIL D'ÉTAT.

Personnel 1,890,400
Matériel 100,000

ARCHIVES.

Archives de l'Empire 124,080

BEAUX-ARTS ET THÉÂTRES.

Établissement des beaux-arts 299,200
Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics 950,000
Encouragements et souscriptions 211,000
Indemnités annuelles ou secours à des artistes, auteurs dramatiques, compositeurs et à leurs veuves 137,700
Théâtres impériaux. — Subventions. — Conservatoire de musique 1,700,500

BÂTIMENTS CIVILS.

Personnel des bâtiments civils et édifices publics 112,000
Entretien des bâtiments civils et édifices publics 711,400
Constructions et grosses réparations 1,235,400

MONUMENTS HISTORIQUES.

Conservation d'anciens monuments historiques 870,000

TOTAL de la 1^{re} section 8,895,200II^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

Château de Saverne 171,000
Réunion du Louvre aux Tuileries 4,000,000

TOTAL de la II^e section 4,171,000

RÉCAPITULATION.

I^{re} SECTION. — Service ordinaire 8,895,200II^e SECTION. — Travaux extraordinaires 4,171,000

TOTAL pour le ministère d'État 13,066,200

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
ADMINISTRATION CENTRALE.		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	508,6
2	Administration centrale. (Matériel.).....	100,0
COURS ET TRIBUNAUX.		
3	Cour de cassation.	985,0
4	Cours impériales.	5,733
5	Cours d'assises.	156,0
6	Tribunaux de première instance.	7,793
7	Tribunaux de commerce.	179,0
8	Tribunaux de police.	65,3
9	Justices de paix.	6,070
10	Service de la justice en Algérie.	557,4
FRAIS DE JUSTICE.		
11	Frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle.	5,300
12	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins; dépenses extraordinaires et imprévues; indemnité au <i>Journal des Savants</i>	70,0
13	Dépenses des exercices clos.	Mémor.
14	— — — — — périmentés.	Mémor.
TOTAL pour le ministère de la justice.		27,418
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
ADMINISTRATION CENTRALE.		
1	Personnel.	62,0
2	Matériel.	19,0
TRAITEMENTS DES AGENTS DU SERVICE EXTÉRIEUR.		
3	Traitements des agents politiques et consulaires.	5,34
4	Traitements des agents en inactivité.	9,0
À REPORTER.		6,25

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (Suite.)	
REPORT	6,253,600 ^f
DÉPENSES VARIABLES.	
Frais d'établissement	350,000
Frais de voyage et de courriers	1,000,000
Frais de service	1,160,000
Présents diplomatiques	30,000
Indemnités et secours	62,500
Dépenses secrètes	550,000
Missions et dépenses extraordinaires	430,500
Dépenses imprévues	50,000
Dépenses des exercices clos	Mémoire.
SERVICE EXTRAORDINAIRE. (Décret du 8 décembre 1852.)	
Subvention accordée à l'émir Abd-el-Kader, et frais accessoires de son séjour à Brouse	120,000
TOTAL pour le ministère des affaires étrangères ..	10,006,600
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
SERVICES IMPUTABLES SUR LES FONDS GÉNÉRAUX DU BUDGET.	
Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	1,048,600
Matériel et dépenses diverses des bureaux	354,850
Dépenses secrètes de sûreté publique	2,000,000
Personnel des lignes télégraphiques	2,661,400
Matériel des lignes télégraphiques	430,640
Dépenses générales de la garde nationale	85,000
Secours aux établissements généraux de bienfaisance	594,410
Secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance	720,000
Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc.	775,000
Secours aux réfugiés étrangers	526,600
Subventions pour construction de ponts à péage sur des chemins vicinaux	300,000
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	4,466,000
Abonnements pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures	5,081,100
A REPORTER	19,043,600

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)	
	REPORT	19,043,64
14	Inspections administratives des services départementaux....	189,04
15	Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie	953,04
16	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	1,966,94
17	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	586,44
18	Frais de détention et de transport des condamnés à la charge de l'État	15,586,64
19	Constructions et acquisitions pour la détention des condamnés	500,04
20	Remboursement sur le produit du travail des condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction	1,400,04
21	Dépenses du matériel des cours impériales; frais d'occupation du palais de justice de Paris par la cour de cassation	460,04
22	Dépenses des exercices clos	Mémoire
23	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	Mémoire
	TOTAL des dépenses imputables sur les fonds généraux du budget	40,679,04
	SERVICE DÉPARTEMENTAL SUR RESSOURCES SPÉCIALES.	
	<i>Dépenses ordinaires.</i>	
24	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels concédés aux départements (9 centimes)	17,830,04
	Dépenses imputables sur le produit du fonds commun à répartir par décret (7 centimes)	13,832,04
	Dépenses sur produits éventuels ordinaires (sauf règlement définitif)	600,04
	<i>Dépenses facultatives.</i>	
25	Dépenses d'utilité départementale imputables sur le produit des centimes facultatifs (maximum 7 centimes dans 85 départements et 14 centimes dans la Corse)	13,832,04
	Dépenses sur les produits éventuels facultatifs (sauf règlement)	500,04
	Dépenses sur subventions communales et particulières, et autres produits destinés à des travaux d'utilité départementale (sauf règlement définitif)	1,000,04
	A REPORTER	47,562,04

BUDGET spécial.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	REPORT	47,584,400 ^f
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)	
	SERVICE DÉPARTEMENTAL SUR RESSOURCES SPÉCIALES. (Suite.)	
	<i>Dépenses extraordinaires.</i>	
26	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	21,372,000
	Dépenses sur fonds d'emprunts autorisés par des lois parti- culières (sauf règlement).....	4,000,000
	<i>Dépenses spéciales.</i>	
37	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux (maximum : 5 centimes).....	12,245,000
	Dépenses sur contingents communaux et souscriptions parti- culières (sauf règlement).....	11,000,000
	TOTAL des dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.....	96,201,400
	RÉCAPITULATION.	
	Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.....	40,679,540
	Dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.....	96,201,400
	TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....	136,880,940
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	I^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE. (Voir page 455.)	
	II^e PARTIE. — DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.	
36	Liste civile de l'Empereur.....	25,000,000
37	Dotation des princes et princesses de la famille impériale...	1,500,000
38	Dotation du Sénat.....	4,980,000
39	Dépenses administratives du Sénat.....	1,250,762
30	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.....	2,647,000
31	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	2,795,700
	TOTAUX de la 2 ^e Partie.....	38,173,462
	III^e PARTIE. — SERVICE GÉNÉRAL.	
	COUR DES COMPTES.	
32	Personnel.....	1,205,900
33	Matériel et dépenses diverses.....	65,800
	A REPORTER.....	1,271,700

II^e Série.

34..

CHAPITRE spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	REPORT	1,271,700
	MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)	
	ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.	
34	Personnel.....	5,434,400
35	Matériel.....	1,689,230
36	Dépenses diverses.....	259,680
	MONNAIES ET MÉDAILLES. (Service des établissements monétaires.)	
37	Personnel.....	75,300
38	Matériel.....	68,900
39	Dépenses diverses.....	33,900
40	Refonte des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.).....	1,930,800
	SERVICE DE TRÉSORERIE.	
41	Frais de trésorerie.....	3,429,000
42	Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.....	5,041,000
43	Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.....	1,060,000
	SERVICES DIVERS.	
44	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	313,000
45	Dépenses des exercices clos.....	—
	TOTAL de la 3^e Partie.....	20,604,800
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
	CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE. (Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.)	
46	Personnel.....	2,510,800
47	Dépenses diverses.....	1,990,190
	CADASTRE.	
48	Frais d'arpentage et d'expertise.	Dépenses à la charge du budget de l'É- tat..... 50,000 ^f
		Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux des départe- ments..... 25,000
49	Frais de mutations cadastrales.....	574,000
	A REPORTER.....	5,149,990

CHAPITRE spécial.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)	
	REPORT.....	5,149,990^f
	FRAIS DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET AUTRES TAXES.	
50	Remises aux percepteurs; frais de distribution de premier avertissement; frais judiciaires et secours.....	11,321,016
51	Subvention aux fonds de secours pour les agents de la per- ception.....	40,000
	ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)	
52	Personnel.....	9,486,250
53	Matériel.....	689,600
54	Dépenses diverses.....	1,066,780
	FORÊTS. (Service administratif et de surveillance dans les départements.)	
55	Personnel.....	3,980,300
56	Matériel.....	1,523,000
57	Dépenses diverses.....	752,500
	DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)	
58	Personnel.....	43,811,700
59	Matériel.....	13,643,234
60	Dépenses diverses.....	5,171,270
61	Avances recouvrables.....	780,000
62	Achats et transports de tabacs.....	32,600,000
63	Dépenses du service des douanes en Algérie.....	1,019,565
	POSTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)	
64	Personnel.....	15,834,369
65	Matériel.....	11,438,901
66	Dépenses diverses.....	2,863,600
67	Subventions.....	3,963,191
	TOTAUX de la IV^e Partie.....	164,630,266
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTES.	
68	Restitutions et non-valeurs { Contributions directes 62,356,502 ^f sur les contributions di- { Dégrevements pour rectes et sur les taxes { démolitions..... 200,000 perçues en vertu de rôles { Taxes spéciales..... 61,000	62,617,502^f
	A REPORTER.....	62,617,502

34...

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)		
	REPORT.....	62,617,50
69	Remboursements sur produits indirects et divers.....	2,304,00
70	Répartition des produits de plombage et d'estampillage, etc. en matière de douanes.....	790,00
71	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations, attribués à divers.....	5,061,00
72	Primes à l'exportation de marchandises.....	21,500,00
73	Escomptes sur divers droits.....	1,666,00
	TOTAUX de la V^e Partie.....	93,939,50
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.		
I ^{re} Partie.	Dette publique.....	454,450,00
II ^{re} ———	Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs....	38,173,00
III ^{re} ———	Service général.....	20,604,00
IV ^{re} ———	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	164,630,00
V ^e ———	Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....	93,939,50
	TOTAL pour le ministère des finances.....	771,798,00
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
1	Administration centrale. (Personnel).....	1,891,70
2	Administration centrale. (Matériel).....	579,00
3	États-majors.....	18,847,00
4	Gendarmerie impériale.....	33,137,00
5	Recrutement et réserve.....	480,00
6	Justice militaire.....	1,080,00
7	Solde et entretien des troupes.....	165,319,00
8	Habillement et campement.....	13,951,00
9	Lits militaires.....	5,907,00
10	Transports généraux.....	1,536,00
11	Remonte générale.....	7,040,00
12	Harnachement.....	761,00
13	Fourrages.....	28,587,00
14	Solde de non-activité et solde de réforme.....	415,00
15	Secours.....	1,176,00
16	Dépenses temporaires.....	203,00
17	Dépôt général de la guerre.....	133,00
	A REPORTER.....	281,056,00

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

REPORT.....

281,056,663^f

Matériel de l'artillerie.....	7,012,288
Poudres et salpêtres.....	5,312,959
Matériel du génie.....	17,448,800
Écoles impériales militaires.....	2,617,470
Invalides de la guerre.....	2,598,405
Gouvernement et administration de l'Algérie.....	1,946,400
Services indigènes en Algérie.....	8,541,622
Service maritime en Algérie.....	979,000
Services financiers en Algérie.....	1,587,395
Expropriations en Algérie.....	150,000
Colonisation en Algérie.....	2,918,800
Établissements disciplinaires en Algérie.....	970,000
Travaux civils en Algérie.....	6,572,040
Dépenses secrètes en Algérie.....	150,000
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance..	#
Dépenses des exercices clos.....	#

TOTAL pour le ministère de la guerre...

339,861,842

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

SERVICE MARINE.

Administration centrale. (Personnel.).....	968,900
Administration centrale. (Matériel.).....	182,300
Solde et accessoires de la solde.....	38,120,114
Hôpitaux.....	2,069,950
Vivres.....	13,368,000
Justice maritime.....	100,000
Salaires d'ouvriers.....	12,182,000
Approvisionnements généraux de la flotte.....	29,083,000
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	5,185,742
Poudres.....	569,543
École navale impériale en rade de Brest et boursiers de la marine dans les collèges et lycées.....	159,000
Chiourmes.....	170,000
Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	373,100
Frais de voyage et dépenses diverses.....	1,409,050
Dépenses temporaires.....	120,000
Matériel du dépôt des cartes et plans.....	247,000
Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.

TOTAL des dépenses du service marine...

104,313,699

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)

SERVICE COLONIAL.

1	Personnel civil et militaire.....	11,613,99
2	Matériel civil et militaire.....	2,991,50
3	Subvention au service local.....	1,736,50
4	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire
5	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire

TOTAL des dépenses du service colonial...

16,341,99

II^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

19	Digue et arsenal de Cherbourg.....	3,000
20	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire
21	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire

TOTAL de la 2^e section.....

3,000

RÉCAPITULATION.

I ^{re} SECTION. — Service ordinaire..	{ Service marine.....	104,313
	{ ——— colonial.....	16,341

120,655

2^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....

3,000

TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.

123,655

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES CULTES.I^{re} PARTIE. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.I^{re} SECTION. — DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES FONDS GÉNÉRAUX DE L'ÉTAT.

1	Administration centrale. — Personnel.....	472
bis.	Indemnités à des employés supprimés et auxiliaires.....	65
2	Administration centrale. — Matériel.....	100
3	Inspecteurs généraux de l'instruction publique.....	332
4	Services généraux de l'instruction publique.....	184
5	École normale supérieure.....	178
6	Administration académique.....	817
7	Subvention à l'enseignement supérieur.....	800
8	Instruction secondaire. Frais généraux.....	51
9	————— Lycées impériaux et collèges communaux.....	1,400
10	————— Bourses impériales et dégrèvements..	710
11	Instruction primaire. Inspecteurs des écoles primaires.....	723
12	————— Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.....	4,970
	A REPORTER.....	10,645

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES. (Suite.)		
REPORT.....		10,645,510 ¹
13 Institut.....	586,300	
14 Collège de France.....	180,000	
15 Muséum d'histoire naturelle.....	479,780	
16 Établissements astronomiques.....	136,760	
17 Bibliothèque impériale. (Dépenses ordinaires.— Cours d'archéologie.).....	304,800	
18 Bibliothèque impériale. (Dépenses extraordinaires.— Confection des catalogues.).....	50,000	
19 Bibliothèques publiques.....	200,400	
20 Académie impériale de médecine.....	43,700	
École des chartes.....	35,400	
École spéciale des langues orientales vivantes.— Cours d'arabe vulgaire à Marseille.....	55,800	
Souscriptions.....	120,000	
Encouragements et secours aux savants et gens de lettres...	180,000	
Sociétés savantes.....	30,000	
Voyages et missions scientifiques.— École française d'Athènes.	65,000	
Recueil et publication de documents inédits.....	120,000	
Dépenses de l'instruction publique en Algérie.....	184,200	
Subvention à la ville de Rennes pour construction d'un édifice à affecter au service de l'instruction publique. (Loi du 20 février 1849.).....	33,750	
Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL des dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.....	13,451,400	
II ^e SECTION. — DÉPENSES IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES SPÉCIALES.		
1 Instruction primaire. Dépenses imputables sur les fonds départementaux.....	5,325,000	
2 Instruction primaire. Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires.....	400,000	
TOTAL des dépenses imputables sur des ressources spéciales.....	5,725,000	
RÉCAPITULATION.		
I ^{re} SECTION. — Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.....	13,451,400	
II ^e SECTION. — Dépenses imputables sur des ressources spéciales.....	5,725,000	
TOTAL des dépenses de l'Instruction publique.....	19,176,400	

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES. (Suite.)

II^e PARTIE. — SERVICE DES CULTES.

ADMINISTRATION CENTRALE.

33	Personnel des bureaux des cultes.....	190,5
34	Matériel et dépenses diverses des bureaux des cultes.	27,0

CULTE CATHOLIQUE.

35	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.....	1,369
36	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	33,679
37	Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève..	133
38	Bourses des séminaires.....	1,029
39	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses...	765
40	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.....	520
41	Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains.....	2,500
42	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.....	1,700
43	Secours à divers établissements religieux.....	100
44	Dépenses diverses et accidentelles.....	5
45	Restauration de la cathédrale de Paris. (Loi du 19 juillet 1845.)	500
46	Travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins. (Décret du 26 septembre 1852.).....	400

CULTES NON CATHOLIQUES.

47	Dépenses du personnel des cultes protestants.....	1,245
48	Dépenses du matériel des cultes protestants.....	86
49	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.....	32
50	Dépenses du culte israélite.....	164
51	Dépenses des cultes en Algérie.....	635
52	Dépenses des exercices clos.....	Mém.
53	Dépenses des exercices périmés.....	Mém.

TOTAL des dépenses des cultes..... 44,584

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

DES DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES CULTES.

I ^{re} PARTIE. — Dépenses de l'Instruction publique.....		19,176
II ^e PARTIE. — Dépenses des Cultes.....		44,584
TOTAL GÉNÉRAL.....		63,759

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

ADMINISTRATION CENTRALE.

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,018,450 ¹
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	185,000

AGRICULTURE ET COMMERCE.

3	Écoles impériales vétérinaires.....	599,300
4	Encouragements à l'agriculture et enseignement professionnel.....	2,499,000
5	Haras et dépôts d'étalons.....	1,619,000
6	Remonte des haras et encouragements à l'industrie particulière.....	1,100,000
7	Conservatoire et école des arts et métiers.....	1,240,000
8	Encouragements aux manufactures et au commerce.....	267,500
9	Encouragements aux pêches maritimes.....	4,000,000
10	Poids et mesures.....	717,550
11	Frais de surveillance des sociétés et établissements divers...	38,000
12	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	142,000
13	Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.	37,500
14	Établissements et services sanitaires.....	250,000
15	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	680,000
16	Secours spéciaux pour pertes matérielles, événements malheureux.....	1,976,000

TRAVAUX PUBLICS.

17	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,253,000
18	Personnel des conducteurs.....	3,518,000
19	Personnel du corps des mines, enseignement et écoles.....	610,000
20	Personnel des gardes-mines.....	110,000
21	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	225,000
22	Contrôle et surveillance des chemins de fer.....	900,000
23	Routes et ponts.— Travaux ordinaires.....	28,200,000
24	— Achèvement de lacunes.....	800,000

A REPORTER..... 53,985,300

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

	REPORT.	53,985,30
25	Routes et ponts. — Rectifications.	4,000,00
26	Part contributive de l'État pour l'ouverture de la rue de Strasbourg.	683,00
27	Navigation intérieure. (Rivières.) Travaux ordinaires.	6,700,00
28	_____ (Canaux.) Travaux ordinaires.	4,880,00
29	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.) . .	5,840,00
30	Dunes et semis, dessèchements et irrigations.	1,850,00
31	Matériel des mines.	60,00
32	Frais généraux, secours, etc.	53,40
33	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de concession de péage.	250,00
34	Dépenses d'exercices clos.	Mémoire.
	TOTAL de la I ^{re} section.	78,301,70

II^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

35	Nouvelles routes de la Corse.	300,00
35bis	Routes forestières.	500,00
36	Construction de ponts.	1,300,00
37	Amélioration de rivières.	3,550,00
38	Établissement de canaux de navigation.	1,000,00
39	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes. .	5,800,00
40	Réparations de dommages causés par les inondations.	300,00
41	Établissement de grandes lignes de chemins de fer, garantie d'intérêts, prêts et subventions aux compagnies de chemins de fer.	20,785,90
	TOTAL de la II ^e section.	33,535,90

RÉCAPITULATION.

I ^{re} SECTION. — Service ordinaire.	78,301,70
II ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.	33,535,90
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. . .	111,837,70

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES ordinaires.	TRAVAUX extraordi- naires.	MONTANT des crédits par ministères.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.			
Ministère d'état.....	8,895,200 ^f	4,171,000 ^f	13,066,200 ^f
— de la justice.....	27,419,770	"	27,419,770
— des affaires étrangères....	10,006,600	"	10,006,600
Ministère de l'intérieur. { Service général....	40,679,540	"	136,880,940
{ Service départemen- tal.....	96,201,400	"	
Ministère des finances. { Dette publique.....	454,450,851	"	771,798,900
	Dotations.....	"	
	Service général....	"	
	Frais de régie des impôts.....	"	
	Remboursements et restitutions.....	"	
Ministère de la guerre.....	339,861,842	"	339,861,842
Ministère de la marine et des colonies.	120,655,599	3,000,000	123,655,599
Ministère de l'instruction publique et des cultes. { Instruction publique.	19,176,400	"	63,758,936
	Cultes.....	"	
Ministère de l'agriculture, du com- merce et des travaux publics.....	78,301,742	33,535,999	111,837,741
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	1,557,579,529	40,706,999	1,598,286,528

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		par chapitres.	en millions de francs.
	MINISTÈRE D'ÉTAT.		
	LÉGION D'HONNEUR.		
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	178,800'	
2	————— (Matériel.).....	44,000	
3	Traitement et supplément de traitement des membres de l'Ordre.....	7,190,100	
4	Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement....	30,000	
5	Gratifications aux membres de l'Ordre.....	74,000	
6	Traitements aux médaillés militaires.....	986,000	
7	Maison impériale de Saint-Denis. (Personnel.).....	119,400	
8	————— (Matériel.).....	372,000	
9	Travaux pour création d'une nouvelle lingerie et d'une nouvelle roberie.....	20,000	
10	Succursales. (Personnel.).....	21,400	
11	————— (Matériel.).....	305,850	
12	Secours aux élèves.....	4,000	
13	Commissions aux receveurs généraux. — Frais relatifs au domaine d'Écouen. — Remboursement de sommes ver- sées à charge de restitutions et virements.....	42,000	
14	Dépenses imprévues, travaux extraordinaires et intérêts à la caisse des dépôts et consignations.....	30,000	
	A REPORTER.....	9,417,550	

CHAPITRES,

ACHÈS POUR ORDRE AU BUDGET DE L'EXERCICE 1855.

spéciaux.	SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		par chapitres.	par articles.
	REPORT.....	9,417,550	
5	Prix de décorations et médailles remises aux membres de l'ordre touchant le traitement et aux médaillés militaires. (Avances à recouvrer.) — Prix de brevets délivrés, en exécution du décret du 14 mars 1853, aux membres de l'ordre et aux médaillés militaires. — Prix des ampliations de décrets délivrées pour autoriser le port des décorations étrangères. — Emploi de l'excédant possible sur le prix des brevets et des ampliations. (Décret du 13 juin 1853.).....	91,200	9,708,750
	Dépenses des exercices clos.....		
	Remboursement à la caisse des dépôts et consignations, à compte sur les avances qu'elle a faites à la Légion d'honneur, conformément à la loi du 21 juin 1845.....	200,000	
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
	IMPRIMERIE IMPÉRIALE.		
	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.		
	Personnel.....	184,400	
	Traitement de réforme du conservateur du matériel.....	1,750	
	Matériel.....	114,350	
	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....	2,891,500	3,298,500
	Augmentation et renouvellement du matériel.....	46,750	
	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant présumé des recettes.....	59,750	
	A REPORTER.....		13,007,250

SERVICES ET CHAPITRES.

MONTANT DES CRÉDITS
accordéspar
chapitres.

REPORT. 13,0

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CHANCELLERIES CONSULAIRES.

- 1 Frais de chancellerie, honoraires des chanceliers et pertes sur le change, savoir :

Frais de chancellerie.	{ Personnel.....	75,000 ^f	
	{ Matériel.....	55,000	
Honoraires des chanceliers.....		219,000	350,000 ^f
Pertes sur le change et droit de timbre sur les traites.		1,000	

- 2 Versements à effectuer au trésor à titre de fonds commun des chancelleries consulaires, savoir :

Portion à employer pour les chancelleries dont les recettes seront inférieures aux dépenses... ..	100,000 ^f	
Excédant disponible à porter en recette au budget de l'État.....	50,000	150,000

MINISTÈRE DES FINANCES.

SERVICE DE LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Monnaies.

- 1 Frais de fabrication alloués aux directeurs des monnaies. 582,258^f
- 2 Pertes résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies fabriquées. 50,000 632,258
- 3 Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant des recettes présumées sur les dépenses..... 100

A REPORTER..... 13,50

SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
	par chapitres.	par services.
REPORT.....		13,507,250
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)		1,213,358
<i>Médailles.</i>		
Frais de fabrication, y compris la valeur des matières..... 531,000 ^f	581,000 ^f	
Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant des recettes présumées sur les dépenses..... 50,000		
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
Pensions dites <i> demi-soldes</i>	2,760,000	10,346,000
Pensions pour ancienneté et pour blessures, et pensions de veuves.....	6,640,000	
Fonds annuel de secours et subside à l'hospice des orphelines de Rochefort.....	206,000	
Frais d'administration et de trésorerie.....	350,000	
Remboursements sur les anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, etc.....	260,000	
Remboursements sur les anciens dépôts provenant de naufrages.....	70,000	
Dépenses diverses et remboursements pour trop perçu.....	60,000	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.		
ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.		
Dépenses ordinaires.....	3,314,496	3,985,261
Dépenses extraordinaires.....	670,765	
TOTAL GÉNÉRAL.....		29,051,869

RECETTES.

Désignation des recettes affectées aux dépenses de chaque section.

CADASTRE. (A)

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses du cadastre. (*Maximum 5 centimes.*).....I^{re} SECTION. — DÉPENSES ORD

Produits éventuels ordinaires.	Produit des 9 cent. additionnels imposés par la loi. 17,820,400 ^f	31,652,400 ^f
	Produit des 7 centimes additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements..... 13,832,000	
	Produits d'expéditions d'actes des préfectures, ou d'anciennes pièces déposées aux archives.....	32,2
	Revenus particuliers des prisons départementales.....	
	Produit d'arbres abattus ou élagués sur les routes départementales.....	600,000
	Vente de matériaux de démolition ou de rebut, ou d'autres objets provenant des routes départementales ou d'établissements publics des départements.....	
	Vente de mobilier des préfectures, des bureaux des sous-préfectures et des locaux affectés à l'instruction publique départementale, reconnu hors de service.....	
	Produit de moins-value de mobilier acquitté par les préfets.....	
	Remboursement d'avances faites par les départements pour les tables décennales de l'état civil.....	
	Remboursement d'avances faites par les départements, sur les centimes additionnels ordinaires pour paiement de diverses dépenses imputables sur les fonds généraux..	
	Produit de droits de péage et de tous autres autorisés au profit des départements.....	

BUDGET GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 1856.

(du 1^{er} mai 1838.)

AFFECTATION DES RECETTES.

Désignation des dépenses comprises dans chaque section.	Montant des dépenses par section.
FINANCES. (du 10 mai 1838.)	
D'arpentage et d'expertise.....	25,000 ^{fr}
INTÉRIEUR.	
(du 12, 13, 14 et 15 de la loi ci-dessus indiquée.)	
Dépenses ordinaires des bâtiments départementaux.....	
Contributions dues par les propriétés des départements.....	
Dépenses des hôtels des préfectures, des sous-préfectures et du local affecté au service départemental de l'instruction publique.....	
Fournitures des préfectures, des bureaux des sous-préfectures et du local sus-igné.....	
Entretien de la gendarmerie.....	
Dépenses des tribunaux.....	
Dépenses de garde des établissements départementaux.....	
Entretien des routes départementales.....	32,252,400
Dépenses pour les enfants trouvés ou abandonnés et orphelins pauvres.....	
Dépenses.....	
Dépenses diverses ordinaires.....	
Dépenses départementales ordinaires.....	
Dépenses diverses payées à Paris, sur ordonnances directes du ministère de l'intérieur, à titre de dépenses départementales.....	

RECETTES.

Désignation des recettes affectées aux dépenses de chaque section.

Montant
des recettes
par
section.

MINISTÈRE DE

II^e SECTION. — DÉPENSES FACULTATIVES

Produits éventuels extraordinaires.	Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses facultatives d'utilité départementale. (<i>Maximum 6 centimes</i>)...	13,832,000 ^f	15,332,000
	Produit des propriétés des départements non affectées aux services départementaux.....	500,000	
	Subventions communales pour travaux neufs des routes départementales classées		
	Revenus des établissements d'eaux minérales appartenant aux départements....		
	Excédant des droits d'examen et de réception des officiers de santé, pharmaciens et herboristes, par les jurys médicaux.		
	Produit des rétributions payées par les pharmaciens, les épiciers, les droguistes et les herboristes, pour la visite de leurs établissements.....	1,000,000	
	Revenus des pépinières des départements.		
	Vente de chevaux ou taureaux étalons appartenant aux départements.....		
	Subventions et revenus particuliers des sociétés d'agriculture et comices agricoles.		
	Produit de souscriptions pour les cours d'accouchement.....		

III^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales, autres que celles concernant l'instruction primaire.....	11,372,000 ^f	15,372,000
Produit des emprunts autorisés par des lois particulières...	4,000,000	

AFFECTATION DES RECETTES.

Désignation des dépenses comprises dans chaque section.

Montant
des dépenses
par
section.

CES. (Suite.)

les 16, 17 et 18 de la loi ci-dessus indiquée.)

Travaux neufs des édifices départementaux	
Travaux des routes départementales	
Subventions aux communes	
Encouragements et secours	
Autres	
Secours contre la mendicité	
Dépenses diverses	
Revenus départementales pour dépenses facultatives ou extraordinaires	

15,332,000^f

19 de la loi du 10 mai 1838.)

Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels ordinaires.	Travaux		
	Intérêts des emprunts		
	Remboursement des emprunts		
	Réserves destinées aux indemnités proportionnelles aux ingénieurs		
	Traitements ou honoraires des architectes		
Travaux divers imputables sur le produit des emprunts autorisés par les lois		21,372,000 ^f	
			25,372,000
		4,000,000	

RECETTES.

Désignation des recettes affectées aux dépenses de chaque section.

MINISTÈRE

IV^e SECTION. — DÉPENSES

Produit des centimes additionnels spéciaux votés par les conseils généraux pour dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836. (<i>Maximum 5 centimes.</i>)	12,245,000 ^f	
Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication.	11,000,000	23,245,000

MINISTÈRE DE

INSTRUCTION PUBLIQUE

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses de l'instruction primaire, en vertu de la loi du 18 juin 1833. (<i>Maximum 2 centimes.</i>)	4,948,000 ^f	
Portion des centimes facultatifs attribuée par les conseils généraux à l'instruction primaire	350,000	5,298,000
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires	400,000 ^f	
Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire	27,000	427,000

RÉCAPITULATIF

MINISTÈRE DES FINANCES.....
 — DE L'INTÉRIEUR.....
 — DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.....

Vu pour être annexé au décret portant répartition des crédits du budget de l'exercice

AFFECTATION DES RECETTES.

Désignation des dépenses comprises dans chaque section.	Montant des dépenses par section.
---	--

ÉRIEUR. (Suite.)

(19 de la loi ci-dessus indiquée.)	
nses sur le produit des centimes additionnels spéciaux pour les che- ins vicinaux de grande communication et autres che- ins vicinaux.....	12,245,000 ^f
nses pour les chemins vicinaux de grande communica- on, sur le produit des subventions communales et des criptions particulières.....	11,000,000
	23,245,000 ^f

ION PUBLIQUE.

(19 de la loi ci-dessus indiquée.)	
mes de l'instruction primaire, { Dépenses ordinaires et obli- putables sur les fonds départe- gatoires.....	5,298,000 ^f
ntaux { Dépenses extraordinaires. }	
	5,725,000
mes de l'instruction primaire, { Dépenses ordinaires..... }	427,000
putables sur les ressources des { Dépenses extraordinaires. }	
les normales primaires.....	

DN.

	RESSOURCES.	DÉPENSES.
.....	25,000 ^f	25,000 ^f
.....	96,201,400	96,201,400
.....	5,725,000	5,725,000
	101,951,400	101,951,400

Le Ministre secrétaire d'état des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 3108. — *DÉCRET IMPÉRIAL* qui ouvre, sur l'exercice 1855, un *Crédit supplémentaire pour le contrôle et la surveillance des Chemins de fer.*

Du 17 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget de l'exercice 1855, et le décret du 15 décembre suivant (1), sur la répartition par chapitre des crédits du budget de cet exercice;

Vu les articles 20 et 21 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838 (2), sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de deux cent vingt-cinq mille francs (225,000^f), qui viendra en augmentation du chapitre XXII, 1^{re} section du budget (*Contrôle et surveillance des chemins de fer*).

Pareille somme sera portée en recette au budget de 1855 additionnellement aux voies et moyens de cet exercice.

2. La régularisation de ce crédit sera soumise au Corps législatif.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*
Signé **P. MAGNE**.

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*
Signé **E. ROUHER**.

(1) XI^e série, Bull. 241, n° 2193.

(2) IX^e série, Bull. 579, n° 7437.

B. n° 336.

(483)

N° 3109. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que M. de Narcillac, auditeur au Conseil d'état, nommé sous-préfet de l'arrondissement de Marvejols (Lozère), est autorisé à conserver le titre d'auditeur en service extraordinaire. (Saint-Cloud, 29 Octobre 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 6 * Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 6 Novembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 337.

N° 3110. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue entre la France, la Belgique et la Prusse, pour la transmission des Correspondances télégraphiques.*

Du 6 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une Convention ayant été conclue à Berlin, le 29 juin 1855, entre la France, la Belgique et la Prusse, pour régler la transmission des dépêches télégraphiques, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 30 octobre dernier, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Prusse stipulant, tant en son nom qu'au nom de l'Empire d'Autriche, des Royaumes de Bavière, de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, des Pays-Bas et des Grands-Duchés de Bade et de Mecklembourg-Schwérin, désirant assurer aux correspondances télégraphiques toute la célérité possible, et apporter à la Convention spéciale conclue entre leurs États respectifs, le 4 octobre 1852 (1), ainsi qu'à son article additionnel du 22 septembre 1854 (2), les changements et améliorations dont l'expérience a fait reconnaître l'utilité, sont convenus de négocier dans ce but une nouvelle Convention

(1) XI^e série, Bull. 34, n° 310.

(2) XI^e série, Bull. 228, n° 2080.

télégraphique, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français : M. le vicomte *Henry de Vougy*, Directeur général de l'Administration des lignes télégraphiques, Officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre du Lion de Zähringen, etc. etc. et M. *Alexandre de Clercq*, Sous-Directeur des consulats et affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur et de l'Ordre de Léopold, et Commandeur de l'Ordre royal et distingué de Charles III, de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique, de l'Ordre de François I^{er} des Deux-Siciles, de l'Ordre du Dannebrog, de l'Ordre de la Tour et l'Épée de Portugal, de la Rose du Brésil, du Lion de Zähringen, etc. etc.

Sa Majesté le Roi des Belges, M. *Jean-Baptiste Masui*, Directeur général de l'Administration des chemins de fer, postes et télégraphes, Officier de l'Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'Aigle rouge, du Lion Néerlandais, de la Branche Ernestine de Saxe-Cobourg, des Saints Maurice et Lazare, du Mérite de Saxe, de Sainte-Anne, etc. etc.

Et Sa Majesté le Roi de Prusse, M. *Frédéric-Guillaume Noittebohm*, Conseiller intime du Gouvernement, Directeur des lignes télégraphiques de Prusse, Chevalier de quatrième classe de l'Aigle rouge, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre impérial de Sainte-Anne, etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Tout individu aura le droit de se servir des télégraphes électriques internationaux des États contractants; mais chaque Gouvernement se réserve la faculté de faire constater l'identité de tout expéditeur qui demandera la transmission d'une ou plusieurs dépêches.

2. Le service des lignes de télégraphes électriques établies ou à établir par les États contractants sera soumis, en ce qui concerne la transmission et la taxe des dépêches internationales, aux dispositions ci-après; chaque Gouvernement se réservant expressément le droit de régler à sa convenance le service et le tarif télégraphiques pour les correspondances à transmettre dans les limites

de ses propres lignes, et restant, dans ce dernier cas, entièrement libre quant au choix des appareils à employer. Chaque État reste également juge des mesures à prendre pour la sécurité de ses lignes et pour la police et le contrôle des correspondances de toute nature. Les dépêches internationales sont celles qui empruntent, pour être transmises à destination, les lignes de deux au moins des États contractants.

3. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis, sur leur demande, à y accéder.

4. Les hautes parties contractantes prennent l'engagement de se communiquer réciproquement tous les documents relatifs à l'organisation et au service de leurs lignes télégraphiques, aux appareils qu'elles emploient, comme aussi tout perfectionnement qui viendrait à avoir lieu dans le service.

Chacune d'elles enverra à toutes, savoir : 1° à la fin de chaque trimestre, un tableau indiquant le nom des stations et le nombre des fils affectés à la correspondance publique ou privée sur les diverses sections de son réseau; et 2°, au commencement de chaque année, une carte résumant les changements survenus à cet égard dans toute l'étendue de son réseau pendant la dernière période annuelle. L'appareil *Morse* sera provisoirement adopté pour la transmission des correspondances internationales.

5. Les Gouvernements contractants s'efforceront de réunir leurs fils télégraphiques de manière à pouvoir donner passage, sans interruption aux frontières, et d'une extrémité à l'autre des plus longues lignes, aux dépêches internationales.

Pour accroître et faciliter leurs rapports directs de correspondance télégraphique, ils s'engagent à poser, dans le plus bref délai possible, de nouveaux fils exclusivement destinés à la transmission non interrompue des dépêches entre les capitales de leurs États respectifs.

6. Chaque Gouvernement conserve la faculté d'interrompre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge convenable, soit pour toutes les correspondances, soit seulement pour certaines natures de correspondances, soit enfin pour certaines lignes; mais, aussitôt qu'un Gouvernement aura adopté une mesure de ce genre, il devra en donner immédiatement connaissance à tous les autres Gouvernements co-contractants.

7. Les États contractants déclarent n'accepter aucune respon-

sabilité à raison du service de la correspondance internationale par voie télégraphique.

8. Les dépêches seront classées dans l'ordre suivant :

1° Dépêches d'État, c'est-à-dire celles qui émaneront du Chef de l'État, des ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer, et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements qui auront pris part à la présente Convention, ou qui y auront ultérieurement adhéré.

Cet avantage de priorité et les autres privilèges ci-après consacrés en faveur des dépêches d'État seront étendus, de plein droit, mais sous réserve de réciprocité, aux dépêches d'État des pays avec lesquels l'une ou l'autre des Parties contractantes aurait déjà conclu ou viendrait à conclure des conventions télégraphiques particulières.

Les dépêches diplomatiques des autres puissances seront considérées et traitées comme celles des particuliers.

2° Dépêches de service, exclusivement consacrées au service des télégraphes internationaux ou relatives à des mesures urgentes ou à des accidents graves sur les chemins de fer.

3° Enfin, dépêches des particuliers.

La transmission des dépêches aura lieu dans l'ordre de leur remise par les expéditeurs, ou de leur arrivée aux stations intermédiaires ou de destination, en observant les règles de priorité ci-après :

1° Dépêches d'État;

2° Dépêches de service spécifiées au paragraphe 2 ci-dessus;

3° Dépêches des particuliers.

Une dépêche commencée ne pourra être interrompue, à moins qu'il n'y ait urgence extrême à transmettre une communication d'un rang supérieur.

Entre deux bureaux en relation immédiate, et quand il s'agira de dépêches de même rang, on passera ces dépêches dans l'ordre alternatif.

9. Lorsqu'une interruption dans les communications sera signalée après l'acceptation d'une dépêche, le bureau à partir duquel la transmission sera devenue impossible mettra à la poste, et par lettre recommandée, une copie de la dépêche, sous chargement d'office, ou la transmettra en service par le plus prochain convoi. Il l'adressera, suivant les circonstances, soit au bureau le plus rapproché en mesure de lui faire conti-

nuer la voie télégraphique, soit au bureau de destination, qui la traitera comme dépêche ordinaire.

Aussitôt que la communication sera rétablie, la dépêche sera transmise de nouveau, au moyen du télégraphe, par le bureau qui en aura fait l'envoi par la poste ou par le chemin de fer.

10. Les bureaux télégraphiques respectifs seront autorisés à recevoir les dépêches pour des localités situées en dehors des lignes télégraphiques. Elles seront rendues à leur destination, soit par la poste, au moyen de lettres recommandées, soit par exprès ou estafette, si l'expéditeur en fait la demande.

L'indication donnée par l'expéditeur pour le mode de transport d'une dépêche au delà des lignes télégraphiques, ainsi que les avis ou renseignements de service, n'entreront pas dans le compte des mots.

11. Les dépêches à transmettre devront être écrites à l'encre, sans ratures ni abréviations, avec clarté et dans un langage intelligible. Elles devront porter la signature de l'expéditeur, ainsi que l'adresse bien précise du destinataire, conformément au modèle qui sera ultérieurement arrêté. L'adresse de la dépêche devra être mise en tête; elle sera suivie du texte, et la signature de l'expéditeur se trouvera au bas de la dépêche.

12. Les dépêches d'État seront passibles des taxes ordinaires; elles devront toujours être revêtues du timbre ou du cachet de l'expéditeur; elles pourront être écrites en chiffres arabes ou en caractères alphabétiques faciles à reproduire par les appareils en usage, ou bien encore être libellées en français, en anglais ou en allemand; mais elles seront toujours écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés; elles seront transmises en signes, lettres ou nombres également en usage dans les bureaux télégraphiques.

La transmission des dépêches d'État sera de droit; les bureaux télégraphiques n'auront aucun contrôle à exercer sur elles.

13. Les dépêches de service et celles des particuliers ne pourront pas être écrites en chiffres; elles seront rédigées, au choix de l'expéditeur, en français, en allemand ou en anglais; mais elles seront toujours écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés. Provisoirement, les parties contractantes seront tenues d'accepter les dépêches rédigées en langue étrangère à leur pays dans les bureaux désignés dans le règlement à intervenir entre les administrations télégraphiques.

14. Les bureaux télégraphiques, au point de départ et au lieu de destination de chaque dépêche, auront le droit de refuser de l'expédier ou de la transmettre, si sa teneur leur paraît contraire aux bonnes mœurs ou à la sécurité publique. Le recours contre de semblables décisions sera adressé à l'administration centrale des stations où elles auront été prises. Dans tous les cas, les administrations centrales télégraphiques de chaque État auront la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche qui leur paraît offrir quelque danger.

15. Dans les villes spécialement désignées à cet effet, le service des bureaux télégraphiques ne sera pas interrompu pendant la nuit; les dépêches de nuit échangées entre ces bureaux ne seront soumises à aucune surtaxe. Les autres bureaux télégraphiques seront ouverts tous les jours, y compris les dimanches et les fêtes, du 1^{er} avril à la fin de septembre, depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et du 1^{er} octobre à la fin de mars, depuis huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

Néanmoins chacune des hautes parties contractantes se réserve le droit de créer une troisième classe de stations télégraphiques, dont les administrations respectives se communiqueront les noms, et dans lesquelles le travail sera limité de neuf heures du matin à midi, et de deux heures à sept heures du soir. Les heures d'ouverture et de clôture seront les mêmes dans tous les États, et l'heure de tous les bureaux télégraphiques de chaque pays sera celle du temps moyen de la capitale de ce pays. Le travail hors des heures ci-dessus indiquées sera réputé travail de nuit. Cependant la dépêche dont la transmission se trouvera commencée de jour devra nécessairement être achevée, entre les deux bureaux où elle sera engagée, sans avoir à subir la surtaxe de nuit.

16. Dans les bureaux où le service n'est pas permanent, aucune dépêche de nuit ne sera acceptée qu'autant qu'elle aura été annoncée pendant le service de jour, et qu'on aura indiqué l'heure où elle sera déposée dans le bureau de départ.

Un règlement spécial déterminera les conditions du service de nuit et le temps pendant lequel les bureaux de chaque État devront attendre la dépêche annoncée.

17. Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des correspondances télégraphiques.

18. Les hautes parties contractantes adoptent, pour la formation des tarifs dont la réunion constituera le tarif international, les bases dont la teneur suit, savoir :

PAR DISTANCE.		PAR MOTS.					
En France et en Belgique.	En France.	De 1 à 25 mots inclusivement.		De 26 à 50 mots inclusivement.		De 51 à 100 mots inclusivement.	
		En France et en Belgique.	En France.	En France et en Belgique.	En France.	En France et en Belgique.	En France.
		fr. c.	r. sg.	fr. c.	r. sg.	fr. c.	r. sg.
De 1 à 75 kilom. inclusivement.	De 1 à 10 milles inclusivement.	2 50	0 20	5 00	1 10	7 50	2 00
De 75 jusqu'à 150 kilom.	Plus de 10 jusqu'à 25 milles.	5 00	1 10	10 00	2 20	15 00	4 00
— 150 — 340	— 25 — 45	7 50	2 00	15 00	4 00	22 50	6 00
— 340 — 515	— 45 — 70	10 00	3 20	20 00	5 10	30 00	8 00
— 515 — 750	— 70 — 100	12 50	3 10	25 00	6 20	37 50	10 00
— 750 — 1,015	— 100 — 185	15 00	4 00	30 00	8 00	45 00	12 00

19. Dans le calcul des distances, les fractions égales ou supérieures à la moitié de l'unité compteront comme unité. Les fractions inférieures seront négligées.

20. Pour l'application des taxes, la distance parcourue par une dépêche sera comptée en ligne droite sur le territoire de chaque État, depuis le lieu de départ jusqu'au point de la frontière où elle arrivera, et de celui-ci au lieu de sa destination. Il en sera de même pour son transit de frontière à frontière dans chaque État.

La taxe entre deux bureaux des États contractants sera, en tout cas, celle qui correspond à la direction la plus favorable au public. Si la dépêche devait être transmise dans une autre direction, le partage de la taxe se ferait proportionnellement au nombre de zones parcourues sur le territoire de chacun des États qui auraient concouru à la transmission.

21. Les règles suivantes seront observées pour appliquer la taxe au nombre de mots :

1° La longueur de la dépêche simple est fixée à vingt-cinq mots.

2° Le nom du bureau de départ et la date de l'expédition seront transmis d'office : le lieu d'origine et la date de la dépêche ne seront taxés que lorsque l'expéditeur les aura lui-même inscrits sur sa dépêche.

3° Il est accordé, pour chaque adresse, de un à cinq mots qui ne seront pas taxés : les mots de l'adresse dépassant ce maximum seront comptés et taxés avec le corps de la dépêche.

4° Les mots réunis par un trait d'union ou séparés par une apostrophe compteront pour le nombre de mots qu'ils contiennent; mais le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes : l'excédant sera compté pour un mot.

5° Les traits d'union, les apostrophes, les signes de ponctuation et les alinéa ne seront pas comptés; les autres signes le seront pour le nombre de mots qui auront été employés à les exprimer.

6° Tout caractère isolé (lettre ou chiffre) comptera pour un mot.

7° Tout nombre, jusqu'au maximum de cinq chiffres inclusivement, sera compté pour un mot; les nombres de plus de cinq chiffres représenteront autant de mots qu'ils contiendront de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. Les virgules, les barres de division seront comptées pour un chiffre.

8° Pour les dépêches d'État chiffrées, on additionnera tous les chiffres ou lettres dont elles se composent, et le produit de la division du nombre total par cinq donnera le nombre des mots à taxer. Les points ou signes simplement destinés à séparer les groupes seront transmis, mais n'entreront point en compte.

9° Le nom du signataire ne comptera que pour un mot; mais les titres, prénoms, particules et les qualifications, seront comptés pour le nombre de mots qui seront employés à les exprimer.

10° Tous les signes ou mots que l'administration ajoutera à une dépêche dans l'intérêt du service ne seront pas comptés.

22. Le maximum de longueur d'une dépêche est fixé à cent mots. Au delà de cent mots, la taxe de un à vingt-cinq mots recommencera à être appliquée. La transmission des dépêches dont le texte dépassera cent mots pourra être retardée pour céder la priorité à des dépêches plus brèves, quoique inscrites postérieurement. Un même expéditeur ne pourra faire passer plusieurs dépêches consécutives que dans le cas où le service de l'appareil ne serait pas réclamé par d'autres personnes. Ces réserves ne s'appliqueront pas aux dépêches d'État.

23. Tout expéditeur qui exigera du bureau de destination l'accusé de réception de sa dépêche payera, pour le recevoir, le quart de la somme qu'aurait coûté la transmission d'une dé-

pêche de vingt-cinq mots. Il payera la moitié de la somme qu'aura coûté la transmission de sa dépêche, s'il demande qu'elle lui soit renvoyée tout entière pour être collationnée. Le destinataire pourra aussi demander que la dépêche reçue soit collationnée, mais il devra payer une seconde fois la taxe entière.

Les noms propres, les groupes de lettres et de chiffres, seront répétés d'office sans augmentation de taxe.

Pour les dépêches d'État chiffrées, le collationnement intégral donnera lieu à la perception d'une demi-taxe en sus. Si ces mêmes dépêches portent la mention que le collationnement n'est pas exigé par l'expéditeur, elles ne seront soumises qu'à une taxe simple.

24. La réponse pourra être payée d'avance par l'expéditeur qui la demandera. Lorsque la longueur de cette réponse, les cinq mots de l'adresse non compris, ne dépassera pas dix mots, on ne payera que demi-taxe. Si cette réponse n'est pas parvenue dans les cinq jours qui suivront sa demande, le prix de la taxe déposée sera remboursé sous déduction d'un quart de sa valeur.

25. Les dépêches qui doivent être communiquées ou déposées à des stations intermédiaires seront considérées et taxées comme autant de dépêches séparées envoyées à chaque lieu de destination.

26. Il sera payé, pour les dépêches dont il devra être délivré plusieurs copies dans un lieu de station, un supplément de quatre-vingt-dix centimes (sept silbergros) pour chaque exemplaire à remettre en sus de la dépêche primitive.

Lorsqu'un expéditeur demandera que son identité soit attestée dans le lieu de destination, il acquittera, en sus de la taxe de sa dépêche, un droit fixe de un franc vingt-cinq centimes ou dix silbergros. L'avertissement de service sera exprimé par les mots : *Identité prouvée*, « Aufgeber beglaubigt. »

L'expéditeur pourra toujours demander le retrait ou l'annulation de sa dépêche. La taxe ne sera pas restituée si la dépêche est en cours de transmission. Lorsque la dépêche sera déjà arrivée, et que l'expéditeur demandera qu'elle ne soit pas remise au destinataire, l'avertissement nécessaire à cet effet sera taxé au demi-droit d'une dépêche simple.

27. Dans les États ne faisant pas partie de l'union télégraphique austro-allemande, et pour les stations où le service n'est pas permanent, les dépêches de nuit seront soumises à une taxe double.

Les taxes prélevées pour collationner une dépêche ou pour recevoir une réponse seront doublées lors même que ces opérations n'aient pu s'effectuer que de jour, à moins que l'expéditeur n'ait demandé qu'elles le soient de jour. Dans ce cas, il en sera fait mention dans la minute de la dépêche.

L'accusé de réception est soumis également à la double taxe, s'il est exigé pendant la nuit. Dans tous les États qui composent l'union télégraphique austro-allemande, la tarification des dépêches pour tous les bureaux sera uniformément la même de jour et de nuit.

28. Le minimum à déposer comme arrhes, au moment où la dépêche de nuit est annoncée, sera égal à la taxe afférente à la dépêche de vingt-cinq mots.

Lorsque la dépêche ne sera pas présentée à l'heure annoncée, le montant des arrhes sera acquis et partagé de la même manière que les autres recettes internationales.

29. Excepté dans les États composant l'union télégraphique austro-allemande, les dépêches présentées pendant la nuit, mais qui, par suite d'obstacles imprévus, n'arriveront à leur destination que dans la matinée, ne donneront point lieu à la restitution de la taxe supplémentaire requise.

30. Les frais de transport des dépêches en dehors des lignes télégraphiques seront perçus au bureau de départ. Pour le transport par lettres recommandées, la taxe sera uniformément de cinquante centimes (4 silbergros) pour les localités du pays où se trouvera le bureau de destination, et de un franc cinquante centimes (12 silbergros) pour les localités situées en dehors de ce pays sur le continent européen. Quant au transport par piétons ou exprès, dans un rayon maximum dont les administrations télégraphiques respectives se réservent de fixer ultérieurement l'étendue, l'expéditeur qui le demandera sera tenu de payer une taxe uniforme de deux francs cinquante centimes (20 silbergros), laquelle sera acquittée au bureau d'origine en même temps que celle de la dépêche. Lorsque le transport devra avoir lieu pour des localités en dehors de ce rayon, ou à défaut d'estafette, la réexpédition sera toujours effectuée par la poste au moyen de lettres recommandées, et sera soumise à la taxe de cinquante centimes (4 silbergros).

Quand il y aura possibilité de fournir les estafettes demandées, le prix à déposer ou à acquitter sera de quatre francs par myriamètre, ou vingt-cinq silbergros par mille allemand.

31. Lorsqu'une dépêche sera interceptée par l'un des motifs énoncés dans l'article 14, il ne sera restitué sur la taxe perçue que la somme payée pour la distance que la dépêche n'aurait pas parcourue.

La restitution intégrale aura lieu dans le cas où la dépêche ne serait pas parvenue à destination par la faute du service télégraphique, ou bien s'il était constaté qu'elle y est arrivée dénaturée au point de ne pouvoir remplir son but, et qu'il n'est plus possible d'avertir, en temps utile; ou enfin, si, par une cause quelconque, elle arrivait plus tard qu'elle ne serait parvenue par la poste. Les frais de restitution seront intégralement supportés par l'administration sur le territoire de laquelle la négligence ou l'erreur aura été commise.

32. Les dépêches d'État seront acceptées et transmises par tous les bureaux : la taxe en devra toujours être acquittée par l'expéditeur.

33. Dans les rapports internationaux, il n'y aura de franchise de taxe que pour les dépêches relatives aux services des télégraphes.

34. Les comptes seront liquidés par période trimestrielle. Les taxes prélevées sur chaque dépêche, en raison de son parcours dans chaque État, seront remboursées à chaque Gouvernement.

35. Les droits perçus pour l'expédition de copies seront dévolus à l'office télégraphique sur le territoire duquel cette expédition aura été faite.

La taxe prélevée, conformément au deuxième alinéa de l'article 16, pour attestation de l'identité de l'expéditeur n'entrera point en décompte, mais demeurera acquise à l'office expéditeur.

36. Le règlement réciproque des comptes aura lieu à l'expiration de chaque mois. Le décompte et la liquidation du solde se feront à la fin de chaque trimestre.

Ils seront dressés par la France et la Belgique en monnaie française, avec réduction en monnaie de Prusse, et par l'administration de Prusse en monnaie prussienne, avec réduction des totaux en francs.

La réduction des monnaies se fera au taux suivant :

3^f 75 = 1 thaler.

0 125 = 1 gros.

Les fractions de moins d'un demi-gros ne seront pas comptées; celles d'un demi-gros et au-dessus compteront pour un gros.

37. Le solde résultant de la liquidation trimestrielle sera payé en monnaie courante dans l'État au profit duquel ce solde sera établi.

38. Un an après l'échange des ratifications de la présente Convention, des conférences auront lieu à Bruxelles, entre les délégués des États contractants, à l'effet de proposer les améliorations que l'expérience aurait fait reconnaître nécessaires et d'arriver progressivement à une réduction des tarifs qui étendent les avantages que les Gouvernements et les particuliers doivent se promettre de la télégraphie électrique.

Ces modifications et ces dégrèvements devront être consenties de commun accord par tous les États contractants, le refus de l'un d'eux entraînant nécessairement le maintien des dispositions en vigueur.

39. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse déclare conclure la présente Convention tant en son nom qu'au nom de tous les États qui font actuellement partie de l'union télégraphique austro-allemande et de ceux qui y adhéreront par la suite.

40. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt que faire se pourra, et demeurera en vigueur pendant deux ans à compter du jour de l'échange de ses ratifications.

Toutefois, les hautes parties contractantes pourront, de commun accord, en prolonger les effets au delà de ce terme.

Dans ce dernier cas, elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

41. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications respectives en seront échangées à Berlin, dans le plus bref délai possible.

Toutefois, le Gouvernement prussien ne s'engage à ratifier la présente Convention qu'après avoir reçu l'adhésion des divers États faisant partie de l'union télégraphique austro-allemande.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, en triple expédition, le vingt-neuvième jour du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) Signé V^e H. DE VOUGY.

(L. S.) Signé A. DE CLERCQ.

(L. S.) Signé MASUI.

(L. S.) Signé FRIEDRICH-WILHELM NOTTEBOHM.

ART. 2. Nos ministres secrétaires d'état des affaires étrangères et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 6 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé WALEWSKI.

N° 3111. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Charles Pélagie*, né, le 8 février 1825, à Saint-Pierre (Martinique), marchand de poterie de terre, demeurant en la même ville, est autorisé à ajouter à son nom les noms de *Édouard Salle*, et à s'appeler, à l'avenir, *Charles Pélagie Édouard Salle*;

2° Que ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 21 Juillet 1855.*)

N° 3112. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le décret du 5 juillet 1849 (1), qui a déclaré d'utilité publique la construction d'un pont suspendu sur le Cher, à Mennetou, et autorisé ladite commune à s'imposer extraordinairement, tant pour concourir à la dépense que pour garantir les souscriptions particulières, est rapporté.

2. Est déclarée d'utilité publique l'exécution du nouveau projet présenté pour la construction d'un pont fixe en pierre sur le Cher, à Mennetou (Loir-et-Cher), ainsi que celle des travaux d'établissement des abords et dépendances dudit pont, conformément au cahier des charges et au plan ci-annexés.

3. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans ledit cahier des charges.

4. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien dudit pont et de ses abords et dépendances au moyen,

1° D'une subvention de cinquante-deux mille cent dix-huit francs, à fournir, savoir :

(1) 1^{re} série, Bull. 176, n° 1431.

Par l'État, vingt-cinq mille francs, ci.....	25,000 ^f
Par la commune de Mennetou, dix mille francs, ci.....	10,000
Par la commune de Saint-Loup, six cents francs, ci.....	600
Par la commune de Langon, cinq cents francs, ci.....	500
Par la commune de Marey, deux mille francs, ci.....	2,000
Par divers particuliers, quatorze mille dix-huit francs, ci.....	14,018
	52,118

2° Au moyen de la concession d'un péage, qui sera concédé, par adjudication publique, au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera fixé à l'avance, par le préfet, dans un billet cacheté.

5. Les communes de Mennetou-sur-Cher, Saint-Loup et Langon sont autorisées à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, pour le paiement de leur contingent dans les frais de construction du pont, savoir :

La commune de Mennetou, dix mille francs en onze années, à partir de 1857, représentant annuellement vingt centimes environ;

Saint-Loup, six cents francs en deux années, à partir de 1859, représentant annuellement seize centimes environ;

Langon, cinq cents francs en deux années, à partir de 1856, représentant annuellement sept centimes environ.

6. Le concessionnaire substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

7. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

8. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage, conformément au tarif ci-après :

Une personne à pied, non chargée, ou chargée seulement d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....	05 ^f
Une personne conduisant une brouette ou voiture à bras chargée d'un poids de plus de cinq myriagrammes, dix centimes, ci.....	10
Cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, douze centimes, ci...	12
Cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci.....	10
Cheval ou mulet non chargé, huit centimes, ci.....	08
Ane ou ânesse chargé, huit centimes, ci.....	08
Ane ou ânesse non chargé, six centimes, ci.....	06
Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour, ou allant au pâturage, six centimes, ci.....	06

Bœuf ou vache destiné à la vente, quinze centimes, ci.	15
Veau ou porc, deux centimes, ci.	02
Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.	01

Lorsque les mêmes seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart; lorsqu'ils iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des animaux payeront le droit de cinq centimes, ci.	05
Voiture suspendue, à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.	25
Voiture suspendue, à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.	25
Carriole ou patache, conducteur compris, vingt centimes, ci.	20
Chaque cheval ou mulet en sus, attelé aux voitures désignées ci-dessus, dix centimes, ci.	10
Les voyageurs payeront séparément, par tête, cinq centimes, ci.	05
Charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, conducteur compris, quarante centimes, ci.	40
Charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, conducteur compris, soixante centimes, ci.	60
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus, attelé aux charrettes ci-dessus, vingt centimes, ci.	20
Charrette chargée, attelée d'un âne ou ânesse, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.	25
Chaque âne ou ânesse attelé en sus, dix centimes, ci.	10
Charrette non chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, conducteur compris, vingt centimes, ci.	20
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs attelés en sus, huit centimes, ci.	08
Charrette non chargée, attelée d'un âne ou ânesse, conducteur compris, quinze centimes, ci.	15
Chaque âne ou ânesse en sus, cinq centimes, ci.	05

Voitures employées au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes.

Charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, conducteur compris, vingt centimes, ci.	20
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs attelés en sus, dix centimes, ci.	10
Charrette chargée, attelée d'un âne ou ânesse, conducteur compris, quinze centimes, ci.	15
Chaque âne ou ânesse en sus, huit centimes, ci.	08
Charrette non chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs, conducteur compris, quinze centimes, ci.	15
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus, huit centimes, ci.	08
Charrette non chargée, attelée d'un âne ou ânesse, conducteur compris, dix centimes, ci.	10
Chaque âne ou ânesse en sus, cinq centimes, ci.	05
Chariot de roulage à quatre roues, chargé et attelé d'un cheval ou mulet, conducteur compris, cinquante centimes, ci.	50
Chariot de roulage à quatre roues, chargé et attelé de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, soixante et quinze centimes, ci.	75
Chaque cheval ou mulet attelé en sus aux chariots chargés ci-dessus, trente-cinq centimes, ci.	35

Chariot de roulage à quatre roues, non chargé, attelé d'un cheval ou
mulet, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci. 25^c
Chaque cheval ou mulet attelé en sus, dix centimes, ci. 10

9. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département et le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures; les ministres des différents cultes reconnus par l'État; les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers; les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées; les agents voyers; les employés des contributions indirectes; les agents forestiers; les préposés et agents des douanes; les employés des lignes télégraphiques; les commissaires de police; la gendarmerie; les gardes champêtres, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement; les malles-postes; les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 338.

N° 3113. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition, établie à Marseille.*

Du 17 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande de l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition à Marseille, tendant à obtenir son autorisation comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu l'engagement pris par cette association de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (1) pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Cluny, et qu'elle a déclaré adopter;

Vu une copie de ces statuts signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association présents à Marseille, et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque de Marseille;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cette association;

Vu l'état des établissements particuliers dépendants de l'association;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Marseille du 4 au 18 mai 1855;

Vu l'avis du conseil municipal de Marseille et du préfet des Bouches-du-Rhône, en date des 20 avril et 14 juin 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph-

(1) VIII^e série, Bull. 137, n° 4722.

de l'Apparition, établie à Marseille (Bouches-du-Rhône), grande rue Marengo, n° 35, est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827, pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Cluny (Saône-et-Loire), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3114. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Bourg-les-Comptes (Ille-et-Vilaine), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 17 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié du 8 août 1853 par lequel la demoiselle Rouaud, membre de la congrégation des sœurs de la Providence, à Ruillé-sur-Loir, a fait donation à cette congrégation de divers biens immeubles, consistant en bâtiments, terres, prés et pâtures, le tout situé dans la commune de Bourg-les-Comptes, à la charge d'envoyer et d'entretenir à perpétuité dans cette dernière commune deux sœurs de son ordre, tenues d'instruire gratuitement les jeunes filles pauvres et de soigner les malades pauvres;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 4 janvier 1854;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, en date du 22 septembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter cette donation; 2° de fonder à Bourg-les-Comptes un établissement de sœurs de son ordre; 3° d'acquiescer, pour les besoins de cet établissement, et moyennant une

somme de huit cents francs, une maison située à Bourg-les-Comptes et appartenant à la demoiselle Coppalle;

Vu la délibération, en date du 3 avril 1854, par laquelle le conseil municipal, agissant tant en son nom qu'à défaut de bureau de bienfaisance, demande à accepter, en ce qui le concerne, la donation précitée;

Vu l'acte sous seings-privés du 10 août 1853 par lequel la demoiselle Coppalle a consenti à cette vente;

Vu le procès-verbal d'estimation de la maison à acquérir portant sa valeur à six mille deux cent quarante-cinq francs;

Vu le procès-verbal des biens donnés portant leur valeur à neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs;

Vu l'ordonnance royale du 19 novembre 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence à Ruillé-sur-Loir, et celles des 1^{er} novembre 1826 (2) et 31 août 1828 (3), qui ont approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Bourg-les-Comptes de se conformer aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié et certifié par le préfet de la Sarthe;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Bourg-les-Comptes, le 12 avril 1854;

Vu les avis des évêques de Rennes et du Mans et des préfets de la Sarthe et d'Ille-et-Vilaine, en date des 18 et 26 mars, 2 juin, 30 août 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 23 octobre 1854;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section des vacations de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), en vertu d'une ordonnance royale

(1) VIII^e série, Bull. 128, n° 4364.

(2) VIII^e série, Bull. 125, n° 4156.

(3) VIII^e série, Bull. 251, n° 9141.

du 19 novembre 1826, est autorisée à fonder à Bourg-les-Comptes (Ille-et-Vilaine) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnances royales des 1^{er} novembre 1826 et 31 août 1828.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), au nom de cette congrégation, et le maire de Bourg-les-Comptes (Ille-et-Vilaine), au nom de la commune et à défaut de bureau de bienfaisance, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le coecerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la dite congrégation par la demoiselle *Jeanne Rouaud*, suivant acte notarié du 8 août 1853, et consistant en bâtimens, terres, prés et pâtures, désignés dans cet acte, situés sur le territoire de la commune de Bourg-les-Comptes, et estimés en totalité neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs, à la charge notamment d'entretenir à perpétuité, à Bourg-les-Comptes, deux sœurs de son ordre qui seront tenues d'instruire les jeunes filles pauvres et de soigner les malades indigents.

3. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Ruillé-sur-Loir, est autorisée à acquérir, pour les besoins de l'établissement des sœurs de son ordre à Bourg-les-Comptes, et moyennant une somme de huit mille francs, une maison située à Bourg-les-Comptes, et appartenant à la demoiselle *Coppalle*, qui en a consenti la vente, suivant acte sous seings-privés du 10 août 1853.

Il sera pourvu aux frais de cette acquisition avec l'excédant de recettes de la congrégation des sœurs de la Providence.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3115. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, à Caixon (Hautes-Pyrénées), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph de Tarbes.

Du 17 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié du 5 août 1854 par lequel la demoiselle *Dandrest* a fait donation à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet, d'un capital de huit mille francs, à la charge d'entretenir à perpétuité dans la commune de Caixon une école gratuite, tenue par des sœurs de son ordre, pour les jeunes filles de cette dernière commune ;

Vu un autre acte notarié, du 5 août 1854, par lequel la demoiselle *Dandrest* a acquis, au nom et pour le compte de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, et moyennant une somme de trois mille francs payés au moment de l'acquisition, une maison avec dépendances située à Caixon ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet, en date du 16 août 1854, tendant à obtenir l'approbation de cette acquisition et l'autorisation, 1° d'accepter la donation de la demoiselle *Dandrest* ; 2° de fonder à Caixon un établissement de sœurs de son ordre ;

Vu la délibération, en date du 10 octobre 1854, par laquelle le conseil municipal de Caixon a demandé à accepter, en ce qui le concerne, la donation précitée ;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 7 août 1854 ;

Vu la déclaration faite par la donatrice, le 26 janvier 1855, et portant que l'acquisition réalisée par acte notarié du 5 août 1854 a été faite des deniers de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes ;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice ;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation de l'immeuble acquis par la demoiselle *Dandrest* portant sa valeur à trois mille francs ;

Vu le décret du 30 novembre 1852 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 30 avril 1826 (2) pour la congrégation des filles de la Croix à la Puye (Vienne) ;

(1) 1^{re} série, Bull. 595, n° 4583.

(2) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

Vu l'engagement pris par les sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, désignées pour faire partie de l'établissement de Caixon, de se conformer aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié et certifié par le préfet des Hautes-Pyrénées;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Caixon le 8 octobre 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Caixon; en date du 10 octobre 1854;

Vu les avis de l'évêque de Tarbes et du préfet des Hautes-Pyrénées, en date du 21 juillet 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section des vacations de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, existant à Tuzaguet (Hautes-Pyrénées) en vertu d'un décret du 30 novembre 1852, est autorisée à fonder à Caixon (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet (Hautes-Pyrénées), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Caixon (même département), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation d'une somme de huit mille francs faite à la congrégation par la demoiselle *Claire-Agathe-Dandrest*, suivant acte notarié du 5 août 1854, à la charge notamment d'entretenir à perpétuité dans la commune de Caixon une école gratuite, tenue par des sœurs de son ordre, pour les jeunes filles de cette commune.

Cette somme de huit mille francs sera employée en achat de rentes sur l'état.

3. Est approuvée l'acquisition faite, suivant acte notarié

du 5 août 1854, par la demoiselle *Dandrest*, au nom et pour le compte de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet, moyennant une somme de trois mille francs, égale au montant de l'estimation, d'une maison avec dépendances située à Caixon (Hautes-Pyrénées) et appartenant au sieur *Joseph Rivière*.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3116. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Bar-sur-Aube, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

Du 24 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale;
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours à Troyes, en date du 24 février 1855, tendant à obtenir l'autorisation,

1° De fonder à Bar-sur-Aube un établissement de sœurs de son ordre;

2° D'accepter le legs d'une somme de mille francs fait à cet établissement par la demoiselle *Jouffroy*;

Vu le testament olographe de la demoiselle *Jouffroy*, en date du 26 juillet 1854;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 13 août 1854;

Vu le consentement donné, le 22 janvier 1855, par les héritiers de la testatrice à la délivrance du legs;

Vu le décret du 14 août 1852 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Troyes, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (2), pour la congrégation des sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice à Paris (Seine) ;

Vu l'engagement pris par les membres de l'établissement de Bar-sur-Aube de se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Bar-sur-Aube le 15 avril 1855 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Bar-sur-Aube, en date du 23 avril 1855 ;

Vu les avis de l'évêque de Troyes et du préfet de l'Aube, en date des 5 et 13 juillet 1855 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

La section des vacations de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours existant à Troyes (Aube), en vertu du décret du 14 août 1852, est autorisée à fonder à Bar-sur-Aube (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Troyes, est autorisée à accepter le legs d'une somme de mille francs fait, à titre gratuit, par la demoiselle *Edmée-Marie-Joseph-Thérèse Jouffroy*, suivant son testament olographe du 26 juillet 1854, à l'établissement de sœurs du même ordre à Bar-sur-Aube reconnu par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette somme de mille francs sera employée en achat de rentes sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) 1^{re} série, Bull. 569, n° 4361.

(2) VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3117. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, existant à Loriol (Drôme).*

Du 27 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée, le 19 septembre 1854, par l'association des sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, à Loriol (Drôme), dans le but d'être autorisée comme congrégation à supérieure générale;

Vu la déclaration des religieuses de cette association portant qu'elles adoptent les statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, dont la maison mère est à Lyon (Rhône);

Vu la copie de ces statuts, signée, en témoignage d'adhésion, par les sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, et revêtue de l'approbation de l'évêque de Valence;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Loriol;

Vu l'avis du conseil municipal de Loriol, en date du 25 janvier 1855;

Vu les avis de l'évêque de Valence et du préfet de la Drôme, en date des 5 et 13 février, 23 avril et 7 juin 1855;

Vu l'ordonnance royale du 2 mars 1828 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph à Lyon;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

(1) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

Notre Conseil d'État entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, existant à Loriol (Drôme), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts de la congrégation de Saint-Joseph à Lyon (Rhône), approuvés par ordonnance royale du 2 mars 1828 et que l'association des sœurs du Saint-Nom-de-Jésus a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 27 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FOUVOY.

N° 3118. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant le Tarif de l'Octroi
de Paris.*

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des finances;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 (1) et les dispositions des lois
des 28 avril 1816 et 24 juin 1824, relatives aux octrois;

Vu la loi du 12 décembre 1830 et le tarif y annexé, pour la per-
ception du droit d'entrée sur les boissons;

Vu la loi du 24 mai 1834;

Vu la loi du 11 juin 1842;

Vu la loi du 10 mai 1846;

Vu le décret du 17 mars 1852 (2);

(1) 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

(2) 1^{re} série, Bull. 502, n° 3773.

B. n° 338.

(501)

Vu l'article 18 de la loi de finances du 22 juin 1854;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Paris, en date du 5 septembre 1855, tendant au remaniement du tarif octroi en vigueur;

Vu l'avis du préfet du département de la Seine, en date du 13 du même mois;

Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, la perception sera opérée, à l'octroi de Paris, département de la Seine, conformément au tarif ci-annexé.

2. Toutes les taxes du tarif seront passibles,

1^o Du décime par franc applicable à toutes les taxes, établi par l'ordonnance du 10 août 1815, et maintenu indéfiniment à celle du 17 août 1832 (1) et par l'arrêté du Gouvernement du 17 juin 1848 (2);

2^o Du second décime par franc applicable à toutes les taxes autres que celles qui frappent les vins en cercles, les cidres et bières, les bières fabriquées dans Paris, et les viandes, lequel a été établi par l'arrêté précité du 17 juin 1848, et maintenu, jusqu'au 1^{er} janvier 1871, par décret en date du 2 octobre 1861 (3).

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé P. MAGN.

(1) ix^e série, 2^e partie, 1^{re} section; Bull. 177, n° 4334.

(2) x^e série, Bull. 46, n° 497.

(3) x^e série, Bull. 449, n° 3298.

OCTROI DE PARIS.

Tarif.

DÉNOMINATION des objets assujettis aux droits.	UNITÉ sur laquelle portent les droits.	DROITS, décimes non compris.	REMARKS ÉCLAIRCISSANTES.
BOISSONS ET ALCOOLS DÉNATURÉS.			
Vins en cercles	Hectolitre.	10 ^l 00 ^c	La vendange payera le même droit que le vin, dans la proportion de 10 hectolitres de vendange pour deux hectolitres de vin. Les vins introduits à la main dans des vases d'une contenance supérieure à cinq litres payeront le droit dans la proportion de celui fixé pour les vins en cercles.
Vins en bouteilles	Idem.	17 00	La bouteille inférieure au litre et demi-bouteille sont assimilées aux litres et demi-litre pour la perception du droit sur les boissons et autres liquides mentionnés au présent tarif.
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.	Idem.	23 50	Les boissons, eaux de senteur, vinaigre et tout liquide ou préparations qui contiennent des mélanges d'alcool, ou qui ont l'alcool pour base, autres que les alcools dénaturés conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 14 juin 1844 payent le droit à raison de la quantité d'alcool qu'ils contiennent. Lorsque la nature de ces liquides ou mélanges ne permet pas de déterminer la quantité d'alcool nécessaire pour les préparer, ils acquittent à raison de cinquante pour cent de leur volume. Les fruits et conserves à l'eau-de-vie, à l'huile ou au vinaigre, avec ou sans liqueurs, sont imposés sur leur valeur totale.
Cidres, poirés et hydromels.	Idem.	3 80	Les fruits secs à cidre et à poiré payent le droit à l'entrée dans la proportion de cinquante kilogrammes de fruits pour un hectolitre de cidre ou de poiré. Pour la perception du droit d'entrée au profit du trésor, vingt-cinq kilogrammes de fruits secs comptent comme un hectolitre de cidre ou de poiré. (Art. 1 de la loi du 28 avril 1816.)
Alcools dé- naturés, { de 2 à 3 dixièmes. { de 3 à 4 dixièmes. { de 4 à 5 dixièmes. { au-dessus de 5 dixièmes.	Idem. Idem. Idem. Idem.	7 00 6 10 5 20 4 30	

Désignation des objets assujettis aux droits.	Unité sur laquelle portent les droits.	Droits, décimes non compris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
AUTRES LIQUIDES.			
Vinaigres de toute espèce, fruits et conserves au vinaigre, verjus, sureau, bièble en fruits ou en jus, vins gâtés et lies liquides ou épaisses et toute autre substance ou liquide servant à la fabrication des vinaigres ou pouvant en tenir lieu.	Hectolitre.	10^f 00^c	Toute lie qui n'est pas dans un état de siccité complète est passible du droit. L'acide acétique, les vinaigres concentrés et tous autres liquides qui, étendus, peuvent être employés comme vinaigre ordinaire, seront imposés en proportion de la quantité qu'ils en peuvent produire.
Bièrre à l'entrée	• Idem.	3 80	
Bièrre à la fabrication. . . .	Idem.	2 85	
Chasselas, muscat et autres raisins non foulés de toute espèce.	100 kilog.	4 80	
Huile d'olive, fruits et conserves à l'huile, huiles parfumées de toute espèce.	Hectolitre.	38 00	Le droit est dû à l'entrée sur les huiles de toute espèce quel que soit leur emploi. Les huiles de toute espèce provenant de substances animales, végétales ou minérales, l'acide oléique et tous autres corps gras pouvant être employés comme huile, cuits, altérés ou mélangés ensemble ou avec d'autres substances sont soumis aux droits pour leur volume entier et sont classés d'après la nature de l'huile imposée au droit le plus élevé qu'ils contiennent. Il n'est fait aucune déduction pour fuit, sédiment ou pied d'huile.
Huile de colza, d'œillette, de faîne ou de toute autre espèce provenant de substances animales, végétales ou minérales, acide oléique et toute substance pouvant être employée comme huile.	Idem.	21 00	Les graines oléagineuses, les farines en provenant sont soumises aux droits d'après la quantité d'huile qu'elles sont présumées contenir, et qui sera déterminée par l'administration de l'octroi, sous l'approbation de M. le préfet de la Seine. Les tourteaux de ces mêmes graines qui ne seraient pas dans un état complet de dessiccation seraient assujettis au droit dans la proportion de l'huile qu'ils contiendront. Les pieds de bœuf ou de vache provenant de l'étranger ou sortant des abattoirs de Paris sont assujettis au droit des huiles autres que celle d'olive à raison d'un litre d'huile pour dix pieds ou dans la proportion.

DÉSIGNATION des objets assujettis aux droits.	UNITÉ sur laquelle portent les droits.	DROITS, décimes non compris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
Vernis de toute espèce autres que ceux à l'al- cool, blanc de céruse, de zinc et autres cou- leurs en pâte, broyées ou préparées à l'huile, à l'acide oléique ou avec tous autres corps gras; dégras de toute espèce, graisse dite <i>macilène</i> , fuit, pied d'huile et au- tres résidus.	Hectolitre.	9 ^f 50 ^c	Les vernis, les dégras et autres pro- duits désignés en l'article ci-contre, qui contiennent plus de moitié de leur volu- me en huile, acide oléique ou autre corps gras, sont imposés en entier au droit des huiles autres que celles d'olive. Les mastics acquittent pour la quan- tité d'huile qu'ils contiennent.
Essences de toute nature autres que celles par- fumées, goudrons li- quides, résidus de gaz et autres liquides pou- vant être employés comme essence.	<i>Idem.</i>	8 50	Les essences de térébenthine et autres et toute substance pouvant être employée comme essence, huile, aldéhyde ou même graisse sont taxées comme essence pure. Les feutres, cuirs, laines et objets quelconques traités ou préparés à l'al- cool ou à l'huile, qui seraient déshabillés de ces liquides ou dont il serait possible de les extraire, seront imposés à raison de la quantité totale qu'ils en contiend- ront.
COMESTIBLES.			
Viande de bœuf, vache, veau, mouton, bouc et chèvre sortant des abattoirs de la ville de Paris.	100 kilog.	8 85	Aucune déduction n'est faite sur le poids des animaux abattus de toute es- pèce pour la peau qui y serait adhérente ni pour les abats et issues qui n'en se- raient point été séparés.
Les mêmes viandes venant de l'extérieur, fraîches ou salées, dites à la main.	<i>Idem.</i>	10 55	
Abats et issues de veau sor- tant des abattoirs ou ve- nant de l'extérieur.	<i>Idem.</i>	7 55	Les langues de bœuf ou de vache payent comme viande; on en déduit le poids lorsqu'elles tiennent encore à la tête; les cervelles et rognons des mêmes animaux, les foies, ris et cervelles de veau et les rognons de mouton déshabillés des issues payent également comme viande.
Porcs abattus, viande dé- pecée fraîche provenant de ces animaux, cochons de lait, grasse, gras de porc et ratis fondus ou non, sortant des abat- toirs de la ville de Paris.	<i>Idem.</i>	8 85	Le droit de la viande de boucherie à la main et celui des porcs abattus sont dus, conformément à l'article 36 de l'ar- rêté du 9 décembre 1814, sur les animaux nés dans l'intérieur, ainsi que sur ceux entrés vivants sur consignment et abattus exceptionnellement hors des abattoirs publics.

Désignation des objets assujettis aux droits.	Unité sur laquelle portent les droits.	Droits, détachés non comptés.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
Les mêmes viandes et graisses comestibles de toute nature venant de l'extérieur, lards salés et petit salé de porc.	100 kilog.	10'55"	
Saucissons, jambons, viandes fumées de toute espèce et toute charcuterie	<i>Idem.</i>	20 70	
Abats et issues de porcs sortant des abattoirs et venant de l'extérieur.	<i>Idem.</i>	3 80	
Truffes, pâtés et terrines truffées, volaille et gibier truffés, faisans, gélinottes, ortolans et bécfigues.	<i>Idem.</i>	120 00	
Volaille de toute espèce autre que les dindes et oies domestiques, gibier à plumes autres que celui indiqué ci-dessus, sangliers, marcassins, chevreuils, daims, cerfs, lièvres et lapins de garenne, pâtés et terrines non truffés, viandes confites, anchois et autres poissons marinés ou à l'huile.	<i>Idem.</i>	30 00	
Dindes, oies et lapins domestiques, agneaux et chevreaux.	<i>Idem.</i>	15 00	Les agneaux et chevreaux vivants non conduits aux abattoirs publics acquittent à raison de 60 p. o/o de leur poids brut.
Saumons, turbots, esturgeons, thon frais, barbes, truites, aloses, bars, éperlans, mulets, rougets, barbots, soles, homards, langoustes, crevettes et écrevisses.	<i>Idem.</i>	60 00	
Tous autres poissons de mer et d'eau douce.	<i>Idem.</i>	15 00	
Huitres ordinaires.....	<i>Idem.</i>	5 00	Les droits sur les huitres doivent être payés sur le poids brut, sans aucune déduction pour paniers, barils ou emballage, sauf le droit qu'aura toujours l'introduit leur de déballer ces huitres et de les faire peser séparément.

DÉSIGNATION des objets assujettis aux droits.	UNITÉ sur laquelle portent les droits.	DROITS, décimes non compris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
Huitres de Marennes et huitres marines.	100 kilogr.	10' 00"	
Huitres d'Ostende ou toutes autres que celles ci-dessus.	<i>Idem.</i>	15 00	
Beurres de toute espèce, frais ou fondus, salés ou non.	<i>Idem.</i>	10 00	
Oufs.....	<i>Idem.</i>	2 50	
COMBUSTIBLES.			
Bois à brûler au- (d'essence tres que ceux dure. désignés ci- d'essence après. tendre.	Stère.	2 50	En cas de mélange de bois dur, de bois blanc ou de menuise, la distinction cessera d'être observée et le droit le plus élevé sera appliqué sur la totalité du chargement.
Cotrets de bois dur autres que ceux de menuise.	<i>Idem.</i>	1 50	Tout cotret de bois dur ayant plus de soixante-six centimètres de longueur et de cinquante centimètres de circonfé- rence, et contenant moins de quatre mor- ceaux, est imposé au droit de bois dur.
Menuise de bois dur ou de bois blanc, cotrets de menuise et fagots de toute espèce.	<i>Idem.</i>	0 90	La menuise est le bois rond coupé à la longueur d'un mètre treize centimètres, ayant moins de seize centimètres de cir- conférence. Les cotrets de menuise qui conti- endraient des morceaux de seize centimètres et au-dessus seront imposés comme co- tret de bois dur. Les perches ayant moins de seize cen- timètres de circonférence moyenne ac- quitteront comme menuise; de seize à trente-huit centimètres, elles payeront comme bois à brûler; au-dessus de trente- huit centimètres, elles acquitteront comme bois à ouvrer. Les fagots de toute espèce payeront le droit entier. Tout parement ayant seize centimètres de circonférence et au-dessus sera distrait du fagot et rangé pour la taxe dans la classe du bois dur ou du bois blanc; le surplus restera impossible comme fagot. Le cubage servira de base pour établir la perception sur les chargements de bois de bois à brûler et généralement de tous les bateaux, trains et voitures suscep- tibles d'être cubés.
Charbons de bois.....	Hectol.	0 50	
Poussier de charbon de bois.	<i>Idem.</i>	0 25	Le poussier de charbon de bois se compose de fragments ayant trois centi- mètres au plus de longueur.

DÉSIGNATION des objets assujettis aux droits.	UNITÉ sur laquelle portent les droits.	DROITS, décimes non compris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
Charbon de terre, coke et tourbe carbonisée.	100 kilog.	1 ^f 60 ^c	La quantité de charbon de terre, coke et tourbe carbonisée contenue dans chaque bateau sera reconnue d'après le volume d'eau déplacé par le bateau. L'escarbille, les briquettes et tous les combustibles dans lesquels il entre des charbons de terre acquittent le droit par- tier.
MATÉRIAUX.			
Huile grasse et chaux hy- draulique.	Hectol.	1 15	La chaux grasse éteinte, la chaux hy- draulique pulvérisée, le mortier dans lequel il entre de la chaux, la pierre à chaux et le poussier de cette pierre ne payent que demi-droit.
Ciment de toute espèce contenant de la chaux..	100 kilog.	0 90	
Sable.....	Hectol.	0 35	La pierre à plâtre et le poussier de pierre à plâtre payent à raison des sept dixièmes de leur volume.
Blocs de toute espèce et meulière de toute di- mension.	Mètres cubes.	0 50	
Arbres de taille, dalles et carreaux de pierre de toute espèce.	<i>Idem.</i>	2 00	La pierre dite granit de Cherbourg est, pour la perception, assimilée à la pierre de taille.
Marbre et granit.....	<i>Idem.</i>	15 00	
Grilles, solives, pièces pour com- bles, marches d'escaliers et au- tres pièces en fer ou en fonte	100 kilog.	3 00	Les déclarations devront indiquer le nombre de pièces de chaque espèce, leurs dimensions et le poids total du fer et de la fonte composant chaque chargement. En cas de mélange de fer et de fonte qui ne permettrait pas de faire des véri- fications par nature de métal, le tout sera imposé comme fer.
façonnées pou- vant entrer dans les construc- tions.....	en fonte. <i>Idem.</i>	2 00	Les quantités arrivant par eau pour- ront être reconnues par le volume d'eau déplacé par le bateau.
Ardoises de grande dimen- sion.	Millier.	4 00	La dimension des grandes ardoises est de quatre cent cinquante et un à sept cents centimètres de superficie. Celle des petites est de quatre cent cinquante cen- timètres et au-dessous. Les ardoises ayant une surface supérieure à sept cents centimètres sont soumises à un droit proportionnel.
Ardoises de petite dimen- sion.	<i>Idem.</i>	2 50	Les dimensions de la brique ordinaire sont, au maximum, de quinze cents cen- timètres cubes; celles de la tuile de sept cent cinquante centimètres carrés, et du carreau de trois cents centimètres carrés.
Briques de dimension or- dinaire.	<i>Idem.</i>	5 75	
Tuiles de dimension ordi- naire.	<i>Idem.</i>	7 00	
Carreaux de dimension or- dinaire.	<i>Idem.</i>	4 75	

DÉSIGNATION des objets assujettis aux droits.	UNITÉ sur laquelle portent les droits.	DROITS, décimes non impris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
Briques, tuiles, carreaux de toute autre dimen- sion, pots creux, mitres, tuyaux et poteries de toute espèce employés dans les constructions ou dans le jardinage.	100 kilog.	25' 00"	Les briques, tuiles, carreaux, pots creux, mitres, tuyaux et poteries de toute espèce, non cuits, acquittent le droit entier. Les briques, tuiles et autres cassés ne payent que le demi-droit.
Argile, terre glaise et sable gras.	Mètre cube.	0 60	Les briques et autres terre cuite pulvérisées ainsi que les poudres contenant pas de chaux, sont exemptés des droits.
BOIS À OUVRER, BATEAUX ET BOIS DE DÉCHIRAGE.			
Bois de chêne, châtaignier, orme, frêne, charme, noyer, merisier, acacia, érable, prunier, pom- mier et autres d'essence dure, en grume ou équarris, débités en sciage ou en fente, fa- çonnés ou non.	Le stère.	9 40	Dans l'application du droit il y a déduction de l'écorce. Il est accordé sur les longueurs suivant l'étendue du mal, pour les bois visibles et palpables, nœuds ou vermines, une déduction qui ne peut excéder un mètre.
Bois de sapin, platane, peuplier, bouleau, orme, tilleul, saule, mar- ronnier et autres d'es- sence tendre en grume ou équarris, débités en sciage ou en fente, fa- çonnés ou non.	<i>Idem.</i>	7 50	Tous les bois neufs sciés, planés ou non, ferrés ou non, sont soumis aux mêmes droits que les bois non traités. Ceux qui par leur forme ou leur état offriraient des difficultés de mesure seront imposés dans la proportion de neuf cents kilogrammes pour un stère de bois dur et de six cents kilogrammes pour un stère de bois blanc.
Lattes et treillages.	100 bottes.	9 40	Les bois de démolition ou autres qui ont servi acquittent les mêmes droits que les bois neufs, sous déduction des déchets qu'ils présenteront. Les bois de démolition seront reconnus ne pouvant être employés comme bois de travail, ils seront imposés comme bois de charbon suivant leur nature.
Bateaux en chêne.	Par bateau,	24 00	La botte de lattes se compose de cinquante lattes d'un mètre trente centimètres de longueur et de cinq centimètres de largeur; la botte de treillage contient soixante et dix mètres de longueur de treillage. Au-dessus de ces nombres et dimensions le droit est proportionnel.
Bateaux en sapin.	<i>Idem.</i>	12 00	Tout bateau faisant exception par sa dimension à la taxe ordinaire paye le droit par mètre carré.
Bois de déchirage en chêne.	Mètre carré.	0 18	
Bois de déchirage en sapin.	<i>Idem.</i>	0 10	

Désignation des objets assujettis aux droits.	Unité sur laquelle portent les droits.	Droits, décimes non compris.	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.
FOURRAGES.			
Poin, sainfoin, luzerne et autres fourrages secs...	100 bottes de 5 kilog.	5 ^f 00 ^c	Le droit se perçoit sur le nombre total des bottes, sans aucune déduction ni tolérance. Les fourrages non bottés payent le droit au poids dans la proportion réglée ci-contre.
Paille.....	<i>Idem.</i>	2 00	Lorsque le poids des bottes excédera cinq kilogrammes, le droit sera perçu dans la proportion de l'excédant. Les foin et fourrages verts sont exempts du droit.
Paille.....	100 kilog.	1 25	L'avoine et l'orge en gerbes acquittent séparément pour la quantité de grain et de paille.
Paille.....	<i>Idem.</i>	1 60	Les avoines et orges mouluës acquittent comme en grain. L'orge mondé est exempt de droit.
OBJETS DIVERS.			
Fourrages secs.....	<i>Idem.</i>	9 50	Les eaux salées payent le droit dans la proportion du sel qu'elles contien- nent.
Grain gris et blanc.....	<i>Idem.</i>	5 00	
Cire blanche, spermacéti raffiné ou pressé.....	<i>Idem.</i>	28 00	Les fils de cire jaune ne sont sou- mis qu'au demi-droit.
Cire jaune et spermacéti brut.....	<i>Idem.</i>	19 00	
Stéarine, acides stéarique et margari- que et autres subs- tances pouvant rempla- cer la cire.....	<i>Idem.</i>	16 00	Les suifs et graisses mélangés de toute autre substance, les chandelles, torches et lampions composés des mê- mes mélanges acquittent comme suif.
Suifs de toute espèce bruts ou fondus, sous toutes formes, vieux oings et graisses de toute espèce non comestibles, sortant des abattoirs ou venant de l'étranger.....	<i>Idem.</i>	6 00	
Plâtres à rafraîchir.....	<i>Idem.</i>	5 00	

DÉCIMES :

Les taxes qui précèdent continueront d'être surmontées,

1° Du décime pour franc applicable à toutes les taxes d'octroi établies par l'ordonnance du 10 août 1815 et maintenu indéfiniment par l'ordonnance du 17 août 1832 et par l'arrêté du Gouvernement du 17 juin 1848;

2° Du second décime pour franc applicable à toutes les taxes autres que celles qui frappent les vins en cercles, les cidres et poirés, les bières fabriquées dans Paris et les viandes, établi par l'arrêté susvisé du 17 juin 1848 et maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1871 par décret du Président de la République en date du 1 octobre 1851.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Sont passibles des droits d'octroi tous les objets compris au présent tarif, récoltés, préparés ou fabriqués dans l'intérieur de Paris, conformément à l'article 11 de la loi du 27 frimaire an VIII et à l'article 36 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814.

Les droits d'octroi qui auraient été acquittés sur les matières employées dans les préparations ou fabrications et dont le paiement serait régulièrement justifié seront précomptés sur les droits dus par les nouveaux produits confectionnés, mais sans que ce décompte puisse jamais donner lieu à remboursement d'aucune portion des droits payés à l'entrée, dans le cas où ils se trouveraient excéder ceux des nouveaux produits.

Tout mélange d'objets imposés avec des objets non compris au tarif ou d'objets assujettis à des droits différents donne lieu, dans le premier cas, au paiement du droit sur le tout, dans le second cas, à l'application, également sur le tout, du droit le plus élevé, sans préjudice de la saisie pour non déclaration de ces mélanges.

Pour tous les objets tarifés au poids, il est fait déduction de la tare des tonneaux, caisses, paniers ou vases qui les contiennent.

Vu pour être annexé au décret en date du 3 novembre 1855.

Le Ministre secrétaire d'état des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 3119. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M^{re} Wicart, pour l'Évêché de Laval.*

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu la loi du 5 mai 1855;

Vu notre décret, en date du 30 août 1855 (1), portant que le département de la Mayenne formera, à l'avenir, un diocèse dont le siège épiscopal sera établi à Laval, et que la bulle d'érection de

(1) Bull. 323, n° 2993.

Évêché de Laval, en date du 30 juin de la même année, sera reçue et publiée dans l'Empire en la forme ordinaire;

Vu notre décret, en date du 30 août 1855, qui nomme à l'évêché de Laval M^r *Wicart*, évêque de Fréjus;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX, à ce prélat, transféré de l'évêché de Fréjus à l'évêché de Laval;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La bulle, donnée à Rome, le 4 des calendes d'octobre (28 septembre) de l'année de l'incarnation 1855, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, portant institution canonique de M^r *Wicart* (*Casimir-Alexis-Joseph*) pour l'évêché de Laval, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue, sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3120. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Nanquette, pour l'Évêché du Mans.

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret, en date du 30 août 1855, portant nomination de *M. Nanquette*, curé de Sedan, à l'évêché du Mans (Sarthe), vacant par le décès de Monseigneur *Bouvier*;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté *Pie IX* audit évêque nommé:

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle, donnée à Rome, le 4 des calendes d'octobre (28 septembre) de l'année de l'incarnation 1855, par Sa Sainteté le pape *Pie IX*, portant institution canonique de *M^r Nanquette (Jean-François)*, pour l'évêché du Mans, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur le registre de notre Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

N° 3121. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Plantier, pour l'Évêché de Nîmes.*

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x] ;

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1) ;

Vu notre décret, en date du 30 août 1855, portant nomination de M. *Plantier*, vicaire général de Lyon, à l'évêché de Nîmes, en remplacement de M. *Cart*, décédé ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté *Pie IX* audit évêque nommé ;

Notre Conseil d'état entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle, donnée à Rome, le 4 des calendes d'octobre (28 septembre) de l'année de l'incarnation 1855, par Sa Sainteté le pape *Pie IX*, portant institution canonique de M. *Plantier* (*Claude-Henri*), pour l'évêché de Nîmes, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état ; mention de ladite inscription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

(Fait au palais de Saint-Cloud , le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3122. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Delalle, pour l'Évêché de Rodez.*

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret, en date du 30 août 1855, portant nomination de M. Delalle, vicaire général de Nancy, à l'évêché de Rodez, en remplacement de M. Croizier, décédé;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX audit évêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La bulle, donnée à Rome, le 4 des calendes d'octobre (28 septembre) de l'année de l'incarnation 1855, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, portant institution canonique de M. Delalle (Louis-Auguste), pour l'évêché de Rodez, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme,

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur le registre de notre Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3123. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par articles, du
Crédit accordé pour les Dépenses du Ministère de la Justice pendant
l'année 1856.*

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état
au département de la justice ;

Vu la loi de finances du 5 mai 1855, qui a ouvert un crédit de
vingt-sept millions quatre cent dix-neuf mille sept cent soixante et
dix francs pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exer-
cice 1856 ;

Vu le décret du 31 octobre dernier (1) portant répartition de ce
crédit par chapitre du budget ;

Vu les articles 151 de la loi du 25 mars 1817 et 11 de la loi du
29 janvier 1831 ;

Vu enfin les articles 35 et 36 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (2),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de vingt-sept millions quatre cent dix-

(1) 1^{re} série, Bull. 336, n° 3107.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

neuf mille sept cent soixante et dix francs, accordé par la loi du 5 mai 1855, pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1856, est réparti ainsi qu'il suit entre les divers articles dont se composent les chapitres spéciaux du budget de ce département, savoir :

CHAPITRE I^{er}. — *Administration centrale. (Personnel.)*

Art. 1 ^{er} . Traitement du garde des sceaux, ministre de la justice	100,000 ^f	} 508,600 ^f
— 2. Traitement des chefs et commis des bureaux, et indemnités.....	368,300	
— 3. Gages des gens de service.....	40,300	

CHAPITRE II. — *Administration centrale. (Matériel.)*

Art. unique. Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau...	100,000
---	---------

CHAPITRE III. — *Cour de cassation.*

Art. 1 ^{er} . Traitement des membres de la cour.....	892,000 ^f	} 985,800
— 2. Traitement du greffier en chef, des commis et fournitures du greffe.....	46,000	
— 3. Traitement des secrétaires du parquet et du bibliothécaire.....	14,400	
— 4. Traitement des huissiers et gages des gens de service.....	21,400	
— 5. Menues dépenses de la cour.....	12,000	

CHAPITRE IV. — *Cours impériales.*

Art. 1 ^{er} .	Traitement des membres des cours.....	5,336,500 ^f	} 5,703,800 ^f	} 5,733,500	
	Traitement des greffiers et commis assermentés.....	367,300			
— 2.	Secrétariat de la première présidence de la cour impériale de Paris.....	2,000	} 29,700		
	Secrétariat du parquet de la même cour.....	26,500			
	Secrétariat du parquet de la cour impériale de Rennes. (Article 26 du décret du 30 janvier 1811.).....	1,200			

CHAPITRE V. — *Cours d'assises.*

Art. 1 ^{er} . Indemnité accordée aux conseillers délégués pour présider les cours d'assises autres que celles des chefs-lieux de cour impériale.....	118,000 ^f	} 154,400
— 2. Secrétariats de parquet des tribunaux de première instance, chefs-lieux de cour d'assises, autres que ceux où siègent les cours impériales	36,400	

CHAPITRE VI. — *Tribunaux de première instance.*

APL 1 ^{re} .	Traitement des membres des tribunaux.....	6,794,020 ^f	7,762,895 ^f	7,793,695 ^f
	Traitement des greffiers et commis assermentés.....	930,150		
— 2.	Traitement des membres des chambres temporaires.....	38,725	30,800	
	Secrétariat de la présidence du tribunal de première instance de Paris.....	2,000 ^f		
	Secrétariat du parquet du même tribunal.....	28,800		

CHAPITRE VII. — *Tribunaux de commerce.*

Art. 1 ^{er} .	Traitement des greffiers de commerce.....	177,900 ^f	179,900
— 2.	Secrétariat de la présidence du tribunal de commerce de Paris.....	2,000	

CHAPITRE VIII. — *Tribunaux de police.*

Art. unique.	Traitement des greffiers de police et des commis assermentés à Paris.....	65,500
--------------	---	--------

CHAPITRE IX. — *Justices de paix.*

Art. 1 ^{er} .	Traitement des juges de paix.....	4,623,740 ^f	6,052,475 ^f	6,070,475
— 2.	Traitement des greffiers.....	1,428,735		
	Frais de secrétaire alloués aux juges de paix de Paris, à raison de 1,500 fr.....	18,000		

CHAPITRE X. — *Service du personnel de la justice en Algérie.*

Art. 1 ^{er} .	Traitement des membres et employés des cours et tribunaux français.....	545,900	557,900
— 2.	Frais de passage gratuit et dépenses imprévues.....	12,000 ^f	

CHAPITRE XI. — *Frais de justice.*

Art. unique.	Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais des statistiques civile et criminelle.....	5,200,000
--------------	--	-----------

CHAPITRE XII. — *Dépenses diverses.*

Art. 1 ^{er} .	Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins; dépenses extraordinaires et imprévues.....	55,000 ^f	70,000
— 2.	Indemnité au Journal des Savants.....	15,000	

CHAPITRE XIII. — *Dépenses des exercices clos.*

Art. unique.	Dépenses des exercices clos dont le paiement pourrait être réclamé pendant l'année 1856. (Art. 8 de la loi du 23 mai 1834.) Mémoire.....	
--------------	--	--

CHAPITRE XIV. — *Dépenses des exercices périmés.*

Art. unique. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Art. 8 de la loi du 10 mai 1838.) Mémoires.....

TOTAL ÉGAL..... 27,419,770'

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 3124. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire applicable au Personnel du Conseil d'État.*

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu notre décret, en date du 15 décembre 1854 (1), portant répartition des crédits pour le même exercice;

Considérant l'insuffisance, par suite de nouvelles nominations, du crédit attribué au personnel du Conseil d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre d'état, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de cent soixante mille francs (160,000^f), applicable au personnel du Conseil d'état.

Ce crédit sera inscrit en augmentation du chapitre III du budget du ministère d'état.

(1) Bull. 241, n° 2193.

2. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 3125. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Courtin de Torsay* (*Godefroy-Louis-Stanislas*), né le 18 janvier 1814 à la Ferté-Bernard, arrondissement de Mamers (Sarthe), propriétaire, demeurant à Préval, même arrondissement, et *Marcel-Marie-Godefroy Courtin de Torsay*, son fils mineur, né le 1^{er} février 1852 à Montmirail, même arrondissement, sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Malherbe*, et à s'appeler, à l'avenir, *Courtin de Torsay de Malherbe*;

2° Que lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 10 Octobre 1855.*)

N° 3126. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé des droits de péage à percevoir au bac de Vabres, situé sur l'Allier, département de la Haute-Loire.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont désignés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Saint-Cloud, 27 Octobre 1855.*)

Tarif des droits de péage à percevoir au passage d'eau à établir sur l'Allier, dans la commune de Vabres, près du village de ce nom.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 05°

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....	05°
Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci.....	02
<i>Nota.</i> Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.	

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.....	10
D'un cheval ou mulet chargé, huit centimes, ci.....	08
D'un cheval ou mulet non chargé, six centimes, ci.....	06
D'un âne ou d'une ânesse chargée, six centimes, ci.....	06
D'un âne ou d'une ânesse non chargée, quatre centimes, ci.....	04
Par cheval, mulet, bœuf, vache employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci.....	04
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, huit centimes, ci.....	08
Par veau ou porc, trois centimes, ci.....	03
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.....	01

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, peires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront quatre centimes, ci.....	04
--	----

Le batelier ne pourra être contraint à passer isolément, dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de quarante centimes.

Pour le passage

D'une voiture suspendue, à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur compris, quinze centimes, ci.....	15
D'une voiture suspendue à quatre roues, d'un cheval ou mulet, et le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
D'une voiture suspendue, à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit d'une personne à pied.

Pour le passage

D'une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
Pour la même, attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
D'une charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur, trente centimes, ci.....	30
D'une charrette à vide, le cheval et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15
D'une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15

La même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10
D'une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10
Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
Pour le même, deux chevaux et le conducteur, trente-cinq centimes, ci.	35
Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, trois chevaux et le conducteur, cinquante centimes, ci.....	50
Pour un chariot de roulage à quatre roues, à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, dix-huit centimes, ci.....	18

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par chaque âne ou ânesse, le droit fixé pour un âne ou une ânesse non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera au moins une recette de cinquante centimes.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leurs personnes, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le

transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades, les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades, voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie, dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours, d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour le passe-cheval et les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 19 Novembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 339.

N° 3127. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur le service financier des Colonies.*

Du 26 Septembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et porte que les autres colonies seront régies par des décrets jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte;

Vu le décret du 31 juillet 1855 (1) fixant la nomenclature des dépenses obligatoires du service local des colonies;

Vu le décret du 29 août 1855 (2), rendu en forme de règlement d'administration publique, qui modifie l'organisation administrative des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de l'île de la Réunion;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

SERVICES COLONIAUX COMPRIS DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

**RECETTES ET DÉPENSES DES SERVICES COLONIAUX COMPRIS
DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT.**

ART. 1^{er}. Sont comprises et classées distinctement dans le budget de l'État, sous le titre de *Services coloniaux*, les recettes et les dépenses qui suivent :

(1) Bull. 319, n° 2946.

(2) Bull. 325, n° 3019.

Recettes :

1° Le contingent à fournir, s'il y a lieu, au trésor public par les colonies, en exécution de l'article 15 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et des lois annuelles de finances;

2° Le produit de la rente de l'Inde;

3° Les produits de ventes et cessions d'objets appartenant à l'État, les restitutions de sommes indûment payées, les retenues sur traitements pour le service des pensions civiles, et tous autres produits perçus dans les colonies pour le compte de l'État.

Dépenses :

1° Les dépenses des services militaires (personnel et matériel), sans préjudice de celles qui sont comprises aux divers chapitres du budget affectés au service marine;

2° Les services mis à la charge de la métropole, par l'article 14 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

3° Les subventions accordées, s'il y a lieu, au service local des colonies, en exécution de l'article 15 du même sénatus-consulte;

4° Et généralement toutes les dépenses dans lesquelles l'État a un intérêt direct, et qui sont mises à la charge de la métropole par les lois annuelles de finances ou par des lois spéciales.

2. La perception des recettes coloniales comprises dans le budget de l'État est faite, aux colonies, sous la direction du ministre des finances, par les trésoriers payeurs, ou, pour leur compte, par les autres comptables du trésor dans ces établissements.

3. Sont ordonnateurs secondaires du ministère de la marine et des colonies, les officiers de commissariat auxquels ces fonctions ont été déléguées; ils prennent le nom d'ordonnateurs.

Ces officiers sont, en outre, chargés de diriger la perception des produits qui se réalisent aux colonies pour le compte de l'État.

4. Les ordonnances par lesquelles le ministre de la marine et des colonies délègue aux ordonnateurs les crédits afférents aux dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, dont le montant doit être acquitté aux colonies, peuvent être émises avant l'ouverture de l'exercice.

Avis de ces ordonnances est adressé par le ministre de la

marine et des colonies aux ordonnateurs; notification en est faite par le ministre des finances aux trésoriers payeurs.

5. En cas de retard dans l'arrivée des avis d'ordonnances de délégation annoncés par le ministre de la marine et des colonies, ou des extraits adressés aux trésoriers payeurs par le ministre des finances, les gouverneurs peuvent, s'il y a urgence, ouvrir aux ordonnateurs les crédits nécessaires pour l'acquittement des dépenses.

Les arrêtés portant ouverture de crédits sont délibérés en conseil privé et notifiés aux ordonnateurs et aux trésoriers payeurs. Copie en est immédiatement adressée aux ministres de la marine et des colonies, et des finances.

6. Les ordonnateurs des colonies peuvent sous-déléguer une portion des crédits qui leur sont délégués, sur une autorisation spéciale et motivée du gouverneur en conseil privé, et seulement lorsqu'il est reconnu que des distances considérables les mettent dans l'impossibilité de mandater les dépenses des établissements éloignés.

7. La clôture de l'exercice est fixée, pour les recettes et les dépenses qui se perçoivent et s'acquittent pour le compte de l'État aux colonies, savoir :

1° Au 28 février de la seconde année, pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu, d'après une déclaration de l'ordonnateur, énonçant les motifs de ces cas spéciaux, être terminée avant le 31 décembre;

2° Au 20 mars de la seconde année, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses;

3° Au 31 mars de la seconde année, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits et au paiement des dépenses:

8. Lorsqu'il y a lieu de dégrever l'un des chapitres du budget relatifs aux services coloniaux, du montant de sommes remboursées dans une colonie, pendant la durée d'un exercice, sur les paiements effectués dans cette colonie, l'ordonnateur en dresse un état détaillé, qu'il remet au trésorier payeur.

Cet état est appuyé des récépissés constatant le remboursement; il est établi par exercice et par chapitre, et indique la date et le numéro des mandats sur lesquels portent les annulations de dépenses.

9. Lorsqu'une dépense a reçu une imputation qui ne peut être régulièrement maintenue, il est remis au trésorier payeur, par l'ordonnateur, un certificat de réimputation au moyen duquel le comptable augmente les termes de la dépense d'un chapitre et atténue d'une somme égale ceux d'un autre chapitre; ce certificat est réuni aux pièces justificatives de la gestion du comptable.

Ces opérations s'effectuent aux colonies, tant sur gestion expirée que sur gestion courante.

10. Au vu des pièces justificatives qui lui sont fournies conformément aux dispositions des deux articles précédents, le trésorier payeur constate dans sa comptabilité les augmentations ou les diminutions de recettes ou de dépenses qui lui sont demandées. Il en donne immédiatement avis à l'ordonnateur.

Au moyen de ces opérations, les crédits sur lesquels les dépenses annulées avaient été originairement imputées redeviennent disponibles.

CHAPITRE II.

COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE ET LÉGISLATIVE DES SERVICES COLONIAUX COMPRIS DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT.

S 1^{re}. *Comptabilité des ordonnateurs aux colonies.*

Comptabilité des recettes.

11. Les ordonnateurs tiennent, dans chaque colonie, d'après les instructions du ministre des finances, une comptabilité spéciale des recettes réalisées pour le compte de l'État.

Ils rendent compte de ces recettes par mois et, à la clôture de l'exercice, ils en adressent au ministre des finances un relevé récapitulatif.

Comptabilité des dépenses.

12. Les ordonnateurs aux colonies, délégués des crédits relatifs aux dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, tiennent, d'après les instructions du ministre de la marine et des colonies, un journal sur lequel ils inscrivent, par ordre de priorité, toutes les opérations qui concernent l'ouverture et l'emploi de ces crédits.

13. Chacun des articles de ce journal est successivement

reporté sur un sommier ou grand-livre de comptes ouverts par ordre de matières, et suivant les divisions du budget.

14. Les livres auxiliaires ou de développements, relatifs aux dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, peuvent varier dans leur forme et dans leur nombre, selon les besoins particuliers de chaque service.

15. Ces divers registres sont principalement destinés à recevoir l'inscription successive, par créancier, par chapitre et article, des crédits ouverts, des droits constatés sur les services faits, des mandats délivrés et des paiements effectués.

16. Dans les premiers jours de chaque mois, les ordonnateurs, après s'être assurés de la concordance des résultats du grand-livre ou sommier général avec ceux de leur journal, adressent au ministre de la marine et des colonies des comptes d'emploi ou relevés mensuels spéciaux aux dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, et établis dans la forme déterminée par les règlements.

L'envoi de ces comptes administratifs a lieu, pour chaque exercice, de mois en mois, jusqu'à l'époque fixée pour la clôture des crédits de délégation.

17. Ces relevés mensuels présentent par chapitre, et, s'il y a lieu, par article du budget :

- 1° Le montant des crédits de délégation;
- 2° Les droits constatés sur les services faits;
- 3° Le montant des mandats délivrés;
- 4° Le montant des paiements effectués.

18. Un compte ou relevé général et définitif, relatif aux dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, est adressé au ministre de la marine et des colonies, par les ordonnateurs, au terme fixé pour la clôture du paiement des dépenses de chaque exercice.

Clôture des livres de comptabilité.

19. Les livres de comptabilité administrative tenus par les ordonnateurs, conformément aux articles qui précèdent, sont clos et arrêtés à l'époque fixée pour la clôture de chaque exercice.

§ 2: *Comptabilité centrale du ministère de la marine et des colonies.*

20. Le ministère de la marine et des colonies décrit distinctement, dans sa comptabilité centrale, toutes les opérations re-

latives à la fixation des crédits, à la liquidation, à l'ordonnement et au paiement des dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État.

Les résultats de ces opérations sont rattachés successivement aux écritures et au compte général des finances, qui doivent servir de base au règlement définitif du budget.

21. Dans les premiers jours de chaque mois, les trésoriers payeurs remettent aux ordonnateurs, en ce qui concerne les dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, un double des bordereaux sommaires et de détail, par exercice et service, avec les acquits et autres pièces justificatives de dépenses. Les ordonnateurs revêtent ces bordereaux de leur visa et adressent immédiatement le tout au ministre de la marine et des colonies, qui en fait la transmission au ministre des finances.

22. Au moyen des bordereaux mentionnés en l'article précédent et des bordereaux que les payeurs du trésor en France remettent aux ordonnateurs secondaires du ministère de la marine et des colonies, ce ministère établit le rapprochement des paiements effectués, pour les dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, avec les revues, décomptes et autres éléments qui ont servi de base à la liquidation des dépenses comprises dans le compte de chaque exercice.

§ 3. Comptes à rendre au Corps législatif.

23. Le ministère de la marine et des colonies continue à rendre le compte des dépenses coloniales comprises dans le budget de l'État, pour chaque exercice.

A l'appui de ce compte et des développements qui accompagnent le règlement définitif de l'exercice sont joints des tableaux faisant connaître le détail, par colonie, des résultats que contiennent ces comptes et ces développements.

24. Les recettes coloniales appartenant à l'État sont comprises dans le compte définitif des recettes de chaque exercice, publié par le département des finances.

Le détail des recettes par colonie est également donné à l'appui de ce compte.

25. Le règlement législatif de tous les services de recette et de dépense accomplis pour le compte de l'État aux colonies a lieu en même temps que le règlement des autres services métropolitains concernant le même exercice, et prend place dans la même loi.

26. Les recettes et les dépenses effectuées par les trésoriers payeurs pour le compte de l'État sont centralisées successivement dans les écritures et les comptes généraux de chaque année, suivant le mode en usage pour les opérations effectuées par les comptables métropolitains.

27. La gestion annuelle des agents financiers aux colonies se compose des opérations accomplies du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE III.

DISPOSITION COMMUNE À TOUS LES SERVICES COLONIAUX COMPRIS
DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT.

28. Les services coloniaux compris dans le budget de l'État continuent, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent, à être soumis aux règles générales de la comptabilité publique.

TITRE SECOND.

SERVICES MÉTROPOLITAINS EXÉCUTÉS AUX COLONIES.

29. Les dépenses du service marine, aux colonies, continuant à être acquittées au moyen de traites, conformément aux dispositions des ordonnances et décrets qui régissent le service des traites de la marine.

30. Toute avance faite dans une colonie aux services qui s'y acquittent au moyen de traites est remboursée au service cédant par des traites tirées à son profit et au nom du trésorier payeur. Le produit de la négociation de ces traites est encaissé, selon que les avances ont été faites par les services locaux ou métropolitains, à titre de produits divers du service local ou de produits divers appartenant à l'État.

Ces avances motivent les annulations de dépenses autorisées par l'article 8 et les rétablissements de crédits au service local spécifiés à l'article 79.

31. Toute avance faite, par les services dont les dépenses s'acquittent au moyen de traites, au service dont les dépenses s'acquittent au moyen de crédits de délégation et au service local, est immédiatement remboursée par le service cessionnaire.

Ces remboursements sont constatés à titre de produits divers appartenant à l'État. Ils donnent lieu, en France, au profit du

service cédant; aux rétablissements de crédits autorisés par les règlements.

32. Les dépenses à effectuer aux colonies pour le compte des ministères autres que le ministère de la marine et des colonies sont acquittées, soit sur ordonnance émise par le ministre compétent, soit à titre d'avance à régulariser et conformément aux instructions du ministre des finances.

TITRE TROISIÈME.

SERVICE LOCAL DES COLONIES.

CHAPITRE PREMIER.

BUDGETS-LOCAUX DES COLONIES.

33. Les recettes et les dépenses d'intérêt local, à effectuer pour le service de chaque exercice, forment, dans chaque colonie, lorsqu'elles ont été approuvées par les autorités compétentes, le budget local de cet exercice.

34. Le budget local se divise en budget ordinaire et en budget extraordinaire.

35. Les directeurs de l'intérieur préparent les budgets locaux des colonies, et les présentent aux conseils généraux dans leur session ordinaire.

36. Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les services faits et les droits acquis à la colonie ou à ses créanciers pendant l'année qui donne sa dénomination audit exercice.

37. La durée de la période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recettes et de dépenses de chaque exercice se prolonge,

1° Jusqu'au 28 février de la seconde année, pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu, d'après une déclaration du directeur de l'intérieur, énonçant les motifs de ces cas spéciaux, être terminée avant le 31 décembre;

2° Jusqu'au 20 juin de la seconde année, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses;

3° Jusqu'au 30 juin de la seconde année, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits et au paiement des dépenses.

38. Les budgets sont rendus exécutoires par les gouverneurs, avant l'ouverture de chaque exercice.

Ils sont rendus publics par la voie de l'impression.

Ils sont notifiés aux trésoriers payeurs.

CHAPITRE II.

BUDGETS LOCAUX ORDINAIRES.

§ 1^{er}. *Recettes locales ordinaires.*

39. Sont comprises dans le budget local ordinaire les recettes suivantes :

1° Les taxes affectées aux dépenses ordinaires des colonies ; savoir :

Droits de sortie sur les denrées coloniales, représentatifs de l'impôt foncier,

Droits sur les terres cultivées en produits non soumis au droit de sortie,

Droits sur les maisons,

Contribution personnelle et mobilière,

Patentes,

Droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques,

Droits de douane à l'entrée des marchandises,

Droits d'entrepôt,

Taxes de navigation,

Droit sur la fabrication et la vente des spiritueux,

Poste aux lettres,

Produits divers dévolus au service local.

2° Les revenus des propriétés coloniales ;

3° Toutes les ressources auxquelles il n'a pas été donné d'affectation spéciale ;

4° Les subventions accordées, s'il y a lieu, par la métropole, en exécution de l'article 15 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

40. La perception des deniers coloniaux ne peut être effectuée que par un comptable du trésor et en vertu d'un titre légalement établi.

41. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont approuvées par les autorités compétentes, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les

autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires ; sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

42. Jusqu'à la promulgation des règlements d'administration publique qui, aux termes de l'article 16 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, doivent statuer sur le mode d'assiette et les règles de perception des taxes locales, celles des taxes actuellement existantes dans chaque colonie, et dont la perception aura été légalement autorisée, continueront à être recouvrées selon les dispositions en vigueur.

§ 2. Dépenses locales ordinaires.

43. Les dépenses locales ordinaires se divisent en deux sections : la première comprend les dépenses obligatoires, et la seconde, les dépenses facultatives.

Chacune de ces deux sections se divise en chapitres spéciaux. Chaque chapitre ne contient que des services corrélatifs ou de même nature.

44. Les crédits nécessaires à l'acquittement des dépenses locales ordinaires sont inscrits au budget. Le conseil général détermine les voies et moyens applicables à la réalisation de ces crédits, et il autorise éventuellement les prélèvements à faire sur les fonds de réserve en cas de non-réalisation des recettes prévues.

§ 3. Crédits extraordinaires et supplémentaires.

45. Les crédits qui pourraient être reconnus nécessaires après la fixation du budget sont votés par le conseil général et approuvés par le gouverneur.

En cas d'urgence, et si le conseil général ne peut être réuni en session extraordinaire, ces crédits sont autorisés par le gouverneur en conseil privé, et soumis au vote du conseil général, dans sa plus prochaine session.

Les arrêtés par lesquels ces crédits sont ouverts doivent indiquer les voies et moyens affectés au paiement des dépenses ainsi autorisées.

Les crédits ouverts aux directeurs de l'intérieur en dehors de

Budget des dépenses de chaque exercice² sont notifiés aux trésoriers payeurs, qui produisent à la cour des comptes, avec les budgets locaux, la copie des arrêtés des gouverneurs concernant ces crédits.

Avis de ces mêmes arrêtés est immédiatement donné au ministre de la marine et des colonies.

CHAPITRE III.

BUDGETS LOCAUX EXTRAORDINAIRES.

46. Sont compris en recettes dans les budgets locaux extraordinaires les contributions extraordinaires, les prélèvements sur les fonds de réserve, le produit des emprunts et autres ressources extraordinaires spécialement affectées à des travaux ou entreprises d'utilité locale.

47. Les contributions locales extraordinaires sont autorisées, votées, approuvées et perçues dans les mêmes formes, par les mêmes autorités et sous les mêmes conditions que les contributions ordinaires.

48. Les emprunts à contracter par les colonies doivent être préalablement autorisés par des décrets rendus sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, et sur l'avis du Conseil d'état.

49. Des ressources spéciales sont affectées, par les décrets qui autorisent chaque emprunt, à l'amortissement du capital et au paiement des intérêts.

Le mode à suivre pour la réalisation de ces emprunts est déterminé par ces mêmes décrets.

50. Sont compris en dépenses dans les budgets locaux extraordinaires les services auxquels les ressources spéciales, énumérées dans l'article 46, ont été affectées.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'EMPLOI DES CRÉDITS LOCAUX.

51. Les directeurs de l'intérieur disposent, en se conformant aux règles administratives, et sous leur responsabilité, des crédits ouverts par les budgets locaux ordinaires et extraordinaires, ou par les autorisations supplémentaires dont il est question à l'article 45 du présent décret.

Ils ne peuvent, également sous leur responsabilité, dépenser au delà de ces crédits.

52. Les virements de crédits d'un chapitre à un autre doivent être autorisés par des arrêtés des gouverneurs délibérés en conseil privé.

Ces arrêtés sont notifiés aux trésoriers payeurs, qui les produisent à la cour des comptes avec les copies du budget local.

Ils sont régularisés par le conseil général.

53. Les trésoriers payeurs ne peuvent constater de dépenses dans leur comptabilité, pour le service local des colonies, que sur mandats délivrés par le directeur de l'intérieur dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

54. Les directeurs de l'intérieur ne peuvent accroître par aucune ressource particulière le montant des crédits dont ils sont titulaires. Ils mandatent au profit du trésor public, sur ces crédits, le prix d'achat ou de loyer de tous les objets mis dans la colonie à la disposition du service local par les services métropolitains.

Ils mandatent de la même manière le montant des avances qui, ayant été faites au service local de la colonie par les services métropolitains, doivent leur être remboursées.

55. Lorsque des objets mobiliers ou immobiliers, appartenant au service local, ne peuvent être réemployés, et sont susceptibles d'être vendus, la vente doit en être faite dans les formes prescrites pour les ventes d'objets appartenant à l'État. Le produit de ces ventes est porté en recette au budget local de l'exercice courant.

Il est également fait recette, au budget, de la restitution au trésor local des sommes qui auraient été payées indûment ou par erreur, et que les parties prenantes n'auraient restituées qu'après la clôture de l'exercice, et généralement de tous les fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux crédits régulièrement ouverts.

56. Les dispositions concernant les ventes d'objets mobiliers ne sont point applicables aux matériaux dont il aura été fait un réemploi, dûment justifié, pour les besoins du service même d'où ils proviennent.

57. Les remboursements que les services métropolitains peuvent avoir à faire au service local des colonies sont mandatés au profit de ce dernier service, et sont constatés, dans les comptabilités du directeur de l'intérieur et du trésorier payeur, comme produits divers de ce même service, et sauf réintégration de crédit, s'il y a lieu.

CHAPITRE V.

RÉPARTITION DES CRÉDITS LOCAUX.

58. Avant de faire aucune disposition sur les crédits ouverts pour chaque exercice, les directeurs de l'intérieur répartissent, lorsqu'il y a lieu, entre les divers articles du budget, les crédits qui leur ont été alloués par chapitre.

59. Cette répartition est soumise à l'approbation des gouverneurs en conseil privé. Elle n'établit que des subdivisions administratives, et la spécialité des crédits demeure exclusivement renfermée dans les limites des chapitres ouverts au budget.

CHAPITRE VI.

DISTRIBUTIONS MENSUELLES DE FONDS.

60. Au commencement de chaque mois, le gouverneur en conseil privé règle, tant pour les dépenses ordinaires que pour les dépenses extraordinaires, selon les besoins des services et la rentrée des produits, la distribution, par chapitre, des fonds dont le directeur de l'intérieur peut disposer pour le mois suivant. Avis de cette distribution mensuelle est donné au trésorier payeur.

Dans la répartition des fonds affectés aux dépenses du matériel, le gouverneur maintient, autant que possible, l'égalité entre les services. Il doit, avant tout, assurer le paiement des dépenses obligatoires.

CHAPITRE VII.

LIQUIDATION DES DÉPENSES LOCALES.

61. Aucune créance ne peut être définitivement liquidée à la charge du service local que par les directeurs de l'intérieur.

62. Les titres de chaque liquidation doivent offrir la preuve des droits acquis aux créanciers de la colonie, et être rédigés dans la forme déterminée par les règlements spéciaux.

63. Aucune stipulation d'intérêt ou commission de banque ne peut être consentie par le directeur de l'intérieur, au profit d'un fournisseur, d'un régisseur ou d'un entrepreneur, à raison d'emprunts temporaires, ou d'avances de fonds pour l'exécution et le paiement des services locaux.

64. Aucun marché, aucune convention pour travaux et fournitures, ne doit stipuler d'à-compte que pour un service fait.

Les à-compte ne doivent, en aucun cas, excéder les cinq sixièmes des droits constatés par pièces régulières, présentant le décompte, en quantités et en deniers, du service fait.

65. Les formes et conditions des marchés publics aux colonies seront déterminées par des arrêtés des gouverneurs, délibérés en conseil privé.

CHAPITRE VIII.

MANDATEMENT DES DÉPENSES LOCALES.

66. Les dépenses du service local des colonies sont mandatées par les directeurs de l'intérieur et acquittées par les trésoriers payeurs de chaque établissement.

Néanmoins, les dépenses à faire hors des colonies auxquelles elles appartiennent peuvent être autorisées, en France, par le ministre de la marine et des colonies, ou, d'après ses ordres, par ses ordonnateurs secondaires, et, dans les colonies, par les ordonnateurs.

Elles sont successivement rattachées à la comptabilité de la colonie qu'elles concernent au moyen de mandats du directeur de l'intérieur.

67. Tous mandats émis par les directeurs de l'intérieur sur les caisses des trésoriers payeurs doivent, pour être admis par ces comptables, porter sur des crédits régulièrement ouverts, et se renfermer dans les distributions mensuelles de fonds prescrites par l'article 60.

Ces mandats ne peuvent être acquittés que dans la limite des recettes réalisées.

68. Les directeurs de l'intérieur ne peuvent déléguer les crédits dont ils sont titulaires, sans une autorisation spéciale et motivée du gouverneur en conseil privé, et seulement lorsqu'il est reconnu que des distances considérables les mettent dans l'impossibilité de mandater les dépenses des établissements éloignés.

69. Chaque mandat énonce l'exercice et le chapitre auxquels il s'applique.

70. Les directeurs de l'intérieur joignent aux mandats qu'ils délivrent les pièces justificatives des créances mandatées sur le trésor colonial. Ces pièces sont retenues par les trésoriers payeurs, qui doivent procéder immédiatement à leur vérification, et en suivre, lorsqu'il y a lieu, la régularisation auprès des directeurs de l'intérieur.

Lorsque les mandats sont payables hors de la résidence du trésorier payeur, ces mandats doivent lui être communiqués par le directeur de l'intérieur, avec les bordereaux d'émission et les pièces justificatives, pour qu'il y appose son visa.

71. Les directeurs de l'intérieur demeurent chargés de la remise aux ayants droits des mandats qu'ils délivrent sur la caisse du trésor colonial.

72. Tout mandat, pour être payé par un trésorier payeur, doit être appuyé de pièces qui constatent que son effet est d'acquitter, en tout ou en partie, une dette de la colonie régulièrement justifiée.

73. Les pièces justificatives mentionnées aux articles 70 et 72 sont déterminées dans des nomenclatures arrêtées de concert par les deux ministères de la marine et des colonies, et des finances, d'après les bases suivantes :

Pour les dépenses du personnel :

États d'effectifs, ou états nominatifs énonçant :

Le grade ou l'emploi ;

La position de présence ou d'absence ;

Le service fait ;

La durée du service ;

La somme due en vertu des lois, règlements et décisions.

Solde, traitements, salaires, indemnités, vacations et autres.

Pour les dépenses du matériel :

Achat et loyer d'immeubles et d'effets mobiliers ;

Achat de denrées et matières ;

Travaux de construction, d'entretien et de réparation de bâtiments, de routes, de ponts et canaux ;

Travaux de confection, d'entretien et de réparation d'effets mobiliers ;

Frais de procédure, primes, subventions, bourses, dépenses diverses, etc.

1° Copies ou extraits dûment certifiés des arrêtés des gouverneurs, des décisions des directeurs de l'intérieur, des contrats de vente, soumissions et procès-verbaux d'adjudication, des baux, conventions ou marchés ;

2° Décomptes de livraisons, de règlements et de liquidations, énonçant le service fait et la somme due pour à-compte ou pour solde.

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les dépenses locales des colonies continueront à être justifiées conformément à la nomenclature jointe à l'ordonnance du 22 novembre 1841 (1).

(1) ix^e série, Bull. 872, n° 9750.

74. Les fonctions de directeur de l'intérieur sont incompatibles avec celles de comptable.

Tout agent chargé d'un maniement de deniers appartenant au trésor colonial est constitué comptable par le seul fait de la remise desdits fonds sur sa quittance ou son récépissé; aucune manutention de deniers ne peut être exercée, aucune caisse publique ne peut être gérée que par un agent commissionné à cet effet par les autorités compétentes, responsable envers elles de sa gestion, et justiciable de la cour des comptes ou du conseil privé.

CHAPITRE IX.

PAYEMENT DES DÉPENSES LOCALES.

§ 1^{er}. *Payements aux créanciers des colonies.*

75. Le paiement d'un mandat délivré par le directeur de l'intérieur ne peut être suspendu par le trésorier payeur que lorsqu'il reconnaît que ce mandat excède la limite du crédit sur lequel il doit être imputé, ou les distributions mensuelles de fonds; qu'il dépasse le montant des fonds disponibles appartenant au service local; qu'il y a omission ou irrégularité matérielle dans les pièces justificatives qui sont produites.

Il y a irrégularité matérielle toutes les fois que la somme portée dans le mandat n'est pas d'accord avec celle qui résulte des pièces justificatives annexées au mandat, ou lorsque ces pièces ne sont pas conformes aux instructions.

En cas de refus de paiement, le trésorier payeur est tenu de remettre immédiatement la déclaration écrite et motivée de son refus au porteur du mandat, et il en adresse copie, sous la même date, au directeur de l'intérieur.

Si, malgré cette déclaration, le directeur de l'intérieur requiert par écrit et sous sa responsabilité qu'il soit passé outre, et si, d'ailleurs, le refus du trésorier payeur n'est motivé que par l'omission ou l'irrégularité matérielle des pièces, ce trésorier payeur procède au paiement sans autre délai, et il annexe au mandat, avec une copie de sa déclaration, l'original de l'acte de réquisition qu'il a reçu.

Les trésoriers payeurs et les directeurs de l'intérieur, chacun en ce qui les concerne, sont tenus de rendre compte de ces refus de paiement aux deux ministres de la marine et des colonies, et des finances.

76. Toutes saisies-arêts ou oppositions sur des sommes dues par une colonie, toutes significations de cessions ou de transport desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites entre les mains du trésorier payeur de cette colonie.

Néanmoins, et pour les dépenses à effectuer hors des colonies, selon les dispositions des articles 84 et suivants, elles sont faites entre les mains des comptables qui doivent les acquitter.

Sont considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations faites à toutes autres personnes que celles ci-dessus indiquées.

77. En cas de refus de paiement pour opposition ou saisie-arêt, le trésorier payeur est tenu de remettre au porteur du mandat une déclaration écrite et motivée énonçant les noms et domiciles élus de l'opposant ou saisissant et les causes de l'opposition ou saisie.

A la clôture de l'exercice, il se charge en recette, à un compte spécial, des sommes restées entre ses mains par suite d'oppositions. S'il est établi dans la colonie une caisse des dépôts et consignations, il les verse à cette caisse aux époques déterminées par les instructions.

§ 2. Avances de fonds à des agents comptables.

78. Pour faciliter l'exploitation des services locaux régis par économie, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les mandats des directeurs de l'intérieur, des avances dont le total ne doit pas excéder dix mille francs, sauf à ces agents à produire au trésorier payeur, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels.

Il ne peut être fait de nouvelles avances, avant l'entière justification des précédentes, qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant des nouvelles avances, n'excéderaient pas dix mille francs.

CHAPITRE X.

RÉINTÉGRATION DES CRÉDITS APPARTENANT AU SERVICE LOCAL.

79. Lorsqu'il y a lieu de rétablir, au crédit d'un des chapitres du service local des colonies, le montant de sommes remboursées dans une colonie, pendant la durée d'un exercice, sur les paiements effectués dans cette colonie, le directeur de l'intérieur en dresse un état détaillé qu'il remet au trésorier payeur.

Cet état est appuyé des récépissés constatant le remboursement; il est établi par exercice et par chapitre, et indique la date et le numéro des mandats sur lesquels portent les annulations.

80. Lorsqu'une dépense a reçu une imputation qui ne peut être régulièrement maintenue, il est remis au trésorier payeur, par le directeur de l'intérieur, un certificat de réimputation au moyen duquel le comptable augmente les termes de la dépense d'un chapitre et atténue d'une somme égale ceux d'un autre chapitre; ce certificat est réuni aux pièces justificatives de la gestion du comptable.

Les opérations d'ordre spécifiées ci-dessus s'effectuent aux colonies tant sur gestion expirée que sur gestion courante.

81. Au vu des pièces justificatives qui lui sont fournies conformément aux dispositions des deux articles précédents, le trésorier payeur constate dans sa comptabilité les augmentations ou les diminutions de recettes ou de dépenses qui lui sont demandées. Il en donne immédiatement avis au directeur de l'intérieur.

Au moyen de ces opérations, les crédits sur lesquels les dépenses annulées avaient été originairement imputées redeviennent disponibles.

CHAPITRE XI.

RECETTES ET DÉPENSES FAITES HORS DES COLONIES QU'ELLES CONCERNENT.

§ 1^{er}. Recettes faites hors des colonies qu'elles concernent.

82. Les recettes à effectuer hors des colonies auxquelles elles appartiennent sont réalisées par les comptables du trésor, qui en tiennent compte au trésorier payeur de l'établissement créancier par l'envoi d'un récépissé ou d'une déclaration de versement, effectué par l'intermédiaire du ministre de la marine et des colonies.

Ces recettes sont autorisées en France par le ministre de la marine et des colonies ou par ses ordonnateurs secondaires, et aux colonies par les ordonnateurs.

83. Le directeur de l'intérieur pourvoit à la délivrance d'un ordre, en vertu duquel le trésorier payeur de la colonie créancière se charge en recette de la remise qui lui est faite.

Il l'impute au compte de l'exercice qu'elle concerne, et, si cet exercice est clos, au compte de l'exercice courant.

§ 2. Dépenses faites hors des colonies qu'elles concernent.

84. Les dépenses à faire hors d'une colonie, pour le service local de cette colonie, sont autorisées, lorsqu'elles doivent être acquittées en France, par le ministre de la marine et des colonies, ou, d'après ses ordres, par ses ordonnateurs secondaires; et, lorsqu'elles doivent avoir lieu dans les colonies, par les ordonnateurs.

Ces dépenses sont effectuées en dehors des crédits, sur ordres de payement; elles sont acquittées, savoir :

A Paris, par le caissier payeur central du trésor public;

Dans les départements, par les receveurs généraux des finances;

Dans les colonies, par les trésoriers payeurs.

85. Dès que l'avis des dépenses effectuées pour le compte d'une colonie parvient au directeur de l'intérieur de cette colonie, ce directeur en mandate le montant sur les crédits du service local.

Lorsque le mandatement de ces dépenses ne peut avoir lieu avant la clôture de l'exercice qu'elles concernent, il est effectué à titre de dépenses des exercices clos.

§ 3. Dispositions communes aux recettes et aux dépenses faites hors des colonies qu'elles concernent.

86. Les trésoriers payeurs qui effectuent aux colonies des opérations de recettes et de dépenses pour le compte d'autres colonies les constatent dans leurs écritures à titre de mouvements de fonds.

Le caissier payeur central du trésor sert d'intermédiaire pour opérer les remboursements que nécessitent ces opérations.;

87. Lorsque des recettes ou des dépenses ont eu lieu dans une colonie pour le compte d'une autre colonie, l'ordonnateur qui les a autorisées en donne directement avis au ministre de la marine et des colonies, et de plus au gouverneur de la colonie pour le compte de laquelle elles ont été faites. Les pièces justificatives sont jointes à l'un ou l'autre de ces deux avis, selon ce qui sera réglé pour chaque colonie.

Le ministre de la marine et des colonies donne avis au gouverneur de chaque colonie des recettes et des dépenses faites pour le compte de cette colonie, tant en France que dans les autres colonies. Il joint, s'il y a lieu, à cet avis les pièces justificatives.

88. Les trésoriers payeurs des colonies donnent avis au ministre des finances des recettes et des dépenses qu'ils ont effectuées pour le compte d'autres colonies.

Le ministre des finances donne avis aux trésoriers payeurs de chaque colonie des recettes et des dépenses faites pour le compte de cette colonie; tant en France que dans d'autres colonies.

89. Le gouverneur de chaque colonie transmet au directeur de l'intérieur les avis qu'il a reçus des recettes et des dépenses faites pour le compte de cette colonie, ainsi que les pièces justificatives qui s'y trouvent jointes. Le directeur de l'intérieur fait immédiatement connaître ces recettes et ces dépenses au trésorier payeur de cette colonie.

Le trésorier payeur de chaque colonie informe le directeur de l'intérieur des recettes et des dépenses faites hors de cette colonie, et dont l'avis lui a été directement transmis par le ministre des finances.

90. Les opérations de recettes et de dépenses locales faites hors des colonies qu'elles concernent ne prennent place, dans la comptabilité du département de la marine et des colonies, qu'après avoir été comprises, à titre définitif, dans les écritures et les comptes des directeurs de l'intérieur de chaque établissement. Jusque-là, il en est tenu, par ce département, un enregistrement séparé.

91. Les autorisations qui motivent les recettes et les dépenses faites hors des colonies qu'elles concernent, et toutes les autres pièces relatives à ces recettes et à ces dépenses, sont dressées en duplicata.

CHAPITRE XII.

CLÔTURE DES EXERCICES POUR LE SERVICE LOCAL DES COLONIES.

§ 1^{er}. Clôture des crédits.

92. Toutes les dépenses d'un exercice doivent être liquidées et mandatées dans les cinq mois et vingt jours qui suivent l'expiration de l'année qui donne son nom à l'exercice.

93. L'époque de la clôture du paiement à faire par le trésor local sur les mandats des directeurs de l'intérieur est fixée au 30 juin de la seconde année de l'exercice.

94. Faute par les créanciers de la colonie de réclamer leur paiement avant le 30 juin de la deuxième année, les mandats

délivrés à leur profit sont annulés, sans préjudice des droits de ces créanciers, et sauf réordonnement jusqu'au terme de échéance.

95. Les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été employés à ladite époque du 30 juin par des paiements effectifs sont définitivement annulés dans la comptabilité des directeurs de l'intérieur.

§ 2. *Apurement des restes à recouvrer.*

96. Les recettes appartenant à un exercice doivent, pour faire partie des ressources de cet exercice, être recouvrées avant l'époque de sa clôture.

Dès que cette époque est arrivée, les restes à recouvrer appartiennent à l'exercice courant, et les recouvrements auxquels ils donnent lieu sont portés en recette au compte de ce même exercice.

§ 3. *Apurement des restes à payer.*

97. Les paiements à effectuer pour solder les dépenses des exercices clos sont mandatés sur les crédits ouverts, dans le budget de l'exercice courant, aux différents chapitres que ces dépenses concernent.

Ils forment des articles distincts de ces chapitres, et sont totalisés par exercice.

CHAPITRE XIII.

FONDS DE RÉSERVE DU SERVICE LOCAL.

98. Les excédants de recettes que le règlement de chaque exercice fait ressortir sur les produits du service local forment, dans chaque colonie, un fonds de réserve et de prévoyance. Le maximum des fonds de réserve est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Martinique.....	1,500,000	francs.
Guadeloupe.....	1,500,000	
Réunion.....	1,500,000	
Guyane.....	1,000,000	
Sénégal.....	800,000	
Gorée et dépendances.....	500,000	
Saint-Pierre et Miquelon.....	400,000	
Sainte-Marie de Madagascar.....	300,000	
Mayotte et dépendances.....	400,000	
Océanie.....	800,000	
Établissements français de l'Inde...	1,000,000	

99. Les prélèvements sur les fonds de réserve ont pour objet de subvenir à l'insuffisance des recettes de l'exercice et de faire face aux dépenses extraordinaires que des événements imprévus peuvent nécessiter.

100. Tous prêts à des particuliers ou à des établissements publics, sur les fonds de réserve, sont interdits.

CHAPITRE. XIV.

COMPTABILITÉ DU SERVICE LOCAL DES COLONIES.

§ 1^{er}. Comptabilité des directeurs de l'intérieur.

101. La comptabilité établie dans chaque direction de l'intérieur décrit toutes les opérations relatives,

1° A la constatation des droits mis à la charge des débiteurs des colonies et aux recettes réalisées au profit de ces établissements ;

2° A la liquidation, au mandatement et au paiement des dépenses du service local ;

3° Au compte des fonds de réserve.

102. A cet effet, il est tenu dans chaque direction de l'intérieur un journal général dans lequel sont consignées sommairement, à leur date, et suivant les divisions du budget, toutes les opérations concernant, pour les recettes, la constatation des droits acquis à la colonie et la réalisation des produits ; pour les dépenses, la fixation des crédits, la liquidation, le mandatement et le paiement. Ces mêmes opérations sont décrites, en outre, et avec détail, sur des livres auxiliaires, dont le nombre et la forme sont déterminés suivant la nature des services.

103. Chacun des articles de ce journal est successivement reporté sur un sommier ou grand-livre des comptes ouverts par ordre de matière et suivant les divisions du budget.

104. Dans les premiers jours de chaque mois, les directeurs de l'intérieur, après s'être assurés de la concordance des résultats du grand-livre ou sommier général avec ceux du journal, adressent au ministre de la marine et des colonies des relevés, établis dans la forme déterminée par des règlements spéciaux, de toutes les opérations de recette et de dépense constatées dans cette comptabilité.

L'envoi de ces relevés a lieu, pour chaque exercice, de mois en mois, jusqu'à l'époque fixée pour la clôture de l'exercice.

105. Ces relevés comprennent,

Pour les recettes :

Les droits constatés au profit de la colonie;
Les recettes effectuées;
Les restes à recouvrer.

Pour les dépenses :

Les crédits ouverts par le budget ou par les autorisations supplémentaires de dépenses;
Les droits constatés à la charge de la colonie;
Les mandats émis;
Les paiements effectués,
Les restes à payer.

Ils rappellent en outre, et séparément, les opérations faites pendant le mois au compte des fonds de réserve.

106. Des comptes ou relevés généraux et définitifs, également établis pour les recettes et les dépenses, sont adressés au ministre de la marine et des colonies par les directeurs de l'intérieur, au terme fixé pour la clôture de chaque exercice, et tous leurs livres sont arrêtés à la même époque.

107. Les relevés mensuels et généraux dont il est question dans les articles précédents sont mis en concordance, en ce qui concerne les paiements effectués et les recettes réalisées, avec les écritures des trésoriers payeurs. Ils présentent le net des opérations de recettes et de dépenses, addition ou déduction faite des opérations de virements admises par le trésorier payeur, selon les dispositions des articles 79 et suivants.

108. Les directeurs de l'intérieur préparent le compte de chaque exercice; et le présentent aux gouverneurs en conseil privé dans le mois qui suit l'expiration de cet exercice.

§ 2. Comptabilité des ordonnateurs.

109. L'ordonnateur tient, au moyen de bordereaux mensuels qui lui sont remis par le trésorier, une comptabilité sommaire des recettes et des dépenses du service local, constatées dans les écritures mensuelles et dans les comptes de gestion du trésorier payeur et des autres comptables de la colonie.

Cette comptabilité sert de base aux tableaux que l'ordonnateur soumet chaque année au conseil privé, en exécution des articles 111 et 112 du présent décret.

§ 3. Comptabilité du ministère de la marine et des colonies.

110. Le ministère de la marine et des colonies tient une comptabilité spéciale du service local des colonies.

Cette comptabilité embrasse tous les faits de recette et de dépense intéressant ce service, et constatés dans les écritures et les comptes des directeurs de l'intérieur et des trésoriers payeurs de chaque établissement. Elle a pour base les documents transmis par les directeurs de l'intérieur.

§ 4. Déclarations de conformité entre les comptes d'exercice du service local des colonies et les comptes annuels des comptables locaux.

111. Les ordonnateurs dressent, en ce qui concerne le service local, le tableau des opérations comprises, pour chaque exercice expiré, dans les comptes de gestion des trésoriers payeurs.

Ce tableau doit présenter, tant pour les recettes que pour les dépenses, une concordance parfaite avec le compte établi par le directeur de l'intérieur.

112. Ce tableau est communiqué au conseil privé dans le courant du mois qui suit la clôture de chaque exercice, et vérifié par la commission chargée, conformément à l'article 148, de l'examen et du contrôle des comptabilités coloniales.

113. D'après le rapport de la commission, les conseils privés déclarent la conformité des chiffres contenus dans les comptes de gestion des trésoriers payeurs et dans le compte administratif.

Ces déclarations sont jointes aux comptes d'exercice à présenter au conseil général.

§ 5. Comptes à rendre par les directeurs de l'intérieur.

114. Les directeurs de l'intérieur présentent aux conseils généraux, dans leur session ordinaire, le compte de l'exercice expiré le 30 juin précédent.

Ce compte doit toujours être établi d'une manière conforme au budget du même exercice, sauf les dépenses imprévues qui n'y auraient pas été mentionnées, et pour lesquelles il est fait des chapitres ou des articles additionnels et séparés.

115. Le compte d'exercice se compose,

1° D'un tableau général présentant, par nature de produits,

pour les recettes, et par chapitre, pour les dépenses, tous les résultats de la situation définitive de l'exercice expiré, lesquels servent de base au règlement définitif du budget dudit exercice ;

2° D'un tableau de l'origine des crédits ;

3° De développements destinés à faire connaître, avec les détails propres à chaque nature de service ,

Pour les recettes ,

Les prévisions du budget ;

Les droits acquis à la colonie ;

Les recouvrements effectués ;

Les restes à recouvrer ;

Pour les dépenses ,

Les crédits résultant, soit du budget, soit des autorisations supplémentaires ;

Les dépenses liquidées ;

Les paiements effectués ;

Les créances restant à payer ;

4° De la comparaison des dépenses avec les prévisions du budget ;

5° De la situation des fonds de réserve ;

6° De la situation des emprunts et autres services se rattachant directement ou indirectement à l'exécution des services locaux ;

7° De développements faisant connaître, sur chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs, et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le trésor local ;

8° Enfin, de tous les développements de nature à éclairer l'examen des faits relatifs à la gestion administrative et financière de l'exercice, et à en compléter la justification.

116. Les conseils généraux entendent et débattent les comptes d'exercice du service local.

Les observations que ces comptes peuvent motiver sont directement adressées aux gouverneurs par les présidents de ces conseils.

117. Les gouverneurs, en conseil privé, statuent définitivement sur les comptes des directeurs de l'intérieur.

Néanmoins, les arrêtés portant rejet d'une dépense comprise dans ces comptes ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvés par le ministre de la marine et des colonies.

Les directeurs de l'intérieur peuvent se pourvoir contre ces décisions, par-devant le Conseil d'état.

118. Les comptes d'exercice du service local, définitivement réglés par les gouverneurs en conseil privé, sont rendus publics par la voie de l'impression.

TITRE QUATRIÈME.

SERVICE DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

CHAPITRE PREMIER.

SERVICE DES COMMUNES.

119. Les recettes et les dépenses des communes sont faites conformément au budget de chaque exercice, ou aux autorisations extraordinaires données dans les formes indiquées ci-après.

120. L'exercice commence au 1^{er} janvier et finit au 31 décembre de l'année qui lui donne son nom.

Néanmoins, un délai est accordé pour en compléter les opérations, et l'époque de la clôture de l'exercice, pour toutes les opérations qui s'y rattachent, est fixée au 31 mars de la deuxième année de l'exercice.

121. Les dépenses portées au budget de chaque commune se divisent en dépenses obligatoires et en dépenses facultatives.

Les dépenses obligatoires des communes sont fixées par les décrets relatifs au service municipal, et, à défaut, par des arrêtés des gouverneurs pris en conseil privé.

122. Les conseils municipaux délibèrent sur le budget de la commune. Ces budgets ne sont exécutoires qu'après avoir été arrêtés par les directeurs de l'intérieur, et définitivement approuvés par les gouverneurs en conseil privé.

123. Lorsque les budgets votés par les conseils municipaux sont susceptibles de modifications, ces modifications sont prononcées par des arrêtés des gouverneurs en conseil privé.

Elles ne peuvent avoir pour objet l'augmentation des dépenses facultatives.

124. Les crédits qui pourraient être reconnus nécessaires après le règlement du budget sont délibérés par le conseil municipal et autorisés par le gouverneur en conseil privé.

125. Les conseils municipaux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues.

Le maire peut employer le montant de ce crédit aux dépenses urgentes, sans approbation préalable, à la charge d'en former immédiatement le directeur de l'intérieur et d'en rendre compte au conseil municipal dans la première session ordinaire qui suit la dépense effectuée.

126. Aucun emprunt ne peut être autorisé au profit des communes que par un arrêté du gouverneur en conseil privé. Le mode de réalisation et d'amortissement de ces emprunts est déterminé par les arrêtés qui les autorisent.

127. Dans le cas où le maire négligerait de dresser et de remettre au conseil municipal le budget de la commune, le directeur de l'intérieur, après l'en avoir requis, peut procéder aux actes par lui-même ou par un délégué spécial.

Dans le cas où un conseil municipal ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget de la commune, ce budget serait établi d'office par le directeur de l'intérieur, et mis en exécution après avoir été approuvé par le gouverneur en conseil privé.

128. Le maire surveille la comptabilité des receveurs municipaux; il présente le compte d'exercice des recettes et des dépenses communales.

129. Les comptes d'exercice du service municipal, rendus par les maires, sont soumis aux délibérations des conseils municipaux, dans la première session ordinaire que tiennent ces conseils, après la clôture de l'exercice.

Ces comptes sont arrêtés par les directeurs de l'intérieur et définitivement approuvés par les gouverneurs en conseil privé.

130. Les recettes et les dépenses communales s'effectuent par le comptable chargé, sous sa responsabilité et sous la surveillance du trésorier-payeur et du trésorier particulier de la circonscription, pour suivre la rentrée de tous les revenus de la commune et toutes les sommes qui lui seraient dues, sauf les droits de port qui sont perçus dans les ports de débarquement, ainsi que d'acquitter les dépenses mandatées par le maire, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

131. Les rôles d'impositions, taxes et cotisations communales peuvent être remis au receveur municipal, après qu'ils ont été rendus exécutoires.

Le receveur municipal doit également recevoir une expédi-

tion en forme de tous les baux, contrats, jugements, déclarations, titres nouveaux et autres, concernant les revenus dont la perception lui est confiée, et il est autorisé à demander, au besoin, que les originaux de ces divers actes lui soient remis sur son récépissé.

132. Les rôles d'impositions, baux et autres actes dont il est question dans l'article précédent sont directement adressés par le directeur de l'intérieur au trésorier payeur, qui les fait parvenir aux receveurs municipaux.

Le directeur de l'intérieur donne avis aux maires des communes de l'envoi de ces documents.

133. Toutes les recettes municipales pour lesquelles les règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement s'effectuent sur des états dressés par le maire. Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été visés par le directeur de l'intérieur.

134. Le receveur municipal est tenu de faire, sous sa responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus, legs et donations, et autres ressources affectées au service des communes; de faire faire contre les débiteurs en retard, et à la requête des maires, les exploits, significations, poursuites et commandements nécessaires, d'avertir les administrateurs de l'expiration des baux, d'empêcher les prescriptions, de veiller à la conservation des domaines, droits, privilèges et hypothèques; de requérir, à cet effet, l'inscription au bureau des hypothèques de tous les titres qui en sont susceptibles; enfin, de tenir registre de ces inscriptions et autres poursuites et diligences.

Les certificats de quitus ne sont délivrés aux comptables, à l'effet de remboursement de cautionnement, qu'après qu'il a été reconnu, par l'autorité qui juge les comptes, qu'ils ont satisfait aux obligations imposées par le présent article pour la conservation des biens et des créances appartenant aux communes dont ils gèrent la recette.

135. Les comptes annuels des receveurs des communes sont soumis aux délibérations des conseils municipaux, avant d'être adressés au conseil privé chargé de les juger.

136. Des arrêtés des gouverneurs en conseil privé feront l'application, au service des communes dans les colonies, en ce qui n'aura pas été prévu par le présent décret, des règles de la comptabilité municipale en vigueur en France.

CHAPITRE II.

SERVICE DES HOSPICES, DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE
ET DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

137. Des arrêtés des gouverneurs en conseil privé feront, dans chaque colonie, l'application des règles du présent décret et des règles de la comptabilité municipale en France au service des hospices, à celui des établissements de bienfaisance, et, en général, au service de tous les établissements publics.

TITRE CINQUIÈME.

SERVICE DU MOUVEMENT DES FONDS, SERVICE DES CORRESPONDANTS
DES COMPTABLES ET AUTRES SERVICES EXÉCUTÉS EN DEHORS DES
BUDGETS.

CHAPITRE PREMIER.

SERVICE DU MOUVEMENT DES FONDS.

138. Les trésoriers payeurs exécutent, dans chaque colonie, le service du mouvement des fonds, sous la surveillance de l'ordonnateur et d'après les ordres du ministre des finances.

139. Il est maintenu dans chaque colonie un encaisse destiné à faire face aux dépenses que l'État peut avoir à y faire acquitter.

Les deux ministères de la marine et des colonies, et des finances, arrêtent, de concert, le montant de cet encaisse.

Des états semestriels leur font connaître l'état probable des besoins, ainsi que la nature des valeurs à envoyer aux colonies.

140. Les expéditions d'espèces et de valeurs aux colonies sont faites, quant aux moyens et aux époques d'embarquement, selon les indications du ministre de la marine et des colonies.

141. Les expéditions d'espèces et de valeurs, et leur chargement à bord, sont constatés par un procès-verbal, qui en énonce avec détail la nature et la quotité.

Ce procès-verbal est dressé par l'administrateur de la marine ou son délégué, avec l'intervention du commandant ou du capitaine du bâtiment chargé du transport, et celle du comptable expéditeur dont il opère la décharge.

142. A l'arrivée dans la colonie, le trésorier payeur, sur un nouveau procès-verbal dressé par l'ordonnateur ou son délégué pour constater l'état des fonds et valeurs au moment où la re-

mise lui en est faite, en prend charge dans ses écritures et en délivre un récépissé au commandant du bâtiment chargé du transport.

CHAPITRE II.

SERVICES SPÉCIAUX.

143. Sont classées dans la comptabilité des trésoriers payeurs, sous le titre de *Services spéciaux*, les opérations de recettes et de dépenses effectuées pour le compte du service local, pour le service des cautionnements inscrits au trésor, et toutes autres opérations qui seront déterminées par les instructions du ministre des finances.

CHAPITRE III.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

144. Sont classées dans la comptabilité des trésoriers payeurs, sous le titre de *Correspondants du Trésor*, les opérations de recettes et de dépenses effectuées pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, de la Légion d'honneur, du service postal de France, et toutes autres qui seront déterminées par les instructions du ministre des finances.

CHAPITRE IV.

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS DES TRÉSORIERS PAYEURS.

145. Les opérations effectuées par les trésoriers payeurs des colonies pour le compte de l'administration des invalides de la marine, et en général toutes les opérations effectuées par eux pour le compte des correspondants administratifs, sont suivies au moyen de comptes réunis en une catégorie spéciale et ouverts suivant les besoins du service.

146. Dans les colonies où il n'aura pas été établi de caisse de dépôts et consignations, les trésoriers payeurs devront recevoir, à titre de correspondants administratifs,

Les dépôts volontaires;

Les dépôts ordonnés par le juge;

Les dépôts administratifs;

Les consignations.

Il sera alloué, pour frais de garde et de responsabilité, aux trésoriers payeurs, une remise de 2 p. o/o une fois payée, sur la recette de tous les dépôts faits à leur caisse, à l'exception des dépôts effectués dans l'intérêt de l'administration.

Quand ces dépôts devront durer moins d'une année, la remise sera calculée à raison de 1/2 p. o/o par trimestre. Il ne pourra être alloué moins d'un trimestre.

TITRE SIXIÈME.

EXAMEN ET CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE DES COMPTABILITÉS COLONIALES.

CHAPITRE PREMIER.

EXAMEN ET CONTRÔLE ADMINISTRATIF DES COMPTABILITÉS COLONIALES.

147. Les comptabilités administratives tenues aux colonies par les ordonnateurs et par les directeurs de l'intérieur sont contrôlées par le rapprochement de leurs résultats avec ceux des écritures du trésorier payeur de la colonie.

148. Chaque année, les gouverneurs nomment une commission composée du contrôleur colonial et de deux membres du conseil privé.

Cette commission est chargée de rapprocher les comptes d'exercice rendus par les ordonnateurs et ceux qui sont rendus par les directeurs de l'intérieur des écritures des trésoriers payeurs, et de constater la concordance des résultats compris dans ces comptes avec les résultats des écritures et comptes de gestion des comptables locaux.

La vérification des comptes des ordonnateurs est faite dans le courant du mois d'avril; la vérification des comptes des directeurs de l'intérieur, dans le courant du mois de juillet.

Les procès-verbaux de la commission énoncent le résultat des comparaisons qu'elle a dû établir.

149. Ces procès-verbaux sont communiqués, avec les observations qu'ils ont pu motiver de la part du conseil privé, aux deux ministres de la marine et des colonies, et des finances.

La partie de ces mêmes procès-verbaux qui intéresse le service local de la colonie est communiquée, en outre, au conseil général.

150. Aux procès-verbaux de la commission de vérification des comptabilités coloniales sont annexées les observations de cette commission sur la marche et l'organisation du service de la comptabilité dans la colonie.

CHAPITRE II.

CONTRÔLE JUDICIAIRE DE LA COUR DES COMPTES SUR LE SERVICE FINANCIER DES COLONIES.

151. La cour des comptes juge les comptes des recettes et des dépenses qui lui sont présentés chaque année par les trésoriers payeurs.

Le conseil privé juge les comptes des autres comptables des colonies, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

152. La cour des comptes statue, en outre, sur les pourvois qui lui sont présentés contre les règlements prononcés par le conseil privé, à l'égard des comptes annuels des comptables soumis à la juridiction de ce conseil.

153. Les comptables des deniers publics aux colonies sont tenus de remettre leurs comptes aux autorités compétentes dans les délais prescrits par les lois et règlements.

154. La cour des comptes constate et certifie, en ce qui concerne les services coloniaux compris dans le budget de l'État, l'exactitude des comptes publiés par le ministre des finances et par le ministre de la marine et des colonies.

155. Elle présente, dans ses rapports annuels, les observations qui résultent de la comparaison des dépenses avec les crédits.

Elle consigne, dans ces mêmes rapports, ses vues de réforme et d'amélioration sur toutes les parties du service financier des colonies.

TITRE SEPTIÈME.

SERVICE DES AGENTS ET COMPTABLES CHARGÉS DE L'ASSIETTE ET DE LA PERCEPTION DES PRODUITS ET DU PAYEMENT DES DÉPENSES, AINSI QUE DES SERVICES EXÉCUTÉS EN DEHORS DES BUDGETS.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AGENTS CHARGÉS DE DIRIGER L'ASSIETTE, LA PERCEPTION, LA CENTRALISATION ET LA COMPTABILITÉ DES PRODUITS LOCAUX.

156. Les directeurs de l'intérieur exercent les attributions qui leur sont conférées par le présent décret, au sujet de l'assiette et de la perception des produits locaux et municipaux,

par l'intermédiaire d'agents et de comptables choisis dans le personnel des administrations financières en France, et mis par le ministre des finances à la disposition du ministre de la marine et des colonies.

157. Les agents et comptables mis, en vertu de l'article précédent, à la disposition du ministre de la marine et des colonies, continuent de faire partie des administrations financières auxquelles ils appartiennent.

Ils ont droit à rentrer en France dans les conditions déterminées par les règlements.

Le ministre de la marine et des colonies remet à la disposition du ministre des finances ceux d'entre les agents et comptables mis à sa disposition qu'il ne juge plus aptes à faire partie du service colonial.

158. Un chef de service dirige, dans chaque colonie, le service de l'enregistrement, sous les ordres du directeur de l'intérieur.

Il a dans ses attributions :

Le service de l'enregistrement, du timbre et des domaines, et, en général, tous les services attribués en France à l'administration de l'enregistrement;

Le service de la curatelle aux successions vacantes;

Le service des eaux et forêts.

Il a sous ses ordres des receveurs spéciaux, et, s'il y a lieu, un ou plusieurs agents chargés du service actif et du service de la vérification. Les attributions de ces agents et comptables sont déterminées par les règlements.

159. Les services dont la nomenclature suit sont dirigés, dans chaque colonie, sous les ordres du directeur de l'intérieur, par un agent qui prend le titre de chef du service des contributions, savoir :

Le service des contributions directes,

Le service de la poste aux lettres,

Le service des produits indirects, celui des douanes exceptés.

Et, en général, tous les services concernant l'assiette et la perception des droits, produits et impôts appartenant aux colonies, et non spécialement confiés à d'autres chefs de service.

160. Le chef du service des contributions est, en outre, chargé de diriger et de surveiller l'assiette et la perception de toutes les taxes dont le recouvrement au profit des communes a été autorisé.

161. Des comptables spéciaux et des agents chargés du contrôle ou du service actif sont placés, s'il y a lieu, sous les ordres du chef du service des contributions.

Les attributions de ces comptables et agents sont déterminées par les règlements.

162. Dans les colonies où le service de l'enregistrement n'a pas été établi, le service des contributions comprend les services des successions vacantes, du domaine, du timbre et des eaux et forêts.

163. Le service des douanes est dirigé, sous les ordres du directeur de l'intérieur, par un agent qui prend le nom de chef du service des douanes.

Ce chef de service a sous ses ordres des agents de tout grade, selon ce qui est déterminé par les règlements.

La recette des droits liquidés par l'administration des douanes est faite directement par le trésorier payeur, par le trésorier particulier ou par les préposés du trésorier, suivant les localités.

164. L'ordonnateur dirige, dans chaque colonie, au nom du ministre des finances, et sous ses ordres, le service de la centralisation des produits locaux entre les mains du trésorier payeur.

165. L'organisation administrative du service des contributions est déterminée, en tout ce qui n'est pas prévu par le présent décret, par les règlements particuliers, rendus sur la proposition du ministre de la marine et des colonies et sur l'avis du ministre des finances.

Jusqu'à ce que ces règlements aient été rendus, le service des contributions sera régi par des arrêtés des gouverneurs pris en conseil privé.

CHAPITRE II.

TRÉSORIERS PAYEURS ET TRÉSORIERS PARTICULIERS.

166. Les trésoriers payeurs aux colonies sont placés sous les ordres du ministre des finances; ils réunissent les fonctions de receveurs généraux et de payeurs.

167. En leur qualité de receveurs généraux des finances, les trésoriers payeurs perçoivent, font percevoir pour leur compte et centralisent tous les produits réalisés, soit au profit de l'État, soit au profit de la colonie.

Ils sont chargés du service du mouvement des fonds et des autres services exécutés en dehors des budgets.

108: En leur qualité de payeurs du trésor, les trésoriers payeurs sont chargés de l'acquittement de toutes les dépenses publiques.

Ils justifient de cet acquittement conformément aux dispositions du présent décret et aux instructions et nomenclatures.

109: Avant de procéder au paiement des mandats délivrés sur leurs caisses, ou de les viser pour être payés par d'autres comptables, les trésoriers payeurs doivent s'assurer, sous leur responsabilité :

Que la dépense porte, savoir : pour les services métropolitains, soit sur des ordonnances qui leur ont été transmises par le trésor en original ou en extrait, et dont le montant n'a pas été dépassé, soit sur des crédits ouverts par le gouverneur, conformément à l'article 5 du présent décret; et pour le service local, sur un crédit disponible, régulièrement ouvert, et renfermé dans la limite des distributions mensuelles de fonds et dans celle des budgets ou des autorisations supplémentaires de dépenses;

Que l'avis de l'émission des mandats leur a été donné par l'ordonnateur ou par le directeur de l'intérieur, selon qu'il s'agit des services métropolitains ou du service local;

Que toutes les pièces justificatives ont été produites à l'appui de la dépense;

Que la délivrance des mandats pour indemnité de route a été mentionnée sur la feuille de route de la partie prenante.

Les comptables qui font les paiements doivent s'assurer que les mandats sont quittancés par les ayants droit.

170. Si les parties prenantes sont illettrées, la déclaration en est faite aux comptables chargés du paiement, qui la transcrivent sur le mandat, la signent et la font signer par deux témoins présents au paiement, pour toutes les sommes au-dessous de cent cinquante francs.

Il doit être exigé une quittance notariée pour les paiements de cent cinquante francs et au-dessus, excepté pour les allocations de secours, à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admise.

171. Les trésoriers payeurs doivent, également sous leur responsabilité, enregistrer ou faire enregistrer par ceux qui payent en leur lieu et place, sur les livrets de paiement des officiers sans troupes, employés militaires, corps de troupes, détachements, agents ou comptables du département de la ma-

rine et des colonies, toutes les sommes qui leur sont payées, à quelque titre que ce soit.

Ces paiements ne peuvent être valablement effectués que sur la présentation soit des lettres d'avis ou des mandats délivrés au nom des créanciers, soit de toute autre pièce en tenant lieu, et revêtue du *vu bon à payer* apposé par le trésorier payeur.

172. L'accomplissement de ces formalités et conditions, et la quittance régulière et datée de chaque partie prenante, suffisent pour dégager la responsabilité du comptable qui a effectué des paiements de cette nature.

173. Les acquits constatant les paiements faits par d'autres comptables, pour le compte du trésorier payeur, doivent être compris dans leur plus prochain versement à ce trésorier, qui en délivre récépissé à talon.

174. En cas de rejet, de la part de la cour des comptes, de paiements faits sur des pièces qui ne constatent pas régulièrement une dette de l'État ou de la colonie, l'administration statue sur le recours à exercer contre la partie prenante ou le signataire du mandat, et sur les mesures à prendre à l'égard du comptable, sauf pourvoi par-devant le Conseil d'État.

175. Les trésoriers payeurs et les trésoriers particuliers doivent faire, sur les fonds de leurs recettes, tous les paiements pour lesquels leur concours est jugé nécessaire.

Les autres receveurs des revenus publics peuvent être appelés à concourir de la même manière au paiement des dépenses pour le compte du trésorier payeur.

176. Les trésoriers payeurs sont chargés du service de trésoriers des invalides de la marine, de caissiers des gens de mer, de caissiers des prises, et de tous autres services dont la gestion leur est confiée par les lois, décrets ou arrêtés.

177. Les trésoriers particuliers gèrent sous la surveillance et la direction du trésorier payeur de la colonie, auquel ils rendent compte de leurs opérations. Ils sont valablement et définitivement déchargés de leurs recettes par les avis de crédit du trésorier payeur, comptable de leur gestion envers l'administration et la cour des comptes.

178. Les trésoriers payeurs sont responsables de la gestion des trésoriers particuliers placés sous leurs ordres.

Chaque trésorier payeur est, à cet effet, chargé de surveiller les opérations du trésorier particulier de la colonie, d'assurer

l'ordre de sa comptabilité; de contrôler ses recettes et ses dépenses.

Les trésoriers payeurs disposent, également sous leur responsabilité, des fonds reçus par les trésoriers particuliers, soit qu'ils les fassent verser à leur caisse, soient qu'ils les emploient sur les lieux, soit qu'ils en autorisent la réserve en leurs mains, ou qu'ils leur donnent toute autre direction commandée par les besoins du service.

179. En cas de débet d'un trésorier particulier, le trésorier payeur est tenu d'en couvrir immédiatement le trésor colonial ou métropolitain; en conséquence, il demeure subrogé à leurs droits, sur le cautionnement, la personne et les biens du comptable.

Le trésorier payeur peut toutefois se pourvoir auprès des ministres de la marine et des colonies ou des finances, pour obtenir, s'il y a lieu, la décharge de sa responsabilité. Les ministres statuent, sauf pourvoi devant le Conseil d'état.

180. Des arrêtés des gouverneurs, rendus sur l'avis des conseils privés, déterminent les circonscriptions dans lesquelles s'exercent respectivement l'action directe du trésorier payeur et celle du trésorier particulier.

Ces arrêtés sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies et du ministre des finances.

181. Il y a dans chaque colonie un trésorier payeur.

Il y a des trésoriers particuliers dans les villes de Saint-Pierre (Martinique), de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et de Saint-Paul (Réunion).

Les trésoriers payeurs sont nommés par des décrets rendus sur la proposition du ministre des finances et sur l'avis du ministre de la marine et des colonies.

Les trésoriers particuliers sont nommés par le ministre des finances, sur l'avis du ministre de la marine et des colonies.

182. Les cautionnements des trésoriers payeurs et ceux des trésoriers particuliers sont fixés ainsi qu'il suit :

Trésoriers payeurs.

A la Martinique.....	70,000 ^f
A la Guadeloupe	70,000
A la Réunion.....	70,000
A la Guyane.....	20,000
Au Sénégal.....	15,000
A Gorée.....	10,000
A Saint-Pierre et Miquelon.....	6,000

A Sainte-Marie de Madagascar	4,000'
A Mayotte	6,000
En Océanie	12,000
Dans l'Inde	20,000

Trésoriers particuliers.

A Saint-Pierre	15,000
A la Pointe-à-Pitre	15,000
A Saint-Paul	15,000

183. Aucun titulaire de l'emploi de trésorier payeur et de trésorier particulier ne peut être installé, ni entrer en exercice, qu'après avoir justifié, dans la forme et devant les autorités déterminées par les règlements, de l'acte de sa prestation de serment et du versement de son cautionnement.

Néanmoins, en cas de vacance inopinée et de remplacement provisoire, par urgence, les gouverneurs sont autorisés à dispenser, s'il y a lieu, les intérimaires de l'obligation de fournir un cautionnement.

184. Les ordonnateurs font, chez les trésoriers payeurs et chez les trésoriers particuliers, toutes vérifications de caisses et de comptabilité.

En cas de déficit ou de péril pour les deniers publics, ils sont autorisés à leur fermer provisoirement les mains.

Ils en réfèrent immédiatement aux gouverneurs, autorisés à les suspendre ou à les renvoyer en France, s'il y a lieu.

185. Les trésoriers payeurs sont dépositaires des titres, créances et valeurs appartenant aux colonies, et ils en prennent charge dans leur comptabilité.

Ils sont également dépositaires des fonds libres des communes et des établissements publics dont la gestion financière est confiée aux percepteurs, toutes les fois que ces fonds dépassent les besoins du service courant.

186. Les écritures des trésoriers payeurs sont tenues en parties doubles; elles se composent de livres élémentaires ou de première écriture, d'un journal général, d'un grand-livre, de livres auxiliaires et de détail, de carnets d'ordonnances, présentant par chapitre et, lorsqu'il y a lieu, par article du budget, le montant des crédits dont l'avis est parvenu, les distributions mensuelles de fonds, l'émission des mandats de paiement et les paiements effectués sur ces mandats.

187. Les opérations de toute nature sont d'abord consignées en détail, au moment même de leur exécution, sur les livres

élémentaires; elles sont, à la fin de la journée, résumées au journal et classées dans les comptes ouverts au grand livre; enfin, les développements de ces comptes sont établis sur des livres auxiliaires.

188. Les trésoriers particuliers sont tenus de transmettre, à la fin de chaque mois, tant aux trésoriers payeurs qu'au ministre des finances, la balance de leur grand-livre, la copie de leur journal et tous autres documents déterminés par les instructions.

De leur côté, les trésoriers payeurs transmettent au ministre des finances, et aux mêmes époques, de semblables éléments de compte.

189. Ces éléments de comptes sont accompagnés,

1° Des relevés sommaires et de développement de leurs opérations de recettes et des pièces justificatives à l'appui;

2° Des relevés sommaires et de développement de leurs opérations de dépenses, et des bordereaux de détail des acquits, avec les pièces justificatives qui les appuient;

3° De bordereaux présentant, par nature de recette et par exercice, pour le mois qui vient de finir et pour les mois antérieurs :

Les sommes qui étaient à recouvrer pour le compte de l'État;

Les sommes recouvrées;

Les sommes dont le dégrèvement a été ordonné;

Les restes à recouvrer.

190. Extrait des relevés et bordereaux indiqués dans l'article précédent est adressé, par le trésorier payeur, savoir :

En ce qui concerne les paiements faits pour le compte de l'État, au ministre de la marine et des colonies, par l'intermédiaire de l'ordonnateur;

En ce qui concerne les dépenses du service local, au ministre de la marine et des colonies, par l'intermédiaire du directeur de l'intérieur.

Ces extraits sont vérifiés et visés par l'ordonnateur.

191. Tout versement ou envoi, soit en numéraire, soit en toutes autres valeurs, fait aux caisses des trésoriers payeurs pour un service public, donne lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à talon.

Ce récépissé est libératoire et forme titre envers le trésor public, à la charge, toutefois, par la partie versante, de le faire viser et séparer de son talon, dans les vingt-quatre heures de sa date, par l'ordonnateur.

A l'égard des envois faits par les comptables qui n'habitent pas le chef-lieu, le visa à apposer sur les récépissés est requis par le trésorier payeur.

192. Les ordonnateurs rendent immédiatement aux parties les récépissés revêtus de leur visa, après en avoir détaché le talon, qu'ils adressent tous les mois aux trésoriers payeurs, chargés de les transmettre, après vérification, au ministère des finances.

193. Ces récépissés sont enregistrés sur des livres tenus à cet effet par les ordonnateurs. Les résultats de ces enregistrements sont comparés, chaque mois, avec les bordereaux détaillés de récépissés que les trésoriers payeurs sont tenus de former, et que les ordonnateurs adressent au ministre des finances après les avoir dûment certifiés.

194. Sans préjudice des vérifications inopinées, il est procédé tous les mois, par l'ordonnateur, à la vérification de la caisse, des écritures et de la comptabilité du trésorier payeur.

195. L'ordonnateur dirige, au nom du ministre des finances et sous ses ordres, le service du trésorier payeur et celui des trésoriers particuliers, dans toutes leurs parties.

CHAPITRE III.

SERVICE DES COMPTABLES DIRIGÉS PAR LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR ET SURVEILLÉS PAR L'ORDONNATEUR.

§ 1^{er}. *Receveurs généraux et receveurs particuliers des contributions; percepteurs et receveurs des communes, hospices, établissements de bienfaisance, etc.*

Receveurs généraux et receveurs particuliers des contributions.

196. Le trésorier payeur est chargé dans chaque colonie, à titre de receveur général des contributions, de la perception des produits directs, de celle des produits divers, et, en général, du recouvrement de tous les droits, produits et impôts appartenant au service local, toutes les fois que ce recouvrement n'a pas été attribué à d'autres comptables.

Il exerce ces attributions sous les ordres du chef du service des contributions, du directeur de l'intérieur et du ministre de la marine et des colonies.

197. Les trésoriers particuliers gèrent en qualité de receveurs particuliers des contributions, sous la surveillance et la respon-

abilité des trésoriers payeurs, agissant en leur qualité de receveurs généraux.

198. Les receveurs généraux et les receveurs particuliers des contributions sont responsables des percepteurs placés sous l'action directe de chacun d'eux.

Ils sont tenus de couvrir le trésor local des débets constatés à la charge de ces préposés.

199. Les receveurs généraux et particuliers des contributions dirigent la comptabilité des receveurs des communes et établissements de bienfaisance, et, en général, celle de tous les services accessoires confiés aux percepteurs, en vertu des lois, règlements et décisions.

200. Indépendamment des émoluments fixes qui leur sont alloués comme agents de la métropole, les trésoriers payeurs et les trésoriers particuliers reçoivent, en leur qualité de receveurs généraux et de receveurs particuliers des contributions, des remises proportionnelles pour la perception directe et la centralisation des produits du service local.

Les crédits nécessaires pour payer ces remises font partie des dépenses obligatoires du service local.

201. Les receveurs généraux des contributions sont justiciables de la cour des comptes.

Ils remettent en double expédition, dans les premiers jours de chaque mois, au chef du service des contributions, le bordereau, par nature d'impôts, des recouvrements effectués pendant le mois précédent, tant par eux que par les receveurs particuliers, percepteurs et autres comptables de la colonie. Ils y joignent les pièces justificatives.

Une de ces expéditions est remise à l'ordonnateur, avec les pièces à l'appui, pour être transmise au ministre des finances. L'autre expédition reste entre les mains du directeur de l'intérieur, pour servir de base et de justification à sa comptabilité administrative.

202. Les bordereaux dont il est question dans l'article précédent présentent, par nature de recette et par exercice, pour le mois qui vient de finir et pour les mois antérieurs :

Les sommes qui étaient à recouvrer ;

Les sommes recouvrées ;

Les sommes dont le dégrèvement a été ordonné ;

Les restes à recouvrer.

203. Les receveurs généraux et les receveurs particuliers des

contributions délivrent, en cette qualité, des récépissés à valon pour tous les versements ou envois en numéraire faits à leur caisse.

Percepteurs.

204. Les percepteurs sont chargés, sous la surveillance et la responsabilité des receveurs généraux et des receveurs particuliers des contributions, de la perception des contributions directes aux colonies.

Ils peuvent être chargés, en outre, du recouvrement de divers autres produits locaux.

205. Les percepteurs sont nommés par les gouverneurs, sur la proposition des directeurs de l'intérieur; ils doivent être agréés par les receveurs généraux et particuliers des contributions.

Ils fournissent des cautionnements en numéraire. Le montant de ces cautionnements est fixé, sur l'avis des receveurs des contributions et la proposition des directeurs de l'intérieur, par des arrêtés des gouverneurs en conseil privé. Ces arrêtés sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies, qui statue après avoir pris l'avis du ministre des finances.

206. Les percepteurs reçoivent des allocations dont la quotité est fixée par des arrêtés des gouverneurs en conseil privé, sauf l'approbation du ministre de la marine et des colonies. Cette approbation est donnée sur l'avis du ministre des finances.

207. Les percepteurs ont un délai de dix-huit mois pour faire rentrer les sommes dont les receveurs généraux et les receveurs particuliers des contributions auraient été dans le cas de faire l'avance.

Après ce délai, les percepteurs remboursent aux receveurs généraux et aux receveurs particuliers les sommes non recouvrées et dont ils n'auraient pas obtenu décharge régulière.

208. Les percepteurs font leurs versements entre les mains des receveurs généraux, des receveurs particuliers ou de tout autre agent ayant qualité, selon la circonscription dans laquelle se trouve placé leur arrondissement de perception.

209. Les fonctions de receveur particulier des contributions, et celles de percepteur de l'arrondissement de perception où ces receveurs particuliers ont leur résidence, pourront être réunies par des arrêtés des gouverneurs,

Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de

la marine et des colonies, qui prendra l'avis du ministre des finances.

Receveurs des communes, hospices, établissements de bienfaisance, etc.

210. Les fonctions de receveurs de communes, d'hospices et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celles de percepteurs de l'impôt.

211. Les percepteurs exercent les fonctions accessoires qui leur ont été confiées en exécution de l'article précédent, sous l'autorité et la responsabilité des receveurs généraux et des receveurs particuliers des contributions et sous la surveillance des directeurs de l'intérieur.

212. En cas de déficit ou de débet de la part d'un receveur municipal, d'hospice, d'établissement de bienfaisance, et constaté, soit par des vérifications de caisse, soit par des arrêtés d'apurement de comptes, le receveur général ou le receveur particulier des contributions est tenu d'en couvrir le montant avec ses fonds personnels, suivant le mode prescrit pour les déficits sur contributions directes. Il demeure alors subrogé à tous les droits des communes et établissements sur les cautionnements, la personne et les biens du comptable reliquataire.

Néanmoins, si le déficit provient de force majeure ou de circonstances indépendantes de la surveillance qu'il est tenu d'exercer, le receveur des contributions peut obtenir la décharge de sa responsabilité. Dans ce cas, il a droit au remboursement des sommes dont il aura fait l'avance.

Le ministre de la marine et des colonies prononce sur les demandes en décharge de responsabilité, après avoir pris l'avis du ministre des finances, sauf pourvoi par-devant le Conseil d'état.

213. Les percepteurs sont assujettis, pour chacune des comptabilités spéciales dont ils sont chargés, à des cautionnements particuliers.

Ils sont justiciables du conseil privé.

214. Des arrêtés des gouverneurs en conseil privé fixent le montant des prélèvements à opérer, à titre de frais de gestion, sur les recettes appartenant aux communes, hospices, établissements de bienfaisance, et autres services accessoirement confiés aux percepteurs. Ces arrêtés sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies, qui statue après avoir pris l'avis du ministre des finances.

§ 2. *Receveurs comptables des postes.*

215. Un comptable nommé par le gouverneur centralisé, dans chaque colonie, la comptabilité de tous les receveurs des postes de cette colonie.

Ce comptable fait ses versements entre les mains du trésorier payeur; il est justiciable du conseil privé.

L'arrêté de nomination est soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies, qui statue après avoir pris l'avis du ministre des finances.

216. Les receveurs comptables des postes remettent en double expédition, dans les premiers jours de chaque mois, au chef du service des contributions, le bordereau des opérations effectuées pendant le mois précédent par eux ou par les autres receveurs de la colonie. Ils y joignent les pièces justificatives.

Une de ces expéditions, avec les pièces à l'appui, est destinée à être produite au conseil privé à l'appui du compte de gestion du comptable; l'autre expédition reste entre les mains du directeur de l'intérieur, pour servir de base et de justification à sa comptabilité administrative.

§ 3. *Receveurs de l'enregistrement.*

217. Les receveurs de l'enregistrement, aux colonies, sont exclusivement chargés de toutes les recettes, perceptions et attributions appartenant en France aux receveurs de l'enregistrement et des domaines.

218. Ces receveurs sont justiciables du conseil privé. Ils versent, aux époques fixées par les directeurs de l'intérieur, leurs excédants de recette entre les mains des receveurs généraux, des receveurs particuliers, ou de tout autre agent ayant qualité pour leur en délivrer récépissé.

219. Chaque receveur remet en double expédition, au commencement de chaque mois, au chef du service de l'enregistrement, le bordereau des droits constatés et des opérations effectuées par lui pendant le mois précédent. Il y joint les pièces justificatives.

Le chef du service de l'enregistrement dresse, au moyen de ces bordereaux partiels, le bordereau général de toutes les opérations concernant le service de l'enregistrement de la colonie.

220. Une des expéditions des bordereaux prescrits par l'article qui précède est remise au directeur de l'intérieur, pour

servir de base et de justification à sa comptabilité administrative.

§ 4. Receveurs des douanes.

221. La perception des droits de douanes est confiée, dans chaque colonie, au receveur général et au receveur particulier.

Elle a lieu sur les liquidations établies par les agents de l'administration des douanes.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES COMPTABLES COLONIAUX.

222. Les comptables chargés de la perception des revenus coloniaux sont tenus de se libérer de leurs recettes aux époques et dans les formes prescrites par les règlements.

223. Tout comptable chargé de la perception des droits et revenus coloniaux est tenu d'enregistrer les faits de sa gestion sur les livres ci-après :

1° Un livre-journal de caisse et de portefeuille, où sont consignés les entrées et les sorties des espèces et valeurs et le solde de chaque journée;

2° Des registres auxiliaires, destinés à présenter les développements propres à chaque nature de service;

3° Un sommaire récapitulatif, résumant ses opérations selon leur nature, et présentant sa situation complète et à jour.

224. Tout préposé à la perception des deniers coloniaux est tenu de procéder,

1° A l'enregistrement en toutes lettres, au rôle, état de produit, ou tout autre titre légal, quelle que soit sa dénomination ou sa forme, de la somme reçue et de la date du recouvrement;

2° A son inscription immédiate, en chiffres, sur son journal;

3° Et, sauf les exceptions prévues par les règlements, à la délivrance d'une quittance à souche.

225. Le contrôle des comptables supérieurs sur les agents qui leur sont subordonnés s'exerce par le visa des registres, la vérification de la caisse, l'appel des valeurs, des pièces justificatives et des divers éléments de leur comptabilité, et par tous les autres moyens indiqués par les règlements de chaque service.

La libération des comptables subordonnés s'opère par la représentation des récépissés du comptable supérieur, qui justi-

font le versement intégral des sommes qu'ils étaient tenus de recouvrer.

226. Chaque comptable ne doit avoir qu'une seule caisse, dans laquelle sont réunis tous les fonds appartenant à ses divers services. Il est responsable des deniers publics qui y sont déposés; en cas de vol ou de perte de fonds résultant de force majeure, il ne peut obtenir sa décharge qu'en produisant les justifications exigées par les règlements de son service, et en vertu d'une décision spéciale du ministre des finances rendue sur l'avis du ministre de la marine et des colonies, sauf recours au Conseil d'état.

227. Les écritures et les livres des comptables des deniers publics sont arrêtés, chaque année, le 30 juin; ils le sont également à l'époque de la cessation des fonctions des comptables.

228. La situation de leurs caisses et de leurs portefeuilles est vérifiée aux mêmes époques et constatée par un procès-verbal.

229. Les comptables coloniaux directement justiciables de la cour des comptes, ainsi que ceux qui sont provisoirement justiciables du conseil privé, rendent annuellement des comptes qui comprennent tous les actes de leur gestion et de celle de leurs subordonnés. La forme de ces comptes et les justifications à fournir par les comptables sont déterminées par les règlements et instructions.

230. Les comptes de gestion des comptables coloniaux justiciables de la cour des comptes sont contrôlés par l'ordonnateur et transmis par lui au ministère des finances par l'intermédiaire du ministère de la marine et des colonies.

Le ministère des finances les envoie à la cour des comptes.

Les comptes de gestion des autres comptables sont contrôlés par le directeur de l'intérieur et soumis par lui au conseil privé.

231. Les comptes de gestion annuels à rendre par les comptables sont divisés en deux parties: la première, applicable aux opérations complémentaires de l'exercice clos, effectuées pour les services de l'Etat depuis le 1^{er} juillet jusqu'à la clôture de cet exercice; la deuxième, comprenant dans les formes prescrites par les règlements et instructions, et avec les totaux de la première partie qui y sont rappelés, toutes les autres opérations effectuées par le comptable, du 1^{er} juillet au 30 juin.

232. La première partie des comptes annuels des trésoriers payeurs doit être dressée par eux, contrôlée par l'ordonnateur,

et adressée au ministre des finances, dans le mois qui suit la clôture de chaque exercice :

La seconde partie doit être expédiée dans le courant du mois de juillet de chaque année.

233. Les comptes de gestion des comptables doivent présenter :

1° Le tableau des valeurs existant en caisse et en portefeuille, ainsi que la situation du comptable envers le trésor et envers ses correspondants, à l'époque où commence la gestion annuelle ;

2° Les recettes et dépenses de toute nature effectuées pendant le cours de cette gestion ;

3° Enfin, la situation du comptable et le montant des valeurs qui se trouvent dans sa caisse et dans son portefeuille à l'époque où se termine la gestion.

234. Tous les comptables sont responsables du recouvrement des droits liquidés sur les redevables, et dont la perception leur est confiée.

Ils sont chargés, dans leurs écritures et dans leurs comptes annuels, de la totalité des rôles ou des états de produits qui constatent le montant de ces droits, et ils doivent justifier de leur entière réalisation avant l'expiration de l'année qui suit celle à laquelle les droits se rapportent, sauf les décharges régulières qu'ils auront obtenues, selon les règlements relatifs à chaque nature de contributions.

235. Les comptables peuvent obtenir la décharge de leur responsabilité en justifiant qu'ils ont pris toutes les mesures et fait en temps utile toutes les poursuites et diligences nécessaires contre les redevables et débiteurs.

236. Les receveurs généraux et les receveurs particuliers des contributions sont tenus, sauf leur recours contre les percepteurs, de verser au trésor colonial, de leurs deniers personnels, le 31 décembre de chaque année, les sommes qui n'auraient pas été recouvrées sur les rôles des contributions directes de l'année précédente ou qui n'auraient pas été admises en non-valeurs ; conformément aux règlements relatifs à ce service :

237. A l'égard des perceptions autres que les contributions directes, chaque comptable dresse, avant l'expiration de l'exercice, le relevé des articles non recouverts, indiquant, pour chaque article, les motifs du défaut de recouvrement. Il joint, s'il y a lieu, les pièces à l'appui :

238. Les relevés et pièces à l'appui mentionnés à l'article

précédent sont envoyés par les comptables à leurs chefs de service, qui établissent, par comptable, un bordereau des sommes dont le comptable devra être déchargé, un autre de celles qui devront être mises à sa charge, un troisième de celles qui seront susceptibles d'un recouvrement ultérieur.

Le bordereau des sommes à admettre en non-valeurs et celui des sommes mises à la charge des comptables sont soumis aux gouverneurs en conseil privé. Le ministre de la marine et des colonies, après avoir pris l'avis du ministre des finances, statue sur les cas de responsabilité, sauf pourvoi par-devant le Conseil d'état.

239. En ce qui concerne les droits constatés dans les colonies au profit de l'État, il est dressé par les trésoriers payeurs, aux mêmes époques et dans des formes analogues, des états ou relevés spéciaux.

Ces états ou relevés sont également soumis aux gouverneurs en conseil privé. Le ministre des finances statue sur les cas de responsabilité, sauf pourvoi par-devant le Conseil d'état.

240. Le montant des droits et produits appartenant à l'État ou aux colonies, tombés en non-valeurs ou à porter en reprise, figure distinctement dans les comptes des comptables, et il en est justifié soit à la cour des comptes, soit au conseil privé.

241. Les comptables en exercice versent dans leurs caisses le montant des droits dont ils ont été déclarés responsables.

S'ils sont hors de fonctions, le recouvrement en est poursuivi contre eux, à la diligence de l'ordonnateur, s'il s'agit de deniers de l'État, et à la diligence du directeur de l'intérieur, s'il s'agit de deniers coloniaux, sans préjudice de l'action de l'agent judiciaire du trésor.

242. Lorsque les comptables ont soldé de leurs deniers personnels les droits dus par les redevables ou débiteurs, ils demeurent subrogés dans tous les droits du trésor public ou du trésor colonial.

243. Le mode de poursuites relatif à chaque nature d'impôts, le tarif des frais et l'organisation des agents de poursuites, sont déterminés par des arrêtés des gouverneurs rendus en conseil privé.

Ces arrêtés sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies, qui statue après avoir pris l'avis du ministre des finances.

244. Chaque préposé n'est comptable que des actes de sa gestion personnelle.

En cas de mutation, le compte de l'année est divisé suivant la durée de la gestion des différents titulaires, et chacun d'eux rend séparément, à l'autorité compétente, le compte des opérations qui le concernent.

245. Chaque comptable directement justiciable de la cour des comptes est responsable des opérations de ses subordonnés qu'il a rattachées à sa gestion personnelle.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas à la portion des recettes des comptables subordonnés dont il n'a pas dépendu du comptable justiciable de la cour des comptes de faire effectuer le versement ou l'emploi.

246. Lorsque les irrégularités sont constatées dans le service d'un comptable subordonné, le comptable supérieur prend ou provoque envers lui les mesures prescrites par les règlements. Il est même autorisé à le suspendre immédiatement de ses fonctions, et à le faire remplacer par un gérant provisoire à sa nomination, en donnant avis de ces dispositions à l'autorité administrative.

L'application de ces mesures aux préposés de l'enregistrement et des postes appartient aux agents administratifs chargés de la surveillance de ces services.

247. Lorsqu'un comptable a couvert de ses deniers le déficit de ses subordonnés, il demeure subrogé à tous les droits du trésor colonial ou métropolitain sur le cautionnement, la personne et les biens du comptable reliquataire.

TITRE HUITIÈME.

ATTRIBUTIONS DU CONTRÔLE COLONIAL EN CE QUI TOUCHE LE SERVICE FINANCIER DES COLONIES.

248. Sont abrogées les dispositions d'après lesquelles le contrôleur colonial était tenu,

D'enregistrer et de viser les ordres de versement et toutes les pièces à la décharge des trésoriers;

De recevoir les cautionnements pour l'exécution des marchés, adjudications, fermages et régies, et de concourir à la réception de ceux qui doivent être fournis par les divers fonctionnaires ou agents de la colonie;

D'exercer les poursuites, par voie administrative et judi-

ciaire, contre les débiteurs de deniers publics, les fournisseurs, entrepreneurs et tous autres qui ont passé des marchés avec le Gouvernement, de faire établir tout séquestre, prendre toutes hypothèques sur leurs biens, en donner mainlevée lorsque les débiteurs se sont libérés, et défendre à toutes demandes formées par les comptables;

De donner des ordres aux inspecteurs et vérificateurs des administrations financières.

249. Le contrôleur colonial ne tient, en ce qui regarde les actes financiers, que les écritures et les enregistrements nécessaires pour assurer la vérification préalable des liquidations concernant les dépenses métropolitaines et les dépenses locales.

250. Le contrôleur colonial a le droit de se faire donner communication, sans déplacement, de tous documents, écritures, correspondances; il peut vérifier toutes les caisses et écritures des agents du service financier aux colonies sans concours ni autorisation préalable.

Il donne avis de ses vérifications à l'ordonnateur.

251. Il constate par procès-verbaux tous déficit en deniers, valeurs et matières, et toutes infractions aux lois, règlements, décrets, décisions et arrêtés concernant l'administration financière de la colonie.

Lorsque ces procès-verbaux intéressent la gestion des comptables ou la portion du service financier des colonies qui est dirigée par le ministre des finances, il en adresse immédiatement copie à ce ministre.

252. Dans les cas urgents, et s'il y a péril pour les intérêts du trésor colonial ou métropolitain, pour ceux des communes, hospices et autres établissements publics, le contrôleur colonial peut fermer provisoirement les mains aux comptables et prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation des deniers et valeurs.

Il en réfère au gouverneur de la colonie, et transmet immédiatement la copie de ses procès-verbaux aux deux ministres de la marine et des colonies, et des finances.

253. Le contrôleur colonial conserve, en ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent, toutes les attributions relatives au service financier des colonies qui lui sont conférées par les lois, règlements et instructions.

TITRE NEUVIÈME.

CORRESPONDANCE DES DEUX MINISTRES DE LA MARINE ET DES COLONIES, ET DES FINANCES, AVEC LES AGENTS DU SERVICE FINANCIER DES COLONIES.

254. Le ministre des finances correspond avec l'ordonnateur pour tout ce qui concerne la portion du service financier de la colonie qui est placée dans ses attributions, et avec le trésorier payeur pour tout ce qui touche son service et celui de ses subordonnés.

255. La correspondance reçue et écrite entre les colonies et le ministre des finances passe sous les yeux des gouverneurs.

Toutefois, les trésoriers peuvent, par exception, correspondre directement avec le ministre des finances; dans ce cas, ils remettent copie de leurs lettres aux gouverneurs.

256. Toute la correspondance adressée des colonies au ministre des finances passe sous les yeux des gouverneurs et du ministre de la marine et des colonies.

Toute la correspondance adressée aux colonies par le ministre des finances est transmise par les soins du ministre de la marine et des colonies, qui en prend connaissance, l'adresse aux gouverneurs, et donne avis de cette expédition au département des finances.

257. Toute la portion de la correspondance du ministre de la marine et des colonies avec les établissements coloniaux, qui dispose d'une manière générale et réglementaire au sujet du service financier de ces établissements, est communiquée, avant d'être expédiée, au ministre des finances.

TITRE DIXIÈME.

DISPOSITIONS DIVERSES.

258. Le ministre des finances est consulté sur tous les règlements relatifs au service de la perception des droits et produits appartenant aux colonies, et, en général, sur tous les règlements relatifs à l'organisation administrative et à l'exécution des services financiers des colonies.

259. Les fonctions de l'agent comptable des fonds du service intermédiaire des colonies à Paris sont supprimées.

Toutefois, cet agent est chargé de compléter les opérations relatives à l'exercice 1855.

260. Des arrêtés des gouverneurs détermineront celles d'entre les fonctions spécifiées au présent décret qui, selon l'importance relative des services, pourraient être réunies dans les mêmes mains.

Dans les colonies où il n'existe pas de conseil général, les attributions de ce conseil seront confiées au conseil privé ou au conseil de gouvernement et d'administration.

261. Le présent décret est applicable à tous les établissements coloniaux, à partir du 1^{er} janvier 1856.

262. Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

263. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies et notre ministre secrétaire d'état au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la
marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 3128. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant création de trois Régiments
de Tirailleurs algériens.*

Du 10 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 mars 1831, l'ordonnance du 7 décembre 1841 (1),
l'arrêté du 31 octobre 1848 (2), et les décrets des 13 février 1852 (3),
9 mars 1854 (4) et 9 janvier 1855 (5).

(1) 1^{re} série, Bull. 869, n° 9733.

(2) 1^{re} série, Bull. 91, n° 868.

(3) 1^{re} série, Bull. 493, n° 3697.

(4) 1^{re} série, Bull. 149, n° 1240.

(5) 1^{re} série, Bull. 258, n° 2303.

Considérant qu'il importe de constituer définitivement, sur des bases solides et homogènes, l'infanterie indigène de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé trois régiments de tirailleurs algériens.

Chacun de ces régiments aura trois bataillons de six compagnies et sera composé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Ces régiments prendront les numéros 1, 2 et 3. Le premier sera formé dans la province d'Alger, le second dans la province d'Oran, et le troisième dans la province de Constantine.

3. Toutes les dispositions qui régissent les bataillons de tirailleurs indigènes seront appliquées aux régiments de tirailleurs algériens. Seulement, l'avancement aux grades de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine, au lieu de s'effectuer sur l'ensemble des bataillons, s'opérera par régiment.

4. Par dérogation à l'article 34 de l'ordonnance du 16 mars 1838 (1), les emplois qui viendront à vaquer, par suite de la réorganisation de l'infanterie indigène de l'Algérie, seront donnés à l'avancement des militaires des corps où la vacance se sera produite.

5. Les six bataillons de tirailleurs indigènes et le régiment de tirailleurs algériens, actuellement existants, seront licenciés et leurs éléments fondus dans les trois nouveaux régiments de tirailleurs algériens.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Octobre 1855.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé **VAILLANT.**

(1) 11^e série, Bull. 566, n° 7344.

Composition et effectif d'un régiment de tirailleurs algériens.

			OFFICIERS.		TROUPE.		
			Français.	Indigènes.	Français.	Français et indigènes.	Indigènes.
ÉTAT-MAJOR.							
Colonel.....			1	"	"	"	"
Lieutenant-colonel.....			1	"	"	"	"
Chefs de bataillon.....			3	"	"	"	"
Major.....			1	"	"	"	"
Capitaines {	adjutants-majors.....		3	"	"	"	"
	trésorier.....		1	"	"	"	"
	d'habillement.....		1	"	"	"	"
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....			1	"	"	"	"
Sous-lieutenant porte-aigle.....			1	"	"	"	"
Médecin-major.....			1	"	"	"	"
Médecins aides-majors.....			2	"	"	"	"
PETIT ÉTAT-MAJOR.							
Adjutants sous-officiers.....			"	"	3	"	"
Sergent-major clairon.....			"	"	1	"	"
Caporaux..	sapeurs.....		"	"	1	"	"
	tambours ou clairons.....		"	"	3	"	"
Soldats....	sapeurs.....		7	"	12	"	"
	clairons musiciens.....		"	"	20	"	"
	Chef armurier.....		"	"	1	"	"
	Sergent-major yaghemestre.....		"	"	1	"	"
	fourrier.....		"	"	1	"	"
Sergents..	premier secrétaire du trésorier.....		"	"	1	"	"
	garde-magasin.....		"	"	1	"	"
	deuxième secrétaire du trésorier.....		"	"	1	"	"
	secrétaire de l'officier d'habillement.....		"	"	1	"	"
Compagnie hors rang.	Caporaux..	premier secrétaire de l'adjoint au trésorier.....	"	"	1	"	"
		chargé des détails de l'infanterie.....	"	"	1	"	"
		conducteur des équipages.....	"	"	1	"	"
		premier ouvrier armurier.....	"	"	1	"	"
		secrétaire du colonel.....	"	"	1	"	"
		secrétaire du major.....	"	"	1	"	"
		troisième secrétaire du trésorier.....	"	"	1	"	"
Soldats..		deuxième secrétaire de l'adjoint au trésorier.....	"	"	1	"	"
		ouvriers empaquiers.....	"	"	4	"	"
		conducteurs de mulets.....	"	"	4	"	"
Compagnie.	Capitaines.....		1	"	"	"	"
	Lieutenant.....		1	1	"	"	"
	Sous-lieutenant.....		1	1	"	"	"
	Sergent-major.....		"	"	1	"	"
	Sergents.....		"	"	2	"	4
	Sergent-fourrier.....		"	"	1	"	"
	Caporaux.....		"	"	2	"	3
	Tambours et clairons.....		"	"	"	3	"
	Soldats.....		"	"	5	"	195
	Enfant de troupe.....		"	"	1	"	"
Complet régimentaire.	État-major.....		16	"	"	"	"
	Petit état-major et compagnie hors rang.....		54	36	63	"	"
	Dix-huit compagnies.....		54	36	216	54	3,726
TOTAL.....			70	36	278	54	3,726
			4,165				

N° 3129. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 49 Cessions
de Brevets d'invention.

Du 20 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 avril 1855, faite, suivant acte en date du 7 mars même année, au sieur Adolphe Boche fils, fabricant d'ustensiles de chasse, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n° 45, par le sieur Boche père, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 octobre 1853, pour un système de capsule à tige, applicable aux cartouches des fusils se chargeant par la culasse.

2° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 avril 1855, faite, suivant acte en date du 13 février, même année, à la société Hutchinson, Henderson et compagnie, dont le siège est à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 62, par le sieur Goodyear, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 28 décembre 1853, pour l'application à divers usages des étoffes de caoutchouc et de matières filamenteuses, soit seules, soit plaquées sur des étoffes de caoutchouc ou autres plus grossières et plus consistantes.

3° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 avril 1855, faite, suivant acte en date du 29 mars, même année, aux sieurs Charles-Marie-Joseph Deslors, demeurant à Paris, rue Lafitte, n° 7, et Jacques Loir Montgazon, demeurant aussi à Paris, rue Charlot, n° 57, par le sieur Subtil, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 28 juillet 1854, pour un procédé pour la production et la carbonation du gaz de tourbe.

4° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 avril 1855, faite, suivant acte en date du 9 février, même année, au sieur Edmond-Émile-Honoré Heurtault, négociant, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 33, par le sieur Lemoine, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 19 octobre 1853, pour un papier hydrofuge et aérofuge.

5° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 11 avril 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, aux sieurs Pierre-François Gilhier, négociant, à Saint-Étienne, place Royale, n° 27, et Jean-Louis Micodon, négociant, demeurant à la Richelandière, commune d'Outrefurens, par le sieur Caillot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 6 avril 1854, pour une machine à couper le velours, après fabrication. (Cette cession ne confère aux sieurs

Gillier et Micolon le droit exclusif d'exploitation qu'en ce qui concerne seulement le coupage de toutes espèces de velours autres que ceux fabriqués par le moyen de métiers à la Jacquard.)

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 13 avril 1855, faite, suivant acte en date du 11 dudit mois, au sieur Pierre-Antoine Dard, mécanicien, demeurant à Troyes, place de la Bonneterie, par le sieur Pignière, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et refoulante dite *Africaine*. (Cette cession ne confère au sieur Dard le droit exclusif d'exploitation que dans le département de Seine-et-Oise.)

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, le 17 avril 1855, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudication en date du 5 dudit mois, au profit de la société Toupillier et compagnie, dont le siège est à Sainte-Geneviève, canton de Noailles, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1846, par la société Lesieur, Taveaux et compagnie pour des procédés de fabrication mécanique des montants d'éventails. (Les droits du sieur Bault à exploiter le brevet, concurremment avec la société, dans le département de l'Oise seulement, lui sont expressément réservés.)

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 22 mars, même année, au sieur François Piau, boulanger, et à dame Anne Rouzay, son épouse, demeurant à Sèvres (Seine-et-Oise), Grande-Rue, n° 104, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec être mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux époux Piau le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Sèvres.)

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 22 mars, même année, au sieur François Piau, boulanger, et à dame Anne Rouzay, son épouse, demeurant à Sèvres (Seine-et-Oise), Grande-Rue, n° 104, par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux époux Piau le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Sèvres.)

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 30 mars, même année, aux sieurs Jules-François Didelot, banquier, et Étienne-Louis-Auguste Cheval, agréé au tribunal de commerce de Saint-Dizier, demeurant tous deux à Saint-Dizier (Haute-Marne), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec être mobile ou reposant sur une

plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson ; le tout formant une système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Didelot et Cheval le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des arrondissements de Mézières, Rethel, Rocroi et Sedan (Ardennes).)

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 30 mars, même année, aux sieurs Jules-François Didelot, banquier, et Étienne-Louis-Auguste Cheval, agréé au tribunal de commerce de Saint-Dizier, demeurant tous deux à Saint-Dizier (Haute-Marne), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Didelot et Cheval le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue des arrondissements de Mézières, Rethel, Rocroi et Sedan (Ardennes).)

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 30 mars, même année, au sieur Louis-Charles-François-Auguste Nivoix-Banquet, négociant, demeurant à Vouziers (Ardennes), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson ; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Nivoix-Banquet le droit exclusif d'exploitation que dans l'arrondissement de Vouziers.)

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1855, faite, suivant acte en date du 30 mars, même année, au sieur Louis-Charles-François-Auguste Nivoix-Banquet, négociant, demeurant à Vouziers (Ardennes), par la société Lesobre, Ménard et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont elle est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Nivoix-Banquet le droit exclusif d'exploitation que dans l'arrondissement de Vouziers.)

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, le 18 avril 1855, faite, suivant acte en date du 16 janvier, même année, aux sieurs Joseph Lenoir, serrurier, et Louis-Vincent Berger, ébéniste, demeurant tous deux à Moulins, par le sieur Cairol, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 septembre 1846, pour un système de fermeture de magasins, boutiques, croisées, etc. (Cette cession ne confère aux sieurs Lenoir et Berger le droit exclusif d'exploitation que dans l'arrondissement de Moulins (Allier).)

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 29 avril 1855, faite, suivant acte en date dudit jour, au sieur Napoléon Michaux, fabricant de pompes, demeurant à Troyes, place du Préau, par le sieur Pignière, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et refoulante dite *Africaine*. (Cette cession ne confère au sieur Michaux le droit exclusif d'exploitation que dans le département de l'Aube.)

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 20 avril 1855, telle qu'elle résulte d'une sentence arbitrale en date du 2 février 1847, et d'un arrêt de la cour royale d'Amiens, en date du 25 dudit mois, au profit du sieur Pierre-Auguste Bor, pharmacien, demeurant à Amiens, du brevet d'invention de quinze ans délivré, le 29 décembre 1843, au sieur Autier, pour un genre de charpie qu'il nomme *charpie-vierge*.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 20 avril 1855, telle qu'elle résulte d'une sentence arbitrale en date du 2 février 1847, et d'un arrêt de la cour royale d'Amiens, en date du 25 dudit mois, au profit du sieur Pierre-Auguste Bor, pharmacien, demeurant à Amiens, du brevet d'invention de quinze ans délivré, le 28 septembre 1844, au sieur Autier, pour un tissu destiné au pansement de toutes les maladies chirurgicales.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 avril 1855, faite, suivant acte en date du 4 dudit mois, au sieur Louis-Henri Gauthier, demeurant à Paris, rue de Trévise, n° 43, par le sieur Jourdan Gozzarino, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 avril 1854, pour perfectionnements apportés aux chandelles.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1855, faite, suivant acte en date du 28 janvier, même année, au sieur Charles Flippa, demeurant à Paris, rue Richer, n° 44, par le sieur Dugléré, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1852, par le sieur Bellesanne, dont il est cessionnaire, pour un système de vidange des fosses d'aisances. (Cette cession ne confère au sieur Flippa le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement du Havre (Seine-Inférieure).)

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1855, faite, suivant acte en date du 3 dudit mois, au sieur Victor-Amédée de Piellat, demeurant à Paris, cité Bergère, n° 1, par le sieur Flippa, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris, le 7 mai 1852, par le sieur Bellesanne, dont il est cessionnaire, pour un système de vidange des fosses d'aisances. (Cette cession ne confère au sieur de Piellat le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement du Havre (Seine-Inférieure).)

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1855, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, aux sieurs Eugène Cybaud, Dura-Legend, et François-Victor Meunier, négociants, demeurant à Sedan, par les sieurs Didelet et Cheval de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec être mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre rég-

lateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs Cybard, Dars-Logrand et Meurant, le droit exclusif d'exploitation que dans les arrondissements de Mézières, Reibel, Rocroi et Sedan (Ardennes).)

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1855, faite, suivant acte en date du 2 dudit mois, aux sieurs Eugène Cybard, Dars-Legrand, et François-Victor Meurant, négociants, demeurant à Sedan, par les sieurs Didelot et Cheval, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs Cybard, Dars-Legrand et Meurant le droit exclusif d'exploitation que dans les arrondissements de Mézières, Reibel, Rocroi et Sedan (Ardennes).)

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 27 avril 1855, faite, suivant acte en date du 17 dudit mois, au sieur Nicolas-Edouard Doué, négociant, demeurant à Saint-Martin-ès-Vignes, rue de la Cité n° 18, par le sieur Lucie-Villiard, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mai 1854, pour la fabrication sur tous les métiers circulaires, de tricots ayant une chaîne en caoutchouc, et pour la confection, avec ces mêmes tricots, de tous les vêtements à usage d'hommes, femmes et enfants. (La présente cession confère au sieur Doué le droit d'exploitation exclusive, dans le département de l'Aube seulement, en ce qui concerne la fabrication des robottes d'enfants, des caleçons de bain et des calottes, excepté la calotte militaire, et le droit d'exploitation, concurremment avec lui, cédant, toujours dans le département de l'Aube seulement, en ce qui concerne la fabrication des camisoles, brassières et bouts de manches.)

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, le 30 avril 1855, telle qu'elle résulte d'un acte d'adjudication en date des 24, 29 mars et 26 avril, même année, au profit du sieur Étienne-Camille Baiguol, négociant, demeurant à Limoges, route de Paris, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1854, par le sieur Brocchi, pour une machine à fabriquer les boutons dits de porcelaine et de toutes autres matières compressibles.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 21 février, même année, au sieur Pierre Prost, boulanger, demeurant à Landerneau, par le sieur d'Haurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Prost le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Landerneau.)

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 21 février même année, au sieur Pierre Prost, boulanger, demeurant à Landerneau, par le sieur d'Haurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le

11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Rolland le droit exclusif d'exploitation que dans le canton de Landerneau.)

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 4 mars, même année, au sieur Jean Droual, négociant, à Vannes, par le sieur d'Hurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère au sieur Droual le droit exclusif d'exploitation que dans les deux cantons de Vannes (Morbihan).)

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 4 mars, même année, au sieur Jean Droual, négociant à Vannes, par le sieur d'Hurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère au sieur Droual le droit exclusif d'exploitation que dans les deux cantons de la ville de Vannes (Morbihan).)

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 7 avril, même année, aux sieurs A. Le Diberder, Chanceaulme et Laplume, négociants, demeurant à Quimperlé, par le sieur d'Hurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile, ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux sieurs A. Le Diberder, Chanceaulme et Laplume, le droit exclusif d'exploitation que dans les deux cantons de Lorient, ceux de Port-Louis, d'Hennebont et de Pont-Scorff, dans le département du Morbihan, et dans celui de Quimperlé, dans le département du Finistère.)

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, le 1^{er} mai 1855, faite, suivant acte en date du 7 avril, même année, aux sieurs A. Le Diberder, Chanceaulme et Laplume, négociants, demeurant à Quimperlé, par le sieur d'Hurle, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux sieurs A. Le Diberder, Chanceaulme et Laplume le

droit exclusif d'exploitation que dans les deux cantons de Lorient, ceux de Port-Louis, d'Hennebon et de Pont-Scorff, dans le département du Morbihan et dans celui de Quimperlé, dans le département du Finistère.)

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 mai 1855, faite, suivant acte en date du 25 avril, même année, au sieur Louis-Adolphe Pion, fabricant de poterie d'étain, demeurant à Paris, rue Beaubourg, n° 81, par le sieur Le Mièrre, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 juin 1849, pour un appareil injecteur à jet continu dit *hydronore Le Mièrre à parachute*, etc.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 mai 1855, faite, suivant acte en date du 20 avril, même année, au sieur Louis-Alfred Rivière, commis banquier, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 30, par le sieur Duméry, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} décembre 1854, pour un appareil chargeur distillateur destiné à empêcher la formation de la fumée. (Cette cession ne confère au sieur Rivière que le droit d'exploitation du brevet, autant que cette exploitation ne s'appliquera qu'aux chaudières de machines à vapeur fixes du département de la Seine, spécifiées dans l'ordonnance de police du 11 novembre 1854 et à tous les foyers industriels également fixes du département de la Seine.)

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 mai 1855, faite, suivant acte en date des 12 et 15 mars, même année, au sieur Stanislas-Tranquille-Modeste Sorel, demeurant à Paris, rue de Lancry, n° 10, par les sieurs Lhuillier (Cb.) et compagnie, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 5 janvier 1852, pour peinture chimique ou procédés pour la préparation des couleurs et peintures à l'oxyde de zinc.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 mai 1855, faite, suivant acte en date des 12 et 15 mars, même année, au sieur Théodore Lalement, médecin-dentiste, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 62, par le sieur Sorel, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1852, par les sieurs Lhuillier (Cb.) et compagnie, dont il est cessionnaire, pour peinture chimique ou procédés pour la préparation des couleurs et peintures à l'oxyde de zinc.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, le 16 mai 1855, faite, suivant acte en date du 28 mars, même année, au sieur Nicolas-Aubry Coppeaux, marchand mercier, demeurant à Château-Thierry, Grande-Rue, n° 48, par le sieur Laurent, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont il est cessionnaire, conjointement avec ledit sieur Aubry Coppeaux, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avecâtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustible de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession confère au sieur Aubry-Coppeaux seul le droit exclusif d'exploitation dans l'arrondissement de Château-Thierry.)

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, le 16 mai 1855, faite, suivant acte en date du 28 mars, même année, au sieur Nicolas-Aubry Coppeaux, marchand mercier, demeurant à Château-Thierry, Grande-Rue, n° 48, par le sieur Laurent, de ses droits au brevet d'in-

vention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Molland, dont il est cessionnaire, conjointement avec ledit sieur Aubry-Coppeaux, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession confère au sieur Aubry-Coppeaux seul le droit exclusif d'exploitation dans l'arrondissement de Châteaun-Thierry.)

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, le 18 mai 1855, faite, suivant acte en date du 15 dudit mois, aux sieurs Simon-Alexandre Lorchat, chaudronnier, et François Eugène Agisson, plombier, tous deux demeurant à Melun, par le sieur Pigaitre, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 octobre 1848, pour une pompe aspirante et refoulante, dite *Africaine*. (Cette cession ne confère aux sieurs Lorchat et Agisson le droit exclusif d'exploitation que dans le département de Seine-et-Marne.)

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 mai 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, à la société de l'électro-tissage, établie à Turin, par le sieur Bonelli, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans, qu'il a pris, le 18 août 1853, pour des métiers électriques ou des perfectionnements apportés, par l'application de l'électricité, aux métiers pour tisser les étoffes façonnées et particulièrement à ceux dits à la tire, à haute ou basse lice, et à la Jacquard.

39° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, le 23 mai 1855, faite, suivant acte en date du 31 mars, même année, à la société Mocquard et compagnie, dont le siège est à Autun, par le sieur Simoneau fils, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 janvier 1845, pour un système de four à chaux à chauffe continue au bois ou à la houille. (Cette cession ne confère à la société le droit exclusif d'exploitation que dans l'étendue de l'arrondissement d'Autun.)

40° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 23 mai 1855, faite, suivant acte en date du 3 février, même année, au sieur André Charavay, fabricant de tuiles, demeurant à Écully, lieu des Trois-Renards, par les sieurs Robelin et Arbey, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 24 novembre 1853, pour un système de tuile. (Cette cession ne confère au sieur Charavay le droit exclusif d'exploitation que dans les départements de l'Ain, de l'Isère, du Rhône et de Saône-et-Loire.)

41° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 mai 1855, faite, suivant acte en date du 10 mars 1853, à la société Datchy, Wable et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 12, par le sieur Datchy, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1852, pour des perfectionnements apportés dans les procédés de vidange des fosses.

42° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 mai 1855, faite, suivant acte en date du 10 mars 1853, à la société Datchy, Wable et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 12, par le sieur Datchy, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1852, pour une disposition de pompe à double effet, applicable à diverses branches d'industrie.

43° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département

de Saône-et-Loire, le 29 mai 1855, faite, suivant acte en date du 23 avril, même année, au sieur François Jobard, tuilier, demeurant à Meursault, arrondissement de Beaune, par le sieur Arbey, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1844, par le sieur Robelin, dont il est cessionnaire, pour un système de toiles. (Cette cession ne confère au sieur Jobard le droit exclusif d'exploitation que dans le département de la Côte-d'Or, et dans les cantons de Châlon-sur-Saône.)

44° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 29 mai 1855, faite, suivant acte en date du 19 décembre 1854, au sieur Pierre-Émile Eyquem, directeur de la compagnie d'assurances l'*Eugénie*, demeurant à Bordeaux, quai de Bourgogne, n° 2, par le sieur Delpech aîné, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 avril 1852, pour une pompe à la fois aspirante et foulante, dite *pompe Castraise*. (Cette cession ne confère au sieur Eyquem le droit exclusif d'exploitation que dans les départements de la Charente, de la Charente-inférieure, la Dordogne, la Gironde, les Landes et les Basses Pyrénées.)

45° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 31 mai 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Jean-Baptiste Manceaux, boulanger, et à dame Marguerite-Élisa Bouchard, son épouse, demeurant à Reims, esplanade Cérés, n° 21, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un four circulaire propre à la cuisson du pain, etc. avec âtre mobile ou reposant sur une plaque tournante, avec foyer indépendant et tuyaux répandant la chaleur en dessous, sur les côtés et au-dessus de la partie destinée à la cuisson; le tout formant un système complet d'économie de temps et de combustibles de toute nature, avec un thermomètre régulateur de la température, ou indicateur de la température. (Cette cession ne confère aux époux Manceaux le droit exclusif d'exploitation que dans l'arrondissement de Reims.)

46° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 31 mai 1855, faite, suivant acte en date du 7 dudit mois, au sieur Jean-Baptiste Manceaux, boulanger, et à dame Marguerite-Élisa Bouchard, son épouse, demeurant à Reims, esplanade Cérés, n° 21, par les sieurs Guillaumet et Girardin, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie ou autre, d'une mise facile à mettre en mouvement, et offrant tous les avantages de simplicité, d'économie et de propreté désirables. (Cette cession ne confère aux époux Manceaux le droit exclusif d'exploitation que dans l'arrondissement de Reims.)

47° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 juin 1855, faite, suivant acte en date du 5 avril, même année, au sieur Louis Liesching, négociant, demeurant à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 28, par le sieur Torasse, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1849, par le sieur Nuty, dont la société Liesching était cessionnaire, pour un genre de mosaïque, dite *mosaïque Nuty*.

48° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1855, faite, suivant acte en date du 2 avril, même année, au sieur Janssens Werbeyst, demeurant à Bruxelles, par le sieur Dela-

roche, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1852, par le sieur Luzarche, dont il est cessionnaire, pour un appareil de chauffage par le gaz. (Par cet acte, le sieur Delaroche cède au sieur Janssens Werbeyst, pour les deux tiers, les droits au brevet dans les quatre départements d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher et de l'Yonne, se réservant ces droits pour un tiers, dans ces mêmes départements, et pour la totalité dans le département de Maine-et-Loire.)

49° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 26 juin 1855, faite, suivant acte en date du 8 mars, même année, au sieur Jean Fau, négociant, demeurant à Bordeaux, quai des Chartrons, n° 3, par le sieur Malineau, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 décembre 1851, pour des vases, boîtes, flacons et bouteilles en verre, porcelaine et faïence, ainsi que pour des bouchons diaphanes, formant un système de bouchage à haute pression applicable aux conserves alimentaires susceptibles de passer à l'ébullition et aux liquides affranchis de cette opération. (Cette cession ne confère au sieur Fau le droit exclusif d'exploitation qu'en ce qui concerne la fabrication des bocaux, flacons et autres vases servant à la conservation des prunes sèches, figues et raisins secs.)

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 20 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 340.

N° 3130. — DÉCRET IMPÉRIAL qui permet d'élever des Constructions, de toute nature, le long des Allées marines, dans la 2^e zone de Servitudes de la Place de Bayonne.

Du 30 Juin 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853 (1), relativement au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Par exception aux dispositions de l'article 8 du décret réglementaire du 10 août 1853, il est permis d'élever, le long des allées marines, dans la deuxième zone de servitudes de la place de Bayonne, des constructions de toute nature, à la seule condition que la hauteur des maçonneries ou du dernier plancher des maisons ne dépassera pas treize mètres de hauteur, c'est-à-dire la cote 60. 00 du plan de nivellement de la place.

2. Par exception aux dispositions de l'article 27 du même décret, les propriétaires de ces constructions sont dispensés de souscrire la soumission de démolition spécifiée audit article.

3. Les limites du polygone exceptionnel accordé en vertu de l'article précédent seront celles figurées sur le plan de bor-

(1) Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

nage des zones de servitudes de la place, qui a été déposé à la mairie de Bayonne, et marquées sur le terrain à l'aide de bornes.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Juin 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 3131. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Cadres du personnel de la Police des villes régies par l'article 50 de la loi du 5 mai 1855.*

Du 26 Septembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 50 de la loi du 5 mai 1855;

Vu le décret du 10 mai 1852 (1) et les tableaux de population y annexés;

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII (2);

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII, qui détermine le nombre des commissaires de police proportionnellement à la population;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Dans les villes d'Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux, Caen, Lille, Limoges, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Rouen, Strasbourg et Toulouse, les cadres du personnel affecté aux services de police dont le préfet est investi sont fixés conformément aux tableaux annexés au présent décret.

2. Les employés et agents de tout ordre seront nommés et

(1) 2^e série, Bull. 533, n° 4091.

(2) III^e série, Bull. 33, n° 214.

commissionnés par le préfet, et prêteront serment entre ses mains.

3. Le maire, pour les attributions de police dont il reste chargé, aura sous son autorité le commissaire central, qui transmettra ses ordres aux divers fonctionnaires et agents de la police, et qui en assurera l'exécution.

4. Les dispositions relatives à l'organisation et aux détails du service, au costume, à l'armement, seront réglées par des arrêtés préfectoraux, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 Septembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

TABLEAU portant règlement du cadre de la police des villes régies par l'article 50 de la loi du 5 mai 1855.

VILLE D'AMIENS.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;

Le commissaire central ;

4 commissaires de police ;

3 inspecteurs de police, y compris l'inspecteur des postes.

Agents de police. { 1 sous-inspecteur ;
7 agents de police ;

Sergents de ville. { 5 brigadiers ;
15 sergents de ville.

VILLE D'ANGERS.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;

Le commissaire central ;

3 commissaires de police ;

4 secrétaires attachés au commissaire central et aux trois commissaires de police ;

Sergents de ville. { 4 brigadiers ;
12 sergents de ville ;

1 inspecteur de police.

VILLE DE BESANÇON.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;

Le commissaire central;

3 commissaires de police;

2 inspecteurs de police.

Sergents de ville. { 3 brigadiers;
12 sergents de ville.

VILLE DE BORDEAUX.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;

Le commissaire central;

12 commissaires de police;

13 secrétaires attachés au commissaire central et aux douze commissaires de police;

4 inspecteurs de police;

Agents de police. { 5 brigadiers;
15 agents de police;

Sergents de ville. { 6 brigadiers;
6 sous-brigadiers;
24 sergents de ville.

{ 1 chef;
1 sous-chef;
1 adjutant;

Garde municipale. { Gardes à cheval..... { 3 brigadiers;
12 gardes à cheval;
1 trompette.

{ Gardes à pied..... { 4 sergents;
3 caporaux;
40 gardes à pied;

Dépôt de sûreté.. { 1 gardien chef;
1 guichetier.

VILLE DE CANN.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;

Le commissaire central;

3 commissaires de police;

4 secrétaires attachés au commissaire central et aux trois commissaires de police.

Sergents de ville. { 2 brigadiers;
10 sergents de ville.

VILLE DE LILLE.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;

Le commissaire central ;
 6 commissaires de police ;
 6 secrétaires attachés aux six commissaires de police ;
 2 inspecteurs de police.

Agents de police. . { 1 brigadier ;
 6 agents de police ;
 5 brigadiers ;
 Sergents de ville. . { 5 sous-brigadiers ;
 19 sergents de ville.
 1 interprète juré.

VILLE DE LIMOGES.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 3 commissaires de police ;
 2 inspecteurs de police.

Sergents de ville . { 4 brigadiers ;
 20 sergents de ville.

VILLE DE MARSEILLE.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 18 commissaires de police ;
 19 secrétaires attachés au commissaire central et aux commissaires de police ;
 4 inspecteurs de police ;
 1 sous-inspecteur de police ;
 41 agents de police.

Sergents de ville . { 1 sergent-major ;
 1 sergent-fourrier ;
 5 sergents ;
 5 brigadiers ;
 115 sergents de ville.

1 concierge ;
 1 fourrier.

VILLE DE METZ.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 4 commissaires de police.
 2 inspecteurs de police.

Agents de police. . { 1 brigadier ;
 6 agents.
 3 brigadiers ;
 Sergents de ville. . { 14 sergents de ville.

XI^e Série.

41.

VILLE DE MONTPELLIER.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;
 Le commissaire central;
 3 commissaires de police;
 4 secrétaires attachés au commissaire central et aux trois commissaires de police;
 4 inspecteurs de police.
 Sergents de ville. { 4 brigadiers;
 12 sergents de ville.

VILLE DE NANCY.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;
 Le commissaire central;
 3 commissaires de police;
 1 inspecteur de police.
 Sergents de ville. { 2 brigadiers;
 3 sous-brigadiers;
 14 sergents de ville.

VILLE DE NANTES.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;
 Le commissaire central;
 8 commissaires de police;
 9 secrétaires attachés au commissaire central et aux huit commissaires de police;
 3 inspecteurs de police.
 Agents de police. { 3 sous-inspecteurs de police;
 3 brigadiers;
 3 sous-brigadiers;
 30 agents de police.
 1 sous-inspecteur de police;
 1 brigadier-chef;
 1 fourrier;
 Sergents de ville. { 7 brigadiers;
 7 sous brigadiers;
 70 sergents de ville;
 1 clairon.

VILLE DE NÎMES.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service;
 Le commissaire central;
 4 commissaires de police;
 2 inspecteurs de police.
 Sergents de ville. { 5 brigadiers;
 20 sergents de ville.

VILLE D'ORLÉANS.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 3 commissaires de police.

Sergents de ville . { 1 brigadier ;
 3 sous-brigadiers ;
 16 sergents de ville.

VILLE DE ROUEN.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 9 commissaires de police ;
 8 secrétaires attachés aux commissaires de police ;
 1 inspecteur de police.

Agents de police.. { 1 chef ;
 1 sous-chef ;
 14 agents.
 Sergents de ville.. { 1 chef ;
 1 sous-chef ;
 13 brigadiers ;
 52 sergents de ville.

VILLE DE STRASBOURG.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 6 commissaires de police ;
 7 secrétaires attachés au commissaire central et aux six commissaires de police ;
 2 inspecteurs de police.

Agents de police.. { 3 brigadiers ;
 9 agents de police.
 Sergents de ville.. { 6 brigadiers ;
 18 sergents de ville.

VILLE DE TOULOUSE.

Cadre du personnel.

Les employés de la préfecture, chargés de la direction du service ;
 Le commissaire central ;
 8 commissaires de police ;
 9 secrétaires attachés au commissaire central et aux huit commissaires de police ;
 4 inspecteurs de police.

Agents de police..	{	5 brigadiers ;
		15 agents ;
		9 brigadiers ;
Sergents de ville..	{	9 sous-brigadiers ;
		36 sergents de ville.

Vu pour être annexé au décret du 26 septembre 1855.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 3132. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Caisse de service de la Boulangerie de Paris à contracter un Emprunt.

Du 24 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les décrets des 27 décembre 1853 (1) et 7 janvier 1854 (2), relatifs à l'organisation d'une caisse de service de la boulangerie de Paris ;

Vu le décret du 18 janvier 1854 (3), qui a autorisé la caisse de service à emprunter, sous la garantie solidaire de la ville de Paris, la somme de vingt-quatre millions de francs, et à émettre des valeurs de crédit jusqu'à concurrence de ladite somme ;

Vu le décret du 20 janvier 1855 (4), qui a autorisé ladite caisse à emprunter, sous la même garantie, une somme de six millions de francs, et à émettre des valeurs de crédit jusqu'à concurrence ;

Vu le décret du 15 mars dernier (5), qui a également autorisé la caisse à emprunter, sous la garantie solidaire de la ville, une somme de six millions de francs, et à émettre des valeurs de crédit jusqu'à concurrence de cette somme ;

Vu l'avis émis, le 20 octobre courant, par le comité consultatif établi près de la caisse de service de la boulangerie ;

Vu la délibération prise, le 19 de ce mois, par le conseil municipal de la ville de Paris,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse de service de la boulangerie est autorisée

(1) Bull. 131, n° 1092.

(2) Bull. 131, n° 1093.

(3) Bull. 131, n° 1094.

(4) Bull. 261, n° 2337.

(5) Bull. 277, n° 2482.

à emprunter, sous la garantie solidaire de la ville de Paris, et jusqu'à concurrence de quatre millions de francs, les fonds nécessaires à la continuation des services dont elle est chargée.

2. La réalisation de ce nouvel emprunt et l'émission des valeurs de crédit auront lieu conformément à ce qui a été pratiqué pour l'emprunt de vingt-quatre millions de francs autorisé par le décret du 18 janvier 1854, pour l'emprunt de six millions de francs autorisé par le décret du 20 janvier 1855, et pour celui de six millions autorisé par décret du 15 mars dernier.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3133. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les époques auxquelles auront lieu, pour la Classe de 1855, les opérations du Recrutement relatives aux Tableaux de recensement et au Tirage au sort.*

Du 7 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée, et celle du 21 mars 1832, sur le recrutement;

Vu la loi du 11 juillet 1855, qui fixe à cent quarante mille hommes le contingent à appeler, en 1856, sur la classe de 1855;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les tableaux de recensement de la classe de 1855, ouverts à partir du 1^{er} janvier 1856, seront publiés et affichés, ainsi que l'exige l'article 8 de la loi du 21 mars 1832, les dimanches 6 et 13 janvier 1856.

L'examen de ces tableaux et le tirage au sort, prescrits par l'article 10 de la même loi, commenceront le 15 janvier 1856.

2. Immédiatement après le tirage de chaque canton, le sous-préfet enverra au préfet du département une expédition authentique de la liste du tirage, ainsi que du procès-verbal qui aura été dressé en exécution de l'article 12 de la loi du 21 mars 1832.

3. Au moyen des documents mentionnés dans l'article précédent, le préfet formera un état indiquant, par canton, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe.

Cet état devra être adressé au ministre de la guerre le 6 février prochain, au plus tard.

4. Un décret déterminera ultérieurement les autres opérations relatives à la formation du contingent de la classe de 1855.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 3134. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Comte de Morry
Président du Corps législatif pour l'année 1856.*

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 43 de la Constitution ;

Considérant que les pouvoirs de M. le comte de Morry expirent
le 12 novembre courant,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le comte de Morry, député, est nommé président du Corps législatif pour l'année 1856.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3135. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par articles, du Crédit ouvert au Département de la Guerre pour les dépenses de l'exercice 1856.*

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits généraux accordés par ladite loi;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de trois cent trente-neuf millions huit cent soixante et un mille huit cent quarante-deux francs (339,861,842^f), ouvert au département de la guerre par l'article 1^{er} de la loi du 5 mai 1855, pour les dépenses de l'exercice 1856, est subdivisé, dans les divers articles de chacun des chapitres du budget, conformément au tableau ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

(1) Bull. 386, n° 3107.

*Répartition, par articles, des crédits ouverts par la loi du 5 mai 1855
pour les dépenses du ministère de la guerre. (Exercice 1856.)*

ARTICLES.	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS
		ouverts.
	CHAPITRE I^{er}.	fr.
	ADMINISTRATION CENTRALE. — (Personnel.)	
1	Traitement du ministre.....	130,000
2	Appointements des chefs et commis.....	1,631,718
3	Gages des gens de service.....	130,000
	TOTAL du Chapitre I^{er}.....	1,891,718
	CHAPITRE II.	
	ADMINISTRATION CENTRALE. — (Matériel.)	
1	Fournitures générales.....	236,000
2	Frais généraux d'impressions.....	270,000
3	Entretien des bâtiments et hôtels.....	73,000
	TOTAL du Chapitre II.....	579,000
	CHAPITRE III.	
	ÉTATS-MAJORS.	
1	Traitement des maréchaux de France, officiers généraux, etc.	8,675,034
2	Traitement de l'intendance militaire.....	2,875,482
3	———— de l'état-major des places.....	1,561,166
4	———— de l'état-major particulier de l'artillerie....	2,781,634
5	———— de l'état-major particulier du génie.....	2,954,012
	TOTAL du Chapitre III.....	18,847,328
	CHAPITRE IV.	
	GENDARMERIE.	
1	Gendarmerie impériale et gendarmes vétérans.....	30,087,475
2	Garde de Paris.....	3,050,000
	TOTAL du Chapitre IV.....	33,137,475
	CHAPITRE V.	
1	Recrutement et réserve.....	480,000
	CHAPITRE VI.	
	JUSTICE MILITAIRE.	
1	Frais généraux de justice militaire.....	433,900
2	Ateliers de militaires condamnés.....	158,780
3	Pénitenciers militaires.....	200,154
4	Frais de gîtes et géolage.....	287,354
	TOTAL du Chapitre VI.....	1,080,188

ARTICLES.		NATURE DES DÉPENSES.	crédits ouverts.
CHAPITRE VII.			
SOLDE ET ENTRETIEN DES TROUPES.			
I ^{re} PARTIE. — SOLDE ET ABONNEMENT.			fr.
1	Solde de l'infanterie.....	76,840,747 ^f	123,528,020
2	— de la cavalerie.....	25,082,210	
3	— de l'artillerie.....	15,301,696	
4	— du génie.....	3,393,936	
5	— des équipages militaires.....	2,565,025	
6	— des vétérans.....	344,406	
TOTAL de la I ^{re} Partie.....			123,528,020
CHAPITRE VII.			
II ^{re} PARTIE. — VIVRES ET CHAUFFAGE.			
1	Personnel.....	1,218,510	20,059,455
2	Vivres.....	20,059,455	
3	Chauffage et éclairage.....	2,696,043	
TOTAL de la II ^{re} Partie.....			23,974,008
III ^{re} PARTIE. — HÔPITAUX.			
1	Personnel.....	4,157,422	8,644,723
2	Traitement des malades.....	8,644,723	
TOTAL de la III ^{re} Partie.....			12,802,145
IV ^{re} PARTIE. — SERVICE DE MARCHÉ.			
1	Convois militaires.....	1,362,332	3,663,045
2	Indemnité de route.....	3,663,045	
TOTAL de la IV ^{re} Partie.....			5,025,377
TOTAL du Chapitre VII.....			165,329,550
CHAPITRE VIII.			
HABILLEMENT ET CAMPEMENT.			
1	Personnel.....	207,722	13,744,273
2	Matériel.....	13,744,273	
TOTAL du Chapitre VIII.....			13,951,995
CHAPITRE IX.			
LITS MILITAIRES.			
1	Dépenses de location et de conservation.....	5,428,318	478,777
2	Dépenses accessoires.....	478,777	
TOTAL du Chapitre IX.....			5,907,095

ARTICLES.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS
		ouverts.
	CHAPITRE X.	fr.
	TRANSPORTS GÉNÉRAUX.	
1	Transports directs.....	1,014,946
2	Équipages militaires.....	211,065
3	Frais de poste et de courriers; missions extraordinaires.....	310,000
	TOTAL du Chapitre X.....	1,536,011
	CHAPITRE XI.	
	REMONTE GÉNÉRALE.	
1	Achat de chevaux de troupe.....	5,865,600
2	Achat de chevaux d'officiers.....	1,023,000
3	Dépenses accessoires.....	152,050
	TOTAL du Chapitre XI.....	7,040,650
	CHAPITRE XII.	
	HARNACHEMENT.	
1	Harnachement des chevaux de la cavalerie.....	634,211
2	_____ de l'artillerie.....	73,325
3	_____ du génie.....	5,500
4	_____ des équipages militaires....	48,000
	TOTAL du Chapitre XII.....	761,036
	CHAPITRE XIII.	
1	Fourrages.....	28,587,417
	CHAPITRE XIV.	
	SOLDE DE NON-ACTIVITÉ ET SOLDE DE RÉFORME.	
1	Solde de non-activité.....	330,000
2	Solde de réforme.....	85,000
	TOTAL du Chapitre XIV.....	415,000
	CHAPITRE XV.	
1	Secours.....	1,176,000
	CHAPITRE XVI.	
	DÉPENSES TEMPORAIRES.	
1	Solde de congé.....	7,000
2	Traitement de réforme.....	196,000
	TOTAL du Chapitre XVI.....	203,000

ARTICLES.	NATURE DES DÉPENSES.	CREDITS ouverts.
CHAPITRE XVII.		
DÉPÔT GÉNÉRAL DE LA GUERRE.		fr.
1	Dépôt de la guerre.....	27,500
2	Nouvelle carte de France.....	105,700
TOTAL du Chapitre XVII.....		133,200
CHAPITRE XVIII.		
MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.		
1	Arsenaux, directions, écoles, etc.....	1,977,570
2	Armes portatives.....	2,902,694
3	Fonderies.....	209,000
4	Forges.....	420,000
5	Salpêtrerie en Algérie.....	15,000
6	Poudres.....	889,691
7	Capsulerie de guerre.....	288,333
8	Travaux extraordinaires dans l'intérieur.....	300,000
TOTAL du Chapitre XVIII....		7,012,288
CHAPITRE XIX.		
POUDRES ET SALPÊTRES.		
1	Personnel.....	605,437
2	Poudreries et raffineries.....	4,707,522
TOTAL du Chapitre XIX.....		5,312,959
CHAPITRE XX.		
MATÉRIEL DU GÉNIE.		
1	Service ordinaire.....	10,310,000
2	Service extraordinaire. (Ouvrages neufs.).....	6,739,000
3	Établissements impériaux du service du génie, et dépenses accessoires.....	399,800
TOTAL du Chapitre XX.....		17,448,800
CHAPITRES XXI.		
ÉCOLES IMPÉRIALES MILITAIRES.		
1	École impériale polytechnique.....	759,200
2	École impériale spéciale militaire.....	968,500
3	Prytanée impérial militaire.....	400,100
4	École impériale de cavalerie.....	170,000
5	École impériale d'application d'état-major.....	58,400
6	École impériale d'application de l'artillerie et du génie.....	90,000
7	Gymnases militaires et école de tir.....	36,270
8	Écoles régimentaires.....	135,000
TOTAL du Chapitre XXI.....		2,617,470

ARTICLES.	NATURE DES DÉPENSES.	CAISSA ouverte.
	CHAPITRE XXII.	fr.
	INVALIDES DE LA GUERRE.	
1	Frais d'administration.....	369,897
2	Solde et entretien.....	2,104,508
3	Bâtiments et matériel d'exploitation.....	124,000
	TOTAL du Chapitre XXII.....	2,598,405
	CHAPITRE XXIII.	
	GOVERNEMENT ET ADMINISTRATION DE L'ALGÉRIE.	
1	Gouvernement.....	136,300
2	Administration générale.....	232,800
3	Administration provinciale.....	822,700
4	Matériel du service de la justice en Algérie.....	64,600
5	Service télégraphique.....	690,000
	TOTAL du Chapitre XXIII....	1,946,400
	CHAPITRE XXIV.	
	SERVICES INDIGÈNES EN ALGÉRIE.	
1	Commandement et administration des populations arabes.....	1,310,000
2	Corps des interprètes de l'armée.....	200,000
3	Troupes indigènes.....	7,031,625
	TOTAL du Chapitre XXIV....	8,541,625
	CHAPITRE XXV.	
	SERVICE MARITIME EN ALGÉRIE.	
1	Service intérieur des ports.....	322,000
2	Service sanitaire.....	82,000
3	Surveillance de la pêche du corail.....	75,000
4	Service des transports civils et de la correspondance entre la France et l'Algérie.....	500,000
	TOTAL du Chapitre XXV.....	979,000
	CHAPITRE XXVI.	
	SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.	
1	Service de l'enregistrement et des domaines.....	499,950
2	Service des opérations topographiques.....	364,950
3	Service des contributions diverses.....	308,250
4	Service des forêts.....	276,625
5	Poudres à feu.....	104,600
6	Service des poids et mesures.....	33,000
	TOTAL du Chapitre XXVI....	1,587,395

NATURE DES DÉPENSES.		crédits ouverts.
CHAPITRE XXVII.		fr.
Expropriations en Algérie.....		150,000
CHAPITRE XXVIII.		
COLONISATION EN ALGÉRIE.		
1 Personnel.....		128,100
2 Matériel.....		2,760,700
3 Commerce et industrie.....		30,000
TOTAL du Chapitre XXVIII....		2,918,800
CHAPITRE XXIX.		
ÉTABLISSEMENTS DISCIPLINAIRES EN ALGÉRIE.		
1 Établissement de Lambessa.....		300,000
2 Colonies pénitentiaires.....		650,000
TOTAL du Chapitre XXIX....		970,000
CHAPITRE XXX.		
TRAVAUX CIVILS EN ALGÉRIE.		
1 Personnel.....		577,040
2 Travaux ordinaires.....		700,000
3 Travaux extraordinaires.....		5,295,000
TOTAL du Chapitre XXX....		6,572,040
CHAPITRE XXXI.		
Dépenses secrètes en Algérie.....		150,000
CHAPITRE XXXII.		
Dépenses des exercices périmés, non frappées de dé- chéance.....		Mémoire.
CHAPITRE XXXIII.		
Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
TOTAL GÉNÉRAL.....		339,861,842
Crédit éventuel pour inscription de pensions militaires, en 1856.....		1,800,000

Paris, le 31 Octobre 1855.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,
 Signé VAILLANT.

N° 3136. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au service des Inspecteurs de la Boucherie de Paris.

Du 13 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Paris, en date du 9 novembre courant,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dépenses relatives au service des inspecteurs de la boucherie seront, à l'avenir, imputées sur le budget de la ville de Paris et payées par la caisse municipale, qui en sera remboursée au moyen d'un prélèvement sur les intérêts des cautionnements déposés par les bouchers à la caisse de Poissy.

2. Le préfet de police est chargé de la nomination des inspecteurs de la boucherie. Il fixera le nombre, le traitement et les attributions de ces employés.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Novembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**.

N° 3137. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Droit à acquitter à l'entrée en France des Marchandises prohibées faisant partie du chargement des Navires capturés sur l'Ennemi durant la guerre actuelle.

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les marchandises prohibées faisant partie du chargement des navires qui ont été ou qui seront capturés sur l'ennemi durant la guerre actuelle acquitteront, à leur entrée en France, un droit de vingt pour cent de la valeur.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3138. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont approuvés les tarifs ci-annexés pour la perception des droits de péage au passage du bac de Fretterans, établi sur le Doubs, et à celui de Vandenesse, établi sur l'Arroux, dans le département de Saône-et-Loire.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés aux tarifs annexés au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Saint-Cloud, 20 Octobre 1855.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau établi sur le Doubs, dans la commune de Fretterans, département de Saône-et-Loire.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci. 05^e
Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou sur un mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci. 05
Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci. 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le peseur.

Par cheval, bœuf, mulet, vache, âne, chargé ou non chargé, conducteur non compris, cinq centimes, ci.....	05
Par mouton, chèvre, brebis, veau, cochon, paire d'oies ou de dindons, conducteur non compris, deux centimes, ci.....	02
Pour le passage d'une voiture quelconque, chargée ou non chargée, attelée d'un ou de deux chevaux, bœufs, vaches, mulets, ânes, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Il sera payé par chaque cheval, bœuf, vache, mulet, âne attelé à une voiture, et excédant le nombre de deux, cinq centimes, ci.....	05

Le passage immédiat sera obligatoire, dès que le montant total de la recette assurée au fermier dépassera dix centimes en eau basse, et vingt centimes dans les hautes eaux.

Il sera perçu un droit double de celui porté au présent tarif, pendant le temps des hautes eaux.

Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets, et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs ;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et les caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades, les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses

fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs, et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et les sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants.

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau établi sur l'Arroux, dans la commune de Vandenesse, département de Saône-et-Loire.

Art. 1 ^{er} . Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....	05 ^a
Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou sur un mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....	05
Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci.....	01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Par cheval, bœuf, vache, mulet, âne, chargé ou non chargé, conducteur non compris, cinq centimes, ci.....	05
Par mouton, chèvre, brebis, veau, cochon, paire d'oies ou de dindons, conducteur non compris, deux centimes, ci.....	02
Pour le passage d'une voiture quelconque, chargée ou non chargée, attelée d'un ou de deux chevaux, bœufs, mulets, vaches, ânes, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Il sera payé par chaque cheval, bœuf, vache, mulet, âne, attelé à une voiture, et excédant le nombre de deux, cinq centimes, ci.....	05

Le passage immédiat sera obligatoire, dès que le montant total de la recette

assurée au fermier dépassera dix centimes en eaux basses, et vingt centimes dans les hautes eaux.

Il sera perçu un droit double de celui porté au présent tarif, pendant le temps des hautes eaux.

Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-balage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets, sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux; les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre

droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs, et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 3139. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Pau, deux demi-bourses, à trois cents francs l'une.

2. Les dépenses de cette fondation seront couvertes au moyen d'un crédit de six cents francs, qui sera porté annuellement au budget du département.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les règlements. (*Saint-Cloud, 27 Octobre 1855.*)

N° 3140. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Sens est autorisée à fonder, à perpétuité, dans le lycée impérial de Sens, cinq bourses entières, à six cents francs l'une.

2. Les dépenses de cette fondation seront couvertes au moyen d'un crédit de trois mille francs, qui sera porté annuellement au budget de la ville.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les règlements. (*Saint-Cloud, 27 Octobre 1855.*)

N° 3141. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant que la fondation des bourses

entretenues par la ville de Moulins dans son lycée impérial, et comprenant

Une bourse entière,
Deux bourses trois quarts,
Et trois demi-bourses,

est modifiée de la manière suivante, savoir :

Une bourse entière,
Et quatre bourses trois quarts. (*Saint-Cloud, 3 Novembre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 341.

N° 3142. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure), d'un Établissement de Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.*

Du 24 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les actes notariés des 6 juin 1854 et 29 janvier 1855, par lesquels la dame veuve *Gosset* a fait donation à la congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Vihiers, d'une rente annuelle et perpétuelle de deux cents francs au capital de quatre mille francs, et d'une maison avec jardin et dépendances située à Saint-Mars-la-Jaille, sous la condition notamment, 1° de tenir dans la commune de Saint-Mars-la-Jaille une école primaire dirigée au moins par deux sœurs de son ordre; 2° d'y recevoir gratuitement au nombre des élèves externes les enfants pauvres de cette commune, pourvu que leur nombre n'excède pas trente-cinq;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 14 juillet 1854;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Vihiers, en date du 1^{er} juillet 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation précitée; 2° de fonder à Saint-Mars-la-Jaille un établissement de sœurs de son ordre;

Vu la délibération, en date du 22 octobre 1854, par laquelle le conseil municipal de Saint-Mars-la-Jaille demande à accepter, en ce qui le concerne, les dispositions susénoncées;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles donnés portant leur valeur à cinq mille francs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice;

Vu le décret du 2 avril 1852 (1), qui a autorisé la congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Vihiers, et un autre décret du 2 avril 1852 (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation ;

Vu l'engagement pris par les sœurs désignées pour diriger l'établissement projeté, de se conformer aux statuts de la maison mère ;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Saint-Mars-la-Jaille, le 14 septembre 1854 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Mars-la-Jaille, en date du 22 octobre 1854 ;

Vu les avis des évêques d'Angers et de Nantes, et des préfets de Maine-et-Loire et de la Loire-Inférieure, en date des 10 et 12 août, 20 novembre et 5 décembre 1854 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 mars 1855 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section des vacations de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, existant à la Salle-de-Vihiers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 2 avril 1852, est autorisée à fonder à Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par décret du 2 avril 1852.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, à la Salle-de-Vihiers (Maine-et-Loire), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite congrégation par la dame Louise-Marie-Adélaïde-Gabrielle Ferron de la Ferronnays, veuve du sieur Pierre-Jean-Baptiste de Gossot, suivant actes notariés

(1) 1^{re} série, Bull. 510, n° 3978.

(2) 1^{re} série, Bull. 516, n° 3940.

des 6 juin 1854 et 29 janvier 1855, et consistant, 1° en une rente annuelle et perpétuelle de deux cents francs; en capital de quatre mille francs; 2° dans une maison avec jardin et dépendances, située à Saint-Mars-la-Jaille et estimée cinq mille francs, sous la condition notamment, 1° de tenir dans la commune de Saint-Mars-la-Jaille une école primaire dirigée au moins par deux sœurs de son ordre; 2° d'y recevoir gratuitement, parmi les élèves externes, les enfants de la commune, pourvu que leur nombre n'excède pas trente-cinq.

En cas de remboursement de la rente de deux cents francs, le capital en provenant sera employé en achat de rente sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FANTOU.

N° 3143. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Guiche (Basses-Pyrénées), d'un Établissement de Filles de la Croix, dites Sœurs de Saint-André.

Du 31 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale.
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu le testament mystique, en date du 23 septembre 1850, par lequel la dame veuve *Dirussen* a légué,

1° Au desservant de la succursale de Guiche, une somme de mille francs pour être employée à la célébration de messes;

2° A la supérieure générale de la congrégation des Filles de la Croix dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, une maison avec dépendances, située à Guiche, ou bien une somme de dix mille francs, à la charge de fonder dans la commune de Guiche une école dirigée par des sœurs de son ordre;

.. Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 10 juin 1852;
 : Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles de la Croix, en date du 25 novembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter les legs précités; 2° de fonder à Guiche un établissement de sœurs de son ordre;

Vu les demande et délibération, en date des 17 mai 1853 et 25 octobre 1854, par lesquelles le desservant de la succursale de Guiche, le conseil municipal de la commune de Guiche demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les dispositions précitées;

Vu l'ordonnance royale du 28 mai 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des Filles de la Croix dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, et celle du 30 avril de la même année (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles légués, portant leur valeur à six mille francs;

Vu l'acte extrajudiciaire du 20 avril 1853 par lequel les héritiers de la testatrice ont réclamé contre l'acceptation des legs;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune des héritiers et la valeur de la succession;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Guiche de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Guiche, le 28 mai 1854, au sujet de la fondation projetée;

Vu l'avis du conseil municipal de Guiche, en date du 5 juin 1854;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements légataires, vérifiés et certifiés par le préfet des Basses-Pyrénées;

Vu les avis des évêques de Bayonne et de Poitiers et des préfets des Basses-Pyrénées et de la Vienne, en date des 30 mai, 21 juin, 15 juillet, 13 août, 15 et 29 novembre 1854;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 5 avril 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles de la Croix dites *Sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne), en vertu d'une

(1) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

(2) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à fonder à Guiche (Basses-Pyrénées) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles de la Croix dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye (Vienne), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Guiche, au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cette congrégation par la dame *Marie Lapébie*, veuve du sieur *Jean-Jacques Dirassen*, suivant son testament mystique du 23 septembre 1850, et consistant en une maison avec jardin et dépendances, située à Guiche, et estimée six mille francs, ou bien en une somme de dix mille francs, sous la condition, notamment, d'établir dans la commune de Guiche une école pour les jeunes filles de cette commune, et de la faire diriger par des sœurs de son ordre.

3. Le desservant de la succursale de Guiche (Basses-Pyrénées) est autorisé à accepter, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, s'il y a lieu, et aux charges, clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de mille francs, fait à ce desservant par la dame *Marie Lapébie*, veuve du sieur *Jean-Jacques Dirassen*, suivant son testament mystique du 23 septembre 1850.

Cette somme de mille francs sera employée à la célébration de messes conformément aux intentions de la testatrice.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Octobre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3144. — *Décret impérial qui autorise la fondation, à la Suze (Sarthe), d'un Etablissement de Sœurs de la Charité.*

Du 3 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité, à Évron (Mayenne), en date du 21 novembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de fonder un établissement de sœurs de son ordre à la Suze (Sarthe) ; 2° d'accepter, en ce qui le concerne, la donation faite à ladite congrégation par la demoiselle *Lepaige*, d'une rente annuelle et perpétuelle de cent cinquante francs au capital de quatre mille francs, sous la condition que cette rente ne pourra jamais être payée qu'aux sœurs de la Charité établies dans la ville de la Suze pour le soulagement des pauvres malades et l'instruction des jeunes filles ;

Vu les délibérations du conseil municipal et du bureau de bienfaisance de la Suze, en date des 24 décembre 1854 et 1^{er} février 1855 ;

Vu l'acte notarié, du 2 novembre 1853, contenant la dotation précitée ;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 14 septembre 1854 ;

Vu l'engagement souscrit par le conseil d'administration de la congrégation de faire observer exactement les statuts de l'ordre par les sœurs dirigeant l'établissement de la Suze ;

Vu la copie de ces statuts, certifiée conforme par la supérieure générale de la congrégation ;

Vu le procès verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à la Suze ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de la Charité à Évron, vérifié et certifié par le préfet de la Mayenne ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'établissement de la Suze ;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune de la donatrice et sur la spontanéité de sa donation ;

Vu l'avis du conseil municipal de la Suze sur la fondation de l'établissement dont il s'agit, en date du 12 mars 1854 ;

Vu les avis de l'évêque du Mans et des préfets de la Sarthe et de la Mayenne, en date des 5 mai et 7 juillet 1854 et 3 juin 1855 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 mars 1855 ;

Vu le décret impérial du 13 novembre 1810, qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité à Évron, et a approuvé ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), en vertu d'un décret impérial du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à la Suze (Sarthe), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité d'Évron, au nom de cette congrégation, le bureau de bienfaisance de la Suze (Sarthe), au nom de cet établissement, et le maire de la Suze, au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation d'une rente annuelle et perpétuelle de cent cinquante francs, au capital de quatre mille francs, faite à ladite congrégation par la demoiselle *Louise Lepaige*, suivant acte notarié du 12 août 1854, à la condition que cette rente sera payée aux sœurs de la Charité établies à la Suze pour le soulagement des pauvres malades et l'instruction des jeunes filles.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FROST.

N° 3145. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Salaire des Conservateurs des Hypothèques pour la transcription des Actes de mutation.

Du 24 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ;

Vu le décret du 21 septembre 1810 (1) portant fixation des salaires attribués aux conservateurs des hypothèques ;

Vu l'ordonnance du 1^{er} mai 1816 (2) concernant les salaires pour la transcription des actes de mutation ;

Vu l'article 10 de la loi sur la transcription hypothécaire du 23 mars 1855, portant que cette loi ne sera exécutoire qu'à partir du 1^{er} janvier 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1856, le salaire alloué aux conservateurs des hypothèques par le n° 7 du tableau annexé au décret du 21 septembre 1810, pour la transcription des actes de mutation, est réduit à cinquante centimes par rôle de vingt-cinq lignes à la page et de dix-huit syllabes à la ligne.

2. A compter de la même époque, l'article premier (unique) de l'ordonnance du 1^{er} mai 1816 cessera de recevoir son exécution.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

(1) IV^e série, Bull. 317, n° 5983.

(2) VII^e série, Bull. 83, n° 636.

N° 3146. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont approuvés les tarifs ci-annexés, pour la perception des droits de péage aux passages des bacs de Reyniès, Monlis, Labastide, Bressols, Barthes, Larrouy, Lagarde, Villebrumier, Corbarieu et Cap-de-Rivière, sur le Tarn; Cordes, Baynes, Mondon, Pascalet, Malansec, Saint-Nicolas, Saint-Pierre-Mauvert et Mas-Grenier, sur la Garonne; Cayrac, Piquecos, Saint-Pierre, Cayals, Bruniquel, Bioule, Arthus et Cols, sur l'Aveyron, dans le département de Tarn-et-Garonne.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés aux tarifs annexés au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Saint-Cloud, 17 Octobre 1855.*)

TARIF DES DROITS À PERCEVOIR AUX PASSAGES DES BACS ÉTABLIS SUR LES RIVIÈRES DU TARN, DE LA GARONNE ET DE L'AVEYRON, DANS LE DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE.

Passages de Reyniès, Monlis, Labastide, Bressols, Barthes, Larrouy, Lagarde, Villebrumier, Corbarieu et Cap-de-Rivière, sur le Tarn.

ART. 1^{er}. Pour une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, trois centimes, ci..... 0^f 03^c

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, trois centimes, ci..... 0 03

Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci..... 0 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci..... 0 10

Pour un cheval ou mulet chargé, huit centimes, ci..... 0 08

Pour un cheval ou mulet non chargé, six centimes, ci..... 0 06

Pour un âne chargé ou une ânesse chargée, six centimes, ci..... 0 06

Pour un âne non chargé ou une ânesse non chargée, quatre centimes, ci..... 0 04

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci..... 0 04

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, huit centimes, ci..... 0 08

Par veau ou porc, trois centimes, ci..... 0 03

Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci.....	0' 02"
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart,	
Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.	
S'il n'existe point de passo-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette du quadruple du droit fixé.	
Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, payeront trois centimes, ci.....	0 03
Pour une voiture suspendue, à deux roues, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, un franc trente centimes, ci.....	1 30
Pour une litère à deux chevaux ou mulets, et le conducteur, un franc vingt centimes, ci.....	1 20
Pour une voiture suspendue à quatre roues, le cheval ou mulet, et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Pour une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, un franc quatre-vingts centimes, ci.....	1 80
Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.	
Pour une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, soixante centimes, ci....	0 60
Pour la même, attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, soixante et quinze centimes, ci.....	0 75
Pour la même, attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur, un franc soixante centimes, ci.....	1 60
Pour une charrette à vide, le cheval et le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20
Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, trente centimes, ci.....	0 30
Pour la même, à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20
Pour une charrette, chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, vingt centimes, ci.....	0 20
Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval et le conducteur, quatre-vingts centimes, ci.....	0 80
Pour le même, deux chevaux et le conducteur, un franc trente centimes, ci.....	1 30
Pour le même, trois chevaux, et le conducteur, deux francs, ci.....	2 00
Le même, à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, quarante centimes, ci.....	0 40
Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.	
Dans le temps des hautes eaux, le paiement du droit sera double.	

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera augmenté de moitié :

Les points où les eaux seront réputées hautes ou basses seront indiqués sur le poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront le point dudit poteau indiquant les hautes eaux ; quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs bancs.

Passages de Cordes, Baynes, Mondon, Pazelet, Malause, Saint-Nicolas, Saint-Pierre, Mauvert et Mas-Grenier, sur la Garonne.

Pour une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 9^e 05^e

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, trois centimes, ci..... 0 08

Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci..... 0 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci..... 0 15

Pour un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci..... 0 10

Pour un cheval ou mulet non chargé, dix centimes, ci..... 0 10

Pour un âne chargé ou une ânesse chargée, dix centimes, ci..... 0 10

Pour un âne non chargé ou une ânesse non chargée, cinq centimes, ci..... 0 05

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, cinq centimes, ci..... 0 05

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, dix centimes, ci..... 0 10

Par veau ou porc, trois centimes, ci..... 0 03

Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, un centime, ci..... 0 01

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément, dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette quadruple du droit fixé.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, payeront cinq centimes, ci.	0 ^f 05 ^c
Pour une voiture suspendue à deux roues, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, soixante centimes, ci.	0 60
Pour une litière à deux chevaux ou mulets, et le conducteur, un franc vingt centimes, ci.	1 20
Pour une voiture suspendue à quatre roues, le cheval ou mulet, et le conducteur, un franc, ci.	1 00
Pour une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, un franc cinquante centimes, ci.	1 50

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Pour une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci. ...	0 50
Pour une charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, soixante et quinze centimes, ci.	0 75
Pour une charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur, un franc, ci.	1 00
Pour une charrette à vide, le cheval et le conducteur, vingt centimes, ci.	0 20
Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quarante centimes, ci.	0 40
Pour la même, à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, vingt centimes, ci.	0 20
Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, vingt centimes, ci.	0 20
Pour un chariot de roulage à quatre roues,	
Chargé, un cheval et le conducteur, quatre-vingts centimes, ci. ...	0 80
Chargé, deux chevaux et le conducteur, un franc, ci.	1 00
Chargé, trois chevaux et le conducteur, un franc cinquante centimes, ci.	1 50
A vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, soixante centimes, ci. ...	0 60
Pour un chariot de ferme à quatre roues, chargé, attelé de deux chevaux ou bœufs, et le conducteur, soixante centimes, ci.	0 60
Le même, à vide, quarante centimes, ci.	0 40

Il sera payé par chaque cheval, mulet, ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Dans le temps des hautes eaux le paiement du droit sera double.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-balais.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

Passages de Cayrac, Piquecos, Saint-Pierre, Cazals, Bruniquel, Bioule, Ardas et Cas, sur l'Aveyron.

Pour une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 0 05

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 0 05

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci..... 0 02

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci..... 0 15

Pour un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci..... 0 10

Pour un cheval ou mulet non chargé, huit centimes, ci..... 0 08

Pour un âne chargé ou une ânesse chargée, huit centimes, ci..... 0 08

Pour un âne non chargé ou une ânesse non chargée, six centimes, ci. 0 06

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage, six centimes, ci..... 0 06

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, dix centimes, ci..... 0 10

Par veau ou porc, trois centimes, ci..... 0 03

Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci..... 0 02

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette quadruple du droit fixé.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, payeront cinq centimes, ci..... 0 05

Pour une voiture suspendue,

A deux roues, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, cinquante centimes, ci..... 0 50

A quatre roues, le cheval ou mulet, et le conducteur, quatre-vingts centimes, ci..... 0 80

A quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, un franc, ci..... 1 00

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Pour une charrette chargée, attelée

D'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, trente centimes, ci.....	0' 30"
De deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0 56
De trois chevaux ou mulets, et le conducteur, soixante et six centimes, ci.....	0 70

Pour une charrette

A vide, le cheval et le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20
Chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, vingt centimes, ci.....	0 20
A vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	0 15
Chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, quinze centimes, ci.....	15

Pour un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, cinquante centimes, ci.....	0 50
Chargé, deux chevaux, et le conducteur, un franc, ci.....	1 00
Chargé, trois chevaux, et le conducteur, un franc cinquante centimes, ci.....	1 50
A vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements ; les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les

employés auront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions; et porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les mailles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément; la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port un laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-chaux et les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets, sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 3147. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) qui nomme conseiller d'état en service ordinaire M. *Delacour*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Deux-Siciles. (*Saint-Cloud*, 7 Novembre 1855.)

N° 3148. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) qui désigne pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'état délibérant au contentieux,

1° M. le comte *Dabo*s, conseiller d'état, attaché à la section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, en remplacement de M. *Frémy*;

2° M. *Maigne*, conseiller d'état, attaché à la section de la guerre et de la marine, en remplacement de M. *Villemain*. (Paris, 17 Novembre 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Novembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 4 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 342.

N° 3149. — *TABLÉAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 28 Novembre 1855.*

SECTION.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouise.....	30 ^r 96 ^s	30 ^r 96 ^s	31 ^r 32 ^s	32 ^r 36 ^s
	Gard.....	Gray.....	31 00	31 00	31 00	
	Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	31 87	32 06	32 65	
	Var.....	Marseille.....	35 35	34 93	35 23	
Corse.....						
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....					
	B ^{me} -Pyrénées..	Marans.....	30 00	30 50	31 00	31 66
	H ^{me} -Pyrénées..	Bordeaux.....	32 83	33 33	34 00	
	Ariège.....	Toulouise.....	30 96	30 96	31 32	
2 ^e	Haute-Garonne.					
	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	31 00	31 00	31 00	32 44
	Isère.....	Saint-Laurent.	33 36	34 43	34 99	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	32 06	32 07	32 05	
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			Prix moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	{ Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	{ Mulhouse.... Strasbourg....	31 ^f 77 ^c 31 95	31 ^f 69 ^c 31 77	31 ^f 68 ^c 32 33	31 ^f 86 ^c
2 ^e	{ Nord..... Pas-de-Calais... Somme..... Seine-Inférieure... Eure..... Calvados.....	{ Bergues..... Arras..... Boye..... Soissons..... Paris..... Rouen.....	40 15 38 78 37 48 34 79 35 01 38 77	42 40 39 62 37 93 35 25 38 73 38 94	41 86 40 43 38 07 34 98 36 32 37 39	38 76
3 ^e	{ Loire-Inférieure... Vendée..... Charente-Inférieure...	{ Saumur..... Nantes..... Mairaux.....	32 15 30 94 30 00	31 70 31 02 30 50	31 96 30 97 31 00	31 34
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	{ Moselle..... Meuse..... Ardennes..... Aisne.....	{ Metz..... Verdun..... Charleville.... Soissons.....	29 37 29 50 32 73 34 79	30 63 29 94 33 63 35 25	30 97 29 02 34 38 34 98	32 30
2 ^e	{ Manche..... Ille-et-Vilaine... Côtes-du-Nord... Finistère..... Morbihan.....	{ Saint-Lô..... Paimpol..... Quimper..... Hennebon.... Nantes.....	36 90 31 13 30 43 28 40 30 94	37 35 31 19 30 08 29 86 31 01	38 50 30 67 31 00 30 39 30 97	31 92

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 28 Novembre 1855.

Signé E. ROUHER.

N° 3420. — Décret l'Empereur qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les dépenses faites par l'Imprimerie impériale à l'occasion de l'Exposition universelle.

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Considérant qu'en vertu de notre ordonnance l'Imprimerie impériale s'est constituée en avance d'une somme de trois cent cinquante mille francs, pour présenter dignement ses produits à l'Exposition universelle de 1855, et que cette somme se trouve sans compensation à produire dans ses comptes;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, un crédit extraordinaire de trois cent cinquante mille francs, savoir :

Sur l'exercice 1854, deux cent mille francs, et sur l'exercice 1855, cent cinquante mille francs, pour le paiement des dépenses extraordinaires faites par l'Imprimerie impériale à l'occasion de l'Exposition universelle.

2. Cette somme formera un chapitre spécial aux budgets de 1854 et de 1855 de notre ministère de la justice.

3. Le produit de la vente des ouvrages exécutés spécialement par l'Imprimerie impériale pour l'Exposition universelle sera porté en recette au budget de l'État, en accroissement des excédants annuels de recettes sur les dépenses de cet établissement.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état des finances, Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Signé **P. MAGNE**.

Signé **ABBATUCCI**.

N° 3151. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant qu'il sera fait recette au budget de l'Imprimerie impériale du Crédit ouvert pour les dépenses faites par cet Établissement à l'occasion de l'Exposition universelle.

Du 25 Juillet 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu notre décret en date de ce jour, qui a ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, un crédit extraordinaire de trois cent cinquante mille francs, savoir :

Sur l'exercice 1854, deux cent mille francs, et sur l'exercice 1855, cent cinquante mille francs, pour couvrir l'Imprimerie impériale de ses avances à l'occasion de l'Exposition universelle;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de trois cent cinquante mille francs, à rembourser à l'Imprimerie impériale, en vertu de notre décret de ce jour, sera, sur les ordonnances de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, mise à la disposition de l'agent comptable de notre Imprimerie impériale.

Il sera fait recette de cette somme au budget spécial de l'établissement, savoir :

Sur l'exercice 1854, deux cent mille francs, et sur l'exercice 1855, cent cinquante mille francs, à un chapitre distinct intitulé : *Remboursement à l'Imprimerie impériale de ses dépenses extraordinaires pour l'Exposition universelle*.

2. Un crédit extraordinaire de trois cent cinquante mille francs est ouvert aux budgets des dépenses du même établissement, sur les exercices 1854 et 1855.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juillet 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état des finances,
 Signé **P. MAGNE**.

Le Garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,
 Signé **ABBATUCCI**.

N° 3158. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit supplémentaire applicable au chapitre II du budget de l'Imprimerie impériale, exercice 1855.*

Du 7 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits du budget de l'exercice 1855,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, un crédit supplémentaire de quatre cent soixante mille francs, pour subvenir à l'excédant des dépenses probables du chapitre II (*Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe*) du budget de l'Imprimerie impériale pour l'exercice 1855, savoir :

Art. 1^{er}. Salaires et indemnités de travaux extraordinaires. 180,000^f

Art. 2. Approvisionnements et achats pour le service des

ateliers..... 280,000

TOTAL..... 460,000

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état
au département des finances,*

Signé P. MAGNE.

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABRATUCCI.

(1) Bull. 241, n° 2193.

N° 3153. — DÉCRET IMPÉRIEL qui autorise la fondation, à Lons-le-Saunier, d'un Établissement de Filles de Marie.

DU 19 NOVEMBRE 1853.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles de Marie, à Agen, en date du 26 novembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de fonder à Lons-le-Saunier un établissement de sœurs de son ordre; 2° d'acquérir, pour les besoins de cet établissement et moyennant une somme de trente-quatre mille francs, divers immeubles situés à Lons-le-Saunier et appartenant aux sieurs Boursier et Baron;

Vu l'ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), qui a autorisé la congrégation des Filles de Marie, à Agen, et celle du 2 mars de la même année (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu l'engagement pris par les sœurs qui composeront l'établissement de Lons-le-Saunier de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu l'état des recettes et des dépenses présumées de cet établissement;

Vu les plan et procès-verbal d'estimation des immeubles à acquérir portant leur valeur à trente-quatre mille francs;

Vu les actes sous seings privés des 23 mai et 25 octobre 1853 par lesquels les propriétaires de ces immeubles ont consenti à leur vente;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo; qui a eu lieu à Lons-le-Saunier, le 15 juin 1854;

Vu l'avis du conseil municipal de Lons-le-Saunier, en date du 15 mai 1854;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des Filles de Marie;

Vu les avis des évêques de Saint-Claude et d'Agen, et des préfets du Jura et de Lot-et-Garonne, en date des 18 et 20 juillet, 9 et 13 octobre 1854 et 23 juin 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817, et du 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8215.

(2) VIII^e série, Bull. 219, n° 8095.

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles de Marie, existant à Agen (Lot-et-Garonne) en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828, est autorisée à fonder à Lons-le-Saunier (Jura) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 mars 1828.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles de Marie, à Agen, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, pour les besoins de l'établissement de son ordre à Lons-le-Saunier, moyennant une somme de trente-quatre mille francs montant de l'estimation, divers bâtiments avec dépendances situés à Lons-le-Saunier et appartenant aux sieurs Boursier et Baron qui en ont consenti la vente suivant acte sous seings privés des 23 mai et 25 octobre 1853.

Il sera dressé acte public de cette acquisition, dont le prix sera payé avec les ressources disponibles de la congrégation des Filles de Marie.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOT.

N° 3154. — DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation de la Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Bayonne.

Du 21 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ;

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;
Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire créée au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées) par ordonnance du 14 juin 1837 (1), et successivement prorogée jusqu'à ce jour, continuera à remplir ses fonctions pendant une année.

A l'expiration de ce temps, elle cessera de plein droit, s'il n'en a pas été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 3155. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) qui désigne, pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'état délibérant au contentieux, M. Godelle, conseiller d'état, attaché à la section des finances, en remplacement de M. Charlemagne. (Paris, 24 Novembre 1855.)

(1) 1^{re} série, Bull. 511, n° 6886.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Décembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 1^{er} Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 343.

N° 3156. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), d'un Établissement de Demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus.*

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus dont la maison mère est au Puy (Haute-Loire), en date des 6 mai et 1^{er} juin 1854, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de former un établissement de sœurs de son ordre à Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire); 2° d'accepter, conjointement avec le maire de la commune de Dracy, agissant tant au nom de cette commune qu'à défaut de bureau de bienfaisance, le legs fait à cette congrégation par la dame veuve *Guyot de Maiche*, suivant son testament public du 10 mars 1853, et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de sept cent cinquante francs au capital de quinze mille francs, à la charge d'entretenir dans la commune de Dracy-les-Couches deux sœurs de son ordre qui seront tenues d'instruire les jeunes filles de cette commune;

Vu les délibérations, en date des 10 juillet et 22 octobre 1854, par lesquelles le conseil municipal de Dracy-les-Couches, au nom de cette commune et à défaut de bureau de bienfaisance, demande l'autorisation d'accepter, en ce qui le concerne, le legs précité;

Vu le testament susénoncé de la dame veuve *Guyot de Maiche*;

Vu l'acte de décès de cette dame, en date du 1^{er} avril 1854;

Vu le consentement à la délivrance du legs, donné, le 6 mai 1854, par la dame de *Saint-Mauris-Châtenois*, légataire à titre universel de la dame de *Maiche* et chargée à ce titre du paiement du legs précité;

Vu l'engagement pris par les sœurs appelées à diriger le nouvel établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

XI^e Série.

44

~~Vu la copie desdits statuts, certifiés conformes par la supérieure générale;~~

Vu la délibération du conseil municipal de Dracy-les-Couches, en date du 14 mai 1854, relative à la fondation dans cette commune d'un établissement de demoiselles de l'Instruction;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Dracy-les-Couches;

Vu l'état des recettes et dépenses présumées de cet établissement;

~~Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation;~~

Vu les avis des évêques d'Autun et du Puy, en date des 20 mai 1854 et 19 janvier 1855; et ceux des préfets de Saône-et-Loire et de la Haute-Loire, en date des 2 août 1854 et 22 janvier 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 30 novembre 1854;

Vu l'ordonnance royale, en date du 24 janvier 1843 (1), qui a autorisé la congrégation des demoiselles de l'Instruction au Puy; ensemble celle du 30 août 1842 (2), qui a approuvé ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'Instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus existant au Puy (Haute-Loire) en vertu d'une ordonnance royale du 24 janvier 1843, est autorisée à former un établissement de sœurs de son ordre à Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 30 août 1842.

2. La supérieure générale de la congrégation des demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, au Puy (Haute-Loire), au nom de cette congrégation, et le maire de Dracy-les-Couches, au nom de cette commune et à défaut de bureau de bienfaisance, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs d'une rente annuelle de sept cent cinquante francs au capital de quinze mille francs, fait à la congrégation des demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus par la dame veuve

(1) 11^e série, Bull. 984, n° 10,518.

(2) 11^e série, Bull. 944, n° 10,332.

Guyot de Maiche, nép. de Grammont, suivant son testament public du 10 mars 1853, à la charge d'entretenir à Dracy-les-Couches deux religieuses de cet ordre, chargées d'instruire des jeunes filles, et dont l'une visitera les malades de cette commune.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3157. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1855.

Du 10 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^{re} la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1855;

2^e Le décret du 15 décembre 1854 (1), qui répartit par chapitres les crédits alloués par la loi précitée;

3^e Le décret du 12 mai 1855 (2), ouvrant des crédits extraordinaires au titre du même exercice 1855;

4^e Les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (3), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et ordonné ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des

(1) 1^{re} série, Bull. 241, n° 2193.

(2) 1^{re} série, Bull. 348, n° 2195.

(3) 1^{re} série, Bull. 699, n° 7437.

colonies, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de vingt-cinq millions cent cinquante-quatre mille francs (25,154,000^f), ainsi réparti, savoir :

SERVICE MARINE.

CHAPITRE V.	Vivres.....	2,550,000 ^f
VII.	Salaires d'ouvriers.....	2,500,000
VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte....	18,000,000
X.	Poudres.....	900,000
XII.	Chiourmes.....	60,000
XIII.	Frais généraux d'impressions, etc.....	200,000
		24,210,000

SERVICE COLONIAL.

CHAPITRE I ^{er} .	Dépenses des services militaires.	
	(Personnel.).....	634,000 ^f
VI.	Subvention à divers établissements coloniaux.....	310,000
		944,000
SOMME ÉGALE.....		25,154,000

2. La régularisation du présent crédit sera soumise à la sanction du Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,

Signé P. MAGNE.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 3158. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits de Douanes
à l'Importation de certaines Marchandises.

Du 28 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

B. n° 343.

(64g)

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits de douane à l'importation sont établis ou modifiés ainsi qu'il suit, à l'égard des marchandises ci-après désignées :

Farines et fécules de manioc et autres	{	Mêmes droits que le
fécules exotiques brutes ou grillées.		

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROCHER.

N° 3159. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au passage du bac établi sur la rivière du Tarn, à la Jourdanie, commune de Broquiers, département de l'Aveyron.

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 24 Novembre 1855.)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau établi sur le Tarn, à la Jourdanie, commune de Broquiers, département de l'Aveyron.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes; et..... 105°

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour deux personnes à pied; et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batteau, à sa volonté.

Sont néanmoins exceptés les cultivateurs qui vont travailler leurs terres, lesquels devront être passés sur le champ, moyennant le droit simple par personne.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, trois centimes, ci.....

Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci.....

NOTA. Le chargeur déclare le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.....

Pour un cheval ou mulet chargé ou non chargé, cinq centimes, ci....

Pour un âne ou ânesse chargés ou non chargés, cinq centimes, ci....

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, deux centimes, ci.....

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, ou à des propriétaires, qui les conduisent à la foire, cinq centimes, ci...

Par veau ou porc, cinq centimes, ci.....

Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon, pour hiverner, et par paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci.....

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons, pour hiverner, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront cinq centimes, ci.....

Pour une voiture suspendue à deux roues, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur, trente centimes, ci.....

Pour une voiture suspendue à quatre roues, le cheval ou mulet et le conducteur, quarante centimes, ci.....

Pour une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit de pour une personne à pied..

Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....

Pour la même, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....

Pour la même, attelée de trois chevaux ou mulets et le conducteur, quatre-vingts centimes, ci.....

Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, douze centimes, ci.....

Pour la même, à ride, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, huit centimes, ci.....

Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, huit centimes, ci.....

Pour un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval et le conducteur, trente centimes, ci.....

Pour le même, deux chevaux et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci.....

Pour le même, trois chevaux et le conducteur, soixante et dix centimes;
 ci..... 70"
 Pour le même à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, dix cen-
 times, ci..... 10"

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf, excédant les nombres in-
 dignes pour les attelages ci-dessus comme pour un cheval ou mulet chargé ou
 non chargé, et par âne ou ânesses, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non
 chargés.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double.

Lorsque le fermier consentira à passer, soit avant le lever, soit après le
 coucher du soleil, il ne pourra exiger qu'un droit double, dans le temps ordi-
 naire, et qu'un droit triple, dans le temps des hautes eaux.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en
 rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en
 rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans le temps
 de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui
 les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs
 flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arron-
 dissements; les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux; les
 juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de
 police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs
 et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des
 contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes
 et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégra-
 phiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les
 receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés
 d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonc-
 tionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause
 de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques
 distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs
 assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent para-
 graphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en fran-
 chise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leurs personnes, et de
 leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires
 chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui
 les accompagnent; les bouvier, charretier, bœuf, et voitures requis pour le
 transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires
 malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-offi-
 ciers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses
 fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures

et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-chaux et les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction, les procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants.

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours, d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme:

Paris, le 2^e Décembre 1855.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 2 Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 344.

160. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par subdivisions chapitre, du Crédit accordé, sur l'exercice 1856, pour les Dépenses Ministère des Finances.*

..... Du 1^{er} Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

La loi du 5 mai 1855, sur la fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856, laquelle a ouvert, pour les dépenses du ministère des finances, des crédits montant à sept cent soixante et onze millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille francs ;

le décret du 31 octobre dernier (1) portant répartition, par ministère, pour chaque ministère, des crédits ouverts par ladite loi, conformément à l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ; les articles 35 et 36 du règlement général du 31 mai 1838 (2), sur la comptabilité publique ;

le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

ONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le crédit de sept cent soixante et onze millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cents francs (771,798,900^f), alloué, sur l'exercice 1856, par la loi du 5 mai 1855 et le décret impérial de répartition du 31 octobre suivant, pour les dépenses du ministère des finances, demeure réparti, par subdivision chapitre, conformément au tableau ci-annexé.

Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

1^{re} série, Bull. 336, n° 8107.

1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

1^{re} Série.

DISTRIBUTION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

I^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.I^{re} SECTION. — Dette consolidée et amortissement.CHAPITRE I^{er}. — Rentes 4 1/2 p. 0/0. (Décret du 14 mars 1851.)

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE II. — Rentes 4 1/2 p. 0/0. (Ancien fonds.)

Art. unique. arrérages annuels.....

CHAPITRE III. — Rentes 4 p. 0/0.

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE IV. — Rentes 3 p. 0/0.

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE V. — Fonds d'amortissement.

Art. unique. Dotation annuelle.....

II^{re} SECTION. — Emprunts spéciaux pour canaux et travaux de

CHAPITRE VI. — Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le tré-

Art. 1^{er}. Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1821.).....

— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.)....

CHAPITRE VII. — Amortissement des emprunts à rembourser par le tré-

Art. 1^{er}. Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1821.).....

— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.)....

CHAPITRE VIII. — Rachat des actions de jouissance des canaux soumission-
(Loi du 3 mai 1833.)Art. 1^{er}. Canal du Rhône au Rhin.....

— 2. Canal de Bourgogne.....

— 3. Compagnie des Quatre-Canaux (de Bretagne, du Nivernais, du Berry et latéral à la Loire).....

III^{re} SECTION. — Intérêts de capitaux remboursables à divers titr-

CHAPITRE IX. — Intérêts de capitaux de cautionnements.

Art. unique. — Intérêts annuels.....

CHAPITRE X. — Intérêts de la dette flottante du trésor.

Art. unique. Intérêts annuels.....

A REPORTER.....

344. (55)
 15 et le décret du 31 octobre suivant, pour les dépenses de l'exercice 1856.

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
7,453,465'		
884,560		
2,355,699		
8,156,562		
6,890,286		
5,018,903	341,909,189'	
4,175,006		
2,783,194	10,306,627	
1,346,327		
7,500,000		
6,000,000	33,500,000	
.....	388,715,816	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

IV^e SECTION. — *Dette viagère.*CHAPITRE XI. — *Douaire de M^{me} la Duchesse d'Orléans.*

Art. unique. Douaire annuel.....

CHAPITRE XII. — *Rentes viagères.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XIII. — *Rentes viagères pour la vieillesse.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XIV. — *Pensions de l'ancienne pairie.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XV. — *Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.)*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XVI. — *Pensions à titre de récompense nationale.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XVII. — *Pensions militaires.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XVIII. — *Pensions ecclésiastiques.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XIX. — *Pensions de donataires dépossédés.*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XX. — *Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)*

Art. unique. Arrérages annuels.....

CHAPITRE XXI. — *Pensions accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile.*

Art. unique. Subvention annuelle.....

CHAPITRE XXII. — *Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.*

Art. unique. Secours annuels.....

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
.....	385,715,816 ^f	
300,000 ^f		
1,197,035		
2,100,000		
222,060		
1,330,000		
850,000		
33,900,000		
85,000		
1,100,000		
23,700,000		
513,000		
300,000		
65,597,035	385,715,816	

NOMINATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

BUDGET.....

CHAPITRE XXIII. — *Secours voyageurs aux anciens militaires de la République et de l'Empire.*

Art. unique. Secours annuels.....

CHAPITRE XXIV. — *Indemnités viagères de retraite aux employés et agents de la dernière liste civile.*

Art. unique. Indemnités annuelles.....

CHAPITRE XXV. — *Indemnités viagères de retraite aux employés du domaine prié du dernier règne.*

Art. unique. Indemnités annuelles.....

TOTAL de la I^{re} Partie.....II^e PARTIE. — DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS

CHAPITRE XXVI. Liste civile de l'Empereur.....

— XXVII. Dotation des princes et princesses de la famille impériale.....

— XXXIII. Dotations du Sénat.....

— XXIX. Dépenses administratives du Sénat.....

— XXX. Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités députés.....

— XXXI. Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....

TOTAL de la II^e Partie.....III^e PARTIE. — SERVICE GÉNÉRAL.

COUR DES COMPTES.

CHAPITRE XXXII. — *Personnel.*Art. 1^{er}. Traitements des magistrats..... 665

— 2. Préciput et récompenses des conseillers référendaires..... 400

— 3. Traitements des employés..... 210

CHAPITRE XXXIII. — *Matériel et dépenses diverses.*Art. 1^{er}. Fournitures de bureau, impressions, etc..... 15

— 2. Chauffage et éclairage..... 30

— 3. Habillement des gens de service..... 15

— 4. Entretien et achat du mobilier et réparations intérieures..... 15

— 5. Menues dépenses et dépenses accidentelles, frais divers et secours..... 60

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
1,597,035 ^f	385,715,816 ^f	
1,700,000		
	68,735,035	minist.
385,000		
150,000		
.....	454,450,851	
5,000,000	25,000,000	
1,500,000	1,500,000	
1,980,000	4,980,000	
1,150,762	1,152,762	
1,647,000	2,647,000	
2,795,700	2,795,700	
.....	38,173,462	
1,305,900		
	1,271,700	
65,800		
.....	1,271,700	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.

CHAPITRE XXXIV. — *Personnel.*

Art. 1 ^{er} .	Traitement du ministre.....	
	Ministère.....	2,097,500 ^f
	Contributions directes.....	141,500
Art. 2.	Enregistrement et domaines.....	463,300
Traitements	Forêts.....	239,900
des bureaux.	Douanes et contributions indirectes....	831,900
	Postes.....	749,000
	Monnaies et médailles.....	109,300
Art. 3.	Salaires des agents attachés au service intérieur de l'hôtel des finances, etc.	
Art. 4.	Ministère des finances.....	60,900 ^f
Indemnités	Administration des douanes.....	3,500
diverses.	Administration des postes.....	5,000
Art. 5.	Traitements des agents de l'inspection générale des finances....	

CHAPITRE XXXV. — *Matériel.*

Art. 1 ^{er} .	Fournitures de bureau.....	
— 2.	Impressions et lithographies.....	1,060
— 3.	Cartes à jouer. — Achat de papier filigrané; frais de moulage, etc.....	140
— 4.	Emballage et transport des impressions des administrations financières et des communes et des matières de cartes....	60
— 5.	Chauffage.....	70
— 6.	Éclairage.....	30
— 7.	Mobilier. — Entretien et renouvellement.....	100
— 8.	Bâtiments. — Entretien et réparations.....	30
— 9.	Magasins du matériel. — Loyer, entretien, etc.....	20
— 10.	Habillement des agents attachés au service intérieur de l'hôtel, des bureaux et caisses.....	20
— 11.	Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues....	40

CHAPITRE XXXVI. — *Dépenses diverses.*

Art. 1 ^{er} .	Frais de tournées ordinaires et extraordinaires des agents de l'inspection générale des finances.....	170
— 2.	Frais judiciaires et condamnations prononcées contre le trésor public.....	20

A. REPORTER..... 196

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
.....	1,271,700 ^f	
5,432,400 ^f		
1,689,230		
7,121,630	1,271,700	

RÉSUMÉ DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

		Report.....	196,00
Art. 3.	Secours aux veuves et orphelins d'employés du ministère des finances, de l'administration centrale des postes et de l'ancienne administration de la loterie, décédés sans avoir droit à pension, et secours accidentels à divers.....		25,00
— 4.	Indemnités spéciales de réforme pour cause de suppression d'emploi.....		38,60

MONNAIES ET MÉDAILLES.
(Service des établissements monétaires.)

CHAPITRE XXXVII. — *Personnel.*

Art. unique.	Établissements monétaires. — Traitements et gages des fonctionnaires et agents.....		
--------------	---	--	--

CHAPITRE XXXVIII. — *Matériel.*

Art. 1 ^{er} . Service central.	Entretien du mobilier.....	1,000	30,800
	Chauffage et éclairage.....	1,000	
	Achat et réparation de divers objets pour le service du laboratoire des essais.....	3,000	
	Reproduction des poinçons et coins des médailles, entretien et frais accessoires.....	20,000	
Art. 2. Établisse- ments monétaires et médailles.	Entretien des poids et balances.....	4,000	38,100
	Frais d'impressions.....	1,800	
	Fournitures de bureau et entretien du mobilier.....	4,000	
	Habillement des gens de service.....	1,800	
	Chauffage et éclairage.....	8,000	
	Entretien et réparations des bâtiments.....	20,000	
	Frais de transport de caisses et de ballots.....	300	
	Dépenses accidentelles et imprévues.....	4,000	

CHAPITRE XXXIX. — *Dépenses diverses.*

Art. 1 ^{er} . Service de la garantie	Frais de tournées de l'inspecteur.....	2,000	32,600
	Supplément de traitement aux essayeurs.....	30,000	
	Frais de bureau des essayeurs.....	600	
Art. 2. Établisse- ments monétaires	Frais de bureau des commissaires des monnaies.....	800	1,300
	Perte sur les échantillons de fabrication et les deniers courants.....	500	
	Perte sur les tolérances en fort.....	Mémoire.	

CHAPITRE XL. — *Refonte des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.)*

Art. 1 ^{er} .	Personnel.....	59,80
— 2.	Matériel.....	32,00
— 3.	Frais généraux de la refonte.....	1,839,00

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
7,121,630 ^f	1,271,700 ^f	
259,689	7,381,319	
75,200		
68,900		
	2,108,800	
33,900		
1,930,800		
	12,764,819	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

SERVICE DE TRÉSORERIE.

CHAPITRE XLI. — *Frais de trésorerie.*

- Art. 1^{er}. Frais de réalisation de fonds; frais d'emballage et de transport
commissions, courtage et frais divers..... 2.
— 2. Frais de trésorerie et des postes en Algérie.....
— 3. Frais de trésorerie et des postes en Italie.....

CHAPITRE XLII. — *Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.*

- Art. 1^{er}. Traitements et frais..... 1.
— 2. Bonifications d'intérêts sur le recouvrement des contributions
directes..... 1.
— 3. Taxations pour la centralisation du produit de l'impôt direct... 1.
— 4. Taxations pour la centralisation du produit des impôts et reve-
nus indirects.....
— 5. Remises sur les produits de coupes de bois et les produits
divers.....

CHAPITRE XLIII. — *Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.*

- Art. 1^{er}. Traitements fixes.....
— 2. Frais de service.....

EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.

CHAPITRE XLIV. — *Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.*— XLV. — *Dépenses des exercices clos. (Loi du 23 mai 1834, art. 8)*TOTAL de la III^e partie.....IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION
DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES
ET CADASTRE.*Service administratif des contributions directes et autres taxes
dans les départements.*CHAPITRE XLVI. — *Personnel.*

- Art. 1^{er}. Traitements des agents de tous grades..... 2.
— 2. Indemnités aux agents chargés d'intérim et de missions spé-
ciales.....

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
.....	10,761,819 ^f	
3,419,000 ^f		
5,041,000	9,530,000	
1,060,000		
313,000	313,000	
Memoire.	"	
.....	20,604,819	
2,510,800		
2,510,800.		

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

RAPPORT.....

CHAPITRE XLVII. — *Dépenses diverses.*

Art. 1 ^{er} . Frais de tournées des inspecteurs et des contrôleurs	490,7
— 2. Frais de bureau des directeurs.	447,5
— 3. Frais d'impression et de confection des rôles et avertissements des contributions directes, établis pour le compte de l'État.	968,9
— 4. Frais d'avertissements pour les impositions départementales et communales.	10,5
— 5. Frais relatifs aux taxes spéciales.	47,4
— 6. Secours et dépenses imprévues.	25,0

CADASTRE.

CHAPITRE XLVIII. — *Frais d'arpentage et d'expertise.*

Art. 1 ^{er} . Dépenses à la charge du budget de l'État.	50,0
— 2. Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux.	25,0

CHAPITRE XLIX. — *Mutations cadastrales.*

Art. unique. — Frais de mutations.	
---	--

*Frais de perception des contributions directes et autres taxes.*CHAPITRE L. — *Remises aux percepteurs, frais de distribution du 1^{er} avertissement, frais judiciaires et secours.*

Art. 1 ^{er} . Remises aux percepteurs.	10,916,00
— 2. Frais de distribution du 1 ^{er} avertissement.	341,01
— 3. Frais judiciaires et condamnations prononcées contre l'administration.	4,00
— 4. Secours aux agents de la perception, à leurs veuves et orphelins.	60,00

CHAPITRE LI. — *Subvention au fonds de secours pour les agents de la perception.*

ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.

(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)

CHAPITRE LII. — *Personnel.*

Art. 1 ^{er} . Enregistrement et domaines.)	Traitements des agents administratifs de tous grades.	2,715,300 ^f	9,825,300
	Remises des receveurs.	6,310,000	

A REPORTER. 9,825,300

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT..... 9,010

CHAPITRE LII. — *Personnel.* (Suite.)

		(Traitements des divers	
Art. 2. Timbre.	Atelier général du timbre.	agents.....	254,750 ^f
		Indemnités de travaux et veilles extraordi- naires.....	2,800
		Service des départements. (Traitements des di- vers agents.).....	
			203,400

CHAPITRE LIII. — *Matériel.*

Art. 1 ^{er} . Enregis- trement et domaines.	{	Achats de papier pour passe-ports et permis de chasse.....	10,000
		Frais d'emballage et de transport d'impressions.	6,000
		Entretien et réparations des bâtiments et do- maines de l'État et des biens séquestrés....	108,000
		Achats de papier à timbrer pour la débite....	450,600
Art. 2. Timbre.	{	Frais d'emballage et de transport de papiers timbrés.....	50,000
		Frais de bureau, d'entretien et de fabrication à l'atelier général et frais divers.....	39,000
		Menues dépenses du timbre dans les départe- ments.....	26,000

CHAPITRE LIV. — *Dépenses diverses.*

Art. unique. Enregis- trement et domaines.	{	Taxations pour la débite des papiers timbrés et la distribution des ports.....	600
		Frais de bureau des directeurs.....	330
		Frais de tournées des inspecteurs et vérificateurs.....	150
		Contribution des bâtiments et domaines de l'État et des biens séquestrés.....	900
		Frais d'estimation, d'affiches et de vente de mobilier et de do- maines de l'État.....	900
		Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants.	500
		Frais judiciaires.....	180
		Secours aux veuves et orphelins d'employés.....	80
		Dépenses diverses et accidentelles.....	180
		Solde du prix d'acquisition du terrain situé quai Malaquais, n ^{os} 11 et 13, pour l'établissement des caisses d'amortisse- ment et des dépôts et consignations.....	600

A REPORTER.....

ALLOCATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

Forêts.

(Service administratif et de surveillance dans les départements.)

CHAPITRE LV. — Personnel.

Art. unique. Traite- ments et indem- nités.	Traitements des agents de tous grades.....	150
	Indemnités pour travaux extraordinaires.....	100

CHAPITRE LVI. — Matériel.

Art. 1 ^{er} .	Fourniture et entretien des marteaux, pinces et plaques des gardes, etc.....	100
— 2.	Frais d'abatage et de façonnage des échelles et bois exploités par économie.....	50
— 3.	Travaux d'entretien et d'amélioration des forêts.....	100
— 4.	Dépenses du matériel de l'école forestière.....	50

CHAPITRE LVII. — Dépenses diverses.

Art. 1 ^{er} .	Rachat de droits de pâturage, passage et glandée, et frais de cantonnement des usagers.....	100
— 2.	Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux.....	300
— 3.	Frais de bureau des conservateurs.....	50
— 4.	Frais de tournées et de missions.....	50
— 5.	Indemnités aux gardes blessés et secours aux veuves et orphelins.....	100
— 6.	Indemnités de premier établissement aux sous-officiers nommés à des emplois de gardes.....	100
Art. 7. Avances recouvra- bles.	Frais d'adjudications de diverses natures.....	250,000 ^f
	Frais de poursuites et d'instances, et condamnations en matière correctionnelle.....	130,000
	Frais d'instances et condamnations en matière civile.....	70,000

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
.....	27,753,636'	
34,580,300'		
1,528,000	6,255,800	
751,500		
.....	34,009,436	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements)

CHAPITRE LVIII. — *Personnel.*

Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents du service administratif et de per-		
Service	ception	4,959,000 ^f	
des	Traitements des agents du service actif.....	18,366,400	215
douanes.	Indemnités et gratifications.....	350,000	
Art. 2.	Traitements des agents et préposés de tous grades autres que		
Service	les receveurs.....	15,032,400 ^f	
des	Traitements des receveurs.....	2,107,100	
contribu-	Indemnités à divers receveurs pour insuffi-		19
tions	sance, remises, etc.....	90,000	
indirectes.	Remises aux receveurs baralistes et aux pré-		
	posés d'octrois.....	1,800,000	
Art. 3.	Traitements des préposés aux ventes et expéditions de pou-		
Service	dres.....	6,200 ^f	
des	Indemnités spéciales au service des poudres		
poudres	dans diverses localités.....	12,800	
à feu.	Remises aux entreposeurs pour la vente des		
	poudres en Corse et dans le pays de Gex...	6,000	
Art. 4.	Traitements des agents des manufactures....	464,900	
Service	Traitements des agents des magasins de feuilles.	231,600	1,00
des	Traitements du service de surveillance de la		
tabacs.	culture.....	385,300	

CHAPITRE LIX. — *Matériel.*

Art. 1 ^{er} .	Construction, entretien et réparations des bureaux, corps de		
Service	garde et embarcations.....	275,300 ^f	
des	Achat et entretien de poids, balances et uten-		34
douanes.	siles de bureau.....	50,000	
	Frais de transport de fonds, paquets, ballots et		
	échantillons.....	14,000	
	Dépenses diverses et imprévues.....	55,210	
Art. 2.	Fourniture et entretien des poinçons et ustensiles; frais divers		
Service	du service de la garantie.....	20,000 ^f	
des	Frais de loyer, entretien des ustensiles et frais		
contribu-	de main-d'œuvre des argues de Lyon et de		
tions	Trévoux.....	20,000	114
indirectes.	Achat d'instruments et d'ustensiles et rembour-		
	sement de leur valeur consignée.....	70,100	
	Frais d'emballage et de transport et frais de cor-		
	respondance extraordinaire.....	2,000	

A REPORTER..... 504

344.

(673)

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
.....	34,009,436 ^f	
3,811,700 ^f		
43,811,700	34,009,436	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

Report..... 566,6

CHAPITRE LIX. — Matériel. (Suite.)

Art. 3. Service des poudres à feu.	Remboursement du prix de revient des poudres livrées aux entrepôts des contributions indirectes.....		3,611,624 ^f	3,847,6
	Constructions et réparations des magasins de poudres.....		\$5,000	
	Frais de transport de poudres, et frais acces- soires		100,000	
	Achat de poudres reprises des délitants ou pro- venant de saisies, etc.....		1,000	
Art. 4. Service des tabacs.	Magasins de feuilles.	Loyers et contributions.....	200,000	9,289,04
		Entretien et réparations des usten- siles et du mobilier, et menus frais.	65,000	
		Gages	187,000	
		Salaires.....	375,000	
	Manufac- tures.	Fournitures diverses.....	178,000	
		Loyers et contributions.....	63,000	
		Entretien, réparations et achats des machines, des appareils, etc...	370,000	
		Gages	269,000	
	Magasins et manufac-	Salaires.....	5,510,000	
		Fournitures diverses.....	1,572,000	
		Entretien et réparations ordinaires des bâtiments.....	200,000	
		Constructions nouvelles et grosses réparations.....	360,000	

CHAPITRE LX. — Dépenses diverses.

Art. 1 ^{er} . Service des douanes.	Dépenses fixes résultant de baux ou d'abonnements (frais de loyer, de chauffage et d'éclairage des bureaux et corps de garde).....		860,100 ^f
	Indemnités de tournées et de déplacement des inspecteurs et sous-inspecteurs division- naires.....		125,000
	Frais de fourrage des brigades de cavalerie...		26,000
	Indemnités de résidence aux agents inférieurs des brigades placés dans de grandes villes..		392,450
	Indemnité représentative de la taxe de plom- bage et d'estampillage, etc.....		460,000
	Indemnité de premier établissement aux sous- officiers admis dans le service actif.....		2,000

A REPORTER..... 1,865,550

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
43,811,900 ^f	34,009,436 ^f	
13,643,134		
57,454,934	34,009,436	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT..... 1,865,550'

CHAPITRE LX. — *Dépenses diverses. (Suite.)*

Art. 1 ^{er} . Service des douanes. (Suite.)	Indemnités aux femmes chargées de concourir au service des visites à la frontière.....	38,300	14
	Indemnités aux employés blessés, et secours aux veuves et orphelins.....	14,000	
	Condamnations et frais judiciaires à la charge de l'État, primes pour arrestations de fran- deurs, etc.....	36,000	
Art. 2. Service des contribu- tions indirectes.	Loyers et frais de bureau. (Frais alloués à di- vers agents.).....	1,143,100	34
	Indemnités pour frais de recensement et d'in- ventaires et pour services extraordinaires, etc.	151,720	
	Indemnités pour frais de tournées et pour en- retien d'un cheval.....	1,100,600	
	Indemnité aux surnuméraires chargés de rem- plir des intérim.....	35,000	
	Dépenses accidentelles.....	56,000	
	Primes d'apurement de compte ou frais de non-valeurs.....	160,000	
	Loyers des magasins des entreposeurs de tabacs, et menus frais.....	155,000	
	Vacations des commissaires de police pour le service de la gendarmerie.....	30,000	
	Frais judiciaires.....	86,000	
	Contribution foncière (canaux).....	125,000	
	Abonnements pour frais de loyer, de bureau, etc. aux receveurs des droits sur les canaux sou- missionnés.....	20,000	
Art. 3. Service des poudres à feu.	Loyers des magasins des entreposeurs de poudres.....		1
	Frais inhérents au paiement du prix des ta- bacs.....	10,000	
Art. 4. Service des tabacs.	Indemnités et secours voyageurs à des ouvriers blessés ou devenus infirmes.....	24,000	11
	Indemnités aux préposés temporaires, frais de vérification de culture, frais de tournée, etc.	96,000	

A. REPORTER.....

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

CHAPITRE LXI. — *Avances recouvrables.*

Art. 1 ^{er} . Service des contribu- tions indirectes.	} Frais de perception des octrois gérés par l'administration...
Art. 2. Service des tabacs.	
	} Indemnités aux experts chargés du classement des tabacs in- digènes, frais d'indication et autres frais à la charge des planteurs.....

CHAPITRE LXII. — *Achats et transports de tabacs.*

Art. 1 ^{er} . Achats.	Achats de tabacs indigènes.....	14,000,000 ^f	} 30,600,000 ^f
	Achats de tabacs exotiques.....	12,000,000	
	Achats de cigares fabriqués à l'étranger.....	4,000,000	
	Achats d'échantillons de tabacs.....	300,000	
	Achats de tabacs provenant de saisies ou repris des débitants, etc.....	300,000	
Art. 2.	Frais de transports de tabacs, frais accessoires et primes d'assu- rances.....		1,000,000

CHAPITRE LXIII. — *Dépenses du service des douanes en Algérie.*

Art. 1 ^{er} .	Personnel.....	
Art. 2.	Matériel.....	

POSTES.

(Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements)

CHAP. LXIV. — *Personnel.*

Art. 1 ^{er} . — Administration et perception.	§ 1 ^{er} . Service de Paris.	Traitements des agents des bureaux établis à l'hôtel des postes Paris pour l'exploitation du service actif.		1,640,000 ^f	} 1,666,250 ^f
		Indemnités pour travaux ex- traordinaires et de nuit ..		26,250	
	§ 2. Service commun à Paris et aux départe- ments.	Traitements des agents des bureaux am- bulants sur les chemins de fer.			1,988,700

A REPORTER..... 2,954,950

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
1,626,204 ^f	34,009,436 ^f	
780,000		
	97,025,769	
1,600,000		
1,019,500		
.....	131,035,205	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

CHAP. LXIV. — *Personnel.* (Suite.)

REPORT..... 2,754,950^f

Art. 1^{er}. — Administration
et perception. (Suite.)

§ 3.
Service
des
départements.

Traitements des agents de l'inspection.....	673,500 ^f	14,591,000
Traitements des agents comptables.....	3,043,000	
Traitements des employés de tous grades non comptables (bureaux composés).....	1,973,500	
Traitements des distributeurs et des facteurs-boîtiers locaux et ruraux.....	6,047,000	
Haute paye et indemnités à des facteurs locaux et ruraux.....	100,000	

11,837,000

Art. 2. — Transport des dépêches.

§ 1^{er}.
Trans-
port
par terre.

Gages des maîtres de poste..	172,000	268,719
Salaires des courriers (mailles-postes).....	96,719	

268,719

§ 2.
Trans-
port
par
chemins
de fer.

Traitements des agents préposés au service du transport et du transbordement des dépêches.....	365,000 ^f	368,600
Traitement du contrôleur du matériel à Paris.....	3,600	

368,600

§ 3.
Trans-
port
par mer.

Traitements des agents du service des dépêches	dans la Manche.....	7,500	105,100
	dans la Méditerranée.....	97,600	

105,100

CHAP. LXV. — *Matériel.*

Art. 1^{er}. — Administra-
tion et perception.

§ 1^{er}.
Service
de Paris.

Loyers des bureaux de poste dans Paris et indemnités aux gardiens des boîtes.....	140,000 ^f
Frais de régie aux directeurs des bureaux dans Paris (par abonnement).....	38,000
Entretien et renouvellement du mobilier; réparations des bâtiments.....	110,000

A REPORTER..... 288,000^f

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
.....	131,035,205 ^f	
15,334,369 ^f		
15,334,369	131,035,205	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

CHAPITRE LXV. — Matériel. (Suite.)

		REPORT.....	288,000 ^f	
		Chauffage et éclairage.....	94,397	
		Fournitures de bureau, salaires des hommes de peine, etc.....	150,000	
S 1 ^{er} . Service de Paris. (Suite.)	Habillement des facteurs, des gardiens de bureau, des chargeurs à l'administration et aux gares des chemins de fer et des cochers des facteurs, etc.....	110,000	680,147 ^f	
	Frais divers du service de Paris.....	37,750		
	S 2. Impressions.....	455,925		
S 2. Service commun à Paris et aux départements.	Timbres et cachets.....	16,800		1,435,
	Frais de confection des timbres-postes.....	225,000	782,725	
	Entretien des sacs et colliers du service des bureaux ambulants.....	35,000		
S 3. Service des départements.	Entretien des bâtiments à Bordeaux et à Versailles..	3,000		
	Entretien des boîtes dans les départements et indemnités à des gardiens de boîtes	20,000	83,000	
	Frais de chevaux et guides..	753,585		
S 1 ^{er} . Transport par terre.	Supplément de prix de conduite ou chevaux de renfort, etc.....	74,179		
	Construction et entretien des malles et fourgons et des voitures des facteurs dans Paris.....	94,729		
	Frais extraordinaires du transport des dépêches en malles, et indemnité pour casse d'accidents.....	47,318		

A REPORTER... 969,821 2,435

DÉNOMINATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT 1,435,

CHAPITRE LXV. — Matériel. (Suite.)

REPORT 969,811^f

Art. 2. Transport des dépêches. (Suite.)

§ 1. Trans- port par terre. (Suite.)	Transports par entreprise.	en voiture 4,380,000 ^f	6,430,000	7,494,811 ^f
		à cheval.. 1,490,000		
		à pied... 560,000		
		Frais extraordinaires des ser- vices par entreprise	25,000	
		Frais de transport des dé- pêches et des bureaux ambu- lants.	1,880,000	
		Loyers des bureaux de poste dans les gares de chemins de fer.....	50,000	
§ 2. Trans- port par chemins de fer.		Construction et entretien des bureaux ambulants et des allées.....	170,000	2,476,000
		Chauffage et éclairage des bu- reaux ambulants, et fourni- tures diverses.....	150,000	
		Frais de régie et d'aide des agents préposés au service du transport des dépêches.	96,000	
		Frais extraordinaires du trans- port des dépêches.....	70,000	
		Transports par entreprise...	60,000	
		Loyers des bureaux et magasins pour l'ancien service des paquebots-postes de la Manche.....	1,450 ^f	
		Loyers des bureaux et maga- sins pour le service des dé- pêches dans la Méditerra- née.....	11,612	
		Vivres. — Frais de table des agents embarqués à bord des paquebots de la compa- gnie concessionnaire dans la Méditerranée.....	24,156	
		Transports par entreprise,...	60,000	
§ 3. Trans- port par mer.				97,218 ^f

A REPORTER

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
334.369'	131,035,205'	
133,901		
68,270	131,035,205	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

CHAPITRE LXVI. — *Dépenses diverses.*Art. 1^{er}. Administration et perception.

§ 1 ^{er} . Service de Paris.	Pertes et menus frais de caisse des comptables, frais d'échange de cuivre aux facteurs.....	18,800 ^f	21,800 ^f
	Honoraires des médecins....	3,000	
§ 2. Service commun à Paris et aux départements.	Frais de remplacement d'employés et de facteurs, secours à ces agents, à leurs veuves et orphelins.....	130,000 ^f	876,000
	Frais de tournées et de voyages extraordinaires.....	118,000	
	Indemnités aux agents des bureaux ambulants sur les chemins de fer.....	485,000	
	Frais judiciaires et condamnations prononcées contre l'administration.....	3,000	
	Achat de lettres venant de l'étranger.....	50,000	
	Achat de lettres venant des pays d'outre-mer.....	80,000	
	Dépenses accidentelles.....	10,000	
	Frais de loyer et de bureau des inspecteurs, et frais d'aide à ceux d'entre eux qui n'ont pas de commis...	50,000 ^f	
	Frais de régie et de loyer aux directeurs.	Bureaux composés. . . 444,000^f Bureaux simples 611,000	
		1,055,000	
§ 3. Service des départements.	Frais d'aide et indemnités de service de nuit des bureaux simples et des bureaux de distribution, des gardiens d'entrepôts de dépêches et des portiers des villes de guerre pour l'ouverture des portes.	470,000	
	Frais de service extraordinaire pour les lieux de bains, de foires, de campements, etc.	20,000	
	Indemnités aux facteurs ruraux pour passage de bacs et ponts.....	5,000	
A REPORTER...		1,600,000	897,800 ^f

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT

CHAPITRE LXVI. — *Dépenses diverses.* (Suite.)

et perception. (Suite.)	§ 3. Service des départe- ments. (Suite.)	REPORT.....	1,600,000 ^f	897,800 ^f	26
		Indemnités aux gardiens d'en- trepôts des dépêches.....	140,000		
		Frais de premier établisse- ment aux distributeurs des postes, et indemnités pour uniforme aux brigadiers- facteurs.....	12,000	1,752,000	
ART. 2. Transport des dépêches.	§ 1 ^{er} . Trans- port par terre.	Frais de missions relatives aux re- lais.....	10,000 ^f	178,000	25
		Indemnités aux maîtres de poste pour localités diffi- ciles et perte de chevaux..	150,000		
		Secours à d'anciens courriers et à des veuves de cour- riers, secours aux postil- lons, à leurs veuves et or- phelins.....	18,000		
		Frais de remplacement d'agents du ser- vice des dépêches dans la Manche et dans la Méditerranée; secours à leurs veuves et orphelins.....	3,500 ^f		
		Frais de régie et d'aide des di- recteurs des postes dans le Levant, et frais de bureau des agents embarqués à bord des paquebots de la compa- gnie concessionnaire.....	23,900		
	§ 2. Trans- port par mer.	Frais de tournées et de mis- sions des agents du ser- vice des dépêches dans la Manche et dans la Méditer- ranée.....	3,200	35,800	
		Indemnité à l'entreposeur des dépêches à Malte; frais de transport accidentel à Dou- vres et à Marseille des dé- pêches provenant des pa- quebots; pertes et avaries.	5,200		

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
26,768,270'	131,035,205'	
2,863,60		
29,631,870	131,035,205	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

Report.....

CHAPITRE LXVII. — Subventions.

- Art. 1^{er}. Subvention à la compagnie concessionnaire du transport des dépêches
le continent et la Corse.....
- 2. Subvention à la compagnie concessionnaire du service postal
de la Méditerranée.....
- 3. Subvention à la compagnie concessionnaire du transport des
dépêches entre Calais et Douvres.....

TOTAL de la IV^e partie.....

V^e PARTIE.

**REBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS,
PRIMES, ET ESCOMPTE.**

**CHAPITRE LXVIII. — Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes
et sur les taxes perçues en vertu de rôles.**

- Art. 1^{er}. Contributions directes. — Restitutions de centimes communaux,
leurs, etc..... 62
- 2. Dégrevements pour pertes de matière imposable et pour suréva-
luation de propriétés nouvellement imposées.....
- 3. Taxes spéciales. — Dégrevements et non-valeurs.....

CHAPITRE LXIX. — Remboursements sur produits indirects et divers.

- Art. 1^{er}. Enregistrement et domaines..... 17
- 2. Forêts.....
- 3. Douanes.....
- 4. Contributions indirectes.....
- 5. Postes.....
- 6. Produits divers.....

**CHAPITRE LXX. — Répartition des produits de plombage, d'estampillage,
en matière de douanes.**

- Article unique. Douanes.....

A REPORTER.....

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
chapitre.	par service.	
631,879 ^f	241,235,205 ^f	
	33,595,061	
963,191		
.....	164,680,296	
617,502	62,617,502	
304,000	2,304,000	
790,000	790,000	
.....	65,711,502	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

REPORT.....

CHAPITRE LXXI. — Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.

Art. 1 ^{er} . Enregistrement et domaines.....	1,000,000
— 2. Forêts.....	500,000
— 3. Douanes.....	2,000,000
— 4. Contributions indirectes.....	1,000,000
— 5. Postes.....	2,000,000

CHAPITRE LXXII. — Primes à l'exportation de marchandises.

Article unique. Douanes.....

CHAPITRE LXXIII. — Escomptes sur divers droits.

Art. 1 ^{er} . { Escompte sur le droit de douanes..... 400,000 ^f { consommation des sels. { contributions indirectes 87,000 }	487,000
— 2. L'escompte sur les droits de douanes.....	1,000,000
— 3. Escompte sur le droit de fabrication du sucre indigène.....	150,000
— 4. Escompte sur le droit de fabrication des bières.....	50,000

TOTAL de la V^e partie.....

I ^{re} Partie. Dette publique.....	1,000,000
II ^{re} ——— Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.....	500,000
III ^{re} ——— Service général.....	1,000,000
IV ^{re} ——— Frais de régie, de perception et d'exploitation.....	1,000,000
V ^e ——— Remboursements et restitutions, non-valeurs.....	1,000,000

Arrêté le présent tableau à la somme de sept cent soixante et onze millions
Paris, le 1^{er} décembre 1855.

MONTANT DES CRÉDITS		OBSERVATIONS.
par chapitre.	par service.	
.....	65,711,503 ^f	
5,062,000 ^f	5,062,000	
21,500,000	21,500,000	
1,666,000	1,666,000	
.....	93,939,502	

FIN.

.....	454,450,851 ^f
.....	38,173,462
.....	20,604,819
ôts et revenus publics.....	164,630,266
comptes.....	93,939,502
	771,798,900

tre-vingt-dix-huit mille neuf cents francs.

Le Ministre secrétaire d'état des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 3161. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit* représentant la *somme versée au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des Travaux publics appartenant à l'exercice 1855.*

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert, par ordonnance royale, au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits crédits non employés pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1855,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1855 (première et deuxième section du budget), un crédit de sept cent quatre-vingt-treize mille trois cent trente-huit francs quatre-vingt-six centimes (793,338^f 86^c) formant le montant de l'état ci-dessus mentionné.

Cette somme de sept cent quatre-vingt-treize mille trois cent trente-huit francs quatre-vingt-six centimes (793,338^f 86^c) est répartie, entre les sections et chapitres du budget de l'exercice 1855 désignées ci-après, dans les proportions suivantes :

PREMIÈRE SECTION.

CHAPITRE XXIII. Routes et ponts. — Travaux ordinaires....	67,248' 68"
XXIV. Routes et ponts. — Rectifications.....	27,180 00
XXVII. Navigation intérieure (rivières). — Travaux ordinaires.....	169,495 36
XXIX. Ports maritimes. — Phares et fanaux.....	224,251 62
TOTAL, pour la première section.....	468,090 66

DEUXIÈME SECTION.

CHAPITRE XXXV. Nouvelles routes de la Corse. 10,000' 00"	
XXXVII. Amélioration de rivières....	80,218 02
XLII. Établissement de grandes lignes de chemins de fer..	235,030 18
TOTAL, pour la deuxième section..	325,248 20
Somme totale au montant du crédit.....	793,338 86

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,

Signé E. ROUHER.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes particulières pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux approuvés à l'exercice 1855.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	Montant versé par le département
1^{re} SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXIII.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
Calvados.....	Travaux de rectification sur la route impériale n° 172. 2,000 ^f	6,850 ^f 00 ^c
	Élargissement de la route n° 172 dans la traversée de la rue Larcher, à Bayeux..... 4,850	
Charente-Inférieure.....	Reconstruction d'une arche du pont de Sérigny, sous la levée de Plaisance, route n° 137, de Bordeaux à Saint-Malo.....	8,000 00
Eure.....	Conversionnement en empiérement de parties pavées de la route n° 182, de Nantes à Bouen, entre la limite de Seine-et-Oise et le Goulet.....	2,500 00
Gironde.....	Entretien des routes impériales dans les traverses de Bordeaux.....	1,632 00
Ille-et-Vilaine.....	Établissement de trottoirs sur la route impériale n° 12, de Paris à Brest, dans la rue de Paris, à Rennes.....	2,180 65
Jura.....	Amélioration de la route n° 83, de Lyon à Strasbourg, aux abords du pont de Solvan.....	1,000 00
Loire-Inférieure.....	Amélioration dans la traverse de Nort de la route n° 164, d'Angers à Brest.....	600 00
Manche.....	Recensement de deux maisons faisant saillie sur la route impériale n° 277 dans la traverse de Mastin.....	700 00
Meuse.....	Plantations de la route n° 18, de Paris à Longwy.....	182 00
Morbihan.....	Conversionnement en empiérement de la chaussée pavée de la route impériale n° 24, dans le faubourg Kentrack, à Lorient.....	3,000 00
Nord.....	Amélioration des routes n° 17, de Paris à Lille, et n° 29, de Rouen à Valenciennes, dans les rues des Fromages et de la Caille, à Cambrai.....	4,000 00
Oise.....	Reconstruction du pont Saint-Laurent, à Beauvais, et amélioration de la route impériale n° 1, aux abords.....	3,450 00
Pyrénées (Hautes-). ..	Élargissement du pont de l'Adour et construction de trottoirs dans les rues des Pyrénées et de Baguères, à Tarbes, route impériale n° 21, de Paris à Barèges.....	2,000 00
Seine.....	Construction de l'escalier du terre-plein du Pont-Neuf.....	319 03
Seine-et-Marne.....	Élargissement de la route impériale n° 3 dans la traverse de Meaux.....	10,000 00
Seine-et-Oise.....	Assainissement de la route n° 20 dans la traverse de Lisses.....	200 00
Var.....	Réparation des routes impériales n° 95 et 7 dans la traverse de Brignoles.....	1,650 00
Vaucluse.....	Élévation de la route impériale n° 100 entre le pont d'Avignon et la route impériale n° 7.....	19,007 00
	TOTAL pour le Chapitre XXIII.....	67,243 68
CHAPITRE XXV.		
ROUTES ET PONTS. (Rectifications.)		
Aisne.....	Rectification de la route impériale n° 2, de Paris à Mauberge, dans la rampe de Vaux, à la sortie de Laon par la porte Luécien.....	40,000 00
Drôme.....	Travaux de rectification entre Valence et Saint-Rambert, sur la route n° 7.....	7,100 00
	TOTAL pour le Chapitre XXV.....	47,100 00

DÉPENSES.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements par chapitre.
		fr. c.
CHAPITRE XXVII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) — TRAVAUX ORDINAIRES.		
Or.....	Travaux sur la Seine, à Courceroy.....	600'00
Or.....	Construction du pont de Pont-aillier, sur la Saône.....	4,000 00
Or.....	Travaux de dragage et de fauchage dans la rivière d'Eure..	3,042 00
Or.....	Amélioration du port de Branne.....	12,000'
Or.....	Réparation au barrage de Lapouyade.....	10,700
Or.....	Travaux d'amélioration sur le Cher aux abords du pont de	
Or.....	Bléré.....	5,000 00
Or.....	Formeture du bras de Gredan, sur la Garonne.....	25,000 00
Or.....	Travaux de défense des rives de la Meuse.....	2,410'00
Or.....	Construction d'un chemin de halage avec aque-	
Or.....	duc en face de Sivy.....	2,700 00
Or.....	Construction d'une dérivation de la Meuse sur	
Or.....	les territoires de Champenaille et de Va-	
Or.....	cheureville.....	3,773 30
Or.....	Achèvement des perrés de Soulaugy, sur la rive	
Or.....	droite de la Loire.....	2,603 15
Or.....	Réparation des pertuis de l'Yonne.....	700 00
Or.....	Empierrement du chemin de halage de la Lys, entre Mer-	
Or.....	ville et Saint-Venant.....	5,000 00
Or.....	Travaux d'amélioration de la rivière d'Aa, entre le pont	
Or.....	Saint-Folquin et Mardyk.....	8,466 91
Or.....	Raccordement du pont Napoléon au quai Falchirou, sur la	
Or.....	Saône.....	9,000 00
Or.....	Entretien du chemin de halage de la Seine.....	1,500 00
Or.....	Consolidation des piles du pont Saint-Benoist, sur le Rhône.	13,000 00
TOTAL pour le Chapitre XXVII.....		109,495 36
CHAPITRE XXIX.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
Or.....	Travaux d'amélioration au port de Saint-Benoist.	6,407'92
Or.....	Dévasement des ports et chenaux du départe-	
Or.....	ment de la Charente-Inférieure.....	20,000 00
Or.....	Amélioration du port de Pont-Audemer.....	10,000 00
Or.....	Travaux d'amélioration et d'entretien des chaumiées et du	
Or.....	terre-plein du port de Bordeaux.....	18,457'32
Or.....	Entretien du port de Plagne.....	200 00
Or.....	Délimitation du rivage au bassin d'Arcachon..	92 50
Or.....	Sauvetage d'un bateau appartenant à un parti-	
Or.....	culier.....	300 00
Or.....	Amélioration et entretien du port de Bourg...	4,300 00
Or.....	Entretien du port de Bleye.....	528 39
Or.....	Entretien du port de Bayecheville.....	120 89
Or.....	Entretien du port de Saint-Estèphe.....	233 34
Or.....	Entretien du port de Libourne.....	611 36
Or.....	Élargissement du quai des Hollandais, à Dunkerque.....	180,000 00
Or.....	Reconstruction du pavillon des officiers au port de Boulogne.	3,000 00
TOTAL pour le Chapitre XXIX.....		244,251 62
II^e SECTION.		
CHAPITRE XXXV.		
NOUVELLES ROUTES DE LA CORSE.		
Or.....	Travaux de rectification sur la route impériale n° 194.....	20,000 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDs SONT DESTINÉS.
CHAPITRE XXXVII. AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.	
Manche.....	Canalisation de la Vire supérieure..... 46,974 ⁵⁷
Mayenne.....	Canalisation de la Mayenne..... 83,243 02
	TOTAL pour le chapitre XXXVII..... 130,218 02
CHAPITRE XLII. ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMIN DE FER.	
Rhin (Bas-).....	Travaux de terrassement et établissement des voies dans la partie commune aux deux chemins de fer de Paris à Strasbourg et de Strasbourg à Bâle, à l'entrée de Strasbourg et dans l'intérieur de la gare de cette ville..... 120,810 ⁶⁵
Seine.....	Fourniture de rails, coussinets, traverses et changements de voies pour le chemin de fer de ceinture..... 104,619 50
	TOTAL pour le Chapitre XLII..... 225,030 15
	TOTAL GÉNÉRAL.....
RÉCAPITULATION.	
I^{re} SECTION DU BUDGET.	
CHAPITRE XLIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires.... 67,210
— XIV.	Routes et ponts. — Rectifications..... 47,100
— XXVII.	Navigation intérieure (rivières). — Travaux ordinaires..... 109,490
— XLII.	Ports maritimes, phares et fanaux..... 244,370
	TOTAL pour la 1^{re} section..... 468,070
II^e SECTION.	
CHAPITRE XXIV.	Nouvelles routes de la Corse. 10,000 ⁰⁰
— XXVII.	Améliorations de rivières... 80,218 02
— XLII.	Établissement de grandes lignes de chemin de fer... 235,030 18
	TOTAL pour la 2^e section.. 325,248 20 325,248 20
	TOTAL pour les deux sections du budget réunies. 793,318 20

Approuvé pour être annexé au décret du 19 novembre 1855.

Paris, le 19 Novembre 1855.

*Le Ministre de l'agriculture,
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

3162. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui établit un *Conseil de Prud'hommes* à la *Ferté-Macé* (Orne).

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir. **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
 de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la délibération du conseil municipal de la Ferté-Macé, en date
 du 29 mai 1854 et celle de la chambre consultative des arts et ma-
 nufactures de la même ville, en date du 22 mai de la même année;

Les propositions du préfet de l'Orne et la lettre de notre garde des
 sceaux, ministre de la justice, en date du 6 septembre 1855;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est établi à la Ferté-Macé un conseil de
 prud'hommes pour les industries dénommées ci-après et divi-
 sées en quatre catégories, qui concourront à la composition du
 conseil dans les proportions suivantes :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Tissage.....	4	4
2 ^e	Blanchiment.....	1	1
3 ^e	Teinturerie.....	1	1
4 ^e	Appâté.....	1	1
		14	

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de la Ferté-
 Macé s'étendra à tous les établissements destinés aux industries
 désignées ci-dessus et dont le siège sera situé dans les cantons
 de la Ferté-Macé et de Juvigny-sous-Andaine.

Seront justiciables de ce conseil les fabricants, entrepreneurs
 chefs d'atelier qui seront à la tête de ces établissements,
 ainsi que les contre-maîtres, ouvriers et apprentis qui travaille-
 ront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la rési-
 dence des uns et des autres.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agri-

culture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3163. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que M. *Mouton-Duvernet*, auditeur au Conseil d'état, nommé sous-préfet de Briey (Moselle), est autorisé à conserver le titre d'auditeur en service extraordinaire. (*Paris, 30 Novembre 1855.*)

N° 3164. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que M. *Des Michels*, auditeur de deuxième classe au Conseil d'état, est nommé auditeur de première classe, en remplacement de M. *Mouton-Duvernet*, nommé sous-préfet. (*Paris, 30 Novembre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Décembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 10 Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 345.

N^o 3165. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée un service spécial de surveillance des Chemins de fer.*

Da 22 Février 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La surveillance des chemins de fer et de leurs dépendances est exercée par des commissaires de police dont la résidence, le nombre et les traitements, et frais de bureau seront établis conformément au tableau suivant :

RÉSIDENCE.	NOMBRE des commissaires.	TRAITEMENTS.	FRAIS de bureau.
Paris.....	6	36,000 ^f	9,000 ^f
Lyon.....	2	8,000	1,600
Marseille.....	1	4,000	800
Lille.....	1	4,000	800
Rouen.....	1	4,000	800
Le Havre.....	1	4,000	800
Nantes.....	1	4,000	800
Bordeaux.....	1	4,000	800
Strasbourg.....	1	4,000	800
Boulogne.....	1	3,000	600
Calais.....	1	3,000	600
Amiens.....	1	3,000	600
Orléans.....	1	3,000	600
Reims.....	1	3,000	600
Metz.....	1	3,000	600
Valence.....	1	3,000	600
Montpellier.....	1	3,000	600
Tarboing.....	1	2,000	400
Dunkerque.....	1	2,000	400
Chartres.....	1	2,000	400
Tours.....	1	2,000	400
Châlons.....	1	2,000	400
Forbach.....	1	2,000	400
Saint-Louis.....	1	2,000	400
	50	110,000	23,000

2. Il est créé ~~soixante et dix~~ inspecteurs de police spécialement attachés au service de la surveillance des chemins de fer. Ces inspecteurs seront nommés par un arrêté de notre ministre de l'intérieur, qui fixera leur traitement et leur résidence.

Ils seront divisés en trois classes : le traitement des inspecteurs de première classe sera de deux mille quatre cents francs, le traitement des inspecteurs de deuxième classe sera de mille huit cents francs, le traitement des inspecteurs de troisième classe sera de mille cinq cents francs.

3. Les pouvoirs des commissaires de police et des inspecteurs de police s'étendront à toute la ligne à laquelle ils seront attachés.

Les décrets de nomination des commissaires de police détermineront leur résidence, et, s'il y a lieu, les sections de la ligne sur lesquelles s'étendra plus particulièrement leur juridiction.

4. Les inspecteurs de police sont placés sous l'autorité immédiate et la direction des commissaires de police; les uns et les autres prêteront serment entre les mains du préfet de police à Paris, et du préfet dans les départements.

5. Les commissaires de police rendront compte aux préfets de tous les faits intéressant leur service; ils adresseront en même temps copie de leurs rapports à notre ministre de l'intérieur.

6. Les commissaires de police établis dans des localités traversées par des chemins de fer continueront à exercer leur autorité sur la partie de ces lignes comprise dans leur circonscription, concurremment avec les commissaires de police créés par le présent décret.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Février 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 3166. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée, à Paris, un Commissariat central de police des Chemins de fer.*

Du 18 Mars 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu le décret du 22 février portant création d'un service spécial de surveillance sur les chemins de fer,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Paris un commissariat central de police des chemins de fer.

Un traitement de sept mille francs est attaché à cet emploi, dont le titulaire recevra, en outre, quinze cents francs de frais de bureau.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mars 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur ;

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 3167. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie le Cadre du personnel de la Police de Rouen.*

Du 10 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel de la police de Rouen, arrêté par notre décret du 26 septembre dernier (1), est modifié,

(1) Bull. 340, n° 3131.

en ce qui concerne le corps des agents de police et celui des sergents de ville, conformément au tableau suivant :

Agents de police...	{	1 chef.
		1 sous-chef.
		2 sous-inspecteurs de police.
		2 brigadiers.
		12 agents.
Sergents de ville...	{	1 chef.
		1 sous-chef.
		8 brigadiers.
		49 sergents de ville.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 3168. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui augmente l'effectif de la Compagnie de Gendarmerie de la Guyane française.*

Du 31 Octobre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les ordonnances des 6 septembre 1840 (1) et 13 août 1846 (2);

Vu les décrets des 30 janvier 1852 (3), 10 juillet 1852 (4) et 9 juillet 1853 (5);

De l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit;

ART. 1^{er}. L'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guyane française est porté à cent soixante et seize officiers, sous-officiers, brigadiers, gendarmes et enfants de troupe.

(1) ix^e série, Bull. 762, n° 8857.

(2) ix^e série, Bull. 1289, n° 12,694.

(3) x^e série, Bull. 484, n° 3572.

(4) x^e série, Bull. 561, n° 4273.

(5) xi^e série, Bull. 78, n° 685.

B. n° 345.

(705)

2. La composition et le complet de cette compagnie sont fixés comme il est indiqué au tableau ci-après :

GRADÉS.	OFFICIERS.	TROUPE	
		à cheval.	à pied.
Chef d'escadron.....	1	1	1
Capitaine.....	1	1	1
Lieutenant ou sous-lieutenant.....	1	1	1
Lieutenant ou sous-lieutenant trésorier.....	1	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1	1
Maréchal des logis adjoint au trésorier.....	1	1	1
Maréchaux des logis.....	1	1	1
Brigadiers.....	4	4	17
Gendarmes.....	1	27	109
Enfants de troupe.....	1	1	5
TOTAUX.....	4	32	140
TOTAL GÉNÉRAL.....		176	

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 31 Octobre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 3169. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire pour le paiement d'une somme dont l'État est débiteur envers deux anciens Entrepreneurs du travail dans les Prisons de la Seine.

Du 7 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre décret au contentieux, du 26 juillet dernier, qui a constitué l'État débiteur, envers les sieurs *Troupel* et *Ardit*, anciens entrepreneurs du travail dans les prisons de la Seine, et leurs sous-

traitants, d'une somme de soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs six centimes, portant intérêts, à partir du 10 février 1851, à raison du préjudice causé par la suspension du travail en 1848;

Considérant que cette dépense n'a été ni prévue ni réglée par le budget de l'exercice courant, et qu'il y a néanmoins urgence à opérer le remboursement de la créance,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur un crédit extraordinaire de quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-dix francs dix centimes (86,790^f 10^c), pour l'acquittement, en principal et intérêts, de la créance mentionnée ci-dessus.

Ce crédit formera, au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1855, un chapitre spécial, sous le n° 35.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées à l'exercice 1855.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans la prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 3170. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Arraincourt (Moselle), d'un Établissement de Sœurs de la Providence, dites de Saint-André.

Du 14 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, dites de *Saint-André*, dont la maison mère est à Peltre (Moselle), en date du 3 mai 1852, tendant à obtenir l'autorisation, 1° De fonder un établissement de sœurs de son ordre à Arraincourt (même département); 2° d'accepter, conjointement avec le maire de la commune d'Arraincourt, la donation faite à cette congrégation par la dame d'*Hannoncelles* et la demoiselle *Pyrot de Crépy*, d'une rente de trois cent soixante et quinze francs sur l'Etat, et la jouissance perpétuelle d'une maison avec dépendances située à Arraincourt, à la charge d'établir dans ladite commune une sœur de son ordre qui tiendra école dans la maison donnée, où seront admises les jeunes filles de la commune et même celles des villages voisins, et sous la condition que l'instruction sera gratuite pour le quart des jeunes filles d'Arraincourt qui fréquenteront cette école;

Vu la délibération, en date du 22 février 1854, par laquelle le conseil municipal d'Arraincourt demande l'autorisation d'accepter, en ce qui le concerne, la donation précitée;

Vu les actes notariés, en date des 3 février 1852 et 8 décembre 1853, contenant cette libéralité;

Vu les certificats de vie des donateurs, en date du 10 juin 1852;

Vu le procès-verbal d'estimation constatant que la maison dont la jouissance a été donnée à la congrégation a une valeur vénale de deux mille francs et une valeur locative de cinquante francs;

Vu l'engagement pris par la sœur qui dirigera l'établissement d'Arraincourt de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu la copie desdits statuts;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Arraincourt;

Vu la délibération du conseil municipal d'Arraincourt, en date du 10 août 1852, relative à la formation de l'établissement projeté;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié et certifié par le préfet de la Moselle;

Vu l'état des recettes et dépenses présumées du futur établissement;

Vu les avis de l'évêque de Metz et du préfet de la Moselle, en date des 26 juin 1852, 26 janvier 1853, 10 janvier et 5 décembre 1854, et 2 mars 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 mars 1854;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé les statuts des sœurs de la Providence de Peltre, et celle du 28 mai suivant (2), qui a autorisé cette congrégation;

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2992.

(2) VIII^e série, Bull. 65, n° 8139.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, dites de *Saint-André*, existant à Peltre (Moselle), en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Arraincourt (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 30 avril précédent.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, dites de *Saint-André*, dont la maison mère est à Peltre, au nom de cette congrégation, et le maire de la commune d'Arraincourt, au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation faite à cette congrégation par la dame *Louise-Élisabeth Pyrot de Crépy*, épouse assistée et autorisée du sieur *François-Jules Gérard d'Hannoncelles*, et la demoiselle *Marie-Caroline Pyrot de Crépy*, suivant actes notariés des 3 février 1852 et 8 décembre 1853, d'une rente de trois cent soixante et quinze francs en trois ou quatre et demi pour cent sur l'État et de la jouissance perpétuelle d'une maison avec dépendances située à Arraincourt et estimée deux mille francs, aux clauses et conditions énoncées dans les actes précités, et notamment à la charge d'établir à Arraincourt une sœur de son ordre qui tiendra une école pour les jeunes filles de la localité et instruira gratuitement le quart des filles d'Arraincourt qui fréquenteront cette école.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. BOITROUX.

N° 3171. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, pour l'exercice 1854, deux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice, pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture; les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre, chaque année, à la sanction législative avec le règlement de l'exercice périmé;

Vu l'article 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1854, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté au Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1854, deux nouveaux chapitres spécialement destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos,

Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de trois cent dix-neuf mille cent cinquante-trois francs trente-quatre cen-

(1) ix^e série, Bull. 579, n° 7437.

times (319,153' 34'), sont, en conséquence, déduits du chapitre ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1854, par les rentes viagères et les pensions, et appliqués, comme il suit, aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	54,316' 11'
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	264,837 11
TOTAL.....	319,153 34

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances et par les lois spéciales pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1854, une somme de trois cent dix mille cent cinquante-trois francs trente-quatre centimes est transportée aux deux chapitres ci-dessus, et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères.....	33,782' 61'
Rentes viagères pour la vieillesse.....	20,533 33
{ de l'ancienne pairie.....	200 00
{ civiles.....	58,108 01
{ à titre de récompenses nationales.....	11,128 33
Pensions { militaires.....	75,763 96
{ ecclésiastiques.....	734 11
{ de donataires dépossédés.....	13,259 07
{ civiles sur fonds de retraite.....	87,688 33
Secours viagers à des militaires de la République et de l'Empire.....	6,627 50
Indemnités viagères aux employés de la dernière liste civile..	6,508 01
Indemnités viagères aux employés et agents du domaine privé du dernier règne.....	4,834 81
TOTAL.....	319,153 34

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1854.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,

Signé P. MARTEL.

PENSIONS.

Récapitulation des arrérages appartenant à des exercices clos dont le paiement a été imputé sur les crédits ouverts à l'exercice 1854.

NATURE DES PENSIONS.	EXERCICES auxquels se rapportent les paiements.				TOTAL.
	1850.	1851.	1852.	1853.	
Rentes viagères.....	1,541 ⁰ 08	5,318 ¹ 82	15,168 ¹ 63	11,751 ¹ 08	33,782 ¹ 61
— pour la vieillesse	"	"	8,003 ⁷ 5	12,529 ⁷ 8	20,533 ⁵ 8
Pensions de l'ancienne pairie.	"	"	"	200 ⁰ 0	200 ⁰ 0
— civiles (anciennes).	1,600 ⁰ 0	8,208 ⁸ 9	28,723 ⁸ 2	19,678 ⁹ 0	58,108 ⁰ 1
— à titre de récompenses nationales.	925 ⁰ 0	2,050 ⁰ 0	5,128 ³ 3	3,025 ⁰ 0	11,128 ³ 3
— militaires.....	279 ⁵ 8	8,949 ⁹ 8	26,163 ⁸ 8	45,380 ⁸ 8	75,763 ⁹ 6
— ecclésiastiques.....	"	228 ⁴ 2	338 ⁷ 5	156 ⁹ 5	724 ² 2
— de donataires déposés.	"	"	"	"	"
— civils sur fonds de retenue.....	"	271 ² 7	4,192 ¹ 8	8,798 ⁶ 2	13,259 ⁹ 7
Secours viagers à des militaires de la République et de l'Empire.....	"	1,388 ¹ 9	10,942 ⁹ 0	75,358 ² 2	87,688 ³ 3
Indemnités viagères de retraite aux employés de la dernière liste civile.....	"	1 ⁰ 0	5,944 ⁷ 3	557 ³ 1	6,503 ⁰ 4
Indemnité viagère de retraite aux employés et agents du domaine privé du dernier règne.....	"	"	2,548 ⁷ 6	2,288 ⁰ 8	4,834 ⁸ 4
TOTAUX.....	4,227 ⁸ 1	21,407 ³ 1	109,178 ⁰ 3	184,320 ⁸ 9	319,153 ³ 4

N° 5172. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve les Statuts de la Congrégation des Dames Trinitaires établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône).

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'approbation donnée par le cardinal-archevêque de Lyon aux statuts de la congrégation des dames Trinitaires, à Saint-Martin-en-Haut;

Vu lesdits statuts;

Considérant que la congrégation des dames Trinitaires, dirigée par une supérieure générale, est soumise, pour le spirituel, à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que les statuts ne dérogent pas aux lois établies, et ne contiennent rien de contraire à la Constitution de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les statuts de la congrégation des dames Trinitaires, établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône), dirigée par une supérieure générale, et ayant pour but l'instruction des jeunes filles et le soulagement des pauvres malades, sont et demeurent approuvés; ces statuts, dûment vérifiés, et tels qu'ils sont annexés au présent décret, seront enregistrés et transcrits au Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite, par le secrétaire du Conseil, sur la pièce enregistrée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3173. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Dames Trinitaires établis à Saint-Martin-en-Haut (Rhône).

Du 19 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée, le 18 décembre 1854, par l'association religieuse des dames Trinitaires, à Saint-Martin-en-Haut (Rhône), à l'effet d'être autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu les statuts de cette association, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, en vertu de notre décret en date de ce jour;

Vu l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Saint-Martin-en-Haut, le 24 janvier 1855;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Martin-en-Haut, en date du 18 décembre 1854;

Vu la déclaration du cardinal-archevêque de Lyon, constatant que cette association a été fondée en 1803, et que, dès lors, son existence est antérieure au 1^{er} janvier 1825;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et du préfet du Rhône, en date des 30 décembre 1854 et 15 février 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 janvier 1852;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des dames Trinitaires établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône) est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés pour elle par notre décret en date de ce jour.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de
l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3174. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Recettes faites, au nom et pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, par les Receveurs de l'Enregistrement et des Domaines.

Du 21 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 813 du Code Napoléon;

Vu les articles 114, 117, 118 et 120 du Code d'instruction criminelle;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 28 nivôse an xiii [18 janvier 1805];

Vu l'article 111 de la loi du 28 avril 1816;

Vu l'article 2, paragraphe 13, et l'article 9 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 (1);

Vu l'ordonnance du 22 février 1829 (2);

Vu l'ordonnance du 9 juin 1831 (3);

Vu les articles 182, 186 et 189 du Code forestier;

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 16 juillet 1850, les articles 29 et 30 du décret du 17 février 1852 (4), et le décret du 5 janvier 1853 (5);

Vu l'article 16 de la loi de finances du 5 mai 1855;

Vu l'avis de la commission de surveillance instituée près la caisse des dépôts et consignations par la loi du 28 avril 1816, et par le décret du 27 mars 1852 (6);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les receveurs de l'enregistrement et des domaines continueront à suivre et à opérer, au nom et pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, le recouvrement,

- 1° Du produit des successions vacantes;
- 2° Des cautionnements de personnes à représenter à justice;
- 3° Du prix de la vente des effets mobiliers déposés dans les greffes des cours et tribunaux;
- 4° Des condamnations pécuniaires prononcées pour délits commis dans les bois en litige;
- 5° Du produit de la vente des bestiaux saisis dans les bois des particuliers;
- 6° Des amendes à acquitter en exécution du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi du 16 juillet 1850 et de l'article 29 du décret du 17 février 1852, sur la presse.

2. Le montant des recettes qui seront faites par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, en exécution de l'article

(1) vu^e série, Bull. 98, n° 876.

(2) viii^e série, Bull. 280, n° 10,771.

(3) ix^e série, 2^e partie, Bull. 83, n° 2285.

(4) x^e série, Bull. 490, n° 3651.

(5) xi^e série, Bull. 12, n° 85.

(6) x^e série, Bull. 512, n° 3885.

ci-dessus, sera par eux versé, dans les vingt-quatre heures, au receveur des finances de leur arrondissement, en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations. Ce versement n'aura lieu, pour les recettes énoncées aux n° 1^{er}, 3, 4 et 5 de l'article 1^{er}, que sous la déduction de la retenue de cinq pour cent pour frais d'administration et de perception, conformément à l'article 16 de la loi de finances du 5 mai 1855.

Les recettes qui auront lieu le dernier jour de chaque année devront être versées le même jour, afin que, dans le compte annuel, les recouvrements soient toujours balancés par la dépense, pour chaque espèce de consignation.

Tout retard dans le versement pourra donner lieu à une répétition d'intérêts à la charge personnelle du receveur qui aurait différé de l'effectuer.

3. Les poursuites contre le curateur aux successions vacantes, pour le recouvrement des deniers provenant de ces successions, seront exercées par les receveurs des domaines, à la requête du directeur général de la caisse des dépôts et consignations; elles auront lieu par voie de contraintes.

Il sera procédé, pour l'exécution de ces contraintes, comme pour celles qui sont décernées en matière de droits d'enregistrement.

4. Les receveurs des domaines continueront à procéder à l'examen et à la discussion des comptes provisoires à exiger des curateurs aux successions vacantes.

Quant aux comptes définitifs et libératoires, ils ne pourront être rendus qu'aux créanciers et légataires desdites successions, ou aux héritiers réguliers ou irréguliers qui se présenteraient pour les recueillir.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MARC.

N° 3175. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chambre de commerce à Angers, et supprime la Chambre consultative des arts et manufactures existant dans cette ville.*

Du 21 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 21 ventôse an ix, le décret réglementaire sur l'organisation des chambres de commerce, du 3 septembre 1851 (1), et le décret du 30 août 1852 (2);

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Angers.

2. La chambre de commerce d'Angers sera composée de neuf membres.

3. La chambre consultative des arts et manufactures existant dans ladite ville est supprimée.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROCHER.

N° 3176. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chambre de commerce à Nancy, et supprime la Chambre consultative des arts et manufactures existant dans cette ville.*

Du 21 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 ventôse an ix, le décret réglementaire sur l'orga-

(1) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3139.

(2) 1^{re} série, Bull. 574, n° 4419.

nisation des chambres de commerce, du 3 septembre 1851 (1), et le décret du 30 août 1852 (2);

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Nancy.

2. La chambre de commerce de Nancy sera composée de neuf membres.

3. La chambre consultative des arts et manufactures existant dans ladite ville est supprimée.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3177. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au report des Fonds départementaux de l'exercice 1854 non employés au 30 juin 1855.

Du 21 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 21 de la loi du 10 mai 1838, relatif au report des fonds départementaux non employés dans le cours de l'exercice;

Vu la loi du 22 juin 1854 ouvrant les crédits applicables au service départemental pour l'exercice 1855;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

Vu l'ordonnance royale du 4 juin 1843 (3) fixant la clôture de l'exercice, pour les dépenses départementales, au 30 juin de la deuxième année,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fonds départementaux de l'exercice 1854 non employés au 30 juin dernier, et applicables aux dépenses ci-

(1) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

(2) 1^{re} série, Bull. 574, n° 4413.

(3) 1^{re} série, Bull. 1011, n° 10702.

après désignées, sont reportés, conformément au tableau A ci-annexé et jusqu'à concurrence de cinq millions cent soixante et quatorze mille quarante-sept francs soixante et treize centimes, sur l'exercice 1855, avec leur affectation primitive, savoir :

CHAPITRE XXIII.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur le produit des centimes ordinaires et du fonds commun, deux cent trente-sept mille neuf cent soixante-cinq francs quarante et un centimes.....	237,965 41
	Art. 2. Dépenses imputables sur produits éventuels ordinaires, vingt-huit mille quatre cent soixante-neuf francs quatre-vingt-dix-neuf centimes.	28,469 99
	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes facultatifs, cinq cent quatre-vingt-trois mille cinq cent quatre francs cinquante-six centimes.....	588,504 56
CHAPITRE XXIV.	Art. 2. Dépenses imputables sur produits de propriétés départementales, soixante-quatre mille trois cent trente-sept francs vingt centimes...	64,337 20
	Art. 3. Dépenses imputables sur subventions communales pour routes et autres recettes facultatives, soixante-cinq mille cent quatre-vingt-deux francs soixante et seize centimes...	65,192 76
	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur impositions extraordinaires, deux millions quatre cent soixante-deux mille huit cent trente-trois francs trente centimes.....	2,462,833 30
CHAPITRE XXV.	Art. 2. Dépenses imputables sur portions d'emprunts, cinq cent soixante et quatorze mille trois cent cinquante-six francs onze centimes.....	574,356 11
	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes spéciaux pour chemins vicinaux, cinq cent vingt-trois mille six cent soixante et un francs six centimes...	523,061 06
CHAPITRE XXVI.	Art. 2. Dépenses imputables sur contingents communaux et souscriptions particulières pour chemins vicinaux de grande communication, six cent trente-trois mille sept cent vingt-sept francs trente-quatre centimes...	633,727 34
TOTAL.....		<u>5,174,047 73</u>

2. Les fonds départementaux de l'exercice 1854 restés libres au 30 juin dernier sont cumulés conformément au tableau B ci-annexé, et jusqu'à concurrence de deux millions quatre-vingt

mille cinq cent soixante et douze francs quarante-neuf centimes, avec les ressources du budget de 1856, selon la nature de leur origine, savoir :

CHAPITRE XXIV.	Art. 1 ^{er} . Reste du produit des centimes ordinaires et du fonds commun, deux cent cinquante et un mille deux cents francs quatre-vingt-treize centimes.	251,100 ^f 93 ^c
	Art. 2. Reste des produits éventuels ordinaires, quarante-deux mille trois cent soixante-trois francs soixante et dix centimes.	42,363 70
	Art. 3 ^{er} . Reste des centimes facultatifs, quatre cent cinquante-quatre mille neuf cent trente-neuf francs un centime.	454,939 01
	Art. 4. Reste du produit des propriétés départementales, cinquante mille six cent dix-neuf francs huit centimes.	50,619 08
CHAPITRE XXV.	Art. 5. Reste des subventions communales pour routes et autres recettes facultatives, deux cent deux mille neuf cent trente-cinq francs vingt-cinq centimes.	202,935 25
	Art. 1 ^{er} . Reste des impositions extraordinaires, six cent quatre-vingt-neuf mille sept cent soixante-cinq francs quarante centimes.	681,765 40
	Art. 2. Reste des portions d'emprunts, cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-trois centimes.	145,789 83
	Art. 3 ^{er} . Reste des centimes spéciaux pour chemins vicinaux, deux cent trente-huit mille neuf cent cinquante-neuf francs vingt-neuf centimes.	238,959 29
CHAPITRE XXVII.	Art. 4. Reste des contingents communaux et souscriptions particulières pour chemins vicinaux de grande communication, deux mille francs.	12,000 00
TOTAL.		<u>2,080,572 49</u>

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

TABLEAU A.

État présentant les Fonds départementaux de l'exercice 1854, non

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XLIII.		Art. 2.
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	
	Centimes ordinaires et fonds communaux.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes
Ain.....	984 ¹ 37 ^a	"	31,25
Aisne.....	226 24	"	2,30
Allier.....	"	"	"
Alpes (Basses).....	897 56	"	"
Alpes (Hautes).....	5,004 45	"	4,25
Ardèche.....	1,222 43	"	3,25
Ardennes.....	2,022 50	"	18,90
Ariège.....	533 01	25 ¹ 00 ^a	25,40
Aube.....	1,255 56	334 59	1,20
Aude.....	87 66	"	1,00
Aveyron.....	0 10	25 57	31,25
Bouches-du-Rhône.....	241 74	"	"
Calvados.....	"	"	25,75
Cantal.....	2,529 12	"	2,25
Charente.....	2,628 06	"	3,60
Charente-inférieure.....	9,129 24	"	11,75
Cher.....	5,603 94	4,617 32	4,60
Corrèze.....	1,747 22	"	1,20
Corse.....	1,053 33	"	2,25
Côte-d'Or.....	5,309 07	692 20	22,25
Côtes-du-Nord.....	124 45	"	"
Creuse.....	9,092 98	14 17	11,00
Dordogne.....	2,278 85	"	6,25
Doubs.....	128 00	1,998 94	4,25
Drôme.....	298 46	"	2,25
Eure.....	2,426 35	465 43	1,60
Eure-et-Loir.....	70 41	"	2,25
Finistère.....	"	"	5,25
Gard.....	4,166 30	2,669 50	7,00
Garonne (Haute).....	7,560 88	5,163 61	9,25
Gers.....	1,468 44	"	1,90
Gironde.....	269 07	44 44	5,10
Hérault.....	101 95	100 00	1,10
Ile-et-Vilaine.....	11,084 56	"	2,25
Indre.....	3,485 22	12 00	1,10
Indre-et-Loire.....	50 00	"	4,10
Isère.....	313 70	131 98	10,25
Jura.....	461 99	"	4,25
Landes.....	279 87	"	"
Loir-et-Cher.....	"	"	"
Loire.....	1,514 87	"	1,20
Loire (Haute).....	1,505 08	922 80	5,75
Loire-inférieure.....	"	"	2,25
Loiret.....	12,470 62	"	1,40
Lot.....	3,640 45	343 21	27,60
Lot-et-Garonne.....	6,422 14	476 17	4,00
Lozère.....	2,378 54	2,025 00	2,00
Maine-et-Loire.....	723 73	"	60
Manche.....	1,280 25	"	2,25
Marne.....	2,703 12	"	10

Bornier, reportés sur l'exercice 1855 pour le service départemental.

CHAPITRE XIV.			CHAPITRE XVI.	
Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Subventions et autres recettes facultatives.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Contingents communaux.
512' 04	24,994' 89	112,566' 27	834' 45	14,813' 23
"	26,349 84	32,309 69	1,153 60	1,373 68
"	10,006 95	"	453 79	"
"	805 22	"	"	248 36
"	36,170 75	"	44,019 87	70,959 79
2 50	213 04	"	"	"
5,640 80	48,274 62	"	4,614 23	20,504 29
2,000 00	21,098 20	"	994 90	12,468 26
"	0 39	"	35 86	871 24
"	109,173 82	"	2,371 50	27,290 76
"	4,358 82	"	1,609 85	8,172 51
"	188,472 29	"	6,256 48	222 90
"	"	"	700 21	80 06
"	92 95	29,426 64	119 63	326 64
"	2,710 67	"	62 29	10,618 93
2 80	8,986 03	"	2,270 85	4,497 13
"	6,160 24	59,622 62	30 00	13,671 49
"	3,074 77	1,000 00	844 63	24,026 40
792 22	57,982 00	7,891 16	105 61	8,056 66
"	384 02	8,914 20	1,089 35	171 97
"	5,753 86	"	7 93	164 26
6 20	38,514 51	"	712 14	1,041 98
516 70	4,186 23	46,936 69	3,335 95	21,226 26
"	82 54	"	1,275 85	3,142 65
0 20	12,341 68	2,219 22	15,345 54	18,894 45
"	67 60	"	161 68	285 22
"	"	4 21	120 51	"
8,904 25	114,009 52	"	21,092 57	2,405 70
9,222 07	222 250 76	"	46,744 99	6,320 26
14 43	4,039 82	1,038 60	79 99	234 29
"	144,747 71	"	28,198 19	21,236 73
612 64	628 82	"	"	4,447 32
192 24	"	"	86 64	2,639 02
2,500 00	10,016 89	"	"	0 02
"	3 19	"	"	44,192 67
22 00	252 26	455 04	91,783 27	102,012 07
7,182 67	44,120 89	"	12,224 20	3,800 22
5 60	262 34	"	"	1,438 63
"	"	"	3,248 72	21,227 62
"	79,133 99	"	"	8,021 28
11,169 51	13,305 36	"	1,289 71	735 59
"	215 50	"	"	"
"	14,352 89	"	100 00	1,637 33
37 42	22,684 50	337 23	"	26 20
"	600 00	"	5,342 92	776 48
"	"	27 36	1,773 71	6 25
"	12,794 62	5,782 63	101 20	16 60
166 90	"	21,818 98	18,863 00	875 42

TABLEAU A.

État présentant les Fonds départementaux de l'exercice 1854, non

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XLIII.		Art. 4.
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	
	Centimes ordinaires et fonds communs.	Produits éventuels ordinaires.	
Ain	964 ⁵⁷ °	"	312
Aisne	226 84	"	2,3
Allier	"	"	"
Alpes (Basses)	897 56	"	"
Alpes (Hautes)	5,004 45	"	4,5
Ardèche	1,328 43	"	3,5
Ardennes	3,022 50	"	18,9
Ariège	533 01	15 ⁰⁰ °	26,5
Aube	1,355 36	334 59	2,5
Aude	87 66	"	1,5
Aveyron	0 10	25 57	31,5
Bouches-du-Rhône	241 74	"	"
Calvados	"	"	29,7
Cantal	2,529 13	"	2,3
Charente	2,688 06	"	3,6
Charente-Inférieure	9,129 24	"	11,7
Cher	5,603 94	4,617 32	4,1
Corrèze	1,747 23	"	1,5
Corse	1,033 33	"	2,1
Côte-d'Or	3,309 07	892 20	12,2
Côtes-du-Nord	124 45	"	"
Creuse	9,092 98	14 17	11,5
Dordogne	1,278 85	"	6,5
Doubs	128 00	1,998 94	4,7
Drôme	298 46	"	2,9
Eure	5,426 35	465 43	1,6
Eure-et-Loir	70 41	"	7,2
Finistère	"	"	5,2
Gard	4,166 30	2,869 50	7,5
Garonne (Haute)	7,560 88	5,163 62	9,7
Gers	1,468 44	"	1,9
Gironde	269 07	44 44	3,5
Hérault	101 95	100 00	1,7
Ile-et-Vilaine	11,084 88	"	8,3
Indre	3,485 22	12 00	1,9
Indre-et-Loire	50 00	"	4,1
Isère	213 70	131 98	16,3
Jura	461 99	"	4,2
Landes	279 87	"	2,1
Loir-et-Cher	"	"	"
Loire	1,524 37	"	1,8
Loire (Haute)	1,505 08	942 80	5,7
Loire-Inférieure	"	"	1,9
Loiret	13,470 82	"	1,6
Lot	3,640 45	343 21	17,1
Lot-et-Garonne	6,422 14	478 17	4,8
Louvre	2,378 54	2,025 00	2,0
Maine-et-Loire	723 73	"	6,5
Manche	1,280 25	"	3,8
Marne	2,703 12	"	3,1

Annexes, reportées sur l'exercice 1885 pour le service départemental.

CHAPITRE XIV.			CHAPITRE XVI.	
Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Subventions et autres recettes facultatives.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Contingents communaux.
	24,994 ⁸⁹	112,566 ²⁷	834 ⁴⁵	14,813 ³³
812 ⁰⁴	26,349 ⁸⁴	32,309 ⁶⁹	1,153 ⁶⁰	1,373 ⁶⁸
	10,006 ⁹⁵		453 ⁷⁹	
	505 ²²			248 ³⁶
	36,170 ⁷⁵		44,019 ⁸⁷	70,952 ⁷⁹
2 50	213 ⁰⁴			
	48,274 ⁶²		4,614 ²³	20,504 ²⁹
5,640 ⁸⁰	21,098 ²⁰		994 ⁰⁰	13,408 ²⁶
2,000 ⁰⁰	0 ³⁹		35 ⁸⁶	971 ²⁴
	109,173 ⁸²		2,371 ⁵⁰	17,290 ⁷⁶
	4,358 ⁶²		1,809 ⁸⁵	9,199 ⁶¹
	128,472 ⁸⁹		6,256 ⁴⁸	242 ⁹⁰
			700 ²¹	80 ⁰⁸
	92 ⁹⁵	29,426 ⁶⁴	119 ⁶³	204 ⁶⁶
	1,710 ⁶⁷		62 ²⁹	10,618 ⁹³
2 80	9,966 ⁰³		2,370 ⁸⁵	4,497 ¹³
	6,160 ²⁴	59,622 ⁶²	39 ⁰⁰	13,671 ⁴⁹
	8,074 ⁷⁷	1,000 ⁰⁰	844 ⁶⁸	24,026 ⁴⁰
798 ²²	27,982 ⁰⁰	7,891 ¹⁶	105 ⁶¹	8,056 ⁶⁶
	384 ⁰²	8,914 ²⁰	1,989 ³⁵	171 ⁹⁷
	5,753 ⁸⁶		7 ⁹³	164 ²⁶
6 30	38,514 ⁵¹		713 ¹⁴	1,041 ⁹⁸
516 ⁷⁰	4,186 ²³	46,936 ⁶⁹	3,335 ⁹⁵	21,226 ²⁸
	82 ⁵⁴		1,375 ⁸⁵	3,147 ⁶⁵
0 20	12,311 ⁶⁸	2,219 ²²	15,345 ⁵⁴	18,894 ⁴⁵
	67 ⁵⁰		161 ⁶⁸	285 ²²
		4 ²¹	120 ⁵¹	
8,904 ²⁵	114,009 ⁵²		21,092 ⁵⁷	3,405 ⁷⁰
9,222 ⁰⁷	222,250 ⁷⁶		48,744 ⁹⁹	8,320 ⁵⁶
14 ⁴³	4,039 ⁸²	1,038 ⁶⁰	79 ⁹⁹	234 ⁰⁹
	144,747 ⁷¹		28,198 ¹⁹	21,336 ⁷³
613 ⁶⁵	528 ⁸²			4,447 ³²
194 ²⁴			86 ⁶⁴	3,619 ⁰²
3,500 ⁰⁰	107,016 ⁸⁹			0 ⁰¹
	8 ¹⁹			44,192 ⁶⁷
22 ⁰⁰	352 ⁸⁶	455 ⁰⁴	91,783 ²⁷	102,012 ⁰⁷
7,122 ⁶⁷	44,120 ⁸⁹		12,224 ⁸⁰	3,800 ²³
5 50	262 ³⁴			1,438 ⁸³
			3,248 ⁷⁹	42,227 ⁴³
	79,133 ⁹⁹			8,021 ²⁸
11,169 ⁵¹	13,305 ³⁶		1,239 ⁷¹	738 ⁵⁹
	215 ⁵⁰			
	14,352 ⁸⁹		100 ⁰⁰	1,637 ³³
27 ⁴²	22,684 ⁵⁰	337 ²²		26 ²⁰
	500 ⁰⁰		5,342 ⁹²	776 ⁴⁸
		27 ³⁶	1,773 ⁷¹	2,222 ²⁴
	12,794 ⁶²	5,782 ⁶⁵	101 ⁸⁰	6 ²⁵
165 ⁹⁰		21,818 ⁹⁸	18,863 ⁰⁰	16 ⁵⁰
				675 ⁴²

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE 2000.		Cotisations
	Art. 1 ^{er}	Art. 2.	
	Centimes ordinaires et sup ^{ra} communs,	Produits éventuels ordinaires.	
Marne (Haute-).	125 ⁰ 50 ⁰	"	15 ⁰
Moyenne.	"	"	"
Meurthe.	640 41	"	15 ⁰
Mosne.	1,078 15	278 ⁰ 80 ⁰	21 ⁰
Morbihan.	276 55	1,269 00	16 ⁰
Nicole.	696 45	"	2 ⁰
Nièvre.	1,176 98	"	15 ⁰
Norm.	1,440 44	937 59	13 ⁰
Oise.	1,859 80	"	10 ⁰
Orne.	3 73	281 58	"
Pas-de-Calais.	1,109 73	"	11 ⁰
Pay-de-Dôme.	218 87	"	"
Pyrénées (Basses-).	12,202 74	"	15 ⁰
Pyrénées (Hautes-).	545 36	198 94	"
Pyrénées-Orientales.	10 45	"	"
Rhin (Bas-).	979 76	"	5 ⁰
Rhin (Haut-).	9,293 00	50 90	54 ⁰
Rhône.	1,910 16	945 59	15 ⁰
Saône (Haute-).	30 40	394 70	"
Saône-et-Loire.	486 82	"	15 ⁰
Sarthe.	12,801 75	"	11 ⁰
Seine.	40,138 74	1,726 58	17 ⁰
Seine-Inférieure.	5,263 60	89 77	13 ⁰
Seine-et-Marne.	1,058 01	"	5 ⁰
Seine-et-Oise.	1,056 79	"	5 ⁰
Sèvres (Deux-).	79 87	"	2 ⁰
Somme.	2,980 46	"	22 ⁰
Tarn.	1,500 00	"	4 ⁰
Tarn-et-Garonne.	889 00	"	2 ⁰
Var.	"	28 86	13 ⁰
Vendée.	25 00	"	2 ⁰
Vendée.	649 43	9 17	"
Vienne.	795 95	"	"
Vienne (Haute-).	1,482 80	"	"
Vosges.	4 60	24 80	2 ⁰
Yonne.	1,038 71	162 00	15 ⁰
TOTAL.	237,965 41	28,469 90	531 ⁰

Approuvé pour être annexé à notre décret en date de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

		CHAPITRE XXX.		CHAPITRE XXXI.	
N ^o	Art. 1 ^{er} .	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
	Subventions et autres recettes facultatives.	Contingents d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Contingents d'impositions spéciales.	Contingents communaux.
1867	199 67	4,752 81		5,78 74	850 50
		2,685 18			
		25,582 29		542 85	26,276 65
		24,658 72		25,128 61	422 19
	18 65	2,187 31	41,194 39	72 00	4,114 19
1868				8,901 96	8,862 29
			22,600 00		
				4,384 76	1,146 70
		9,529 20		1,334 06	8,298 13
		128,832 40	48,343 91		21 00
		326 51	20,383 48	64 00	1,874 28
		1,457 98		694 96	801 29
		0 50		77 95	5 40
1869				8,765 56	8,743 84
1870		111 88			
1871	1,271 62	177,026 72		1,591 53	19,854 91
1872	2,583 68	2,452 22		1,213 27	21,751 95
		21,077 44		28,327 78	4,128 32
		5,221 70		2,827 78	1,831 83
		24,120 95		4,486 58	9,987 48
		19,724 87		838 98	116 33
1873	8,440 65	393,136 05		19,101 25	10 20
		9,379 67	20,278 82	15,086 61	561 68
		22,391 39	9,336 08	6,105 26	2,228 00
		29,612 81	16,948 42	156 44	87 86
1874	260 62	17,351 78	1,881 00	13 20	1,144 62
	1,205 65	12,979 66		243 70	6,617 39
		21,190 17		153 56	
1875	194 07	14,778 21			1,228 00
		2,435 39	2,850 12	5,000 00	1,442 22
1876		27,057 98		782 20	91 39
		752 69			4,158 32
1877	62 89	22,734 80		29,720 06	4,226 75
		26,761 88	20,500 00		2,362 39
1878	146 63	8,094 49		801 75	2,281 62
		8,836 96	19,884 56	8,670 21	735 10
1879					
1880	65,120 96	2,462,835 30	574,256 11	522,661 06	222,727 84

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

Signé BILLAULT.

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XXIV.		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 3.
	Centimes ordinaires et fonds communs.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes extraordinaires.
la	419 ¹ 26 ⁰	"	"
laine	1,333 45	"	1,333 45
lier	502 94	"	502 94
lpo (Basses)	4,867 25	"	4,867 25
lpo (Hautes)	187 11	"	187 11
luche	1,256 33	"	1,256 33
ldeuses	5,352 40	"	5,352 40
lidge	152 55	623 ¹ 70 ⁰	1,052 45
lho	18 27	905 77	18 27
ludo	35 00	"	35 00
lveyron	322 94	"	35,294 00
louches-du-Rhône	15 00	"	15 00
lval-de-Loire	19 90	"	4,532 40
lantal	1,789 67	"	1,789 67
larente	2,072 34	40 21	2,112 55
larente-inférieure	896 01	632 45	4,122 46
lher	21 50	23 50	152 40
lcorréze	552 43	1,436 26	4,532 40
lcorse	16,422 28	"	1,532 40
lde-d'Or	"	"	"
lde-du-Nord	532 89	"	1,052 45
lroue	7,011 09	"	1,052 45
lordogne	6,592 20	302 00	"
loub	1 00	"	4,532 40
lôme	1,305 20	"	6,592 20
lurb	185 16	"	4,122 46
lur-et-Leir	5,602 08	"	8,012 00
luisière	836 51	12 34	80 00
lurd	1,830 87	715 87	80 00
lurpne (Haute)	"	"	"
lur	40 33	"	2,722 40
lrande	49 26	1,474 29	2,622 40
lrault	4,787 16	"	1,052 45
l-et-Vilaine	900 63	182 17	"
lde	2,143 20	"	80 00
lde-et-Leir	1,315 41	"	1,052 45
lde	765 76	2,097 25	7,422 40
lre	807 38	482 28	1,772 40
lre	985 54	19 80	1,322 40
lre-et-Cher	354 52	73 30	2,422 40
lre	18,017 62	"	5,002 40
lre (Haute)	1,157 60	34 00	632 40
lre-inférieure	20 50	"	9,322 40
lre	3,619 99	"	8,012 00
lre	3,158 10	"	15,322 40
lre-et-Garonne	4,273 37	"	42,622 40
lre	1,977 69	"	2,102 40
lre-et-Leir	1,555 01	"	812 40
lre	567 00	782 60	8,012 00
lre	321 80	1,944 88	80 00

avec les ressources des budgets de l'exercice 1856.

CHAPITRE XXVI.			CHAPITRE XXVII.		
Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	
Subventions et autres recettes facultatives.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprants.	Centimes d'impositions spéciales.	Contingents communaux.	
605 ^f 93 ^c	2,165 ^f 05 ^c	0 ^f 01 ^c	651 ^f 39 ^c	"	"
879 00	23,152 95	300 00	1,623 41	"	"
361 46	17,384 96	"	5,994 15	"	"
"	83 59	"	41 78	"	"
824 65	13 70	"	65 87	"	"
"	5,887 83	"	1,132 85	"	"
90 20	2,447 35	"	1,205 98	"	"
250 00	683 02	"	868 98	"	"
1,516 17	25,466 81	"	1,867 02	"	"
"	3,447 70	"	2,567 41	"	"
918 00	5,013 42	"	1,485 57	"	"
9,578 55	25,682 58	"	6,074 88	"	"
"	7,301 79	"	876 37	"	"
120 00	10,538 17	"	842 98	"	"
8,506 31	1,900 79	64 80	1,127 07	"	"
"	3,865 36	"	1,866 06	"	"
"	3,474 16	"	1,062 11	"	"
600 00	4,823 05	36,435 66	726 06	"	"
"	2,173 79	"	299 23	"	"
"	3,673 26	"	1,966 09	"	"
98 34	13,511 62	1,116 54	1,427 86	"	"
20 00	10,056 93	"	470 81	"	"
868 21	3,350 83	0 18	1,093 19	"	"
32,728 96	5,617 20	10,209 87	2,896 41	"	"
246 53	5,363 29	"	1,329 52	"	"
"	2,354 81	"	2,177 04	"	"
"	9,786 04	"	5,312 30	"	"
1,009 60	909 11	1 59	780 77	"	"
210 13	3,475 77	"	1,930 18	"	"
6,196 01	4,279 99	"	293 73	"	"
"	4,686 21	"	686 14	"	"
36 00	21,710 37	"	7,179 79	"	"
1,186 72	9,305 36	166 97	4,493 56	"	"
"	2,709 00	880 26	1,955 28	"	"
2,648 81	12,830 79	506 43	2,044 04	"	"
1,243 42	4,273 74	"	2,195 01	"	"
3,200 00	7,570 68	18,065 39	2,245 95	"	"
3,090 00	128 50	9 02	78 91	"	"
"	1,945 46	"	958 94	"	"
18 41	1,636 31	447 46	1,544 43	"	"
310 00	22,676 53	"	595 50	"	"
"	340 48	"	725 13	"	"
"	4,226 88	12 79	2,194 99	"	"
"	3,667 06	"	3,722 91	"	"
200 00	3,063 80	"	813 71	"	"
379 85	365 59	721 20	5,880 35	"	"
"	704 65	"	146 67	"	"
"	6,109 19	131 64	1,769 64	"	"
840 00	10,319 92	"	1,938 02	"	"
5,130 11	5,781 86	"	6,934 82	"	"

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE XXIV.		Art.
	Art. 1 ^{er} . Centimes ordinaires et fonds commun.	Art. 2. Produits éventuels ordinaires.	
Mame (Haute-)	58 ⁶⁸	547 ⁴⁹	
Mayenne	365 68	"	
Mearthe	1,409 79	"	
Meuse	779 18	1,545 06	
Morbihan	873 44	1,410 56	
Moselle	7,138 98	"	
Nievre	1,477 75	"	
Nord	"	10,554 39	
Oise	653 67	"	
Orne	"	523 51	
Pas-de-Calais	5,416 61	"	
Puy-de-Dôme	3,348 00	"	
Pyrénées (Basses-)	789 03	"	
Pyrénées (Hautes-)	"	"	
Pyrénées-Orientales	15 39	1 03	
Rhin (Bas-)	1 39	"	
Rhin (Haut-)	454 00	"	
Rhône	"	"	
Saône (Haute-)	1,699 77	29 90	
Saône-et-Loire	20,538 22	"	
Sarthe	346 54	"	
Seine	52,995 83	3,359 09	
Seine-Inférieure	9,632 51	3 08	
Seine-et-Marne	270 80	294 40	
Seine-et-Oise	653 12	1,183 97	
Sèvres (Deux-)	"	4 00	
Somme	1,644 15	"	
Tarn	1,408 77	"	
Tarn-et-Garonne	863 76	269 63	
Var	527 11	1,927 11	
Vaucluse	"	"	
Vendée	2,781 29	"	
Vienne	636 87	"	
Vienne (Haute-)	807 94	"	
Vogues	"	"	
Yonne	"	4,185 91	
TOTAUX	224,477 28	42,868 70	
Réserves	26,723 63	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX	251,200 93	42,868 70	

Approuvé pour être annexé à notre décret en date de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Novembre 1855.

CHAPITRE XXVI.		CHAPITRE XXVII.	
Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunte.	Centimes d'impositions spéciales.	Contingents communaux.
2,959 ^f 40 ^c	"	9,581 ^f 68 ^c	"
7,915 12	"	1,376 48	"
22,525 90	"	1,570 98	"
1,659 34	"	8,169 32	"
1,323 30	"	979 74	"
1,354 57	"	1,420 22	"
8,338 25	7,832 ^f 94 ^c	1,719 84	"
720 68	"	15,778 63	"
3,878 38	"	1,609 50	"
996 45	"	2,123 23	"
2,852 49	8,271 84	4,807 24	"
1,468 47	"	1,430 55	"
6,224 25	"	1,953 02	"
537 62	"	1,243 04	"
7,322 98	"	824 21	"
8,856 26	"	4,294 98	"
2,507 90	"	3,141 00	"
8,997 10	1,511 44	11,788 08	"
17,334 10	"	1,099 28	"
2,778 82	"	1,807 44	12,000 ^f
1,069 63	"	1,856 92	"
109,096 03	19,137 80	30,064 04	"
6,087 79	"	15,817 31	"
3,065 84	193 04	726 15	"
755 12	117 31	1,696 45	"
8,815 07	"	1,846 94	"
228 99	"	2,822 26	"
8,340 09	"	6,225 81	"
13,899 68	"	488 77	"
46,992 45	41,035 08	1,897 57	"
2,480 66	"	721 92	"
2,012 29	"	908 28	"
5,476 69	1,719 76	1,730 20	"
29,867 55	"	3,748 77	"
1,118 68	"	602 87	"
3,150 18	0 12	"	"
202,935 25	145,789 83	238,959 29	12,000
"	"	"	"
202,935 25	145,789 83	238,959 29	12,000

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 3178. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant clôture de l'Exposition universelle de l'Agriculture, de l'Industrie et des Beaux-Arts.*

Du 28 Novembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les décrets du 8 mars 1853 (1), du 22 juin 1853 (2), et du 6 avril 1854 (3), relatifs à la durée de l'exposition universelle de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'exposition universelle de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts sera close le 30 novembre 1855.

2. Notre ministre d'état et notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la liquidation des dépenses faites par la commission impériale.

3. Notre ministre d'état et notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Novembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD**.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER**.

N° 3179. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits à l'importation de certaines Marchandises.*

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits à l'importation des marchandises ci-après désignées sont établis ainsi qu'il suit :

(1) Bull. 35, n° 329.

(2) Bull. 68, n° 611.

(3) Bull. 185, n° 1586.

Amandes en coques ou cassées.	par navires français.....	1 ⁰⁰	les 100 kilog.	
	par navires étrangers.....	3 00		
Antimoine sulfuré.....	par navires français.....	1 00		
	par navires étrangers.....	3 00		
Argentan (nickel allié) en masse.....	par navires français.....	1 00		
	par navires étrangers.....	2 00		
Bismuth, fluides et goudron minéral provenant de la dis- tillation de la houille.....	par navires français.....	0 05		
	par navires étrangers.....	1 00		
Bois de toute espèce des colonies françaises et du Sénégal.....	Exempts.			
Bois en éclisses.....	par navires français.....	0 10	le mille en nombre	
Bois feuillard.....	par navires français.....	0 10		
	par navires étrangers.....	1 50		
Bois maritains de toute espèce..	par navires français.....	0 10		
	par navires étrangers.....	1 50		
Bois de pin, de sapin, d'orme et autres bois com- muns.	bruts, équarris à la hache ou sciés à plus de 80 millimètres d'épaisseur.....	par navires français.....	0 05	le stère.
	sciés à 80 millimè- tres d'épaisseur ou moins, sauf les plan- ches ou plateaux de noyer dénommés au tarif.....	par navires étrangers.....	0 10	
		par navires français.....	0 05	Les 100 mètres de lon- gueur.
		par navires étrangers.....	1 00	
Broyères à vergette dépouillées de leur barbe.....	par navires français.....	0 50		
	par navires étrangers.....	5 00		
Car- thame (Fleurs de)	par navires français.....	des pays hors d'Europe.....	1 00	Les 100 kilog.
	par navires étrangers.....	des entrepôts.....	6 00	
		par navires étrangers.....	10 00	
Chaux éteinte et chaux en pierres calcinées ou broyées.	par navires français.....	0 01		
	par navires étrangers.....	1 00		
Cire non ouvrée jaune ou brune.	par navires français.....	1 00	Le kilog.	
	par navires étrangers.....	0 01		
Citrate de chaux.....	par navires français.....	0 05		
	par navires étrangers.....	0 05		
	par navires français et par terre.....	0 10	Les 100 kilog.	
Cornes de bétail brutes.....	par navires étrangers.....	1 00		
Espar.....	Exempts.			
Graines à ensemercer, de jar- dins et de fleurs, de garance, de pastel, de chardon car- dère, de coton, forestales et de prairie.....	par navires français.....	0 10		
	par navires étrangers.....	1 00		
Graphite ou plombagine.....	par navires français.....	1 00	Les 100 kilog.	
	par navires étrangers.....	3 00		
	des entrepôts par navires fran- çais.....	10 00		
Joncs et roseaux exotiques....	par navires étrangers.....	20 00		

Jus de citron naturel ou concentré à 35 degrés et au-dessous.....	par navires français.....	0 ^f 01 ^a	Le
	par navires étrangers.....	0 05	liq.
Liège brut revêtu de sa croûte gercée.....	par navires français.....	0 50	Le m.
	par navires étrangers.....	5 00	liq.
Manches de gaffe de 6 centimètres inclusivement à 11 centimètres exclusivement de diamètre.....			Exempt
Manches de fouine et de pinceau à goudron.....			Exempt
Marrons, châtaignes et leurs farines.....	par navires français.....	1 00	Le m.
	par navires étrangers.....	3 00	liq.
Mâtereaux.....			Exempt
Mât.....			Exempt
Marteau patif ou vif argent.....	par navires français.....	1 00	Le m.
	par navires étrangers.....	5 00	liq.
Meules à aiguiser.....	par navires français.....	0 10	La
	par navires étrangers.....	0 30	piè.
Miel.....	par navires français.....	1 00	
	par navires étrangers.....	6 00	Le m.
Noir de fumée.....	par navires français.....	1 00	liq.
	par navires étrangers.....	3 00	
Noir d'Espagne.....	Même régime que le noir de fumée.		
Noix, noisettes et avelines.....	par navires français.....	1 00	
	par navires étrangers.....	3 00	
Oreillons.....	par navires français.....	0 10	
	par navires étrangers.....	1 00	
Os et sabots de bétail.....	par terre.....	0 10	
	par navires étrangers.....	1 00	
	par des pays hors d'Europe.....	0 10	
	navires français des entrepôts.....	5 00	
	par navires étrangers.....	10 00	
Peaux brutes grâdées.....	par terre, d'origine étrangère à l'Europe.....	10 00	liq.
	par mer et par navires français des pays hors d'Europe.....	0 10	
	par terre, du crû des pays limitrophes..	0 10	
Peaux de chien de mer, brutes, fraîches ou sèches.....	par navires français.....	0 10	
	par navires étrangers.....	5 00	
Peaux brutes d'agneau, fraîches ou sèches, sauf celles revêtues de leur laine.....	par navires français.....	0 10	
	par navires étrangers.....	1 00	
Peaux brutes de chevreau, fraîches ou sèches, et autres petites peaux brutes non dénommées.....	par navires français.....	0 10	
	par navires étrangers.....	1 00	
Pigouilles de 11 centimètres inclusivement à 16 centimètres exclusivement de diamètre.....			Exempt

Plumes à écrire brutes.....	par navires français.....	9 19	Les 100 kilogr.
	par navires étrangers.....	10 00	
	par navires français.....	6 10	
	par navires étrangers.....	1 99	
Pois.....	peignés ou en bottes de longueurs assorties.....		
	par navires français.....	10 00	Les 100 kilogr.
	par navires étrangers.....	11 00	
Sangsuës.....			Exemptes.
Sarcocolle, kino et autres suc végétaux desséchés.....	mêmes droits que les résineux exotiques non dénommés.		
Son.....	par navires français.....	0 05	Les 100 kilogr.
Spartes en tiges brutes ou battues.....	par navires français.....	0 05	

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855:

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. Rouyer.

N° 3180. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que le tarif annexé à l'ordonnance royale du 16 octobre 1834 (1), qui autorise la perception de droits de péage sur le pont de Kermelo (Morbihan), est complété conformément aux dispositions qui suivent :

Personne conduisant une brouette ou voiture à bras, chargée ou vide, dix centimes, ci.....	10
Voiture suspendue ou carriole à deux roues et un cheval, conducteur compris, quarante-cinq centimes, ci.....	45
Pour chaque cheval en plus, dix centimes, ci.....	10
Voiture suspendue à quatre roues et un cheval, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	50
Pour chaque cheval en plus, dix centimes, ci.....	10
Charrette de campagne chargée, quel que soit l'attelage, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	40
Charrette de campagne, employée au transport d'engrais ou à la rentrée des récoltes, vingt centimes, ci.....	20
La même, à vide, quinze centimes, ci.....	15
Charrette de roulage à deux roues, chargée, attelée d'un cheval, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	50
La même, attelée de deux chevaux, soixante centimes, ci.....	60
La même, à vide, vingt centimes en moins que pour la même chargée; soit trente centimes, ci.....	30

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 331, n° 5508.

Chariot à quatre roues chargé, attelé d'un cheval, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	60°
Le même, attelé de deux chevaux, soixante et dix centimes, ci.....	70
Le même, à vide, vingt-cinq centimes en moins que pour le même chargé, soit trente-cinq centimes, ci.....	35
Charrette chargée ou non, attelée d'un âne, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Chaque âne en plus, cinq centimes, ci.....	05
Chaque personne autre que le conducteur, se trouvant dans les chariots, voitures, etc. cinq centimes, ci.....	05
Le passage sera interdit à toute voiture attelée de plus de deux chevaux ou de quatre bœufs. (<i>Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.</i>)	

N° 3181. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant;

1° Que M. *Scellier (Pierre-Joseph)*, capitaine au corps impérial d'état-major, aide de camp du général *Duchaussoy*, né à Navarrenx, arrondissement d'Orthez (Basses-Pyrénées), le 15 juin 1819, demeurant à Rennes (Ille-et-Vilaine),

Et M. *Scellier (Henry-Vincent)*, son frère, employé des contributions indirectes, né à Navarrenx, le 23 juin 1820, demeurant à Moissac (Tarn-et-Garonne),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Lamplé*, et à s'appeler, à l'avenir, *Scellier de Lamplé*;

2° Que les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Décembre 1855,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 15 Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 346.

N° 3182. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité conclu, le 21 novembre 1855, entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége.*

Du 19 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un Traité ayant été conclu, à Stockholm, le 21 novembre de la présente année 1855, entre la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 17 du présent mois de décembre, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwége, désirant prévenir toute complication de nature à troubler l'équilibre européen, ont résolu de s'entendre dans le but d'assurer l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége et ont nommé Plénipotentiaires pour conclure un Traité à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Victor Lobstein*, Officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'ordre royal de l'Étoile polaire de Suède, Commandeur de l'ordre du Christ et Chevalier de celui de la

Conservation du Portugal, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur Arthur-Charles Mägenis, Écuyer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège;

Et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le sieur Gustave-Nicolas-Algernon-Adolphe baron Stierneld, son Ministre d'État et des Affaires Étrangères, Chevalier et Commandeur de ses ordres, Grand-Croix de son ordre de Saint-Olaf de Norvège, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engage à ne céder à la Russie, ni à échanger avec elle, ni à lui permettre d'occuper aucune partie des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvège. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engage, en outre, à ne céder à la Russie aucun droit de pâturage, de pêche ou de quelque autre nature que ce soit, tant sur lesdits territoires que sur les côtes de Suède et de Norvège, et à repousser toute prétention que pourrait élever la Russie à établir l'existence d'aucun des droits précités.

2. Dans le cas où la Russie ferait à Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège quelque proposition ou demande ayant pour objet d'obtenir, soit la cession ou l'échange d'une partie quelconque des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvège, soit la faculté d'occuper certains points desdits territoires, soit la cession de droits de pêche, de pâturage ou tout autre sur ces mêmes territoires et sur les côtes de Suède et de Norvège, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engage à communiquer immédiatement cette proposition ou demande à Sa Majesté l'Empereur des Français et à Sa Majesté Britannique, et Leursdites Majestés prennent, de leur côté, l'engagement de fournir à Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège des forces navales et militaires suffisantes pour coopérer, avec les forces navales et militaires de Sa dite Majesté, dans le but de résister aux prétentions ou aux agressions de la Russie. La nature, l'importance et la destination des forces dont il s'agit

seront, le cas échéant, arrêtées d'un commun accord entre les trois Puissances.

3. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Stockholm, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 21 Novembre, l'an de grâce 1855.

(L. S.) Signé VICTOR LONSTEIN. (L. S.) Signé ARTHUR MAGENIS.
(L. S.) Signé STERNELD.

ART. 2. Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé A. WALEWSKI.

N° 3183. — DÉCRET IMPÉRIAL qui augmente le nombre des membres du Comité consultatif de l'Algérie.

Du 24 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 17 décembre 1851 (1) portant réorganisation du comité consultatif de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres titulaires du comité consultatif de l'Algérie est porté de onze à treize.

2. Quatre auditeurs au Conseil d'état seront attachés au comité et mis à la disposition de ses membres.

3. Les dispositions du décret du 17 décembre 1851 qui ne

(1) x^e série, Bull. 472, n° 3448.

sont pas abrogées par le présent décret continueront à recevoir leur effet.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Novembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 3184. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Orange, d'un Établissement de Sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur.*

Du 1^{er} Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération, en date du 5 juillet 1854, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur, à Valence, demande la reconnaissance légale de l'établissement du même ordre que cette congrégation a formé à Orange ;

Vu une copie des statuts de la même congrégation signée, en témoignage d'adhésion, par les sœurs composant l'établissement d'Orange ;

Vu l'état de l'actif et du passif de cet établissement ;

Vu l'avis du conseil municipal d'Orange, en date du 17 mai 1855 ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Orange du 22 avril au 2 mai 1855 ;

Vu les avis de l'archevêque d'Avignon, de l'évêque de Valence et des préfets de Vaucluse et de la Drôme, en date des 4 juin, 18, 21 et 26 juillet 1855 ;

Vu les ordonnances royales en date des 30 avril (1) et 28 mai 1826 (2), la première approuvant les statuts de la congrégation des sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur, à Valence ; la deuxième autorisant la maison mère de cette congrégation ;

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur, existant à Valence (Drôme), en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Orange (Vaucluse), à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 30 avril 1826.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3185. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire pour les dépenses de la réunion des Tuileries au Louvre..*

Du 3 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 12 mars 1852 (1);

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget général des recettes et dépenses de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (2) portant répartition des crédits pour l'exercice 1855;

Vu le décret du 8 août 1855 (3) portant ouverture d'un crédit sup-

(1) 1^{re} série, Bull. 502, n° 3795.

(2) 1^{re} série, Bull. 241, n° 2193.

(3) 1^{re} série, Bull. 319, n° 2949.

plémentaire de trois millions, applicable au chapitre III (deuxième section) du budget du ministère d'état (exercice 1855);

Sur le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de sept cent cinquante mille francs (750,000^f) est ouvert au ministre d'état, en augmentation des crédits alloués au chapitre III de la deuxième section du budget de l'exercice 1855, relatif aux dépenses de la réunion des Tuileries au Louvre.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1855.

Signé Napoléon.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. Méné.

Le Ministre d'état,

Signé Achille Fould.

N° 3186. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1855.*

Du 5 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **sauve**.

Vu la loi du 12 juin 1854 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, en l'absence du Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des

(1) Bull. 241, n° 2193.

nances, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de deux millions sept cent quarante-deux mille quatre cent cinquante-huit francs (2,742,458^f), applicable aux chapitres ci-après :

Dettes consolidées et amortissement.

CHAPITRE V. Fonds d'amortissement..... 10^f

Dettes viagères.

XVII. Pensions militaires 540,000
XX. Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)..... 600,000

Dotations.

XXIX. Dépenses administratives du Sénat..... 61,448

Monnaies et médailles.

XL. Refonte des monnaies de cuivre..... 358,000

Enregistrement, domaines et timbre.

LIII. Matériel 55,000
LIV. Dépenses diverses 100,000

Forêts.

LVIII. Dépenses diverses..... 96,000

Douanes et contributions indirectes.

LXI. Dépenses diverses..... 463,000

Postes.

LXVII. Dépenses diverses..... 100,000

Remboursements et restitutions.

LXXI. Remboursements sur produits indirects et divers..... 105,000
LXXIII. Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers..... 164,000

TOTAL..... 2,742,458

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MATHIEU.

N° 3187. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour une Créance constatée sur un exercice clos.*

Du 5 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'état de liquidation d'une créance à la charge du ministère des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice clos 1854;

Vu les articles 99 et 100 du règlement général du 31 mai 1838 (1) sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1854, un crédit supplémentaire de sept cent un mille huit cent vingt-trois francs soixante-trois centimes (701,823^f 63^c), montant d'une nouvelle créance liquidée sur cet exercice et provenant des emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers. (Chapitre v. — *Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor.*)

Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé **P. MAGNE**.

(1) 11^e série, Bull. 579, n° 7437.

N° 3188. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Transportation.*

Du 5 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les décrets des 8 décembre 1851 (1), 5 mars (2) et 31 mai 1852 (3), 23 décembre 1853 (4), sur la transportation ;

Attendu que les circonstances qui s'opposaient à l'installation à la Guyane des individus susceptibles d'y être envoyés n'existent plus ;

Considérant, d'un autre côté, qu'il importe de laisser à l'autorité toute latitude pour continuer à diriger sur l'Algérie, en cas de nécessité, les individus qui ne pourraient être transportés à la Guyane,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 23 décembre 1853 qui ont suspendu la transportation à la Guyane sont et demeurent abrogées.

2. La section disciplinaire de l'établissement de Lamboussa, en Algérie, est maintenue, et continuera de recevoir les individus qui ne pourront être transportés à la Guyane.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur, de la marine et de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**,

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état
 au département de l'inté-
 rieur,*

Signé **BILLAULT**.

*L'Amiral Ministre
 de la marine et
 des colonies,*

Signé **HAMELIN**.

*Le Maréchal de France
 Ministre secrétaire d'état
 de la guerre,*

Signé **VAILLANT**.

(1) 1^{re} série, Bull. 467, n° 3403.

(2) 1^{re} série, Bull. 508 n° 3849.

(3) 1^{re} série, Bull. 542, n° 4126.

(4) 11^e série, Bull. 128, n° 1063.

N° 3189. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1856, un **Crédit supplémentaire** pour le service de la Dette publique.

Du 5 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856 ;

Vu le décret du 31 octobre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu le décret rendu, le 14 juillet 1855, pour la réalisation de l'emprunt en rentes de sept cent cinquante millions, et portant, article 3, que la dotation de la caisse d'amortissement s'accroîtra, à partir du 1^{er} janvier 1856, du centième du capital nominal des rentes émises ;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 8 juillet 1852, concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, en l'absence du Corps législatif ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire de onze millions cinq cent quarante-deux mille vingt-neuf francs (11,542,029^f) pour le service de la dette publique.

CHAPITRE V. — Fonds d'amortissement.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé **P. MAGNÉ**.

(1) Bull, 336, n° 3107.

N° 3190. — *Décret impérial qui autorise la fondation, à Moulins, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur.*

Du 5 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SÂNT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, à Angers (Maine-et-Loire), en date des 3 et 13 octobre 1854, tendant à obtenir, 1° la reconnaissance légale de l'établissement de religieuses de son ordre existant à Moulins (Allier) ; 2° l'autorisation d'accepter la donation faite à cette congrégation par les sieurs *Jacquet et Brillant*, suivant acte notarié du 8 mai 1854, d'une maison avec dépendances, située à Moulins, rue Chaveau, n° 13, et actuellement occupée par l'établissement de sœurs du Bon-Pasteur, fondé dans cette ville par la congrégation ;

Vu l'acte de donation du 8 mai 1854 ;

Vu les certificats de vie des donateurs, en date du 26 juillet 1854 ;

Vu les renseignements transmis sur leur position de fortune ;

Vu le procès-verbal d'estimation portant à vingt-quatre mille francs la valeur de l'immeuble donné ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Moulins ;

Vu l'état des recettes et dépenses de l'établissement des sœurs du Bon-Pasteur, à Moulins ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, à Angers, vérifié et certifié par le préfet de Maine-et-Loire ;

Vu l'engagement des sœurs composant l'établissement à autoriser de se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

Vu l'avis du conseil municipal de Moulins, en date du 26 février 1855 ;

Vu les avis des évêques de Moulins et d'Angers et ceux des préfets de l'Allier et de Maine-et-Loire, en date des 26 octobre et 6 novembre 1854, 28 avril et 23 juin 1855 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 10 août 1855 ;

Vu le décret du 13 septembre 1852 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, à Angers ;

(1) 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

Vu le décret du 16 juillet 1810 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve, adoptés par la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire), en vertu d'un décret du 13 septembre 1852, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Moulins (Allier), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810, pour la congrégation des sœurs hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve, à Paris, et que les sœurs du Bon-Pasteur ont adoptés.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire), est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, la donation faite en sa faveur par les sieurs Jean Jacquet et Privat Brillaud, suivant acte notarié du 8 mai 1854, d'une propriété située à Moulins, rue Chaveau, n° 13, pour être affectée à l'établissement de son ordre autorisé dans cette dernière ville par l'article 1^{er} du présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FOUROU.

(1) 1^{re} série, Bull. 305, n° 5790.

N° 3191. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Pouilly-le-Monial (Rhône), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié du 12 octobre 1854 par lequel le sieur *Dechastelus* a fait donation à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, d'une pièce de pré, située à Pouilly-le-Monial, sous la condition d'en laisser la jouissance aux sœurs de son ordre établies à Pouilly-le-Monial ;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 2 novembre 1854 ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, en date des 6 et 12 décembre 1854, tendant à obtenir, 1° l'autorisation d'accepter la donation précitée ; 2° la reconnaissance légale de l'établissement de sœurs de son ordre existant de fait à Pouilly-le-Monial ;

Vu le procès-verbal d'estimation de l'immeuble donné portant sa valeur à huit cents francs ;

Vu les renseignements transmis sur la position de fortune du donateur et sur celle de ses héritiers présomptifs ;

Vu l'ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, et celle du 2 mars de la même année (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation ;

Vu l'engagement pris par les membres de l'établissement de Pouilly-le-Monial de se conformer aux statuts de la maison mère ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de cet établissement ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet du Rhône ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Pouilly-le-Monial, le 4 février 1855 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Pouilly-le-Monial, en date du 12 novembre 1854 ;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et du préfet du Rhône, en date des 16 décembre 1854 et 28 avril 1855 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218.

(2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;
La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes et
notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, établie à Lyon (Rhône), en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828, est autorisée à fonder à Pouilly-le-Monial (M^g département) un établissement de sœurs de son ordre, et charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 mars 1828.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par le sieur *Pascal Dechastelus*, suivant acte notarié du 12 octobre 1854, et consistant en une pièce de terre située sur le territoire de la commune de Pouilly-le-Monial, contenant vingt et un soixante et dix centiares et estimée huit cents francs, sous condition notamment de laisser la jouissance de cet immeuble aux sœurs de son ordre établies à Pouilly-le-Monial.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. Fougère.

N° 3192. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal fixe sur la Vienne, à Saint-Romain (Vienne), en remplacement du bac actuel, ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan ci-joint.

2. La mise en adjudication des travaux est autorisée aux clauses

et conditions du cahier des charges également annexé au présent décret.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont, de ses abords et dépendances, au moyen, 1° d'un péage qui sera concédé, par adjudication publique, au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum, qui ne pourra excéder soixante et dix ans, sera fixé à l'avance par le préfet, dans un billet cacheté; 2° d'une subvention de trente et un mille francs à fournir, savoir : vingt mille francs par l'État, sept mille francs par les communes intéressées, et quatre mille francs par la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

4. La commune de Saint-Romain est autorisée,

1° A emprunter, soit avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, une somme de cinq mille francs remboursable en onze années, et destinée au paiement de la subvention votée pour concourir aux dépenses de construction du pont précité;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, quinze centimes additionnels, et, pendant la onzième année, cinq centimes cinquante centièmes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire une somme totale de six mille deux cent vingt francs environ, pour le remboursement dudit emprunt.

5. La commune de Dangé est autorisée à s'imposer extraordinairement, en trois années, à partir de 1860, par addition au principal de ses quatre contributions directes, la somme de deux mille francs, représentant annuellement treize centimes environ, pour subvenir au paiement des travaux du pont de Saint-Romain.

6. Le concessionnaire, substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, sera autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

7. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

8. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

Une personne à pied, chargée ou non, avec brulette ou charrette à bras, cinq centimes, ci.	05
Cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.	10
Cheval, âne, mulet, bœuf ou vache, chargé ou non, cinq centimes, ci.	05
Veau, porc, cochon de lait, mouton, brebis, bœuc, chèvre, deux centimes, ci.	02

Voiture suspendue, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
Voiture suspendue, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	50
Charrette à deux roues, ou chariot à quatre roues, attelé d'un cheval, mulet, deux bœufs ou deux ânes, chargé ou vide, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
Chaque cheval, mulet, paire de bœufs ou âne en sus, dix centimes, ci..	10
Voiture publique, par cheval, conducteur compris, mais voyageurs en sus, trente centimes, ci.....	30
Les animaux allant au labour ou au pâturage, ou en revenant, les transports d'engrais, de récoltes, des matériaux, de la ferme à ses dépendances, ou réciproquement, ne payeront que demi-droit.	

9. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département et le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures; les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers; les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, la gendarmerie, les gardes champêtres, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (*Saint-Cloud, 29 Septembre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Décembre 1855,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE, — 20 Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 347.

N° 3193. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 avril 1843, conclus entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.*

Du 27 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 avril 1843 (1), ayant été signée à Paris, le 10 décembre 1855, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 26 du présent mois de décembre, ladite Convention additionnelle, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION ADDITIONNELLE.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faciliter l'échange des imprimés de toute nature entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, et simplifier la perception des taxes à prélever pour ces imprimés, sont convenues de régler ce point par une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le comte *Alexandre-*

(1) 21^e série, Bull. 1000, n° 10,639.

Colonel Walewski, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres du Danebrog de Danemarck, de Saint-Janvier des Deux-Siciles, des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de Saint-Joseph de Toscane, de la Conception de Portugal, du Medjidié de Turquie, du Sauveur de Grèce, etc., etc., son Ministre Secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères ;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable *Henry-Richard-Charles* lord *Cowley*, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, et son Ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français,

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui seront expédiés, soit de la France, de l'Algérie et des bureaux français établis en Turquie, en Syrie et en Égypte, pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et pour Malte, soit du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de Malte pour la France, l'Algérie et les bureaux français établis en Turquie, en Syrie et en Égypte, devront être affranchis de part et d'autre jusqu'à destination.

Il est expressément convenu que les objets que chacune des deux Administrations livrera à l'autre comme affranchis jusqu'à destination, en vertu du présent article et de l'article 2 ci-après, ne pourront, sous aucun prétexte, être frappés d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Il est entendu, toutefois, que cette disposition n'infirme, en aucune manière, le droit qu'à chaque Administration de ne pas distribuer les objets dont l'importation serait prohibée par les lois ou règlements du pays de destination.

2. L'Administration des Postes de France payera à l'Administration des Postes britanniques, pour ceux des journaux et autres imprimés mentionnés dans l'article 1^{er} précédent qui seront originaires de la France, de l'Algérie ou des bureaux français établis en Turquie, en Syrie et en Égypte, savoir :

1° Pour les imprimés de toute nature à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la somme de un franc par kilogramme, poids net;

2° Pour les imprimés de toute nature expédiés de la France et de l'Algérie à destination de Malte, par la voie des paquebots britanniques, la même somme de un franc par kilogramme, poids net.

De son côté, l'Administration des Postes britanniques payera à l'Administration des Postes de France, pour ceux des journaux et autres imprimés mentionnés dans l'article 1^{er} précédent qui seront originaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou de Malte, savoir :

1° Pour les imprimés de toute nature expédiés du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande à destination de la France et de l'Algérie, la somme de cinquante centimes par livre britannique, poids net;

2° Pour les imprimés de toute nature expédiés de Malte à destination de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots britanniques, la même somme de cinquante centimes par livre britannique, poids net;

3° Pour les imprimés de toute nature expédiés de Malte à destination de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots français, la somme d'un franc par livre britannique, poids net;

4° Pour les imprimés de toute nature expédiés du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande à destination des bureaux français établis en Turquie, en Syrie et en Égypte, la somme d'un franc par livre britannique, poids net;

5° Et enfin, pour les imprimés de toute nature expédiés de Malte à destination des bureaux français établis en Turquie, en Syrie et en Égypte, la somme de cinquante centimes par livre britannique, poids net.

L'Administration des Postes de France aura la faculté de livrer à l'Administration des Postes britanniques, comme affranchis jusqu'à destination, les journaux et autres imprimés mentionnés dans l'article 1^{er} précédent qui seront expédiés des autres pays ou colonies auxquels la France sert d'intermédiaire pour le Royaume-Uni, et, pareillement, l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne aura la faculté de livrer à l'Administration des Postes de France, comme affranchis jusqu'à destination, les journaux et autres imprimés mentionnés dans l'article 1^{er} pré-

cèdent qui seront expédiés des autres pays ou colonies auxquels la Grande-Bretagne sert d'intermédiaire pour la France et l'Algérie. Les prix à payer, de part et d'autre, pour ces journaux et autres imprimés, seront les mêmes que ceux fixés par le présent article pour les imprimés originaires de la France ou du Royaume-Uni.

Pour jouir des modérations de port accordées par le présent article, les imprimés devront être affranchis conformément à l'article 1^{er} précédent, être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main. Les imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

3. L'Administration des postes de France payera à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, pour prix du transport à travers le Royaume-Uni des journaux et autres imprimés en transit que l'Administration des Postes britanniques transportera sur son territoire pour le compte de l'Administration des Postes de France, la somme d'un franc par kilogramme d'imprimés, poids net.

L'Administration des Postes de France payera, en outre, à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, pour prix du transport par mer des journaux et autres imprimés que les paquebots-postes britanniques transporteront pour le compte de l'Administration des Postes de France, la somme d'un franc par kilogramme d'imprimés, poids net.

La même somme d'un franc par kilogramme, poids net, sera également payée par l'Administration des Postes de France à l'Administration des Postes britanniques pour port de voie de mer des journaux et autres imprimés que l'Administration des Postes de France expédiera ou recevra par la voie de la Grande-Bretagne et des bâtiments du commerce partant ou à destination des ports du Royaume-Uni.

En considération des dépenses que supporte l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne pour le transport des dépêches à travers l'isthme de Suez ou l'isthme de Darien, l'Administration des Postes de France payera, en outre, à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, pour les journaux et autres imprimés que l'Administration des Postes de France expédiera ou recevra au moyen des paquebots-postes britanniques, et par la voie de l'un ou de l'autre isthme, lorsque le transport de ces journaux et autres imprimés à travers l'isthme de Suez ou à

travers l'isthme de Darien sera effectué aux frais de l'Administration des Postes britanniques, sur la demande de l'Administration des Postes de France, savoir :

1° Pour le transport des journaux et autres imprimés à travers l'isthme de Suez, la somme de quatre-vingts centimes par kilogramme d'imprimés, poids net ;

2° Pour le transport des journaux et autres imprimés à travers l'isthme de Darien, la somme de deux francs quarante centimes par kilogramme d'imprimés, poids net.

De son côté, l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne payera à l'Administration des Postes de France, pour prix du transport à travers la France des journaux et autres imprimés en transit que l'Administration des Postes françaises transportera sur son territoire pour le compte de l'Administration des Postes britanniques, la somme de cinquante centimes par livre britannique d'imprimés, poids net.

L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne payera, en outre, à l'Administration des Postes de France, pour prix du transport par mer des journaux et autres imprimés que les paquebots-postes français transporteront pour le compte de l'Administration des Postes britanniques, la somme de cinquante centimes par livre britannique d'imprimés, poids net..

La même somme de cinquante centimes par livre britannique, poids net, sera également payée par l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne à l'Administration des Postes de France, pour port de voie de mer des journaux et autres imprimés que l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne expédiera ou recevra par la voie de la France et des bâtiments du commerce partant ou à destination des ports de France.

Il est entendu que le transport des imprimés à travers le canal de la Manche, par les paquebots-postes respectifs, ne donnera lieu à aucun paiement au profit de l'Administration dont dépendront les paquebots qui effectueront ce transport.

4. Il est entendu que l'Administration des Postes de France aura le droit d'inviter l'Administration des Postes britanniques à faire transporter, pour le compte de l'Administration des Postes de France, aux conditions stipulées par l'article 3 précédent, soit sur le territoire du Royaume-Uni, soit par les paquebots-postes britanniques, soit par les bâtiments britanniques du commerce partant ou à destination des ports du Royaume-Uni, les journaux et autres imprimés originaires ou à destina-

tion des colonies ou pays d'outre-mer desservis par lesdits paquebots ou bâtiments du commerce, et, réciproquement, que l'Administration des Postes britanniques aura le droit d'invier l'Administration des Postes de France à faire transporter, pour le compte de l'Administration des Postes britanniques, sous les mêmes conditions, soit sur le territoire de la France, soit par les paquebots-postes français, soit par les bâtiments français du commerce partant ou à destination des ports de France, les journaux et autres imprimés originaires ou à destination des états du continent que des colonies et autres pays d'outre-mer desservis par lesdits paquebots ou bâtiments du commerce.

5. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 3 avril 1843, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution le 1^{er} janvier 1856.

N° 3194. — *TARIF de la Solde, des Indemnités et des Prestations*

		SOLDE DE PRÉSENCE,					SOLDE D'ARRÉRIÉ. (par jour),			SUPPLÉ- MENT - à la solde de route pour les distan- ces d'étapes par- coursues en un jour en sus de la première.	(a) de loge- ment				
VÉTÉRINAIRES	par	par	par jour,			en	à	à	l'hôpi- tal.	l'hôpi- tal.	à l'hôpi- tal étant en congé avec solde.	par an.	par mois.	par jour.	par jour.
	an.	mois.	en station ou en cam- pagne.	en marche, en corps ou en déta- che- ment.	sup- plé- ment de solde dans Paris.	congé ou en cap- ti- vité.									
principaux.	fr.	fr. c. m.	f. c. m.	f. c. m.	f. c. m.	f. c. m.	fr. c. m.	f. c. m.	fr. c.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
De la garde impériale..	5,800	483 33 3	16 11 1	20 11 1	"	8 05 5	13 11 1	5 05 5	1 60	720	60	2 10	2 10	2 10	2 10
De la ligne..	4,000	333 33 3	11 11 1	15 11 1	2 22 2	5 55 5	8 11 1	2 55 5	1 60	720	60	2 10	2 10	2 10	2 10

(A) Cette fixation comprend le supplément de solde accordé à Paris.

(a) Les vétérinaires principaux employés dans Paris reçoivent le supplément de la moitié en sus des indemnités ordinaires de logement ou d'arréarié, conformément aux dispositions portées au tarif du 5 décembre 1855, tableau n° 41.

Le présent tarif recevra son effet à partir du 1^{er} novembre courant.

Paris, le 19 Novembre 1855.

APPROUVÉ :

Signé NAPOLEON.

B. n° 347.

(355)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le dixième jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1855.

(L. S.) Signé A. WALEWSKI.

(L. S.) Signé COWLEY.

2. Nos ministres et secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé A. WALEWSKI.

des aux Vétérinaires principaux dans toutes les positions.
re 1855.

		Gratification d'entrée en campagne.	SOLDE DE NON-ACTIVITÉ.						NOMBRE DE RATIONS par jour,			
pour perte de che- vaux.	pour perte d'ef- fets.		Vétérinaires principaux sortis de l'activité par suite de licenciement de corps, de suppression d'emploi, de rentrée de captivité à l'ennemi ou d'infirmités temporaires.			Vétérinaires principaux sortis de l'activité par retrait ou par suspension d'emploi.			sur le pied de paix. — Four- rages.	sur le pied de guerre.		
			Par an.	Par mois.	Par jour.	Par an.	Par mois.	Par jour.		Vin.	Fourrages.	Chauffage.
fr.	fr.	fr.	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.			(c)	
400	700	1,000	2,000	166 66 6	5 55 5	1,600	133 33 3	4 44 4	3	2	4	4
400	700	1,000	2,000	166 66 6	5 55 5	1,600	133 33 3	4 44 4	2	2	(c) 4	4

(c) Y compris une ration pour un mulet de bât.

Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

N° 3195. — *TARIF de l'Indemnité pour Frais de bureau attribués aux Trésoriers des Régiments du Génie.*

Du 21 Novembre 1855.

DÉSIGNATION des fractions de corps.	FIXATIONS			OBSERVATIONS.
	par an.	par mois.	par jour.	
	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	
Pour l'état-major, la compagnie hors rang, les 16 compagnies de mineurs et de sapeurs et la compagnie de sapeurs-conducteurs.	2,700	225 00 0	7 50 0	L'indemnité mensuelle à payer par le trésorier aux sergents-majors est portée à 3 francs. Dans les compagnies de dépôt elle s'accroît de 1 franc par fraction de 100 hommes au-dessus d'un effectif de 200 ; ainsi ces sous-officiers recevront : Pour 200 hommes et au-dessus. 3 fr. 201 à 300..... 4 301 à 400..... 5 401 et au-dessus..... 6
Pour chaque compagnie active qui viendrait à être organisée en sus des 16 actuellement existantes.	80	6 66 6	0 22 2	
Pour chaque compagnie (200 hommes et au-dessus. 201 à 300.... 301 à 400.... 401 et au-dessus.	100 125 150 175	8 33 3 10 41 6 12 50 0 14 58 3	0 27 7 0 34 7 0 41 6 0 48 6	L'application de ces fixations, pour chaque période trimestrielle, est réglée d'après l'effectif existant au premier jour du trimestre et que constate la revue correspondante.
Retenue à faire aux trésoriers pour chaque compagnie détachée.	40	3 33 3	0 11 1	

Les fixations portées au présent tarif recevront leur effet à partir du 1^{er} janvier de l'année courante, à l'exception toutefois de celles concernant les compagnies de dépôt qui ne devront naturellement remonter qu'au jour de la formation desdites compagnies.

Paris, le 21 Novembre 1855.

APPROUVÉ :
Signé NAPOLEON.

Le Maréchal de France Ministre
secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

N° 3196. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. de Parieu Vice-Président de la Commission supérieure de la Dotation de l'Armée.*

Du 28 Novembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 26 avril 1855 portant création de la commission supérieure de la dotation de l'armée;

Vu notre décret du 28 du même mois (1), qui nomme le président et les autres membres de cette commission;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. de Parieu, vice-président du Conseil d'état, membre de la commission supérieure de la dotation de l'armée, est nommé vice-président de cette commission.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Novembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France

Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 3197. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Strasbourg.

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (2), et la loi du 1^{er} juin 1853;

Vu le décret du 17 mai 1813 (3);

Les délibérations de la chambre du commerce de Strasbourg, en date du 31 janvier et du 17 août 1855;

Les propositions du préfet du Bas-Rhin et la lettre de notre garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 1^{er} mai 1855;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Strasbourg sera désormais composé ainsi qu'il suit :

(1) XI^e série, Bull. 291, n° 2656.

(2) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(3) IV^e série, Bull. 503, n° 9247.

CATÉGORIES.	INDUSTRIELS.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Bouchers, charcutiers, tripiers, bœufiers, pâtisseries, meuniers, fabricants de pâtes d'Italie, brasseurs, distillateurs et fabricants de vinaigre, confiseurs, fabricants de chicorée, de mostarde.....	1	1
2 ^e	Chapeliers, tailleurs d'habits, cordonniers et bottiers, modistes, chemisiers, confectionneurs pour dames, fabricants de corsets, de capotons.....	1	1
3 ^e	Entrepreneurs de constructions, fabricants de tuiles et briques, maçons, couvreurs, plâtriers, paveurs, marbriers, vitriers, peintres en bâtiments, doreurs, vernisseurs, ramoneurs, fabricants de poêles, fabricants d'ornements d'architecture, sculpteurs, fabricants de glaces et miroitiers.....	1	1
4 ^e	Charpentiers, menuisiers, ébénistes, tourneurs en bois, graveurs sur bois, charrons, calfats, tonneliers, briquetiers, fabricants de formes, fabricants de bois-sellerie et tanniers, fabricants de billards, sculpteurs, fabricants de chaises.....	1	1
5 ^e	Orfèvres, bijoutiers, batteurs d'or, horlogers, ciseleurs, doreurs sur métaux, fabricants de bronze, épingliers, couteliers, fondeurs, serruriers, fabricants de martinets de cuivre, ferblantiers, plombiers, chaudronniers, graveurs sur métaux, mécaniciens, fourbisseurs, fabricants de boutons de métal, taillandiers, armuriers, potiers d'étain, manchons serrants, cloutiers, émouleurs, fabricants de crics, de vrilles, de limes, de quincaillerie, tourneurs en métaux, ajusteurs de poids et mesures, lampistes, forgerons.....	1	1
6 ^e	Filateurs et fileurs en tous genres, fabricants de tissus et étoffes en tous genres, tisserands, fabricants de gants tissés ou tricots, imprimeurs de toiles peintes, fabricants de toiles crées, bonnetiers, cordiers, fabricants de ouate, blanchisseurs, teinturiers, foulons, passementiers, apprêteurs d'étoffes, décolorateurs, fabricants de broderies.....	1	1
7 ^e	Tanneurs, corroyeurs, hongroyeurs, mégissiers, culottiers, chamoiseurs, fabricants de gants de peau, maroquiniers, parcheminiers, pelletiers, selliers et carrossiers, bourrelliers, bandagistes.....	1	1
8 ^e	Imprimeurs typographes, imprimeurs lithographes, graveurs en taille-douce, fondeurs de caractères, fabricants de cartes à jouer, d'acide, de sels minéraux, de charbon animal, de potasse, de savon, de chandelles, d'huiles, de cires, de bougies, de colle, de garance, de couleurs, de bois de teinture, d'amidon, d'amadou, d'allumettes chimiques, de bitumes et d'asphaltes, féculeries.....	1	1
9 ^e	Fabricants de fleurs artificielles, de papiers peints, de papiers maroquinés, potiers de terre, gainiers, tabletiers, vanniers, figuristes, fabricants de peignes, de broches, de parapluies, d'instruments de musique, ceinturonnières, tapissiers, barbiers, perruquiers, coiffeurs, matelassiers, fabricants de cartons, de cartonnages, de jouets d'enfants, d'équipements militaires, de chapeaux de paille, relieurs.....	1	1
TOTAL.....		9	9

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3198. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les Ministres pour l'année 1855.*

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 164, 165 et 167 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels une commission doit être chargée, chaque année, d'une part, d'arrêter le journal général et le grand-livre de l'administration des finances au 31 décembre, ainsi que les livres et registres tenus au trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements, et, d'autre part, de constater, dans le procès-verbal de ses travaux, la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements, avec les écritures qui ont servi à les établir;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'année 1855.

MM. le marquis d'Audiffret, sénateur, président;
Leroux (Alfred), député au Corps législatif;
de Richemont, député au Corps législatif;
Godelle, conseiller d'état;

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

Crignon de Montigny, maître des requêtes;

Rihouet, conseiller, maître des comptes;

Dupin, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;

Berenger, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;

Barthouilh de Taillac, conseiller référendaire de deuxième classe à la cour des comptes.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances

Signé P. MACHÉ.

N° 3199.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit supplémentaire applicable au chapitre XVII du Budget du Ministère de l'Intérieur. (Frais de détention et de transport des Condamnés à la charge de l'État.)*

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 22 juin 1854 et notre décret du 15 décembre, même année (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sur l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de un million sept cent mille francs (1,700,000) en addition des crédits alloués au chapitre XVII du budget du ministère de l'intérieur pour ledit exercice (*Frais de détention et de transport des condamnés à la charge de l'état.*)

(1) Bull. 241, n° 2193.

B. n° 347.

(761)

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources de l'exercice 1855.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*

Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au départe-
ment de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 3200. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la Cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1856, sur les Trains de Bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris.*

Du 10 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la délibération, en date du 28 octobre 1855, prise par la communauté des marchands de bois de chauffage, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que pourront nécessiter, pendant le cours de l'exercice 1856, le transport et la conservation de ces bois ;

Vu les lois annuelles de finances portant fixation du budget des recettes et dépenses ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera payé à titre de cotisation, sur les trains de bois flottés pendant l'exercice 1856, savoir :

1° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur la Haute-Yonne et la Cure, trente francs, dont dix-huit francs seront payés à Auxerre et douze francs à Paris ;

2° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur

l'Armançon ou le canal de Bourgogne, trente francs, dont dix-huit francs seront payés à Joigny et douze francs à Paris;

3° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur l'Yonne, en aval du pont de Joigny, et qui ne sera pas composé de bois précédemment retirés en route, trente francs, dont dix-huit francs seront payés à Sens et douze francs à Paris;

4° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de la Marne, vingt-quatre francs payables à Paris;

5° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la Seine, douze francs payables à Paris;

6° Pour chaque train de dix-huit coupons de la Haute-Yonne ou de la Cure, qui ne passera pas les ports de Cravant, six francs, et pour chaque train qui sera tiré en aval desdits ports, neuf francs, qui seront payés à Cravant;

7° Pour chaque train qui, par suite de la nécessité de le faire passer dans les écluses des canaux, ou pour toute autre cause, sera flotté par fractions différentes de la division ordinaire des trains en dix-huit coupons, la cotisation sera perçue en raison de la longueur comparée à celle des trains de bois de dix-huit coupons; à cet effet, le maximum de cette longueur est fixé à quatre-vingt-dix mètres pour un train et à cinq mètres pour un coupon ordinaire.

2. Le payement sera fait, savoir :

À Paris, entre les mains de l'agent général, immédiatement après l'arrivée des trains de bois flottés; à Cravant, à Auxerre, à Joigny et à Sens, lors du passage des trains sous les ponts, et au moment de leur départ, entre les mains des gardes de rivière commis auxdits ponts.

Le garde de rivière commis à la résidence d'Auxerre versera, au moins une fois par mois, le montant de sa recette entre les mains du commis général à la résidence de Clamecy, et le garde de rivière commis aux trains, à Cravant, versera à la fin de l'année entre les mains dudit commis général.

Les gardes de rivière commis à Joigny et à Sens verseront, au moins une fois par mois, leurs recettes entre les mains de l'agent général.

L'agent général et les autres agents de la communauté sont autorisés à faire toutes les poursuites et diligences pour assurer le recouvrement de la cotisation.

3. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et ap

parents, sera affiché, pendant tout le cours de l'exercice 1856, dans les bureaux des agents préposés à la perception des cotisations.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUEN.

N° 3201. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire pour recherches relatives aux Approvisionnements en Céréales et en Fourrages disponibles dans les Provinces danubiennes.

Du 12 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 13, 21, 26, 27 et 28 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838 (1),

Décrète :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, un crédit extraordinaire de trois cent cinquante mille francs, sur l'exercice 1855, pour recherches relatives aux approvisionnements en céréales et en fourrages disponibles dans les provinces danubiennes, et pour travaux d'amélioration des voies de communication, par terre, entre ces provinces et la mer Noire.

2. Ce crédit formera, sous le n° 16 bis, un chapitre distinct

(1) ix^e série, Bull. 579, n° 7437.

au budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exercice 1855.

3. La régularisation du crédit ouvert par le présent décret sera soumise au Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*
Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 3202. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédits au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1854, pour rappels d'Arrérages de Traitements et de Suppléments de traitement (exercices clos).

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837 portant que, pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui des dépenses payables sur revues, les rappels d'arrérages seront imputés sur l'exercice courant, mais qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial au moyen d'un virement de crédit autorisé chaque année par une ordonnance royale, qui sera soumise à la sanction des Chambres avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement général de la comptabilité publique;

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1854 par la loi

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

B. n° 347.

(765)

du 10 juin 1853, sur les chapitres suivants du budget de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont réduits d'une somme de cent cinquante-neuf mille soixante et quinze francs quinze centimes (159,075^f 15^c), savoir :

CHAPITRE III. Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre.....	142,381 ^f 35 ^c
——— VI. Traitements de la médaille militaire.....	16,693 80
TOTAL.....	159,075 15

Cette somme de cent cinquante-neuf mille soixante et quinze francs quinze centimes est appliquée à deux nouveaux chapitres spéciaux du même exercice ainsi qu'il suit :

CHAPITRE XXII. Rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre (exercices clos).....	142,381 ^f 35 ^c
——— XXIII. Rappels d'arrérages de traitements de la médaille militaire (exercices clos).....	16,693 80
TOTAL.....	159,075 15

2. Le présent décret sera annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1854.

3. Notre ministre d'état et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON,

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3203. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1854.*

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget des recettes

et des dépenses de l'exercice 1854 (1), et le décret de répartition du 15 décembre suivant;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'avis du conseil de l'ordre, et sur le rapport de notre ministre d'état;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1854, au chapitre III (*Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre*) du budget de la Légion d'honneur, est réduit d'une somme de vingt-trois mille deux cent cinquante francs (23,250^f).

2. Le crédit ouvert au chapitre II des mêmes budget et exercice (*Grande chancellerie, matériel*) est augmenté de vingt-trois mille deux cent cinquante francs (23,250^f).

3. Nos ministres d'état et des finances, et notre grand chancelier de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULX.

N° 3204. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1855.

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1855, et le décret de répartition du 15 décembre suivant (2);

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

(1) Bull. 113, n° 969.

(2) Bull. 241, n° 2193.

Sur la proposition de notre grand chancelier de la Légion d'honneur, de l'avis du conseil de l'ordre, et sur le rapport de notre ministre d'état;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert pour l'exercice 1855, au chapitre xiii du budget de la Légion d'honneur (*Dépenses diverses et intérêts à la caisse des dépôts et consignations*) est réduit d'une somme de six mille francs (6,000^f).

2. Le crédit ouvert au chapitre x des mêmes budget et exercice (*Succursales, matériel*) est augmenté de pareille somme de six mille francs (6,000^f).

3. Nos ministres d'état et des finances, et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ALEXIS FOUCAULT.

N° 3205. — DÉCRET IMPÉRIAL sur l'organisation des Archives de l'Empire.

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état,

Vu les lois des 12 septembre 1790 [7 messidor an II];

Vu l'arrêté des consuls du 8 prairial an VIII (1);

Vu le décret impérial du 6 mars 1808;

Vu l'ordonnance du 5 janvier 1846 (2);

Vu les décrets impériaux des 14 février (3) et 7 juillet 1853 (4);

(1) III^e série, Bull. 45, n° 327.

(2) IX^e série, Bull. 1273, n° 12,574.

(3) XI^e série, Bull. 22, n° 195.

(4) XI^e série, Bull. 69, n° 629.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les archives de l'Empire sont dans les attributions de notre ministre d'état.

2. Sont déposés aux archives de l'Empire tous les documents d'intérêt public dont la conservation est jugée utile, et qui ne sont plus nécessaires au service des départements ministériels ou administrations qui en dépendent.

Le dépôt ne peut en être fait qu'en vertu d'un décret rendu sur la proposition de celui de nos ministres au département duquel les documents appartiennent.

Ce dépôt est toujours accompagné d'un inventaire.

3. Un arrêté de notre ministre d'état autorise le dépôt aux archives de l'Empire des documents donnés à l'État.

4. Les documents déposés aux archives de l'Empire ne peuvent être aliénés qu'en vertu d'une loi.

Ils ne peuvent en être retirés, pour être placés dans un autre dépôt, qu'en vertu d'un décret rendu sur le rapport de notre ministre d'état.

5. Nos ministres transmettent à notre ministre d'état, pour être déposé aux archives de l'Empire, l'inventaire des documents que renferment les dépôts placés dans leurs attributions respectives, et appartenant à l'État, aux départements et aux communes; ils lui font connaître, tous les cinq ans, les modifications que cet inventaire a pu subir.

6. L'administration des archives de l'Empire est confiée à un directeur général placé sous l'autorité de notre ministre d'état.

7. Le directeur général est nommé et révoqué par nous, sur la proposition de notre ministre d'état.

Son traitement est de quinze mille francs.

Le directeur général est tenu de résider au palais des archives; il ne peut s'absenter sans autorisation préalable.

8. Le service des archives de l'Empire se divise en quatre sections :

- 1° Section du secrétariat;
- 2° Section historique;
- 3° Section administrative;
- 4° Section législative et judiciaire.

9. Outre le directeur général, le personnel des archives de l'Empire se compose,

De quatre chefs de section;

De quatre sous-chefs de section, d'archivistes et de surnuméraires auxiliaires, en nombre proportionné aux besoins du service;

D'un agent comptable;

D'un commis d'ordre.

Ces fonctionnaires et employés sont de première, de seconde ou de troisième classe; à chacune de ces classes est affecté un traitement différent.

10. Le traitement des fonctionnaires et employés des archives de l'Empire est fixé par un décret.

11. Ces fonctionnaires et employés sont nommés, promus et révoqués par notre ministre d'état, sur la proposition du directeur général.

La nomination et la révocation des gagistes appartiennent au directeur général.

12. Dans les sections autres que celles du secrétariat,

Les chefs de section sont choisis parmi les membres de l'institut, les sous-chefs de section, les archivistes et les hommes connus par leurs travaux en histoire, archéologie et paléographie.

Toutefois, sur deux vacances les sous-chefs et archivistes ont droit à une nomination.

Les sous-chefs sont choisis parmi les archivistes, et les archivistes parmi les surnuméraires auxiliaires, les élèves de l'école des chartes pourvus d'un diplôme d'archiviste paléographe, et les archivistes départementaux et communaux ayant au moins trois ans d'exercice.

13. Les fonctionnaires et employés de tout grade, lors de leur nomination, prennent rang dans la dernière classe. Nul n'est promu à une classe supérieure s'il ne compte au moins deux ans de service dans celle à laquelle il appartient.

14. Un règlement arrêté par notre ministre d'état détermine les conditions auxquelles sont délivrées les expéditions des documents déposés aux archives de l'Empire, et le mode des communications à faire, soit sur place, soit au dehors, aux administrations et aux particuliers.

Ce règlement détermine aussi les attributions et les travaux de chaque section.

Un décret fixe le tarif des droits de recherches et d'expédition; le montant de ces droits est versé chaque année au trésor.

15. Tout fonctionnaire ou employé aux archives, quel que soit son grade, qui publierait ou contribuerait à publier, des documents conservés au dépôt central, soit d'autres documents qui lui auraient été confiés par suite de ses fonctions, soit un travail quelconque sur ces documents, sans en avoir obtenu l'autorisation spéciale, sera révoqué, sans préjudice d'autres peines portées par la loi.

Cette autorisation est accordée par notre ministre d'état, sur l'avis du directeur général.

16. En cas d'absence ou d'empêchement quelconque du directeur général, ses fonctions sont provisoirement remplies par un chef de section désigné, sur sa proposition, par notre ministre d'état.

En cas de décès, le chef de la section du secrétariat est, de droit, chargé du service, et en demeure responsable jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général ou d'un intérimaire.

17. Notre ministre d'état et chacun de nos ministres, et ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 8206. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère d'Etat, exercice 1854.*

De 22 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, salut.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget général de dépenses et recettes de l'exercice 1854;

B. n° 347. (771)

Vu le décret du 12 décembre 1853 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

Sur le rapport de notre ministre d'état;

Notre Conseil d'état entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1854, en vertu de la loi du 10 juin 1853, et par le décret de répartition du 12 décembre suivant, sur les chapitres ci-après du budget du ministère d'état, sont réduits d'une somme de dix mille cinq cents francs (10,500^f), savoir :

CHAPITRE VI. Établissement des beaux-arts	9,700 ^f
— x. Indemnités annuelles, ...	800
TOTAL.....	10,500

2. Le crédit ouvert pour l'exercice 1854, en vertu de la loi et par le décret précités sur le chapitre VII (*Ouvrages d'art et décorations d'édifices publics*), est augmenté d'une somme de dix mille cinq cents francs (10,500^f).

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3207. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1855, un Crédit extraordinaire destiné à solder les dépenses d'achèvement de l'Hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état;

(1) Bull. 113, n° 969.

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1855;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de quatre cent dix mille francs est ouvert à notre ministre d'état pour solder les dépenses d'achèvement de l'hôtel du ministère des affaires étrangères.

Ce crédit sera inscrit au chapitre xii du budget du ministère d'état, exercice 1855.

2. Il sera pourvu à la dépense mentionnée en l'article 1^{er}, au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1855.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée ultérieurement au Corps législatif.

4. Nos ministres d'état et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état et de la Maison
de l'Empereur,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3208. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1856, un Crédit extraordinaire de 8,400 francs, pour l'achèvement du Monument à élever à la mémoire de l'Archevêque de Paris, et annule une somme de 8,399 francs 47 centimes au Budget de 1854.

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret de l'Assemblée nationale du 17 juillet 1848 (1) ouvrant au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1848, un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000^f) pour la construction d'un monument à élever, sous les voûtes de l'église métropolitaine de Paris, à la mémoire de l'archevêque de Paris;

Vu le décret du 11 septembre 1854 (2) portant ouverture au mi-

(1) 1^{re} série, Bull. 53, n° 583.

(2) 1^{re} série, Bull. 217, n° 1968.

nistre d'état, sur l'exercice 1854, d'un crédit extraordinaire de huit mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-sept centimes (8,399^f 47^c), représentant la portion non employée au 31 décembre 1853 du crédit précité de cinquante mille francs, attendu que ce crédit n'a pu être employé en 1854;

Considérant que les travaux du monument, suspendus pendant les années 1854 et 1855, ne sont pas terminés et qu'il y a lieu d'assurer le paiement des dépenses qui pourront être faites pendant l'exercice;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des recettes et dépenses de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (3) portant répartition, par chapitres, des crédits du même exercice;

Sur le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre d'état, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de huit mille quatre cents francs pour l'achèvement du monument à élever, sous les voûtes de l'église métropolitaine de Paris, à la mémoire de l'archevêque de Paris.

2. Ce crédit sera inscrit au budget du ministère d'état, chapitre xv, première section.

3. Une somme de huit mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-sept centimes est annulée au budget du ministère d'état, exercice 1854, chapitre vii *ter*.

4. La régularisation du crédit ouvert par l'article 1^{er} sera proposée au Corps législatif.

5. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) 1^{re} série, Bull. 336, n° 3107.

N° 3209. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au *Ministre d'État au Crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés dans le Compte définitif de l'exercice 1852.*

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état ;

Vu l'état des créances reconnues au compte des services du ministère d'état, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de l'exercice 1852 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834, et l'article 108 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique, ces créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1852, et que leur montant n'excède pas les restants des crédits dont l'annulation a été prononcée dans le compte définitif de cet exercice,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1852, un crédit supplémentaire de treize cent trente-neuf francs cinquante-trois centimes (1,339^f 53^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge dudit exercice, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'état des finances, conformément à l'article 106 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

2. Notre ministre est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Nos ministres d'état et des finances sont chargés, chacun

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

B. n° 347.

(775)

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Le Ministre d'état,

Signé P. MAGNE.

Signé ACHILLE FOULD.

EXERCICES CLOS.

TABLEAU des nouvelles créances constatées, en augmentation des restes à payer, arrêtés dans les comptes définitifs de 1852, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices clos.

NUMÉROS par chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT des créances	
		per. chapitre.	.. par exercice.
	EXERCICE 1852.		
12	Entretien des palais nationaux.....	75 ^l 00 ^c	
13	Constructions et grosses réparations des palais nationaux.....	1,264 53	1,339 ^l 53 ^c
	TOTAL.....	1,339 53	

Approuvé pour être annexé au décret du 22 décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3210. — DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement sur le service des Appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation des Chemins de fer de l'Ouest et d'Orléans.

Du 25 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 29 novembre 1850, sur la télégraphie privée, et le décret du 27 décembre 1851 (1), sur les lignes télégraphiques;

Vu le cahier des charges supplémentaire relatif à la fusion des chemins de fer normands et bretons annexé à la loi du 2 mai 1855, et notamment l'article 18, ainsi conçu :

« La compagnie pourra être autorisée et au besoin requise par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics agissant de concert avec le ministre de l'intérieur, d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation;

« Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'établissement et d'emploi de ces appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, aux frais de la compagnie, du contrôle de ce service par les agents de l'État. »

Vu le décret impérial du 20 juin 1855 concernant la concession à la compagnie d'Orléans du chemin de fer de Nantes à Châteaulin, et le cahier des charges y annexé, applicable à tout le réseau du chemin de fer d'Orléans; vu notamment l'article 10 dudit cahier des charges, qui reproduit les clauses susvisées;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Lorsque, conformément aux cahiers des charges ci-dessus visés, les compagnies des chemins de fer de l'Ouest et d'Orléans auront établi des fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de leur exploitation, elles feront manœuvrer ces appareils par leurs agents, à la charge de se conformer aux dispositions du présent règlement.

2. Dans les stations désignées par le ministre de l'intérieur, de concert avec le ministre des travaux publics, il sera fait usage d'appareils écrivants agréés par l'administration des lignes télégraphiques.

Toutefois, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par les deux ministres, les compagnies pourront se servir des appareils alphabétiques ordinaires pour leurs communications de station à station, mais sans pouvoir jamais établir la communication directe au delà de la station de dépôt la plus voisine.

(1) 1^{re} série, Bull. 475, n° 3478.

3. Les compagnies pourront transmettre gratuitement par leurs fils et appareils toutes les dépêches concernant la sûreté des voyageurs ou la sécurité de l'exploitation et relatives à la marche et à la composition des trains, au service de la voie et du personnel, au mouvement du matériel et des marchandises, ainsi que les réclamations concernant les bagages et les marchandises enregistrés.

Les autres dépêches intéressant le service du chemin, et qui ne seront pas dans la catégorie de celles énumérées ci-dessus, seront transmises également par les appareils des compagnies; mais elles seront soumises à une taxe réduite, à titre d'abonnement, et dont le taux sera déterminé par le ministre de l'intérieur, conformément à l'article 7 de la loi du 29 novembre 1850.

4. Dans le cas où le service télégraphique du chemin de fer serait interrompu, les dépêches relatives à la sécurité de l'exploitation seront transmises gratuitement par les fils et les appareils de l'État.

Dans toutes les stations où il n'existera pas d'appareils télégraphiques de l'État, les compagnies seront tenues de faire transmettre et recevoir par leurs agents toutes les dépêches du Gouvernement.

Elles devront également faire passer les dépêches présentées par les voyageurs et relatives aux incidents du voyage. Ces dépêches seront soumises à la taxe conformément aux lois et règlements; le produit en appartiendra à l'État.

Dans ces stations, l'ordre des transmissions sera le suivant :

- 1° Dépêches relatives à la sécurité de l'exploitation;
- 2° Dépêches du Gouvernement;
- 3° Dépêches intéressant le service du chemin de fer;
- 4° Dépêches des voyageurs.

5. Dans les gares désignées au paragraphe 1^{er} de l'article 2, il sera mis gratuitement à la disposition de l'administration des lignes télégraphiques un local convenable pour l'installation d'un appareil reproducteur qui permettra aux agents de l'État de contrôler d'une manière permanente, et sans interrompre le courant, les transmissions des compagnies.

Le local affecté au service de l'appareil reproducteur devra être accessible au public et convenable pour l'installation d'un bureau télégraphique de l'État.

6. Les compagnies seront, en outre, obligées d'employer, pour le service de leurs appareils, les bandes de papier filigrané

qui leur seront fournies par l'administration au prix de fabrique; elles devront se soumettre à toutes les formalités de signature, de scellement des bandes et autres qui paraîtraient nécessaires pour assurer le contrôle, et qui seront déterminées par arrêté du ministre de l'intérieur. Les bandes seront remises ou envoyées chaque jour aux agents de l'administration des lignes télégraphiques.

7. Dans toutes les stations, les dépêches transmises seront inscrites, tant au départ qu'à l'arrivée, sur un registre spécial, où elles recevront un numéro d'ordre.

Elles seront également transcrites sur un procès-verbal quotidien, qui sera remis à l'inspecteur des lignes télégraphiques au moment de son passage à chaque station.

8. Les stations télégraphiques des compagnies seront ouvertes à toute heure aux inspecteurs des lignes télégraphiques et à tous les fonctionnaires ou agents délégués pour la surveillance du service, qui pourront exiger la production des registres d'inscription et des bandes du jour, et y apposer leur visa.

Les inspecteurs s'assureront de l'aptitude des agents employés à la manœuvre des appareils télégraphiques.

9. Les compagnies pourront être autorisées à employer en outre des appareils à signaux ne pouvant pas servir à la correspondance. Des arrêtés des ministres de l'intérieur et des travaux publics détermineront dans quelles conditions ces appareils devront être utilisés pour assurer la sécurité et la régularité de la circulation.

10. Les frais du contrôle du service télégraphique organisé par les articles précédents sont fixés pour chacune des compagnies à trente francs par kilomètre exploité.

11. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'intérieur et au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BULLEAU.

N° 3211. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Sont et demeurent déclassées dans Saône-et-Loire la route départementale n° 1 de Bellesvres à Salrières, la route n° 19 de Paray à la Clayette et la partie de la route départementale n° 13 de Mâcon à la Palisse, comprise entre la route impériale n° 79 et la Clayette.

Sont classées parmi les routes départementales, la partie du chemin de grande communication n° 32, comprise entre Ouroux et Cuisery sous la n° 1, avec la dénomination de route de Chalon à Bourg ;

La partie du chemin de grande communication n° 17, comprise entre les routes impériales n° 73 et 80 et le chemin de moyenne communication d'Étang à Saint-Léger-sous-Beuvray, comme prolongement de la route n° 5 ;

Le chemin de grande communication n° 16 et le chemin de moyenne communication d'Aigueperse à la Clayette, en remplacement de la partie déclassée de la route départementale n° 13, entre la route impériale n° 79 et la Clayette.

2. Le nombre des routes départementales de Saône-et-Loire est en conséquence fixé à vingt et un, conformément au tableau suivant :

N° 1, de Chalon à Bourg par Ouroux, Simandre et Cuisery ;

N° 2, de Tournus à Lons-le-Saunier par Louhans ;

N° 3, de Chalon à Charolles par Buxy, Germagny, Joncy et Saint-Bonnet-de-Joux ;

N° 4, de Beaune au Pont-Charbonneau par Géanges, Saint-Loup-de-la-Salle, Allerey, Verdun et Ciel ;

N° 5, de Chagny à la limite de la Nièvre par Saint-Léger-sur-Heune, Saint-Bérain, le Creuzot, Montbenis, Étang et Saint-Léger-sous-Beuvray ;

N° 6, de Dijon à Saint-Amour par Navilly, Fontenard, Mervans, Louhans et Cuizeaux ;

N° 7, de Chalon à Lons-le-Saunier par Lessard et Saint-Germain-des-Bois ;

N° 8, de Bourbon-Lancy à Tournus par Gueugnion, Genelard, Joncy et Saint-Gengoux ;

N° 9, de Chalon à Digoin par Givry, Saint-Désert, Montchanin et Toulon-sur-Arroux ;

N° 10, d'Autun à Beaujeu et à Tarare par Toulon, Perrecy, Genelard, Charolles, la Clayette et Chauffailles ;

N° 11, de Chagny à Mâcon, par Givry, Buxy, Cerey, Cormatin et Cluny ;

N° 12, de Verdun à Lons-le-Saunier, par Fontenard, Pierre et Bellesvres ;

N° 13, de Mâcon à la Palisse par Sainte-Cécile, Tremblay, Matour, Aigueperse, la Clayette, Semur et Marcigny ;

N° 14, d'Autun à Dijon par Cordesse;
N° 15, de Dijon à Roanne par Marcigny et Iguerande;
N° 16, de Paray à Saint-Yan;
N° 17, de la Clayette à Charlieu par Châteauneuf;
N° 18, de Saint-Bonnet-de-Joux à la Clayette par le pont de la Carèze, Courcheval, la Chaussée-de-l'Étang, de Beaubery et Bois-Sainte-Marie;

N° 19, de Toulon-sur-Arroux à Luxy;

N° 20, de la Saône à la Loire par Coublanc;

N° 21, de Mâcon à Lugny par Flacé, Laizé et Azé.

3. La route départementale n° 3 sera rectifiée entre Châlon et Germagny, suivant une direction qui empruntera le chemin de grande communication n° 27 et le chemin vicinal de Buxy à Germagny.

4. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à la rectification et à l'amélioration des routes n° 1, 3, 5 et 13, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.*)

N° 3212. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. Cimetière (*Théophile-Jules-Maximilien*), né le 28 février 1824 à Orléans (Loiret), directeur de forges, demeurant au Creuzot, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Euverte*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 5 Décembre 1855.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Décembre 1855.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE, — 29 Décembre 1855.

BULLETIN DES LOIS.

N° 348.

N° 3213. — *TABEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 26 Décembre 1855.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.	
1 ^{re} CLASSE.							
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)						
	Aude.....	Toulouse.....	32 ^f 48 ^s	32 ^f 49 ^s	32 ^f 48 ^s	33 ^f 30 ^s	
	Hérault.....						
	Gard.....		31 00	31 00	31 00		
	Bouches-du-Rhône..		Lyon.....	33 37	33 75		33 75
	Var.....		Marseille.....	36 06	36 02		36 18
Corse.....							
	Algérie.....						
2 ^e CLASSE.							
1 ^{re}	(Gironde.....)						
	Landes.....						
	B ^{asse} -Pyrénées..	Marans.....	31 50	31 50	31 50	32 81	
	H ^{aute} -Pyrénées..	Bordeaux.....	34 00	34 67	34 67		
	Ariège.....	Toulouse.....	32 48	32 49	32 48		
	Haute-Garonne..						
2 ^e	(Jura.....)						
	Doubs.....						
	Ain.....	Gray.....	31 00	31 00	31 00	33 50	
	Isère.....	Saint-Laurent..	35 48	36 69	37 26		
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	33 05	33 02	33 04		
	Basses-Alpes...						

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

XI^e Série.

51

SECTION.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.		
3 ^e CLASSE.					
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse....	33 ^f 95	34 ^f 47	33 ^f 96
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	32 97	33 06	31 85
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	41 05	39 49	40 65
	Pas-de-Calais..	Arras.....	39 42	39 05	38 43
	Somme.....	Roye.....	37 79	37 75	37 02
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	35 17	35 20	34 81
	Eure.....	Paris.....	38 13	37 05	31 28
	Calvados....	Beaun.....	39 30	39 14	39 08
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	31 70	32 00	32 49
	Vendée.....	Nantes.....	31 50	31 48	31 50
	Charente-Inférieure.	Marans.....	31 50	31 50	31 50
4 ^e CLASSE.					
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	31 68	31 47	30 64
	Meuse.....	Verdun.....	30 30	30 94	31 03
	Ardennes.....	Charleville....	34 27	34 30	33 14
	Aisne.....	Soissons.....	35 17	35 20	34 81
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	38 24	37 62	36 40
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	30 99	30 80	31 38
	Côtes-du-Nord.	Quimper....	31 83	32 02	31 62
	Finistère.....	Hennebon....	30 12	29 69	30 12
	Morbihan.....	Nantes.....	31 50	31 48	31 50

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 26 Décembre 1855.

Signé E. ROUEN.

14. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 13 juillet 1855, pour la concession d'un Chemin de fer des Mines d'Ougney au Chemin de fer de Dijon à Besançon et au Canal du Rhône au Rhin.

Du 24 Juillet 1855.

POLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **SAUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

la demande présentée, le 4 septembre 1854, par les sieurs *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie, au nom et comme représentant la société des hauts-fourneaux, fonderies et forges de la Franche-Comté, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir, à leurs risques et périls, un chemin de fer des mines d'Ougney à la jonction de Dijon à Besançon et au canal du Rhône au Rhin; ensemble les plans et devis joints à ladite demande;

les pièces de l'enquête ouverte dans le département du Jura, en exécution de l'article 3 de la loi du 3 mai 1841;

l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 2 avril

1855; l'avis du comité consultatif des chemins de fer, du 28 du même

mois; le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 46;

la loi du 3 mai 1841;

le certificat délivré, le 10 juillet 1855, par le directeur général des ponts et consignations, et constatant le versement d'un cautionnement de quarante mille francs;

la convention provisoire passée, le 13 juillet 1855, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie;

le Conseil d'état entendu,

EN SON NOM DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 13 juillet 1855, entre notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie, agissant au nom et comme représentant la société des hauts-fourneaux, fonderies et forges de la Franche-Comté, est et demeure approuvée.

Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agri-

culture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

*Convention pour la concession d'un Chemin de fer des mines d'Ougney au Chemin
de fer de Dijon à Besançon et au Canal du Rhône au Rhin.*

Le 14 1855 et le 13 juillet,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur, d'une part,

Et MM. *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie, représentant la société des hauts-fourneaux, forges et fonderies de la Franche-Comté, d'autre part.

A été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics concède à la société *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie, un chemin de fer des mines d'Ougney au chemin de fer de Dijon à Besançon et au canal du Rhône au Rhin, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-joint.

De son côté, la société *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie, s'engage à se soumettre aux clauses et conditions dudit cahier des charges.

2. La présente convention ne sera valable qu'après avoir été approuvée par décret de l'Empereur.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie.

Enregistré à Paris, le 25 juillet 1855, folio 15 recto, case 5. Reçu des francs vingt centimes (2^e 20^e). Signé *Bernier*.

*Cahier des charges pour la concession d'un Chemin de fer des mines d'Ougney
au Canal du Rhône au Rhin et au Chemin de fer de Dijon à Besançon.*

ART. 1^{er}. Les sieurs *Vautherin, Guénard, Regad* et compagnie s'engagent à exécuter à leurs frais, risques et périls et à terminer dans le délai de dix-huit mois (18 mois) au plus tard, à dater du décret de concession, tous les travaux

du chemin de fer des mines d'Ougney au canal du Rhône au Rhin, et au chemin de fer de Dijon à Beaunçon, et de manière que ce chemin soit praticable et exploité dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé.

2. Le chemin de fer partira des mines d'Ougney, traversera la ligne de Dijon à Beaunçon, avec laquelle il se raccordera, et aboutira au canal du Rhône au Rhin en un point qui sera déterminé par l'administration.

Il sera, en outre, prolongé jusqu'aux usines de Rans.

3. Les concessionnaires devront soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, dans un délai de trois mois, à dater du décret de concession, le tracé définitif du chemin de fer, rapporté à l'échelle de un à cinq mille (1 à 5,000), en se conformant aux indications de l'article précédent.

Ils indiqueront sur ce plan, sans préjudice des dispositions de l'article ci-après, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement.

À ce même plan, devront être joints un profil en long, suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils en travers, le tableau des ponts et rampes, et un devis explicatif comprenant la description des ouvrages.

En cours d'exécution, les concessionnaires auront la faculté de proposer les modifications qu'ils pourraient juger utile d'introduire; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration supérieure.

4. Les terrains seront acquis et les travaux d'art seront exécutés pour une seule voie, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera d'un mètre quarante-cinq centimètres (1^m 45^e); celle des accotements sera d'un mètre (1^m) au moins; on ménagera, de plus, une banquettes de cinquante centimètres (50^e) au moins de chaque côté, au pied du ballast.

Dans les parties qui seront construites à deux voies, la largeur de l'entre-voie sera de deux mètres seize centimètres (2^m 16^e), mesurée entre les faces extérieures des rails de chaque voie.

La largeur totale du chemin de fer, non compris les fossés pour l'écoulement des eaux et les talus soit en déblai, soit en remblai, ne sera pas inférieure à quatre mètres cinquante-sept centimètres (4^m 57^e), dans les parties à une voie, et à huit mètres trente-sept centimètres (8^m 37^e) dans des parties à deux voies.

5. Les alignements devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fixé à trois cent cinquante mètres (350^m), et, dans le cas de ce rayon minimum, les raccordements devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux.

Le maximum des pentes et rampes du tracé n'excédera pas quinze millimètres par mètre.

Les concessionnaires auront la faculté de proposer aux dispositions de cet article, comme à celles de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité ou la convenance; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration supérieure.

6. Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, les concessionnaires préalablement entendus.

Indépendamment des gares d'évitement, les concessionnaires seront tenus d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer ou situées

dans le voisinage de ce chemin, des gares ou points sans dessein tant aux stationnements qu'aux chargements et aux déchargements, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration après enquête préalable.

7. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes impériales ou départementales, devra passer soit au-dessus, soit au-dessous de ces routes.

Les existences de rivières seront évitées pour les chemins vicinaux, ruraux ou particuliers.

8. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de huit mètres (8^m) pour la route impériale, de sept mètres (7^m) pour la route départementale, de cinq mètres (5^m) pour le chemin vicinal de grande communication, et de quatre mètres (4^m) pour le simple chemin vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chaussée de la route, sera de cinq mètres (5^m) au moins; pour les ponts en charpente, la hauteur sous ponts sera de quatre mètres trente centimètres (4^m 30^c) au moins; la largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50^c), et la hauteur de ces parapets de quatre-vingts centimètres (80^c) au moins.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée au moins à quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50^c) pour la route impériale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m) pour le chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m) pour le chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les voutes sera au moins de huit mètres (8^m) et la distance verticale entre l'estrade et la dalle des rails ne sera pas moindre de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50^c).

10. Lorsque le chemin traversera une rivière, un canal ou un cours d'eau, le pont aura la largeur de voie et la hauteur de parapets fixées à l'article 8.

Quant à l'ouverture du débouché et à la hauteur sous clef au-dessus des eaux, elles seront déterminées par l'administration, dans chaque cas particulier, suivant les circonstances locales.

11. Les ponts à construire à la rencontre des routes impériales et départementales et des rivières ou canaux de navigation et de flottage seront en maçonnerie ou en fer.

Ils pourront être aussi construits avec travées en bois et piles et culées en maçonnerie; mais il sera donné à ces piles et culées l'épaisseur nécessaire pour qu'il soit possible ultérieurement de substituer aux travées en bois, soit des travées en fer, soit des arches en maçonnerie.

12. S'il y a lieu de déplacer des routes existantes, la déclivité des pentes ou rampes sur les nouvelles directions ne pourra excéder trois centimètres (3^c) par mètre pour les routes impériales et départementales, et cinq centimètres (5^c) pour les chemins vicinaux.

L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente.

13. Les ponts à construire à la rencontre des routes impériales et départementales, et des rivières ou cours de navigation et de flottage, ainsi que les déplacements des routes impériales et départementales, ne pourront être entrepris qu'en vertu de projets approuvés par l'administration supérieure.

Le préfet du département, sur l'avis de l'ingénieur en chef des ponts et

terminés et après les enquêtes d'usage, pour autoriser les déplacements des chemins vicinaux et la construction des ponts à la rencontre de ces chemins et des cours d'eau non navigables ni flottables.

14. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails ne pourront être élevés au-dessus ou abaissés au-dessous de la surface de ces routes de plus de trois centimètres (3^m). Les rails et le chemin de fer devront, en outre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation.

Des barrières seront tenues fermées de chaque côté du chemin de fer partout où cette mesure sera jugée nécessaire par l'administration.

Un gardien, payé par les concessionnaires, sera constamment préposé à la garde et au service de ces barrières.

15. Les concessionnaires seront tenus de rétablir et d'assurer à leurs frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les travaux dépendants de l'entreprise.

Les aqueducs qui seront construits à cet effet sous les routes impériales ou départementales seront en maçonnerie ou en fer.

16. À la rencontre des rivières flottables ou navigables, les concessionnaires seront tenus de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption, ni entrave pendant l'exécution des travaux.

La même condition est expressément obligatoire pour les concessionnaires à la rencontre des routes impériales et départementales et autres chemins publics; à cet effet, des routes et ponts provisoires seront construits par les soins et aux frais des concessionnaires partout où cela sera jugé nécessaire.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé pour la durée et l'exécution de ces travaux provisoires.

17. Les percées ou souterrains dont l'exécution sera nécessaire auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50^c) de largeur entre les piedroits au niveau des rails, et cinq mètres cinquante centimètres (5^m 50^c) de hauteur sous la clef, à partir de la surface du chemin; la distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails sera au moins de quatre mètres soixante et quinze centimètres (4^m 75^c).

Si les terrains dans lesquels les souterrains seront ouverts présentent des chances d'éboulement ou de filtration, les concessionnaires seront tenus de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et imperméables.

18. Les puits d'airage et de construction des souterrains ne pourront avoir leur ouverture sur aucune voie publique, et là où ils seront ouverts, ils seront entourés d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur.

19. Les concessionnaires pourront employer, dans la construction du chemin de fer, les matériaux communément en usage dans les travaux publics de la localité; toutefois, les têtes de voûtes, les angles, socles, couronnements, extrémités de radiers seront, autant que possible, en pierre de taille. Dans les localités où il n'existera pas de pierre de taille, l'emploi de la brique ou du moellon dit d'appareil sera toléré.

Les rails et autres éléments constitutifs de la voie de fer devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination. Le poids des rails sera

au moins de trente kilogrammes (30^k) par mètre courant sur les voies de circulation, et de vingt-cinq kilogrammes (25^k) dans le cas où les concessionnaires voudraient poser des rails sur longrines.

20. Le chemin de fer sera clôturé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des haies, ou des poteaux avec lisses.

Les barrières fermant les communications particulières s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.

21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin de fer et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'à l'établissement des communications déplacées ou interrompues et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par les concessionnaires.

Les concessionnaires sont substitués aux droits, comme ils sont soumis à toutes les obligations, qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, les concessionnaires sont investis de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration elle-même pour les travaux de l'État. Ils pourront, en conséquence, se procurer par les mêmes voies les matériaux de remblai et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; ils jouiront, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et matériaux, des privilèges accordés par les mêmes lois et règlements aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge par eux d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non-accord, d'après les règlements arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État, sans que, dans aucun cas, ils puissent exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrain, pour chômage, modification ou destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront supportées et payées par les concessionnaires.

24. Les ouvrages qui seraient situés dans le rayon des places et dans la zone des servitudes, et qui, aux termes des règlements actuels, devraient être exécutés par des officiers du génie militaire, le seront par les agents des concessionnaires, mais sous le contrôle et la surveillance de ces officiers, et conformément aux projets particuliers qui auront été préalablement approuvés par les ministres de la guerre et des travaux publics.

La même faculté pourra être accordée, par exception, pour les travaux sur le terrain militaire occupé par les fortifications, toutes les fois que le ministre de la guerre jugera qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient pour la défense.

25. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge des concessionnaires du chemin.

26. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité n'aient

été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais des concessionnaires.

27. Pendant la durée des travaux qu'ils effectueront par des moyens et des agents à leur choix, les concessionnaires seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher les concessionnaires de s'écarter des dispositions qui leur sont prescrites par le présent cahier des charges.

28. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera; le procès-verbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure.

Après cette homologation, les concessionnaires pourront mettre en service lesdites parties du chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

29. Après l'achèvement total des travaux, les concessionnaires feront faire à leurs frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances; ils feront dresser, également à leurs frais et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier des charges.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais des concessionnaires, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sûre.

L'état dudit chemin et de ses dépendances sera reconnu annuellement, et plus souvent, en cas d'urgence ou d'accidents, par un ou plusieurs commissaires que désignera l'administration.

Les frais d'entretien et ceux de réparations, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge des concessionnaires.

Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, les concessionnaires demeurent soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office, à la diligence de l'administration et aux frais des concessionnaires. Le montant des avances faites sera recouvré comme en matière de contributions directes, et sur des mandats que le préfet du département rendra exécutoires.

31. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, ainsi que les frais de surveillance de l'exploitation, seront supportés par les concessionnaires. Ces frais qui, dans aucun cas, ne pourront dépasser cinq cents francs par mois, seront réglés par l'administration supérieure, sur la proposition du préfet du département, et les concessionnaires seront tenus d'en verser le montant dans la caisse du receveur général des finances, pour être distribué à qui de droit.

En cas de non-versement dans le délai fixé, le préfet rendra un rôle exécu-

taire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

32. Si, dans le délai d'une année, à dater du décret de concession, les concessionnaires ne se sont pas mis en mesure de commencer les travaux qu'ils sont chargés d'exécuter, et s'ils ne les ont pas effectivement commencés, ils seront déchus de plein droit de la concession du chemin de fer et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque.

Dans le cas de déchéance prévu au paragraphe précédent, la somme de quarante mille francs déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 67 ci-après, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

Les travaux une fois commencés, le cautionnement sera rendu par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

33. Faut-il par les concessionnaires d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux à leur charge dans les délais fixés, faute aussi par eux d'avoir rempli les diverses obligations qui leur sont imposées par le présent cahier des charges, ils encourront la déchéance, et il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux comme à l'exécution des autres engagements contractés par eux, par le moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier des charges et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions de chemin déjà mises en exploitation.

Les concessionnaires évincés recevront des nouveaux concessionnaires la valeur que l'adjudication aura déterminée.

La partie non encore restituée du cautionnement deviendra la propriété de l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois, et, si cette seconde tentative reste également sans résultat, les concessionnaires seront définitivement déchus de tous droits à la concession, et les portions de chemin déjà exécutées, ou qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'État.

En cas d'interruption partielle ou totale de l'exploitation du chemin de fer, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques des concessionnaires, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, les concessionnaires n'ont pas valablement justifié des moyens de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'ils ne l'ont pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics.

Les dispositions de l'article 32, et du présent article, ne seront point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux, ou l'interruption de l'exploitation proviendrait de force majeure régulièrement constatée.

34. Les concessionnaires s'engagent à fournir et à mettre sur les rails, dans le délai fixé pour l'achèvement des travaux, un matériel suffisant pour l'exploitation de la ligne.

Ils s'engagent à en augmenter successivement la quantité, en raison de l'accroissement de la circulation, sur les réquisitions qui leur seraient adressées par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

35. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera établie, comme pour les autres, conformément à la loi du 25 avril 1823.

Les Bâtimens et magasins dépendans de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties dans la localité, et les concessionnaires devront également payer toutes les contributions auxquelles ils pourront être soumis.

L'impôt dû au trésor, sur le prix des places, ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au prix du transport des voyageurs.

36. Des réglemens d'administration publique, rendus après que les concessionnaires auront été entendus, détermineront, s'il y a lieu, les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, l'exploitation et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge des concessionnaires.

Les concessionnaires seront tenus de soumettre à l'approbation de l'administration les réglemens de toute nature qu'ils feront pour le service et l'exploitation du chemin de fer.

Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires pour les concessionnaires et pour ceux qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

37. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles connus; elles devront consommer leur fumée et devront satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par le Gouvernement, pour la mise en circulation de cette classe de machines.

Les wagons destinés au service des transports seront de bonne et solide construction.

38. Le transport des marchandises est seul autorisé, quant à présent, sur le chemin de fer. L'administration se réserve le droit d'exiger ultérieurement, si l'utilité en est reconnue, après enquête, l'établissement d'un service de voyageurs. Les conditions de ce service, ainsi que le tarif à percevoir, seront réglés par décret de l'Empereur, rendu en Conseil d'état, les concessionnaires entendus.

39. Pour indemniser les concessionnaires des travaux et dépenses qu'ils s'engagent à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'ils en rempliront exactement toutes les obligations, le Gouvernement leur accorde, pour un laps de quatre-vingt-dix-neuf années, à dater de l'époque fixée pour l'achèvement des travaux, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus aux concessionnaires qu'autant qu'ils effectueraient eux-mêmes ce transport à leurs frais et par leurs propres moyens.

La perception aura lieu par kilomètre, sans égard aux fractions de distance; ainsi un kilomètre entier sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute distance parcourue moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes; les fractions de poids ne seront comptées que par centième de tonne; ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, il payera comme vingt kilogrammes; entre vingt et trente kilogrammes, il payera comme trente kilogrammes.

TARIF.		PRIX.		
Par tonne et par kilomètre.		de péage.	de transport.	TOTAL.
Marchandises.		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Première classe. — Fontes moulées, fer et plomb ouvrés, cuivre et autres métaux ouvrés ou non, vinaigres, vins, boissons, spiritueux, huiles, cotons, lainages, bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques, sucre, café, drogues, épicerie, denrées coloniales et objets manufacturés.....		0 10	0 08	0 18
Deuxième classe. — Blés, grains, farines, sels, chaux et plâtre, minerais, houille, coke, charbon de bois, bois à brûler (dit de corde), perches, chevrons, planches, madriers, bois de charpente, marbre en bloc, pierres de taille, bitumes, fontes brutes, fer en barres ou en feuilles, plomb en saumon.....		0 09	0 07	0 16
Troisième classe. — Pierres à chaux et à plâtre, moellons, meuliers, cailloux, sables, argile, tuiles, briques, ardoises, pavés et matériaux de toute espèce pour la construction et la réparation des routes.....		0 08	0 06	0 14
Marnes, cendres, fumiers et engrais.....		0 06	0 04	0 10
Par pièce et par kilomètre.				
Objets divers.				
Wagon, chariot vide pouvant porter de 3 à 6 tonnes.....		0 09	0 06	0 15
Au-dessus de 6 tonnes.....		0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de 12 à 18 tonnes..		1 80	1 20	3 00
Locomotive au-dessus de 18 tonnes....		2 25	1 50	3 75
Tender de 7 à 10 tonnes.....		0 90	0 60	1 50
Tender au-dessus de 10 tonnes.....		1 35	0 90	2 25

Vingt ans après la mise en exploitation du chemin de fer, le tarif, pour le transport des minerais, de la houille et du coke, sera réduit à dix centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait sur le marché régulateur de Gray à vingt francs ou au-dessus, le Gouvernement pourra exiger des concessionnaires que le tarif du transport des blés, grains, farines et légumes farineux, péage compris, soit réduit de moitié et ne puisse s'élever, au maximum, qu'à huit centimes (8^e) par tonne et par kilomètre.

Dans le cas où les concessionnaires jugeraient convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'ils sont autorisés à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai d'un an.

Tous changements apportés dans les tarifs seront annoncés un mois d'avance par des affiches. Ils devront d'ailleurs être homologués par des décisions de l'administration supérieure, prises sur la proposition des concessionnaires, et rendues exécutoires dans chaque département par des arrêtés du préfet.

La perception des taxes devra se faire par les concessionnaires indistinctement et sans aucune faveur.

Dans le cas où les concessionnaires auraient accordé à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur l'un des prix portés au tarif, avant de la mettre à exécution, ils devront en donner connaissance à l'administration, et celle-ci aura le droit de déclarer la réduction, une fois consentie, obligatoire vis-à-vis de tous les expéditeurs et applicable à tous les articles d'une même nature. La

taxe ainsi réduite ne pourra, comme pour les autres réductions, être relevée avant un délai d'un an.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

40. Les denrées, marchandises et autres objets non désignés dans le tarif précédent seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auraient le plus d'analogie.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par les concessionnaires; elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

41. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins les concessionnaires ne pourront se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Les concessionnaires ne pourront être contraints à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, les concessionnaires transportent les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ils devront, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui leur en feront la demande.

42. Le poids du chargement des wagons appartenant à d'autres compagnies, et admis à circuler sur le chemin de fer, pourra atteindre, sans augmentation de tarif, la limite du poids que les concessionnaires adoptent pour leurs propres chargements.

43. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables,

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui, sous le volume d'un mètre cube, ne pèsent pas deux cents kilogrammes (200^k);

2° À l'or et à l'argent, soit en lingot, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs;

3° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagage pesant isolément moins de cinquante kilogrammes, à moins que ces paquets, colis ou excédants de bagage ne fassent partie d'envois pesant ensemble au delà de cinquante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, cafés, etc.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles de transport par eux envoyés ne soient réunis dans un même colis.

Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, sur la proposition des concessionnaires.

Au-dessus de cinquante kilogrammes, quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de quarante centimes (40^c).

44. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions stipulées au présent cahier des charges, les concessionnaires contractent l'obligation d'exécuter constamment avec soin,

exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des denrées, marchandises et matières quelconques qui leur seront confiées. Les denrées, marchandises et matières quelconques seront transportées dans l'ordre de leur numéro d'enregistrement.

Toute expédition de marchandises dont le poids, sous un même emballage, excédera vingt kilogrammes, sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur.

La même constatation sera faite, sur la demande de l'expéditeur, pour tout paquet ou ballot pesant moins de vingt kilogrammes, dont la valeur aura été préalablement déclarée.

Les concessionnaires seront tenus d'expédier les marchandises dans les deux jours qui suivront la remise. Toutefois, si l'expéditeur consent à un plus long délai, il jouira d'une réduction, d'après un tarif approuvé par le ministre des travaux publics.

Les frais nécessaires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins de chemin de fer, seront fixés annuellement par un règlement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

Les expéditeurs ou destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage de leurs marchandises, et les concessionnaires n'en seront pas moins tenus, à leur égard, de remplir les obligations énoncées au paragraphe 1^{er} du présent article.

Dans le cas où les concessionnaires consentiraient, pour le factage et le camionnage des marchandises, des arrangements particuliers à un ou plusieurs expéditeurs, ils seront tenus, avant de les mettre à exécution, d'en informer l'administration, et ces arrangements profiteront également à tous ceux qui leur en feraient la demande.

45. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il est interdit aux concessionnaires, sous les peines portées par l'article 419 du Code pénal, de faire, directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes routes.

Les règlements d'administration publique rendus en exécution de l'article 36 ci-dessus prescriront toutes les mesures nécessaires pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport, dans leurs rapports avec le service du chemin de fer.

46. Les concessionnaires seront tenus d'assurer le transport gratuit, sur le chemin, des ingénieurs et agents de l'administration chargés de la surveillance de la voie, du matériel et de l'exploitation.

47. Dans le cas où le chemin de fer transporterait des voyageurs, l'administration des postes pourra, si elle le juge convenable, faire transporter gratuitement ses dépêches par les trains du chemin de fer. Un règlement, concerté entre le ministre des finances et le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, déterminera, les concessionnaires entendus, les conditions de ce service.

48. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une télégraphie électrique; il se réserve aussi le droit de faire

les réparations et de prendre toutes les mesures propres à assurer le service de la ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera révisé, dans les gares qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement de maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Les concessionnaires seront tenus de faire garder par leurs agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques naissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés du chemin de fer auront à raccorder provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil télégraphique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de ligne, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport sera gratuit et il devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires, par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu aux frais des concessionnaires, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Les concessionnaires pourront être autorisés, et sur l'avis requis par l'administration, d'établir à leurs frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de leur exploitation. Ils pourront, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ne existera le long de la voie.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'établissement et l'emploi de ces appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation, aux frais des concessionnaires, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

49. A toute époque après l'expiration des quinze premières années, à déterminer par l'article 1^{er} pour l'achèvement des travaux, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par les concessionnaires pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat est effectué : on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, d'en établir le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée aux concessionnaires pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de compensation.

Les concessionnaires recevront, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels ils auraient droit à l'expiration de la concession, selon l'article 53 ci-après.

50. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le

fait seul de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits des concessionnaires dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'article 29.

Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes ses dépendances et de tous ses produits.

Les concessionnaires seront tenus de remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, telles que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissements aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillants, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer, et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si les concessionnaires ne se mettaient pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation:

Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, matériaux, combustibles et approvisionnements de tous genres, et objets immobiliers non compris dans l'énumération précédente, l'État sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si les concessionnaires le requièrent; et, réciproquement, si l'État le requiert, les concessionnaires seront tenus de les céder, également à dire d'experts.

Toutefois, l'État ne sera tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'approvisionnement du chemin pendant six mois.

51. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer qui fait l'objet de la présente concession, les concessionnaires ne pourront mettre aucun obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour les concessionnaires.

52. Toute exécution ou toute autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation, dans la contrée où est situé le chemin de fer concédé en vertu du présent cahier des charges, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune indemnité de la part des concessionnaires.

53. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Les concessionnaires ne pourront mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leurs établissements, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour les concessionnaires.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines sur les chemins de fer qui font l'objet de la présente concession, pour lesquels cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles

sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant les lignes qui sont l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans celui où la compagnie concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service du transport ne soit jamais interrompu aux points extrêmes des diverses lignes.

Cette des compagnies qui sera dans le cas de se servir d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Les concessionnaires pourront être assujettis, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui leur est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. 0/0) du prix perçu par les concessionnaires;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. 0/0);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. 0/0);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

54. A défaut par les concessionnaires de s'entendre avec tout propriétaire de mines, minières ou usines, qui demanderait à faire construire à ses frais un embranchement particulier sur le chemin de fer des mines d'Ougney, l'administration statuera sur la demande, les concessionnaires entendus.

55. Dans tous les cas, les plans et profils des embranchements particuliers devront être, préalablement à toute exécution, soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

56. Ces embranchements seront construits de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale ni aucuns frais particuliers pour les concessionnaires.

57. L'administration pourra, à toute époque, prescrire des modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et ces changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Elle pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre, en tout ou en partie, leurs transports.

58. Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements particuliers seront à la charge des propriétaires de ces embranchements; ces gardiens seront nommés et payés par les concessionnaires, et les frais qui en résulteront leur seront remboursés par lesdits propriétaires. En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, les concessionnaires entendus.

59. Le matériel destiné au service des embranchements particuliers sera

établi, entretenu et renouvelé aux frais des propriétaires de ces embranchements.

Il sera construit sur les modèles adoptés pour le service de la ligne principale, et sera soumis aux mêmes formalités de réception et de contrôle que le matériel des concessionnaires.

60. Les concessionnaires seront responsables des avaries, autres que celles provenant de force majeure, que le matériel appartenant aux propriétaires des établissements embranchés pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur la ligne principale.

61. La traction des waggon appartenant aux propriétaires des embranchements particuliers aura lieu, sur lesdits embranchements, par les soins et aux frais de ces propriétaires, et il en sera de même pour les chargements ou les déchargements à opérer sur ces embranchements.

Les concessionnaires ne seront tenus d'opérer la traction desdits waggon qu'entre le point de soudure de chaque embranchement et les diverses gares ou stations de la ligne principale, et, dans ce dernier cas, les prix de transport portés au tarif seront fixés, pour chaque nature de marchandises, ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe, par tonne et par kilomètre.....	0 ^f 060 ^m
2 ^e classe.....	0 045
3 ^e classe.....	0 040
Classe spéciale comprenant la marne, les cendres, fumiers et engrais, les marchandises assimilables.....	0 025
Waggon ou chariot destiné au transport sur le chemin de fer, y passant à vide.....	0 020

Les droits de péage resteront tels qu'ils seront déterminés par le tarif.

Tout chargement inférieur à trois tonnes payera comme pour trois tonnes.

62. Les concessionnaires se soumettront, dans l'exécution du chemin de fer, aux dispositions des circulaires de l'administration des travaux publics, des 30 mars 1849 et 10 novembre 1851, portant interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

63. Les agents et gardes que les concessionnaires établiront, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

64. Un règlement d'administration publique désignera, les concessionnaires entendus, les emplois dont la moitié devra être réservée aux anciens militaires de l'armée de terre et de mer libérés du service.

65. Les concessionnaires devront faire élection de domicile à Lons-le-Saunier.

Dans le cas de non-élection de domicile, toute notification ou signification à eux adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétaire général de la préfecture du Jura.

66. Les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Jura, sauf recours au Conseil d'état.

67. Avant la signature du décret de concession, les concessionnaires seront tenus de déposer une somme de quarante mille francs (40,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'Etat, calculées conformément à l'ordonnance du

19 janvier 1855, ou en l'honneur du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme de quarante mille francs formera le cautionnement de l'entreprise.

Le cautionnement sera rendu aux concessionnaires, conformément à l'article 32.

68. Les conventions à passer par le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, en exécution du présent acte, devront être réglées par des décrets de l'Empereur.

69. Lesdites conventions ne seront passibles que du droit fixe d'un franc.

Arrêté à Paris, le 13 juillet 1855.

Le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 3215. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'Intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal suspendu sur la rivière d'Ain, à Port-Galland (Ain), ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges également ci-annexé.

3. Il sera pourvu aux frais d'entretien et de construction de ce pont, de ses abords et dépendances, au moyen,

1^o D'une subvention de quarante-cinq mille francs, à fournir, savoir : trente-huit mille francs par l'État, mille francs par la commune de Meximieux, et une valeur d'environ six mille francs en fourniture de matériaux et prestations en nature, par les communes de Loyette, Saint-Vulbas et Saint-Maurice-de-Gourdan;

2^o Au moyen de la concession d'un péage, qui sera concédé, par adjudication publique; au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession.

Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera fixé à l'avance, par le préfet, dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été

approuvée par le ministre secrétaire d'état ou département de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme qui aura été fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage, suivant le tarif ci-après :

Une personne à pied, cinq centimes, ci.....	05
Un cavalier monté sur un cheval ou un mulet, valise comprise, vingt centimes, ci.....	20
Un cheval ou un mulet chargé, vingt centimes, ci.....	20
Un cheval ou un mulet non chargé, dix centimes, ci.....	10
Un âne ou une ânesse chargé, dix centimes, ci.....	10
Un âne ou une ânesse non chargé, cinq centimes, ci.....	05
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne allant au pâturage ou au labour, y compris l'instrument aratoire, pourvu qu'il ne soit pas porté sur une voiture, cinq centimes, ci.....	05
Un de ces animaux conduit à la vente, dix centimes, ci.....	10
Par veau ou porc, trois centimes, ci.....	03
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.....	01
Lorsque les différents animaux désignés aux deux articles précédents iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.	
Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. cinq centimes, ci.....	05
Une voiture de maître non suspendue, à deux ou à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, le conducteur et voyageurs compris, cinquante centimes, ci.....	50
Chaque cheval ou mulet en sus, trente centimes, ci.....	30
Une voiture de maître suspendue, à deux ou à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur et voyageurs compris, cinquante centimes, ci.....	50
Une voiture de maître suspendue, à deux ou à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur et voyageurs compris, quatre-vingts centimes, ci.....	80
Chaque cheval ou mulet en sus, quarante centimes, ci.....	40
Une voiture publique, suspendue ou non, à deux ou à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, quarante-cinq centimes, ci.....	45
Une voiture publique, suspendue ou non, à deux ou à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, soixante et quinze centimes, ci.....	75
Chaque cheval ou mulet en sus, trente centimes, ci.....	30
Les voyageurs payeront à part, par tête, le droit dû pour une personne à pied.	
Une voiture de roulage à deux ou à quatre roues, chargée, attelée d'un cheval, mulet, ou deux bœufs, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
Une voiture de roulage à deux ou à quatre roues, chargée, attelée de deux chevaux, mulets, ou quatre bœufs, cinquante centimes, ci....	50
Une voiture de roulage à deux ou à quatre roues, chargée, attelée de trois chevaux ou mulets, soixante et dix centimes, ci.....	70

Pour chaque cheval en sus, quinze centimes, ci.....	15°
Une voiture de roulage, à deux ou à quatre roues, chargée, attelée d'un âne ou ânesse, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Pour chaque âne ou ânesse en sus, cinq centimes, ci.....	05
Une voiture de roulage à deux ou à quatre roues, vide, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
Chaque cheval en sus, dix centimes, ci.....	10
Une voiture de roulage, à deux ou à quatre roues, vide, attelée d'un âne ou d'une ânesse, quinze centimes, ci.....	15
Une voiture employée à l'agriculture, chargée, attelée d'un cheval, mulet ou paire de bœufs, conducteur compris, vingt centimes, ci....	20
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus, dix centimes, ci.....	10
Une voiture employée à l'agriculture, vide, attelée d'un cheval, mulet, ou paire de bœufs, conducteur compris, quinze centimes, ci.....	15
Chaque cheval, mulet ou paire de bœufs en sus, cinq centimes. ci.....	05

7. Seront exempts des droits de péage : le préfet du département et le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures ; les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers ; les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, la gendarmerie, les gardes champêtres, dans l'exercice de leurs fonctions ; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service ; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État ; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant ; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.*)

N° 3216. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la Côte de la Varde à la sortie de Pesmes, route départementale de la Haute-Saône n° 1, de Vesoul à Auxonne, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au décret ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.*)

N° 3217. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Nantes à Saint-Nazaire, de diverses parcelles de terrain et de bâtiments situées sur le territoire de la commune de Saint-Étienne de Montluc (Loire-Inférieure), lesdites parcelles désignées dans un tableau indicatif et sur un plan parcellaire qui resteront annexés au décret. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1855.*)

N° 3218. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale du Gard n° 10, de Nîmes à Sommières, entre l'embranchement du chemin de Caveyrac et la sortie du Calvisson, suivant la direction générale figurée par un trait rouge et bleu sur le plan que l'ingénieur en chef a visé, le 21 août 1851;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 17 Octobre 1855.*)

N° 3219. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Gironde n° 13, de Libourne à Bazas, dans la traversée de Bassa, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé, le 5 janvier 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 17 Octobre 1855.*)

N° 3220. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 10, de Brignolles à Grasse, entre le vallon de Saint-Pierre et le Cuvier de Taradeau, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé, le 15 mars 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains

et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 17 Octobre 1855.*)

N° 3221. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale du Morbihan n° 2, de Napoléonville à Scaër, sera rectifiée entre le Faouët et le pont du Quillio, suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a visé, le 12 janvier 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 20 Octobre 1855.*)

N° 3222. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics à faire occuper, pour en effectuer l'ensemencement et la fixation, conformément au projet approuvé par la décision ministérielle du 10 mars 1855, dix-sept cent quinze hectares soixante et dix-huit ares vingt-huit centiares de dunes situées dans la commune de Porge (Gironde). (*Saint-Cloud, 27 Octobre 1855.*)

N° 3223. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes, dans la traverse de la Guillotière à Lyon, suivant la direction générale qui emprunte la rue Saint-Louis, et qui est indiquée par les points A et B, sur le plan visé par l'ingénieur en chef du Rhône, à la date du 7 avril 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Saint-Cloud, 27 Octobre 1855.*)

N° 3224. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de l'Aisne n° 14, de Jaulgonne à

Orbais, sera rectifiée dans la traverse de Crézancy, suivant la direction générale, figurée en rouge sur le plan que l'ingénieur en chef a dressé, le 20 septembre 1855;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Saint-Cloud, 3 Novembre 1855.)

N° 3225. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant:

ART. 1^{er}. La route départementale du Finistère n° 1, d'Hennebon à Lanvéoc, sera rectifiée, 1° entre l'embranchement de la route départementale n° 11, près Concarneau, et la borne kilométrique n° 43; 2° entre les bornes n° 45 et 47, suivant la direction générale indiquée par des lignes rouges pleines sur les deux plans que l'ingénieur en chef a visés, le 22 avril 1847.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de ces rectifications, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Saint-Cloud, 3 Novembre 1855.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Janvier 1856,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 1^{er} Janvier 1856.

BULLETIN DES LOIS.

N° 349.

N° 3226. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit supplémentaire au Budget de la Légion d'honneur, exercice 1854.*

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALET**.

Vu la loi du 10 juin 1853 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1854, et le décret de répartition du 12 décembre 1853 (1), par lequel il a été ouvert au budget de la Légion d'honneur, exercice 1854, un chapitre spécial destiné à recevoir, en fin d'exercice, les dépenses faites pour prix de décorations, médailles, brevets et droits de chancellerie remboursables par les titulaires, en vertu des décrets des 16 mars (2) et 9 novembre 1852 (3), et du 14 mars 1853 (4);

Vu le décret du 14 décembre 1851 (5) ouvrant, pour secours aux anciens militaires, un crédit de deux millions sept cent mille francs, sur lequel treize mille deux cents francs ont été mis à la disposition de Son Excellence M. le grand chancelier de la Légion d'honneur pour frais de bureau et rémunération des employés de la commission instituée à cet effet pendant l'année 1854;

Sur la proposition de notre grand chancelier de la Légion d'honneur, de l'avis du conseil de l'ordre, et sur le rapport de notre ministre d'état,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la Légion d'honneur, exercice 1854, un crédit supplémentaire de cent quatre-vingt-

(1) 1^{re} série, Bull. 118, n° 969.

(2) 1^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

(3) 1^{re} série, Bull. 596, n° 4599.

(4) Voir ci-après, n° 3227.

(5) 1^{re} série, Bull. 469, n° 3125.

quatre mille trois cent huit francs soixante-neuf centimes (184,308^f 69^c), applicable, savoir :

AU CHAPITRE XVI. — Prix de décorations, médailles, brevets et droits de chancellerie (avances à recouvrer)..... 171,108^f 69^c

AU CHAPITRE XXI (nouveau chapitre). — Frais de bureau de la commission des anciens militaires..... 13,200 00

TOTAL ÉGAL..... 184,308 69

2. La régularisation du présent crédit sera proposée au Corps législatif.

3. Nos ministres d'état et des finances, et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuilleries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULX.

N° 3227. — DÉCRET IMPÉRIAL* relatif aux Brevets des Membres de la Légion d'honneur.

Du 14 Mars 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SAUVE.

Sur le rapport de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et de l'avis du conseil de l'ordre;

Vu l'article 35 du décret organique de la Légion d'honneur, du 16 mars 1852 (1), portant que des brevets, signés de nous et contre-signés par notre grand chancelier de la Légion d'honneur, sont délivrés aux membres de l'ordre nommés ou promus à l'avenir,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il sera délivré des brevets, conformes au modèle annexé au présent, à tous les membres de la Légion d'hon-

* Ce décret, cité dans le précédent, n'avait point été inséré au Bulletin des lois.

(1) 1^{re} série, Bull. 503, n° 3797.

neur nommés ou promus à des grades dans la Légion depuis le 16 mars 1852, et à ceux qui seront nommés ou promus à l'avenir.

2. Il sera également délivré des brevets aux membres de la Légion d'honneur nommés ou promus à des grades dans la Légion d'honneur antérieurement au 16 mars 1852, qui en feront la demande à notre grand chancelier de l'ordre.

3. Des brevets conformes au modèle annexé au présent seront délivrés à tous les sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer décorés de la médaille militaire depuis le 22 janvier 1852, et à tous ceux qui recevront cette médaille à l'avenir.

4. Il sera perçu par la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'expédition des brevets mentionnés ci-dessus, savoir :

Par brevet de chevalier.....	12 ^f
———— d'officier.....	25
———— de commandeur.....	40
———— de grand officier.....	60
———— de grand-croix.....	100

5. Seront exempts de tous frais d'expédition les sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer nommés, en activité de service, membres de la Légion d'honneur depuis le 16 mars 1852, ou qui le seront à l'avenir.

6. Les brevets indiqués par l'article 3 seront également délivrés gratuitement aux sous-officiers et soldats qui sont ou seront décorés de la médaille militaire.

7. L'excédant de la recette des frais d'expédition sur la dépense occasionnée par la délivrance des brevets de la Légion d'honneur sera employé, 1° à couvrir les frais de brevets délivrés aux sous-officiers et soldats conformément à l'article 5 du présent décret; 2° à couvrir les frais de brevets de médaille militaire délivrés conformément à l'article précédent.

Ces dépenses couvertes, le surplus de l'excédant servira, s'il en existe, à augmenter le fonds de secours affecté aux membres et aux orphelins de la Légion d'honneur.

8. Les frais d'expédition seront prélevés, pour les membres de la Légion d'honneur jouissant d'un traitement à ce titre, sur la première annuité à leur payer de leur traitement.

9. Notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mars 1853.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu pour l'exécution :
Le Grand Chancelier,
Signé G^{ral} C^{te} D'ORNANO.

Le Ministre d'état et de la maison de
l'Empereur,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 3228. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1855.*

Du 19 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères ;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1855 ;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (1) contenant répartition des crédits accordés par ce même budget ;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au chapitre VI (*Frais de voyages et de courriers*) du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1855, est réduit d'une somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cents francs.

2. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après du même budget sont augmentés, par voie de virement, d'une somme égale de quatre-vingt-quatre mille cinq cents francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Personnel.....	14,500 ^f
— 31. Missions et dépenses extraordinaires.....	70,000
TOTAL.....	<u>84,500</u>

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui

(1) Bull. 241, n° 2193.

le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé A. WALEWSKI.

N° 3229. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, exercice 1855.

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la loi de finances du 22 juin 1854 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1) portant répartition, par chapitre, des crédits de ce budget;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1855, par la loi du 22 juin 1854 et le décret de répartition du 15 décembre suivant, sur le chapitre xxxvi du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial, sont réduits d'une somme de six mille francs (6,000^f).

2. Les crédits ouverts par la loi et le décret précités sur le chapitre xxiv du même budget (*Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques*) sont augmentés d'une pareille somme de six mille francs (6,000^f).

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) Bull. 241, n° 2193.

struction publique et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3230. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affranchit les Navires néerlandais du Droit de tonnage établi par l'ordonnance du 26 juin 1841.

Du 29 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu, le 25 juillet 1840, entre la France et les Pays-Bas (1);

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 1841 (2), rendue pour l'exécution dudit traité;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, et en vertu de la loi néerlandaise du 14 juillet 1855, les navires français seront, comme les navires hollandais eux-mêmes, affranchis de tout droit de tonnage dans les ports des Pays-Bas,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier prochain, les navires néerlandais venant directement des ports des Pays-Bas avec chargement, ou de tout port quelconque sans chargement, seront affranchis, tant à l'entrée qu'à la sortie, du droit de tonnage établi par l'ordonnance du 26 juin 1841.

Toutefois, et conformément aux dispositions de ladite ordonnance, les navires néerlandais venant sans chargement des ports de la Grande-Bretagne continueront à payer, comme les navires français, un franc par tonneau à chaque voyage.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au département des affaires étrangères, et au département des finances, sont

(1) 1^{re} série, Bull. 831, n° 9408.

(2) 1^{re} série, Bull. 832, n° 9417.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 3431. — *Décret impérial qui fixe les Droits à l'importation des Sucres.*

Du 29 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 20 décembre 1854 (1), relatif au tarif des sucres,

Avons décrété et signons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les droits à l'importation des sucres sont établis ainsi qu'il suit :

Sucre de nuance égale au plus au premier type actuel,	par navires français	des colonies (au delà du cap de françaises { Bonne-Espérance : d'Amérique.....) de la Chine, de la Cochinchine, des Philippines et de Siam. 45¹ des autres contrées de l'Inde. 47 d'ailleurs, hors d'Europe.... 50 des entrepôts..... 60	Droits actuels.
	par navires étrangers.....	65	Les 100 kil.
Sucre de nuance supérieure au premier type ac- tuel.....			Mêmes droits que ci- dessus, augmentés de 3 fr. par 100 kilog.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 244, n° 2224.

N° 3232. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre le Bureau des Douanes de Carentan à l'entrée de certaines Marchandises, ainsi qu'à l'importation et à l'exportation des Grains et Farines.

Du 29 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois des 28 avril 1816 et 27 mars 1817, sur les douanes;

Vu la loi du 2 décembre 1814 relative aux importations et exportations des grains et farines,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Carentan (Manche) est ouvert à l'entrée des marchandises taxées à plus de vingt francs les cent kilogrammes ou nominativement désignées en l'article 8 de la loi du 27 mars 1817, ainsi qu'à l'importation et à l'exportation des grains et farines.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **E. ROCHER**.



Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Janvier 1856,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 4 Janvier 1856.

BULLETIN DES LOIS.

N° 350.

N° 3233. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par subdivisions de chapitre, du Crédit accordé pour les Dépenses du Département de la Marine et des Colonies, exercice 1856.

Du 6 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre suivant (1), qui a réparti, par chapitres, pour chaque ministère, les crédits ouverts par la loi précitée, conformément à l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les articles 35 et 36 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (2), sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de cent vingt-trois millions six cent quarante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs (123,655,599^f) accordé, sur l'exercice 1856, par la loi du 5 mai 1855, et le décret général de répartition du 31 octobre suivant, pour les dépenses du département de la marine et des colonies, demeure réparti, par subdivisions de chapitre, conformément au tableau ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé **HANNOT**.

(1) 11^e série, Bull. 336, n° 3107.

(2) 11^e série, Bull. 579, n° 7437.

TABEAU de la sous-répartition des Crédits ouverts au Ministre de la marine et colonies, par la loi du 5 mai 1855 et le décret du 31 octobre 1855, pour les Dépenses de l'exercice 1856.

N ^o des articles	DÉTAIL DES ARTICLES.	CREDITS ALLOUES
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
SERVICE MARINE.		
CHAPITRE I^{er}.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (PERSONNEL.)		
1	Traitement du ministre.....	100,000
2	Appointements des directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, commis principaux et ordinaires.....	745,500
3	Agents spéciaux.....	60,100
4	Gages des gens de service.....	61,300
	TOTAL du Chapitre I^{er}.....	966,900
CHAPITRE II.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (MATÉRIEL.)		
1	Fournitures générales.....	152,300
2	Entretien des édifices dépendants du ministère.....	30,000
	TOTAL du Chapitre II.....	182,300
CHAPITRE III.		
SOLDE ET ACCESSOIRES DE LA SOLDE.		
1^{re} SECTION. — OFFICIERS MILITAIRES ET CIVILS.		
1	Conseil d'amirauté.....	19,400
2	Préfectures maritimes.....	131,100
3	Officiers de la marine.....	2,640,800
4	Inspection du matériel de l'artillerie. — Directions des ports et usines de l'artillerie.....	235,000
5	Inspection générale des troupes d'infanterie de marine.....	49,000
6	Génie maritime.....	553,900
7	Ingénieurs hydrographes.....	101,200
8	Examineurs et professeurs d'hydrographie.....	156,200
9	Commissariat de la marine.....	1,464,300
	A REPORTER.....	5,351,200

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
	REPORT	5,351,225^f
10	Inspection de la marine	239,400
11	Comptables du matériel	913,236
12	Personnel administratif des directions de travaux dans les ports et des établissements de la marine hors des ports	709,790
13	Agents de manutention des subsistances	31,270
14	Ingénieurs des ponts et chaussées	186,300
15	Aumôniers	55,800
16	Officiers de santé	695,600
17	Divers services	63,120
	TOTAL de la 1^{re} Section	8,245,741
	2^e SECTION. — MAISTRANCE, GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.	
1	Maîtres entretenus de toutes professions	405,550
2	Écoles de maistrance et écoles élémentaires des ap- prentis	13,000
3	Divers agents	316,776
4	Escouades de gabiers de port	206,448
5	— de gardiennage des vaisseaux	257,350
6	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, ron- diers et canotiers	640,618
7	Compagnies de pompiers	236,123
	TOTAL de la 2^e Section	2,075,865
	3^e SECTION. — SOLDE ET HABILLEMENT DES ÉQUIPAGES ET DES TROUPES.	
1	Équipages	16,886,558
2	Infanterie de marine	4,543,935
3	Artillerie de marine	1,447,293
4	Gendarmerie maritime	293,062
5	Compagnie de discipline	58,349
6	Sous-officiers et gardes-chiourmes	355,289
7	Habillement des équipages	2,890,069
8	— des troupes	811,873
9	Objets divers concernant les troupes	134,974
10	Frais de casernement	318,546
11	Allocations spéciales	64,560
	TOTAL de la 3^e Section	27,804,508

numéros des articles	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLUÉS
RÉCAPITULATION DU CHAPITRE III.		
SOLDE ET ACCESSOIRES DE LA SOLDE.		
1 ^{re}	SECTION. Officiers militaires et civils.....	8,245,710
2 ^e	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,075,665
3 ^e	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	27,801,508
	TOTAL du Chapitre III.....	38,126,114
CHAPITRE IV.		
HÔPITAUX.		
1	Appointements et frais divers.....	218,340
2	Achats généraux, faits en France, de denrées, de médicaments et d'objets relatifs au service des hôpitaux et des bâtiments de la flotte.....	1,007,990
3	Dépenses relatives au matériel.....	93,800
4	Traitement de malades hors des établissements de la marine.....	742,820
5	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	5,000
	TOTAL du Chapitre IV.....	2,069,950
CHAPITRE V.		
VIVRES.		
1	Appointements et frais divers. (Agents non entretenus.).....	35,850
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition et à la distribution des rations.....	12,082,150
3	Dépenses accessoires.....	1,250,000
	TOTAL du Chapitre V.....	13,368,000
CHAPITRE VI.		
JUSTICE MARITIME.		
1	Tribunaux maritimes.....	32,910
2	Frais de capture et de justice militaire.....	15,600
3	Habillement et effets de couchage.....	47,490
4	Frais de procédure civile.....	4,000
	TOTAL du Chapitre VI.....	100,000

N° des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
CHAPITRE VII.		
SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la tâche et à la journée.....	11,640,000 ^f
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports, façons d'ouvrages hors des ports, etc. — Musée naval.).....	500,000
3	Secours à la classe ouvrière, précédemment supportés par les caisses de fonds libres, supprimées.	42,000
	TOTAL du Chapitre VII....	12,182,000
CHAPITRE VIII.		
APPROVISIONNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA FLOTTE.		
1	Achats de matières et d'objets confectionnés.....	27,463,000
2	Construction et réparations de bâtiments exécutées par voie de marchés.....	1,000,000
3	Dépenses accessoires.....	620,000
	TOTAL du Chapitre VIII....	29,083,000
CHAPITRE IX.		
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.		
1^{re} SECTION. — SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la tâche et à la journée.....	260,000
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	35,000
	TOTAL de la 1^{re} Section....	295,000
2^e SECTION. — ACHATS DE MATIÈRES.		
1	Matières et préparations diverses. — Machines et outils. — Objets d'ameublement.....	200,000
2	Travaux ordinaires, à l'entreprise.....	1,309,742
3	Travaux de Castigneau, à l'entreprise.....	2,000,000
4	Curage de la petite rade de Toulon, à l'entreprise..	1,000,000
5	Achats et loyers de maisons et terrains.....	126,000
6	Éclairage et illuminations (à l'entreprise et en régie). — Chauffage et fournitures diverses en nature..	244,500
7	Dépenses accessoires.....	10,500
	TOTAL de la 2^e Section....	4,890,742

RÉCAPITULATION DU CHAPITRE IX.
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.

1^{re} SECTION. Salaires d'ouvriers.....

295,00

2^e — Achats de matières.....

4.892,70

TOTAL du Chapitre IX.....

5,187,70

CHAPITRE X.

POUDRES.

1 Artillerie. (Parts.).....

406,996 00

2 ——— (Fonderies.).....

5,877 00

3 Travaux hydrauliques.....

1

4 Services militaires aux colonies.....

189,588 50

552,456 50

Bonification de 3 p. 0/0 au profit de la caisse des
invalides, pour l'exécution du décret du 8 juillet
1852.....

17,086 00

TOTAL du Chapitre X.....

569,543 00

Et pour SOMME RONDE.....

569,543 00

CHAPITRE XI.

**ÉCOLE NAVALE IMPÉRIALE EN RADN DE BREST,
ET BOURSIERS DE LA MARINE
DANS LES COLLÈGES ET LYCÉES.**

1 École navale.....

99,000

2 Boursiers de la marine.....

60,000

TOTAL du Chapitre XI.....

159,000

CHAPITRE XII.

CHÂLIENNES.

1 Frais de capture, salaires, etc.....

33,000

2 Habillement, couchage et dépenses accessoires des
forçats dans les bagnes.....

127,000

TOTAL du Chapitre XII.....

170,000

CHAPITRE XIII.

FRAIS GÉNÉRAUX D'IMPRESSIONS ET ACHATS DE LIVRES.

1 Frais généraux d'impressions.....

333,100

2 Abonnement au Moniteur et à divers journaux....

15,000

3 Achats de livres.....

25,000

TOTAL du Chapitre XIII...

373,100

Nombres des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES	CRÉDITS ALLOUÉS.
CHAPITRE XIV.		
FRAIS DE VOYAGE ET DÉPENSES DIVERSES.		
1	Indemnités de route et de séjour.....	598,790 ^f
3	Frais de passage et de rapatriement.....	397,784
3	Frais de pilotage.....	138,000
4	Indemnités et allocations diversés.....	274,476
	TOTAL du Chapitre XIV.....	1,409,050
CHAPITRE XV.		
DÉPENSES TEMPORAIRES.		
Uniq.	Soldes de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine.....	120,000
	Traitements temporaires par suite de suppression d'emploi.....	
CHAPITRE XVI.		
MATÉRIEL DU DÉPÔT DES CARTES ET PLANS.		
1	Reconnaisances hydrographiques. (Loyers de bateaux, transport d'instruments.).....	5,000
2	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation.....	240,000
2	Matériel des écoles de navigation.....	2,000
	TOTAL du Chapitre XVI....	247,000
CHAPITRE XVII.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.		
(Pour mémoire.)		
CHAPITRE XVIII.		
DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS, NON FRAPPÉES DE DÉCHÉANCE.		
(Pour mémoire.)		

numéros des articles	DÉTAIL DES ARTICLES.	CREDITS ALL. ALG.
SERVICE COLONIAL.		
CHAPITRE I^{er}.		
PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE.		
1	Solde.....	6,323,000
2	Accessoires de la solde.....	400,800
3	Hôpitaux.....	1,667,900
4	Vivres.....	3,223,300
TOTAL du Chapitre I^{er}.....		11,613,900
CHAPITRE II.		
MATÉRIEL CIVIL ET MILITAIRE.		
1	Travaux et approvisionnements.....	2,316,500
2	Dépenses diverses.....	675,000
TOTAL du Chapitre II.....		2,991,500
CHAPITRE III.		
SUBVENTION AU SERVICE LOCAL.		
1	Guyane.....	523,000
2	Sénégal et dépendances.....	249,500
3	Gorée et dépendances.....	223,500
4	Iles Saint-Pierre et Miquelon.....	126,500
3	Sainte-Marie de Madagascar.....	70,000
6	Mayotte et dépendances.....	154,000
7	Établissements français de l'Océanie.....	390,000
TOTAL du Chapitre III.....		1,736,500
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.		
(Pour mémoire.)		
CHAPITRE V.		
DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS, NON FRAPPÉS		
DE DÉCHÉANCE.		
(Pour mémoire.)		

N° des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CANTONNEMENTS ALLOUÉS.
	2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.	
	CHAPITRE XIX.	
	DIGUE ET ARSENAL DE CHERBOURG.	
	DIGUE.	
	Dépenses de la digue. (Pour mémoire.)	
	ARSENAL.	
	1^{re} SECTION. — SALAIRES D'OUVRIERS.	
1	Contre-maitres, ouvriers, etc., à la tâche ou à la journée.	312,000 ^f
2	Frais de charroi, façons d'ouvrages, etc.	50,000
	2^e SECTION. — ACHATS DE MATIÈRES.	
1	Achats de matières. (Bois, métaux, pierres, etc.) ...	1,000,000
2	Éclairage de l'arsenal.	23,000
3	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises).....	1,600,000
4	Achats et loyers de maisons et terrains.	#
5	Dépenses accessoires.	15,000
	TOTAL du Chapitre XIX.	3,000,000
	CHAPITRE XX.	
	DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.	
	(Pour mémoire.)	
	CHAPITRE XXI.	
	DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIODIQUES, NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE.	
	(Pour mémoire.)	

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

CHAPITRE 1.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

SERVICE MARINE.

1	Administration centrale. (Personnel.)	968,900 ⁰
2	Administration centrale. (Matériel.)	182,300
3	Solde et accessoires de la solde.	38,126,114
4	Hôpitaux.	2,069,950
5	Vivres.	13,368,000
6	Justice maritime.	100,000
7	Salaires d'ouvriers.	12,182,000
8	Approvisionnements généraux de la flotte.	29,083,000
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.	5,185,742
10	Poudres.	569,543
11	École navale impériale en rade de Brest; et boursiers de la marine dans les collèges et lycées.	159,000
12	Ghiourmes.	170,000
13	Frais généraux d'impressions et achats de livres.	373,100
14	Frais de voyage et dépenses diverses.	1,409,050
15	Dépenses temporaires.	120,000
16	Matériel du dépôt des cartes et plans.	217,000
17	Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)	"
18	Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire.)	"

TOTAL du Service marine... 104,313,699

SERVICE COLONIAL.

1	Personnel civil et militaire.	11,613,900
2	Matériel civil et militaire.	2,991,500
3	Subvention au service local.	1,730,500
4	Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)	"
5	Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire.)	"

TOTAL du Service colonial.. 16,341,900

TOTAL du service maritime.. 104,313,699

 TOTAL de la 1^{re} Section... 120,655,599

Numéros des chapitres.	DÉTAIL DES CHAPITRES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
	2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.	
19	Digue et arsenal de Cherbourg.....	3,000,000 ⁶
20	Dépenses des exercices clos. (Mémoire).....	"
21	Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire).....	"
	TOTAL de la 2^e Section.	3,000,000
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} Section. Service ordinaire.....	120,655,599
	2 ^e Section. Travaux extraordinaires.....	3,000,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....	123,655,599

Annexé le présent état de sous-répartition à la somme de cent vingt-trois millions six cent cinquante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs.
Paris, le 6 Décembre 1855.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 3234. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession d'un Logement dans un Bâtiment domanial.

Du 12 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances :

Vu le § 1^{er} de l'article 12 de la loi du 23 avril 1833, ainsi conçu :

« Aucun logement ne sera concédé ou maintenu dans les bâtiments dépendants du domaine de l'État qu'en vertu d'une ordonnance royale ; »

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le logement indiqué dans l'état ci-joint est accordé au préposé de l'administration des douanes et des contributions indirectes qui s'y trouve désigné.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Logement concédé dans un bâtiment de l'État.

DÉPARTEMENT et commune où le bâtiment est situé.	NOMBRE de pièces du logement.	DÉSIGNATION des fonctions du concessionnaire.	MOTIFS DE LA CONCESSION.
BAS-RHIN (Strasbourg).	6	Visiteur à la douane du pont de Kehl.	Il y a intérêt pour le service à ce que le receveur de la douane du pont de Kehl ait constamment à sa disposition un visiteur, et, à raison de la situation isolée de cet établissement, cet em- ployé ne trouverait pas à se loger à proximité.

Vu pour être annexé au décret du 12 Décembre 1855.

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 3235. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph, existant à Cluny, à fonder à Paris un Établissement de Sœurs de son Ordre, et à y transférer le Noviciat de Bailleul (Oise).

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'acte notarié, en date du 20 décembre 1849, par lequel la dame Javouhey, supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Cluny, a acquis, au nom de cette congrégation, du

sieur *Laville* et de ses enfants, et moyennant une somme totale de quatre cent vingt-cinq mille francs, divers bâtiments avec dépendances, situés à Paris, rue du Faubourg-Saint-Jacques, n° 57 et 59;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, en date des 9 et 10 septembre et 27 octobre 1852, 25 juin 1853, et 30 août 1855, tendant à obtenir l'approbation de l'acquisition précitée et l'autorisation, 1° de fonder à Paris un établissement de sœurs de son ordre et d'y transférer le noviciat existant à Bailleul; 2° de vendre trois rentes quatre et demi pour cent sur l'État, montant ensemble à quatre cent cinquante-trois francs, pour en employer le prix à concourir au paiement de l'acquisition;

Vu l'ordonnance royale du 17 janvier 1827 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph à Cluny, et celle du 3 janvier de la même année (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu la copie de ces statuts;

Vu l'engagement pris par les sœurs de Saint-Joseph qui composeront l'établissement de Paris, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu les états de l'actif et du passif de cet établissement et de la maison mère;

Vu le procès-verbal d'estimation des immeubles acquis par la supérieure générale portant leur valeur à quatre cent soixante mille deux cent cinq francs quarante centimes;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo*, qui ont eu lieu à Paris, les 28 décembre 1852 et 21 novembre 1853;

Vu l'avis de la commission municipale de Paris, en date du 8 avril 1853;

Vu les avis de l'archevêque de Paris, de l'évêque d'Autun, et des préfets de la Seine et de Saône-et-Loire, en date des 5 juillet, 12 et 29 novembre 1852, 14 mai, 26 et 30 décembre et 28 décembre 1853, et 17 février 1854 et 30 août 1855;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, exis-

(1) VIII^e série, Bull. 138, n° 4729.

(2) VIII^e série, Bull. 137, n° 4722.

tant à Cluny (Saône-et-Loire), en vertu d'une ordonnance royale du 17 janvier 1827, est autorisée,

1° A fonder à Paris (Seine) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 3 janvier 1827;

2° A transférer à Paris, dans cet établissement, le noviciat qu'elle possédait à Bailleul (Oise).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Cluny, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, moyennant une somme totale de quatre cent vingt-cinq mille francs, divers bâtiments avec dépendances, situés à Paris, rue du Faubourg-Saint-Jacques, n° 57 et 59, estimés quatre cent soixante mille deux cent cinquante francs quarante centimes et appartenant au sieur *Laville* et à ses enfants, qui en ont consenti la vente, suivant acte notarié du 20 décembre 1849, pour servir de maison conventuelle à l'établissement des sœurs de Saint-Joseph, autorisé par l'article 1^{er} du présent décret.

3. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Cluny, est autorisée à vendre, au cours de la Bourse, au nom de cette congrégation, trois rentes quatre et demi pour cent sur l'État, appartenant à ladite congrégation et non grevées de services religieux, l'une de deux cent trente-huit francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n° 27,324, série 12, l'autre de cent soixante et dix-sept fr., inscrite sous le n° 27,129, même série, et la troisième de trente-huit francs, inscrite sous le n° 32,463, première série. Le produit de cette vente sera employé, concurremment avec d'autres ressources, au paiement de l'acquisition approuvée par l'article 2 du présent décret.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTUL.

P. 3236. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association religieuse des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, existant à Saint-Omer.

Du 13 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande de l'association religieuse des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, à Saint-Omer, en date du 4 avril 1855, tendant à obtenir son autorisation comme communauté dirigée par une supérieure locale ;

Vu l'engagement pris par les membres de cette association religieuse de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 31 décembre 1826 (1), pour la communauté du même nom, à Arras, et que cette association a déclaré adopter ;

Vu une copie de ces statuts signée, en témoignage d'adhésion, par tous les membres de l'association, et revêtue, en outre, de l'approbation de l'évêque d'Arras ;

Vu l'état des recettes et des dépenses de l'association ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Saint-Omer, le 19 avril 1855 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Omer, en date du 3 mai 1855 ;

Vu les avis de l'évêque d'Arras et du préfet du Pas-de-Calais, en date des 9 avril, 29 mai et 18 juin 1855 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, existant à Saint-Omer (Pas-de-Calais) est autorisée comme communauté dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par ordonnance royale du 31 décembre 1826, pour la communauté du même nom, à Arras (même département) et que cette association religieuse a déclaré adopter.

(1) VIII^e série, Bull. 137, n° 4724.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé H. FORTOUL.

N° 3237. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, à Valay (Haute-Saône), d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Besançon.

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité à Besançon (Doubs), en date du 30 septembre 1853, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de fonder un établissement de sœurs de son ordre à Valay (Haute-Saône) ; 2° d'accepter, de concert avec le maire et le bureau de bienfaisance de Valay, le bénéfice des dispositions testamentaires par lesquelles le sieur *de Pétremand de Valay* a déclaré fonder à perpétuité dans la commune de Valay (Haute-Saône) un établissement de quatre sœurs de la 'Charité de Besançon, a attribué à ces sœurs un traitement de deux mille francs par an, huit stères de bois, cinq cents fagots et trois mètres de charbons, et a prescrit l'appropriation d'un bâtiment pour être affecté à la tenue d'une salle d'asile qui serait dirigée par l'une des sœurs de l'établissement précité ;

Vu les délibérations, en date des 8 août 1853 et 15 avril 1854, par lesquelles le bureau de bienfaisance et le conseil municipal de Valay demandent l'autorisation d'accepter, en ce qui les concerne, les legs précités ;

Vu les délibérations des conseils de fabriques des églises succursales de Valay et de Notre-Dame, à Besançon, en date des 1^{er} et 29 avril 1855, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter les legs faits à ces établissements par ledit sieur *de Pétremand de Valay* ;

Vu le testament mystique du sieur *Pétremand de Valay*, en date du 11 janvier 1848;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 15 mai 1849;

Vu l'engagement des sœurs de la Charité appelées à diriger l'établissement de Valay, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Valay;

Vu l'avis du conseil municipal de Valay, en date du 25 avril 1854, relatif à la fondation d'une salle d'asile dans cette commune;

Vu les réclamations formées par le sieur *Philibert de Tuisseau*, légataire universel du testateur, dans le but d'obtenir que l'acceptation des legs, concernant l'établissement des sœurs de la Charité, ne soit autorisée que pour partie;

Vu les pièces constatant le consentement du même légataire universel, à la délivrance des autres legs;

Vu l'arrêt de la cour d'appel de Besançon, en date du 27 août 1851, qui a rejeté la demande formée par les héritiers naturels du sieur *Pétremand de Valay*, en nullité du testament précité, et l'arrêt de la cour de cassation, en date du 22 juin 1852, qui a rejeté leur pourvoi;

Vu les renseignements transmis, tant sur la valeur de la succession du testateur que sur la position de fortune du légataire universel;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements religieux légataires, vérifiés et certifiés par les préfets du Doubs et de la Haute-Saône;

Vu les avis du cardinal archevêque de Besançon et des préfets du Doubs et de la Haute-Saône, en date des 31 octobre et 15 novembre 1853, 14 février 1854, 15, 18, 23 et 24 mai 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 31 mai 1854;

Vu le décret impérial en date du 28 août 1810 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité, à Besançon, et a approuvé ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, existant à Besançon (Doubs), en vertu d'un décret impérial du 28 août 1810, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de

(1) IV^e série, Bull. 313, n° 5946.

son ordre à Valay (Haute-Saône), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, à Besançon (Doubs), le maire de la commune de Valay (Haute-Saône), et le bureau de bienfaisance de cette commune sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux clauses et conditions imposées, le bénéfice des dispositions faites par le sieur *Désiré-Adrien de Pétremand de Valay*, suivant son testament mystique du 11 janvier 1848, pour la fondation à Valay d'un établissement de quatre sœurs de la Charité de Besançon, et portant que ces religieuses recevront chaque année une rente de deux mille francs, de huit stères de bois, de cinq cents fagots et trois mètres de charbon, à la condition d'instruire les jeunes filles et de soigner les pauvres malades de la commune de Valay, et d'y diriger une salle d'asile qui sera installée dans un bâtiment préalablement approprié à cette destination aux frais du légataire universel du testateur.

Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Valay (Haute-Saône) est autorisé à accepter le legs fait, à titre gratuit, à cet établissement par le sieur *Désiré-Adrien de Pétremand de Valay*, suivant son testament mystique du 11 janvier 1848, et consistant en une somme de mille francs pour la décoration de l'église de Valay.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame à Besançon (Doubs) est autorisé à accepter le legs fait, à titre gratuit, à cet établissement par le sieur *Désiré-Adrien de Pétremand de Valay*, suivant son testament mystique du 11 janvier 1848, et consistant en une somme de trois cents francs pour la décoration de cette église.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 3238. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1856, pour les Dépenses des Chambres et Bourses de commerce.*

Du 15 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820 ;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844 et 15 mai 1850, et celle du 22 juin 1854,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent quatorze mille dix-sept francs (114,017'), nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1856, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par la loi du 15 mai 1850.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**,

NOMS		CHAMBRES et bourses de commerce.	SOMME à imposer.	Désignation des patentes imposables.
des villes.	des départements.			
Amiens.....	Somme.....	Chambre....	5,408 ^f	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Arras.....	Pas-de-Calais.....	Idem.....	305	Idem.
		Bourse.....	665	Patentes de la ville d'Ar- ras.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Chambre....	1,396	Patentes de tout le dé- partement.
Bastia.....	Corse.....	Idem.....	775	Idem.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées.....	Idem.....	5,755	Idem et de la ville de Saint-Esprit (Landes).
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	2,451	Idem.
Brest.....	Finistère.....	Idem.....	2,310	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	3,878	Idem.
Calais.....	Pas-de-Calais.....	Idem.....	1,500	Idem.
Charbourg.....	Manche.....	Idem.....	716	Idem.
Dijon.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	1,756	Patentes de tout le dé- partement.
		Idem.....	4,106	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Dunkerque.....	Nord.....	Bourse.....	1,300	Patentes de la ville de Dunkerque.
Fécamp.....	Seine-Inférieure.....	Chambre....	1,500	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Granville.....	Manche.....	Idem.....	1,200	Idem.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	547	Patentes de tout le dé- partement.
		Idem.....	6,847	Idem.
Lyon.....	Rhône.....	Bourse.....	118	Patentes de la ville de Lyon.
		Chambre....	1,598	Patentes de tout le dé- partement.
Metz.....	Moselle.....	Bourse.....	149	Patentes de la ville de Metz.
		Chambre....	3,886	Patentes de tout le dé- partement.
Montpellier.....	Hérault.....	Bourse.....	508	Patentes de la ville de Montpellier.
Morlaix.....	Finistère.....	Chambre....	1,727	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	4,573	Patentes de tout le dé- partement.
Mulhouse.....	Haut-Rhin.....	Bourse.....	1,744	Patentes de la ville de Mulhouse.
		Chambre....	4,700	Patentes de tout le dé- partement.
Nantes.....	Loire-Inférieure.....	Bourse.....	1,300	Patentes de la ville de Nantes.
		Chambre....	3,159	Patentes de tout le dé- partement.
Nismes.....	Gard.....	Bourse.....	3,703	Patentes de la ville de Nismes.
		Chambre....	2,200	Patentes de tout le dé- partement.
Orléans.....	Loiret.....	Bourse.....	700	Patentes de la ville d'Or- léans.

NOMS		chambres et bourses de commerce.	sommes à imposer.	résumation des patentes imposables.
des villes.	des départements.			
Rochefort.....	Charente-Inférieure.	Chambre....	1,800 ^f	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rouen.....	Seine-Inférieure...	<i>Idem</i>	8,000	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	3,782	Patentes de la ville de Rouen.
Saint-Brieuc.....	Côtes-du-Nord.....	Chambre....	1,100	Patentes de tout le dé- partement.
Saint-Dizier.....	Haute-Marne.....	<i>Idem</i>	2,711	<i>Idem</i> .
Saint-Etienne.....	Loire.....	<i>Idem</i>	2,500	<i>Idem</i> .
Saint-Omer.....	Pas-de-Calais.....	<i>Idem</i>	2,429	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Saint-Quentin.....	Aisne.....	<i>Idem</i>	5,844	Patentes de tout le dé- partement.
Toulon.....	Var.....	<i>Idem</i>	4,449	<i>Idem</i> .
Toulon.....	Haute-Garonne.....	<i>Idem</i>	3,000	<i>Idem</i> .
Toulon.....		Bourse.....	2,100	Patentes de la ville de Toulouse.
Tours.....	Indre-et-Loire.....	Chambre....	1,700	Patentes de tout le dé- partement.
Valenciennes.....	Nord.....	<i>Idem</i>	3,132	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		TOTAL..	114,017	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 790.

Paris, le 15 Décembre 1855.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

**N° 3239. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au ressort des Justices de paix
de Guelma et de Bône,**

Du 22 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5 et 7 du décret du 9 juillet 1849 (1) portant ins-
titution d'une justice de paix à Guelma;

(1) 1^{re} série, Bull. 175, n° 1420.

Vu le décret du 12 septembre 1853, qui a délimité la circonscription civile de l'arrondissement de Bône;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et conformément à l'avis de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ressort de la justice de paix de Guelma comprend tout le territoire attribué par le décret du 20 octobre 1855 au commissariat civil de ce nom.

2. Le surplus des territoires civils compris dans le décret du 12 septembre 1853, sauf toutefois celui qui compose le district ayant La Calle pour chef-lieu, est rattaché à la justice de paix de Bône.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 3240. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. Troplong Président du Sénat pour l'année 1856.

Du 24 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Troplong, premier président de la Cour de cassation, sénateur, est nommé président du Sénat pour l'année 1856.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3241. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant nomination des *Vice-Présidents* du Sénat pour l'année 1856.

Du 24 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont nommés pour l'année 1856 :

MM. *Mesnard*, premier vice-président du Sénat ;

Drouyn de Lhays,

Le maréchal *Baraguey d'Hilliers*,

Le général comte *Regnaud de Saint-*

Jean-d'Angély ;

} vice-présidents
du Sénat.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3242. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant nomination des *Vice-Présidents* du Corps législatif pour l'année 1856.

Du 24 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 43 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. MM. *Schneider* et *Réveil*, députés, sont nommés vice-présidents du Corps législatif pour l'année 1856.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1855.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 3243. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Questeurs du Corps législatif pour l'année 1856.

Du 14 Décembre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 83 du décret organique du 31 décembre 1852 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. **MM. le général Vast-Vimeux et Hébert**, députés,
sont nommés questeurs du Corps législatif pour l'année 1856.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 3244. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à quatorze le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Parthenay, département des Deux-Sèvres. (Paris, 28 Novembre 1855.)

(1) Bull. 11, n° 77.



Certifié conforme :

Paris, le 11 Janvier 1856,

**Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,**

ABBATUCCI.

Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 11 Janvier 1856.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

LOIS ET DÉCRETS IMPÉRIAUX.

TOME VI.

(N^{os} 308 à 350.)

2^e SEMESTRE 1855.

NOTA. Les actes analysés qui ne sont pas accompagnés des mots (bi etc..... avec la date) des décrets impériaux.
p nombres précédés de n° indiquent la série des actes; ceux précédés de la lettre p indiquent la

A

Les sous signatures privées. Voyez Timbre.
Mts diplomatiques et consulaires. Voyez Congés.
1904. Voyez Impôts.

1855. Promulgation en Algérie de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1855, modifiant le § 5 de l'article 781 du Code de procédure civile, et de la loi du 2 mai 1855 sur les justices de paix, n° 2891, p. 82. — Dispositions concernant les navires étrangers qui auront importé des bois de construction des pays du nord de l'Europe dans les ports d'Algérie, n° 3089, p. 434. — Prorogation de l'interdiction d'exporter des céréales de l'Algérie (bié et

XI^e Série. Lois et décrets impériaux. Tome VI.

54

orge) à destination des pays étrangers, n° 3092, p. 438. — Augmentation du nombre des membres du comité consultatif de l'Algérie, n° 3183, p. 735. — Dispositions relatives au ressort des justices de paix de Guelma et de Bône, n° 3239, p. 833. Voyez *Armée de terre et de mer, Denrées alimentaires, Douanes.*

AMARRAGE des navires. Voyez *Corps-morts.*

APPAREILS télégraphiques. Voyez *Chemins de fer.*

APPOINTEMENTS. Voyez *Préfets maritimes.*

ARCHIVES de l'Empire. Organisation des archives de l'Empire, n° 3105, p. 767.

ARMÉE de terre et de mer. Appel de cent quarante mille hommes sur la classe de 1855 (loi du 11 juillet 1855), n° 2845, p. 3. — Création d'un septième et d'un huitième escadron dans chacun des quatre régiments de chasseurs d'Afrique, n° 2856, p. 21. — Fixation du cadre des officiers d'administration des subsistances militaires, n° 2865, p. 38. — Des aumôniers seront attachés aux hôpitaux français en Orient, n° 2947, p. 253. — Augmentation du maximum et du minimum des pensions de retraite des officiers mariniens, matelots et autres assimilés des divisions des équipages de ligne ou des bâtiments de la flotte, n° 2948, p. 254. — Le service de guerre fait à l'armée d'Orient sera compté, à titre de bénéfice de campagne, pour le double de sa durée effective, n° 2953, p. 260. — Le cadre constitutif du corps de santé de l'armée de terre comprendra des sous-aides, n° 2954, p. 261. — Licenciement de compagnies de fusiliers et de pionniers de discipline, n° 2976, p. 286. — Création de deux nouveaux bataillons de chasseurs à pied, n° 2985, p. 297; — de trois régiments de tirailleurs algériens, n° 3128, p. 584. — Fixation des époques auxquelles auront lieu, pour la classe de 1855, les opérations du recrutement relatives aux tableaux de recensement et au tirage au sort, n° 3133, p. 605. — Tarif de la solde, des indemnités et des prestations diverses allouées aux vétérinaires principaux dans toutes les positions, n° 3194, p. 754. — Tarif de l'indemnité de frais de bureau attribuée aux trésoriers des régiments du génie, n° 3195, p. 756. Voyez *Colonies, Commission supérieure de la dotation de l'armée, École impériale d'application d'état-major, Gendarmerie.*

ARTILLERIE. Voyez *Travaux.*

ASSOCIATIONS religieuses. Sont autorisées, comme congrégations dirigées par une supérieure générale, l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Vanosc (Ardèche), n° 2853, p. 18; — l'association religieuse des sœurs de Saint-Joseph, existant à Cusset, n° 2885, p. 74; — l'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Aurillac, n° 2934, p. 231; — l'association religieuse des sœurs de la Sainte-Famille-de-Nazareth, établie dans la commune du Plan (Haute-Loire), n° 2935, p. 232; — l'association religieuse des sœurs de la Charité, existant à Nîmes, n° 2941, p. 239; — l'association des dames religieuses de Saint-Paul, à Angoulême, n° 2992, p. 307; — comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs de la Compassion servantes des pauvres, existant à Domsfront (Oise), n° 3027, p. 366; — comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Saint-Aignan, établie à Orléans, n° 3069, p. 420; — l'association des sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition, établie à Marseille, n° 3113, p. 501; — l'association des sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, existant à Lorient (Drôme), n° 3117, p. 509; — l'association des Dames-Trinitaires, établie à Saint-

Martin-en-Haut (Rhône), n° 3173, p. 712; — comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, existant à Saint-Omer, n° 3236, p. 827. Voyez *Communautés, Congrégations, Sœurs*.

AUMONIER des hôpitaux français en Orient. Voyez *Armée de terre et de mer*.

AVOUÉS. Voyez *Cours et tribunaux*.

B

BACS et passages d'eau. Approbation du tarif et tarif pour la perception des droits au passage d'eau des Roseaux, sur la Sèvre-Niortaise (Vendée), n° 3036, p. 375; — des bacs de Lavoulte, Beauchastel, Charmes, Cruas, Baix, Châteaubourg, Seyon et Champagne, sur le Rhône (Ardèche), n° 3057, p. 403; — du bac de Vabres, sur l'Allier (Haute-Loire), n° 3126, p. 529; — des bacs de Fretterans, sur le Doubs, et de Vandenesse, sur l'Arroux (Saône-et-Loire), n° 3138, p. 615; — de divers bacs sur le Tarn, sur la Garonne et sur l'Aveyron, dans le département de Tarn-et-Garonne, n° 3146, p. 629; — du bac sur le Tarn, à la Jourdanie, commune de Broquès (Aveyron), n° 3159, p. 649.

BLÉ. Voyez *Grains*.

BOIS de construction des pays du Nord. Voyez *Algérie, Douanes*.

BOIS de noyer. Voyez *Douanes*.

BOIS pour l'approvisionnement de Paris. Fixation de la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1856, sur les trains de bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris, n° 3200, p. 761.

BOISSONS. Voyez *Douanes*.

BONS du trésor. Autorisation de la consolidation des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} janvier au 30 juin 1855, n° 2871, p. 45. — Autorisation au ministre des finances d'élever à trois cent cinquante millions la somme des bons du trésor à émettre pour le service de 1855, n° 2926, p. 216.

BOUCHERIE de Paris. Dispositions relatives au service des inspecteurs de la boucherie de Paris, n° 3136, p. 614.

BOULANGERIE. Voyez *Caisse de la boulangerie de Paris*.

BOURSES dans les lycées. Voyez *Lycées impériaux*.

BOURSES de commerce. Voyez *Chambres et Bourses de commerce*.

BREVETS d'invention. Proclamation de huit cent vingt et un brevets d'invention et de cent quatre-vingt-seize certificats d'addition, n° 2911, p. 105; — de cent cinquante-sept cessions de brevets d'invention, n° 3006, p. 313; — de quarante-neuf cessions de brevets d'invention, n° 3129, p. 587.

BUDGET. Répartition par chapitres des crédits du budget de l'exercice 1856, n° 3107, p. 453. Voyez *Légion d'honneur, Ministères*.

BULLES d'institution canonique. Réception de la bulle d'institution canonique de M. Wicart, pour l'évêché de Laval, n° 3119, p. 520; — de M. Nanquette, pour l'évêché du Mans, n° 3120, p. 521; — de M. Plantier, pour l'évêché de Nîmes, n° 3121, p. 523; — de M. Delalle, pour l'évêché de Rodez, n° 3122, p. 524.

BUREAU de douane. Voyez *Douanes*.

CAISSE d'amortissement. Voyez *Bons du trésor, Français*.

CAISSE de la boulangerie de Paris. Autorisation à cette caisse de contracter un emprunt, n° 3132, p. 604.

CAISSE des dépôts et consignations. Dispositions concernant les recettes faites, au nom et pour le compte de la classe des dépôts et consignations, par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, n° 3174, p. 713.

CAISSES d'épargne. Dispositions relatives à la liquidation des caisses d'épargnes des instituteurs communaux, n° 2980, p. 292.

CANAUX. Autorisation pour l'exploitation de la grue établie sur le canal du Rhône au bassin de Melfhouse, n° 2967, p. 271. — Prorogation des tarifs des droits de navigation perçus aux écluses de Frénes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Maudecamp, de Saint-Quentin, etc. n° 3044, p. 286.

CÉRÉALES. Voyez *Algérie, Colonies, Denrées alimentaires, Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*.

CHAMBRES de brevets d'invention. Voyez *Brevets d'invention*.

CHAMBRES consultatives des arts et manufactures. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

CHAMBRES et bourses de commerce. Création d'une chambre de commerce à Angers et suppression de la chambre consultative des arts et manufactures, n° 3195, p. 716; — d'une chambre de commerce à Nancy et suppression de la chambre consultative des arts et manufactures, n° 3176, p. 716. — Contribution spéciale à percevoir, en 1856, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce, n° 3238, p. 831.

CHAMBRES temporaires. Voyez *Cours et tribunaux*.

CHASSEURS d'Afrique. Voyez *Armée de terre et de mer*.

CHÂTAIGNES. Voyez *Denrées alimentaires*.

CHEFS-LIEUX de département. Le chef-lieu du département de la Loire est transféré à Saint-Étienne à partir du 1^{er} janvier 1856, n° 2918, p. 209.

CHEMINS. Voyez *Routes*.

CHEMINS de fer. Cahier des charges relatif à la concession du chemin de fer de Nantes à Châteaulin, n° 2861, p. 28. — Approbation de la convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les compagnies des chemins de fer de Paris à Saint-Germain et de Paris à Rouen, n° 2877, p. 57; — de la convention passée, les 2 février et 6 avril 1855, entre le même ministre et la compagnie du chemin de fer Grand-Central de France, n° 2878, p. 58. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer de Tergnier à Reims, de terrains non bâtis situés sur le territoire de diverses communes du département de l'Aisne, n° 2908, p. 163; — pour l'agrandissement de la gare du chemin de fer d'Orléans à Paris, de plusieurs parcelles de terrains appartenant à divers, n° 2980, p. 269; — pour l'établissement de la partie du chemin de fer de la rivière du Lot à Montauban, de terrains non bâtis situés sur la commune de Montauban, n° 2984, p. 270; — pour le chemin de fer de Paris à Mulhouse, de terrains non bâtis appartenant à divers et situés sur diverses communes des départements de l'Aube, de la Haute-Marne et de la

Haut-Rhin, n° 2982, 2984 et 2998, p. 296 et 310; — pour le chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg, de terrains non bâtis situés sur les communes de Mondeville et de Caen (Calvados), n° 2999, p. 311; — pour le chemin de fer de Bordeaux à Cette, de terrains non bâtis de la commune de Courran (Aude), n° 3003, p. 312; — pour le chemin de fer de Besançon à Alais, de terrains non bâtis de diverses communes du Gard, n° 3004, p. 312; — pour le chemin de fer de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort, de terrains non bâtis appartenant à divers et situés sur la commune d'Aytré (Charente-Inférieure), n° 3082, p. 427; — pour le chemin de fer de Paris à Mulhouse, de terrains non bâtis situés sur deux communes de la Haute-Marne, n° 3105, p. 451. — Création d'un service spécial de surveillance des chemins de fer, n° 3165, p. 701. — Création, à Paris, d'un commissariat central de police des chemins de fer, n° 3166, p. 703. — Règlement sur le service des appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation des chemins de fer de l'Ouest et d'Orléans, n° 3210, p. 775. — Approbation de la convention passée, le 13 juillet 1855, pour la concession d'un chemin de fer des mines d'Ougney au chemin de fer de Dijon à Besançon et au canal du Rhône au Rhin, n° 3214, p. 783. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer de Nantes à Saint-Nazaire, de terrains non bâtis de la commune de Saint-Etienne-de-Montluc (Loire-Inférieure), n° 3217, p. 802. Voyez *Domaines, Impôts, Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, Utilités publiques*.

CHIEFS. Voyez *Impôt municipal*.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Voyez *Algérie*.

COLLÈGES. Voyez *Lycees impériaux*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. Convocation des électeurs compris dans la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées pour l'élection d'un député, n° 2906, p. 102; — des électeurs compris dans la première circonscription du département du Var, à l'effet d'élire un député, n° 3058, p. 409.

COLONIES. Prorogation du délai fixé pour la durée des modifications au tarif des douanes sur les céréales dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île de la Réunion et du Sénégal, n° 2855, p. 21. — Prorogation du délai fixé pour les réductions de personnel résultant de la nouvelle organisation judiciaire des colonies, n° 2931, p. 226. — Fixation de la nomenclature des dépenses obligatoires des colonies, n° 2946, p. 251. — Autorisation à M. Corail d'enlever et d'exploiter les sables et galets du littoral de l'île de la Réunion, n° 2968, p. 272. — Le magistrat chargé du ministère public près le tribunal de Gorée et dépendances prend le titre de procureur impérial; fixation de son traitement à cinq mille francs, n° 3011, p. 345. — Modification de l'organisation du gouvernement et de l'administration de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, n° 3019, p. 359. — Prorogation du délai fixé pour la durée des modifications au tarif des douanes sur les céréales dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et du Sénégal, n° 3035, p. 375. — Service financier des colonies, n° 3127, p. 533. — Augmentation de l'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guyane française, n° 3168, p. 704. Voyez *Douanes*.

COLONIES PÉNITENTIAIRES. Régime pénal et disciplinaire des individus détenus

la transportation dans les colonies pénitentiaires d'outre-mer, n° 3018, p. 357.

COMITÉ consultatif. Voyez *Algérie*.

COMMISSAIRE. Voyez *Tribunal de police de Paris*.

COMMISSION des comptes. Nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'année 1855, n° 3198, p. 759.

COMMISSION supérieure de la dotation de l'armée. Nomination de M. de Paris à la vice-présidence de cette commission, n° 3196, p. 756.

COMMUNAUTÉS religieuses. Est autorisée, comme établissement dépendant de la congrégation des Ursulines-de-Jésus, dont la maison mère est à Malet (Aveyron), la communauté des Ursulines existant à Nant (même département), n° 2850, p. 12. — Autorisation à la communauté des sœurs de la Visitation existant à la Charité-sur-Loire (Nièvre) de transférer à Nevers le siège de son établissement, n° 2889, p. 80. — Sont autorisées, 1° comme congrégation dirigée par une supérieure générale, la communauté des sœurs Augustines existant à Arras; 2° comme établissements dépendants de cette congrégation, quatre communautés de religieuses hospitalières de Saint-Jean, n° 2932, p. 227. — Approbation des statuts de la communauté des sœurs de Saint-Louis établie à Vire, n° 3028, p. 368. Voyez *Associations, Congrégations religieuses, Sœurs*.

COMMUNES. Réunion en une seule commune, sous le nom de *commune de Houguemarre-Guenouville*, des communes de Houguemarre et Guenouville, canton de Routot, arrondissement de Pont-Audemer (Eure), n° 3037, p. 379. Voyez *Chefs-lieux*.

COMPTABILITÉ des matières. Rapport et décret impérial sur la comptabilité des matières du département de la marine et des colonies, n° 3085, p. 429.

COMPTES rendus par les ministres. Voyez *Commission des comptes*.

CONCÈS. Dispositions relatives aux concès accordés aux agents vice-consuls, aux drogmans et aux chanceliers diplomatiques ou consulaires, n° 2942, p. 241.

CONGRÉGATIONS religieuses. Approbation de modifications aux statuts de la congrégation des sœurs de Saint-Martin, établie à Bourgueil (Indre-et-Loire), n° 2881, p. 63. — Autorisation à la congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ligny-le-Châtel (Yonne), de transférer à Seus le siège de son établissement, n° 2928, p. 218. — Approbation des statuts de la congrégation des Dames-Trinitaires, établie à Saint-Martin-en-Haut (Rhône), n° 3172, p. 711. Voyez *Associations religieuses, Communautés, Sœurs*.

CONSCRIPTION. Voyez *Armée de terre et de mer*.

CONSEIL des prises. M. de Lagan est nommé membre du conseil des prises, n° 2876, p. 56. Voyez *Douanes*.

CONSEIL d'État. Nomination d'un conseiller d'état, d'un maître des requêtes de première classe et d'un maître des requêtes de deuxième classe, n° 2910, p. 104. — Vacances du Conseil d'état pour l'année 1855, n° 2916, p. 105. — M. Delacour est nommé conseiller d'état en service ordinaire, n° 3117, p. 635. — MM. le comte Daboys, Maigne et Godelle, conseillers d'état, sont désignés pour faire partie de l'assemblée du Conseil d'état délibérant au contentieux, n° 3148, p. 636, et 3155, p. 644. — M. des Michels est nommé auditeur de première classe, n° 3164, p. 700. Voyez *Ministère d'état*.

CONSEILS de préfecture. Voyez *Préfectures*.

CONSEILS de prud'hommes. Établissement d'un conseil de prud'hommes à la Ferté-Macé (Orne), n° 3162, p. 699. — Modification de la composition du conseil de prud'hommes de Strasbourg, n° 3197, p. 757.

CONSEILS généraux et Conseils d'arrondissement. Convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session, n° 2857, p. 23; — des conseils généraux, n° 2920, p. 210; — des conseils d'arrondissement pour la seconde partie de leur session, n° 3026, p. 365.

CONSERVATEURS des hypothèques. Fixation du salaire des conservateurs des hypothèques pour la transmission des actes de mutation, n° 3145, p. 628.

CONTRIBUTIONS indirectes. Voyez *Logements*.

CONTRIBUTIONS spéciales. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

CONVENTIONS. Promulgation de la convention consulaire conclue, le 8 juin 1855, entre la France et les Pays-Bas, n° 2900, p. 89; — de la convention conclue entre la France et les Pays-Bas pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, n° 2944, p. 243; — de la convention conclue, entre la France, le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la Sublime-Porte, pour la garantie d'un emprunt turc, n° 2945, p. 248. — Ratification et promulgation de l'article qui proroge la convention conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la république orientale de l'Uruguay, n° 3042, p. 385. — Promulgation de la convention conclue, entre la France, la Belgique et la Prusse, pour la transmission des correspondances télégraphiques, n° 3110, p. 485; — de la convention additionnelle à la convention de poste du 3 avril 1843, conclue entre la France et le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, n° 3193, p. 749. Voyez *Chemins de fer, Traité*.

CORPS législatif. Clôture de la session extraordinaire du Corps législatif, n° 2869, p. 44. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1855, pour dépenses administratives et indemnités aux Députés, n° 2880, p. 62. — Nomination de M. le comte de Morny à la présidence du Corps législatif pour l'année 1856, n° 3134, p. 606. — Nomination des vice-présidents pour l'année 1856, n° 3242, p. 835; — des questeurs pour l'année 1856, n° 3243, p. 836.

CORPS-MORTS. Autorisation au sieur Branereau aîné d'établir dans le port de Bordeaux dix corps-morts pour l'amarrage des navires, n° 3061, p. 411.

CORRESPONDANCES télégraphiques. Voyez *Conventions*.

CÔTES. Voyez *Routes*.

COTISATIONS. Voyez *Bois pour l'approvisionnement de Paris*.

COUR des comptes. Vacances de la cour des comptes pour l'année 1855, n° 2959, p. 268.

COURS et tribunaux. Prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Limoges, n° 2893, p. 84. — Fixation du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Morlaix à douze et du tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône à trente et un, n° 2923, p. 213; — du tribunal de première instance de Redon (Ille-et-Vilaine), à onze, n° 2943, p. 242; — des avoués près le tribunal de première instance de Besançon (Doubs), à neuf; — des huissiers du tribunal de première instance de Tours (Indre-et-Loire), à trente-trois, et des huissiers du tribunal de première instance d'Orléans (Loiret), à vingt-huit, n° 3002, p. 311; — des avoués près le tribunal de première instance de Sedan (Ardennes), à six, n° 3005, p. 312; — des huissiers du tribunal de pre-

mière instance de Brioude (Haut-Loire), à vingt et un, n° 3035, p. 364; — des avoués près le tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or), à cinq; — des huissiers du tribunal de première instance de Dunkerque (Nord), à dix-sept; — des huissiers du tribunal de première instance d'Apt (Vaucluse), à onze, n° 3063, p. 412; — des avoués près le tribunal de première instance de Lectoure (Gers), à cinq, n° 3106, p. 452. — Prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Bagnères, n° 3154, p. 643. — Fixation du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Parthenay (Deux-Sèvres), à quatorze, n° 3244, p. 836. Voyez *Tribunal de police de Paris*.
Catons. Voyez *Budgets, Ministères*.

D

Délimitations maritimes et fluviales. Fixation de la limite du rivage de la mer sur la partie de la plage du bassin d'Arcachon, entre l'allée de la chapelle d'Arcachon et la pointe du Bernet (Gironde), n° 3009, p. 343; — du rivage de la mer dans la partie du bassin d'Arcachon contiguë à la commune de Gujan (Gironde), n° 3010, p. 342; — du rivage de l'île des Oiseaux, bassin d'Arcachon (Gironde), n° 3050, p. 397; — de la plage du bassin d'Arcachon, contiguë à des propriétés de M. Javal, n° 3051, p. 397.

Délais alimentaires. Prorogation du délai fixé par le décret du 2 juin 1855, concernant les diverses mesures relatives aux denrées alimentaires, n° 3033, p. 362; — de l'exemption des droits de navigation accordée aux chargements de grains et farines, de riz, de pommes de terre et de légumes secs, n° 3048, p. 395. — Prohibition de l'exportation des marrons et châtaignes, et de leurs farines, n° 3071, p. 422. — Prorogation de la faculté accordée aux navires étrangers d'effectuer le transport des grains et farines, du riz, des pommes de terre et des légumes secs, entre l'Algérie et la France, n° 3091, p. 437. Voyez *Algérie, Donanes*.

Domaines. Affectation au service du département de la guerre de deux parcelles de terrain dépendant de la forêt domaniale de la Petite-Pierre (Bas-Rhin), n° 2924, p. 213; — d'un terrain dépendant de la forêt domaniale de Batzenstruch, n° 3070, p. 421; — au service du chemin de fer de Paris à Rennes, du terrain occupé par la pondrière du service des contributions indirectes à Rennes, et au service des contributions indirectes, de trois parcelles de terrain, n° 3083, p. 427; — au service du département de la guerre, de terrains acquis par l'administration des ponts et chaussées, n° 3087, p. 432. — Autorisation au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de prendre possession d'une maison domaniale située sur le port de Quillan (Aude), n° 3100, p. 450. — Affectation au même département du fort de Mardyck, y compris l'extrémité du canal et l'écluse renfermée dans son enceinte, n° 3103, p. 451.
 Voyez *Législateurs*.

Donations. Voyez *Don et legs*.

Don et legs. L'académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter le legs fait par M. le baron de Saur-
 ... pour la fondation d'un prix à décerner au meilleur élève d'un nota-

liste, n° 2909, p. 203. — Dispositions relatives au legs fait par le docteur *Jecker* à l'académie des sciences, n° 2979, p. 291. — Autorisation à l'académie des beaux-arts de l'Institut impérial de France d'accepter la donation faite par mademoiselle *Esterre Leclère*, pour la fondation d'un prix à donner à l'élève de l'école impériale des beaux-arts de Paris ayant obtenu le premier second grand prix d'architecture, n° 3007, p. 342; — à l'académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France d'accepter la donation faite par madame veuve *Léon Faucher*, pour la fondation d'une récompense à décerner à l'auteur du meilleur mémoire sur une question d'économie politique ou sur la vie d'un économiste célèbre, n° 3080, p. 427.

DOTATION de l'armée. Voyez *Commission supérieure de la dotation de l'armée.*

DOUANES. Fixation des heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de la ville de Redon, n° 2846, p. 5. — Admission en France, en exemption de droits, des vanilles originales des colonies françaises des Antilles, de la Guyane et de Mayotte, n° 2858, p. 23. — Dispositions relatives à l'importation des mélasses destinées à la distillation, n° 2878, p. 49. — Admission en franchise des débris de fonte au-dessous de quinze kilogrammes, des vieux moulages hors de service, etc. expédiés de Corse sur le continent français, n° 2874, p. 50. — Dispositions relatives aux droits de douanes, n° 2875, p. 50. — Ouverture du bureau des douanes de Paimpol (Côtes-du-Nord) à l'importation de certaines marchandises, n° 2894, p. 85. — Un entrepôt réel de douanes pour les marchandises prohibées et non prohibées est accordé à la commune de Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), n° 2895, p. 86. — Ouverture du bureau de douanes des Fourgs (Doubs) à l'importation de certaines marchandises, n° 2957, p. 266. — Fixation du droit à l'importation de la vannerie, n° 2958, p. 267; — des droits à l'importation des fers, machines, mécaniques, toiles métalliques, etc. n° 2988, p. 301. — Importation temporaire, en franchise de droits, des grappes d'aillette destinées à être converties en huile, n° 2989, p. 304. — Admission, en franchise de droits, des bois de noyer sciés en plateaux, importés par navires français, n° 2990, p. 305. — Ouverture du bureau de douanes de Jumont (Nord) à l'importation et au transit de certaines marchandises, n° 2991, p. 306. — Fixation du droit à l'entrée sur le piment en grain ou moulu, d'origine étrangère, importé dans les ports d'Algérie, n° 3033, p. 373. — Établissements aux Fourgs (Doubs) d'un bureau de vérification pour la sortie des boissons à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, n° 3045, p. 389; — d'un pareil bureau à Glère (Doubs), n° 3059, p. 410. — Admission en franchise des droits de douane des produits destinés à la construction des bâtiments de mer, et fixation des droits à l'importation des navires étrangers, n° 3090, p. 435. — Fixation du droit à acquitter à l'entrée en France des marchandises prohibées faisant partie du chargement des navires capturés sur l'ennemi durant la guerre actuelle, n° 3137, p. 614. — Fixation des droits de douane à l'importation de farines et féculs de manioc et autres féculs exotiques, n° 3158, p. 648; — à l'importation de diverses marchandises, n° 3179, p. 728. — Les navires néerlandais sont affranchis du droit de tonnage établi par l'ordonnance du 26 juin 1841, n° 3230, p. 810. — Fixation des droits à l'importation des sucrés, n° 3231, p. 811. — Ouverture du bureau des douanes de Gerentan à l'entrée de certaines marchandises ainsi qu'à l'importation et à

l'exportation des grains et farines, n° 3232, p. 812. Voyez Colonies, Entrepôts réels de sels, Logements.

DUNES. Autorisation de faire occuper pour en effectuer l'ensemencement et la fixation des dunes situées dans les communes de Lège et du Porge (Gironde), n° 2901, p. 95; — des dunes mobiles situées dans la commune de Lège (Gironde), n° 2902, p. 95; — des dunes situées dans la commune de Porge (Gironde), n° 3222, p. 803.

E

ÉCOLE impériale d'application d'état-major. Création d'un emploi d'adjudant sous-officier maître de manège à cette école impériale, n° 3022, p. 362.

ÉCOLES préparatoires de médecine et de pharmacie. Réorganisation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse, n° 2905, p. 100.

ÉCOLES préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres. Création d'une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres dans la ville d'Angers, n° 2904, p. 99; — dans la ville de Mulhouse, n° 3067, p. 417.

ÉCLUSES. Voyez Canaux.

ÉMIGRATION européenne. Voyez Ministère de l'intérieur.

EMPRUNT. Voyez Caisse de la boulangerie de Paris.

EMPRUNT grec. Voyez Ministère des finances.

EMPRUNT ottoman. Garantie d'un emprunt qui sera contracté par le Gouvernement ottoman (loi du 17 juillet 1855), n° 2867, p. 41. Voyez Conventions.

EMPRUNTS de l'État. Autorisation pour l'inscription, sur le grand-livre de la dette publique, d'une somme de rentes nécessaire pour produire, au taux de la négociation, un capital de sept cent cinquante millions de francs (loi du 11 juillet 1855), n° 2844, p. 1.

ENREGISTREMENT. Voyez Timbre.

ENSEIGNEMENT supérieur des sciences et des lettres. Voyez Écoles préparatoires d'enseignement supérieur.

ENTREPÔTS réels de sels. Établissement d'un entrepôt réel et général de sels au port de Courseulles (Calvados), n° 3032, p. 372. Voyez Douanes.

ERRATA. Bulletin des lois n° 292, loi du 2 mai 1855, diverses rectifications de dates et de mots. Voir l'errata p. 48. — Bulletin des lois n° 323, p. 302, neuvième ligne, ajouter le mot *même*. Voir l'errata p. 380. — Bulletin des lois n° 327, p. 379, douzième et treizième ligne du décret n° 3038, rectification de date. Voir l'errata p. 452.

ÉTABLISSEMENTS pénitentiaires. Voyez Colonies pénitentiaires.

ÉTABLISSEMENTS religieux. Voyez Associations, Communautés, Congrégations, Sœurs.

ÉTAT-MAJOR. Voyez École impériale d'application d'état-major.

ÉVÊCHÉS. Création d'un évêché à Lavaud, n° 2993, p. 308.

EXPORTATION. Voyez Douanes, Grains.

EXPOSITION universelle. Clôture de l'exposition universelle de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts, n° 3278, p. 728.

F

VIRES: Voyez *Denrées alimentaires, Douanes, Grains.*

IS. Voyez *Douanes.*

DES COMMUN DES DÉPARTEMENTS. Répartition du fonds commun des départements affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant l'exercice 1856, n° 2921, p. 211. — Report sur l'exercice 1855 des fonds départementaux de l'exercice 1854, non employés au 30 juin 1855, n° 3177, p. 717.

ITE (Débris de). Voyez *Douanes.*

IS DE BUREAU DES TRÉSORIERS DE L'ARMÉE DU GÉNIE. Voyez *Armée de terre et de mer.*

OMENT. Voyez *Denrées alimentaires, Douanes, Grains.*

G

Z. Voyez *Traités.*

NDARMENTE. Admission dans la gendarmerie d'élèves gendarmes, n° 3098, p. 447. Voyez *Colonies.*

AINES D'AILLETTE. Voyez *Douanes.*

AINS. Tableau du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines, arrêté le 27 juillet 1855, n° 2903, p. 97. — Même tableau, arrêté le 22 août 1855, n° 2978, p. 289. — Même tableau, arrêté le 22 septembre 1855, n° 3055, p. 401. — Même tableau, arrêté le 27 octobre 1855, n° 3097, p. 445. — Même tableau, arrêté le 28 novembre 1855, n° 3149, p. 637. — Même tableau, arrêté le 26 décembre 1855, n° 3213, p. 781.

UES. Voyez *Canaux.*

H

USSIERS. Voyez *Cours et tribunaux.*

YPOTHÈQUES. Voyez *Conservateurs des hypothèques.*

I

PORTATION. Voyez *Douanes, Grains.*

POSITION. Voyez *Impôts.*

IMPÔT MUNICIPAL. Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 2 mai 1855, qui établit une taxe municipale sur les chiens, n° 2955, p. 264.

IMPÔT. Établissement d'impôts sur l'alcool, sur le prix des places des voya-

gours transportés par les chemins de fer, et celui des marchandises transportées à grande vitesse. Perception d'un nouveau décime sur le principal des impôts et produits de toute nature soumis au décime par les lois en vigueur (loi du 14 juillet 1855), n° 2859, p. 25. — Dispositions relatives à la publication de ladite loi, n° 2860, p. 27.

IMPRIMERIE impériale. Il sera fait recette au budget de l'imprimerie impériale du crédit ouvert pour les dépenses faites par cet établissement à l'occasion de l'exposition universelle, n° 3151, p. 640. Voyez *Ministère de la justice*.

INSTITUTEURS communaux. Voyez *Caisse d'épargne*.

INVENTIONS. Voyez *Brevets d'invention*.

J

JUSTICES de paix. Voyez *Algérie*.

L

LÉGION d'honneur. Virement de crédits au budget de l'exercice 1854, pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitement (exercices clos), n° 3202, p. 764. — Virement de crédit au budget de l'exercice 1854, n° 3203, p. 765. — Virement de crédit au budget de l'exercice 1855, n° 3204, p. 766. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1854, applicable à des dépenses pour décorations, frais de bureau, etc. n° 3226, p. 805. — Dispositions relatives aux brevets des membres de la Légion d'honneur, n° 3227, p. 806.

LEGS. Voyez *Dons et Legs*.

LÉGENES secs. Voyez *Denrées alimentaires, Denrées*.

LITS militaires (Service des). Voyez *Travaux*.

LOGEMENTS. Concession de logements à des employés des douanes et des contributions indirectes dans un bâtiment domanial, n° 2888, p. 78, et n° 3234, p. 823.

LYCÉES impériaux. Modifications du décret du 4 avril 1854, relatif à l'érection du collège de Colmar en lycée impérial, n° 3064, p. 413. — Élévation du lycée impérial de Tours de la quatrième à la troisième catégorie, n° 3065, p. 414. — Autorisation de fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Pau, deux demi-bourses, à trois cents francs l'une, n° 3159, p. 619; — dans le lycée impérial de Sens, cinq bourses entières, à six cents francs l'une, n° 3140, p. 619. — Modification de la fondation des bourses entretenues par la ville de Moulins dans son lycée impérial, n° 3141, p. 619.

M

MACHINES. Voyez *Denrées*.

MAJORATS. Dispositions relatives au majorat de M. le duc de Padoue, n° 3047, p. 392.

MARCHANDISES diverses. Voyez *Impôts*.

MARCHANDISES prohibées. Voyez *Douanes*.

MARRONS. Voyez *Denrées alimentaires*.

MATIÈRES de construction. Voyez *Douanes*.

MÉCANIQUES. Voyez *Douanes*.

MÉDECINE. Voyez *Écoles préparatoires de médecine*.

MÉLASSES. Voyez *Douanes*.

MERCURIALES. Voyez *Grains*.

MINES. Abrogation du dernier paragraphe de l'article 29 du décret du 24 décembre 1851, sur le service des mines, n° 3021, p. 361.

MINISTÈRE des affaires étrangères. Virement de crédits au budget de l'exercice 1854, n° 2890, p. 81. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, destiné à solder les dépenses d'achèvement de l'hôtel du ministère, n° 3207, p. 771. — Virement de crédits au budget de l'exercice 1855, n° 3228, p. 808. Voyez *Budget*.

MINISTÈRE de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Crédit, sur l'exercice 1854, représentant la somme versée au trésor par la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, pour sa part contributive dans le prix de terrains expropriés en 1854, n° 2950, p. 257. — Crédits, sur l'exercice 1855, représentant la somme versée au trésor public par la ville de Paris, le 28 avril et le 13 septembre 1855, pour concourir à la construction du pont de l'Alma, n° 3034, p. 374, et n° 3066, p. 419. — Virement de crédits au budget de l'exercice 1855, n° 3093, p. 439. — Crédits sur l'exercice 1855, pour le service de l'exposition universelle, n° 3094, p. 440. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, pour le contrôle et la surveillance des chemins de fer, p. 3108, p. 482. — Crédit représentant les sommes versées au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1855, n° 3161, p. 694. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, pour recherches relatives aux approvisionnements en céréales et en fourrages disponibles dans les provinces danubiennes, n° 3201, p. 763. Voyez *Budget*.

MINISTÈRE d'état. Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1854, pour la liquidation du passif de l'Opéra, arrêté le 1^{er} juillet 1854, n° 2896, p. 86. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1854, applicable aux dépenses du matériel du Conseil d'état, n° 2907, p. 102. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, pour les dépenses concernant la réunion des Tuileries au Louvre, n° 2949, p. 255. — Crédit extraordinaire pour les dépenses de la cérémonie religieuse et de la fête du 13 septembre 1855, n° 3031, p. 371. — Crédit extraordinaire pour les dépenses du service de l'exposition universelle de 1855, n° 3088, p. 433. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, applicable au personnel du Conseil d'état, n° 3124, p. 528. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, pour les dépenses de la réunion des Tuileries au Louvre, n° 3185, p. 737. — Virement de crédits au budget de l'exercice 1854, n° 3206, p. 770. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1856, pour l'achèvement du monument à la mémoire de l'archevêque de Paris, et annulation au budget de 1854, n° 3208, p. 772. — Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1852, n° 3209, p. 771. Voyez *Budget*.

MINISTÈRE des finances. Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1854, applicable à des dépenses de matériel de l'enregistrement et des domaines et des forêts,

n° 2863, p. 36. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1854, réparti entre divers chapitres, n° 2864, p. 37. — Revirement de crédits au budget de l'exercice 1854, n° 2866, p. 39. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, pour achat de tabacs, n° 2912, p. 201. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, pour diverses dépenses, n° 2913, p. 202. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, pour le service de l'emprunt grec, n° 2917, p. 208. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1854, pour le service de l'enregistrement et des domaines, n° 2939, p. 237. — Virement de crédits au budget de l'exercice 1854, n° 2940, p. 238. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, applicable aux services de la dette publique et des postes, n° 2987, p. 300. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, applicable à divers chapitres, n° 3099, p. 449. — Répartition, par subdivision de chapitre, du crédit accordé, sur l'exercice 1856, pour les dépenses du ministère des finances, n° 3160, p. 653. — Ouverture au budget de l'exercice 1854 de deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos, n° 3171, p. 709. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, applicable à divers chapitres, n° 3186, p. 738. — Crédit supplémentaire pour une dépense constatée sur un exercice clos, n° 3187, p. 740. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1856, pour le service de la dette publique, n° 3189, p. 742. Voyez *Bons du trésor, Budget, Corps législatif, Emprunts de l'État, Travaux*.

MINISTÈRE de la guerre. Crédit extraordinaire de trois cent mille francs pour les familles des militaires morts à l'armée d'Orient, n° 2956, p. 265. — Supplément de crédit pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider en 1855, n° 3024, p. 363. — Répartition par articles du crédit ouvert pour les dépenses de 1856, n° 3135, p. 607. Voyez *Budget, Travaux*.

MINISTÈRE de l'instruction publique et des cultes. Crédit supplémentaire pour des créances constatées sur les exercices clos (service des cultes), n° 3066, p. 415. — Virement de crédit au budget de l'exercice 1855, n° 3229, p. 809. Voyez *Budget*.

MINISTÈRE de l'intérieur. Virement de crédit au budget de l'exercice 1854, n° 2919, p. 209. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, pour le paiement de la première annuité due par l'État à la ville du Havre, aux termes de la loi du 22 juin 1854, n° 2974, p. 284. — Report à l'exercice 1855 d'une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1854, pour la création d'établissements modèles de bains et lavoirs publics gratuits ou à prix réduits, n° 2975, p. 285. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, à l'effet de rembourser le trésor et la ville de Lyon des avances qu'ils ont faites, en 1848, pour le service des ateliers nationaux, n° 3029, p. 369. — Crédit, sur l'exercice 1855, pour subventions aux travaux d'utilité communale et aux distributions de secours par les bureaux de bienfaisance, n° 3039, p. 381. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, pour les dépenses du service de l'émigration européenne, n° 3086, p. 431. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, pour le paiement d'une somme dont l'État est débiteur envers deux anciens entrepreneurs du travail dans les prisons de la Seine, n° 3169, p. 705. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1855, applicable au chapitre XVII (Frais de détention et de transport des condamnés à la charge de l'État), n° 3199, p. 760. Voyez *Budget, Travaux*.

MINISTÈRE de la justice. Virement de crédit au budget de l'exercice 1854, n° 2872, p. 47. — Répartition, par articles, du crédit accordé pour les dépenses de l'année 1856, n° 3123, p. 525. — Crédit extraordinaire pour les dépenses faites par l'Imprimerie impériale à l'occasion de l'exposition universelle, n° 3150, p. 539. — Crédit supplémentaire applicable au chapitre II du budget de l'Imprimerie impériale, exercice 1855, n° 3152, p. 641. Voyez *Budget*.

MINISTÈRE de la marine et des colonies. Crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, n° 2862, p. 33. — Virement de crédit au budget de l'exercice 1854 (service colonial), n° 2915, p. 204. — Crédit extraordinaire sur l'exercice 1855, réparti sur divers services et chapitres, n° 2925, p. 215. — Crédit extraordinaire sur l'exercice 1854, réparti sur divers chapitres, et annulation de sommes sur les crédits alloués au budget du même exercice, n° 2927, p. 217. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1855, applicable aux services marine et colonial, n° 3157, p. 647. — Répartition, par subdivisions de chapitre, du crédit accordé pour les dépenses de l'exercice 1856, n° 3233, p. 813. Voyez *Budgets*, *Comptabilité des matières*, *Préfets maritimes*.

BOULAGES (Vieux). Voyez *Douanes*.

N

NAVIGATION. Voyez *Canaux*, *Dépenses alimentaires*, *Douanes*.

NAVIRES étrangers. Voyez *Algérie*, *Dépenses alimentaires*, *Douanes*.

NAVIRES néerlandais. Voyez *Douanes*.

NOMINATIONS. Voyez *Commission des comptes*, *Commission supérieure de la dotation de l'armée*, *Conseil d'état*, *Conseil des prises*, *Corps législatif*, *Préfectures*, *Sénat*.

NOMS. Sont autorisés, M. Delande (Joseph-Édouard), à substituer à son nom celui de Delanne, n° 2848, p. 7; — M. Cochon (Charles-Ferdinand), à substituer à son nom celui de Delacour, n° 2897, p. 87; — M. de Caze (Alexandre-Gustave-Henri-Xavier) et ses enfants mineurs, de Caze (Marie-Alexandre-François-Augustin) et de Caze (Enguerrand-Alexandre-Gustave-Adolphe), à ajouter à leur nom les noms de de Salignac de la Mothe-Fénélon, — MM. de Salignac-Fénélon (Jean-Raymond-Sigismond-Alfred), de Salignac-Fénélon (Adolphe Louis-Émilien-Frédéric), de Salignac-Fénélon (Jules-Victor-Anatole), de Salignac-Fénélon (Louis-Alphonse) et de de Salignac-Fénélon (Henri-Léonce), à ajouter à leur nom celui de Fénélon, et à s'appeler, à l'avenir, de Salignac-Fénélon, n° 3038, p. 379; — M. Charles Pelagie, à ajouter à son nom les noms de Édouard Salle, n° 3111, p. 497; — M. Courtin de Torsay (Godefroy-Louis-Stanislas) et son fils mineur Marcel-Marie-Godefroy Courtin de Torsay, à ajouter à leur nom celui de de Malherbe, n° 3125, p. 529; — MM. Scellier (Pierre-Joseph) et Scellier (Henry-Vincent), à ajouter à leur nom celui de de Lamplé, n° 3181, p. 732; — M. Cimetière (Théophile-Jules-Maximilien), à substituer à son nom celui de Euverte, n° 3212, p. 780.

NOTES (Bois de). Voyez *Douanes*.

O

OCTROI de Paris. Tarif de l'octroi de Paris, n° 3118, p. 510.

ŒILLETTE (Graines d'). Voyez *Données*.

ŒUVRES d'esprit et d'art. Voyez *Conventions*.

• **OPÉRA.** Voyez *Ministère d'état*.

ORGANISATION judiciaire. Voyez *Colonies*.

OUTILS. Voyez *Données*.

P

PASSAGES d'eau. Voyez *Bacs et passages d'eau*.

PENSIONS de retraite. Voyez *Armée de terre et de mer*.

PHARMACIE. Voyez *Écoles préparatoires de médecine et de pharmacie*.

PIMENT en grains ou moulu. Voyez *Données*.

PLACES de guerre. Homologation des plans de délimitation et des projets-verbaux de bornage de zones de servitudes et des polygones exceptionnels de diverses places de guerre et postes militaires, n° 2938, p. 235. — Permission d'élever des constructions de toute nature le long des allées marines, dans la deuxième zone de servitudes de la place de Bayonne, n° 3130, p. 597.

POLICE. Fixation des cadres du personnel de la police des villes régies par l'article 50 de la loi du 5 mai 1855, n° 3131, p. 598. — Modification du cadre du personnel de la police de Rouen, n° 3167, p. 703. Voyez *Chemins de fer, Tribunal de police de Paris*.

PONTS. Fixation du tarif des droits à percevoir au passage du pont sur la Dordogne, à Argentat (Corrèze), n° 3096, p. 442. — Complément du tarif des droits à payer sur le pont de Kermelo (Morbihan), n° 3180, p. 731. Voyez *Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, Préfets privés, Utilité publique*.

PONTS et chaussées. Abrogation du § 2 de l'article 30 du décret du 13 octobre 1851, sur le service des ponts et chaussées, n° 3020, p. 360.

POSTES. Voyez *Conventions*.

POSTES militaires. Voyez *Places de guerre*.

PRÉFECTURES, Sous-Préfectures, Préfets, Secrétaires généraux, Sous-Préfets, Conseillers de préfecture. Dispositions relatives à l'avancement des préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture, n° 2951, p. 258. — Nomination de onze sous-préfets, n° 3072, p. 423; — d'un secrétaire général de préfecture et de six sous-préfets, n° 3073, p. 424; — de deux membres de conseil de préfecture, n° 3074, n° 424; — de douze sous-préfets, n° 3075, p. 424; — de cinq membres de conseil de préfecture, n° 3076, p. 425; — de quatre préfets, n° 3077, p. 426; — d'un secrétaire général de préfecture, de trois sous-préfets et d'un membre de conseil de préfecture, n° 3078, p. 426; — d'un sous-préfet à Bar-sur-Seine, n° 3079, p. 426; — d'un membre de conseil de préfecture (Haut-Rhin), n° 3084, p. 428; — d'un sous-préfet de Marvejols (Lozère), n° 3109, p. 483. — M. *Monton-Duvernay*, sous-préfet de Briey, est autorisé à conserver le titre d'auditeur en service extraordinaire, n° 3163, p. 700.

PRÉFETS, Sous-Préfets. Voyez *Préfectures*.

PRÉFETS maritimes. Fixation des appointements fixes des préfets maritimes à

- Chambéry, Laissas et Rochefort**, lorsque ces officiers sont vice-amiraux, n° 2914, p. 203.
- Propriétés privées**. Rectification de l'article 1^{er} du décret du 16 février 1855, relatif aux propriétés privées qui ont acquis une plus-value par suite de la construction du quai de Vaise à Lyon, n° 2995, p. 309.
- Prud'hommes**. Voyez *Conseils de prud'hommes*.
- Revenus de l'enregistrement et des domaines**. Voyez *Caisse des dépôts et consignations*.
- Régime**. Voyez *Armes de terre et de mer*.

R

- Riz**. Voyez *Denrées alimentaires, Douanes*.
- Routes, Chemins et Usins**. Rectification de la route départementale du Var n° 7, de Draguignan à Barjols, entre Salernes et Sillans, n° 2898, p. 67. — Fixation à quinze du nombre des routes départementales classées dans le département de Loir-et-Cher, leurs numéros et désignations, n° 2922, p. 213. — Rectification de la route départementale de l'Ardèche n° 5, de la croisière de l'Uzer au Monestier, entre Largentière et la borne kilométrique n° 7, n° 2961, p. 269. — Classement de la route départementale du Gard n° 14, du Pont-de-Nieux à Villeneuve-les-Avignon, n° 2982, p. 270. — Rectification de la route départementale de Vaucluse n° 15, entre Bonniex et le plateau des Claparèdes, n° 2968, p. 271; — de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 7, entre la partie neuve du Malvalet et la borne kilométrique n° 6, n° 2966, p. 271; — de la route départementale du Finistère n° 10, entre l'anse de Ponta-Liben et la croix de Kéroual-Blau (deuxième côte de Penfeld), n° 2983, p. 296. — Classement de la partie de la route départementale du Lot n° 6, de Cahors à Moissac, dite embranchement de l'Hospitalet, n° 2994, p. 309. — Rectification de la route départementale de Saône-et-Loire n° 10, entre la Clayette et la limite de la Loire, n° 2996, p. 310; — de la même route, entre Toulon-sur-Arroux et Perreux-les-Forges, n° 2997, p. 310; — de la route impériale n° 143, de Clermont à Tours, dans la côte de Nériz, n° 3000, p. 311; — de la route impériale n° 67, de Saint-Dizier à Lausanne, entre Pouilley-les-Vignes et Besançon, n° 3001, p. 311. — Classement du chemin de grande communication n° 4, compris entre Trans et Villecherol, comme prolongement de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 18, n° 3008, p. 343. — Raccordement de la route départementale de Tarn-et-Garonne n° 20, de la Française à la Guépie, avec la route impériale n° 127, aux abords de la Française, n° 3062, p. 397. — Rectification de la côte de Saint-Loubert, route départementale de la Gironde n° 24, de Grignols à Uccumont, n° 3053, p. 398; — de la route départementale de Saône-et-Loire n° 8, entre Joncy et Saint-Gengoux-le-Royal, n° 3056, p. 403; — de la route départementale de l'Ain n° 11, dans la pente de Bercins, n° 3081, p. 427; — des pentes et rampes des Filletières, route départementale de Saône-et-Loire n° 11, de Chagny à Mâcon, n° 3095, p. 441; — de la route départementale du Lot n° 11, entre Cahors et Saint-Pantaléon, n° 3101, p. 450; — de la route départementale de la Creuse n° 8, à la sortie de Chambon, n° 3102, p. 450. — Changement de dénomination des routes de

211. **Saint-et-Oise** n° 321, p. 813. — Déplacement et classement de diverses routes départementales et chemins du département de Saône-et-Loire, et rectification de la route départementale n° 3, entre Châlon et Carnegney, n° 3219, p. 779. — Rectification de la côte de la Vardé à la sortie de Pezmes, route départementale de la Haute-Saône n° 1, de Vesoul à Auxonne, n° 3216, p. 801; — de la route départementale du Gard n° 10, entre l'embranchement du chemin de Cayrac et la sortie du Calvisson, n° 3218, p. 802; — de la route départementale de la Gironde n° 13, dans la traverse de Bazas, n° 3219, p. 802; — de la route départementale n° 20, entre le vallon de Saint-Pierre et la Croix-de-Taradeau, n° 3220, p. 802; — de la route départementale du Morbihan n° 2, entre le Faouët et le pont du Quillio, n° 3221, p. 803; — de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes, dans la traverse de la Guillotière, à Lyon, n° 3223, p. 803; — de la route départementale de l'Aisne n° 14, dans la traverse de Crézancy, n° 3224, p. 803; — de la route départementale du Finistère n° 1, entre l'embranchement de la route départementale n° 11, près Concarneau, et la borne kilométrique n° 43, n° 3225, p. 804.

S

SCIENCES et lettres. Voyez *École préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et lettres.*

SELS. Voyez *Entrepôts réels de sels.*

SÉNAT. Clôture de la session extraordinaire du Sénat, n° 2870, p. 44. — M., le général Canrobert est élevé à la dignité de sénateur, n° 3063, p. 413. — Nomination de M. Troplong à la présidence du Sénat pour l'année 1856, n° 3240, p. 834. — Nomination des vice-présidents pour l'année 1856, n° 3241, p. 835.

SERVITUDES. Voyez *Places de guerre.*

SŒURS. Autorisation pour la fondation d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Fontaines (Saône-et-Loire), n° 2849, p. 9; — de sœurs de la Doctrine chrétienne, à Clairac (Lot-et-Garonne), n° 2851, p. 14; — de sœurs de la Retraite de la Société de Marie, à Cholet (Maine-et-Loire), n° 2852, p. 16; — de sœurs de la Miséricorde, à Gersat (Puy-de-Dôme), n° 2854, p. 19; — de sœurs de la Providence, à Chamboarcy (Seine-et-Oise), n° 2879, p. 60; — de sœurs de Saint-Charles, à Roanne, n° 2882, p. 64; — de sœurs de la Charité, dites *filles du Saint-Esprit*, à Pleyber Christ (Finistère), n° 2883, p. 68; — de filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à Prunay (Seine-et-Oise), n° 2884, p. 71; — de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Amiens, n° 2886, p. 75; — de religieuses augustines, à Crèvecœur (Nord), n° 2887, p. 76; — de sœurs de l'Instruction chrétienne, à Angers, n° 2929, p. 220; — de sœurs de l'Instruction chrétienne, dites *de la Providence*, à Réalmont (Tarn), n° 2930, p. 223; — de filles de la Sagesse, à Vix (Vendée), n° 2933, p. 229; — de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Marcq-en-Barœul (Nord), n° 2969, p. 273; — des mêmes sœurs, au Puy, n° 2970, p. 275; — de filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à Saint-Pierre-de-Maillé (Vienne), n° 2971, p. 276; — de sœurs de la Providence, à Barles-Monchel (Pas-de-Calais), n° 2972, p. 278; — des mêmes sœurs, à Zimpring (Moselle).

n° 2973, p. 282; — de filles de la Providence, dites *de Sainte-Thérèse*, à Roncq (Nord), n° 2986, p. 298; — de sœurs de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Couhé (Vienne), n° 3012, p. 346; — de sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Pons (Hérault), n° 3013, p. 348; — de sœurs de Notre-Dame, à Vervins (Aisne), n° 3014, p. 350; — de sœurs adoratrices de la Justice-de-Dieu, à Pontmain, commune de Saint-Ellier (Mayenne), n° 3015, p. 351; — de dames du Sacré-Cœur, à Beauvais, n° 3016, p. 354; — de sœurs de la Miséricorde, à Escoutoux (Puy-de-Dôme), n° 3017, p. 356; — de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Châteaugontier, n° 3043, p. 386; — de sœurs de la Miséricorde, à Ravel (Puy-de-Dôme), n° 3046, p. 390; — de sœurs de la Providence, à Bourg-les-Comptes (Ille-et-Vilaine), n° 3114, p. 502; — de sœurs de Saint-Joseph de Terbes, à Caxion (Hautes-Pyrénées), n° 3115, p. 505; — de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Bar-sur-Aube, n° 3116, p. 507; — de filles de la Charité du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure), n° 3142, p. 621; — de filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à Guiche (Basses-Pyrénées), n° 3143, p. 623; — de sœurs de la Charité, à la Suze (Sarthe), n° 3144, p. 626; — de filles de Marie, à Lons-le-Saunier, n° 3153, p. 642; — des demoiselles de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), n° 3156, p. 645; — de sœurs de la Providence, à Arraincourt (Moselle), n° 3170, p. 706; — de sœurs de la Nativité de Notre-Seigneur, à Orange, n° 3184, p. 736; — de sœurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, à Moulins, n° 3190, p. 743; — de sœurs de Saint-Joseph, à Pouilly-le-Monial (Rhône), n° 3191, p. 745; — de sœurs de Saint-Joseph, à Paris, et transfert audit établissement du noviciat de Bailleul (Oise), n° 3235, p. 824; — de sœurs de la Charité de Besançon, à Valay (Haute-Saône), n° 3237, p. 828.
Voyez *Communautés, Congrégations religieuses*.

SORBONNE. Voyez *Travaux*.

STATUTS. Voyez *Communautés, Congrégations religieuses*.

SUBSISTANCES militaires. Voyez *Armée de terre et de mer*.

SUCRES. Voyez *Douanes*.

SYNDICATS. Dépenses à la charge des syndicats de divers départements, n° 2963, p. 270.

T

TARIFS. Voyez *Armée de terre et de mer, Bacs, Canaux, Octroi de Paris, Ponts, Utilité publique*.

TAXE municipale. Voyez *Impôt municipal*.

TÉLÉGRAPHE sous-marin de la Méditerranée. Élévation de quatre à cinq pour cent de l'intérêt garanti par l'État à la compagnie de ce télégraphe (loi du 17 juillet 1855), n° 2868, p. 42.

TIMBRE. Délai jusqu'au 1^{er} janvier 1856 pour soumettre au visa pour timbre et à l'enregistrement, sans droits en sus ou amendes, les actes sous seings privés translatifs de propriétés immobilières ou de droits réels susceptibles d'hypothèques, n° 3060, p. 410.

TOILES métalliques. Voyez *Douanes*.

TRAITÉS. Approbation du traité conclu, le 23 juillet 1855, pour la concession, pendant cinquante années, de l'éclairage et du chauffage au gaz dans la ville de Paris; n° 2962, p. 259. — Promulgation du traité conclu, le

23 novembre 1855, entre la France, le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les royaumes-unis de Suède et de Norwège, n° 3182, p. 733.
TRANSPORTATION. Dispositions relatives à la transportation, n° 3188, p. 741.
Voyez Colonies pénitentiaires.

TRAVAUX. Le décret du 17 novembre 1854, relatif aux travaux de construction d'un nouvel hôtel de la caisse des dépôts et consignations, est rapporté, n° 2891, p. 83. — Affectation d'une somme de trois cent mille francs à la construction d'un établissement d'artillerie à Lille, n° 2936, p. 233. — Affectation d'une somme de quatre cent mille francs à la construction, à Metz, d'un bâtiment destiné au service des lits militaires, n° 2937, p. 234. — Autorisation pour la reconstruction de la Sorbonne, n° 2981, p. 295.
Voyez Ministère d'état, Ponts, Propriétés privées, Utilité publique.

TRIBUNAL de police de Paris. Fixation du traitement des commis-greffiers assermentés près le tribunal de police de Paris, n° 3030, p. 370.

TRIBUNAUX. *Voyez Cours et tribunaux.*

U

UTILITÉ publique. Sont déclarés d'utilité publique la construction d'un pont communal fixe, sur la Somme, à Camon, et tarif des droits de péage, n° 2847, p. 5; — l'établissement, aux abords de la ville de Tours, de deux courbes de raccordement direct entre les chemins de fer d'Orléans, de Bordeaux et de Nantes, et d'une gare de manœuvre pour l'usage de ces courbes, n° 2899, p. 88; — la construction d'un pont communal fixe sur le Séran, à Yon (Ain), et tarif des droits à payer, n° 3040, p. 382; — d'un pont communal en charpente, sur l'Aube, commune de Baudement (Marne), et tarif des droits à payer, n° 3041, p. 383; — d'un pont communal fixe en maçonnerie, en fonte et fer, sur la Seine, à la Tombe (Seine-et-Marne), et tarif des droits à payer, n° 3049, p. 395; — d'un pont communal en charpente, sur la Canche, devant le port d'Étaples (Pas-de-Calais), et tarif des droits à payer, n° 3054, p. 398; — d'un pont suspendu sur le Cher, à Mennetou, et tarif des droits à payer, n° 3112, p. 497; — d'un pont communal fixe sur la Vienne, à Saint-Romain (Vienne), n° 3192, p. 746; — d'un pont communal suspendu sur la rivière d'Ain, à Port-Galland (Ain), et tarif des droits à payer, n° 3215, p. 799.

V

VANILLES originaires des Antilles, de la Guyane et de Mayotte. *Voyez Douanes.*

VANNERIE. *Voyez Douanes.*

VÉTÉRINAIRES. *Voyez Armée de terre et de mer.*

VOITURES de place et voitures dites de régie. Approbation des délibérations de la commission municipale de Paris, relatives aux voitures dites de place et aux voitures dites de régie en remise, n° 2977, p. 267.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME VI.

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

1910—3-40